



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

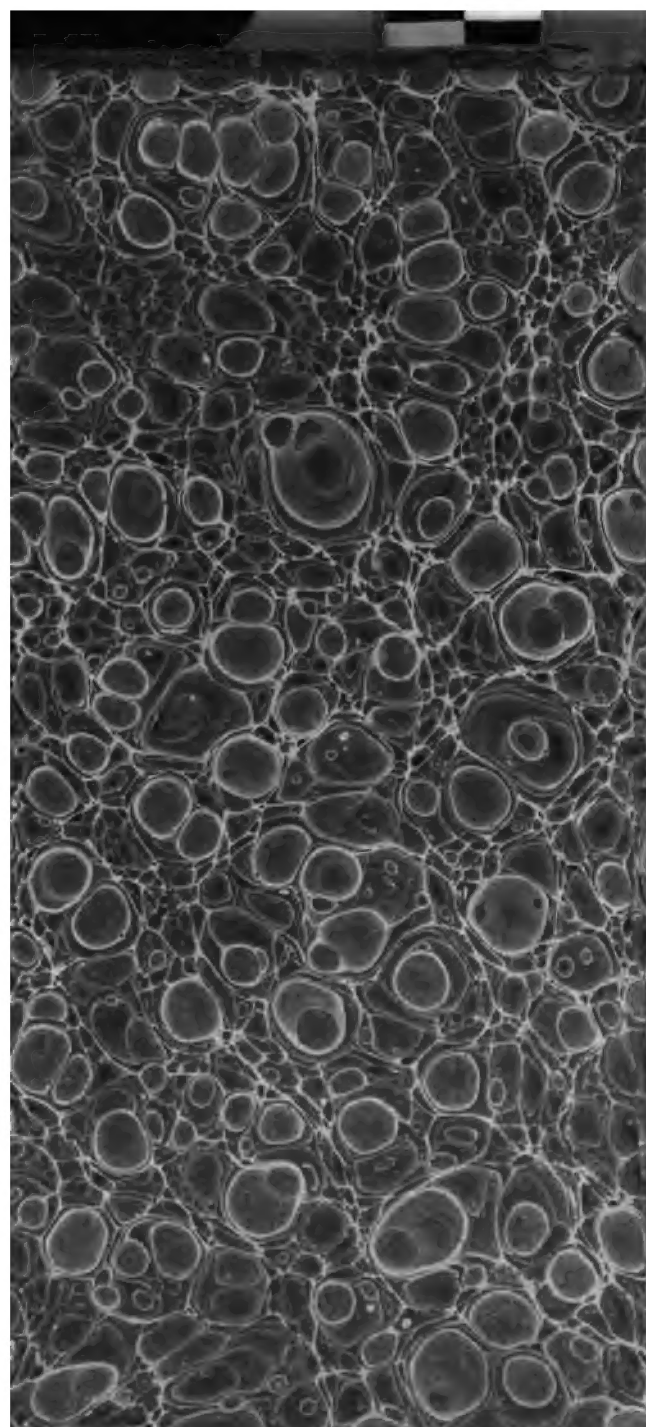
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

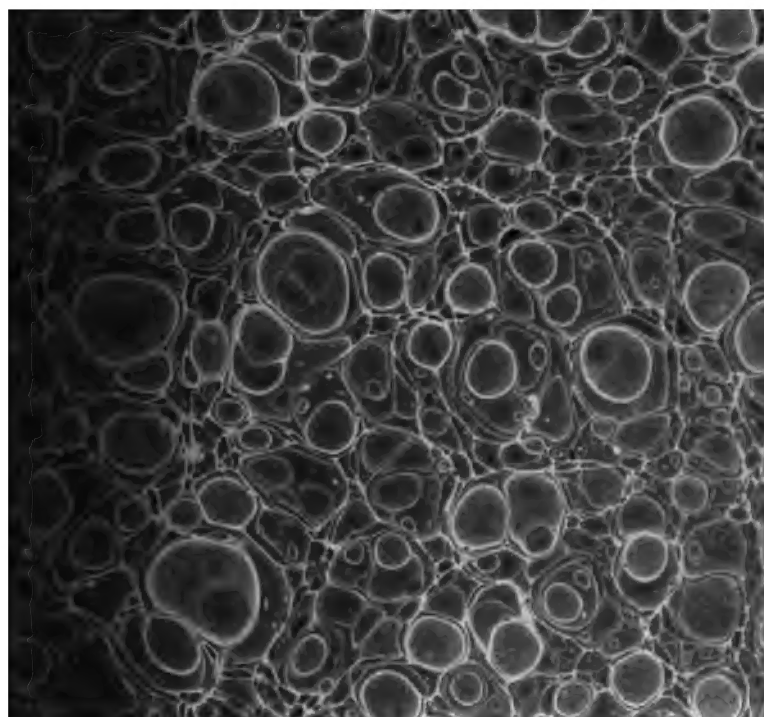








600034894Y





600034894Y

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION.

Publiées par L. PRUDHOMME, à l'époque
du 12 juillet 1789.

Avec gravures et cartes des départemens de France.

AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous.



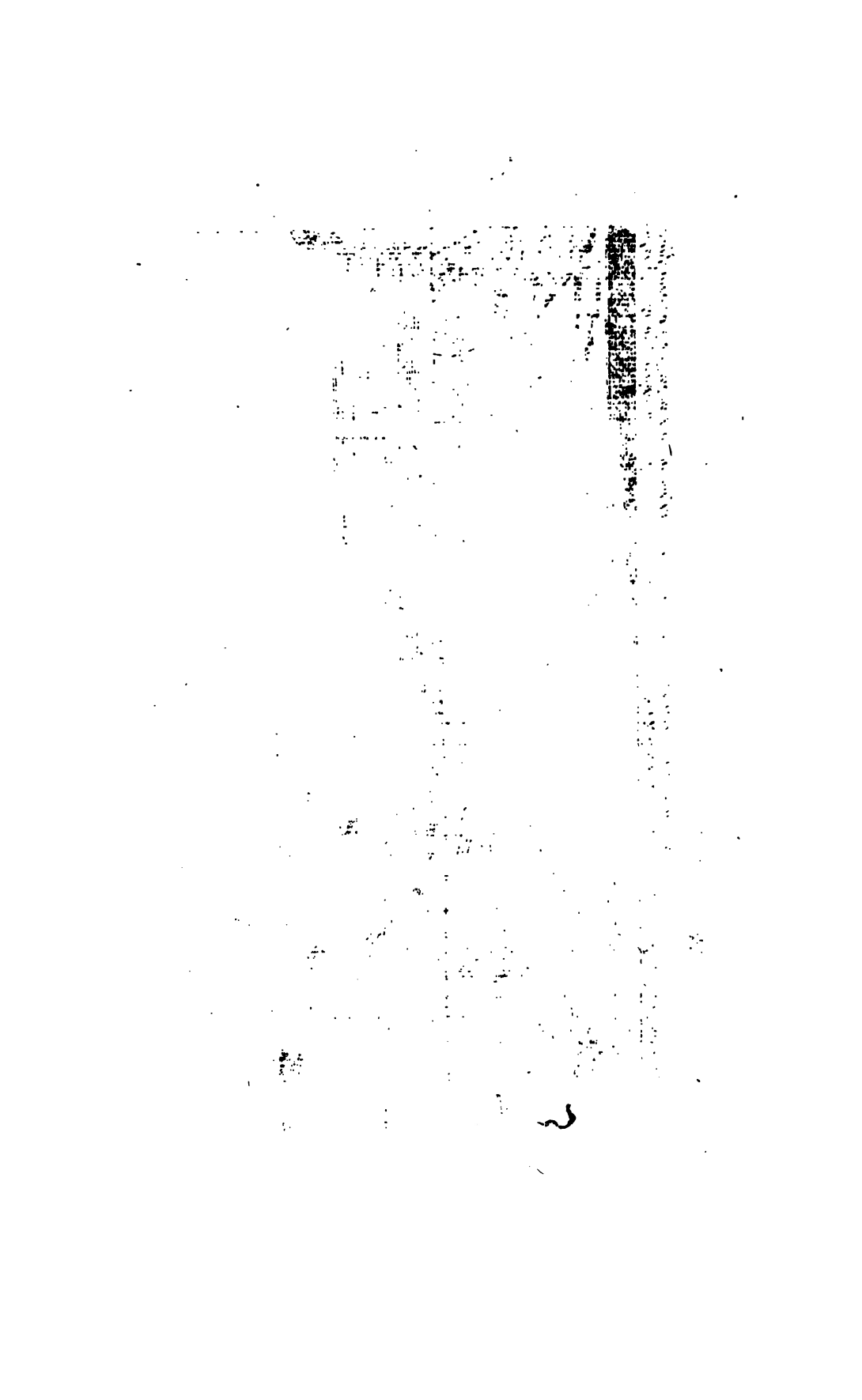
P A R I S,
RUE DES MARAIS F. S. G. N°. 20.

1 7 9 2.

237. f. 191.



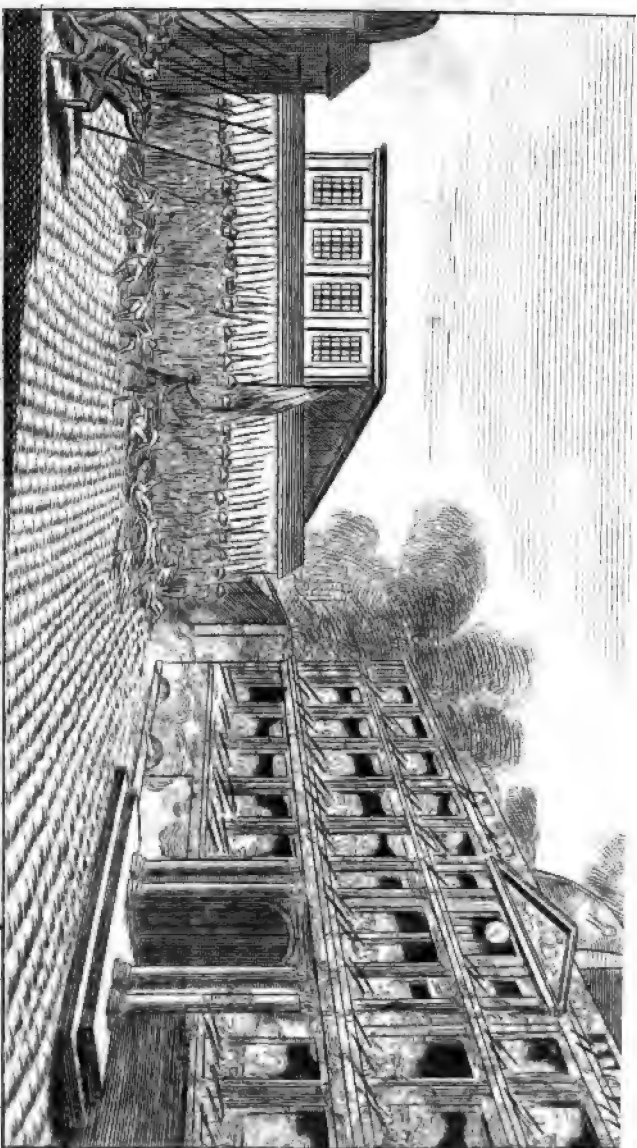
000034894Y





600034894Y





*Sur l'industrie papière des environs à travers les Couverts du Chateau les Cigarières entassées dans les Caves avec
cylindres, et l'éclaircissement fait par eau en couverte par terre un grand nombre.*

RÉVOLUTIONS DE PARIS.

DU 22 AU 29 SEPTEMBRE 1792.

De la république française.

CITOYENS ! félicitons-nous. L'an 4 de notre révolution est aujourd'hui l'an premier de la république française. Le décret en est porté ; nous nous constituons *républicains*.

Quelques-uns d'entre vous s'effarouchent encore de ce mot, long-temps anathématisé, & que l'ainé des Mirabeau au lit de mort, & la Fayette dans sa fuite, ont voulu flétrir en le donnant pour synonyme de factieux, de perturbateurs & même de brigands.

On vous a dit que le régime républicain est un gouvernement anarchique, un corps monstrueux composé d'autant de têtes que de bras. On vous menace déjà d'autant de maîtres que vous aurez de représentans & d'administrateurs. L'on ajoute qu'il vaudroit beaucoup mieux obéir à un seul tyran ; fût-ce Charles IX ou Louis XVI, que d'avoir affaire à plusieurs autorités constituées, ne fussent-elles confiées qu'à des Aristides ou à des Pétions. On vous a dit encore que le mode républicain est toujours orageux ; qu'il faut combattre sans cesse, sans cesse dénoncer & punir....

Citoyens ! ne croyez pas tout cela. Tout cela n'est point la république. Gardez-vous de juger de l'avenir d'après l'histoire de nos quatre premières années ; le passage de la servitude monarchique à la liberté républicaine est nécessairement bordé d'écueils, & sujet aux tempêtes ; mais enfin on arrive au port, & nous y touchons.

On ira plus loin. On vous soutiendra peut-être que même la topographie de la France s'oppose à l'admission & au succès de ce régime politique ; comme si la nature, qui a fait tous les hommes libres, leur eût assigné pour l'être certains climats préférablement ou exclusivement à d'autres !

Mais on insiste : la république ne convient qu'à de petits états, à des pays de montagnes, à des îles ; & encore les fruits qu'elle y donne sont-ils amers. Voyez, vous dira-t-on, la Hollande & la Suisse ; ils ont le mot de liberté écrit sur toutes leurs enseignes de guerre, sur la proue de tous les vaisseaux : possèdent-ils la chose ? & peuvent-ils y pré-

tendre, les uns avec leur Athoudérat, les autres avec leurs magistratures aristocratiques ? Pas plus que la république de Venise avec son doge. Les états-unis assemblés en congrès à Philadelphie sont plus réellement libres. Mais d'abord leur constitution est toute récente ; & ensuite, de quelle existence politique jouissent-ils sur ce globe ? Relégués au nord de l'Amérique, ils doivent leur indépendance, ainsi que les sauvages du Canada la leur, au peu de profit qu'il y auroit à les remettre sous le joug.

L'histoire ancienne, continue-t-on, n'est pas plus heureuse, ni plus concluante en faveur du républicanisme, quoiqu'elle offre des autorités plus graves, des tableaux plus frappans. Athènes, Sparte & Rome réveillent des idées brillantes. Mais si l'on descendait dans les détails de la vie civile de ces fiers républicains, qui de loin nous paroissent si grands, si sages, si heureux, il y auroit de quoi dégoûter de la république. C'est pourtant sous le règne de la liberté populaire qu'Aristide fut condamné à l'ostracisme, & Socrate à la ciguë. Lacédémone étoit plutôt un séminaire de soldats qu'une cité d'hommes libres : à Rome, les patriciens seuls pouvoient se vanter de l'être, aux dépens de la caste plébéienne ; & que de sang versé à ce sujet en pure perte ! Le peuple inconséquent ou ingrat, peut-être l'un & l'autre, immole les deux Gracchus, admire froidement le trépas héroïque de Caton & de Brutus, & va pleurer sur le cadavre de Jules-César, qui le fait son légataire.

Que n'ajoute-t-on encore le supplice de Barneveldt & le scandale de la mort paisible de Cromwel. Il y a réponse à tous ces faits qu'on peut cumuler à l'infini & rapprocher au désavantage du gouvernement républicain, tel qu'il a été constitué chez plusieurs nations, jusqu'à l'époque du 21 septembre 1792.

Nous voulons, nous, la république, mais non pas à la manière des Grecs, des Romains, des Bataves, des Anglais, des Suisses, &c. Pour ne pas faire mieux que tous ces peuples, ce ne seroit pas la peine de réédifier à plusieurs reprises un gouvernement qui duroit depuis quatorze siècles.

On vante beaucoup Lycurgue ; on regarde comme un chef-d'œuvre de politique de sa part d'avoir su donner à sa patrie une constitution mixtionnée de monarchie ou gouvernement d'un seul, d'aristocratie ou gouvernement de plusieurs, & de démocratie ou gouvernement de tous. Ces deux rois occupant tour à tour le trône, & surveillés par les éphores ou censeurs, ces gérontes ou sénateurs servant de balanciers entre le monarque de semaine & le peuple, & ce peuple, vivant en commun à table & au lit, toujours dans les horreurs de la guerre, pour éviter le relâchement

de la paix. Tout cela fait l'éloge, peut-être, du génie de Lycurgue. Mais quelle idée prendre du caractère d'une nation qui a besoin de tous ces moyens forcés & hors de nature, pour exister en corps de société pendant six à sept siècles ? Et que cette durée n'étonne pas ! la monarchie française, bien plus monstrueuse encore, & qui ne coûta point, à beaucoup près, tant d'efforts de génie à ses soixante-six rois législateurs, subsista le double de temps. Qu'on ajoute à cela que Lacédémone étoit un atome politique en comparaison de la France.

Athènes, dont les mœurs furent, comme on sait, beaucoup moins austères que celles de Sparte, étoit pourtant plus près qu'elle de la liberté civile. Solon lui donna un code que nos députés constituans ne consultèrent point sans fruir, & qu'ils copièrent servilement en plus d'un endroit. Nos représentans conventionnaires ne s'en tiendront pas là sans doute. Les Athéniens faisoient eux-mêmes leurs loix ; c'est-à-dire, ils assistoient tous en personne à leurs assemblées législatives. Le sort & le choix présidoient tour à tour & concurremment à la nomination de leurs archontes ou sénateurs, & de leurs magistrats. Tout cet échafaudage politique, qui n'étoit point sans mérite, péchoit pourtant par la base. Les Athéniens n'avoient que des loix réglementaires ; ils pourvoyoient aux besoins du moment, sans remonter aux sources naturelles de toute bonne législation, & sans se porter dans l'avenir ; ils n'avoient point reconnu les principes ; leur code étoit sans moralité ; les mœurs locales, ou plutôt des usages traditionnels, faisoient le reste de la besogne du législateur. Un aussi frêle édifice, marqué par tout ce que les arts avoient de plus aimable, ne pouvoit tenir longtemps contre la corruption qu'engendra l'opulence des citoyens, contre l'ivresse causée par quelques victoires plus glorieuses qu'utiles, & contre le caractère national, inconstant, vaniteux, léger ; en un mot, tel que le génie français qu'on nous reprochoit & qu'on nous envioit en même-temps.

Les Romains ne reconnurent jamais d'autre déclaration des droits, que le droit du plus fort ; mais après l'avoir soutenu par des armées bien aguerries, & sur-tout bien disciplinées, plus prudente que Lacédémone & Athènes, Rome, parmi les dépouilles de ses voisins, vaincus par elle, s'appropriâ ce qu'elle trouva de mieux parmi leurs loix & leurs usages. La constitution de la république romaine fut long-temps écrite sur quelques feuillets épars des livres des sibylles ; c'est-à-dire, les Romains n'eurent jamais d'autre constitution que les sénateurs-consuls & les plébiscites rédigés selon les occurrences des mouvemens po-

litiques coïncidant avec la police incertaine de l'intérieur.

Pour nous résumer , les trois fameuses républiques qui firent tant de bruit dans le monde ancien , ne durent leur éclat ou succès qu'à l'ignorance du reste des peuples , qui alloit , comme elles aimoient à le dire avec orgueil , jusqu'à la barbarie. La Sparta d'autrefois , à la place de la guerre d'aujourd'hui , ne feroit peut-être pas une plus brillante figure , pressée par des voisins non seulement plus puissans , mais aussi éclairés qu'elle. S'il y avoit eu une France dans l'état où elle se trouve en ce moment , du temps de Lacédémone & de Rome , on n'eût pas plus pris garde à celle-ci que nous ne nous occupons de la république de Genève ou de celle de Saint-Marin.

Ainsi donc , tout en respectant les mœurs de la belle antiquité , tout en admirant les chef-d'œuvres qu'elle nous a laissés dans les beaux arts , Athènes , Sparte & Rome , quant à leur législation , n'ont rien à nous offrir capable de nous servir de règle ou de préservatif. De ce que les républiques anciennes ont fait en politique , nous ne pouvons rien conclure , pour ce que nous avons à faire. Toutes les circonstances ont changé , & à beaucoup d'égards nous pouvons voir du même œil les républiques contemporaines.

Nous sommes les premiers & les seuls qui donnons à la nôtre , pour bases , les saintes loix de l'égalité , en cela d'un avis différent de la charte anglaise , qui admet un roi , une noblesse & deux chambres , haute & basse. Les premiers & les seuls , nous fondons un gouvernement tout fraternel ; puissions-nous avoir des rivaux ! mais à coup sûr nous n'avons point de modèle , nous n'imitons personne. Rome naissante demanda des loix à la Grèce , laquelle avoit elle-même tout emprunté à la vieille Egypte. Nous prenons une toute autre marche ; c'est la nature seule que nous consultons ; nous remontons aux droits imprescriptibles de l'homme , pour en déduire ceux du citoyen.

Mais cette république dont nous jetons les fondemens , & qui n'aura que le nom de commun avec toutes celles qui ont passé & qui existent encore sur la terre , suppose de grandes vertus , & assujettit à des devoirs pénibles & multipliés ; il nous faut dès-à-présent renoncer à ces idées fausses & gigantesques de la vieille diplomatie , & nos mœurs aussi doivent prendre le caractère de nos loix.

Sur-tout évitons le cercle vicieux dans lequel ont donné les peuples nos devanciers. Une observation dont il nous faut profiter , c'est que les Athéniens , les Spartiates & les Romains , tous trois commencèrent par la monarchie , qui ne tarda pas , comme on devoit s'y attendre , par dégénérer en despotisme ; c'est le cours naturel des choses ; ils passèrent ensuite au régime aristocratique , puis ils en vin-

(7)
rent à la démocratie ; ils y restèrent trop peu de temps , & retournèrent trop vite , par l'anarchie , au point d'où ils étoient partis , c'est-à-dire , aux tyrans , décorés de titres de rois ou d'empereurs. La chute de ces trois peuples fut même encore plus honteuse. O comble de l'ignominie ! à déplorable vicissitude des choses humaines ! Lacédémone qui eut à se glorifier de Lycurgue , Athènes qui eut Solon pour législateur , sont maintenant sous le croissant du muhhi ! Rome la superbe , qui reçut des loix d'un Numa , d'un Marc-Aurèle , végète maintenant sous la serule du pape !

Les Anglais n'en sont encore qu'au période du régime aristocratique. Plus heureux que ces insulaires jaloux & rivaux , nous avons su enjamber du sceptre monarchique aux faisceaux de la démocratie républicaine.

Mais enfin , nous demandera-t-on , quel est-ce que la république ?

En dernière analyse , & dans son véritable sens , c'est le meilleur de tous les gouvernemens ; car c'est le gouvernement de tous. Un peuple républicain est celui qui gère lui-même ses affaires. Le gouvernement républicain dit plus & mieux qu'un gouvernement purement représentatif ; ce dernier étoit inconnu aux anciens , ou plutôt les anciens avoient pressenti combien ce régime est susceptible d'être neutralisé , & combien il avoisine le mode aristocratique.

Les républiques anciennes , ainsi que les modernes , n'étoient que des aristocraties tempérées ; c'étoit toujours & par-tout le grand nombre gouverné par le petit ; mais la république , dans la véritable acception de ce mot , eût été prématurée pour le peuple ancien , comme elle l'est encore pour les trois quarts des nations modernes ; la république suppose des lumières distribuées également sur toute la surface du pays où elle se trouve établie. Les anciens ne connoissoient pas nos assemblées primaires ; il est vrai que la population de tous ces états qui font tant de fracas dans l'histoire , étoit peu de chose comparée à la nôtre. Toute une cité se rassembloit dans une place publique , sur les banquettes d'un théâtre , & opinoit du bonnet , qu'on nous passe l'expression , sans entrer dans aucune discussion sur le projet de loi proposé. Si nous voulons être long-temps libres , il ne faut pas que nos assemblées primaires se passent ainsi. Il y avoit donc dans l'antiquité des meneurs , des chefs d'opinion , comme nous en avons vu chez nous ; mais chez eux ils avoient beaucoup plus de succès , & des succès plus rapides , d'où on peut conclure que la masse du peuple d'autrefois n'étoit pas plus libre , ni plus digne de l'être que la multitude d'à présent.

C'est à la convention à organiser nos assemblées primaires ;

de façon que la souveraineté de la nation, qui réside en elle ; ne soit point paralysée par le défaut d'instruction, ou ne devienne point un instrument libérateur.

C'est à nous, citoyens, de nous mettre au plus tôt en état de gérer nous-mêmes nos affaires. Il ne nous est plus permis, comme par le passé, de rester indifférens sur ce qui se passe autour de nous. Nous savons ce qu'il nous en a coûté pour nous être exposés sur la foi d'un chef suprême & de plusieurs administrateurs ; craignons de mériter à notre tour les reproches que nous faisons à nos mandataires. Quel que soit le mode du gouvernement républicain qui va nous être proposé, & que nous allions sanctionner, tout notre salut dépend de nos assemblées primaires. Les assemblées primaires sont les colonnes de la république : nous pouvons nous égarer encore une fois sur la répartition des pouvoirs que nous allons organiser ; mais il nous suffira de nos assemblées primaires pour corriger les vices du nouveau gouvernement. Ayons toujours présent à la mémoire que nous formons une république, c'est-à-dire, que nous gérons nous-mêmes nos affaires, & la patrie est sauvée. Nous dirons plus, il n'est pas de mauvais gouvernement pour un peuple qui ne ferme jamais les yeux, qui est à sa chose, présent par-tout : Dieu même se seroit donné la peine d'écrire les loix d'un peuple, si ce peuple n'en surveille jour & nuit l'exécution, il ne tardera pas à devenir esclave & malheureux. Si la Bible pouvoit être une autorité, nous citerions en preuve l'historien des Hébreux.

Croyons, nous allons vous le répéter : la république est le gouvernement d'un peuple qui fait lui-même ses affaires. Dans ce peu de mots sont contenus vos droits & vos devoirs. Quelle honte pour vous, si vos affaires alloient plus mal que lorsque vous en abandonniez la gestion à un roi, sans oser entrer en compte avec lui !

- Qu'est-ce qu'une république ? c'est un gouvernement où tout le monde est libre, où personne n'est maître, où chaque citoyen a pour sa patrie la même sollicitude qu'un chef de maison porte à sa famille.

Qu'est-ce qu'un franc républicain ? c'est un citoyen qui ne voit que des égaux dans ses semblables, & qui ne conçoit au-dessus de lui que la loi & ses organes quand ils sont en fonction. Un bon républicain, conformément à l'esprit de ce mot, est tout à la chose commune, qu'il préfère à tout ; ce n'est point un froid égoïste, qui n'appréhende d'autre calamité publique que celle qui l'atteint.

L'Helvétien qui descend de ses montagnes pour aller vendre ses services & son sang à celui des despotes de l'Europe qui le paye le plus cher, n'est point digne du titre de républicain : encore moins le Batave calculateur, qui gaspille son sang dans des tonnes, plutôt que de repousser le fer des

des Prussiens : encore moins l'insulaire de la Grande-Bretagne, qui ne s'est point déclaré ouvertement contre notre révolution , parce qu'il en profite pour étendre son négoce & satisfaire son âpreté pour le gain. Désormais le véritable républicain doit se trouver en France. Délivré d'une cour qui énermoit les uns & pervernissoit les autres, le Français républicain doit renoncer à cette misérable prétention de donner à l'Europe le ton des modes nouvelles : désormais il faut que la vue d'un Français fasse pâlir les despotes sur leur trône , & éveille dans l'esprit de ses voisins le sentiment de la liberté & de toutes les vertus républicaines.

Citoyens ! il faut vous résigner d'avance à des privations, & vous résoudre à des sacrifices ; mais les vraies richesses, les véritables jouissances, sont celles que nous donne un sol fertile sous un climat aimé de la nature. Nous avons l'un & l'autre. Que nous manque-t-il ? Nous pourrions nous passer de tout le reste de la terre ; nous avons tout ce qu'il faut pour vivre indépendans des choses, & des personnes. Notre territoire est véritablement la patrie adoptive de la liberté ; nous avons tout ce qu'il faut pour nous faire respecter & craindre du reste de l'Europe. On se transporta long-temps à Athènes & à Rome pour prendre des leçons de goût & des modèles dans les arts libéraux : on viendra dorénavant en France pour apprendre comment on traite avec les despotes , & quel est le culte le plus digne de la liberté.

Notre intérêt même se trouve lié à la nouvelle forme de gouvernement que nous venons d'adopter, & l'avenir ne tardera pas à nous dédommager amplement des pertes que la révolution présente nous a fait essuyer. Persévérons ; gardons l'attitude que les circonstances heureuses nous permettent de prendre. Jamais peuple n'a joué un plus beau rôle sur la terre. Nous sommes à la veille de voir toutes les nations nous tendre les mains , & implorer notre assistance pour les aider à détruire le despotisme & toutes les aristocraties. Encore un peu de temps, & toutes les couronnes du monde connu viendront se briser contre le bonnet de la liberté française ; encore un peu de temps, & tous les peuples brigueront l'honneur d'être les alliés de la république des Français.

Extrait de la lettre du ministre de l'intérieur aux corps administratifs, en leur envoyant la loi qui abolit la royauté.

« La convention nationale est formée ; elle prend séance ; elle vient de s'ouvrir. Français ! ce moment solennel doit être l'époque de votre régénération. Jusqu'à présent vous avez été , pour la plupart , simples témoins d'événemens

rance doit être en effet l'ame des monarchies ; mais dans une république , le magistrat ne doit rien passer au peuple , ni le peuple à ses magistrats. Une juste estime , une noble fierté & la bonté sont bien , comme vous le dites , les caractères distinctifs de l'homme libre ; mais ajoutez-y la surveillance inexorable , la sévérité , l'inflexibilité ; point d'indulgence , point de tolérance. Toutes les loix doivent être de rigueur ; parce qu'elles doivent être toutes bonnes , & qu'on ne doit en supposer aucune de mauvaise.

Ministre Roland , rétractez-vous , s'il en est temps encore ; & en termes moins pompeux , plus simples , plus naturels , au lieu de nous parler de *l'autorité aimable de la loi* , au lieu de nous dire que nous étions accoutumés à admirer la vertu comme belle , qu'il faut que nous la pratiquions comme nécessaire dites-nous avec toute l'énergie dont vous êtes susceptible : Français , le règne de l'égalité commence ; c'est le moment de nous surveiller les uns les autres , de vivre ensemble comme des amis qui s'estiment trop pour se passer quelque chose. Point de tolérance ; à la première prévarication de tes administrateurs , peuple , dis-leur : vous avez prévariqué ; descendez de vos sièges , & justifiez-vous. Que les magistrats disent à leur tour au peuple : tu t'égares , tu donnes dans un piège ; on te pousse à des excès : livre-nous toi-même le coupable qui te compromet , & que les faisceaux ou la hache du législateur en fasse aussi-tôt justice. L'esprit de tolérance mène à l'impunité.

Nous le répétons , qu'on se garde de prêcher l'esprit de tolérance à un peuple qui renouvelle sa masse , & qui passe à un régime âpre , mais en cela d'autant plus durable & plus digne de confiance. Ne nous faisons point de grâce , observons-nous , & ne laissons aux loix que l'application du châtiment au délit. Qu'une censure sévère s'exerce indistinctement , & serve à épurer la masse de la société républicaine dont les bonnes mœurs sont l'ame.

Bruits de dictature & de triumvirat.

Dans sa première séance , l'assemblée conventionnelle fut un pas de géant ; cinq jours après elle n'étoit plus à la même hauteur. Faut-il donc le lui dire ? elle a plus besoin encore d'être investie d'une grande considération que d'une force imposante. Il n'est pas nécessaire qu'à l'exemple du long parlement d'Angleterre , elle ait une armée à sa dévotion. Ce ne sont point quelques soldats tirés de chaque département qui la rendront respectable aux yeux de la république. La sagesse de ses déterminations & la maturité de ses projets de loix peuvent seules lui conserver notre confiance. Malheur à elle si dans le fort

de l'orage, elle s'occupe de querelles oiseuses
bats personnels ! malheur à nous si nous le faisons !

La séance du 25 septembre débuta par un
mage au principe qui déclare incompatibles le
de législateur avec toute autre. Ce décret ne fut
rendu tout à fait sur l'avis de l'ex-ministre de la
L'infatigable Danton, tout en paroissant ne
retour sur lui-même, avoit soutenu la cumulation
heurs responsabilités sur la même tête.

La république est décrétée d'hier, & l'on
de dictature, de protectorat ! Quand Brennus
bal étoit aux portes de la capitale du monde, le
au capitol, consuma-t-il des journées entières à en
ses membres s'accuser réciproquement d'aspirer au
virat ?

Députés à la convention : est parmi vous des am-
bitieux, des Marius ou des Catilina ou des
Jules-César, ne perdez pas les accuser vague-
ment. Ne dites pas con le premier qui
n'avouera désirer la dictature. Ce mou-
vement est beau, mais ce pas ce dont il s'agit.
Dites plutôt avec l'envoyé des bouches du Rhône : ju-
geons le ci-devant roi ; ramenons la municipalité de Pa-
ris à ses fonctions ; n'abandonnons pas cette ville, dût-
elle être bloquée, & plaçons nos suppléans dans un autre
lieu de la république, afin qu'après nous ils puissent con-
tinuer nos fonctions.

Il falloit en rester là, & passer sur le champ à l'ordre
du jour. Eh ! que de choses graves étoient à l'ordre du
jour ! au Midi, un général plus que suspect, que des
succès semblent justifier ; plus près de nous des campe-
mens mal organisés, mal fournis, des soldats pleins de
courage & manquant d'habits ; des canons plus que
d'hommes pour les servir, & de chevaux pour les traî-
ner ; Luckner à interroger ; Dumourier à surveiller ; des
troupes volontaires insubordonnées à qui il faut faire
aimer la discipline ; des soldats de ligne qu'il ne faut pas
perdre de vue ; la terre de la liberté qui demande à
être délivrée cet hiver des hordes d'esclaves qui la fouillent
& l'épuisent ; un peuple bon, mais facile, & qui se
perdroit si on ne le savoit de lui-même !

Tous ces objets de premier besoin méritoient sans
doute la préférence sur le plaidoyer de Paris en faveur
de la commune de Paris, & sur celui de Danton en
de Marat ; on lui eût épargné cette assertion
: nul Français n'aime mieux son pays que Marat ;
avoit-on pesé de dispenser d'entendre jusqu'au bout
ation de Robespierre, & devoit-il choisir ce mo-

ment pour parler pendant près de deux grandes heures de lui, rien que de lui, tout de lui ?

Législateurs ! toutes vos séances devroient être telles ; que le procès-verbal de chaque jour pût mériter d'être envoyé aux 83 départemens ; comme vous fîtes pour la journée du 21 septembre , époque de l'abolition de la royauté. Pourriez-vous envoyer celui de la séance du 25 ?

Que nous importent, diroit le peuple , les longues apologies de Robespierre , Danton , Marat & quelques autres ? Si ces messieurs ont bien mérité , quand la révolution & la guerre seront terminées , nous distribuerons les couronnes civiques & militaires. Le peuple a bonne mémoire , & c'est une prévention défavorable que d'être obligé de rappeler au public les titres qu'on a à sa confiance.

Mais pour le moment , soyons tout à nos devoirs. On nous fit craindre long-temps le protectorat de Cromwell dans la politique de la Fayette , auquel Marat s'acharna justement pendant trois années. Eh bien ! la Fayette nous délivra de sa personne à l'instant où nous nous disposions à lui donner son salaire. Il en seroit de même de ceux qui aspireroient à la dictature de Jules-César. Le peuple ne les craint pas ; il saura s'en faire justice. Dans Rome qu'un Brutus. Nous le serons tous , à présent que nous avons brisé le sceptre des rois. Laissez-nous ce soin-là à le vôtre , législateurs , est de nous préparer des loix , & de nous donner l'exemple des mœurs républicaines. N'imitiez point des grands hommes d'autrefois , la prolixité de leurs discours & la grossièreté de leurs reproches. Croyez-vous donc que le fil des destinées de toute une nation soit attaché à l'existence de trois ou quatre individus , dont le patriotisme peut être ne consiste qu'à rompre la France de leurs noms ? La liberté est l'ouvrage de tous , ainsi que la constitution qui va lui servir de base , & qui ne doit offrir que les résultats de l'esprit public.

Peut-on de sang-froid entendre à la tribune justifier l'intempérance de la plume & de la langue de Marat , par la vie souterraine qu'il a menée ? L'opinant n'ignoroit pourtant point que Marat fit les numéros de son Ami du Peuple dans une chambre que Legendre lui céda au second étage de sa maison. Que tous ces misérables détails sont loin des grandes mesures que nous attendons de l'assemblée conventionnelle ! Qui ne hausseroit les épaules à la vue de Marat dans la tribune , tirant de sa poche un pistolet , comme autrefois nos capucins en chaire tiroient un petit bon Dieu de leur manche , & dire , en se démenant comme un *polichinella* d'Italie :

« Je ne crains rien sous le ciel ». (Lui, Marat, qui se vante de s'être caché dans un trou de cave, pour se soustraire aux poursuites de Lafayette!) « Je ne crains rien sous le ciel; mais si un décret est lancé contre moi par l'assemblée, je me brûle la cervelle devant vous ». Puis, rengainant son instrument de mort, qui vraisemblablement ne receloit que de la poudre : « Mais non, je resterai au milieu de vous pour braver vos fureurs ».

Marat, nous vous le répétons pour la troisième fois, il y a de l'emploi pour vous, Marat, dans la convention : ce n'est pas dans le sens de ce citoyen qui a dit que vous seriez moins de mal dedans que dehors. Vous êtes trop bien connu maintenant pour en faire, & vos derniers placards ont achevé de vous dessiner de manière à ne plus s'y méprendre. Dans quelques-uns de vos pamphlets, vous avez montré la verve du patriotisme; vous avez été utile à la révolution; vous pouvez encore l'être; mais n'abusez pas de l'ascendant éphémère que vous avez sur une portion du public; détiez-vous davantage d'une réputation équivoque, usurpée peut-être dans un temps de trouble, dans un moment d'ivresse, & qui commence à vous échapper. Croyez-nous, Marat, laissez mûrir votre tête, & sur-tout soutenez avec plus de dignité le caractère dont vous êtes revêtu; craignez de perdre au grand jour l'espèce de succès que vous ne devez peut-être qu'à l'obscurité de la cave où vous vous êtes tenu caché pendant plusieurs mois. Marat, le charlatanisme n'est plus de saison; quittez vos gobelets.

Mais l'assemblée passa tout simplement à l'ordre du jour, espérant bien que les bons citoyens seroient les premiers à gémir sur le scandale de cette séance. Il ne faudroit pas que ces scènes dégoûtantes se répétassent souvent; car, comme le disoit fort sensément un député : Les départemens savent ce qui se passe ici. Quelle confiance auront-ils dans nos travaux?

La convention nous trouve dans une grande attente il faut qu'elle y réponde : elle n'a point de modèle à chercher avant elle, ni autour d'elle; il faut qu'elle donne tout à la fois le précepte & l'exemple : qu'elle y pense! Ce n'est que par un torrent de lumières fortes & de vertus mâles qu'elle pourra entraîner la masse des esprits, travaillée encore en ce moment par un ancien levain plus difficile à détruire qu'on ne pense. Pour obtenir l'affaiblissement général à des décrets qui renversent tant de vieilles idées reçues, elle a besoin d'en imposer par un grand caractère de sagesse & d'énergie. Les lois, impuissans par eux-mêmes, s'environnent d'un appa-

reil menaçant & d'une pompe éblouissante qui frappent l'œil de la multitude. Des législateurs rassemblés pour rédiger le premier code digne d'être offert aux hommes devenus enfin libres, ne sauroient mettre trop de poids dans leurs discussions, & se tenir avec trop de confiance & d'immobilité au-dessus des petites passions. Semblables au voyageur qui gravit les Alpes, ils doivent, sans s'émouvoir, entendre gronder les orages sous leurs pieds.

Il faut rendre cette justice à nos députés conventionnaires ; ils ont ouvert leur session avec une sorte de sublimité. C'est au moment que tous les potentats de l'Europe, coalisés contre la France, font entrer leurs armées sur notre territoire ; que l'assemblée nationale déclare solennellement la proscription des rois & l'abolition de la royauté. Déjà nos frontières sont envahies, & plusieurs de nos villes passent lâchement sous les *fourches caudines*. Châlons & Reims sont à la vue de l'ennemi : tranquille à son poste, la convention décrète la république, & la déclare une & indivisible ; mais il faut rester à ce degré d'élévation, & ne pas retomber dans de petites manœuvres de clubs. La Prusse, l'Autriche & les émigrés redouteront plus encore la convention, si elle fait son devoir, que nos deux millions de soldats.

Réclamation.

La section du Panthéon Français me charge de donner un désaveu formel à un article de la Chronique de Paris, jeudi 27 septembre, où il est dit qu'en épurant les membres choisis pour la convention nationale, elle a rejeté Marat. Citoyen, la section du Panthéon Français a cru, ainsi que beaucoup d'autres, plus prudent de suspendre, pour cette fois seulement, l'exercice du droit qu'elle a d'examiner ceux qu'on lui désigne pour représentans, & elle s'en est rapportée entièrement au choix des électeurs. Je vous prie de l'apprendre au public, en insérant cette lettre dans votre Journal. PARIS, homme de lettres, président de la section du Panthéon Français.

Paris, 29 septembre, l'an premier de la république.

N O U V E L L E S D E S A R M É E S.

Armée du Centre. La position est toujours la même ; ainsi que celle de l'armée prussienne ; mais la détresse de celle-ci augmente de jour en jour ; le soldat commence à murmurer : on lui fait manger du pain d'avoine, qui n'est pétri qu'à moitié, encore est-il réduit à une livre par jour. Non-seulement ils sont dans la disette de vivres, mais ils manquent encore d'eau, tellement que le roi de Prusse fit demander dernièrement au général Dumourier la permission de laisser boire ses chevaux dans une marre voisine de notre camp ; à quoi
Dumourier

Dumouriez répondit : « Ce n'est pas à moi ; c'est à mes » canonniers qu'il faut demander cette permission ». La disette de fourrages a obligé les Prussiens à faire manger du bled à leurs chevaux ; & ce bled fermentant dans leur corps en fait mourir un grand nombre , qu'ils mangent ensuite. On peut juger de leur état de détresse par la lettre suivante.

Extrait d'une lettre trouvée dans la poche du Prince de Ligne, général Prussien, tué à l'affaire de la Croix-aux-Bois, le 14 septembre 1792, datée du camp de Boux.

.....

Nous commençons à être assez las de cette guerre , où messieurs les émigrés nous prouvent plus de bonheur que de pain ; mais nous avons à combattre les troupes de ligne dont aucun ne déserte , les troupes nationales qui restent : tous les paysans qui sont armés , ou tirent contre nous , ou nous assassinent quand ils trouvent un homme seul ou endormi dans une maison.

Le temps qui , depuis que nous sommes en France est si détestable que tous les jours il pleut à verse , & que les chemins sont si impraticables , que dans ce moment nous ne pouvons retirer nos canons : de plus la famine , nous avons tout le mal imaginable pour que le soldat ait du pain , & la viande manque souvent : bien des officiers sont cinq , six jours sans trouver à manger chaud , nos souliers & capotes sont pourris , & nos gens commencent à être malades. Les villages sont déserts & ne fournissent ni légumes , ni eau-de-vie , ni farines , je ne sais comment nous serons & ce que nous deviendrons.

Quelquefois on se donne le petit plaisir , comme moi...

L'écrivain en reste là , & il n'a sans doute pas eu le temps de terminer sa lettre.

Pour copie conforme à l'original , *signé*, DUMOURIER.

La méfintelligence commence à se manifester entre les émigrés & les chefs des armées combinées. Ceux-ci commencent à voir qu'en leur promettant de les amener à Paris avant la fin de septembre , on les a trompés , & la résistance qu'ils éprouvent de toutes parts le

leur prouve assez. Thionville, qu'ils croyoient réduire en vingt-quatre heures, a déjà été bombardé trois fois en vain. La garnison fait de vigoureuses sorties, enlève des convois à l'ennemi, & par là-dessus se moque de lui. L'armée de Dumourier se renforce tous les jours ; dix mille hommes du camp de Châlons viennent de lui arriver, sous les ordres du général Dubouquet ; trois mille gendarmes bien exercés sont partis de Paris & prêts à le joindre ; des bataillons de volontaires de tous les départemens sont en marche pour se réunir à lui. L'armée a confiance en son général, & Dumourier compte sur le courage des volontaires & des soldats. Que faut-il de plus pour espérer d'être vainqueurs ?

On attend un mouvement dans les armées de Dumourier & Kellermann, qui doit rendre notre position encore plus avantageuse : en vain le roi de Prusse demande-t-il à parlementer avec Dumourier ; ce général ne veut lui répondre qu'à coups de canon.

Le 20, à trois heures du matin, l'avant-garde de l'armée de Kellermann, forte de dix mille hommes, a été attaquée par l'ennemi : on s'est canonné vivement pendant huit heures, à quatre cents pas de distance. Sans l'accident de trois caissons incendiés par un obus, nous aurions perdu beaucoup moins de monde. Il y a eu à peu près trois cents hommes, tant tués que blessés, de notre côté. La perte de l'ennemi a été beaucoup plus considérable. Le courage & le sang-froid des volontaires pendant l'action a été étonnant ; des bataillons qui n'avoient jamais vu le feu, sont restés dans une intrépide immobilité ; des lignes entières renversées étoient remplacées sur-le-champ ; on ne demandoit qu'à s'approcher de l'ennemi, qui n'a pas osé engager le combat, & s'en est tenu à la canonnade, puis s'est retiré & a occupé un poste appelé le poste de la lune, à la droite d'Oberval. Le lendemain, l'ennemi a tenté de faire une sortie par le même bois qui avoit protégé sa retraite ; mais une batterie placée à propos l'a bientôt fait changer de dessein, & l'a forcé de se replier sur le corps de l'armée.

On annonce qu'un régiment de dragons autrichiens a été fait prisonnier. Une lettre que nous recevons, en date du 24, paroît confirmer cette nouvelle, en nous apprenant qu'un gros de cavalerie ayant été attaqué par Kel-

Levans, les soldats ont mis bas les armes ; sont descendus de cheval, en priant qu'on ne tirât pas sur eux ; ce qu'ordonna le général.

Armée du Nord. Il est arrivé à Lille, le 23, un bataillon de volontaires soldés : on attendoit le lendemain un plus grand nombre d'hommes encore. Nos détachemens qui se sont portés sur les bords de la Lys, ont repoussé l'ennemi jusqu'à Warneton ; ils se sont rendus maîtres du Pont-Rouge & du Bac. Les maisons qui servoient de retraite aux Autrichiens ont été incendiées sans pitié ; plusieurs de ces victimes du despotisme ont trouvé la mort dans les flammes. Nos gens poussaient leur conquête plus avant. A cinq heures du soir, ils attaquoient Warneton avec une valeur qui ne laisse pas douter que ce lieu ne soit en ce moment en leur possession. L'ennemi, qui occupe depuis quelque temps les postes de Lannoy, Roubaix, Tourcoig, &c., se dispose à les évacuer. Il commande des chariots de corvée pour emporter le pillage & les équipages sur leur territoire.

On semble révoquer en doute que l'armée de M. Charles soit entrée dans la West-Flandre, & que les villes de Menin, Ypres & Courtray soient prises : rien d'officiel n'est encore arrivé sur la prise de ces trois villes.

Lille est assiégé en règle par 20,000 hommes ; mais le courage des habitans & de la garnison, composée de 6000 hommes d'infanterie & 600 hommes de cavalerie, ne laisse rien craindre sur le sort de cette place, d'ailleurs très-fortifiée.

Des militaires éclairés qui reviennent de l'armée de Dumourier, nous assurent que des bataillons de piquiers bien organisés seroient de la plus grande utilité dans son armée. Tout le monde connoît l'avantage que nous avons à l'arme blanche sur toutes les troupes d'Europe. C'est d'après cela, sans doute, qu'ils calculent l'avantage des piques, soutenues par les baïonnettes & précédées de l'artillerie.

Plusieurs citoyens nous ont demandé si M. d'Arville, commandant à Reims, n'a pas été aide-de-camp de Lafayette.

On assure qu'un détachement Prussien a conduit à Coblenz Lafayette, Latour Maubourg, Bureaux de Puzy, Alexandre Lameth & Jarry ; que ces derniers doivent être conduits à la citadelle de Wesel, & Lafayette à Spandaw.

Extrait du registre des délibérations du conseil exécutif provisoire.

Du 21 septembre 1792, l'an 4^e. de la liberté, & 1^{re}. de l'égalité.

« Le conseil exécutif provisoire, considérant que les motifs qui ont déterminé l'envoi des commissaires dans les départemens ne subsistent plus, après en avoir délibéré; arrête que tous les commissaires qui ont été envoyés, au nom du pouvoir exécutif, dans les divers départemens, sont dès-à-présent rappelés, pour rendre compte au conseil de leur mission : qu'en conséquence les pouvoirs qui leur ont été délégués par le conseil, sont révoqués, & que le ministre de l'intérieur donnera aux départemens l'avis de la présente révocation. Pour ampliation. GROUVELLE, *secrétaire* ».

En conséquence de cet arrêté, le ministre de l'intérieur a adressé aux corps administratifs la lettre ci-jointe.

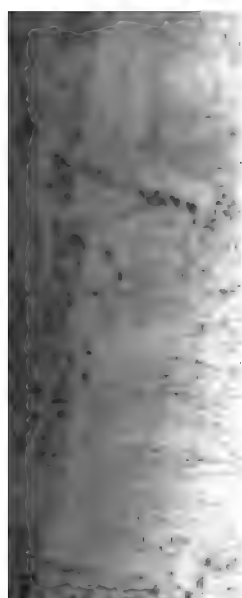
« J'ai l'honneur, messieurs, de vous adresser une délibération du conseil du pouvoir exécutif provisoire, portant révocation des pouvoirs qu'il a donnés à diverses commissaires qu'il a envoyés dans les départemens.

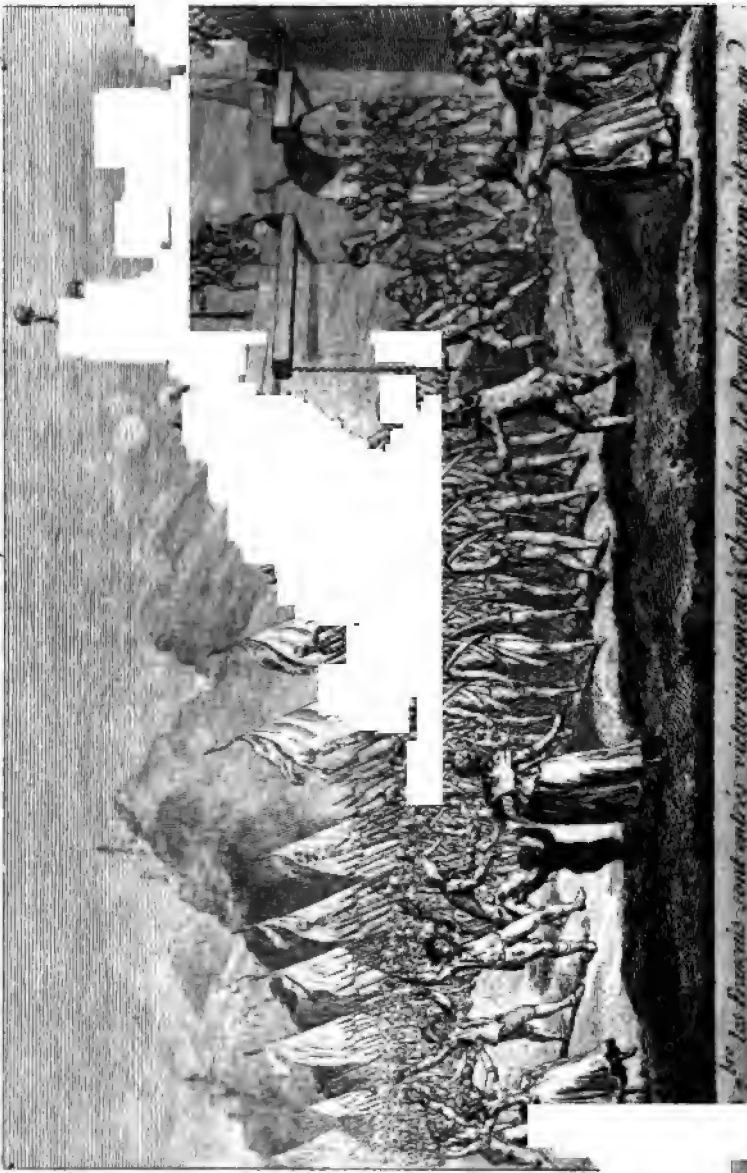
» Si quelques-uns de ces commissaires ont rempli l'intention du conseil, qui étoit de ramener les hommes & les choses à l'unité de principes & d'action, de justice & d'ordre, quelques autres s'en sont étrangement écartés, en provoquant, au contraire, des rumeurs, occasionnant du trouble, exposant même la sûreté des personnes & des biens, voulue par les loix, la justice & la raison.

» Le calme doit succéder à l'orage. Il n'est point de liberté pour les hommes en société, sans l'exercice rigoureux des loix : il n'est point de bonheur sur la terre, sans la paix & l'union. Je ne puis que vous manifester ces principes que je crois de toute vérité comme de toute justice.

» Si donc, messieurs, il se présente, dans votre département, des hommes qui se disent encore investis de pouvoirs du conseil exécutif, hâtez-vous de leur apprendre que ces pouvoirs sont révoqués. Quant à ceux qui ne seroient pourvus que de commission émanée d'un seul ministre, ils resteront chargés d'en poursuivre l'exécution, sous la responsabilité du ministre dont ils l'auront reçue.

Le ministre de l'intérieur. Signé, ROLAND ».





Les Français sont entrés victorieusement à Chambéry. Le Peuple Savoyard s'est rendu.

Le conseil exécutif a fait sagement , sans doute , de rappeler les commissaires qu'il avoit envoyés dans les départemens. Cette mesure générale étoit la seule qu'il pût prendre pour prévenir de grands maux : cependant s'il est beaucoup de ces commissaires qui aient prévarié , il en est plusieurs aussi qui ont rendu de grands services , & qui peuvent en rendre encore. Nous avons le plaisir d'en connoître deux parmi ces derniers. A la réception de l'arrêté qui les rappeloit , nous avons vu les bons citoyens s'alarmer de leur départ , & se disposer à les redemander au conseil exécutif. D'après ces faits , nous invitons les patriotes des villes où se trouveroient des commissaires zélés autant que sages , non pas de ceux qui ont porté atteinte à la sûreté des personnes , & violé les propriétés , mais de ceux qui ont rappelé à leur devoir les corps administratifs égarés ou malveillans , qui ont éclairé la conduite des chefs , qui ont prêché l'union aux citoyens , & fait aimer la discipline aux soldats ; nous invitons , dis-je , à faire connoître aux ministres ces hommes précieux , & à demander ou la continuation de leurs pouvoirs , ou qu'il leur en soit donné de nouveaux , si leur présence est encore utile dans les lieux où ils se trouveront. Il seroit possible d'abuser de ce moyen de réclamation , mais l'erreur ne seroit pas de longue durée.

A R M É E D U M I D I.

Lettre du général Montesquiou au ministre de la guerre.

*Au camp des Marches , le 23 septembre 1792 , l'an quatrième de la liberté , & le premier de l'égalité. « C'est de Savoie , monsieur , que j'ai l'honneur de vous écrire ; je vais vous rendre compte des premières opérations que je vous avois annoncées ; elles ont eu un succès plus rapide que je n'avois osé espérer. Je vous ai instruit que les Piémontais faisoient construire , à une portée de fusil de nos limites , vis-à-vis la gauche du feu détaché qui conduit en Savoie , trois redoutes dans un lieu connu sous le nom des *Abîmes de Mians*. Ces redoutes presque entièrement terminées , étoient au moment de recevoir le canon qui devoit , avec celui du château des Marches , établir un feu croisé sur le débouché de Chaperillan. Il n'y avoit pas un moment à perdre pour détruire ce moyen de défense , ayant qu'il fût porté à un point de perfection qui au-*

ma première lettre seroit datée de Chamberry ; vous voyez que je vous tiens parole. Tout a fui , depuis les bords du lac de Genève jusqu'à ceux de l'Isère , & des députations de toutes les villes de Savoie m'arrivent successivement , pour rendre hommage à la nation française , & pour implorer sa protection. La fuite n'a été que trop rapide , puisqu'il m'est impossible d'atteindre les ennemis ; mais si je n'ai pu leur faire que peu de prisonniers , j'en suis dédommagé par des captures plus utiles , que je dois à la précipitation de leur fuite.

» Je joins ici un état succinct des provisions , des munitions , des armes & des effets militaires qu'ils ont abandonnés. Un procès-verbal exact vous représentera ces détails incessamment ; il s'augmentera tous les jours des produits d'une déroute qui n'auroit pas été plus grande après la plus complète des victoires. Je n'ai pas eu besoin des troupes qui me joignoient successivement. Je n'avois encore que douze bataillons , devant lesquels quinze mille & cent hommes effectifs ont disparu comme un souffle. J'ai lieu de penser qu'une partie de ces troupes , qui s'est enfoncée dans les Bauges , y est encore , & j'espère qu'il ne lui fera pas aisé d'en sortir. Je suis convenu hier au soir , avec M. Rossy , que j'ai laissé à Montmélian , qu'il se porteroit à Miolans & Frerereve avec les huit mille hommes qu'il commande , & que de là il pousseroit jusqu'à l'Hôpital & Conflans , débouché des Bauges dans la Tarantaise. Je suis ici avec sept mille hommes , dont une partie occupe les villages de l'entrée des Bauges , & je pousse aujourd'hui mon avant-garde , commandée par M. Caza-Bianca , dans l'intérieur de ces montagnes.

» Je me conduirai en conséquence des découvertes que nous ferons. J'ai rassemblé entre les Marches & Montmélian , pour servir à renforcer ma droite ou ma gauche , suivant le besoin , les neuf bataillons de grenadiers du Gard , de l'Isère , de la Drome & de l'Ardeche , qui m'arrivent successivement , & je vais envoyer des détachemens pour prendre possession d'Anancy , de Remilly , de Carrouge & de Thonon. J'espère que dans huit jours tout le pays sera sous la domination , de Genève jusqu'au Mont-Cenis. — Si M. Anselme est aussi heureux que moi , les états du roi de Sardaigne

Sardaigne seront bientôt réduits au Piémont & à la Sardaigne. — La marche de mon armée est un triomphe. Le peuple des campagnes, celui des villes, accourt au-devant de nous ; la cocarde tricolore est arborée partout. Les applaudissemens, les cris de joie accompagnent tous nos pas. Une députation de Chambéry est venue me trouver avant-hier au château des Marches. Hier matin j'en suis parti avec cent chevaux, huit compagnies de grenadiers & quatre pièces de canon, pour me rendre en cette ville. La municipalité m'attendoit à la porte, en habit de cérémonie, pour m'en remettre les clefs. Le chef de la municipalité m'a exprimé les sentimens de respect & d'attachement du peuple en Savoie pour la nation française ; & au nom de cette nation généreuse, j'ai promis protection, paix & liberté au peuple de Savoie. Je me suis rendu à la maison commune ; j'y ai reçu les hommages que les citoyens s'empressent de rendre à la nation, & toute la troupe a été invitée à un grand festin qui lui étoit préparé.

» Je ne peux donner trop d'éloges à la conduite des soldats & volontaires ; elle n'auroit pas été plus régulière & plus cordiale dans leur propre pays. Vous sentez qu'à les Piémontais, avant de se retirer, ont puisé toutes les caisses : cependant il restera quelques sommes à notre disposition, & j'ai donné ordre aux percepteurs des deniers royaux, de continuer, pour le compte de la nation, les diverses perceptions, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. J'ai cru devoir à la conduite franche & loyale des magistrats & des citoyens de Chambéry, de leur laisser à la maison commune un poste de leur garde bourgeoise. Ils ont été fort sensibles à cette marque de confiance. Aujourd'hui l'arbre de la liberté est planté en grande cérémonie sur la principale place de la ville. Il me paroît que les esprits sont disposés à une révolution semblable à la nôtre. J'ai déjà entendu parler de proposer à la France un quatre-vingt-quatrième département, ou au moins une république sous sa protection. Il est à désirer que je connoisse le vœu du gouvernement ; car je crois que je serai à portée d'influer sur le parti que l'on prendra. Quoi qu'il arrive, voilà votre objet rempli. Cet événement est très-impösant pour Genève & pour la Suisse ; nous la touchons à présent de

toutes parts. J'ai demandé la liberté de quelques prisonniers détenus pour quelques propos tenus en faveur de la révolution française. J'en ai fait délivrer quelques autres qui n'étoient accusés que de contrebande. J'ai dû d'ailleurs croire que la nation laisseroit un libre cours aux loix du pays, jusqu'à ce que la nation savoisiennne les ait librement changées.

» Je vous prie de me mander si je dois tenir un autre langage; jusques-là je n'interromperai point le cours des loix ordinaires; je désire que ma conduite ait l'approbation de l'assemblée conventionnelle & de la vôtre. Il faudra bientôt vous occuper du nombre des troupes que vous voudrez faire hiverner dans ce pays-ci : la campagne doit être terminée le 15 du mois prochain. *Le général en chef de l'armée du Midi. Signé, MONTESQUIOU* ».

Etat des effets pris par le général Montesquiou.

« Mille fusils environ; un assez grand nombre d'effets de campement, tentes & marmittes; 500 quintaux de foin, 3000 sacs de bled de 180 livres, 100,000 cartouches à balles, une grande quantité de poudres, qu'on n'a pu encore constater, 7 à 800 gibernes, bretelles de fusils, bonnets de grenadiers & chapeaux sans nombre, du sel pour la consommation de tous les habitants du duché de Savoie, pendant neuf mois, 30,000 livres environ dans le trésor public, 120 à 180,000 liv. qui résulteront au premier octobre de la rente des gabelles.

Nota. » Il n'a pu être dressé encore aucun inventaire, & il arrive à chaque instant de tous les postes qui étoient occupés par l'ennemi, des avis qu'on y trouve des effets qu'on va successivement reconnoître. Le commissaire ordonnateur en chef de l'armée du Midi. *Signé, VINCENT* ».

Pour copie conforme. *Signé, SERVAN.*

Affiche du général Montesquiou, dans toute la Savoie.
« Au nom de la nation française, guerre aux despotes, paix & liberté aux peuples ». — Le général de l'armée française, Montesquiou. — Chambéry, le 24 septembre 1792.

*Extrait du compte rendu à la convention nationale par le
ministre des affaires étrangères.*

Avant l'époque du 10 août, la nation française avoit, pour ainsi dire, perdu toute sa considération au dehors : c'étoit le fruit des perfides intrigues d'une cour qui faisoit entrer notre avilissement, comme élément essentiel dans les principes de contre-révolution qu'elle méditoit ; c'étoit le fruit de la publicité que les conspirateurs n'avoient pas craint de donner à leurs complots, tant ils se croyoient assurés du succès !

Dans les contrées les plus éloignées, comme chez nos plus proches voisins, on avoit eu d'avance des notions certaines & très-étendues sur tous les fils de cette vaste conjuration, qui devoit nous être si fatale. Les mêmes causes qui donnoient aux armées autrichiennes & prussiennes tant de sécurité & de confiance, aux rebelles émigrés tant de présomption & de jactance, aux aristocrates de l'intérieur tant d'audace & d'insolence ; ces causes agissoient aussi dans le reste de l'Europe, & nous perdoient dans l'opinion des peuples. Par-tout on voyoit déjà la contre-révolution consommée, la liberté anéantie ; & le peuple français vaincu, ruiné, rentrant sous le joug du despotisme, n'étoit déjà plus qu'un objet de pitié & de dérision.

Mais la journée du 10 août, en déconcertant au-dedans tous les projets de nos ennemis, a dérangé aussi leurs fausses spéculations au-dehors. Les étrangers ont vu que nous allions enfin avoir un gouvernement, & ils n'ont pu le voir avec indifférence. Notre crédit public a commencé aussi-tôt à se relever : le commerce n'a plus eu les mêmes alarmes ; le change a éprouvé d'heureux changemens en notre faveur ; les peuples ont conçu de nouvelles espérances, & la terreur des rois s'est réveillée.

Presque tous les gouvernemens sont les ennemis de la révolution française, parce que tous sont plus ou moins infectés du venin de l'aristocratie & du despotisme : mais aussi nous avons de chauds amis parmi les peuples ; les hommes de tous les pays n'ont pas cessé de faire des vœux pour nos succès, malgré les exagérations, les men songes, les calomnies dont on a essayé de nous flétrir ; c'est qu'il y a par-tout des hommes véritablement sen-

fibles & humains qui comptent pour quelque chose l'atfranchissement de vingt-cinq millions de leurs semblables, & qui mettent en compensation de quelques désordres momentanés, de quelques malheurs individuels, les bienfaits éternels de la liberté & de l'égalité, que, tôt ou tard, tous les peuples de la terre partageront avec le peuple français.

Les rois ont prévu ce résultat, & ils feront tout pour le prévenir ou le retarder. La crise actuelle n'est pas la plus périlleuse que nous ayons à redouter; le moment du plus terrible danger arrivera au printemps prochain; alors la tyrannie coalisée fera son dernier effort, & nous aurons à repousser à la fois les forces combinées de tous les rois qui auront pu ou qui auront osé fournir leur contingent à cette croisade impie. Mais il est quelques motifs de nous rassurer, dans l'inquiète jalousie de tous ces potentats; dans la dévorante ambition qui les consume; dans des rivalités qu'un danger commun a pu assoupir, mais n'a pas éteintes; dans le choc de tant d'intérêts divers qui se contrarient sans cesse; dans les méfiances réciproques; dans les craintes respectives qui les agitent; dans la détresse pécuniaire où les plongent leurs insultantes prodigalités; dans la lassitude des peuples. . . enfin, dans mille événements politiques ou physiques, inattendus ou prévus, qui peuvent ou qui doivent infailliblement survenir durant le cours de six mois.

Des bruits contradictoires circulent sur les préparatifs & les armemens de la Russie. On a dit que quinze ou vingt ou même trente mille Russes étoient en route pour se joindre aux armées combinées, qui déjà nous combattent: mais jusqu'à présent nos troupes n'ont pas dépassé nos frontières de la Pologne, & les quarante mille Russes qui s'y trouvent suffisent à peine pour y contenir un peuple que l'esclavage irrite, & les factions opposées des grands qui s'entredéchirent.

On a parlé d'une flotte venue d'Archangel dans les ports du Dannemarck, & déjà l'on suppose que cette flotte va se montrer sur nos côtes & les insulter: & les vaisseaux russes, effectivement venus d'Archangel, n'ont pas le quart de leur équipement; & pour le compléter, ils viennent de faire voile pour le port de Cronstald; ainsi il est maintenant impossible qu'ils sortent de la Baltique avant le mois de juin prochain.

On a encore fait grand bruit d'une autre flotte apparue subitement dans la mer noire de l'Archipel. Mais d'abord ce bruit ne s'est pas confirmé , & depuis un mois qu'il a été répandu , la flotte sans doute auroit été apperçue dans quelques points de ces mers ; mais d'ailleurs ce passage , par le Bosphore , de vaisseaux de guerre russes , seroit une violation manifeste des traités subsistans entre la Russie & la Porte Ottomane ; & certes , les Turcs ne seront pas assez fous pour familiariser les Russes avec ce passage.

En parcourant les autres contrées du Nord , on verra la Pologne déchirée de factions , à moitié subjuguée par la force , ne pouvant rien contre nous par ses armes , ni pour nous que par de stériles vœux ; la Suède , dont le gouvernement actuel est assez sage pour désirer la paix , & même de plus étroites liaisons avec la France , mais trop foible pour résister toujours aux sollicitations impérieuses de Catherine II , qui exige en ce moment l'armement stipulé par son traité avec Gustave ; le Danemarck enfin , qui a l'habitude autant que le besoin de la neutralité , mais qui pourroit être entraîné aussi dans les mouvemens de la Russie , dont il est le satellite inséparable. Au reste , il sera facile de juger bientôt les véritables intentions de la cour de Copenhague , par la conduite qu'elle tiendra en sa qualité de co-état de l'empire germanique.

Après trois ans d'incertitudes , de controverses , de débats , de promesses & de menaces , l'empire germanique , se décidant lentement , se remuant pesamment , a pris enfin la résolution de nous déclarer la guerre , & par conséquent de renoncer aux indemnités que la générosité française lui avoit offertes. On attend tous les jours le prononcé définitif de la diète de Ratisbonne contre la France ; mais on attendra long-temps encore l'armée des cercles qui doit le mettre à exécution.

Plusieurs princes & états avoient devancé le jugement de la diète ; d'autres états l'apprendront avec peine , & ne s'y soumettront pas sans contrainte. De ce nombre sont toutes les villes impériales dont cette guerre ruinera le commerce , & peut-être l'électeur de Saxe , qui a le bon esprit d'aimer le repos de ses peuples & le sien. Mais les princes de la maison de Hesse ; ceux de Bade , les électeurs ecclésiastiques , l'électeur de Bavière , le duc

active dans cette guerre. Cependant , jusqu'ici le conseil de Madrid n'a arrêté aucune résolution fixe : la sage circonspection du premier ministre s'est trouvée d'accord , cette fois , avec les folles prodigalités de la cour , pour retarder cette décision. On n'a donné encore que des ordres provisoires d'inspecter l'armée de terre , d'en vérifier l'incomplet , de préparer l'équipement éventuel d'une flotte ; enfin de fortifier le cordon qui est sur nos frontières , moins pour nous observer , que pour contenir l'impatiente inquiétude des Catalans. L'armée de terre espagnole ne compte pas aujourd'hui au-delà de 25 mille hommes ; mais la marine est sur un meilleur pied.

On ne parlera ni des Suisses , dont il faut peut-être en ce moment respecter les douleurs , dont il est possible encore de regagner l'attachement par quelques ménagemens , sans compromettre en rien la dignité nationale ; ni de l'Italie , dont les petits princes sont habitués à rester neutres , tant qu'on le leur permet , & à se déclarer pour le plus fort , quand on les force de se prononcer. Déjà nos armes ont châtié le plus insolent de ces princes ; cet exemple sévère nous répond des autres.

Des négociations importantes ont été entamées , & elles promettent une heureuse issue ; il en est une sur-tout qui intéresse essentiellement l'existence politique de la république française. . . .

Suit le compte des sommes que l'assemblée nationale législative a remises dans les mains du ministre des affaires étrangères , pour les dépenses secrètes de ce département. Il en résulte que des six millions décrétés le 26 avril dernier , il a été dépensé la somme de 2,016,000 liv. y compris 500 mille livres accordées aux Belges & Liégeois par décret de l'assemblée nationale ; & qu'il reste encore , tant à la trésorerie nationale , que dans la caisse du département des affaires étrangères , celle de 3,984,000 livres.

Il reste encore un autre dépôt. Il consiste en tabatières , montres , bagues à brillans , boîtes à portraits & autres effets précieux , que ci-devant on distribuoit aux agens politiques étrangers , ou autres personnes , dont l'on recherchoit le crédit. La convention nationale jugera sans doute que ces richesses frivoles peuvent être employées plus utilement , en les échangeant contre du fer , le métal de la liberté.

Suite

Suite des lettres trouvées chez M. Delaporte, intendant de la liste civile.

« Votre lettre, mon très-cher, a été pour moi comme le retour des hirondelles, qui nous annonce le printemps après le plus fâcheux hiver. J'écrivais à Jacques, mon cousin, pour savoir ce que vous êtes devenu au milieu de cette tourmente. Il m'a dit que vous lui disiez rien de ce qui l'avoit occurré : j'étais bien sûr de l'escapade, mais jamais de la foudre, ni du point de sa confiance dans la troupe. Le roi a été veillé de sa personne par l'entreprise : les ennemis, favoient tout, & on a mis en œuvre les plus infâmes ruses pour irriter le peuple contre lui, sur toute la route. Grâces à Dieu, il a échappé à tous les périls dont on l'avoit serré, & ses malheurs touchent à leur fin. J'ai été assez heureux pour lui faire parvenir, au nom de Dieu, une petite consolation au milieu du ciel & du vin que tout on le buvait. Voyez la gazette de Duroloy, ar. 10 : *O vous qui se d'ose nommer* ! Mon messager s'est avant & plus long-temps, rapporté que M. de Dampierre ; les bonnes gens de ce village le voyoient agir & parler ; mais tous les poignés étaient aveugles. Comment cela se faisoit-il ? C'est le sceau d'en-haut. La reine n'a caché ni la chose ni le nom, puisqu'on nous en a écrit ; & vous, serviteur de la maison, vous l'apprenez de moi-même pour le taire, & ne pas même m'en parler dans vos lettres. Le clab des Jacobins règne encore à Epernay, par les racines qu'il a su y prendre, en ramassant les supports de l'ancienne faction ; aussi y parle-t-on d'arranger les aristocrates sur l'air de *gauche* ; mais j'ai trop raison de me rassurer pour craindre ces malheureux sonnettes. Oui, mon ami, oui, la chose va tourner à bien, autant qu'elle peut y tourner. Mais tout est l'ouvrage du ciel, & il a encore son coup à frapper, sans quoi il n'y auroit rien de fait. Il faut que notre sainte religion, arrachée depuis quatre ans par une foule d'impies, reprenne l'empire qu'elle doit avoir sur nous. Seule, elle peut ramener les sujets à l'obéissance, les renvoyer à la subordination ; seule, elle peut faire paraître le roi exaltable des actes de clémence qu'il va être dans le cas de faire, comme des actes de sévérité nécessaires ; seule, quand les grands reviennent avec une foule de prétentions magnifiques par la suite des persécutions qu'ils ont essuyées, & démentant leurs vœux, elle peut mettre dans la bouche du roi : « Nous avions tout pardonné ; nous avons tous été châtiés. Mon peuple a été réédifié, & je n'en veux qu'à ses corromp. arts en tout genre, & à ses vices, » au fond, étoient justes. Je veux que tout ce qui est par nous dressés ; je veux qu'il jouisse d'une liberté dont il ne peut faire abus ». Ah ! que j'ai pitié à voir mon maître, mon cher maître, dans le cas de prononcer cette harangue !

« Je vous suis bien obligé de toutes vos nouvelles : ne m'en laissez pas manquer. Si vous prenez du plaisir, laissez de nous faire liquider. Je ne veux autour du roi que des domestiques de son choix, qu'il puisse renvoyer quand il lui plaît. Les gens en charge sont trop à charge.

« Ce que vous pensez du maire de Paris est juste : au moment

où je vous parle, il doit être entrepris de manière à ne plus se mêler des cabales.

» Adieu ! adieu ! nous avons bien souffert , nous souffrirons bien ; mais l'horizon s'éclaircit. Louange à l'auteur de tout bien !
» Je vous embrasse de tout mon cœur.

24 juillet 1791.

» Faites, je vous prie, mettre ce billet à la petite poste ; je vous en ferai obligé ».

Autre lettre.

Ce 7 août 1792.

« Monsieur, pénétré de la plus vive douleur, du plus scélérat des outrages commis contre le plus respectable des rois, de la part de la section de Mauconseil, ma section, si j'ai la douleur de demeurer sur une telle section, j'ai la consolation de pouvoir me dire que jamais je ne me suis trouvé dans les assemblées de tels monstres ; mais que je volerai par-tout où il sera nécessaire pour me joindre parmi les vrais sujets du meilleur des rois, pour verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour lui conserver ses précieux jours & le conserver dans tous ses droits. J'aurais désiré, Monsieur, en me jetant à ses pieds, lui témoigner ces sentimens qui partent d'un cœur le plus pur ; mais comme cela est impossible, daignez, je vous supplie, m'honorer de votre protection, en lui faisant part de mes sentimens, qu'un tel crime ne peut être pardonnable : serions-nous que cent contre mille, lorsque l'on combat pour une si bonne cause, en ne cessant d'adresser nos vœux au seigneur, pour en obtenir le succès & la conservation des précieux jours de ce bon roi & de notre bonne reine, & de toute la famille royale, & des vôtres, notre espérance ne peut pas être vaine contre tous ces impies jacobins qui veulent détruire le plus juste des rois.

» Ce sont les sentimens avec lesquels j'ai bien l'honneur d'être, avec autant de respect que de vénération, Monsieur, votre très-humble & obéissant serviteur. *Ainsi signé*, GEORGE LAROCHE.

» Mon adresse est rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur, n°. 39.

Autre lettre.

20 avril 1792.

« Ce pauvre roi de Suède est-il mort ? est-il vivant ? Je vous le demande, mon cher Pouteau. Les gazetiers me donnent la question.

» Les démagogues circonstancient sa mort à la rendre croyable ; mais ils ont un grand intérêt à persuader au peuple que les Jacobins peuvent, en trois mois, détruire toutes les têtes couronnées de l'Europe, afin de l'engager à se livrer à tous les excès auxquels l'esprit de fanatisme & de brigandage les porte.

» Durofroy dit : Le roi fait mieux. Fontenay, qui bat, pour rendre sa feuille marchande, tantôt sur la caisse, tantôt sur le tambour, dit : il étoit en danger le 6 d'avril.

« Il n'étoit donc pas mort le 29 de mars , comme l'annonçoit le Moniteur & les autres pamphlets de la même clique. Nous sommes ici torturés ; car nous prenons grand intérêt à un prince qui se déclare si bon ami du nôtre ; & nous aimerions à voir le crime malheureux dans son succès , & puni par celui même sur lequel il avoit attenté.

« Un mot de vous, mon cher ami, une ligne ; je vous promets quatre pages en revanche. Je gage que la banque Vauvineux va toujours son train , & paie en belle monnaie ; mais pour que je sois assuré que cela ira jusqu'au bout , il faut que les gens que je vous ai nommés soient quelque part derrière. Si on ne les voit pas chez Vauvineux , on doit les avoir aperçus à la Monnaie. Faites, faites, faites votre enquête , & après cela je me fais fort de faire avoir le fond du secret au roi , quand il pourra agir par lui-même ; & engagez ceux que vous mettez en mouvement, au silence. Vous en connoîtrez l'importance par la suite.

« Je suis d'un humeur de chien : cela ne m'empêche pas de vous aimer de tout mon cœur ».

Autre lettre.

Thierry, juin 1792.

« Je ne me rappelle point, mon ami, ce que contenoit ma dernière lettre, mais je souhaite faire passer dans votre cœur les abondantes consolations que nous avons reçues depuis l'héroïque journée du mercredi. Ah ! que nous avons pleuré dans ma maison , en apprenant les circonstances de la passion de *notre seigneur* ! mais c'étoit avec foi dans sa résurrection , & la confiance qu'il seroit le sauveur de notre pays , comme celui dont il étoit ici en tout sens l'image, l'a été de tous les hommes. En voyant ce que nos juifs lui ont fait souffrir, vous voyez ce que nous avons lieu d'en espérer ; car il ne se sera pas rendu inutilement anathème pour le salut de son peuple. Il faut, mon cher, voir cette affaire-ci toute en Dieu, comme voyoit *Malebranche*. Depuis plus de deux cents ans, Satan avoit résolu, par la ruine entière de la maison de Bourbon, celle de la religion de la France & de toute l'Europe ; il n'y a point de machine qu'il n'ait mise en œuvre pour cela. Il avoit trouvé le moyen de s'emparer de la volonté des trois quarts des hommes de cette malheureuse monarchie, & la possession qu'il avoit prise d'eux est encore viable dans les regards de tous ces malheureux. Entre autres il avoit attiré en Angleterre le duc d'Orl. . . pour lui faire trouver la les moyens d'en venir au but auquel il lui avoit suggéré de prétendre. Ces moyens furent montrés à de bonnes âmes , pour qu'ils en arrêtaient l'effet par leurs prières ; & quand le porteur, se croyant assuré du succès, se présenta, muni d'eux, au milieu de la chambre de la noblesse, pour la décider à le suivre, il tomba les quatre fers en l'air. Les pauvres ouvriers de Dieu reconquirent, à cette seule prière, que leur travail avoit eu du succès, & persévérèrent. Depuis ce temps, ils n'ont donné aucun relâche à l'ennemi démarqué. Je ne parle pas ici du triste duc, qui n'étoit qu'un instrument, mais bien dangereux, puisque

« le modèle & le flambeau de l'Europe. Je verrai le commencement de cela, & chanterai en m'en allant le *nunc dimittis*. Vous mes enfans vous jouerez ici, tandis que je bénirai ailleurs. Pour vous fortifier, lisez les saintes écritures, seul contre-poison de toutes les rêveries philosophiques par lesquelles nous avons été perdus. Adieu, mon cher ami : je confie ma lettre aux garçons incorruptibles des correspondances des chrétiens entre eux, pour que le secret n'en soit pas vicié.

« Je vous embrasse de tout mon cœur ».

Le Journal patriotique.

« La Chronique de Paris, & toute cette horde d'assassins qui enveniment le peuple & entretiennent la fermentation. Si le procureur du roi, provoqué par des députés, ne faisoit pas son devoir, il faut alors le dénoncer à l'assemblée; & lorsqu'on prend la tel parti, il faut en venir à la délibération, malgré l'opposition de la minorité, mais sans tumulte, sans clameurs, en se levant en assez grand nombre pour que le président ne doute pas que le vœu de l'assemblée se manifeste, & qu'il faut lui obéir.

« Il faut tendre à la prompte expédition des affaires sans précipitation, & pour cela imprimer les articles à discuter, & nommer quelques membres pour porter la parole.

« Il faut avoir soin de remarquer & de rendre sensibles toutes les supercheries, tous les faux principes à l'aide desquels on trompe le peuple en l'excitant à la licence, & la perdition avec laquelle on lui présente les intérêts blesés, là où il n'y a que la vanité & l'intérêt personnel de certaines gens compromis. Par exemple, dans la grande question de l'éligibilité, il est inconcevable que personne n'ait pu dire : « Bonnes gens, ouvrez les yeux ; ceux qui parmi vous paient 54 liv. d'imposition, & il y en a un très-grand nombre, ne sont pas tous en état de défendre les intérêts de la nation dans le corps législatif ». Mais ceux qui ne paient pas cette somme d'imposition, les pauvres artisans, les pauvres payfans seroient-ils plus capables d'être représentés ? Ceux dont toute l'occupation, toute l'inquiétude est de pourvoir à leur subsistance, ont-ils le désir & les moyens d'arriver à la représentation nationale ? Ce n'est donc pas la cause du pauvre peuple, mais celle des gens d'une classe moyenne, qui, avec quelques connoissances acquises, manquant de propriétés, de fortune, ont un désir ardent d'en obtenir, & veulent ainsi s'ouvrir la porte des emplois politiques.

« Mais vous, pauvre peuple, est-il de votre intérêt d'être représenté par des hommes qui ont leur fortune à faire, ou par ceux qui ont leur fortune faite ? Ouvrez donc les yeux, & voyez ce que signifie ces belles phrases : *On outrage le peuple, on exclut les deux tiers du peuple de la représentation nationale*... »

« Il est très-important dans de semblables occasions de parler clair & d'écrire, de publier tout les projets, les explications. Voilà la conduite à tenir, la seule d'humanité. On enivre le peuple, on l'agite ; il faut le calmer, lui montrer les suites de l'anarchie, comment tout peut venir par la licence, par l'absence de l'ordre. Il faut que tous les citoyens sensibles se réunissent

lent dans toutes les parties du royaume pour contenir les séditieux & les brigands ; que les gardes nationales reconnoissent, pour leur propre sûreté, la nécessité de la discipline, de l'obéissance au magistrat, de la soumission au roi ; car si le chef du pouvoir exécutif est sans autorité sur la milice, sa fonction est nulle, dérisoire. Le gouvernement se convertit en une démocratie extravagante.

« Il faut donc tendre, dans l'assemblée & au-dehors, à remettre à leur place tous les ressorts de l'administration, à les subordonner inviolablement à l'autorité royale ; à rétablir la discipline parmi les troupes, & la paix parmi les citoyens.

» Je continuerai un autre jour ».

Autre lettre.

Coblentz, ce 7 mars 1792.

« Monsieur le duc, j'ai l'honneur de vous écrire, pour réclamer un cheval qui m'appartient, qui a été vendu à mon insçu, pour la nouvelle garde du roi, qui nous commande ; M. de Liancour, sous-lieutenant de la compagnie de Luxembourg, envoyé d'ici par ses camarades, relativement à nos chevaux ; plusieurs en ont fait venir, & d'autres étant montés, ont consenti qu'ils fussent vendus. J'étois aux eaux d'Embs, cruellement tourmenté par quatre pierres énormes. Aussi-tôt débarrassé, je vins ici, où j'appris le départ & le retour de M. de Liancour : sur le champ j'écrivis au fourrier-major, qui étoit encore à Paris ; il fut chez M. d'Aguesseau, redemander mon cheval. Il lui répondit que cela ne se pouvoit pas. Ce cheval étoit à moi ; personne ne le pouvoit vendre que moi : serois-je la victime de l'indiscrétion d'un jeune homme ?

» Permettez-moi, M. le duc, de vous exposer ma position. Emigré avec trois enfans depuis deux ans, privé de mes rentes & de mes appointemens, mes terres sous le séquestre ; & pour tout dire, un coquin a profité de mon absence pour me faire condamner au district sur le champ ; il m'a fait saisir & exécuter une somme d'environ deux-milla livres, la seule ressource qu'il me restoit ; je suis à pied, & aucuns moyens pour me remonter, & sous peu de temps, pas de quoi même pour subsister. Je vous déclare au juste mon état ; j'en appelle, M. le duc, à votre loyauté & à votre justice ; l'une & l'autre me sont trop connues pour douter un instant que mon cheval ne me soit point rendu ; & au cas qu'il soit payé, on en remettra l'argent, & on paiera la nourriture & toute autre dépense qu'il aura pu occasionner. Je vous fais mille excuses de tous ces longs détails ; je vous donne ma parole d'honneur qu'ils ne sont point exagérés. Je vous envoie ci-joint le signalement de cet animal. Je suis avec respect, M. le duc, votre très-humble & très-obéissant serviteur,

BOSREDONT.

Copie de la lettre de M. Briffac, écrite à M. Bourdon, le 5 avril 1792.

Aux Tuileries, le 5 avril 1792.

« Je vous aurois sur le champ, Monsieur, non-seulement répondu, mais envoyé votre cheval, nommé *Lyon*, s'il n'avoit pas

ré remis à la troupe par M. Dandoine, à qui il avoit été donné pour le prix de huit à neuf cents livres. Cet officier trouve qu'il n'est aussi-tôt qu'il est monté, & qu'il est hors de service ; il ne veut pas les douze cents livres qu'il a été payé. Je me le suis fait représenter avant-hier, à la revue, & il est du nombre de ceux qu'on propose pour la réforme. Je pense donc qu'il est plus avantageux pour vous de recevoir les douze cents livres, prix que M. d'Aguesseau est convenu de faire passer à M^m. les officiers qui avoient laissé leurs chevaux à leurs divers quartiers. Je lui envoie cette lettre, Monsieur, pour qu'il vous la fasse parvenir, & je vous assure que j'aurois été avec plaisir que j'aurois saisi l'occasion de vous être agréable, & de vous convaincre de la sincérité des sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être plus que personne au monde, Monsieur, &c.

Note. Le cheval réclamé par M. Bourdon, n'avoit été estimé que huit à neuf cents livres ; mais M. Bourdon étant émigré, M. Bridac croyoit devoir lui faire compter douze cents livres.

La suite à l'ordinaire prochain.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 21 septembre 1792, l'an premier de la république.

Pétion, président, a pris place au fauteuil ; Camus, Condorcet, Vergniaud, Brissot, Rabaud, Lafourcade, secrétaires, se sont placés autour du bureau, les députés à la convention assis, la séance s'est ouverte.

Camus a fait lecture du procès-verbal qui constate la présence de 371 membres. Manuel a pris la parole ; il a demandé qu'il y eût pour le président des représentants du peuple français des marques distinctives de dignité ; Chabot s'y est opposé. L'assemblée a passé à l'ordre du jour. Tallien proposoit de prêter serment de ne se point séparer avant d'avoir donné au peuple un projet de gouvernement fondé sur la liberté & l'égalité. Tout serment a été écarté : Danton est monté à la tribune ; son discours a eu pour résultat la déclaration que voici :

- « La convention nationale déclare qu'il ne peut y avoir
- » de constitution que celle qui est acceptée par le peuple,
- » déclare que les personnes & les propriétés sont sous la
- » sauve-garde du peuple français.
- » La convention nationale déclare que les loix non-

« abrogées, les pouvoirs non-suspendus ; sont provisoirement maintenus ; déclare pareillement que les contributions publiques actuellement existantes, seront perçues comme par le passé ».

La séance alloit être levée, Collot d'Herbois s'est élancé à la tribune : il est, s'est-il écrié, une déclaration que vous ne pouvez point ajourner, c'est l'abolition de la royauté. A ce mot l'assemblée se lève par un mouvement simultané, la convention nationale décrète que la royauté est abolie en France.

Trois commissaires ont été nommés pour surveiller les opérations du camp de Paris.

Des citoyens du département de Seine & Oise sont venus prévenir l'assemblée que le douzième bataillon de volontaires fourni par ce département venoit de partir pour Châlons. L'assemblée a vivement applaudi, & a déclaré que ce département avoit bien mérité de la patrie. Elle a ensuite suspendu l'exécution de l'enlèvement des bronzes du château de Versailles. Condorcet est nommé vice-président.

Les ministres des contributions, des affaires étrangères & de la marine sont venus présenter à la convention l'expression de leur dévouement.

Samedi 22. A l'ouverture il a été décrété que tout ce qui porte en France les attributs de la royauté seroit supprimé, à commencer par le sceau de l'état, qui portera un faisceau surmonté du bonnet de la liberté, & pour exergue ces mots : *La république française.*

Des pétitionnaires d'Orléans annoncent que la municipalité de cette ville, suspendue par les sections, s'est entourée de canons, a fait proclamer la loi martiale, & menace la ville d'Orléans des plus grands malheurs. Sur le champ la convention a nommé Thuriot, Manuel & Lepage pour se transporter à l'instant à Orléans.

Un membre fait la motion de renouveler tous les corps administratifs & judiciaires de la république. Cette proposition, sans être contestée au fond, a essuyé de longs débats pour savoir si elle seroit ajournée ; enfin la convention nationale a décrété que tous les corps administratifs & judiciaires seroient renouvelés, en comprenant sous cette dénomination les municipaux & les juges de paix.

Tallien a demandé ensuite que les juges dont l'élection

ni se faire ne soient pas pris parmi les gens de loi exclusivement, mais qu'on puisse les choisir parmi tous les citoyens. Cette motion a été longuement & vivement débattue ; appuyée par Danton , Ostellin & Thomas Payne , elle étoit contredite par Chasséy , Carra & Vergniaud , qui craignoient l'impéritie de tous autres hommes que les gens de loi. La discussion fermée , la convention a déclaré solennellement que le peuple a le droit de choisir ses juges parmi tous les citoyens de quelque classe qu'ils soient.

On a lu une lettre de Dumourier , qui apprend qu'après un combat de huit heures entre Kellermann & l'ennemi , celui-ci ayant perdu beaucoup de monde avoit continué son chemin sur la gauche. Dumourier annonce que si l'ennemi se porte vers Reims il le terrera de près. Il a reçu sept bataillons de volontaires dont il vante la discipline.

Des lettres des commissaires de l'armée du Nord ont annoncé que l'ennemi dispoisoit toutes ses forces contre Valenciennes , & que cette ville se préparoit à la plus vigoureuse défense.

Une du ministre de l'intérieur a appris que des troubles étoient survenus à Lyon à l'occasion de la cherté des denrées , la convention a décrété l'envoi de trois commissaires dans cette ville.

Le ministre Servan a communiqué des dépêches du général Kellermann , qui annoncent que le 20 il a été attaqué par l'ennemi , & que notre armée s'est bien défendue. L'explosion de trois caissons incendiés nous a fait perdre environ cent hommes. La canonnade a duré quatorze heures de très-près. L'ennemi n'a point avancé à la portée du fusil. Il a perdu plus de monde que nous. Nous avons tant tués que blessés 250 hommes. Kellermann vante beaucoup le courage & le sang-froid des troupes , sur-tout des carabiniers , ainsi que le zèle des officiers généraux supérieurs & particuliers. Il annonce que le général Dumourier lui a envoyé du renfort , il se loue grandement de sa conduite envers lui.

La discussion s'est établie sur la question de savoir si la **séance** de la convention nationale sera permanente ; après quelques débats , il a été décrété que la séance sera **permanente** , & que pendant la nuit douze membres resteront dans la salle pour recevoir les dépêches & **convoyer** l'assemblée en cas de besoin.

Dimanche 23. Il a été déclaré , nonobstant le décret de l'assemblée législative , que les commissaires nationaux & les greffiers seront nommés comme les juges , c'est-à-dire , sauf que la liberté des choix du peuple ne puisse être gênée par aucune restriction.

Un membre après Kersaint a proposé que la croix de Saint-Louis ne fût plus une décoration militaire , & que ceux qui en sont décorés fussent tenus de la restituer. L'assemblée a applaudi.

Sur la proposition de Gorsas , la convention a décrété que le comité militaire aura la parole toutes les fois qu'il la réclamera. Billaut-Varennes prenoit occasion de la proposition de Gorsas pour renouveler des détails déjà connus. On a passé à l'ordre du jour. Sur le champ la convention a décrété la formation d'un comité militaire qui sera divisé en deux sections , dont l'une remplacera le comité militaire de l'assemblée législative , & l'autre la commission des armes.

Cambon , l'un des commissaires nommés par la convention nationale , pour vérifier & constater l'état des caisses de la trésorerie & de l'extraordinaire , obtient la parole , & présente à l'assemblée les états suivans :

Trésorerie nationale. La recette de la trésorerie nationale , depuis le premier janvier 1792 jusqu'au 22 septembre exclusivement , est de 915 millions 725 mille 675 livres. La dépense de la trésorerie , pendant le même temps , est de 865 millions 526 mille 764 livres. Il reste en caisse à la trésorerie 50 millions 198 mille 895 livres. Les commissaires ont constaté que cette somme existe véritablement en caisse en différentes valeurs. Le montant des espèces d'or & d'argent est de onze millions huit cent quatre-vingt-douze mille six cent huit livres. La comptabilité des commissaires de commune est donc en bon ordre.

Caisse de l'extraordinaire. La caisse de l'extraordinaire a été instituée pour recevoir les assignats au sortir de la fabrication , pour faire les remboursemens de la dette exigible ; enfin , pour recevoir les assignats qui sont donnés en paiement par les acquéreurs des biens nationaux.

La recette de la caisse de l'extraordinaire a été jusqu'ici de deux millions six cent trente-deux millions cinq cent quatre-vingt-trois mille cent soixante-six livres. La dépense est de deux millions six cent quatre millions sept cent cinquante-deux mille cent vingt-cinq livres. Il

reste en caisse vingt-huit millions sept cent cinquante-deux mille cent vingt-cinq liv.

La recette des revenus & des capitaux des biens nationaux est de 623 millions 290 mille 808 livres. Le total des assignats de ces rentrées qui ont été brûlés est de 617 millions; il reste donc dans une caisse particulière 6 millions 298 mille 808 livres en assignats annulés & prêts à être brûlés.

Le ministre Roland a rendu compte de l'état de l'intérieur de la république & de son administration particulière. La convention a ordonné l'impression de son mémoire.

Servan a écrit à l'assemblée pour lui communiquer des observations à l'égard de l'Espagne. Il craint que cette puissance ne renonce à la neutralité, pour défendre ce qu'elle appelle l'honneur de son nom. En conséquence, il a proposé de diviser le commandement dont Montesquiou est seul chargé, & de mettre le département du Midi en état de repousser les Espagnols, s'ils osoient diriger leurs forces contre la république. Berret convertit en motion la proposition du ministre: il l'appuie sur l'état de dénuement des deux villes qui sont les chefs de la république de ce côté. Bayonne & Perpignan sont dépourvues de troupes, d'artillerie & de toute espèce de munitions. Sur la proposition de Tallien, l'assemblée nomme six commissaires pris dans son sein pour visiter ces deux places, & hâter dans tous les départemens du Midi la prompte exécution des mesures qui seront prises pour résister à l'Espagne. Tallien dénonce comme suspect le général Montesquiou. On demande qu'il soit destitué. Lavière veut que sa conduite soit examinée. Il est interrompu par Billaut; qui lui reproche d'avoir défendu la Fayette. Après quelques momens de tumulte, la destitution du général Montesquiou est prononcée. Le ministre de la guerre, autorisé à établir un état-major à Toulouse.

Lundi 24. Servan a envoyé des dépêches de Dumourier, qui annoncent que l'ennemi manque absolument de vivres, & qu'il ne peut plus tenir que très-peu de jours; il se loue toujours de la discipline de son armée. A ces dépêches étoit jointe une lettre du ministre, qui apprend que le 19 de ce mois Montesquiou est entré en Savoie. Cette nouvelle a occasionné quelques débats relativement à la destitution de Montesquiou prononcée la veille. La

convention a maintenu néanmoins l'envoi des trois commissaires qui sont Lacombe-Saint-Michel , Gasparin & Dubois de Crancé , avec le pouvoir de destituer les officiers suspects & de les remplacer. Elle laisse à leur prudence le soin des moyens d'exécuter la destitution.

Des lettres qui annoncent des intentions hostiles de la part du canton de Berne ont été renvoyées au pouvoir exécutif.

Le maréchal Luckner a écrit qu'appelé à Paris par le conseil exécutif pour se concerter avec lui sur les plans de campagne , il désire se présenter à la convention nationale. La convention décrète qu'il sera admis le lendemain à la barre ; qu'il déposera ses observations par écrit , & en langue allemande.

Le président du tribunal criminel est venu rendre compte du jugement rendu contre les voleurs du garde-meuble , son rapport a motivé le décret suivant :

« La convention nationale , considérant que les deux criminels condamnés à mort pour crimes & vols faits au garde-meuble , ont déjà révélé une partie de leurs complices , & que plusieurs effets précieux ont déjà été retrouvés ;

» Considérant qu'il est utile de conserver ces deux criminels jusqu'à révélation complète de l'horrible complot dans lequel ils trempoient ; considérant qu'il n'y a que des hommes pervers qui puissent s'élever contre cette mesure , décrète qu'il sera sursis à l'exécution de la condamnation prononcée ».

Cambon a proposé de supprimer à l'instant les rentes apanagères qu'on payoit ci-devant aux princes , parens du ci-devant roi. Après quelques débats , l'assemblée porte le décret suivant : « La convention nationale , ne reconnoissant plus de princes français , supprime les rentes apanagères ».

Mardi 25. Kerfaint & Buzot ont demandé que l'assemblée prit des mesures de vigueur contre les attroupeemens , & sur-tout contre les agitateurs. Leurs discours souvent applaudis & faiblement combattus , ont déterminé l'assemblée à rendre le décret suivant :

« 1°. Il sera nommé six commissaires pour lui rendre compte de la situation de Paris & de la république. 2°. Il sera fait un projet de loi contre les provocateurs au meurtre & l'assassinat. 3°. Il sera proposé à la convention nationale un mode pour qu'elle puisse s'environ-

ner d'une force armée choisie dans les quatre-vingt-trois départemens ».

Sur une difficulté relative à la nomination d'un membre déjà nommé juré de la haute-cour nationale, la convention a décrété qu'il y avoit incompatibilité entre ces deux emplois.

Merlin s'est plaint de ce qu'il existe un parti qui veut la dictature ou le triumvirat, & que ce parti a ses chefs dans la députation de Paris. Lasource, Ollivier & Danton ont parlé successivement pour démontrer l'impossibilité de l'institution de ce pouvoir tyrannique, & l'absurdité des calomnies dirigées contre les députés de Paris. Danton a terminé, en demandant que la peine de mort fût décernée contre quiconque proposeroit la dictature ou le triumvirat, & en proposant de décréter que la France est à jamais indivisible. A ces mots, l'assemblée s'est levée toute entière, au milieu des applaudissemens.

Un membre est monté à la tribune, & a nommé Robespierre comme chef du parti qui veut la dictature. Celui-ci a demandé en réponse la mise aux voix de la proposition de Danton. Marat a ensuite été dénoncé par les écrits qu'il a signés, & dans lesquels il conseille la dictature. Il a pris la parole pour se disculper. Boileau s'est présenté, une nouvelle affiche de Marat à la main, où il dit que si dans quinze jours la constitution n'est pas faite, il faudra nommer un dictateur. A la lecture de cette affiche, plusieurs membres demandent qu'il soit décrété d'accusation. Marat avoue l'écrit, mais il proteste qu'il est fait il y a deux semaines. On réclame l'ordre du jour. Marat, à la tribune, tire de sa poche un pistolet qu'il appuie sur sa tempe, & dit : Si vous m'eussiez décrété d'accusation, je me brûlois la cervelle. Beaucoup de bruit s'en est suivi : enfin l'ordre du jour a été adopté, & la proposition de Danton mise aux voix a été décrétée en ces termes : « La convention nationale déclare que la république française est une & indivisible ».

Le ministre Servan a écrit pour offrir sa démission. Sa vieillesse & le délabrement de sa santé sont le motif qu'il présente. Le ministre Roland a présenté aussi la sienne ; il opte de siéger comme député à la convention.

Le district & la commune de Lizieux ont écrit qu'ils ont fait arrêter Momoro & Miller, commissaires du pouvoir exécutif, comme ayant commis des actes propres à troubler la tranquillité publique. (Renvoyé au comité de surveillance.)

Chafley a demandé le renouvellement de grands procureurs de la nation auprès de la haute-cour. Oselein a renchéri & proposé de supprimer tout à fait la haute-cour, & de renvoyer les procédures pendantes à la haute-cour aux tribunaux ordinaires. L'assemblée a adopté ces propositions.

Le général de l'armée du Rhin a écrit que Joseph Broglio est arrêté à Manheim.

Mercredi 26. Il a été décrété que toutes les administrations des postes seroient renouvelées, & ce par les assemblées électorales de district.

Roland a écrit à l'assemblée pour l'assurer qu'il restera à son poste de ministre jusqu'à ce que son successeur soit nommé. Il a désigné le citoyen Lepage, employé par le ministre de la marine, comme très-digne de remplir ce poste. Ronyer vouloit que la convention nationale invitât les trois ministres qui donnent leur démission, à rester au ministère. L'assemblée a passé à l'ordre du jour.

Les commissaires envoyés à Rouen ont rendu compte de leur mission. La ville de Rouen a fait acheter en Angleterre 500 mille livres de froment, & le Havre contient quinze mille sacs de farine dans ses magasins. Ces commissaires ont fait relacher à Rouen le sieur Dumas, ex-député, que la municipalité de cette ville avoit fait arrêter; ils ont terminé, en disant qu'ils avoient trouvé sur leur route beaucoup de patriotisme & de confiance en l'assemblée conventionnelle.

Des dépêches de Marseille ont été lues; elles constatent qu'il s'est embarqué de cette ville six mille hommes, du canon, & des vivres pour deux mois, à l'effet de se porter sur le comté de Nice. La convention a décrété les fonds nécessaires pour cet embarquement; elle a décrété ensuite que la ville de Marseille a bien mérité de la patrie.

On a lu une lettre du général Montesquiou, du 23 septembre. Il annonce qu'il est entré en Savoie, que Montmélian a ouvert ses portes, qu'il va prendre possession, au nom de la France & de la liberté, de tout le pays qui est devant lui, jusqu'au Lac de Genève. Les Français sont bien reçus, parce qu'ils traitent généreusement les vaincus, & respectent les propriétés.

D'après ce rapport le décret suivant a été rendu: « La convention nationale décrète la suspension de l'exécution du décret de destitution porté contre Montesquiou, & ajourne le rapport ou la confirmation dudit décret.

Qu'après le compte qui sera rendu par les commissaires envoyés à l'armée de Montelquieu : ordonne que le présent décret sera porté, par un courrier extraordinaire, aux commissaires envoyés à l'armée commandée par Montelquieu ».

Une correspondance des généraux Biron & Doremus avec la république de Berne, a appris que cette république demande l'évacuation des gorges de Porentruy. Le ministre Servan a donné ordre à Costine de les garder soigneusement. Il pense que nous n'avons point à craindre d'hostilités de la part des Suisses.

Le ministre des affaires étrangères instruit l'assemblée que le roi de Prusse a proposé aux généraux de l'armée du Nord & du Centre, d'entrer en accommodement. Le conseil exécutif consulté par les généraux, a répondu que la république ne vouloit entendre aucune proposition que les troupes ennemies n'eussent préalablement évacué son territoire.

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la situation politique de la république, & a présenté le tableau général de l'Europe, respectivement à la France. Nous avons donné ailleurs un extrait de ce tableau.

La commune de Paris a dénoncé Manuel pour avoir demandé qu'il fût délivré à un agent du roi de Prusse les procès-verbaux de la détention de Louis XVI au Temple. Quelques débats ont suivi cette dénonciation. Simon y a mis fin, en expliquant que ce prétendu agent du roi de Prusse n'étoit que Westermann, adjudant-général de Dumourier, qui, chargé de négocier l'échange de Georges, l'ex-constituant, avec un secrétaire du roi de Prusse, avoit promis aux émigrés qui accompagnaient ce roi, & qui prétendoient que Louis XVI étoit détenu dans les cachots du Châtelet, de leur apporter la preuve qu'il étoit au Temple. La convention, d'après ces détails, a passé à l'ordre du jour.

Jeu. 27. On a fait lecture de la lettre du général Luckner, traduite en français ; il répond aux inculpations dirigées contre lui ; il atteste que ses deux fils sont au service du Dannemark, & non de l'Autriche, &c. Sur les observations d'Albiste, qui a demandé pourquoi Luckner n'avoit point fait punir l'incendiaire Jarry. La convention a renvoyé la lettre de Luckner au comité de guerre, & a décrété qu'il ne sortira point de Paris jusqu'à nouvel ordre.

Décrété que désormais dans toutes les prestations de serment le mot *république* sera substitué à celui de *nation*.

Les commissaires envoyés à Orléans ont rendu compte de leur mission. Les troubles sont apaisés dans cette ville. Les commissaires ont fait remplacer le drapeau rouge par une pique surmontée du bonnet de la liberté.

D'autres envoyés à Maubeuge pour hâter la fabrication des armes annoncent que le plus grand accord règne entre les ouvriers & les administrateurs. L'ennemi est campé à 700 toises de Maubeuge. On fabrique 3000 armes à feu par mois à Charleville.

Cambon a eu la parole pour demander la réduction du traitement des prêtres non-assermentés. Après un débat assez vif sur la rédaction entre les citoyens Cambon, Ollivier, Camus, Bazire & Thuriot, le décret suivant a été rendu.

« La convention nationale décrète que les pensions accordées aux ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers non employés, sont réduites de manière à ce qu'elles ne puissent excéder la somme de 1000 livres, & qu'à l'avenir ces pensions ne seront plus payées d'avance ».

On a lu une lettre envoyée en certificat par le général Dumourier, lettre trouvée dans la poche du prince de Ligne, tué dans le bois de la Croix-aux-Bois. Nous l'avons donnée ailleurs.

On a fait lecture ensuite d'une lettre de Thionville, en date du 22, adressée à Merlin; elle annonce que la ville a été bombardée, & que pendant le bombardement le plus grand sang-froid y régnoit. La garnison est disposée à soutenir le siège, & plutôt mourir que se rendre est le cri général. Dans les différentes sorties qu'a faites la garnison, elle a enlevé à l'ennemi des convois de vivres & de fourrages, dont la valeur est portée à un million.

Le comité de surveillance de la commune de Paris a demandé à être conservé sous le renouvellement de ses membres. Renvoyé au comité de surveillance.

Une députation du conseil général de la commune de Paris succède au comité de surveillance. Elle expose les besoins qu'elle a de matelats, lits & couvertures, & sollicite la levée des scellés apposés sur les maisons religieuses & des émigrés; c'est le moyen d'en avoir.

Cette pétition devient à l'instant l'objet d'une délibération, & la convention décrète que les effets renfermés dans les maisons religieuses & des émigrés, seront mis, après inventaire & estimation, à la disposition du ministre de la justice.

Ce 29 septembre 1792, L. PRUDHOMME, électeur, l'an premier de la république.

N^o. 169.

n^o. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION,
AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes de départemens de France.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 29 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE 1792.

Du droit du peuple sur Louis XVI, ci-devant roi des Français.

UN grand problème se présente à la convention nationale. Jugera-t-on le ci-devant roi d'après la constitution de 1791 ? ou prendra-t-on pour base cette maxime de tous les peuples & de tous les temps : Le salut public est la suprême loi ?

69. Tome 14.

A

Préliminairement à tout , jetons un coup-d'œil rapide sur ce qu'a fait Louis XVI depuis la révolution.

Depuis le 2 octobre 1789 , le désir de renverser l'assemblée nationale & de se ressaisir du dépôt de la souveraineté a été l'objet de toutes les ambitions de la cour. Ses projets échouèrent , & la force du peuple , qui les eut bientôt renversés , amena en triomphe Louis le dernier & sa famille dans les murs de Paris.

Depuis cette époque mémorable , on négocia le fameux traité de Pilnitz. Dès-lors commencèrent les émigrations. Philippe d'Artois & Louis Condé attirèrent auprès d'eux les grands & les petits courtisans , les premiers esclaves du trône. Le 2 novembre acheva de brouiller la noblesse & le clergé avec le tiers-état ; & les domaines de l'église mis à la disposition de la nation ont peut-être le plus contribué à déterminer la confédération des princes germains contre nous.

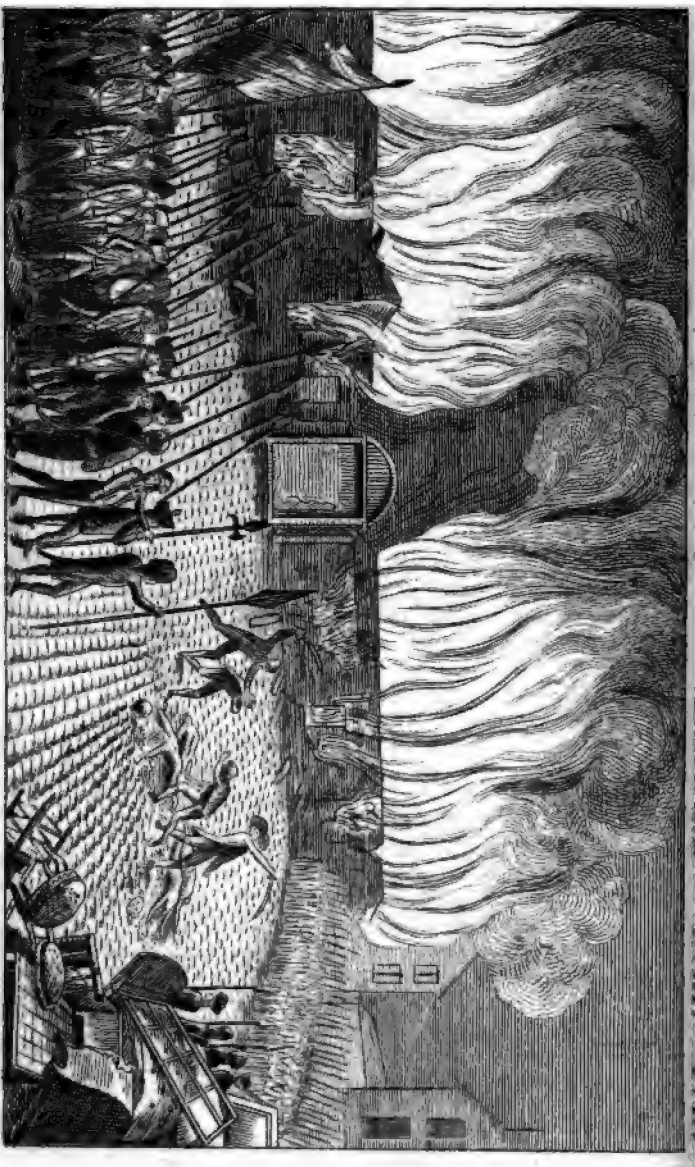
La cour dissimula le désir de la vengeance ; ses complots se tramèrent dans l'ombre , & nous vîmes le roi jurer , à la face des fédérés , qu'il seroit fidèle à la nation. Ce serment solennel , prononcé le 14 juillet 1790 , n'empêcha pas , le 28 février 1791 , la soiréé des poignards. Dès ce moment , le peuple , qu'on ne trompe pas , mais qui est facile à calmer , reconnut la mauvaise foi du monarque , & tous les jours durent fournir de nouveaux motifs , qui firent croire au dessein bien manifesté de son évasion.

La cour , qui avoit fait partir les tantes Adélaïde & Victoire , malgré le vœu du peuple , ne prit pas le change sur la vigilance nationale , qui ne la quittoit pas ; elle détourna donc un instant son attention , en publiant le 23 avril une lettre signée de Montmorin , dans laquelle le roi invitoit les puissances étrangères à reconnaître la constitution , & des phrases oiseuses furent les réponses qu'on dut en recevoir. L'assemblée constituante , composée dans ses deux tiers de membres corrompus , applaudit avec les transports d'un patriotisme hypocrite à cette épître insidieuse , & les esprits défiants furent réduits à la honte du silence , à l'aspect des espions & des spadassins du dictateur Lafayette.

On projette le départ du roi , & Paris apprend le 21 juin qu'il a pris lâchement la fuite avec sa famille. Le peuple se met sur le champ à sa place ; il garde une



On the right side of the page, there is a column of text in a cursive script, likely a handwritten note or a page number. The text is partially obscured by the illustration and is difficult to read.



*La Commune est comme une vaste fumée ardente ; pour venir au Châtelet, il fallait traverser deux lacs de
logis incendiés dans toute leur longueur ; on ne pouvait y pénétrer sans passer sur une poutre enflammée,
ou marcher sur un cadavre encore chaud.*

attitude imposante & majestueuse. Le traître est ramené le 25 ; les citoyens de Paris se couvrent , & le regardent avec le silence de l'indignation. Le voilà reclus jusqu'au 14 septembre , moment où il accepte la constitution. Il est libre , il est roi constitutionnel , parce que , dit-on alors , la loi n'avoit pas prévu le cas de sa fuite , & qu'il avoit répondu qu'il vouloit aller à Montmédy , pour reconnoître si , en effet , l'opinion publique étoit évidemment prononcée en faveur du nouvel ordre de choses. Il fallut dévorer son parjure , à la vue du drapeau rouge , à l'aide duquel une municipalité infâme fit lâchement assassiner les citoyens qui avoient eu le courage de vouloir signer une pétition contre la personne du monarque traître.

Une législature succède à la constituante ; la corruption ne tarde pas à la diviser , & le fameux *vetu* , teint du sang de nos frères , paralyse toutes les loix conquises sur la malveillance , & destinées à rétablir l'ordre public. Les prêtres réfractaires prêchent impunément la rebellion ; les ci-devant nobles conspirent de toutes parts & au nom du roi , & le roi les appuie de son *vetu* libricide.

La journée du 20 juin éludée , on calomnie lâchement le peuple de Paris ; des directoires de départemens envoient des pétitions injurieuses , qu'ils avoient vendues ou qu'on leur avoit mendiées , & le roi , soutenant son rôle infâme de traître , ose intenter un procès aux citoyens de Paris , quand le droit de ceux-ci étoit de lui présenter une pétition , & son devoir de l'accepter & d'y faire justice.

Le 14 juillet dernier , Louis XVI vient , pour la quatrième fois , mentir à la France entière , en jurant solennellement , au champ de Mars , de maintenir la liberté du peuple , que vingt-six jours après le monstre fait assassiner ; mais le peuple tout entier se leva dans la célèbre journée du 10 août , & la patrie fut sauvée.

Jusques-là , nous voyons Louis XVI conduit à l'âge de quarante ans par des prêtres hypocrites , & se dérobant aux bons conseils de la nature & de la raison. En vain le peindra-t-on comme un roi imbécille ? Il est reconnu qu'à du bon sens & de l'instruction il associe une méchanceté opiniâtre & mystérieuse ; les crimes des Tuileries sont les siens propres. Dira-t-on qu'il a dû penser

se forçoit à l'intérêt général comme Charles premier. L'un a tenu la conduite d'un traître , & l'autre fit ouvertement la guerre au peuple , de qui il tenoit sa couronne. Le premier a déployé , à côté de ses crimes , une hypocrisie méprisable , une lâcheté insigne , le second fut un ambitieux scélérat & fanatique. Louis existe dans un siècle de raison & de lumières. Charles exista dans un temps où la mode de disputer sur des sophismes théologiques échauffoit encore follement & divisoit les esprits , & où la différence des cultes , autorisant le nom injurieux d'hérétique , pouvoit irriter les sectes & leur mettre les armes à la main. Le ci-devant roi des Français avoit avoué que dans le peuple réside le droit du souverain. Charles Stuart prétendoit le contraire , sans avoir prêté aucun serment , puisqu'en 1649 la constitution britannique ne gouvernoit point encore l'Angleterre , alors uniquement pourvue de la grande charte de Jean-Sans-Terre.

Les rapports du cas de Jacques II avec celui de Louis XVI ne se ressemblent point. Qu'avoit fait ce roi imbécille ? Il avoit voulu établir le catholicisme en Angleterre , où ce culte étoit regardé comme la religion de l'esclavage ; il fut donc obligé de fuir Londres , & d'y laisser son diadème , après avoir quitté sa prison de Rochester , & de se réfugier à la cour de Louis XIV. Si c'étoient là tous les torts de Louis XVI , les Français pourroient en rire & se montrer indulgens. Mais le ci-devant roi est même parjure envers ses défenseurs ; le 10 août , il abandonne les Suisses & ceux de son parti après les avoir caressés , encouragés & passés en revue.

Quelques politiques pusillanimes voudroient que le roi , s'il est condamné , fût renvoyé de France , comme Tarquin le fut de Rome ; mais Tarquin , en violant Lucrece , ne commit que le crime de l'amour , & ce prince eut des vertus & des talens , tandis que Louis XVI n'a rien de tout cela ; c'est un monstre qui n'a su que trahir. Cependant le sénat ne poursuivit ni ne fit grâce à Tarquin , en effet digne de mort par son alliance avec Porfenna , & la guerre de 20 ans que les Toscans & les Etrusques firent aux Romains. Si à Rome Sextus Tarquinus avoit été dans la prison du capitole , Brutus & Valerius Publicola l'auroient fait précipiter du haut de la roche tarpeïenne.

La

La mort d'Agis ne troubla point la Grèce ; qui savoit bien que là où passe le glaive des loix on ne doit pas supposer l'iniquité d'un acte arbitraire. La mort des tyrans fut-elle pas chez les peuples anciens un bonheur public ? Dans le droit des gens reçu en Grèce & en Italie , il y avoit une opinion établie qui faisoit regarder comme un homme vertueux l'assassin de celui qui usurpoit la souveraine puissance. Chez les juifs même le fer des amis du peuple égorgéa Isbofeth , Nabab , Achab & Joram.

Lorsque Appius déshonora la fille d'un citoyen romain ; Virginius , père d'écette Romaine , préférant sa perte à la voir vivre déshonorée , la poignarda en présence du peuple , & ce sacrifice paternel détruisit la tyrannie des tyrans. Cette destruction utile fut l'ouvrage du peuple qui a le droit d'exterminer les tyrans. Le même peuple précipita du haut du capitole Manlius Capitolinus sur un simple soupçon , & l'on ne dit pas que les Romains eussent commis une injustice en faisant périr un héros qui avoit jadis bien servi son pays.

Lorsque Catilina voulut envahir la souveraineté du peuple , Rome remercia Cicéron de la violence active qu'il osa employer pour anéantir le parti de l'usurpateur. Entre les deux factions de Marius & de Sylla , le sang coule dans la capitale & dans les provinces ; Sylla l'emporte , & la liberté triomphe au moment où le parti de Marius est anéanti. Si après les victoires de Pompée & de Scipion , Rome avoit donné la liberté à l'univers , César n'auroit pas eu vingt soldats pour combattre l'armée du sénat , & ce dictateur impérieux auroit évité le poignard de Brutus.

Les partisans de Louis XVI soutiendront qu'aucune loi ne peut l'atteindre ; mais à Athènes il n'y avoit pas de loi contre le parricide , Solon ayant pensé qu'aucun citoyen ne seroit capable de tuer son père ou sa mère ; & cependant on punissoit le parricide. Il suit de là que la peine marche toujours à côté du crime , & que nul ne peut avoir le droit de s'y dérober.

Le procès & l'exécution de Louis XVI , aussi-tôt après son jugement , sont nécessaires pour affermir dans toutes les âmes les principes de l'égalité , ils releveront les têtes encore intimidées & flétries sous le joug de la ter-

virute ; ils persuaderont aux Français laborieux & isolés que la loi éternelle de la justice a mis tous les hommes au même niveau , & que son glaive frappe indistinctement toutes les têtes criminelles.

Qui doit juger Louis Capet , ci-devant roi ? La convention nationale. Le peuple français l'ayant investie de tous ses pouvoirs , elle peut exercer & l'autorité législative & la puissance judiciaire : elle seule est la haute cour qui doit & peut juger le tyran , à moins qu'aux assemblées primaires ne soit réservé de ratifier le jugement.

La femme & la sœur de Louis Capet seront remises aux tribunaux ordinaires ; autrement on porteroit atteinte au droit de l'égalité. C'est le moment de respecter les convenances politiques , appliquées avec soin aux opinions nouvellement reçues , si l'on veut tirer un précieux avantage du coup qu'on va porter à la tyrannie. Avec la puissance de la souveraineté , le génie national va développer un caractère étonnant de grandeur & de majesté , dont les impressions peuvent jeter les racines profondes de ces mœurs sévères qui distinguèrent les Spartiates , les Athéniens & les Romains , & dont l'apreté mâle & prononcée se laisse appercevoir à travers l'allure altière du peuple anglais.

« Une loi antique de l'île de Ceylan , dit Raynal , » assujettissoit le roi à l'observation de la loi , & le » condamnoit à la mort , s'il osoit la violer. Si les peuples connoissoient leurs prérogatives , cet ancien usage » subsisteroit dans toutes les contrées de la terre. La loi » n'est rien , si son glaive ne se promène sur toutes les » têtes ». Voulant être libres , Français ! soyez inexorables envers le tyran qui vous opprime.

La sainte égalité règne aux lieux où les loix ,
Quand ils sont criminels , n'épargnent pas les rois.

Nous reviendrons sur cette importante matière , à mesure que le procès de Louis XVI s'instruira , & nous prouverons que c'est d'après les loix éternelles de la raison & de l'équité qu'il doit être jugé , & non d'après la constitution de 1791 , qu'invoquent déjà ses partisans en s'apitoyant sur son sort à venir , & même sur sa détention.

Conférences de Dumourier avec le roi de Prusse.

On sait qu'un aide-de-camp du général Dumourier (M. Westermann) est venu à Paris tout exprès , de sa part , chercher des certificats qui pussent attester à Frédéric-Guillaume que notre ci-devant roi est détenu au Temple commodément , & non point au Châtelet , sur la paille. Manuel , qui n'aime pas les rois , s'étoit chargé de faire délivrer les extraits des procès-verbaux de la commune , relatifs à la détention de Louis XVI au Temple. Ces pièces , au lieu d'être remises directement à l'ex-procureur de la commune , furent déposées sur le bureau de la convention nationale , qui , instruite du fait , passa complaisamment à l'ordre du jour.

Quand le roi de Prusse demanda à Westermann s'il étoit vrai que le roi fût au Châtelet , si Westermann eût répondu : Que vous importe ? le peuple français n'a point de compte à vous rendre , Dumourier ne nous eût point avilis auprès de Frédéric , en descendant avec lui à une exhibition de certificats , Manuel n'eût point dégradé son caractère en faisant l'entremetteur dans cette honteuse affaire , & la convention ne se fût point compromise en l'autorisant.

Quel a été le résultat de tout ce manège & des entrevues nombreuses entre le roi de Prusse & le général Dumourier ? Un beau mémoire de ce dernier à Frédéric-Guillaume , dans lequel . . . ; mais cette pièce est trop curieuse pour ne pas l'insérer dans son entier ; elle est précédée d'un petit préambule adressé à l'armée française. Voici , y dit Dumourier , *les propositions raisonnables que j'ai faites aux puissances* : on va juger ces propositions.

Mémoire au roi de Prusse. La nation française a décidé immuablement son sort ; les puissances étrangères ne peuvent se refuser à cette assertion vraie. Ce n'est plus l'assemblée nationale dont les pouvoirs étoient restreints , dont les actes devoient être ou confirmés ou abrogés pour avoir force de loi , qui n'avoit qu'un pouvoir contesté , (par qui ?) qui pouvoit passer pour usurpatrice , (Dumourier auroit dû s'expliquer ; ceci est une calomnie absurde qui retombe sur le peuple.) & qui a eu la sagesse d'appeler toute la nation , & de demander elle-même aux 83 départemens la cessation de son existence & son remplacement par une représentation revêtue de tous les pouvoirs & de la souveraineté entière du peuple , autorisée par la constitution même , sous le nom de con-

vention nationale. (Pour être conséquent, que ne l'appellez-vous aussi usurpatrice ?)

Cette assemblée, dès sa première séance, entraînée par un mouvement spontané qui est le même dans toutes les parties de l'empire, a décrété l'abolition de la royauté. Le décret est reçu partout avec allégresse ; par-tout on l'attendoit avec la plus grande impatience ; par-tout enfin il accroît l'énergie, & il seroit actuellement impossible de ramener la nation à relever un trône *que les crimes qui l'entouroient ont renversé*. (Les crimes qui l'entouroient ! Général, dites que le crime y étoit assis depuis 14 cents ans, dites que le trône a croulé sous le poids des forfaits du dernier des Louis, dites qu'il existeroit peut-être encore si l'infâme Bourbon n'eût couronné ses attentats par l'assassinat du peuple.)

Il faut donc nécessairement regarder la France comme une république, (on diroit que ce mot vous pèse,) puisque la nation entière a déclaré l'abolition de la monarchie : cette république, il faut ou la reconnoître, ou la combattre.

Les puissances armées contre la France n'avoient aucun droit de s'immiscer dans les débats de la nation assemblée sur la forme de son gouvernement. Aucune puissance n'a le droit d'imposer des loix à une *aussi grande nation*, (grande ou petite, aucune puissance n'a le droit d'imposer des loix à une nation.) aussi ont-elles pris le parti de déployer le droit du plus fort ; mais qu'en est-il résulté ? La nation ne fait que s'irriter davantage, elle oppose la force à la force, & certainement les avantages qu'ont obtenus les nombreuses troupes du roi de Prusse & de ses alliés sont très-peu conséquens : la résistance qu'il rencontre & qui se multiplie à mesure qu'il avance, est trop grande pour ne pas lui prouver que la conquête de la France qu'on lui a présentée comme très-aisée, est absolument impossible. Quelle que soit la différence des principes entre le *monarque respectable dont on a égaré l'opinion*, & le peuple français, lui & les généraux ne peuvent plus regarder ce peuple, ni les armées qui lui résistent, comme un amas de rebelles. (Frédéric un monarque respectable ! lui qui comme une bête féroce s'est jeté sur nos contrées pour les dévaster ! Et c'est un général à la tête de 80 mille républicains qui lui porte du respect ! Esclave, que n'allois-tu baiser la poussière de ses pieds ! Romains, Romains, qu'eussiez-vous dit si votre général eût appelé Porfenne un monarque respectable ?)

Les rebelles sont ces nobles insensés qui, après avoir opprimé si long-temps le peuple sous le nom des monarques, dont ils ont eux-mêmes ébranlé le trône, ont achevé *les disgrâces de Louis XVI*, (Comme le général s'appitoye sur le sort de son roi ! Frédéric aussi, Brunswick aussi disent les disgrâces de Louis XVI.) en prenant les armes contre leur propre patrie, en remplissant l'Europe de leurs mensonges & de leurs calomnies, & en devenant par leur conduite aussi folle que coupable les ennemis les plus dangereux de Louis XVI & de leur pays : j'ai moi-même entendu plusieurs fois *Louis XVI gémir sur leurs crimes & sur leurs chimères*. (Dumourier, nous ne prendrons pas le change : vous voudriez nous faire croire que pendant votre ministère vous n'étiez pas dans le secret ; pour votre gloire vous auriez mieux fait de garder le silence sur cet article ; mais que vous y fussiez ou non, aujourd'hui que tout atteste la correspondance criminelle du ci-devant roi avec ses frères, cor-

spoudance que Frédéric connoît mieux que nous, c'est à la fois la défection & une infamie que de venir dire avec l'air de la même foi que vous avez vu Louis XVI gémir sur leurs crimes & sur leurs chimères.)

Je fais juges le roi de Prusse & son armée entière de la conduite de ces dangereux rebelles. (Et de qui tenez-vous vos pouvoirs de rendre Frédéric pour arbitre entre nous & les émigrés ?) Sont-ils punis ou méprisés ? Je ne demande pas la réponse à cette question, je la fais ; cependant ce sont ces hommes qu'on tolère à l'armée prussienne, & qui en font l'avant-garde avec un petit nombre d'Autrichiens aussi barbares qu'eux.

Venons à ces Autrichiens. Depuis le funeste traité de 1756, la France, après avoir sacrifié ses alliances naturelles, étoit devenue l'objet de l'avidité de la cour de Vienne : tous nos tréfors servaient à assouvir l'avarice des Autrichiens ; aussi dès le commencement de notre révolution, dès l'ouverture des assemblées nationales sous le nom d'états généraux, les intrigues de la cour de Vienne se multiplièrent pour égarer la nation sur ses vrais intérêts, pour empêcher un roi malheureux & mal entouré, & enfin pour le rendre infame. (Toujours de l'entourage, général, on voit où vous en voulez venir ; vous tremblez pour les jours de votre roi ; vous le regardez comme un prince plus malheureux que coupable, de qui les crimes ne doivent être imputés qu'à ses courtisans ; vous voulez soustraire sa tête au glaive de la loi, en provoquant dans nos cœurs une honteuse pitié. Général royaliste, parlez un autre langage, ou cessez de commander à des républicains !) (1)

C'est à la cour de Vienne que Louis XVI doit sa déchéance. (Cela n'est pas vrai, il ne la doit qu'à ses trahisons envers une nation constante & généreuse qui l'avoit chargé de ses bienfaits, après lui avoir deux fois pardonné.) Qu'a fait cette cour dont la politique tortueuse est trop subtile pour développer une conduite franche & courageuse ? Elle a peint les Français comme des monstres, pendant qu'elle même & les coupables émigrés payoient des agitateurs, des conspirateurs, & entretenoient, sous toutes les formes possibles, la plus affreuse discorde.

Cette puissance, plus formidable à ses alliés qu'à ses ennemis, nous a attiré une grande guerre contre un roi que nous estimons, contre une nation que nous aimons & qui nous aime ; ce renversement de tous les principes politiques & moraux ne peut pas durer. (Disons plutôt que dans cette phrase il y a un renversement de toutes les idées : un roi que nous estimons ! Les Français estimer un roi ! le roi de Prusse ! Si ce n'est une ironie, c'est le comble de

(1) Ce mot nous rappelle que M. Dumourier a pour aide-de-camp un homme qui étoit républicain avant que la France ne fût république ; Vialla, ci-devant aide-major du Bataillon de Popincourt, poursuivi juridiquement en 1791 par les sieurs Colin-Cancey & Thouvenin, l'un capitaine, l'autre commandant du même bataillon, pour avoir dit publiquement qu'il étoit né républicain, & qu'il mourroit tel, & qui fut condamné au tribunal des Minimes comme factieux & coupable de républicanisme. C'est lui, c'est le citoyen Vialla que nous chargeons de représenter à son général tout ce que sa conduite coupable & de honteux.

l'audace. Nous, estimer un tyran exécrationnel qui nous a pris deux villes par trahison, qui a dévasté nos campagnes, rançonné, mutilé leurs habitants, porté la désolation sur son passage ! Dumourier, foyez assez lâche pour respecter le roi de Prusse, dégradez-vous jusqu'à l'estimer ; mais ne dites pas que la nation française l'estime ; elle le déteste, elle lui voue une haine implacable, à lui & à tous les rois qui lui ressemblent. Quant à la nation prussienne, s'il étoit vrai qu'elle nous aimât, au lieu d'obéir aux caprices d'un despote, elle tenteroit de nous imiter.)

Le roi de Prusse connoitra un jour les crimes de l'Autriche dont nous avons les preuves, & il la livrera à notre vengeance. (Nous nous vengerons sans attendre le roi de Prusse.) Je peux déclarer à l'univers entier que les armées réunies contre les forces qui nous envahissent, ne peuvent pas se résoudre à regarder les Prussiens comme leurs ennemis, ni le roi de Prusse comme l'instrument de la perfidie & de la vengeance des Autrichiens & des émigrés. Ils ont une idée plus noble de cette courageuse nation, & d'un roi qu'ils se plaisent à croire juste & honnête homme. (Seroit-il bien vrai, braves soldats de ligne, courageux volontaires, vous tous qui avez juré d'exterminer, de pourchasser jusqu'aux enfers les tyrans & leurs satellites, seroit-il vrai que les Prussiens ne sont pas vos ennemis, sur-tout que vous regardez Frédéric comme un roi juste, comme un honnête homme ? Sans doute vous avez déjà donné dans votre cœur un démenti bien prononcé à cette indigne assertion de votre général. Comment a-t-il osé déclarer à l'univers entier que vous étiez devenus parjures ?.... Une nation courageuse ! ces Prussiens qui s'adressent aux femmes & aux enfans, & qui prennent des villes vendues d'avance !)

Le roi, dit-on, ne peut pas abandonner ses alliés : sont-ils dignes de lui ? Un homme qui se seroit associé avec des brigands, auroit-il le droit de dire qu'il ne peut pas rompre cette société ? Il ne peut pas, dit-on, rompre son alliance ; sur quoi est-elle fondée ? sur des perfidies & des projets d'envahissement.

Tels sont les principes d'après lesquels le roi de Prusse & la nation française doivent raisonner pour s'entendre. (Périssent celui qui le croiroit & agiroit en conséquence !)

Les Prussiens aiment la royauté, parce que depuis le grand électeur ils ont eu de bons rois, & que celui qui les conduit est sans doute digne de leur amour. (Lourd mensonge, plate flagornerie !)

Les Français ont aboli la royauté, parce que depuis l'immortel Henri IV, ils n'ont cessé d'avoir des rois foibles ou orgueilleux, ou lâches, gouvernés par des maîtresses, des confesseurs, des ministres insolens ou ignorans, des courtisans vils & brigands, qui ont affligé de toutes les calamités le plus bel empire de tout l'univers. (Malheur à nous si un sentiment plus profond ne nous a dicté l'abolition de la royauté ! C'est la royauté plus encore que les rois que les Français doivent haïr. L'immortel Henri IV ! quelle pitié !)

Le roi de Prusse a l'âme trop pure pour ne pas être frappé de ces vérités ; je les lui présente pour l'intérêt de sa gloire, & sur-tout pour l'intérêt des deux nations magnanimes, dont il peut d'un mot assurer le bonheur ou le malheur ; (est-il rien d'aussi dégoûtant que ce verbiage ? l'âme pure du roi de Prusse, qui peu d'un mot assure le bonheur ou le malheur de deux nations. Apprends donc, flatteur des rois, à ne pas mettre en parallèle les Prussiens & la nation française. Vois l'en-

de des Français en Savoie & dans la Belgique, & l'irruption des troupes en France. Ces deux nations sont-elles également magnanimes ? car, bien certain de résister à ses armes, bien certain qu'aucune puissance ne peut venir à bout de conquérir la France, je frémis en pensant au malheur affreux de voir nos plaines jonchées des cadavres de deux nations estimables pour une vaine idée de point d'honneur, dont un jour le roi lui-même rougirait en voyant son armée & ses trésors sacrifiés à un système de perfidie & d'ambition qu'il ne partage pas, & dont il est la dupe. (Dupe, soit. Mais qu'il n'ait pas partagé le système de l'Autriche, voilà ce qui est faux.)

Autant la nation française, devenue républicaine, est violente & capable de tous les efforts quelconques contre ses ennemis, autant elle est aimante & généreuse envers ses amis. Incapable de courber la tête devant des hommes armés, elle donnera tous ses secours, son sang même pour un allié généreux, (qui a dit au général Dumourier que les Français voulaient s'allier au roi de Prusse ? Le fourbe ! cent fois il a entendu répéter que la France ne vouloit s'allier qu'avec des hommes libres.) & s'il fut une époque où l'on ait pu compter sur l'affection d'une nation, c'est celle où la volonté générale forme les principes invariables d'un gouvernement ; c'est celle où les traités ne sont que soumis à la politique astucieuse des ministres & des courtisans. Voilà peut-être tout ce qu'il y a de bon dans ce mémoire). Si le roi de Prusse consent à traiter avec la nation française, il se fera un allié généreux, puissant & invariable. (Point d'alliance avec Frédéric, avec les rois.) Si l'illusion du point d'honneur l'emporte sur ses vertus, sur son humanité, sur ses vrais intérêts, alors il trouvera des ennemis dignes de lui, (le général Dumourier nous fait un grand honneur en nous croyant dignes du roi de Prusse,) qui le combattront avec regret, mais à outrance, & qui seront perpétuellement remplacés par des vengeurs, dont le nombre s'accroît chaque jour, & qu'aucun effort humain n'empêchera de vivre ou mourir libres.

Est-il possible que contre toutes les règles de la vraie politique, de la justice éternelle & de l'humanité, le roi de Prusse consente à être l'exécuteur des volontés de la perfide cour de Vienne, sacrifie la brave armée & ses trésors à l'ambition de cette cour, qui, dans une guerre où lui est directe, a la honte de compromettre ses alliés, & de ne fournir qu'un faible contingent, pendant qu'elle seule, si elle étoit généreuse & brave, devroit en supporter tout le poids ? Le roi de Prusse peut jouer en ce moment le plus beau rôle qu'aucun roi peut jouer. (Comme ces paroles sont belles dans la bouche du général d'une armée d'hommes libres !) Lui seul a eu des succès, il a pris deux villes, mais il ne doit ce succès qu'à la trahison & à la lâcheté. Depuis lors il a trouvé des hommes libres & courageux, à qui il n'a pu refuser son estime. Il en trouvera encore un plus grand nombre, car l'armée qui arrête sa marche grossit tous les jours, elle est pure, animée d'un seul esprit. Elle est purgée des trahîtres & des lâches (il est des lâches de plus d'une espèce.) qui ont pu faire croire que la conquête de la France étoit facile, & bientôt au lieu de défendre, elle attaquera, si une négociation raisonnable ne met pas une distinction entre le roi & son armée que nous estimons, (encore de l'estime ! on frissonne d'indignation.) & les Autrichiens & les émigrés que nous méprisons. Il est temps qu'une explication franche & pure termine nos discussions, ou les confirme, & nous fasse connoître nos vrais ennemis. Nous les combattrons avec courage, nous luttons sur notre sol, nous avons à

venger les excès commis dans nos campagnes , & il faut bien se persuader que la guerre contre les républicains , fiers de leur liberté , est une guerre sanglante , qui ne peut finir que par la destruction totale des oppresseurs ou des opprimés.

Cette terrible réflexion doit agiter le cœur d'un roi humain & juste , (bourreau ! dis donc ce que font les barbares , ce que font les Cannibales , si Frédéric est humain & juste.) il doit juger que , bien loin de protéger , par ses armes , le sort de Louis XVI & de sa famille , plus il restera notre ennemi , plus il aggravera leurs calamités. (Dumourier , vous êtes un imposeur. Indépendamment du roi de Prusse & de ses armées ; indépendamment de Brunswick & de François, Louis XVI & sa famille seront jugés. Un peuple de républicains ne fait pas faire plier sa volonté sous l'influence des tyrans étrangers.)

Père , en mon particulier , que le roi , dont je respecte les vertus , & qui m'a fait donner des marques d'estime qui m'honorent , (ce dernier trait , ce complément de la bassesse étoit réservé pour la fin. Tu t'es trompé , Dumourier ; les marques d'estime du roi de Prusse te déshonorent aux yeux de la nation française , aux yeux de l'Europe entière qui avoit les yeux fixés sur toi ; elle avoit cru un instant qu'à des talens militaires tu saurois allier une âme élevée , l'apreté d'un républicain ; elle ne voit plus en toi qu'un général courtisan , qu'un esclave marchandant sa liberté.) voudra bien lire avec attention cette note que me dicte l'amour de l'humanité & de ma patrie. Il pardonnera la rapidité & l'incorrection du style de ces vérités à un vieux soldat occupé plus essentiellement encore des opérations militaires qui doivent décider du sort de cette guerre.

Le général en chef de l'armée du Nord , DUMOURIER ;

Qui le croira ? Cette pièce que nous venons d'examiner rapidement , n'a pas encore trouvé de censeurs à la tribune de la convention nationale ; aucun de ces sévères républicains n'a élevé la voix contre le général d'une armée républicaine , flagornant un despote : Lavicomterie ni F. Robert , ces deux ennemis jurés des rois , n'ont pas demandé que la convention improuvât le mémoire flétrissant de Dumourier : bien plus , il a trouvé des apologistes. Gorsas n'a pas rougi d'imprimer en toutes lettres qu'on doit savoir gré au général d'avoir su mêler adroitement les éloges à la vérité , & Brissot , dans son Journal , a osé dire que Dumourier se battoit aussi bien avec sa plume qu'avec ses armes , & Condorcet aussi , dans la Chronique , l'a bassement préconisé.

Quelle a été la réponse du roi de Prusse au mémoire de Dumourier ? L'insolent manifeste qu'on va lire , & qui est au-dessous de toutes réflexions.

Manifeste

Manifeste du duc de Brunswick.

Lorsque leurs majestés l'empereur & le roi de Prusse, en me conférant le commandement des armées que les deux souverains alliés ont fait marcher en France, me rendirent l'organe de leurs intentions déclarées dans les deux déclarations du 25 & 27 juillet 1792, leurs majestés avoient bien éloignées de supposer la possibilité des scènes d'horreur qui ont précédé & amené l'emprisonnement de leurs majestés le roi de France, & de la famille royale.

De pareils attentats, dont l'histoire des nations les moins policées offre presque point d'exemple, n'étoient cependant pas le dernier terme que l'audace de quelques factieux parvenus à rendre le peuple de Paris l'aveugle instrument de leurs volontés, avoit prescrit à sa insupportable ambition. La suppression du roi, de toutes les fonctions qui lui étoient réservées par cette même constitution qu'il a si longtemps prônée comme le vœu de la nation entière, a été le dernier crime de l'assemblée nationale, qui a attiré sur la France les deux plus affreux maux de la guerre & de l'anarchie.

Il seroit plus qu'un pas à faire pour les perpétuer, & l'esprit de vengeance, funeste avant-coureur de la chute des empires, vient d'y précipiter ceux qui se qualifient du titre d'envoyés par la Nation pour assurer ses droits & son bonheur sur des bases plus solides.

Le premier décret que leur assemblée a porté, a été l'abolition de la royauté en France, & l'acclamation non motivée d'un petit nombre d'individus, dont plusieurs même sont des étrangers, s'est arrogé le droit de balancer l'opinion de quatorze générations qui ont rempli les quatorze siècles d'existence de la monarchie française.

Cette démarche, dont les seuls ennemis de la France devroient se réjouir, s'ils pouvoient supposer qu'elle eût un effet durable, est directement opposée à la ferme résolution que leurs majestés l'empereur & le roi de Prusse ont prise, & dont ces deux souverains alliés ne se départiront jamais; de rendre à sa majesté Très-Chrétienne sa liberté, sa sûreté & la dignité royale, ou de tirer une juste & éclatante vengeance de ceux qui oseroient y attenter plus long-temps.

A ces causes, le soussigné déclare à toute la nation française en général, à chaque individu en particulier, que leurs majestés l'empereur & le roi de Prusse, invariablement attachés au principe de ne point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France, persistent également à exiger que la majesté Très-Chrétienne, ainsi que toute la famille royale soient immédiatement remises en liberté, par ceux qui se permettent de les tenir emprisonnées.

Leurs majestés insistent de même que la dignité royale en France soit rétablie sans délai dans la personne de Louis XVI & de ses successeurs, & qu'il soit pourvu à ce que cette dignité se trouve désormais à l'abri des avanies auxquelles elle a été maintenant exposée, si la nation française n'a tout à fait perdu de vue ses vrais intérêts, & si libre dans ses résolutions, elle désire de faire cesser promptement les calamités d'une guerre qui expose tant de provinces à tous les maux qui marchent à la suite des armées, elle

osera pas un instant à déclarer son opinion en faveur des

demandes péremptoires que je lui adresse au nom de leurs majestés l'empereur & le roi de Prusse, & qui, en cas de refus, attireront inmanquablement sur ce royaume naguère si florissant, de nouveaux & plus terribles malheurs.

Le parti que la nation française va prendre à la suite de cette déclaration, ou étendra & perpétuera les funestes effets d'une guerre malheureuse, en ôtant, par la suppression de la royauté, le moyen de rétablir & d'entretenir les anciens rapports entre la France & les souverains de l'Europe, ou pourra ouvrir la voie à des négociations pour le rétablissement de la paix, de l'ordre & de la tranquillité, que ceux qui se qualifient du titre de dépositaires de la volonté de la nation française sont les plus intéressés à rendre aussi prompt qu'il est nécessaire à ce royaume.

Au quartier général de Hans, le 28 septembre 1792, *Signé*, Charles G. F. duc de Brunswick-Lunébourg.

Certifié conforme à l'original: le général en chef de l'armée du Nord, DUMOURIER.

Citoyens! le général Dumourier a avili la nation française devant un roi; hâtons-nous de réclamer contre son mémoire; qu'on sache que le peuple français en personne eût tenu un autre langage. En supposant que la demande de suspension d'armes ne fût pas un piège; en supposant qu'on pût l'accorder, toutes les négociations sur la trêve ou la paix entière devoient se réduire, de notre part, au seul mot *non* prononcé avec toute la fierté, tout le laconisme d'un peuple libre, fondé sur ce qu'on ne peut parler raison avec des rois ni avec des esclaves.

Mais non, Dumourier a présenté un mémoire. Et à qui présente-t-on un mémoire? à un juge, à un homme de qui l'on dépend; &, certes, c'étoit bien à Frédéric, dans l'état de détresse où il étoit, à nous en présenter un; &, au contraire, c'est Dumourier qui nous met vis-à-vis d'un ennemi vaincu, vis-à-vis d'un roi presque dans l'attitude de suppliants.

Dumourier a bien senti toute la bassesse du rôle qu'il avoit joué, puisqu'il a cherché à s'excuser d'avance, en disant que son intention étoit de diviser la maison d'Autriche & celle de Brandebourg; mais loin de nous pour jamais la maxime des tyrans: *Diviser pour régner!* Celui-là craint qui veut diviser, & la France ne redoute rien: elle verroit l'univers entier conjuré contre elle, sans descendre aux indignes moyens, aux perfidies d'une fausse politique, aux manèges odieux des despotes. Chez un peuple libre tout est franc, même la haine.

Nous venons de voir le général Dumourier comme négociateur : voyons-le maintenant comme militaire.

Il y a quelques jours que ce général nous écrivoit que les Prussiens étoient bloqués , que c'en étoit fait d'eux , qu'ils n'avoient plus que trois jours à tenir. Mais puisqu'ils étoient bloqués , comment ont-ils pu se tirer ? Dumourier leur a donc ouvert le passage lui-même ? il s'est donc entendu avec eux ? ou bien pensant la suspension d'armes qu'il nous a présentée comme avantageuse pour nous , il s'est donc laissé amuser ? L'ennemi apparemment en a profité , & a fait des mouvemens pour sortir par la trouée de Grandpré. D'après sa lettre , il auroit dû prendre d'un coup de filet au moins vingt-cinq mille hommes , & tous se sont échappés. Quelle contradiction ! Il n'y a pas de milieu ; il faut que Dumourier avoue , ou qu'il nous a trahis , ou qu'il s'est laissé tromper par l'ennemi , ou qu'il nous a trompés lui-même par sa lettre.

Tout cela ne nous empêchera pas de rendre justice aux talens militaires de Dumourier ; il a fait de savantes marches ; il a résisté avec vingt-six mille hommes à dixante mille tous bien disciplinés , & commandés par un des plus habiles généraux de l'Europe ; enfin il a rendu des services à la chose publique : mais si ce peu de mort suffit à sa gloire , il ne suffisoit pas à la vérité ; c'est chez les Français sur-tout qu'il importe de la dire toute entière. Toujours portés à l'engouement & à l'enthousiasme , plus un homme a de mérite , plus on doit publier ses torts politiques. Ils sont passés ces jours honneux où l'on baisoit les bottes & le cheval d'un général adoré ; espérons qu'ils ne reviendront jamais pour personne.

Avant les nouvelles de nos armées , de celles de l'ennemi & de nos places assiégées , nous croyons devoir placer la pièce suivante , qui est très-peu connue. Nous n'y ajouterons aucunes observations.

Résultat de la conférence qui a eu lieu entre MM. le duc de Brunswick , le comte de Luthefinski , ministre de sa majesté le roi de Prusse , & le lieutenant-colonel adjudant général Thowenot , chargé de l'échange des prisonniers de guerre entre les armées combinées françaises. Les lois décrétées par l'assemblée nationale , concernant l'échange des prisonniers de guerre , ont été approuvées dans tout leur contenu : articles y ont été ajoutés pour la facilité des échanges ; ils

ne font point en contradiction avec la loi, ils ont été ratifiés par les généraux.

L'échange aura lieu tant pour les prisonniers de sa majesté le roi de Prusse, que pour ceux de l'armée impériale commandée par MM. le comte de Clairfait & le prince Hohenloë, aux mêmes conditions.

Requis par M. le duc de Brunswick de comprendre le corps des émigrés dans le contrat d'échange, il lui a été répondu qu'une nation ne pouvoit traiter qu'avec une autre nation, & non avec des rebelles aux loix de leur pays; mais que deviendroient les prisonniers de guerre? ils doivent s'attendre sans doute à toute la sévérité des loix, & peut-être & selon les circonstances, à l'indulgence & à la générosité d'une nation magnanime telle que la nation française constituée en république.

M. le duc de Brunswick n'a plus insisté, & les articles ci-joints ont été arrêtés & signés de part & d'autre par les commissaires nommés à cet effet.

Alors a commencé une conversation très-sérieuse sur la situation respective des deux nations, & sur la position des deux armées.

M. Thowenot. Je n'ai point de caractère pour traiter d'objets aussi importants; mais je répondrai à vos questions avec la franchise d'un Français libre & qui ne veut pas cesser de l'être.

M. le Duc. Quel effet a produit sur l'armée le décret de la convention nationale qui déclare la France en république?

M. Thowenot. L'armée est composée de citoyens soumis aux loix qui leur sont données par le vœu général de la nation fortement exprimé; & je puis assurer que ce décret a été accueilli par des cris de vive la nation!

M. le Duc. Mais, Monsieur, nos nations ne sont pas faites pour être ennemies; n'y auroit-il pas quelque moyen de nous accommoder & l'un avec l'autre? nous sommes dans votre pays: il est désolé par les malheurs inévitables de la guerre; nous savons que nous n'avons pas le droit d'empêcher une nation de se donner des loix, de tracer son régime intérieur, nous ne le voulons pas, le sort du roi nous occupe. Que deviendra-t-il? qu'on nous donne sur lui des assurances; qu'on lui assigne une place, dans le nouvel ordre de choses, sous une dénomination quelconque, & sa majesté le roi de Prusse, dont l'ame bonne & généreuse compatit aux maux de la guerre, rentrera dans ses états, & deviendra votre allié.

M. Thowenot. Je n'entrevois, M. le Duc, qu'un seul moyen possible d'arrangement; c'est celui de traiter directement avec la convention nationale ou avec ses délégués; la convention nationale est la représentation de la nation entière; vous ne pouvez pas révoquer en doute l'existence de cette même nation: les armées sont en présence des vôtres. Traiter avec elle politiquement ne me paroit pas plus difficile que de faire contre elle des opérations militaires.

Alors est entré M. le comte de Luchéini, ministre du roi de Prusse, annonçant aussi qu'il étoit, comme M. Thowenot, sans mission, mais seulement désirant, comme bon citoyen, de voir les deux nations rentrer dans l'état de tranquillité dont elles ont également besoin l'une & l'autre.

Un précis de la conversation lui a été fait sur le champ pour l'amener au point où on étoit au moment de son arrivée.

Ce ministre a trouvé extrêmement difficile d'ouvrir avec la commission nationale les préliminaires d'un accommodement, sans la reconnoître; il a demandé s'il n'y auroit pas moyen de traiter avec l'armée.

M. Thémistocle. Chez nous la force armée ne traite pas de la politique; la nation lui a confié sa défense, elle laisse les chefs militaires des opérations militaires, sous leur responsabilité; & les affaires étrangères à la porte militaire ne peuvent être portées qu'à la nation elle-même, qui les traite par ses délégués.

Mais, Messieurs, permettez-moi un dilemme: ou vous nous battez, ou nous vous battons, ou bien encore nous nous observerons sans pouvoir nous entamer.

Si vous nous battez, il restera de la première défaite autant de soldats que de citoyens français; & quelque déplorable que puisse être l'état où vous réduirez la nation française, son énergie subsistera toujours; elle seroit comme un ressort comprimé momentanément par une force étrangère, votre départ lui rendroit toute son élasticité, & votre voyage auroit été inutile; il n'auroit fait que préparer & justifier les vengeances.

Si nous vous battons, & nous en avons l'espoir, des hommes libres sont des lions chez eux, vous perdrez avec vos troupes, presque toutes nationales, & votre agriculture, & votre population, & vous laisserez votre pays en proie aux mouvemens des bandes qui le descendent pendant votre absence.

Si nous ne sommes battus ni l'un ni l'autre, vous serez affaiblis par les maladies, par les défections, par les morts naturelles, par les effets d'une multiplicité de petites affaires; vos finances seront en désordre, votre voyage infructueux, & il n'en résulera pas moins pour vous des maux incalculables.

J'ajouteroi encore une réflexion, c'est que le civilisme augmente en raison de la distance des frontières, où à la hauteur où vous êtes la reine d'aristocratie est entièrement délayée, & le civilisme le plus pur vous prépare autant d'ennemis que d'habitans. Si par une suite des hasards de la guerre, vous avanciez sur Paris, alors Paris cesseroit d'être Paris, & au moment de votre arrivée Paris seroit à deux cents lieues de Paris.

M. le Duc. Mais l'on dit qu'à mesure que nous nous avançons le danger du roi augmente.

M. Thémistocle. Je ne puis rien répondre de précis sur cette observation; mais une nation qui a été assez grande, assez généreuse pour pardonner plus d'une fois les trahisons d'un roi qu'elle a voulu combler de biens, qu'elle n'a voulu qu'empêcher de faire le mal, qu'il faisoit sans doute contre son vœu, mais par l'effet de son excessive bonté, ne se démentira pas; & en adoptant une forme de gouvernement qui abolit la royauté, elle a prévu sûrement ce que deviendrait le monarque dont elle a prononcé la déchéance.

Notre position respective ne ressemble pas mal à deux lignes parallèles qu'une force d'impulsion de laquelle vous devez vous délier, parce qu'il est évident qu'elle vous a trompé, détermine à se rapprocher pour se couper sous un angle que vous ne pouvez en votre honneur; nous voulons que ce soit sous l'angle droit; vous pouvez-être que l'angle soit aigu; laissez-nous faire, paisible-

ment, nous détruisons l'impulsion étrangère, & les lignes se placeroient comme nous devons le vouloir.

Ici a fini, à proprement parler, l'intérêt de la conversation : j'ai rappelé que j'étois sans million, on m'en a fait également souvenir.

Je m'attends qu'aujourd'hui ou demain un mémoire auquel on a dû travailler la nuit dernière sera remis au général Dumourier, pour l'envoyer à Paris.

Tel est le précis de tout ce que la mémoire a pu me rappeler de cette intéressante conversation. Je le certifie véritable.

A Sainte-Menehould, le 27 septembre 1792, l'an premier de la république. *Le lieutenant-colonel adjudant-général, THOMENOT.*

Nouvelles des armées.

Pour faire connoître les détails des diverses opérations de nos généraux, le moyen le plus sûr est de publier le récit qu'ils en ont fait eux-mêmes dans leurs dépêches au ministre de la guerre. Quelques lettres particulières insérées à la suite, acheveront le tableau des événemens de la semaine.

Lettre du général Dumourier, datée de Sainte-Menehould, le premier octobre, l'an premier de la république.
« Enfin, mon cher Servan, ce que j'ai calculé, arrangé & prédit dans toutes mes lettres, est arrivé : les Prussiens sont en pleine retraite ; le brave Bournonville, qu'on a baptisé l'*Ajax français* (1), leur a pris depuis deux jours plus de 400 hommes, plus de 50 charriots, & plus de 200 chevaux. D'après tous les rapports des prisonniers & des déser-teurs, cette Armée est épuisée par la famine, la fatigue, le flux de sang ; l'ennemi décampe toutes les nuits, ne fait qu'une ou deux lieues dans le jour pour couvrir ses bagages & sa grosse artillerie. Je viens de renforcer Bournonville, qui a plus de 20,000 hommes, & qui ne les lâchera pas qu'il n'ait achevé de les exterminer. Dès aujourd'hui je me joins à lui de ma personne, pour achever cette affaire.

Je vous envoie quelques exemplaires de ma négociation ; je l'ai fait imprimer, parce que le général d'une armée

(1) Gare que Dumourier n'appelle Bournonville l'*Ajax français* que pour être surnommé lui-même notre *Achille*. Et la Chonique menteuse du temps dit que sans Achille Troye n'eût pas été prise. Mais voici que le législateur Carra en fait déjà un Agamemnon, & du général Duval un Diomède. Sans doute que M. Carra sera l'Homère qui chantera leurs exploits.

Hommes libres ne doit point laisser de soupçons sur sa correspondance avec les ennemis. J'espère que cette aventure-ci nous délivrera du fléau de la guerre; &, comme je crois vous l'avoir mandé, j'espère, si on a confiance en moi, prendre mon quartier d'hiver à Bruxelles. Assurez l'auguste assemblée du peuple souverain, que je ne demanderai à me reposer que lorsque les tyrans seront entièrement hors de portée de nous faire du mal. Je vous embrasse.

Le général en chef de l'armée du Nord,

Signé DUMOURIER. »

Aux du même, datée du premier octobre soir. « Je vous ai écrit un mot ce matin, mon cher Servan, vous s'en n'avez pas beaucoup davantage ce soir. L'ennemi est en pleine retraite; il a passé la Tourbe, & se retire sur Vaux-le-Mouron. On prétend qu'il a jeté ses pontons sur la paroisse de Mouron. Nous continuons à leur faire force prisonniers.

» J'espère que nous pourrons vexer leur arrière-garde, & ramasser les traîneurs. Tous ces malheureux prisonniers ont le flux de sang & sont exténués par la faim.

» Verdun est rempli de plus de 5,000 mille malades; il y en a plus de 8,000 à Grand-Pré.

» J'ai envoyé visiter la camp de la Lune & de l'Hiron que tenoient les Prussiens; on y a trouvé plus de 300 chevaux morts & à moitié mangés, beaucoup d'effets abandonnés, & une quantité de bois considérable. On a poussé l'examen jusqu'aux fosses de leurs latrines, qu'on trouve pleines de sang; ils ont enterré beaucoup de morts; toute leur route est jonchée de chevaux morts: & c'est cependant du milieu de ce cimetière que le duc de Brunswick envoyoit le plus insolent des manifestes.

» Je ne néglige point mes autres voisins de Clermont. J'ai envoyé ce matin le général Dillon, avec 3,000 hommes d'infanterie & de cavalerie, pour tâter du côté de Barecourt.

» Vous pouvez conclure de ces détails, que l'armée prussienne est ruinée; qu'elle ne peut pas hiverner dans les districts de Verdun & de Longwy, parce qu'ils sont mangés; qu'elle ne peut pas entreprendre d'assiéger Mézière, Sedan, ni Montmédy, devant une armée victorieuse; qu'elle n'a d'autre ressource que de se retirer tristement, ou par le Luxembourg, ce qu'elle ne voudra pas, ou en allant gagner le duché de Deux-Ponts, pour hiverner & recevoir ses renforts; mais je doute que le roi

de Prusse veuille continuer une guerre dont le début est si mal-adroit & si funeste pour lui. Je crois que de sa personne, il cherchera à regagner Posidam ; que ceci refroidira prodigieusement son amour pour la maison d'Autriche. »

Lettre du général Biron au ministre de la guerre ; Strasbourg le 30 sept mbre. « Le Haut-Rhin ne me donne plus d'inquiétude. Les ennemis défilent tous vers le Bas-Rhin. Les préparations sont prises pour mettre cette partie de notre frontière vers laquelle l'ennemi se porte, en état de défense.

Le général Custine est parti le 25 pour se rendre à la destination que vous lui avez désignée ; les premières nouvelles intéressantes que j'en recevrai, je vous les ferai passer.

Signé, BIRON.

La mission du général Custine, dont il est question dans la lettre ci-dessus, est d'entrer dans l'électorat de Trèves, & d'aller raser Coblenz, réceptacle impur des émigrés.

Lettre du général Custine au général Biron, datée du camp de Spire, le 30 septembre. Mon général, vous savez que, d'après le plan que vous aviez adopté, je devais attaquer Spire où se trouvoient 4 mille Autrichiens & des magasins considérables ; j'aurois bien désiré exécuter sur le champ cette attaque, mais j'ai été retardé par le mauvais temps.

La pluie avoit rendu les chemins horriblement difficiles ; sur-tout de mon côté ; il étoit intéressant cependant de couper la communication des Autrichiens qui se trouvoient devant Worms ; enfin, le 29, à trois heures après-midi, je suis arrivé à Spire.

J'ai trouvé les Autrichiens rangés en bataille ; leur droite étoit du côté de Worms ; à leur gauche étoit un ravin & une hauteur. Dans cette position, je n'ai pas balancé à les attaquer.

J'ai dirigé tout le feu de mon artillerie sur leur ligne, et j'ai fait attaquer leur droite par quatre bataillons. Ils se sont bien vite décidés à rentrer dans la ville & à fermer sur eux les portes.

Je prends la résolution de faire attaquer les portes, une première résiste quelque temps, mais bientôt cède à nos efforts. Une seconde est enfoncée, & j'avance dans la ville. Les troupes s'engagent dans les rues, & sont, au premier moment, un peu étonnées du feu terrible qu'on dirige contre elles ; mais rien ne résiste à leur courage.

Cependant

Cependant Houchard, de son côté, pouffoit vigoureusement les Autrichiens; il leur fait 400 prisonniers. Enfin, il chasse hors de la ville les Autrichiens; je me décide à les poursuivre dans leur retraite, & les ayant acculés au Rhin, ils ont mis bas les armes.

Il y a eu, dans cette affaire, plus de trois mille prisonniers: canons, étendards, aubusiers, tout est devenu notre proie. Les ennemis ont perdu beaucoup de monde. J'ai trouvé dans Spire des magasins immenses; je ne puis vous en donner le détail, car je suis abîmé de lassitude. Depuis vingt-deux heures je suis sous les armes.

Je ne puis cependant finir cette dépêche sans rendre hommage à la patience, au courage, à la bonne discipline des soldats. Quel bonheur pour moi de combattre, de vaincre pour la liberté, & d'avoir su diriger & calmer la fureur du soldat de telle manière, que quoique la ville ait été prise, après une défense très-vive, & malgré les fusillades qui ont eu lieu dans les rues, il ne s'est pas commis un seul acte de violence!

Je me réjouis doublement quand je pense que cette journée me met à même de me joindre à vous pour défendre le Bas-Rhin.

Lettre du général Wimpfen au général Kellermann, du 29 septembre 1792. Thionville. « Vous pouvez assurer les généraux d'armée que le siège de Thionville est comme levé; que depuis mes deux dernières sorties l'ennemi est plus sur la défensive que sur l'offensive. Il fait par-tout des retranchemens, dans la crainte que je ne l'attaque; il a retiré ses canons & ses mortiers de ses deux batteries de la hauteur de la Grange: mes volontaires n'y ont plus trouvé que quelques munitions & des outils qu'ils ont apportés à l'Arsenal.

» Je suis aujourd'hui plus tranquille qu'on ne l'est à Paris. Les coups de canon que vous entendez de temps à autre, ne sont que pour éloigner les curieux ou les patrouilles un peu fortes; ou bien pour soutenir de petits enlèvemens de bois ou de fourrages que je fais de temps à autre à Beaufort. Cet après-midi, par exemple, j'ai eu un homme tué & trois blessés, parce qu'ils s'étoient imprudemment éloignés de leur poste, où ils avoient été placés pour soutenir un transport de bois.

Signé, le général WIMPFEN.

Extrait de la lettre du général Montesquiou au ministre de la guerre. Chambéry, le 28 septembre, l'an 4 de la liberté, premier de l'égalité. « Dans le tumulte des premiers
N°. 169. Tome 14. D

jours passés à Chambéry, le temps m'a manqué pour entrer dans les détails que je vous dois.

» Je vous ai instruit que j'avois envoyé M. de Rossy occuper les débouchés des Bauges dans la Maurienne & dans la Tarantaise, en se portant sur Miolans & sur Conflans ; il y est en force.

Pendant que M. de Rossy s'avance par la vallée de Montmellian, j'ai fait entrer dans les Bauges M. de Caza Bianca avec mon avant-garde. J'ai reçu de ses nouvelles de Chatelard, c'est-à-dire du fond des Bauges ; elles sont totalement évacuées ; il n'y reste que les magasins, auxquels on n'a pas eu le temps de toucher, & des caissons d'effets de tout genre abandonnés ; on en dresse l'inventaire, que je vous enverrai incessamment ; il grossit tous les jours, & vous en serez étonné vous-même. J'ai deux pièces de canon de huit de plus ; le nombre de celles déjà prises se monte à dix ; elles seront ce soir leur entrée à Chambéry, au moment où on y plantera l'arbre de la Liberté.

» La quantité de poudre & de bled dont nous nous sommes emparés est bien considérable. S'il eût été possible de suivre avec rapidité l'ennemi dans un pays où les difficultés sont incroyables, la déroute étoit telle que tout auroit été pris ; mais elle a été si rapide, qu'il n'y a pas eu moyen de le joindre.

» Les Piémontais ont tous passé le pont de Conflans, et l'ont coupé. J'attends des nouvelles de M. de Rossy. Je joins ici l'itinéraire de la fuite des Piémontais ; elle a été la même dans tous les points, même les plus éloignés de leurs frontières. Cet itinéraire ne parle que de ce qui a passé dans les Bauges ; c'est le tiers de ce qu'ils avaient en Savoie.

» M. Caza-Bianca achève aujourd'hui de balayer les Bauges. Il en sortira ce soir ou demain par Saint-Pierre d'Albigny, où il joindra M. de Rossy, pour le secourir dans le reste de son opération.

» J'ai l'honneur de vous envoyer, par ce même courrier, cent exemplaires de mon manifeste ».

Le général de l'armée du midi. Signé, MONTESQUIOU.

Lettre des administrateurs du département du Nord. Douay, ce 3 octobre, trois heures du matin. Citoyen président, par des lettres ci-jointes vous verrez le tableau affligeant de la situation de Lille. Depuis trois jours cette malheureuse ville est en proie aux flammes. Deux ou trois cents maisons sont déjà brûlées. Plusieurs rues ont disparu, & les corps administratifs seront bientôt réduits à tenir leurs séances dans la place publique ; tous ces malheurs sont une suite de la levée du camp de Maulde. Depuis trois mois nos campagnes sont désolées & livrées à tous les ravages qu'entraîne après soi une guerre dont l'histoire ne fournit point d'exemple. L'ennemi s'est emparé de tous les postes avantageux qui sont aux environs ; nous

ne pouvons faire aucune sortie, & nos soldats sont obligés de rester enchaînés dans l'intérieur de nos murailles. Nous avons depuis long-temps sollicité des secours aux généraux, & nous n'en avons point reçu. Il est extraordinaire que 18,000 hommes tiennent en échec une ville que 50,000 hommes n'auraient pas osé en l'autre temps approcher.

Lettre des administrateurs du district de Lille, aux administrateurs du département du Nord résidans à Douay, ce 2 octobre. L'ennemi connaît son feu. Jamais il n'a été plus vif. Les bombes éclatent sur nos têtes, & plus de 200 maisons sont réduites en cendres. L'hôpital général & la maison commune sont les lieux que l'ennemi attaque avec le plus d'acharnement à détruire.

La rue de Saint-Sauveur n'existe plus, & l'église est en feu; ce seroit une perte irréparable si l'hôpital de Saint-Sauveur étoit consumé par l'incendie. Le peuple ne se laisse point abattre par tous ces désastres, & par tous les monceaux de ruines & de cendres qui l'environnent. Après que toutes ces maisons auront été brûlées, il se réunira avec nous sur la place publique, & là nous délibérerons encore sur les moyens de sauver une ville de la conservation de laquelle dépend peut-être le salut de la république.

Deuxième lettre des mêmes. Depuis notre dernière lettre, le feu de l'ennemi n'a point cessé. L'église de Saint-Etienne a été brûlée; heureusement les effets précieux en ont été retirés. Un capitaine d'artillerie nous a assuré avoir mis hors d'état de tirer cinq batteries dressées par les Autrichiens. Tout est détruit depuis Notre-Dame jusqu'à l'hôtel de la maison commune; nous sommes dans l'impossibilité de faire des sorties; mais quel que doive être notre sort, nous resterons fermes & inébranlablement attachés à la liberté de notre république.

Troisième lettre des mêmes. Nos malheurs n'ont point encore eu de terme. Tel est l'état affligeant de la situation de notre ville, qu'un fils réclame un père, un époux son épouse, une fille sa mère; mais tous finissent en disant: *Ils auront beau faire, les scélérats, ils n'auront pas la ville. La nation est juste; patience & courage.* La guerre qu'on nous fait est une guerre de bandits & de scélérats, puisqu'il est inouï que sans faire un siège régulier, avant que la brèche ne soit faite, on lance des bombes et des boulets rouges sur une place. Nos paysans sont forcés par les Autrichiens à travailler à leurs retranchemens; leurs salaires sont les coups de bâtons & de plats de sabre dont on les accable. S'ils prennent la fuite ils sont fusillés. Nous allons prendre toutes sortes de précautions afin que 2000 livres de bled qui nous viennent de Béthune, nous arrivent heureusement; le feu s'est un peu ralenti pendant la nuit dernière, mais il sera terrible la nuit prochaine, parce que l'ennemi vient de dresser une nouvelle batterie.

Du reste, comptez sur nous, nous ne broncherons jamais. Nous avons 200 maisons brûlées & 2,000 endommagées.

Voilà donc les maux qu'a entraînés la levée du camp de Maulde. On dit que Dumourier, manquant de forces pour résister à l'ennemi en présence duquel il étoit, & connoissant la valeur des troupes qui composoient ce camp, a été obligé de le faire lever pour renforcer son armée. Soit;

est-il donc physiquement impossible, en levant le camp de Maulde, d'empêcher l'irruption des Autrichiens dans nos campagnes? Ne prévoyoit-on pas les horreurs

qu'ils y comméttoient ; & falloit-il livrer quarante communes à la férocité de ces brigands ? Le général Moreton est responsable sur sa tête des désastres de la Flandre : il a levé le camp de Maulde contre toutes les règles , & avec une négligence inouïe ; il devoit tout faire pour couvrir la frontière qu'il a laissée dégarnie & ouverte. Il n'y a pas de milieu , c'est un ignorant ou un traître.

Et cette malheureuse ville de Lille, que 20 mille hommes commandés par Albert de Saxe, osent tenir assiégée , & dont ils ne feront qu'un monceau de cendres , cette ville , devant laquelle le prince Eugène resta en vain pendant six mois avec cent mille soldats ! qu'on nous dise par quelle fatalité cinquante mille hommes ne sont pas encore là pour exterminer ces Autrichiens qui la désolent ! & cependant les courageux habitans de cette cité réclament des secours depuis trois semaines, & périssent en les attendant.

Quartier général de Sainte-Menchould , le 30 septembre 1792 , l'an premier de la république. La correspondance avec Verdun est pour ainsi dire coupée. Vingt-sept voitures de vivres & cent cinq prisonniers étoient amenés au camp au départ du courrier. Soixante voitures de pain avoient été prises par nos hussards , & elles étoient à nous si le bataillon de la section des Lombards eût soutenu le convoi ; mais à l'approche d'un escadron ennemi il a pris la fuite , en criant qu'on vouloit le conduire à la boucherie.

Sans cette conduite pusillanime & indigne du nom honorable que ce bataillon devoit soutenir jusqu'à la mort , cette capture ne nous auroit pas été ravie. Nos hussards , ne se trouvant pas en force , ont coupé les jarrets à quarante chevaux , & n'ont pu amener que sept de ces voitures. — Vingt-cinq volontaires de ce bataillon ont eu la tête rasée , & ont été chassés ignominieusement ; après avoir été dépouillés de leurs habits. . .

Châlons , le 4 octobre , à onze heures du soir , l'an premier de la république française. La ville de Châlons est toujours au même degré de patriotisme. Hier , nous avons proclamés la république , & les rues étoient désertes : nous étions obligés de crier nous-mêmes : *Vive la république.* Le contraire a eu lieu dans le camp ; tous les volontaires ont manifesté les sentimens d'hommes dignes de la cause qu'ils défendent.

L'armée de Châlons est divisée en deux camps. Celui que vous connoissez , où il y a six ou sept bataillons , & un autre à l'Epine , sous le commandement du général Saint-Jean , où il y a quatre bataillons , les hussards

Le la mort & un détachement de gendarmerie. Les bataillons campés à l'Epine sont , Popincour , Seine inférieure , Compiègne & le Gard. Ce dernier montre une discipline & une tenue qui le fait admirer. Il y a beaucoup de citoyens dans ces bataillons , qui sont presque tous : on leur fait faire des pantalons & des vestes chaudes. Il y a eu avant-hier , dans ce camp , un événement malheureux. Un paysan est arrêté par je ne sais qui : on dit qu'il fournit de la farine aux émigrés ; on lui coupe la tête ; on veut jeter bas un moulin à vent qui se trouve au milieu du camp , parce que , dit-on , il appartient à un émigré. Nous volons sur les lieux , nous saluons les esprits , & le moulin est conservé. Il paroît que ce malheureux étoit innocent.

Le camp où étoient les Prussiens est jonché de cadavres , de chevaux & d'hommes. Le département va les faire enterrer. Les villages qu'ils ont évacués sont réduits à la dernière des misères ; ils ont infecté les puits & les rivières , en y jetant les cadavres & les chevaux. On trouve dans les villages des malheureux tellement affaiblis , qu'ils périssent d'inanition , n'ayant pas la force d'aller dans les villages voisins pour se procurer des alimens. On distinguoit parmi les émigrés les prêtres qui s'adressoient aux enfans , & leur demandoient si leur nouveau curé étoit de telle ou telle manière , qu'il étoit un scélérat , &c. Des fermiers-généraux parloient gabelle , des nobles , chasses , & s'occupoient déjà des moyens de punir les patriotes ; ils disoient sur-tout qu'ils ne feroient aucun mal , jusqu'à ce qu'ils eussent bien rétabli l'ordre ; mais qu'alors ils feroient pendre tous ceux qui avoient combattu contre eux. Voilà les chimères dont on les entendoit s'occuper.

Des charretiers qu'ils avoient arrêtés & qui se sont échappés , ont dit avoir vu massacrer de leurs camarades.

Par-tout ils ont brûlé toutes les loix nouvelles qu'ils ont trouvées , soit aux archives des municipalités , soit chez les administrateurs. Un administrateur du district de Chalons , d'un village au-dessus de Suippe , avoit caché les loix qu'il avoit dans l'église & chez le maître d'école. Ils ont pris le maître d'école pour l'administrateur , & l'ont rossé , ainsi que sa femme , qui ne vouloit pas aller à l'endroit de l'église où étoient déposés les autres

de Kellermann est à Suippe.

Les hussards de Chamboran font l'admiration de l'armée. Avant-hier, trente hussards ont pris soixante & quelques houlans. Leur commandant ne voulant pas se rendre, s'est battu corps à corps avec le commandant des hussards : celui-ci lui a passé son sabre à travers la poitrine.

Les villages depuis Châlons jusqu'à Reims, font tous les soirs des patrouilles pour la sûreté de leurs propriétés. Voici l'ordre établi dans cette contrée. Sonner le tocsin à la première entrevue d'un houlan ; répéter le tocsin dans toutes les paroisses, & courir de toutes parts & avec toutes espèces d'armes à l'endroit d'alarme. Quand on a ainsi sonné la cloche, tous les villages ont pris les armes, & avant une heure trois mille hommes se trouvoient à l'endroit menacé. J'avois fait lever tous les mâdriers des ponts de la rivière de Vesle. Au moment où je caufais avec le maire du village de Cormelai, on vint m'avertir qu'un très-fort détachement de houlans venoit ; je n'eus que le temps de sortir : je saute à cheval ; & à peine étois-je sorti, qu'ils arrivèrent : heureusement j'avois un bon cheval.

Vive la république ! CELLIER, commissaire du pouvoir exécutif.

Du comité de surveillance de la commune.

Des momens de crise & d'orage justifient les mesures qu'un temps de calme & de tranquillité reprouveroit ; la nécessité est au-dessus de toutes les loix, ou, ce qui est la même chose, la loi suprême est le salut du peuple. Certes, au milieu des noirs complots dont nous avons failli être victimes, il étoit nécessaire & juste, par conséquent, d'établir des commissions qui fussent chargées dans le silence d'en saisir la trame, de la suivre dans toutes son étendue, & de s'assurer provisoirement de toutes les personnes véritablement suspectes, afin d'arrêter le bras de nos ennemis. Ce temps de crise n'est pas passé : il y a plus ; c'est qu'on doit s'attendre à voir encore, pendant quelques mois, s'accroître les ennemis intérieurs. Plus nos armées auront d'avantages sur ceux du dehors, & plus les brigands couronnés d'Autriche & de Prusse chercheront, à force d'or, à exciter parmi nous le trouble & la désunion, à fomenter des factions, à nous armer les uns contre les autres : ils n'auront pu nous vaincre par le fer & par le courage, ils tenteront de nous subjuguier par l'or & par l'intrigue.

us faut donc encore pendant quelque temps des
rès de surveillance.

ais c'est précisément parce que ces établissemens nous
encore nécessaires , & qu'ils doivent durer un certain
de temps , qu'il faut en éloigner tous les abus , qu'il
que rien ne les écarte du but de leur institution. Les
patriotes , les gens droits & purs ne doivent avoir
à en redouter. Ces comités sont comme les rever-
que les filoux seuls craignent , & qui contribuent à
reté des honnêtes gens ; ils ne doivent donc pas ré-
re une lumière faulle qui nuise à la vue & qui nous

es comités , chargés de travailler dans le secret , doi-
être composés d'hommes éclairés qui sachent aisé-
distinguer la vérité de l'erreur , qui ne soient pas
d'un patriotisme trop ardent , qui pèsent tout au-
de la raison , & qui ne laissent rien au caprice &
arbitraire , encore moins à la passion ; car s'ils sont le
de mouvemens déréglés , alors ceux qui ont été choi-
pour protéger la sûreté des personnes , seront ceux qui la
sont le plus ; alors il n'y aura de sécurité nulle part ; ce-
té se changera en une véritable inquisition , & l'homme
& vertueux sera le plus exposé aux violences , aux fausses
raires , aux incarcérations , parce que l'homme pur &
eux a toujours pour ennemis les intrigans , qui se trou-
par-tout , qui crient fort haut , & en imposent aux pa-
es foibles & aux têtes mal organisées.

est avec douleur que nous avons vu le comité de sur-
ance de Paris s'écarter des principes & se livrer à des
sions sans doute étrangères. Ces opérations paroissent
été la plupart abandonnées au hasard : & est-ce au ha-
qu'il faut abandonner la liberté des citoyens ? Rien
paroit médité , calculé ; on diroit que les mêmes per-
ies y sont à la fois juges & parties ; une dénoncia-
y est aussi-tôt crue qu'entendue ; & ajouter foi ainsi
outes les dénonciations , c'est le moyen d'en multiplier
nombre & de leur ôter à chacune toute importance &
te utilité.

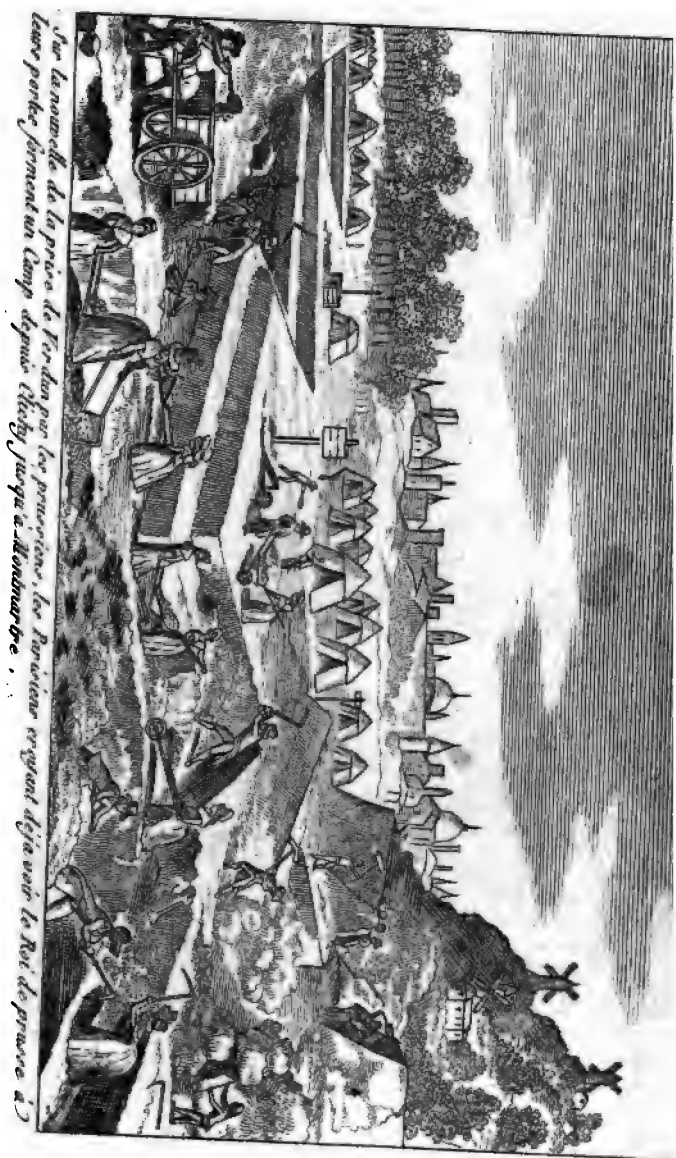
ce que la commission de l'assemblée nationale a rap-
à ce sujet est vrai , on ne peut songer sans fré-
aux effets horribles de la négligence & de la témé-
de ce comité. Quoi ! un innocent dont on ne s'est
onné la peine de vérifier le nom , a été jeté
ons & massacré au 2 septembre , pour avoir ref-

semblé à un coupable par quelques lettres (1) ! On sent bien que lorsque des noms sont entièrement semblables , on y aura fait encore moins d'attention. Un Roland est accusé ; aussi-tôt mandat d'arrêt contre le ministre de ce nom. On désigne un Ribbes comme coupable ; sur le champ ce doit être le Ribbes de l'assemblée législative. A l'aspect de telles monstruosités , on se regarde les uns les autres d'un air effrayé ; on se craint mutuellement ; on craint jusqu'à son nom ; on se croit , malgré le témoignage de sa conscience , à la veille d'être pris , égorgé. De tels amis de la liberté épouvantent autant que des tyrans !

Il est temps que de pareils désordres , que l'appréhension même de pareils désordres cesse. Si la sûreté des individus souffre de telles atteintes , si tous les Français qui se trouvent à Paris sont ainsi menacés , si les députés se trouvent ainsi sous le glaive d'accusations vagues , hasardées & tardives , les départemens croiront , non sans fondement , que ce comité de surveillance est dirigé ou entraîné par une faction qui cherche à dominer la république ; ils oublieront les services que nous avons rendus à la patrie ; ils se défieront de nous , & finiront par nous haïr. Nous laissons au lecteur le soin de calculer les maux , infinis qui résulteroient de cette scission ; mais nous observerons , en finissant , que les députés des départemens sont venus pour la plupart dans nos murs avec cette idée : c'est pourquoi oubliant que la meilleure garde des fonctionnaires publics est l'opinion , ils ont voulu donner à la convention une garde composée par tous les départemens ; garde très-dangereuse à la liberté , si l'assemblée succomboit elle-même sous une faction. Nous n'avons plus de garde du roi : il nous faut , selon eux , une garde pour la convention , & formée comme celle de Louis-le-Traître , & de vingt-quatre mille hommes. Parisiens ! voyez comme vous êtes avilis ! Hâtez-vous de reprendre votre dignité & les droits que vous avez à l'estime publique , en faisant de bons choix & en remplissant votre municipalité nouvelle d'hommes étrangers à tous les partis , & de patriotes raisonnables.

(1) Le nommé Witingtin a été incarcéré au lieu de Witinkoff , & égorgé par le peuple.





Sur la nouvelle de la prise de Fort-Dauphine par les portugais, les Français essayant déjà voir le Roi de prouver à leur porteur, forment un camp depuis Elchey jusqu'à Alomburbe.

Du camp sous Paris.

On se rappelle avec quelle ardeur tous les citoyens, les ouvriers payés ou non payés travailloient au camp de Mars pour préparer la grande fête de la Fédération des Français ; tous les bras étoient en mouvement ; une activité vraiment civique régnoit par-tout ; le monde travailloit comme si de cet ouvrage eût dépendu le salut de l'empire. Dès le moment qu'on eut parqué au Temple la race de Louis-Néron, ce fut gloire & une noble émulation parmi les ouvriers palissader le plus promptement possible l'enceinte de la ville enchaînée, de creuser les fossés, de le cerner de telle sorte qu'il ne pût s'échapper ; leur zèle infatigable sembleroit se renouveler sans cesse.

Aujourd'hui les brigands sont chez nous, il s'agit de leur opposer un camp qui leur défende d'approcher de Paris ; il faut barrer les portes intérieures : pourquoi donc fait-on tant de négligence dans l'exécution de ces travaux, & si grande tiédeur parmi les ouvriers ?

En examinant ces travaux du camp sous Paris, l'illustre Frédéric Guillaume, ne peut-il pas se dire : Il faut que mon nom ait imprimé bien de la terreur aux Parisiens ! Enfermé dans le centre des armées françaises, réduit à la plus grande misère, mangeant des chevaux mourans, sur le point de demander grâce à genoux, je ne fais encore peur, & comme s'il étoit possible que j'allasse jusqu'à Paris, ils croient déjà m'avoir sur leurs talons, ils en font aux dernières précautions ; sous un tel despote les Français ont tenu tête à toute l'Europe ; nous ne sommes que deux puissances armées contre la France, & la voilà qui tremble jusque dans l'intérieur de ses foyers ; après les plus grands revers, ils n'ont jamais cru qu'un ennemi pût pénétrer jusqu'aux murs de leur capitale ; aujourd'hui à peine ai-je reçu par trahison une ou deux villes, ils s'imaginent que toute la Lorraine, toute la Champagne, toute l'île de France sont déjà en mon pouvoir.

Sous François premier, deux fois l'Autrichien entra en France par Verdun ; Paris n'étoit pas alors plus loin de Verdun qu'aujourd'hui, les Français plus dignes d'eux-mêmes, plus assurés de leur courage, n'entourèrent point

la capitale de lignes & de redoutes, ils marchèrent à l'ennemi comptant bien revenir vainqueurs, & les troupes de Charles renversées, bloquées, affamées, battues, payèrent bientôt par une fuite honteuse leur folle témérité. La France république est-elle moins que la France monarchie ?

Il est vrai qu'aussi-tôt après la reddition de Longwy, ne voyant par-tout que des traîtres dans les agens d'une cour infernale, étourdis de ce coup, nous ne pûmes dans ce premier moment de surprise calculer nos forces & nos ressources, & si l'on peut excuser l'assemblée nationale d'avoir eu peur, voilà son excuse; mais un peu plus de réflexion & d'expérience sur-tout auroient dû nous faire départir du projet d'un camp sous Paris. Nos ennemis ne nous attaquoient pas; ils se tenoient toujours à une distance respectueuse de nos armées même les plus foibles; ils avoient toujours le dessous dans les elcar-mouches; on faisoit justice des traîtres, & il n'y avoit plus de roi: que pouvions-nous craindre ?

D'ailleurs, pourquoi ce privilège en faveur de Paris ? La capitale est-elle toute la France ? L'assemblée nationale, le pouvoir exécutif, un million d'ames, si l'on veut, y habitent : mais l'assemblée nationale, & le pouvoir exécutif, & le million d'habitans de Paris, seront d'autant plus tranquilles, que l'ennemi trouvera plus d'obstacles loin de Paris. Et nos frères des départemens, & ces bons cultivateurs qui nous nourrissent, ne valent-ils pas autant que nous la peine d'être protégés, défendus par un camp ? Ce n'étoit pas à Paris, mais à Meaux ou au-delà qu'il falloit transporter ce camp pour couvrir une immense campagne, pour ne pas exposer nos frères à toutes les horreurs de la guerre. On semble ne s'occuper que du camp de Paris: si celui de Châlons eût été mieux défendu, mieux fourni d'hommes, d'armes & de provisions, Dumourier n'eût pas été obligé d'ordonner aux habitans de cette ville d'en déserter les murs, & d'en couper les ponts. Heureusement l'ennemi n'a pas eu le temps d'y venir.

Une fausse mesure entraîne toujours de grands maux, & pour le moment présent & pour la suite. On doit sentir que quand même le camp de Paris serviroit, ce seroit pour la ruine de Paris même. S'il servoit, c'est que nos troupes n'auroient pas pu arrêter les Prussiens; c'est que l'ennemi

seroit maître de la plus grande partie du terrain entre nos frontières & nous ; c'est que toutes les productions du sol seroient à lui , que toutes les campagnes intermédiaires seroient dépouillées & pillées ; c'est que les richesses de la Brie , de la Champagne , de tous ces départemens fertiles seroient interceptées , & que nous , bloqués par l'ennemi qui assiégeroit Paris , nous serions bientôt affamés , que toute l'adresse des brigands couronnés qui nous investiroient , consisteroit à éviter le combat , & à nous laisser en proie à la faim & à la rage : oui , encore une fois , c'est hors de Paris qu'il faut défendre Paris : s'il falloit soutenir un siège , le nombre seul de ses habitans le perdrait.

Paris , à cause de sa monstrueuse population , a un besoin journalier des productions de la campagne qui l'entoure , & ce sol doit être extrêmement ménagé , parce que son étendue est très-circonscrite , & que son fonds est très-mauvais. A peine dans la plus grande étendue du terroir de Paris trouve-t-on six pouces de terre végétale. Ce camp l'a toute bouleversée dans une longueur immense. Qu'on l'eût situé au milieu d'une bonne terre , après la guerre la bêche , le hoyau & la charrue aplaniroient aisément tous ces travaux , remettroient tout à sa place , & cette terre ainsi remuée n'en seroit que plus féconde. Mais au milieu de ce remuement général , que sera devenu le peu de terre productrice qui couvroit la surface de notre maigre campagne ? Une partie de notre terroir , fertilisée depuis long-temps à force d'engrais , sera condamnée de nouveau à être long-temps inculte ; & ce camp inutile nous fera payer cher les denrées de première nécessité.

Voilà peut-être ce qu'on a senti , & ce qui cause le découragement & la tiédeur ; c'est à la convention & à la commune à peser ces raisons , & à y faire droit , si elle les croit bonnes.

Les crimes du 10 août dévoilés par les patriotes Suisses.

Les procès-verbaux du corps législatif , séance du 10 août & suivantes , devoient suffire sans doute pour faire connoître à l'Europe les causes & la nature des événemens de cette nouvelle révolution ; mais , comme on dit vulgairement : il n'est pire aveugle que celui qui refuse de voir. Des Suisses séjournant à Paris , & témoins des

horreurs de la Saint-Laurent, n'ont pu s'empêcher de rendre un hommage public à la vérité des faits, dans un écrit qui circule en ce moment à Paris & par toute la France. Puisse-t-il pénétrer au sein des montagnes helvétiques, plus aristocratisées peut-être que Paris lui-même, la veille encore du 10 août !

« Garder plus long-temps le silence, disent ces bons patriotes suisses & allobruges réunis, seroit pour nous un crime : nous devons à la nation française, à nos concitoyens, à l'Europe entière un éclaircissement ».

Nous ne ferons qu'extraire les circonstances les moins connues qu'on trouve dans cette feuille, intitulée : *Les Crimes du 10 août dévoilés par les patriotes suisses, & les efforts qu'ils ont faits pour les prévenir*, avec cette épigraphe heureuse :

Crimine ab uno,

Discre omnes.

VIRG.

Ce qu'on pourroit traduire proverbialement ainsi :

Par cet échantillon, amis, jugez du reste.

Les patriotes Suisses remontent d'abord, jusqu'au 14 juillet 1789, & prouvent que le système soutenu de la cour & des officiers suisses a été de mettre les soldats aux prises avec le peuple.

« Laclombe, (disent-ils entre autres anecdotes) Laclombe ; aide-de-camp de Lafayette, ne fut-il pas dans les casernes des Suisses, de la part de son maître, pour les menacer des forces de la capitale, s'ils n'obéissent pas aveuglément à leurs chefs ».

C'étoit ici la place de rappeler les voyages incognito de Médicis-Antoinette à Courbevoie & à Ruelle pour animer par sa présence, par ses promesses & des pourboires, les soldats suisses à exécuter ponctuellement les ordres de leur état-major.

« Aucun moyen, continuent-ils, n'a été épargné. Le pape lui-même a servi d'instrument. Une Bulle incertaine a été lue dans les églises & commentée par des prêtres fanatiques qui disoient hautement que les

» Français n'avoient plus de religion , & ne reconnoissoient
 » aucune loi ».

Le passage suivant doit mériter la plus grande confiance
 à nos patriotes suisses :

« La journée du 10 août ne peut ni ne doit rompre
 » l'union des deux peuples ; car les tyrans seuls sont
 » coupables. D'un côté , le peu de Suisses qui existoit
 » dans les gardes a été sacrifié par l'aristocratie ; de l'autre , le peuple français ne peut pas accuser le peuple
 » suisse d'un crime commis par un petit nombre d'aristocrates , & une horde de brigands étrangers à l'Helvétie.
 » Au contraire , les deux nations doivent être plus unies
 » que jamais : un même intérêt les rassemble , celui de
 » la liberté ».

On doit cet écrit , où l'on désireroit un peu plus de
 détails , un peu moins de réflexions , au citoyen *J. de Somnar* , sous-lieutenant dans la légion des Allobroges ,
 président de la société des patriotes suisses & allobroges
 réunis , & auteur de la *Correspondance des nations*.

Les notes à la suite du texte ne sont pas ce qu'il
 y a de moins piquant & de moins curieux. On en jugera par la onzième :

« Le procureur-syndic du département , Rœderer parut
 » lui-même au château. S'il faut l'en croire , il ne donna
 » aucun ordre ; mais il s'aperçut bien d'un mouvement
 » extraordinaire parmi les Suisses. Que fit-il ? Il se con-
 » tenta , à ce qu'il assure , d'entraîner le roi & sa famille
 » à l'assemblée nationale ; & pour cela , il prétend avoir
 » bien mérité de la patrie. Voyez la justification , p. 7 ».

*Suite des lettres trouvées chez M. Delaporte , intendant de
 la liste civile.*

Paris , 17 mai 1792 , rue de la Corderie.

« Monsieur , adjoint pendant quelque temps à la rédaction du
Journal de la Noblesse , aujourd'hui (& pour cause) *Journal universel des cours* , &c. , je me suis fait un plaisir de vous le faire
 adresser ; je présume qu'il vous est agréable , puisque vous continuez de le recevoir.

« Oferai-je , Monsieur , profiter de cette occasion , pour avoir
 l'honneur de vous rappeler qu'il vous a été renvoyé par le roi ,
 à l'effet de me faire justice , au nom sacré de sa majesté , un pla-

cet que je lui avois présenté en octobre 1791. Il s'agissoit de la levée d'une configne qui avoit été donnée au château par je ne sais qui, au moyen d'une méprise sans doute plus feinte que réelle. J'ai l'honneur de vous remercier, Monsieur, que personne ne s'est montré plus que moi attaché à la personne du roi, & que j'ai fait là-dessus des preuves qui ne peuvent être renvoyées en doute : enfin, vous représentez la personne du roi, qui a daigné recevoir mon placet avec bonté ; & j'attends toujours de vous à ce sujet la justice qui m'est due.

« Je vous supplie instamment, Monsieur, de m'honorer d'une réponse. Un sujet dont l'attachement & la fidélité pour le roi ne se sont jamais démentis, & qui, pour cette raison, a été outragé de la manière la plus sensible, a sans doute quelques titres pour fixer un instant votre attention.

« Je suis avec respect, Monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. Signé, D'ANLIBES.

Autre lettre.

Prisons de la haute-cour, 4 août 1792.

« Poupart-Beaubourg a l'honneur de présenter son hommage à M. Laporte, & de lui adresser sa défense telle qu'il l'a articulée, *toute & grande partie des notes* : jeudi, 2 de ce mois, jour où a été rendu le premier jugement de la haute-cour nationale en faveur de MM. Noiro, Varnier & Tardi, qui ont été acquittés aux cris de joie & aux applaudissemens d'un peuple immense.

« Quinze cents exemplaires du manifeste circulent dès le 25 du mois dernier, & dans la ville & dans tous les départemens. Malheureuse partie des camarades d'infortune de Poupart-Beaubourg croyoient qu'il n'en reviendrait jamais ; lui-même s'attendoit à périr sous les poignards des Jacobins du Loiret : il a joui, au contraire, d'une sorte de triomphe ; il a été couvert d'applaudissemens deux fois, & cela étant aux prises avec le grand procureur *Berrand*, qu'il a forcé au silence, ainsi que le législateur, dénonciateur & faux témoin *Bafire*.... Les Jacobins d'Orléans sont écrasés à jamais. Ici, le peuple éclairé & aussi juste qu'à Paris il est féroc, est tout dévoué au roi ; il aime la vérité & déteste celui qui le flatte : du moins il se montre prévenu bien favorablement en faveur de tous les prisonniers de la haute-cour. Il est donc bien vrai que le danger n'est jamais que pour les lâches.... »

Autre lettre.

« Graces au déplacement de M. d'Arboul, mon très-cher, & pour ne pas exposer toi & tes amis à faire le voyage d'Orléans, on ne risque plus rien par la poste. Cette entrave est le tombeau des chef-d'œuvres opérés dans la troisième & dernière année de la liberté. Cette lettre vous arrivera par Scévole dans une boîte mise au voiturier.

« Nos maux extrêmes finiront dans trente-quatre jours justes. Mon ami, nous avons reçu cinq lettres de Coblenz, de Trèves,

malices ; une, entre autres, d'un officier-général, homme
d'un mérite, qui toutes s'accordent. C'est pour nous la lon-
gue d'un rigoureux carême : ce terme est bien court pour les
auteurs de nos malheurs ; encore trouveront-ils à le
faire de quelques nouvelles atrocités. Je ne puis vous dire com-
ment j'ai été sensible à l'aventure de M. Delaporte, depuis à celle
de Brillac & de sa troupe, mon pauvre Scévole y com-
me quand je pense à la douleur de notre infortuné maître, je
ne pleure pas, mais je n'ai point de frayeur pour lui : à mesure
qu'il enlève sa garde visible, l'invisible est doublée ; & si
un malheureux s'annoit pour le frapper, saisi d'aveuglement,
il enseroit son poignard contre lui-même. Croyez, mon ami,
je ne vous parle pas sans fondement. Ignorans, comme nous
sûmes, des détails qui doivent être le produit de ces événe-
mens, nous sommes assurés du succès général de la chose.

Intervient, comme sa majesté, & ses loix lui permettent
de le venir ; & dès qu'il s'en mêle, rien ne se fait à demi. Or,
mais XVI n'étoit pas sauvé, rien ne pourroit nous tirer de la
situation dans laquelle nous jetteroit une minorité : de plus,
si XVI est appelé à régner sagement & glorieusement, à ré-
tablir le culte divin dans toute sa splendeur ; mais il doit être en-
core contre un de ses penchans ; c'est la clémence. Le royaume,
légal par tant de crimes, ne peut être purifié que par le sang des
méchans : cela regarde la justice ; c'est à elle à faire les sacrifi-
ces. Qu'il se garde bien d'arrêter le glaive ; qu'il révéchisse aux
méchans qu'ont éprouvés les chefs & les princes des Israélites
ont ménagé des victimes désignées par le seigneur. L'homme
dit ce qu'il fait, quand il veut épargner ce sang ; sa compas-
sion dégénère en cruauté, dont les gens qu'il a voulu sauver de-
viennent les objets. Le plus grand honneur qui puisse arriver à un
homme, est d'être supplicié sur la terre, parce qu'on ne paie pas
de sa vie, & qu'il est terrible de tomber coupable & impuni dans
les mains, ou sous la justice du Dieu vivant.

Mais que de coupables à punir ! J'en vois bien d'autres, mon
ami. A Paris tout est criminel, depuis le salarié à 18 liv. du ma-
in, jusqu'au rentier qui touche froidement ses rentes, tandis
que son roi, torturé de mille manières, sert d'otage à la sûreté
de la ville, & de gage de fidélité aux engagements publics. Ces-
sant les femmes se parent, courent les spectacles de toutes
espèces, ne respirent que dissipation, tandis que nous, cons-
traints & prostrés, nous appelons la vengeance & la miséri-
corde. Les femmes de Paris me sont odieuses, & je demande pour
l'entière exécution du deuxième ou troisième chapitre d'Isaïe,
à lequel le prophète dit : « Que quand Dieu aura rendu au
peuple ses princes & ses juges, toutes les femmes seront ras-
ées ». Je demande que la duchesse de Bour.... soit à la tête,
je la demoiselle d'Auy..., la Laroche..., la Coig..., mon
ami, & tant d'autres, en finissant par les dames de la halle. Ce
sont les femmes amoureuses de l'indépendance & de la nouveauté,
qui ont perdu les hommes ; elles mériteroient le fouet ; qu'on
rase, & on obéit à Dieu.

La garde parisienne préserve les jours du roi ; mais elle tra-
hira pour elle-même : c'est un roi constitutionnel, & son esclave
la garde. Elle seroit désespérée de voir le descendant de St.

Louis sur le trône indépendant qu'a laissé Saint-Louis à ses enfans.

» Paris ayant son roi pour otage , attendra que les efforts de l'Allemagne viennent le lui arracher , & s'en fera un gagé pour se faire ménager. Quel horrible projet ! De quoi menaceront-ils ? Le mettront-ils lui & sa femme sur la brèche ?

» Paris l'a laissé dépouiller de sa garde , & mis , pour ainsi dire , Péfion sur le trône.

» Est-ce assez de ne pas égorger , de ne pas laisser égorger son maître ? Doit-on souffrir qu'on l'insulte , qu'on le maltraite & l'humilie à tout propos ? Ah ! canaille maudite , qui n'avez ni foi , ni loi , ni d'autres règles que votre intérêt mal entendu ! Dieu me donne soit & fain de la vengeance qui doit tomber sur vous ; les éloges que l'on fait de votre fidélité à bien préserver le prisonnier dont vous avez forgé les fers , m'indignent. Je consentirois à être broyé dans un mortier , pour que vous fussiez châtiés comme vous méritez de l'être.

» Je m'échauffe , mon ami ; mais le sujet le veut. Passons à des choses plus gaies. Croyez-vous que mon bel esprit fait la coquette de Coblenz : cela fait passer des jours très-heureux à mon cadet qui y est ; mais la poésie n'empêche de mourir de faim , ni ceux qu'elle inspire , ni leurs descendans.

» Mille complimens à madame Mary.

» Si les deux liards vont , donnez le volume à mon fils , qui me le fera parvenir par une occasion.

» Aimez les miens qui vous aiment bien.

» Je vous embrasse de tout mon cœur.

» A propos , j'ai dit du duc d'Orléans qu'il avoit tellement souillé le crime , qu'il en avoit dégoûté pour un siècle.

Le jour de La Fête-Dieu 1792.

» Il faut tourner la phrase au dire d'un gourmet ; le duc d'Orléans , tellement souillé , &c.... qu'il en aura , &c....

Autre lettre.

Ce 26 juin 1792.

» Monsieur , j'ai oui-dire hier dans une société complice , de gens dignes de foi , qu'un valet-de-chambre du roi , nommé *Beau* ou *Ramond* , a rapporté que le roi , la reine & madame Elisabeth , avoient grièvement , depuis la journée du 20 , fait sauter des cocardes nationales avec ironie , & en mêlant des propos injurieux pour la nation. — Que l'intention du roi étoit de s'en aller lorsqu'il auroit l'habit de garde national , &c. , & autres absurdités semblables. Ce valet-de-chambre a tenu ces propos chez le sieur Perthe , tailleur , rue Boncher , & de-là , ils ont circulé jusqu'à la société où je me suis trouvé. Nous avons senti qu'il étoit bon que vous fussiez instruit de la moralité de l'homme en question , & je me suis chargé de vous en prévenir. Il nous a semblé qu'un homme comme lui , indigne , ou calomnieux , ne devoit

devoit pas rester plus long-temps auprès de la personne du roi ; ou qu'au moins il étoit bon que l'on fût instruit du danger qu'il y avoit de le conserver.

» Comme je ne voudrois pas faire le rôle de dénonciateur, que je ne connois en aucune manière le sieur *Rameau* ou *Ramohé*, & que c'est par attachement pour le roi que je vous donne cet avis, je vous prie, monsieur, de supprimer ma lettre quand vous l'aurez lue ; & cependant, pour que vous puissiez croire à la vérité des faits qu'elle contient, je la signerai.

» *TRIPPIER*, l'aîné, rue Coquéron, n°. 5 ».

Autre lettre.

Du 8

« Les Jacobins ont une rage inconcevable ; leurs émissaires travaillent le peuple par des motions, par de l'argent ; ils emploient tous les moyens pour le soulever.

» La garde du roi est un prétexte dont ils se servent, pour enlever le peuple à une insurrection ; ils veulent perdre les ministres. Par-tout les monstres font distribuer des piques ; l'on ne peut rendre les propos de ces scélérats sans frémir.

» Il est un nombre d'ouvriers qui se refusent à leurs projets, & qui font leur possible pour dissuader les autres ; il est question de marcher avec les canons de plusieurs sections, & de commencer la guerre civile ; des gardes-françaises payées, sans doute, à cet effet, soufflent le feu. Il est bien essentiel d'être sur les gardes, & de veiller sur le palais ; de n'y laisser approcher personne, que de bien connues, auprès du roi & de la reine. Les enragés sont capables de tous les crimes : si l'on n'avoit pas des hommes qui barent leurs infâmes projets, par le peu de force qu'on leur a donné, le coup seroit déjà fait.

» Au moment où j'écris, j'apprends, à n'en pouvoir plus douter, ce que je n'osois assurer, parce que je n'avance rien dont je ne sois certain, (*ex visu*) ou par des amis qui n'en imposent jamais.

» Le projet des Jacobins est de détruire la gendarmerie, la maison du roi, & de former une garde nationale à leurs ordres ; ils recrutent tous les jours, à raison de 1 livre 10 sous par jour. L'on est certain qu'ils ont déjà deux cents hommes de bonnes troupes militaires : c'est un chevalier qui commande, & qui les paie ; ils espèrent, sous peu, monter un corps considérable.

» Il y a une défection considérable dans la troupe du centre ; ceux à qui l'on ne veut point donner le congé le prennent.

» Il est parti des agens jacobites, pour séduire les troupes de ligne, & engager des soldats à venir à Paris avec leur armes & bagages, à raison de 1 livre 10 sous par jour. Bref, ils veulent monter une armée : l'on prétend que les fonds viennent de Londres ».

La suite à l'ordinaire prochain

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 28 septembre 1792.

Les électeurs du département du Nord ont annoncé à la convention que l'ennemi bombarde Lille, & dévastait les environs, que les administrateurs & officiers municipaux de cette ville avoient donné des preuves d'aristocratie, mais que le corps électoral, de concert avec les habitans & la garnison, repousseroit vigoureusement l'ennemi; mention honorable de cette résolution est décrétée.

Lecture a été faite de la lettre du général Montesquiou, qui annonce son entrée à Chambéry : nous l'avons fait connoître.

La convention nationale a entendu ensuite une lettre du docteur Priestley, qui donne sa démission de député à la convention, motivée sur son ignorance de l'idiôme & des localités.

Trois millions ont été décrétés pour mettre une flotte en état de protéger l'expédition en Savoie.

La discussion s'est ensuite engagée sur le point de savoir si on rapporteroit le décret qui ordonne le renouvellement & l'élection par le peuple des contrôleurs & directeurs des postes. Les ministres de l'intérieur & des contributions avoient écrit pour la suspension de ce décret. La convention a renvoyé au comité tout ce qui regarde l'organisation des postes.

La commune de Paris a envoyé à l'assemblée l'état de l'argenterie trouvée dans les maisons des ci-devant princes, frères de Louis XVI. Cambon l'a instruite que la section de Beaurepaire a retiré de la maison de Sorbonne deux cent quatre-vingt marcs d'argent, & cinquante d'or, & du séminaire de Saint-Louis, vingt-huit marcs d'argent, & cette section demande où elle doit déposer cette argenterie. Sur la proposition de Cambon, la convention a décrété que tous les effets d'or ou d'argent pris dans les églises ou chez les émigrés, seront portés directement à l'hôtel des monnoies.

Sur la proposition de Lacroix , il a été décrété que le département de Paris ne pourra prendre le nom de commission administrative , & conservera le nom de département.

Samedi 29 , Luckner a écrit à l'assemblée conventionnelle pour répondre aux trois inculpations qu'on lui a faites ; il a dit , 1°. avoir convoqué une cour martiale pour faire juger Jarry ; 2°. avoir été obligé de quitter la Belgique , parce qu'il n'étoit pas assez fort pour tenir devant l'ennemi ; 3°. qu'il avoit renvoyé des volontaires du camp de Châlons , parce que les uns étoient trop foibles , les autres mal organisés ou sans armes. La convention a renvoyé sa lettre au comité de surveillance.

Un membre a demandé si les ministres peuvent être nommés parmi les membres de la convention. L'assemblée a décrété unanimement la négative.

On a renouvelé la motion déjà écartée par l'ordre du jour , d'inviter les ministres démissionnaires à rester en place. Cette proposition a été longuement débattue ; enfin une seconde fois l'ordre du jour a encore été adopté.

La convention a passé ensuite à la formation & création de ses comités.

Dimanche 30. On a fait lecture des adresses d'un grand nombre de communes , qui adhèrent avec transport au décret sur la suppression de la royauté.

Le ministre Roland a écrit qu'il restoit au ministère. Sa lettre , dans laquelle il repousse les inculpations dirigées contre lui , sera imprimée & envoyée aux quatre-vingt-trois départemens.

On a passé à l'ordre du jour sur une lettre de l'ex-ministre Narbonne , qui déclare avoir fait accepter un argent corrupteur à Lacroix , Thuriot , Delmas , Gensonné , Bazire , Albitte & Chabot. Le mépris en a été le motif.

Sur la proposition de Lacroix , & d'après le récit fait des brigandages commis par les Autrichiens dans la commune de Pont , la convention a décrété qu'il sera remis , par la caisse de l'extraordinaire , au ministre de l'intérieur , une somme de 50,000 livres prise sur les fonds prévenus de la vente des biens des émigrés pour être remise à la commune de Pont.

Sur la motion de Cambon , il a été décrété , sauf ré

dañon, que les notaires, les banquiers & tous les agens publics seront tenus, sous peine de mort, de déclarer à la municipalité de leur domicile, & de verser dans la caisse du district les sommes & effets appartenans aux émigrés, dont ils pourroient être dépositaires.

Le comité est chargé de présenter contre les émigrés un projet de loi générale.

Lundi premier octobre. Sur la proposition de Lacroix, il a été décrété que le pouvoir exécutif, les administrations & tribunaux, seront tenus de donner aux comités de la convention les renseignemens qu'ils leur demanderont.

Un député de la Marne a dénoncé le général Duhoux, comme ayant laissé son armée dans l'indiscipline la plus complète. La convention a chargé les commissaires envoyés à l'armée d'examiner la conduite de ce général.

Le comité de surveillance de la ville de Paris a été admis à la barre; il a apporté plusieurs liasses de pièces de conviction, qui prouvent que les décrets de l'Assemblée législative étoient achetés par la liste civile, & que Louis XVI faisoit passer aux émigrés des sommes considérables; il a promis de communiquer incessamment la liste des membres de l'Assemblée législative que payoit la cour. Après une fort longue discussion sur les dénominations faites par le comité de surveillance, la convention a rendu le décret suivant :

« 1°. Il sera nommé une commission de vingt-quatre membres, qui ne seront pris ni parmi les anciens membres de l'Assemblée constituante, ni parmi ceux de l'Assemblée législative, ni enfin dans la députation de Paris. Cette commission, de concert avec le comité de surveillance & deux officiers municipaux, vérifiera les pièces, en fera l'inventaire & les scellera de trois sceaux.

» 2°. Ces commissaires prendront les mesures nécessaires pour s'assurer des personnes des prévenus, & sont autorisés à décerner des mandats d'emmener & d'arrêter.

» 3°. Aussi-tôt après l'inventaire, les cartons seront apportés à la convention nationale, déposés dans le local qu'indiqueront les commissaires inspecteurs, & gardés par quatre commissaires de la convention, deux membres du comité de surveillance & un officier municipal ».

Mardi 2. Quelques dons patriotiques & la lecture de

seigneurs adresses d'adhésion des communes de la république ont ouvert la séance.

Les commissaires envoyés à Lyon pour y rétablir la tranquillité, ont écrit que la paix régnoit dans cette ville, mais que pour l'y conserver, il falloit promptement s'occuper des moyens d'y assurer les subsistances. Cette lettre a été renvoyée au ministre de l'intérieur, pour rendre compte dans huit jours des mesures qu'il en a prises.

La convention s'est occupée ensuite de l'entière formation des comités.

Sur la proposition d'un membre du comité militaire, a été décrété que les trois dernières compagnies de gendarmerie nationale seront payées sur le même pied que celles déjà existantes.

On a entendu à la barre un député de la ville de Lille, qui après avoir rendu compte de la résolution prise par ses habitans de se défendre jusqu'au dernier espoir, a demandé 400 mille livres pour les subsistances de cette place, qui est à la veille d'en manquer; 10 mille livres pour secourir les pauvres qui y sont en grand nombre; enfin il a demandé que les citoyens aient des rentes, soit viagères, soit constituées, soient autorisées à donner en paiement de leurs impositions des avances à valoir sur ce que la nation leur doit. Ces trois dernières demandes ont été renvoyées aux comités des secours & des finances, & sur la première, la convention a décrété qu'il seroit mis deux millions à la disposition du ministre de l'intérieur, pour venir au secours des villes frontières, & l'a autorisé à délivrer à la commune de Lille la somme de 400 mille livres.

Les ouvriers du camp sous Paris ont écrit pour se plaindre de la diminution de leurs salaires. La convention a passé à l'ordre du jour.

La lecture des lettres des généraux a terminé la séance.

Mercrèdi 3. Le ministre des affaires étrangères, après avoir donné la note des ambassadeurs qui ont prêté le serment requis par la loi du 14 août dernier, & appliqué la rigueur des loix sur ceux qui ont déjourné leur obéissance, a communiqué à la convention une lettre de la municipalité de Carrouge, en Savoie, qui se met sous le nom de la France, & demande qu'on lui envoie françaises pour s'organiser d'après elles.

Chaque séance voit toujours une foule d'adhésions au décret qui érige la France en république.

On a accordé au ministre de l'intérieur 400,000 liv. pour le besoin urgent des Invalides, & au ministre des contributions 300,000 livres, pour les employer à la maison du ci-devant roi.

Une lettre des commissaires de Châlons a confirmé la retraite des Prussiens & la prise d'un grand nombre d'entre eux; ils recommandent à la convention les demoiselles Fernig, dont les ennemis ont brûlé la maison à Montagne.

Des dépêches des trois généraux Dumourier, Montesquiou & Biron, ont été lues: Nous les avons fait connoître plus haut.

Lebrun, ministre des affaires étrangères, a instruit la convention que la ville de Genève a demandé aux cantons suisses seize cents hommes pour défendre son territoire; des casernes sont préparées pour les recevoir. Le conseil exécutif provisoire trouvant la demande de la république de Genève contraire à tous les traités, a ordonné au général Montesquiou de faire marcher un corps de troupes suffisant pour empêcher l'entrée de ces seize cents Suisses dans le territoire de Genève, ou pour les en chasser s'ils y étoient déjà entrés. Le conseil exécutif provisoire a de plus ordonné au résident de France à Genève, d'assurer cette république que la nation française n'entreprendra rien contre son indépendance. La convention a applaudi aux mesures prises par le conseil exécutif.

La séance s'est terminée par un appel nominal pour l'élection d'un ministre de la guerre; sur 560 voix, Pache en a obtenu 424: il a été proclamé.

Judi 4. Le ministre de la marine a informé la convention que le capitaine Latouche est sorti du port de Toulon avec quatre vaisseaux. Il y a maintenant en mer neuf vaisseaux de ligne.

Sur la proposition du ministre de la guerre, il est décrété qu'à la légende *la nation, la loi, le roi*, qui se trouve sur les boutons des gardes nationales, sera substituée celle-ci: *République Française*, surmontée du bonnet de la liberté, & pour toutes les troupes françaises.

On donne lecture de lettres de Lille, qui annoncent

elle est canonnée à boulets rouges. Décrété que le ministre de la guerre rendra compte, séance tenante, des mesures prises pour donner des secours à la ville de Lille.

Un membre de la commission des vingt-quatre nommés pour faire l'examen des pièces qui constatent les dénonciations faites par les membres du comité de surveillance de la commune, pièces aussi qui doivent démontrer les crimes de Louis le dernier, & les complots des émigrés qui l'environnoient, annonce que telle est l'importance de ce travail, à cause du grand nombre de pièces qu'il faut inventorier & examiner, que leur rapport ne peut être prêt que dans quatre mois, & il a demandé que toutes ces pièces, recueillies dans des cartons scellés, fussent apportées dans un des comités de l'assemblée, qui sera indiqué par les commissaires de la ville, & que la commission des vingt-quatre fût autorisée à y continuer son travail. Une longue & bruyante discussion a suivi cette proposition : enfin les deux articles ont été adoptés ainsi qu'il suit :

« La convention nationale décrète, 1°. que les pièces examinées & non-examinées, scellées & non-scellées, qui se trouvent au comité de surveillance de la ville de Paris, seront transportées, en présence de deux officiers municipaux & de deux membres du comité de surveillance, dans une des salles voisines de la convention, pour que la commission des vingt-quatre y continue les travaux.

» 2°. Il est enjoint au comité de surveillance & à la municipalité, d'indiquer les pièces qu'ils croiront propres à justifier la dénonciation que le comité de surveillance a faite à la barre de la convention ».

La séance s'est terminée par la lecture d'une lettre du général Custine au général Biron, que la prise de Spire & que trois mille quatre cents prisonniers ont été faits.

Le ministre de la guerre a annoncé que le général Labourdonnay marchoit pour faire lever le siège de Lille.

La convention a décrété ensuite d'accusation les sieurs Lanoue & Duhoux, soupçonnés d'intelligence avec les ennemis.

On a lu une lettre des commissaires de la convention envoyés aux armées réunies. Nous l'avons fait

procédé ensuite, par appel nominal, à la no-

mination d'un président & de trois secrétaires. Lacroix a été élu président ; Buzot , Guadet & Syeyes , secrétaires . Un d'eux a fait lecture d'une lettre de la majorité des sections de Paris , qui demandent à nommer le maire & les officiers municipaux par appel nominal. On a passé à l'ordre du jour.

Vendredi 5. Un grand nombre d'adhésions des départemens au décret qui abolit la royauté , a été lu.

Rewbell a observé que plusieurs sections de Paris avoient déjà arrêté de déroger à la loi qui ordonne la nomination des officiers municipaux au scrutin secret . La convention décrète que le ministre rendra compte , séance tenante , de l'exécution de la loi. Peu après , Roland est venu dire qu'il avoit fait passer à la commune la loi relative aux élections , avec injonction d'y obéir.

Letourneur , au nom du comité militaire , a fait décréter qu'il sera envoyé au secours de Lille un corps de gendarmerie à cheval ; il a fait ensuite un rapport sur la police à établir dans les travaux du camp sous Paris. Plusieurs membres se sont opposés à ce qu'on continuât d'y travailler ; vu que l'ennemi recule au lieu d'avancer. Il s'agissoit de prendre des précautions pour assurer la retraite ou de l'ouvrage aux nombreux ouvriers qui travailloient à ce camp. L'assemblée a renvoyé au comité des six , réuni à celui de la guerre , pour présenter un projet.

Décrété que le ministre de la guerre pourra acheter pour trois millions de viande salée en Hollande , en Irlande & à Hambourg. Le ministre des affaires étrangères est chargé , par *interim* , du département de la guerre , en attendant l'arrivée de Pache.

Une voiture chargée de cartouches étant sortie des Invalides sans un *laissez passer* , & ayant été arrêtée par les volontaires du bataillon de la Croix-Rouge , qui se sont plaints d'avoir été injuriés par le citoyen Labarre , qui s'est dit commissaire du pouvoir exécutif , la convention a décrété qu'il paroîtroit à la barre.

Le ministre des contributions publiques a mis sous les yeux de la convention nationale le tableau de son département. L'impression en a été votée au milieu des applaudissemens. Ce travail sera envoyé au 83 départemens.

Ce 6 octobre 1792 , l'an premier de la république

PAUBOMME.

N^o. 170.

3. de la Convention Nationale.

**ÉVOLUTIONS
DE PARIS,
ÉDIÉES A LA NATION,
EN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATRIÈME TRIMESTRE.**

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 6 AU 13 OCTOBRE 1792:

Des mœurs républicaines.

Le nom d'un roi ne souille plus le frontispice de nos
bâtimens publics. Le sceau de l'état a substitué la
pallade aux lys, & le bonnet de la liberté à la couronne
des despotes : par-tout le mot de république remplace
celui de monarchie, & le titre de citoyen efface toutes
autres qualifications. On pense même à donner des
N^o. 170. Tome 14. A

formes plus heureuses à notre costume qui en a besoin. Mais il est plus facile de changer d'habits que d'habitudes. Nous voilà républicains de droit ; le sommes-nous de fait ? En avons-nous les mœurs ; car les loix seules ne constituent pas une république ? Allons-nous redevenir , aux lumières près qu'ils n'avoient pas , ces francs Gaulois , ces fiers Germains , nos premiers ancêtres , dont Tacite nous a laissé une peinture si touchante , à laquelle il est bon de recourir en ce moment ?

Comme eux , nous sommes encore terribles dans un premier effort ; comme nous , ils étoient incapables d'un travail long & soutenu. En cela nous ne persisterons pas à vouloir leur ressembler ; mais peut-être seroit-il à propos de nous montrer aussi jaloux qu'eux de conserver dans toute sa pureté le sang français , & de nous interdire toute alliance avec l'étranger , au moins tant que nous serons les seuls en Europe parfaitement libres.

Les fruits de la terre étoient les seuls trésors qui eussent du prix aux yeux des Germains ; & ils estimoient davantage leurs vases d'argile que ceux d'or & d'argent bien travaillés , avec lesquels on chercha plusieurs fois , mais en vain , à éblouir leurs généraux d'armée ou leurs ambassadeurs. Rome même ne dédaigna pas d'user avec eux de ce stratagème ; mais ses dons furent toujours repoussés avec dédain : l'or ne vint pas à bout de dompter ceux qui ne l'avoient pas été par le fer. L'agriculture n'étoit pas fort avancée chez eux : le soin des troupeaux étoit leur principale , leur plus chère occupation en temps de paix ; ce qui ne contribua pas peu à leur conserver cette heureuse simplicité , compagne de l'indépendance , & mère des bonnes mœurs.

Leurs soldats , sans cuirasse & même sans casque , ne se piquoient point d'élégance sur leurs habits de combat. Des javelots bien acérés , des piques qui avoient le fil , étoient toutes leurs armes.

A l'armée , ils avoient un général moins pour leur donner des ordres que des exemples. Son autorité étoit fondée sur l'estime qu'on portoit à ses vertus , & la confiance qu'inspiroient ses talens : mais ils n'eussent point mis à leur tête un capitaine de mauvaises mœurs , eût-il eu d'ailleurs toute la capacité requise.

Nous serions invincibles comme eux , si , comme eux , nous pouvions mener avec nous nos familles à la guerre. Du

de bataille ils entendoient les cris aigus de leurs femmes, de leurs enfans; & en outre chaque peloton armé étoit composé de guerriers tous parens, du moins tous amis habitant le même canton. On conduisoit les blessés montrans à leurs épouses, à leurs sœurs, habiles à l'art de panser les plaies & de les sucer, ce dont elles étoient, non pas seulement sans répugnance & sans crainte de la contagion, mais encore avec une force & une constance égales à l'héroïsme de leurs défenseurs. Loin d'être embarrassés du voyage, leurs femmes, leurs sœurs, leurs sœurs arrêterent plus d'une fois une détoute, par leurs reproches ou leurs encouragemens pathétiques, firent retourner au combat leurs maris & leurs frères.

Les Gaulois alloient tous à la guerre, sans exception de condition. Ils coupoient la tête à leurs ennemis, & la portoient, ainsi que nous, au bout d'une pique. Germain n'étoit armé que quand ses concitoyens jugeoient pas indigne de porter les armes; & de moment il ne les quittoit plus. Le jeune homme encore agréé pour servir sa patrie, étoit présenté son père dans l'assemblée du peuple; & là il recevoit solennellement la pique nationale.

Chaque général étoit ordinairement accompagné par une troupe de jeunes gens, plus ou moins considérable, selon sa réputation. Ce n'étoient point les pages d'un despote, ou la clientèle armée d'un dictateur; c'étoient des élèves de Mars qui faisoient leur apprentissage sous un chef expérimenté; & l'honneur de cette école consistoit à périr tous jusqu'au dernier, avant de voir leur général aux mains de l'ennemi.

Les Germains, nos premiers pères, auroient rougi de se fermer dans une ville ceinte de fortes murailles, ou d'être enclavé par un camp retranché; & les Romains ne furent pas plus tôt à bout pour cela de les subjuguier.

Dans leurs assemblées nationales, composées de tous les citoyens en personne, l'avis d'un homme sans reproche avoit la préférence sur les conseils d'un opinant de tous vices suspects, fussent-ils d'ailleurs mieux motivés.

Si leur police criminelle se sentoient de la rudesse de leurs mœurs, elle étoit remarquable par un grand caractère d'équité & de convenance; ils étouffoient dans un fourbier les poltrons, les fainéans & les corrupteurs du sexe.

Leurs mœurs domestiques méritent toute notre attention. Ils ne demandoient à leurs épouses qu'un trousseau, point de dot. Sans doute que nos législateurs pèseront dans leur sagesse tout ce que cette disposition a de louable, quand ils en feront au code matrimonial. Un citoyen qui consent à se laisser enrichir par la femme qu'il prend, est né pour un autre joug encore que celui du mariage.

Si la famille de l'épousée jouissoit de quelque superflu, elle faisoit son présent de noces, qui étoit ordinairement un bœuf de labour ou un cheval de bataille prêt à recevoir son cavalier, ou une pique d'une fabrique remarquable ; mais point de repas de noces dispendieux, point de fêtes humiliantes pour les voisins pauvres, point de mauvaises plaisanteries, ou de propos équivoques. Le Germain étoit grave jusque dans le plaisir, & le ménage répondoit à ces préliminaires. L'épouse étoit laborieuse & sobre, modeste & soumise. On connoissoit à peine l'adultère : la coupable avoit les cheveux rasés de la main de son mari, & chassée toute nue. Une fille qui s'étoit permis une foiblesse, étoit encore plus sévèrement punie ; elle n'avoit plus l'espoir de trouver un mari : & Tacite, le premier peut-être des historiens, fait à ce sujet cette réflexion digne de remarque : les bonnes mœurs ont plus de pouvoir sur les peuples libres, qu'on appelle barbares, que n'en ont les bonnes loix sur des nations plus civilisées.

L'éducation de leurs enfans étoit bien propre à en faire des hommes : on n'emprisonnoit leurs membres dans aucun vêtement ; leurs mères seules les allaitoient, & ne confioient jamais à des mains mercenaires les soins du premier âge. Les fils de famille étoient élevés pêle mêle avec les serviteurs de la maison ; la continence leur étoit recommandée & religieusement observée par eux ; ils ne s'épuisoient point par l'usage précoce & inmodéré des jouissances conjugales. Les unions attendoient la maturité du tempérament, en sorte que les plus robustes ne mettoient au jour que des citoyens qui leur ressembloient. En Germanie (dit textuellement le peintre des hommes) on ne gagne rien à se trouver sans enfans.

Les Germains étoient hospitaliers ; on se présenteoit à leur table sans y être invité, & on y étoit bien reçu. Si la maison où vous adressiez étoit pauvre, ou peu fournie pour le moment des choses nécessaires à la vie, on vous conduisoit chez le voisin qui savoit gré à

soin de lui avoir amené un convive. On servoit prompt, mais on ne manquoit de rien. Le temps du repas se consumait point en vain cérémonial ou en vains ; on y passoit en revue les personnes & les talents, les généraux d'armée, les magistrats du pays ; & le vin ou telle autre liqueur fermentée donnoit à la franchise & débloit les langues. La salle à leur servoit de club : c'est là qu'ils préparoient & agitoient les matières les plus graves qui devoient être agitées & résolues dans leurs assemblées générales. Les Germains avoient des spectacles. Ce n'étoient point pantomimes lascives ou des drames languoureux. Les gens nus sautoient en folâtrant, à travers des anneaux hérissés sur eux ; & cet exercice demandoit tout lois beaucoup d'adresse & d'agilité, beaucoup de force & de présence d'esprit.

Ils avoient des serviteurs pour les aider au peu de chose qu'ils faisoient ; mais dans l'intérieur des ménages, le père de famille & les enfans remplissoient l'office ; & nous prions nos lecteurs de ne pas perdre de vue ce principe d'économie domestique. Une nation qui se propose d'être libre long-temps, ne doit pas souffrir dans son sein une valetaille nombreuse.

Un autre trait du tableau des Germains, que nous devons nous hâter d'appliquer à notre position, autant & si vite que possible, c'est que chaque citoyen ne possédât en terres que ce qu'il pouvoit en cultiver avec ses bras, ou en faire cultiver par un petit nombre de serviteurs.

Comme, par une conséquence immédiate de l'égalité civile, les fortunes particulières doivent être tôt ou tard réglées, les excès & les abus, suite nécessaire de l'opulence sans bornes, disparaîtront en même temps pour faire place au bien être de tous.

Leurs funérailles étoient sans pompe, & leurs tombeaux sans faste ; c'étoit pour l'ordinaire un tertre de gazon ; sur ce petit monument rustique étoit arrosé de larmes l'os retenu au marbre & à l'airain de nos insolens insulés.

Nous nous proposons d'abord de tracer l'esquisse des vices qui conviennent à la république française, quand nous nous sommes appelé celles de nos premiers aïeux, dont

les loix & les mœurs : or , l'instruction , qu'il ne faut pas confondre avec les sciences & les arts qui perdent les mœurs , les avive au contraire , les dirige , les soutient & les conserve. Nous parlons ici de cette instruction populaire , & pour ainsi dire domestique , qui n'apprend rien de nouveau aux hommes , mais qui sert à développer en eux cet instinct moral que nous apportons tous en naissant , & qui suffit au bonheur individuel & à la prospérité publique.

Pour répandre cette instruction , il n'est pas besoin de tout l'appareil qu'on a déjà étalé deux fois (1) à nos yeux. Beaucoup de maîtres ne sont pas nécessaires pour cette besogne ; il ne s'agit que de s'adresser aux chefs de maisons & aux pères & mères de famille. Ne craignons pas de donner un démenti formel à Lycurgue , à Solon & à tous leurs partisans ; disons avec confiance que l'éducation domestique est la seule capable d'inspirer les mœurs républicaines , par la raison qu'une république est un aggrégat de familles égales en droits , ayant les mêmes devoirs à remplir , & unies par le lien d'un intérêt commun.

Et qu'on ne craigne pas que les mœurs & l'éducation domestiques détruisent cet esprit public qui met l'unité & l'harmonie dans la marche des opérations de la république ; car toutes ces familles sont autant de petites républiques fédératives , qui à elles toutes n'en composent qu'une seule.

On ne sauroit donc trop recommander aux chefs de maisons & aux pères de famille de se charger eux-mêmes de cette instruction , la sauve-garde des mœurs. Peu d'avances suffiront pour cette tâche importante ; car il ne s'agit pas de former leurs enfans ou leurs élèves à l'art oratoire ou à la logique *ex professo* : ces deux arts & d'autres encore s'apprennent sans maître , sur-tout dans une république. Il ne faut point pour cela fonder des chaires ; deux heures de leçons dans l'un des groupes de nos places publiques , suffissent. La science des mœurs s'apprend encore moins dans des cours ; la meilleure école

(1) Voyez les projets d'instruction publique de Tail-lerand & de Condorcet.

maison paternelle & les assemblées populaires, la
de la convention & celle des tribunaux.
aux arts, leur éclipse doit durer encore quel-
temps; c'est-à-dire jusqu'à ce que nous ayons ab-
enchaîné tous les ennemis de la république
sieds de la statue de la liberté. Une fois affermie
base, sans doute que les artistes, nés pour l'in-
durance, réveilleront leur verve à la voix de la pa-
tors de danger, & enfanteront de quoi nous dé-
nager des chef-d'œuvres qu'on nous reproche d'a-
renverir ou mutiler d'une main barbare; mais daf-
les arts être ensevelis avec la royauté, ne les re-
pas, tant que la nature offrira à notre admira-
des merveilles si nombreuses & trop peu connues.
surs périssent, oui, périssent les arts, s'il faut les
car au prix de la liberté! car s'il est vrai qu'ils sont
sans du luxe, il faudra bien y renoncer, et ré-
tant au luxe, ce ver rongeur des vertus républi-
Périssent donc tous les arts, plutôt que la li-
l'égalité, la république! Possédons de grands hom-
de bons citoyens, de préférence à de belles sta-
montrons de belles actions, en rémité plutôt qu'en
titre; ne nous amusons pas à représenter sur la scène
héros du patriotisme, de l'amitié, de l'amour mattr-
de la tendresse conjugale; soyons nous-mêmes ces
ayons d'abord des mœurs; il se trouvera toujours
des poètes pour les chanter, des historiens pour les
à nos descendans.

Pour ce qui regarde les femmes, nous ne conseillons
à nos compagnes, à nos amies, à nos sœurs, de
modeler sur les Lacédémoniennes, lesquelles parta-
ient presque tous les exercices des hommes, luttant
ce eux corps à corps & comme eux, en l'absence de
et véritablement. Nous dispensons volontiers de ces mœurs
d'un sexe destiné à des occupations plus paisibles
à de plus doux combats; nous aimons mieux les rap-
sler aux vertus moins héroïques peut-être, mais plus
naturelles & non moins utiles à la république, des pre-
mères citoyennes de la Gaule & de la Germanie (1).

(1) Un des griefs allégués contre le ministère du ci-
oyen Roland, c'est qu'il consultoit sa femme. C'est
Danton lui-même qui a eu le courage de se charger de
le reproche, & qui ne craignit pas de le faire avec une
ronie déplacée, dans la tribune de la convention natio-
nale. Nous dirons au citoyen Danton qu'une telle dénon-
N°. 170. Tome 14.

Jusqu'à présent les nôtres ont eu continuellement sous les yeux les turpitudes d'une cour qui se permettoit tout. Les modes dispendieuses & les vices quelquefois trop aimables du château de Versailles , étoient fidèlement copiés par les Parisiennes de tout étage : celles-ci donnoient le ton aux autres villes de l'empire ; des cités , ce débordement de mauvaises mœurs gagnoit les hameaux ; l'épouse & les filles du laboureur se modeloient sur la dame du lieu & les femmes de sa société ; l'impertinence & l'immodestie du maintien passoit pour un air de noblesse qui en imposoit ; le gaspillage & la galanterie ruinoient les familles & multiplioient les mauvais ménages ; la royauté méritoit d'être abolie , quand ce n'eût été qu'à cause des scandales de la cour. Bonnes gens que nous étions ! Depuis trois ans nous nous disions libres , en gardant au milieu de nous une pépinière d'esclaves qui vantoient les bienfaits de la servitude & la vouloient faire aimer ; nous parlions de régénérer nos mœurs , & nous conservions au sein de la patrie un foyer de corruption , un dédale inextricable de basses intrigues. Tous les maux qui ont inondé la France sont sortis de la cour , plus fatale que la boîte de Pandore , au fond de laquelle du moins se trouvoit l'espérance.

Plusieurs de nos voisins , qui vantent l'excellence de leur gouvernement , souffrent chez eux des nobles & des courtisanes , entretiennent des prêtres & des mouchards. Nous persistons , nous , à croire que la noblesse & la prêtraille , le catinisme & l'espionnage sont quatre élémens qui ne peuvent entrer dans la composition des bonnes mœurs , bases premières de toute république bien constituée.

ciation étoit au-dessous de lui. Sans doute il est ridicule & dangereux que les hommes en place se laissent influencer par des femmes ; mais il falloit admettre quelque différence entre la citoyenne Roland & la Stael , par exemple.

Dans tous les cas , ce n'étoit point au citoyen Danton à lever publiquement le voile qui couvre l'intimité si naturelle qui existe entre deux époux honnêtes , ne faisant rien sans se consulter. Il seroit à désirer que le citoyen Danton eût été aussi bien entouré dans ses bureaux que son confrère Roland.

Rex est sacra miser.

Le malheureux est sacré.

Qu'il n'y a plus de roi en France, les ustensiles royaux ne sont plus bons qu'à faire de l'argent pour les frais de vacation. En conséquence, par un vote rendu à l'unanimité, il est ordonné de porter à la monnaie, pour y être convertis en espèces nationales, le sceptre & la couronne, le trône & la main de justice, &c. le tout après avoir été brisé & mis en pièces en la présence du véritable souverain. Si la motion faite par P. Manuel à la première séance de la convention avoit pris faveur, sans doute que l'ex-procurateur de la commune se seroit empressé de revendiquer aujourd'hui tous ces menus objets pour en décorer le *salon des Français*.

La convention vient de prononcer sur l'emploi qu'il venoit de faire de ces hochets royaux; elle eût agi tout autrement encore de ne pas abandonner l'homme qui les avoit à la discrétion de la municipalité. Louis XVI, en descendant de son trône, donnant l'ordre de fermer les portes de la salle d'assemblée aux représentans de la nation, méritoit la réponse fière & courageuse que l'ainé des Mirabeau lui fit en s'adressant à Brezé. Louis XVI, la soirée du 20 juin, méritoit quelque chose de plus ferme encore que ce que lui répliqua le maire de Paris, à qui il oioit dire: *Retirez-vous*. Louis XVI, le 2 août, venant avec bassesse & perfidie chercher un asile au sein de la législature, aussi-tôt après avoir donné le signal du massacre des citoyens réunis devant le château des Tuileries, méritoit tout au moins d'être transféré dans les tours du Temple pour y attendre sa sentence de mort. Mais du moment que ce lâche assassin des patriotes fut constitué prisonnier, la loi & l'humanité devoient le mettre à l'abri non-seulement des farces ou des malédictions des citoyens préposés à sa garde, mais encore des leçons amères & humiliantes des magistrats chargés de veiller sur sa personne. Le devoir de la convention étoit du moins de se faire rendre un compte exact du régime intérieur du palais du Temple, & de rappeler à la décence & aux égards dus à l'innocence les gardiens de Louis XVI, & ceux qui les respectent.

En conséquence d'un décret qui, après l'abolition de la royauté, en supprime toutes les marques extérieures, soit sur les choses, soit sur les personnes, un arrêté de

le commune porte que les habits de Louis XVI n'étaient plus aucune décoration. Sans examiner ici s'il ne convenoit pas plutôt de lui permettre de se charrmer de croix & de cordons jusque sur l'échafaud, il suffisoit, pour l'exécution de l'arrêté municipal, de substituer, un soir, d'autres habits à ceux que Louis XVI endosse en ce moment. Les fonctions, du procureur de la commune étoient de se transporter au Temple & de visiter le prisonnier, seulement pour s'informer à lui-même s'il ne lui manquoit rien des choses qu'exigent les besoins journaliers de la vie. Un magistrat en exercice doit parler comme la loi dont il est l'organe, avec laconisme & dignité. La convention n'avoit point chargé ce magistrat d'aller communiquer officiellement au prisonnier du Temple le décret qui abolit la royauté & fonde la république, comme pour lui rappeler le douloureux souvenir de son droit de sanction & de veto : cette petite mortification est indigne d'un peuple libre. L'arrêté de la municipalité ne portoit pas que P. Manuel iroit tout exprès au Temple pour dire à Louis XVI : « Vous n'êtes » plus roi, voilà une belle occasion de devenir citoyen : » au reste, consolez-vous. La chute des rois est aussi prochaine que celle des feuilles, &c. ».

C'est joliment dit. Il y a de quoi se faire applaudir par les citoyennes qui se rassemblent sur la terrasse des feuillans. Mais que ces jeux de mots sont déplacés dans la bouche d'un magistrat législateur, s'adressant à un grand coupable précipité du haut d'un trône dans une tour ! Il y a plus, c'est que s'il est vrai que P. Manuel se soit permis ces antithèses misérables & si peu convenables, il devroit lui être enjoint d'aller au plus vite réparer une conduite qui compromet la plus loyale de toutes les nations. P. Mannel aura-t-il toujours la vue courte ? Comment ne s'est-il pas aperçu que de tels propos, adressés à Louis XVI dans la position où il se trouve, ne font que le rendre intéressant ?

Quand viendra l'heure (qui ne devroit pas être éloignée) de le juger avec toute la sévérité de la loi, il se trouvera des gens, peut-être même des patriotes qui diront : Eh ! que peut-on lui faire souffrir de plus que ce qu'il a enduré pendant sa détention ? Pour peu que ce monarque soit sensible, quels tourmens peut-il éprouver comparables aux sarcasmes de Manuel & de tous ceux qui l'ont approché ? On peut lui faire grâce à présent, il a subi son supplice d'avance.

Il seroit convenable au contraire de nous mettre dans le cas de pouvoir nous rendre ce témoignage :

Louis XVI n'a rien à nous reprocher ; nous n'avons
ajouté aux rigueurs de la loi qui le condamne ,
et convaincu de l'assassinat réfléchi de 3000 pa-
tres , cause première des massacres & des pillages qui
ont changé nos villes & nos hameaux des frontières en
de désolation , ce Bourbon eût mérité mille morts ;
il perdra qu'une fois la vie. En attendant l'heure de
jugement dernier , nous ne nous sommes point abaissés
à reprocher de vive voix ses crimes & les maux qu'il
a faits ; nous l'avons laissé seul avec ses remords ,
dans la silence de sa prison. Avant le 10 août , il y avait
encore du courage à dire tout haut : *Je n'aime pas les*
Mais depuis le 10 août , il ne seroit point généreux
d'insulter à un monarque dont on dressé l'échafaud.

Le salut du peuple ne s'accoutumoit point des
lois trop lentes de la loi , où se trouvoit compromis
une faction portée à l'indulgence envers un criminel
n'en mérite aucune , c'est à tous les patriotes en-
semble ou à l'un d'eux en leur nom à recourir aux prin-
cipes de la justice naturelle pour délivrer la société d'un
être trop long-temps impuni ; mais jusqu'à ce moment
il étoit être abandonné à lui-même , & respecté de
la même qui poursuivent son jugement avec le
d'ardeur. Les enfans , les femmes & les sauvages
font l'invective au châtimement ; les hommes sages tien-
nent le glaive de la loi suspendu sur la tête des coupables ,
attendent avec gravité le moment de frapper.

Que le juge Ostelin connoît mieux les convenances que
Manuel ! il les observe toutes envers les criminels quand
il prononce leur arrêt ; ses discours au ministre Laporte
ou au vieillard Casotte sont des modèles. On n'y trouve
ni des traits à chaque phrase , ni des antithèses à préten-
dre , du genre de celles que P. Manuel se vante d'avoir
faites à Louis XVI. Les amis du roi , car il y en a en-
core , s'en prévalent déjà. Que ce Manuel , disent-ils , est
vis-à-vis du monarque captif , écoutant avec patience
la désignation les leçons amères du pédagogue bel-esprit
à commune !

Le général Dumourier envoie à la convention les soldats
volontaires de deux bataillons de Paris qu'il accuse d'avoir
sacrifié de sang-froid quatre déserteurs Prussiens , qui
peut-être que des espions. Le général presse le
tribunal de ces volontaires , qu'il a préalablement dé-
cetés.

Il existe dans les tours du Temple un homme bien autre-
ment coupable. C'est par ce véritable prisonnier d'état que
la convention doit commencer son grand jury. Pourquoi

Armées d'Allemagne. La prise de Spire a été bientôt suivie, de celle de Worms. De riches captures y ont été faites ainsi qu'à Spire, & nous dédommageront des frais de cette expédition partielle. Un grand nombre de prisonniers ont été envoyés à Landau. Mais pourquoi Custine a-t-il renvoyé chez eux les officiers, & sur leurs simples paroles? Est-ce que le soldat ne méritoit pas aussi bien cette grâce? Est-ce que sa parole ne vaut pas mieux que celle d'un noble? Nous ne voyons dans cette mesure qu'une grande aristocratie et qu'une prédilection pour les gentillâtres. En vain Custine veut la couvrir du prétexte du bien public; il a voulu que les officiers ne pussent gêner les soldats: mais qui l'empêchoit de les en séparer? On savoit bien que les soldats étoient prévenus contre les Français, puisque, en arrivant à Landau ils s'imaginoient qu'on alloit les empoisonner ou les pendre; mais il eût été bon que les soldats eussent pu, à l'aspect des bons traitemens des Français, reprocher en face à leurs officiers leur scélératesse & leur mensonge: non, Custine a voulu se conserver des amis parmi la noblesse autrichienne, comme Dumourier avoit voulu avoir un protecteur dans la personne du roi de Prusse. Quelle lâcheté dans un républicain d'aimer les nobles, & de croire à leur parole! Custine, Custine, tu as la tache originelle!

Pendant que nos généraux nous défendent mal ou nous déshonorent, des malveillans sèment le trouble dans nos armées, & y répandent le désordre & l'indiscipline. Les Français imiter les Autrichiens! des républicains agir comme des esclaves! piller, voler! faire la guerre en brigands, nous qui avons juré de n'attaquer que les tyrans! quel opprobre! Custine a bien fait sans doute de laver notre honte dans le sang des coupables. Toute l'armée, crioit vengeance, parce que l'armée composée d'hommes libres, vouloit se purger de ces êtres vils. Remarquez qu'un capitaine & deux sous-officiers excitoient au pillage.

Tout en rendant justice à Custine, si les choses se sont passées comme il le dit, ne négligeons jamais de demander les pièces justificatives de juger ces juges martiaux, craignons encore & l'imposture & la trahison: les habitans de Nancy, les braves Châteauvieux n'avoient-ils pas été présentés comme des rebelles?

Nous ajouterons une seule question en finissant: Pourquoi Custine, à peine arrivé à Spire, a-t-il parlé de l'évacuer? Les Français ne peuvent-ils pas s'y défendre? N'est-il pas essentiel d'avoir des villes pour protéger ses derrières, si on veut avancer en pays ennemi? Voudroit-on faire investir notre petite armée, ou nous réduire à faire
la

terre comme des hulans qui rançonnent une ville & vont.

du midi. La vérité nous oblige de dire que de cette huitaine nous n'avons aucun reproche à faire à général Montesquiou. Ses plans paroissent sages, ses actions bien combinées; il a su épargner le sang des Français & des Savoisien, cependant toute la Savoie & une partie du Piémont sont à nous; le Faucigny, le Valais, les Genevois sont évacués; la république possède tout le comté de Nice, ou plutôt elle ne possède rien, elle a conquis tout ce pays sur le tyran, pour le remettre au véritable souverain, c'est-à-dire aux habitans. L'action lâche n'a souillé notre armée, ce qui prouve que qu'un général ne se conduit pas mal, les troupes se conduisent bien, & que là où il y a du désordre, c'est vers la faute de celui qui commande.

La convention a peut-être bien fait de ne pas condamner encore Montesquiou; pour nous, nous sommes bien de le laver de tous les justes reproches qu'on lui a faits, & quand il se conduiroit parfaitement bien désormais, nous ne pourrions nous empêcher de dire que celui-ci a été l'ami de Lafayette, qui a pris le parti du roi le 10, ne peut être qu'un de ces courtisans souples qui se tournent vers ceux qui ont l'autorité, un de ces hommes qui, royalistes ou républicains, encensent l'idole du jour: or ce n'est pas de tels hommes qu'il faut à un peuple libre. Anselme a fait au moins autant que Montesquiou; il n'a jamais été Fayette, nous pouvons avoir plus grande confiance en lui, du moins jusqu'à nouvel ordre.

des frontières de l'intérieur. Dumourier prétendoit que l'armée prussienne alloit s'enfuir au grand galop, & qu'il iroit aller à Bruxelles. Les Prussiens ne paroissent pas cependant beaucoup se presser: les maladies, dit-on, font beaucoup de ravages; nous leur prenons un grand nombre de prisonniers, & cependant ces troupes si atténuées & délabrées nous tiennent tête, s'en vont très-petit pas, comme en se promenant, sont assez nombreuses pour que nous n'osions engager une action: ils forment un camp sous Verdun; & nos armées, si il y a trois semaines de plus de soixante-dix mille hommes, nos armées dont on détache seulement trente mille hommes pour aller à une autre frontière, nos armées qui doivent être là, tout au moins de quarante mille, ne sentent en attaquer trente mille qui ont le flux de sang, & sont extrêmement fatigués. A quoi pensent donc Jax Boursnonville, & l'Achille ou l'Agamemnon Du-

mourir ? Nous ont ils trompés ci-devant , ou nous trompent-ils à cette heure ? Les prisonniers qu'ils ont faits , où sont-ils ? où vont ils ? combien sont-ils ? Donnez-nous-en du moins le compte général. Depuis le temps que vous en prenez , sur-tout si vous en prenez autant que vous voulez le faire entendre , ils doivent obstruer votre armée , l'affamer , la fatiguer , rien qu'à les garder ? Tout cela n'est pas clair : l'ennemi recule , mais pas bien fort ; il n'est donc pas si mal qu'on le disoit ? Le roi de Prusse s'en va à Berlin : que nous importe , si son armée reste & ne bouge pas ? Ce n'est pas un roi qui combat ! Vous avez pris beaucoup d'émigrés , & vous ne nous en désignez que trois ou quatre. Il est vrai que vous avez la berline de Monsieur ; il paroît du moins qu'elle aura servi à Dumourier pour venir à Paris.

Que signifie ce voyage de Dumourier ? Lafayette en faisoit aussi de semblables ? Est-ce pour concerter ses opérations avec le ministre ? Mais quand les opérations étoient bien plus importantes & bien plus difficiles , quand l'ennemi s'avançoit à grands pas sur Paris , Dumourier n'est pas venu ? Est-ce parce qu'il y a un nouveau ministre ? Mais s'il vient à cause de Pache , il faudra donc qu'à chaque mutation dans le ministère , chaque général vienne faire sa révérence à chaque nouveau ministre ? Est-ce pour se promener ? Que ne se promène-t-il avec son armée ? Tout cela nous paroît inconcevable. Ce n'est pas le mystère qui nous pèse ; ce sont les contradictions qui percent à travers ce mystère.

Est-ce dans ce moment-ci qu'il falloit quitter son armée , dans un moment où il paroît qu'on la travaille ? L'événement arrivé aux bataillons de Mauconseil auroit dû fixer Dumourier sous sa tente. Ces quatre hommes massacrés par le bataillon étoient-ils des espions , comme on le pense , & comme le patriotisme de Mauconseil le seroit présumer ? Alors Dumourier auroit pris le parti de ces espions , en punissant les bataillons , & il viendrait intriguer contre ces honnêtes citoyens à Paris ; & en appelant sur eux des decrets terribles , il laisseroit encore aux espions le temps de faire beaucoup de mal pendant son absence.

Ces quatre hommes massacrés par les bataillons de Mauconseil étoient-ils réellement innocens ? Alors ce seroient de mauvais principes jetés à dessein dans l'armée , comme à l'attaque de Mons. Le malheur arrivé dans l'armée de Custine donneroit à croire qu'il y a un système combiné de malveillance , qui tend à agiter nos troupes. Sous ce point de vue , la présence de Dumourier étoit absolument nécessaire au milieu des soldats qu'il commande.

fréremment plus récent devoit l'y retenir encore. Nous
 décidément trahis par Arthur Dillon Pendant qu'un
 général intrigue là-bas avec nos ennemis, Du-
 doit-il être ici ? N'y a-t-il pas entre lui & le
 une communication prompte & sûre ?

Il nécessaire que nous donnions à nos lecteurs, sur
 Dillon, les pièces de conviction. Nous allons co-
 la lettre au Landgrave, & la réponse de celui-ci.
 de la lettre d'Arthur - Dillon au Landgrave de
 Cassel. Clermont, 4 octobre, l'an premier de la répu-
 J'ai l'honneur d'envoyer à S. A. S. le Landgrave
 Hesse-Cassel le lieutenant Lindaw ; il pourra juger
 attestation que j'ai fait donner à cet officier, que la
 française, toujours grande, toujours généreuse,
 précier une belle action & estimer la valeur même
 ses ennemis.

Je saisis cette occasion pour offrir à S. A. S. quel-
 réflexions dictées par l'humanité & la raison.

Elle ne sauroit disconvenir qu'une nation prise en
 le droit de se donner telle forme de gouverne-
 qu'elle juge à propos ; que par conséquent nulle
 particulière ne peut paralyser la France libre &
 ment indépendante à jamais. La nation française
 ses droits, a voulu changer la forme de son gou-
 vernement. Tel est le précis de ce qui se passe en France.

S. le Landgrave de Hesse-Cassel a mené en France
 ps de troupes. Comme prince, il sacrifie ses su-
 pour une cause qui lui est étrangère ; comme soldat,
 et appercevoir la situation où il se trouvoit : elle
 trilleuse pour lui. Je lui propose de reprendre de-
 matin le chemin de son pays, de vider le terri-
 français ; je lui procurerai les moyens de passer en
 près les armées françaises, qui se sont rendues
 estes de plusieurs points par où il doit passer. Cette
 sition est franche. Je demande une réponse cathé-
 que & formelle : la république française excuse une
 r ; mais elle fait se venger, sans pitié, de l'enva-
 nement & du pillage de son territoire. (*Oui, sur-
 en laissant passer en sûreté les brigands.*) Signé, AR-
 THUR-DILLON.

P. S. Je vous envoie cette lettre par M. Gobert,
 adjudant-général, qui attendra votre réponse : elle
 e : je suis prêt à marcher ».

Réponse du Landgrave de Hesse-Cassel. « Monsieur, mon-
 sieur le Landgrave reconnoît parfaitement l'attention
 culière que vous lui avez marquée par la manière
 e & généreuse dont il vous a plu de traiter le lieu-
 C 2

depart de Lindaw. Son altesse sérénissime m'a chargé, monsieur, de vous exprimer ses plus vifs remerciemens, comme d'une action qui fait l'éloge de votre mérite & de votre humanité.

» Considérant au reste les événemens actuels sous un point de vue différent de celui du peuple égaré, son altesse sérénissime m'a témoigné que la suite du contenu de votre lettre étoit d'une nature à n'y pouvoir faire réponse.

» J'ai l'honneur d'être avec une haute considération, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. Signé, l'aide-de-camp-général ». (*Remarquez que le Landgrave n'a pas daigné faire réponse lui-même.*)

Deux choses résultent de la lettre de Dillon ; c'est qu'il apprend au Landgrave quelle est la position de nos troupes ; il l'instruit qu'elles occupent les points par où il doit passer, & il paroît que la lettre même n'a été écrite que pour cela ; que tout le reste n'est qu'un échafaudage pour masquer le véritable dessein du général français : or, découvrir à l'ennemi la position d'une armée, est un crime jugé digne de mort par tous les codes militaires.

La seconde vérité qui sort évidemment de cette lettre, c'est que Dillon propose au Landgrave de le laisser passer en sûreté : or, dis donc, général royaliste, est-ce pour laisser passer les ennemis en sûreté que la république t'a confié le commandement ? Ton devoir n'est-il pas de les haïr, de les environner, de les prendre si tu peux ? Qui t'a donné la permission de faire de telles propositions ? qui t'a permis de lui écrire ? Ne suffisoit-il pas de lui renvoyer son Lindaw ? Tu ne pouvois lui adresser de lettres que pour l'échange des prisonniers, & tu n'en avois pas à proposer ; tu as voulu favoriser sa fuite ! Tu aimes mieux le Landgrave que ta patrie.

Dillon auroit dû être mis sur le champ en état d'arrestation. Qu'a-t-on voulu dire à l'assemblée, lorsqu'on a prétendu qu'il falloit connoître ses motifs & sa position ? Quoi ! si sa position pouvoit rendre cette lettre excusable, nous serions donc bien loin d'être vainqueurs ? Nos troupes, comme l'assuroient des aristocrates ces jours derniers, seroient donc enveloppées elles-mêmes ? Mais en supposant ce fait, nous voudrions encore que Dillon fût décrété d'accusation pour avoir menti au Landgrave : un homme libre ne doit pas mentir aussi impudemment, même pour sauver sa vie ; il a l'air, en mentant, de la mendier lâchement.

Si Dillon nous a trahis auprès du Landgrave, ou si sa

sion est telle qu'il ait eu besoin de descendre à une pareille ruse, Dumourier étoit nécessaire à son armée; son sort peut livrer la France à des traîtres ou à l'ennemi, de toute manière, sa conduite est inexplicable.

Républicains! gardez-vous d'idolâtrer des hommes; gardez-vous de vous porter en esclaves au-devant de Dumourier, de combler d'hommages & d'applaudissemens l'homme qui, tout au plus, aura fait son devoir, & qui peut-être n'est qu'un patriote douteux & équivoque. Retenez cette maxime de Solon: qu'il ne faut croire un homme grand qu'après sa mort.

Le général Dumourier, arrivé à Paris jeudi 11 à six heures du soir, a paru à la barre de la convention nationale le lendemain; il y a dit expressément qu'il étoit venu pour concerter les opérations de la campagne d'hiver, & l'entrée dans la Belgique. On s'attendoit à cela, mais ce qu'on n'attendoit pas, c'est que Dumourier, interrogé sur ce qu'il pensoit de la lettre d'Arthur Dillon, & de sa conduite avec le Landgrave de Hesse, a répondu que ce n'étoit qu'une bravade de Dillon, à laquelle il falloit attacher peu d'importance; & la convention nationale a applaudi!!! ô honte! ô douleur!

La ville de Verdun a été évacuée vendredi 12 par les Prussiens; le général Dillon a protégé leur retraite, ainsi qu'il en étoit préalablement & formellement convenu avec le commandant prussien, puis il est entré dans la ville.

De la maison militaire de la convention nationale.

« L'opinion publique se trouve sans énergie ni liberté, lorsque le corps législatif met, comme les empereurs romains, une tête de *Méduse* sur sa poitrine; lorsqu'il prend cet air menaçant & terrible que *Commode* faisoit donner à ses statues; lorsqu'il méconnoît les bornes de son autorité, ce que vaut la confiance du peuple, & lorsqu'il ne sent pas bien qu'il doit se juger en sûreté comme un despote doit se croire en péril.

MONTESQUIEU.

La convention nationale se met en garde contre Paris: qu'a-t-il donc fait pour exciter la défiance des représentans du peuple? Paris s'est sacrifié pour la révolution: cependant aucune ville n'avoit plus d'intérêt à maintenir, entre les mains d'un monarque, l'usurpation de la souveraineté, A qui doit-on les premiers & les derniers triomphes de la liberté (1)? Qui plus que les Parisiens a

(1) Une observation qui échappe à plusieurs, est celle

on que les quatre-vingt-trois départemens doivent avoir l'honneur de concourir à la garde de la convention, & d'assurer la liberté de ses délibérations. Dès qu'il est question d'honneur, il ne faut plus croire à l'égalité. Celui qui a un honneur que d'autres n'ont pas, est supérieur à ceux-ci, & sous le masque de l'homme honoré se découvre une grande aristocratie. On veut délibérer librement; & les tribunes, le peuple, improuvent certaines opinions, ils ferment la bouche des méchans ou des imbécilles, mais tel est leur droit. Sans la faculté d'approuver ou de désapprouver, exercée par les assistans, que de plaies les deux législatures précédentes auroient faites de plus à la patrie ! La conscience publique est infaillible; les cœurs purs, les esprits éclairés ont toujours recherché l'honorable suffrage de l'opinion générale; il n'y a que les sots & les pervers qui la redoutent; le peuple applaudit avec transport aux bonnes loix, & doit-il se taire quand on lui propose des décrets ouvrage de l'intrigue, de la surprise ou de la corruption? Dans un aréopage animé par un esprit de justice, échauffé du feu du patriotisme, toute garde devient inutile à ceux qui parlent & délibèrent, & à ceux qui écoutent.

Suivant le projet du comité, chaque législateur auroit quatre gardes à pied & deux à cheval. Pour 745 membres, il y auroit 4470 militaires qui pourroient coûter cinq millions par année, c'est-à-dire beaucoup plus que la convention elle-même, & cela pour donner plus de majesté au corps législatif. Mais la garde nationale est bien une garde d'honneur, puisqu'elle sert gratuitement, & l'on doit dire avec assez de zèle pour mériter l'estime & la considération des législateurs, même les moins zélés. — Oui; mais, disent ceux-ci, les départemens prétendent concourir à la convention. Où cette prétention est-elle consignée? Quoi! des citoyens consentiroient à quitter l'honorable titre de volontaires nationaux pour prendre le nom de gardes du corps législatif! Il y a loin entre la fonction civile d'un service gratuit, utile à tous, & une fonction imposée seulement par 745. — Qui est plus honoré que les législateurs, plus accueilli & plus encouragé? Mais il y a parmi eux des bons & des méchans; & ces derniers, sous le voile d'un faux patriotisme, nuisent à la république entière, malheureusement trop disposée à recevoir les impressions de leurs calomnies & de leurs impostures.

A la suite de cette garde, les législateurs ne tarderoient sans doute pas à porter des marques distinctives, & bientôt sous les regards rappelés à l'usage des anciens préjugés, concentreroient

respecteroient en eux toute la majesté nationale. Citoyens ! non, cela ne se fera pas, cela ne peut passer : voulant tous légaliser, il faut que les législateurs nous en donnent l'exemple les premiers.

Nous savons que des bataillons de la Gironde, & qu'un autre de Dieppe, allant sur les frontières, ont reçu l'ordre de se rendre à Paris, croyant que tout y étoit en feu. Toutes ces calomnies n'ébranleront pas les Parisiens, ne les forceront point à l'anarchie, ils obéiront aux loix, ils respecteront l'assemblée nationale, toutefois en se réservant le droit imprescriptible d'estimer ou de mépriser tels ou tels membres de la convention. Si des cabales la déshonorent, ils ne manqueront jamais de les dénoncer à leurs frères des 82 autres départemens.

Législateurs ! hâtez de faire justice vous-mêmes du rapport sur l'organisation d'une garde militaire qui vous seroit personnelle ; ne consacrez pas une grande injustice envers les citoyens premiers nés de la révolution.

Résumons-nous. Pourquoi veut-on donner une garde à la convention nationale ? Ce n'est pas qu'on croie qu'elle en a besoin. Le Parisien n'a-t-il pas respecté même les Mauri & les Mirabeau cadet ? Mais c'est que cette garde sembleroit dire hautement à toute la république : Citoyens ! les Parisiens sont des factieux ; or c'étoit là le langage de Coblenz, des Tuileries, & des aristocrates de tous les partis.

Buzot ne s'en est point caché à la séance du vendredi 12 du courant. Ce député du département de l'Eure a levé tout à fait le masque, à l'occasion d'un arrêté de la section de Marseille. Il a osé dire : puisqu'il n'y a plus d'obéissance que dans les 82 départemens, vous devez les appeler ici. La liberté n'existe plus pour eux (a-t-il ajouté) s'ils ne vous fournissent les moyens de l'arracher des mains de la polycratie de Paris. Pour contenir les factieux de cette ville, une garde composée de tous les départemens n'a jamais été plus nécessaire.

Que signifie cette convocation faite par le comité de législation de toutes les sections armées ? Pourquoi toutes ces demandes timides, à demi-voilées, ayant évidemment un but secret ? Que vouloit donc dire Buzot le président, lorsqu'il s'informoit d'un air embarrassé combien il y avoit d'hommes à Paris en état de porter les armes ? Combien il y avoit dans les sections de gens surs, & sur qui l'on pôt

compter ? Quel est ce langage fayettiste ? Aussi le brave Santerre, qui arriva des derniers au rendez-vous, ne put contenir son indignation ; il vit bien ainsi que les autres commandans qu'il y avoit là-dessous un piège , & il ne cacha ni sa surprise , ni sa colère patriotique.

Citoyens , vous l'entendez de la bouche de Buzot : vous êtes tous des factieux , parce que vous voulez élire vos magistrats à scrutin ouvert , comme vous avez élu ces mêmes députés à qui l'espoir d'avoir six gardes chatun fait déjà tourner la tête. Eh ! misérables roitelets ! vous avez oublié bien vite que c'est à ces factieux que vous devez l'honneur de siéger à la convention , & même l'existence , puisque la journée du 10 sans eux n'auroit pas eu lieu.

Et toi, Buzot, réponds ? Quel est le factieux , du citoyen de Paris qui se laisse paisiblement calomnier , ou de celui qui a l'impudence de dire à la tribune : « Déjà la ville d'Angers » se prépare à nous envoyer 400 hommes : j'ai une pétition » chez moi par laquelle mon département me témoigne sa » satisfaction sur mon rapport au sujet de la garde de la » convention. » Dis , Buzot , ce langage , que tu as tenu ; n'est-il pas celui d'un véritable factieux ? A t'entendre , qui ne croiroit que déjà les Parisiens font le siège de la salle du manège , & que les députés en sont réduits à demander des secours d'armes & de munitions ?

Et vous , Robespierre , Marat , Danton , Robert , où étiez-vous quand Buzot s'exprima ainsi ?... Mais , diront les modérés , au nombre desquels il nous répugne de vous surprendre , les départemens ont le même droit que Paris de garder les députés de la république ?

Oui , sans doute : mais aussi si la convention siégeoit à Angers , ou à Lyon , ou à Bourges , les Parisiens ne disputeroient pas cet honneur à la ville chargée de ce précieux dépôt ; ils croiroient l'insulter en se rendant à l'invitation qui leur seroit faite de venir partager ce service , ils soupçonneroit cette invitation d'être le vœu d'une poignée de factieux.

Il faut le répéter aux Buzot , Guadet , Lanjuinais , &c. : une garde quelconque est injurieuse aux représentans d'un peuple libre ; elle les assimile à la cour d'un despote , à un sénat de Venise , à un parlement. La confiance publique doit être leur seule gardienne ; les huissiers de la convention lui suffisent , un à chacune des portes de la salle d'assemblée. Cinq mille hommes eussent-ils des

bonnets de poil & des canons même allumée, n'ont pas la force du simple ruban de soie qui contient le peuple pendant un mois sur la terrasse des Feuillans.

Une garde armée n'est pas seulement inutile ; elle est encore impolitique, injurieuse & attentatoire à l'égalité. Six gardes autour de la personne d'un député est la distinction la plus odieuse, la plus révoltante dont on se soit encore avisé.

Mais, diront nos députés : Chaque jour à la tribune, Marat désigne à la vengeance du peuple de Paris & des départemens, quelques-uns d'entre nous dont tout le crime peut-être est d'avoir blessé l'amour-propre de cet énergumène. Législateurs d'un jour, ne calomniez pas vos commettans ; quatre années de révolution leur ont appris à ne pas juger & condamner sur parole. N'émettez à la tribune que des propositions patriotiques ; ne décrétiez que des loix justes : on respectera vos personnes, tant qu'on respectera vos décrets ; & , d'ailleurs, une garde, fût-elle d'un million de sbires, ne mettra pas à l'abri de la haine publique, ou du mépris universel, un député qui trahiroit son devoir.

Mais peut-être avez-vous une arrière pensée ; ce n'est peut-être pas tant une garde militaire que vous désirez en ce moment, que le prétexte & l'occasion de sortir de Paris, dont la surveillance active vous gêne, vous importune, vous blesse. Avouez-le, vous redoutez la présence des sans-culottes ; mais nous vous en prévenons, vous en trouverez par-tout ; comme les remords ils s'attacheront à vos pas ; vous les aurez toujours en face ; vous espérez peut-être encore de les mettre aux prises avec vos gardes, & alors vous vous écrirez avec une douleur feinte, ou une fausse peur : allons-nous-en de Paris, nous n'y sommes pas en sûreté !

Nous terminerons par une considération dont le résultat est dans l'ordre des choses possibles.

Qu'un Mazaniel, un Marat ou tel autre, après avoir laissé à dessein la convention décréter qu'elle s'environnera d'une maison militaire, parcoure la ville, rassemble autour de lui la multitude dans les places publiques, sur les ports, dans les halles, dans le faubourg des sans-culottes, ou dans celui du Finistère, & dise aux citoyens :

Frères ! la convention est un ramas de petits despotes timides qui vous craignent, puisqu'ils s'entourent d'une force qui vous est étrangère. Ils ont voulu déjà vous

défendre de faire la nomination de vos magistrats à scrutin ouvert ; eux qui n'ont point été élus autrement dans l'assemblée électorale. Ce sont des ingrats qui espèrent vous mettre à la raison avec une maison militaire. Souffrirez-vous cet affront ? Je vous vois indignés tous ainsi que moi , votre ami. Eh bien ! mes amis ! voulez-vous me suivre ? Je serai votre chef. Marchons à l'instant à la convention. Je vous indiquerai ceux de vos représentans dont il faut vous assurer ; d'abord vous irez droit à la rencontre de cette garde dont on vous menace ; nous leur parlerons d'abord comme à des frères ; s'ils ne se rendent pas à nos raisons , alors , il le faudra bien , nous les empêcherons d'aller plus avant. Puis nous retournerons à la salle de la convention ; là , moi & un petit nombre de vos députés restés fidèles au peuple , nous vous proposerons une forme de gouvernement beaucoup simplifiée. Il n'y sera pas question de roi. Nous avons juré tous l'abolition de la royauté. Mais peut-être pour le moment vous faudra-t-il , non pas un dictateur , comme Jules-César , non pas un protecteur comme Cromwel , mais un tribun , comme l'a été l'infortuné Gracchus , sans gardes , sans fusils , sans canons. . .

Il nous semble déjà entendre la multitude s'écrier ! *bravo ! bravo !* & l'on voit où tout cela peut nous mener , & nous serions redevables de cette désorganisation sociale à une poignée de petits ambitieux , jaloux d'avoir des gardes.

Lyon. Dimanche , 7 de ce mois , entre 8 & 9 heures du soir , il y a eu ici un rassemblement de 4 à 500 hommes. Ils sont allés à la prison Saint-Joseph , et sont allés donner deux ci-devant nobles , qui étoient détenus pour cause d'enrôlement pour les émigrés ; ils ont été à l'instant expédiés pour l'autre monde ; l'attroupement est ressorti de la prison comme il y étoit entré , c'est-à-dire , avec le plus grand calme. Enfin cette affaire a été faite avec tant de secret & de tranquillité que les trois quarts de la ville n'en savent rien. L'un des deux morts est un sieur Alier , frère de madame Duplain , à Paris.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du samedi 6 octobre 1792 , au premier de la république.

Le général Montesquieu a écrit à la convention pour la prier d'accepter sa démission ; il ne peut plus rester à la tête de l'armée , après le décret du 26 septembre. La convention décrète l'ajournement , tant de la démission que du rapport du décret adopté.

Des citoyens de la section du Temple ont présenté une pétition qui avoit pour objet d'inviter l'assemblée à ne pas adopter la mesure proposée de faire venir des quatre-vingt-trois départemens une force armée pour garder les représentans du peuple. La pétition a été renvoyée au comité des six.

On a lu des lettres des généraux Dumourier & Custines. Le premier annonce qu'il fait passer des forces dans le Nord ; le second envoie à la convention cinq drapeaux pris sur l'ennemi dans la journée du 30. Nous avons rendu compte de sa lettre.

Sur la motion de Camus , la convention a décrété que les sceaux de l'état , le sceptre & la couronne du ci-devant roi , seront brûlés avant d'être portés à l'hôtel des monnoies.

On a fait lecture d'une lettre des commissaires de la convention à l'armée du Midi ; ils rendent compte des dispositions où ils ont trouvé les Savoisien , qui les ont accueillis par les cris de *vive la république ! vive la convention nationale !* N'ayant reçu aucune plainte contre le général Montesquieu , les commissaires pensent qu'il doit rester à son poste.

François Neufchâteau avoit été nommé ministre de la justice ; il a refusé.

Dimanche 7. Un prisonnier de l'Abbaye a demandé à être amené à la barre , pour communiquer des choses très-importantes. L'assemblée a décrété que deux membres du comité de surveillance iroient recevoir sa déposition dans les prisons.

Le ministre de l'intérieur est tenu de rendre compte , séance tenante , de l'exécution de la loi sur la nomination du maire de Paris.

Une commune voisine de la Suisse ayant écrit qu'elle

soupeçonner les armemens des cantons helvétiques, l'Assemblée a nommé des commissaires pris dans son sein, pour aller constater l'état de cette partie de nos frontières. Le pouvoir exécutif est chargé de prendre des mesures provisoires.

Un membre a converti en motion la proposition faite par Rouand de défendre l'exportation des bœufs, vaches, chèvres, etc., & de tous les bestiaux. (Renvoyé aux comités de commerce & d'économie réunis.)

Le ministre de la guerre a fait passer une lettre du général Anselme, qui annonce la prise de la ville de Bâle. Cette lettre a déterminé le rapport du décret de défection prononcé contre Montignion.

Un secrétaire a lu deux lettres des commissaires envoyés dans le département du Nord ; elles annoncent que Labourdonnaye va entrer à Lille, qu'on bombarde la ville, & que plusieurs personnes, soupçonnées d'avoir des intelligences avec l'ennemi, entre autres un sieur Edfort, ont été arrêtées. Ce dernier a fait résistance dans son château, & a eu le temps de brûler ses papiers. Les commissaires demandent une augmentation de pouvoir, qui leur est accordée.

Le département des Pyrénées orientales a informé la convention que l'Espagne faisoit un rassemblement de troupes sur nos frontières.

Lundi 8. Sur la pétition d'un citoyen qui se plaint d'être détenu en vertu d'un ordre arbitraire, la convention a décrété, 1°. « que les personnes qui seroient détenues dans d'autres lieux que les prisons désignées par la loi, y seront transférées dans le délai de quinze jours. 2°. Quinze jours après la publication du présent décret, les personnes détenues contre lesquelles il n'y auroit ni mandat d'arrêt, ni décret d'accusation, seront mises en liberté. 3°. Le comité de surveillance de la convention est autorisé à aller dans les différentes prisons pour y connoître le nombre des détenus & les motifs de leur détention ».

On a lu une lettre des commissaires conventionaux envoyés à Lille ; ils annoncent la levée du siège de cette ville comme très-prochaine. On proposoit un décret rémunérateur pour la ville de Lille. Un membre demandoit qu'on l'étendit aussi à celle de Thionville. Le tout a été renvoyé aux comités.

Une autre lettre des commissaires aux armées réunies, a appris que l'armée prussienne poursuivait la retraite, & que nous continuons à lui enlever des effets de campement & à lui faire des prisonniers.

Le rapporteur du comité des secours proposoit de mettre à la disposition du ministre de l'intérieur un million pour les secours provisoires à accorder aux citoyens dont les propriétés ont été endommagées par l'ennemi. Cambon a trouvé que cette somme, trop forte pour un seul département, ne l'étoit pas assez pour la totalité de la république, & il a demandé qu'il fût décrété en tout cinq millions pour l'emploi proposé.

Le ministre Roland a dénoncé une proclamation faite sous le nom du conseil exécutif, quoique n'ayant point été délibérée au conseil. L'imprimeur de cette proclamation est mandé à la barre.

L'ex-ministre Servan a envoyé ses comptes; il a la permission de se retirer.

Des lettres de Bournonville & Labourdonnaye ont appris que le feu de l'ennemi sur Lille avoit cessé, & qu'il travailloit à se retirer.

Mardi 9. Buzot a fait un rapport au nom du comité militaire & de la commission des neuf, sur la force armée qui doit être mise à la disposition de la convention nationale. L'impression du rapport a été décrétée. La discussion s'ouvrira jeudi.

Les adhésions au décret qui abolit la royauté arrivent toujours en foule.

Le ministre de l'intérieur a fait passer des détails sur le vol du garde-meuble; il a appris qu'un joaillier, nommé Chérébert, avoit beaucoup coopéré, par son civisme & sa probité, à faire arrêter une partie des voleurs. L'assemblée a fait mention honorable, dans son procès-verbal, de la conduite du citoyen Chérébert.

Les citoyens de Bar-le-Duc ont fait décréter que cette ville s'appellera désormais Bar-sur-l'Ornin.

La loi sur les émigrés, décrétée dans la précédente séance, a été rédigée & adoptée ainsi qu'il suit :

« 1°. En exécution de la loi qui prononce la peine de mort contre les émigrés pris les armes à la main, ceux qui seront pris seront livrés à l'exécuteur de la justice, & mis à mort dans les vingt-quatre heures. Il sera auparavant constaté, par une commission de cinq personnes

nommées par l'état-major , qu'ils sont Français , émigrés ; & pris les armes à la main.

» 2°. Il en sera de même à l'égard des militaires étrangers qui auroient quitté la France depuis le 14 juillet 1789 , & qui seroient pris les armes à la main.

» 3°. Les extraits des procès-verbaux d'exécution des émigrés seront envoyés au ministre de la guerre , qui les communiquera à la convention nationale.

» 4°. Les puissances ennemies sont responsables des violations du droit des gens , qui pourroient être commises par une fausse application du droit des gens ».

Des lettres du général Custines ont été lues ; elles apprennent que Worms est pris , & qu'on y a trouvé une grande quantité de sacs de bled & d'effets de campement.

Une adresse de Mailhe aux cantons helvétiques a été adoptée par l'assemblée , qui en a décrété l'impression en caractères suisses.

Sur la proposition du même membre , le décret suivant est adopté :

« La convention décrète que les ouvriers des manufactures d'armes qui ont quitté leurs ateliers pour servir comme volontaires ou dans la troupe de ligne , sont autorisés à y retourner , après avoir obtenu un congé ; ils recevront cinq sous par lieue pour se rendre à leurs ateliers ».

Des observations du maréchal Luckner sur sa conduite pendant son généralat , ont été renvoyées au comité chargé du rapport.

Un membre du comité de surveillance fait un rapport sur les mesures à prendre sur le sort d'environ quarante personnes accusées de conspiration , & détenues dans le département des Bouches du Rhône. La convention nationale attribue la connoissance de cette affaire au tribunal criminel du département des Bouches du Rhône , étant à Marseille.

On a procédé à l'appel nominal pour la nomination d'un ministre de la justice. Sur 344 voix , Garat jeune en a obtenu 211. Après cette nomination , le comité militaire a fait décréter que cent soixante hommes qui restent des ci-devant gardes-françaises , après leur formation en divisions , seront organisés en compagnie de cavalerie. Leur solde sera la même que celle des gendar-
mes

mes à pied ; ils formeront un escadron ; qui sera seul attaché aux divisions déjà formées par les ci-devant gardes-françaises.

Mercredi 10. Le lieutenant-général Duhoux avertit la convention qu'il est arrivé en vertu du décret qui le mande à la barre , & demande à être introduit. (Décrété.) Après un assez long interrogatoire , la convention lui accorde les honneurs de la séance , & décrète qu'il restera à Paris sur sa parole , jusqu'à l'examen de ses réponses.

Soixante-sept croix de Saint-Louis ont été envoyées par les administrateurs du département du Var , pour les frais de la guerre.

Douze cents livres sont envoyées par deux citoyens , pour ceux des habitans de Lille qui ont le plus souffert de feu de l'ennemi.

Grégoire a fait un rapport sur l'état des archives nationales : tout y est dans le plus grand ordre , grâce aux soins de Camus. Sur le rapport du même membre , la convention adopte plusieurs réformes proposées , & décrète spécialement la suppression des gratifications qu'obtenoient les commis , tant du corps législatif & des ministres , que des administrations.

Sur la proposition du comité des finances , le décret suivant est adopté , après de longs débats :

« 1°. Il sera nommé une commission de dix membres pris dans la convention nationale : ces commissaires seront chargés de recevoir les déclarations de ceux qui déposeront avoir confié des effets à la garde de la commune de Paris.

» 2°. Ceux qui se présenteront pour faire des déclarations , seront tenus de spécifier les effets qu'ils ont déposés , les lieux où le dépôt a été fait , les personnes qui l'ont reçu ; enfin ils sont tenus de signer leurs déclarations.

» 3°. Le compte à rendre par la commune de Paris sera imprimé & affiché ».

Le ministre des affaires étrangères a annoncé que le conseil de Genève ayant cru la tranquillité de cette république menacée , a requis les troupes que les cantons de Berne & de Zurich doivent lui fournir en cas d'agression ; en conséquence ces troupes sont descendues à Genève. Le résident de France a quitté cette ville. Le

conseil exécutif va tâcher d'en faire sortir les troupes suisses, sans cependant rompre avec ces deux cantons.

Une lettre de Dumourier a annoncé l'état de détresse des Prussiens & des Autrichiens, qui s'aggrave tous les jours, & le départ du roi de Prusse pour Berlin. Cette lettre contient encore des détails sur la punition des deux bataillons de Mauconseil. Nous l'avons fait connaître.

Les commissaires envoyés à Lille ont écrit que le siège étoit définitivement levé.

Judi 11. Le comité d'agriculture a fait décréter que les biens communaux continueront d'être ensemenés & cultivés, & les fruits qu'ils produiront recueillis comme par le passé, jusqu'à ce que le partage de ces biens ait été effectué.

Les articles suivans sur les effets déposés à la commune de Paris ont été décrétés :

III. Les commissaires, après avoir reçu les déclarations, se feront présenter les objets mentionnés dans ces déclarations ; ils les déposeront, en présence des officiers municipaux, dans un lieu indiqué par la convention nationale.

IV. » Lorsque des effets, dont le dépôt aura été déclaré, ne seront pas portés dans le procès-verbal dressé par la commune, & ne seront pas représentés par les dépositaires, les commissaires sont autorisés à faire comparaître devant eux les déclarans & ceux qu'ils auront désignés comme dépositaires, & il sera référé du tout à la convention nationale, lorsque la totalité des déclarations aura été reçue. Pourront néanmoins, pendant le cours de ces opérations, le procureur de la commune, ou le procureur-général-syndic du département, diriger des poursuites criminelles contre les dépositaires infidèles.

V. » Le présent décret sera imprimé, publié & affiché dans les quarante-huit sections de la ville de Paris ».

Un des secrétaires a proclamé le résultat du scrutin pour l'élection des membres qui doivent composer le comité de constitution. Ce sont Pétion, Brissot, Condorcet, Danton, Barrère, Gensonné, Vergniaud, Syeyes & Thomas Payne.

Sur la motion de Cambon, il a été décrété que l'esigie de Louis XVI sera supprimée de assignats de ro.

& 25 livres en fabrication : on supprimera aussi le numérotage à la main.

On a lu des dépêches des armées, qui annoncent la présence de l'ennemi sous les murs de Verdun, & qui donnent copie des lettres du général Dillon. Nous les avons fait connoître. A la lecture de cette lettre, plusieurs membres ont dénoncé Dillon. L'assemblée a ajourné toute décision sur cet objet jusqu'après le compte rendu par le conseil exécutif.

Loi qui détermine les causes, le mode & le divorce.

Du 10 septembre

" au quar "

" L'Assemblée nationale a
pour les Français de la faci-
lité individuelle dont un e
considérant q e déjà plusieurs
des avantages de la disposi-
le mariage n'est qu'un contr
& les e ets du divorce, dé
" L'Assemblée nationale,
sur les causes, le mode & l

ombien n unpt-
" , qui réul
soluble fer
as att
monnelle, va
me la loi eux régle
y a urgence.
L'Assemblée nationale a décrété l'urgence
du divorce, ce qui

Paragraphe pr

du divorce.

Art. 1^{er}. « Le mariage se dissout par le divorce.

II. « Le divorce a lieu par le consentement mutuel des époux.

III. « L'un des époux peut faire prononcer le divorce, sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère.

IV. « Chacun des époux peut également faire prononcer le divorce sur des motifs déterminés ; savoir, 1^o. sur la démence, la folie ou la fureur de l'un des époux ; 2^o. sur la condamnation de l'un d'eux à des peines afflictives ou infamantes ; 3^o. sur les crimes, services ou injures graves de l'un envers l'autre ; 4^o. sur le dérèglement de mœurs notoire ; 5^o. sur l'abandon de la femme par le mari, ou du mari par la femme, pendant deux ans au moins ; 6^o. sur l'absence de l'un d'eux, sans nouvelles, au moins pendant cinq ans ; 7^o. sur l'émigration dans les cas prévus par les lois, notamment par le décret du 8 av il 1792.

V. « Les époux maintenant séparés de corps par jugement exécuté ou en dernier ressort, auront mutuellement la faculté de faire prononcer leur divorce.

VI. « Toutes demandes & instances en séparation de corps non jugées, sont éteintes & abolies ; chacune des parties paiera ses frais. Les jugemens de séparation non exécutés ou attaqués par appel ou par la voie de la callation, demeurent comme non-avenus, le tout sauf aux époux à recourir à la voie du divorce, aux termes de la présente loi.

VII. « A l'avenir, aucune séparation de corps ne pourra être prononcée ; les époux ne pourront être déunis que par le di-

Paragraphe II. *Modus du divorce.**Mode du divorce par consentement mutuel.*

Art. 1^{er}. » Le mari & la femme qui demanderont conjointement le divorce, seront tenus de convoquer une assemblée de six au moins de plus proches parens, ou d'amis à défaut de parens ; trois des parens ou amis seront choisis par le mari, les trois autres seront choisis par la femme.

II. » L'assemblée sera convoquée à jour fixe & lieu convenu avec les parens ou amis ; il y aura au moins un mois d'intervalle entre le jour de la convocation & celui de l'assemblée. L'acte de convocation sera signifié par un huissier aux parens ou amis convoqués.

III. » Si, au jour de la convocation, un ou plusieurs des parens ou amis convoqués, ne peuvent se trouver à l'assemblée, les époux les feront remplacer par d'autres parens ou amis.

IV. » Les deux époux se présenteront en personne à l'assemblée ; ils y exposeront qu'ils demandent le divorce. Les parens ou amis assemblés leur feront les observations & représentations qu'ils jugeront convenables. Si les époux persistent dans leur dessein, il sera dressé par un officier municipal requis à cet effet, un acte contenant simplement que les parens ou amis ont entendu les époux en assemblée dûment convoquée, & qu'ils n'ont pu les concilier. La minute de cet acte, signée des membres de l'assemblée, des deux époux & de l'officier municipal, avec mention de ceux qui n'auront pu ou pu signer, sera déposée au greffe de la municipalité : il en sera délivré expédition aux époux gratuitement, & sans droit d'enregistrement.

V. » Un mois au moins, & six mois au plus après la date de l'acte énoncé dans l'article précédent, les époux pourront se présenter devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile ; & sur leur demande, cet officier public sera tenu de prononcer leur divorce sans entrer en connoissance de cause. Les parties & l'officier public se conformeront aux formes prescrites à ce sujet, dans la loi sur les actes de naissance, mariage & décès.

VI. » Après le délai de six mois mentionné dans le précédent article, les époux ne pourront être admis au divorce par consentement mutuel, qu'en observant de nouveau les mêmes formalités & les mêmes délais.

VII. » En cas de minorité des époux ou de l'un d'eux, ou s'ils ont des enfans nés de leur mariage, les délais ci-dessus indiqués, d'un mois pour la convocation de l'assemblée de famille, & d'un mois au moins après l'acte de non-conciliation pour faire prononcer le divorce, seront doubles ; mais le délai fatal de six mois après l'acte de non-conciliation, pour faire prononcer le divorce, restera le même.

Mode du divorce sur la demande d'un des conjoints, pour simple cause d'infirmité.

VIII. » Dans le cas où le divorce sera demandé par l'un de

époux contre l'autre, pour cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motifs, il convoquera une première assemblée de parens, ou d'amis à défaut de parens, laquelle ne pourra avoir lieu qu'un mois après la convocation.

IX. « La convocation sera faite devant l'un des officiers municipaux du domicile du mari, en la maison commune du lieu, au jour & heure indiqués par cet officier. L'acte en sera signifié à l'époux défendeur, avec déclaration des noms & demeures des parens ou amis au nombre de trois au moins, que l'époux demandeur entend faire trouver à l'assemblée, en invitation à l'époux défendeur de comparoître à l'assemblée, & d'y faire trouver de sa part également trois, au moins, de ses parens ou amis.

X. « L'époux demandeur en divorce sera tenu de se présenter en personne à l'assemblée; il entendra, ainsi que l'époux défendeur, s'il comparoit, les représentations des parens ou amis, à l'effet de les concilier. Si la conciliation n'a pas lieu, l'assemblée se prorogera à deux mois, & les époux y demeureront ajournés. L'officier municipal sera tenu de se rendre pendant ces explications & les débats de famille; en cas de non-conciliation, il sera rappelé dans l'assemblée pour en dretier acte, ainsi que de la prorogation dans la forme prescrite par l'article IV ci-dessus : expédition de cet acte sera délivrée à l'époux demandeur, qui sera tenu de le faire signifier à l'époux défendeur, si celui-ci n'a pas comparu à l'assemblée.

XI. « A l'expiration des deux mois, l'époux demandeur sera tenu de comparoître de nouveau en personne. Si les représentations qui lui seront faites, ainsi qu'à son époux s'il comparoit, ne peuvent encore les concilier, l'assemblée se prorogera à trois mois, & les époux y demeureront ajournés : il en sera dressé acte, & la signification en sera faite, s'il y a lieu, comme au cas de l'article précédent.

XII. « Si à la troisième séance de l'assemblée à laquelle le provoquant sera également tenu de comparoître en personne, il ne peut être concilié, & persiste définitivement dans sa demande, acte en sera dressé : il lui en sera délivré expédition qu'il fera signifier à l'époux défendeur.

XIII. « Si aux première, seconde ou troisième assemblées, les parens ou amis indiqués par le demandeur en divorce ne peuvent s'y trouver, il pourra les faire remplacer par d'autres à son choix. L'époux défendeur pourra aussi faire remplacer, à son choix, les parens ou amis qu'il aura fait présenter aux premières assemblées; & enfin, l'officier municipal lui-même, chargé de la rédaction des actes de ces assemblées, pourra, en cas d'empêchement, être remplacé par un de ses collègues.

XIV. « Huitaine au moins, ou au plus dans les six mois après la date du dernier acte de non-conciliation, l'époux provoquant pourra se présenter pour faire prononcer le divorce, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile; il observera, ainsi que l'officier public, les formes prescrites à ce sujet dans la loi sur les actes de naissances, mariages & décès. Après les six mois, il ne pourra y être admis qu'en observant de nouveau les mêmes formalités & les mêmes délais.

Mode du divorce sur la demande d'un des époux pour cause déterminée.

XV. » En cas de divorce demandé par l'un des époux pour l'un des sept motifs déterminés, indiqués dans l'article IV du paragraphe premier ci-dessus, ou pour cause de séparation de corps, aux termes de l'article V, il n'y aura lieu à aucun délai d'épreuve.

XVI. » Si les motifs déterminés sont établis par des jugemens, comme dans les cas de séparation de corps, ou de condamnation à des peines afflictives ou infamantes, l'époux qui demandera le divorce, pourra se pourvoir directement pour le faire prononcer, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité du domicile du mari. L'officier public ne pourra entrer en aucune connaissance de cause. S'il s'élève devant lui des contestations sur la nature ou la validité des jugemens représentés, il renverra les parties devant le tribunal de district, qui statuera en dernier ressort, & prononcera si ces jugemens suffisent pour autoriser le divorce.

XVII. » Dans le cas de divorce pour absence de cinq ans sans nouvelles, l'époux qui le demandera pourra également se pourvoir directement devant l'officier public de son domicile, lequel prononcera le divorce sur la présentation qui lui sera faite d'un acte de notoriété, constatant cette longue absence.

XVIII. » A l'égard du divorce fondé sur les autres motifs déterminés, indiqué dans l'article IV du paragraphe premier ci-dessus, le demandeur sera tenu de se pourvoir devant des arbitres de famille, en la forme prescrite dans le code de l'ordre judiciaire pour les contestations entre mari & femme.

XIX. » Si d'après la vérification des faits, les arbitres jugent la demande fondée, ils renverront le demandeur en divorce devant l'officier du domicile du mari, pour faire prononcer le divorce.

XX. » L'appel du jugement arbitral en suspendra l'exécution, cet appel sera instruit sommairement & jugé dans le mois.

Paragraphe III. Effet du divorce par rapport aux époux.

Art. 1^{er}. » Les effets de divorce, par rapport à la personne des époux, sont de rendre au mari & à la femme leur entière indépendance, avec la faculté de contracter un nouveau mariage.

II. » Les époux divorcés peuvent se remarier ensemble; ils ne pourront contracter, avec d'autres, un nouveau mariage qu'un an après le divorce, lorsqu'il a été prononcé sur consentement mutuel, ou pour simple cause d'incompatibilité d'humeur & de caractère.

III. » Dans le cas où le divorce a été prononcé pour cause déterminée, la femme ne peut également contracter un nouveau mariage avec un autre que son premier mari, qu'un an après le divorce, si ce n'est qu'il soit fondé sur l'absence du mari depuis cinq ans sans nouvelles.

IV. » De quelque manière que le divorce ait lieu, les époux divorcés seront réglés par rapport à la communauté de biens, ou

à la société d'acquêts qui a existé entre eux, soit par la loi, soit par la convention, comme si l'un d'eux étoit décédé.

V. « Il sera fait exception à l'article précédent, pour le cas où le divorce aura été obtenu par le mari contre la femme, pour l'un des motifs déterminés, énoncés dans l'article IV du paragraphe premier ci-dessus, autre que la démence, la folie ou la fureur; la femme, en ce cas, sera privée de tous droits & bénéfice dans la communauté de biens ou société d'acquêts; mais elle reprendra les biens qui y sont entrés de son côté.

VI. « À l'égard des droits matrimoniaux emportant gain de survie, tels que douaire, augment de dot ou agencement, droit de viduité, droit de part dans les biens meubles ou immeubles du prédécédé, ils seront, dans tous les cas de divorce, éteints & sans effets. Il en sera de même des dons ou avantages pour cause de mariage, que les époux ont pu se faire réciproquement, ou l'un à l'autre, ou qui ont pu être faits à l'un d'eux par les père, mère, ou autres parens de l'autre. mutuels faits depuis le mariage & avant le divorce, aussi comme non-avenus & sans effet, le tout sauf les articles qui suivent.

VII. « Dans le cas de divorce énoncés dans l'article IV du paragraphe premier ci-dessus, celui qui aura obtenu le divorce du mariage dissous, & de l'autre, ou qui ont pu être faits à l'un d'eux par les père, mère, ou autres parens de l'autre, sera réglée par des arbitres prononciation du divorce.

VIII. « Il sera également réglé par des arbitres de famille, dans tous les cas de divorce, la pension alimentaire à l'époux divorcé qui se trouvera dans le besoin, autant néanmoins que les biens de l'autre époux pourront la supporter, déduction faite de ses propres besoins.

IX. « Les pensions d'indemnité ou alimentaires énoncées dans les articles précédens, seront éteintes si l'époux divorcé, qui en jouit, contracte un nouveau mariage.

X. « En cas de divorce pour cause de séparation de corps; les droits & intérêts des époux divorcés resteront réglés, comme ils l'ont été par les jugemens de séparation, & selon les lois existantes lors de ces jugemens, ou par les actes & transactions passées entre les parties.

XI. « Tout acte de divorce sera sujet aux mêmes formalités d'enregistrement & publication, que l'étoient les jugemens de séparation; & le divorce ne produira à l'égard des créanciers des époux, que les mêmes effets que produisoient ces séparations de corps ou de bien.

Paragraphe IV. Effets du divorce par rapport aux enfans.

Art. I^{er}. « Dans le cas du divorce par consentement mutuel, ou sur la demande de l'un des époux, pour simple cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motif, les enfans nés du mariage dissous seront confiés, savoir, les filles à la mère, les garçons âgés de moins de sept ans également à la mère, au-dessus de cet âge ils seront remis & confiés au père; &

néanmoins le père & la mère pourroient faire à ce sujet tel autre arrangement que bon leur semblera.

II. « Dans tous les cas de divorce pour cause déterminée, il sera réglé en assemblée de famille, auquel des époux les enfans seront confiés.

III. « En cas de divorce pour cause de séparation de corps, les enfans resteront à ceux auxquels ils ont été confiés par jugement ou transaction, ou qui les ont à leur garde & confiance depuis plus d'un an. S'il n'y a ni jugement ou transaction, ni possession annale, il sera réglé en assemblée de famille auquel du père ou de la mère séparés, les enfans seront confiés.

IV. « Si le mari ou la femme divorcés contractent un nouveau mariage, il sera également réglé en assemblée de famille, si les enfans qui leur étoient confiés leur seront retirés, & à qui ils le seront remis.

V. « Soit que les enfans, garçons ou filles, soient confiés au père seul, ou à la mère seule, soit à l'un & à l'autre, soit à des tierces personnes, le père & la mère ne seront pas moins obligés de contribuer aux frais de leur éducation & entretien : ils y contribueront en proportion des facultés & revenus réels & industriels de chacun d'eux.

VI. « La dissolution du mariage par divorce, ne privera dans aucun cas les enfans nés de ce mariage, des avantages qui leur étoient assurés par les loix ou par les conventions matrimoniales ; mais le droit n'en sera ouvert à leur profit, que comme il le seroit si leurs père & mère n'avoient pas fait divorce.

VII. « Les enfans conserveront leur droit de succéssibilité à leur père & à leur mère divorcés. S'il survient à ces derniers d'autres enfans de mariages subséquens, les enfans des différens lits succéderont en concurrence & par égales portions.

VIII. « Les époux divorcés ayant enfans, ne pourront, en se remariant, faire de plus grands avantages, pour cause de mariage, que ne le peuvent, selon les loix, les époux veufs qui se remariaient ayant enfans.

IX. « Les contestations relatives au droit des époux d'avoir un ou plusieurs de leurs enfans à leur charge & confiance, celles relatives à l'éducation, aux droits & intérêts de ces enfans, seront portées devant des arbitres de famille ; & les jugemens rendus en cette matière seront, en cas d'appel, exécutés par provision.

« AU NOM DE LA NATION, le conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les corps administratifs & tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs départemens & ressorts respectifs, & exécuter comme loi. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-cinquième jour du mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la république française. Signé, LERAYN. Contresigné, DANTON. Et scellées du sceau de l'état ».

Et le 13 octobre 1792, L. PRUDHOMME, électeur,
l'an premier de la république.

N^o. 171.

4^e. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES À LA NATION,
AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 13 AU 20 OCTOBRE 1792.

Du jugement de Louis XVI.

Nous avons démontré, dans notre dernier article ;
N^o. 169, que le ci-devant roi Louis XVI avoit mérité la
mort ; nous avons prouvé, d'après l'histoire & l'exemple de
tous les peuples, qu'il devoit être jugé & exécuté : nous
allons prouver aujourd'hui que la ci-devant constitution ne
peut nous arrêter dans cette affaire.

171. Toms 14.

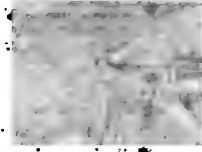
A

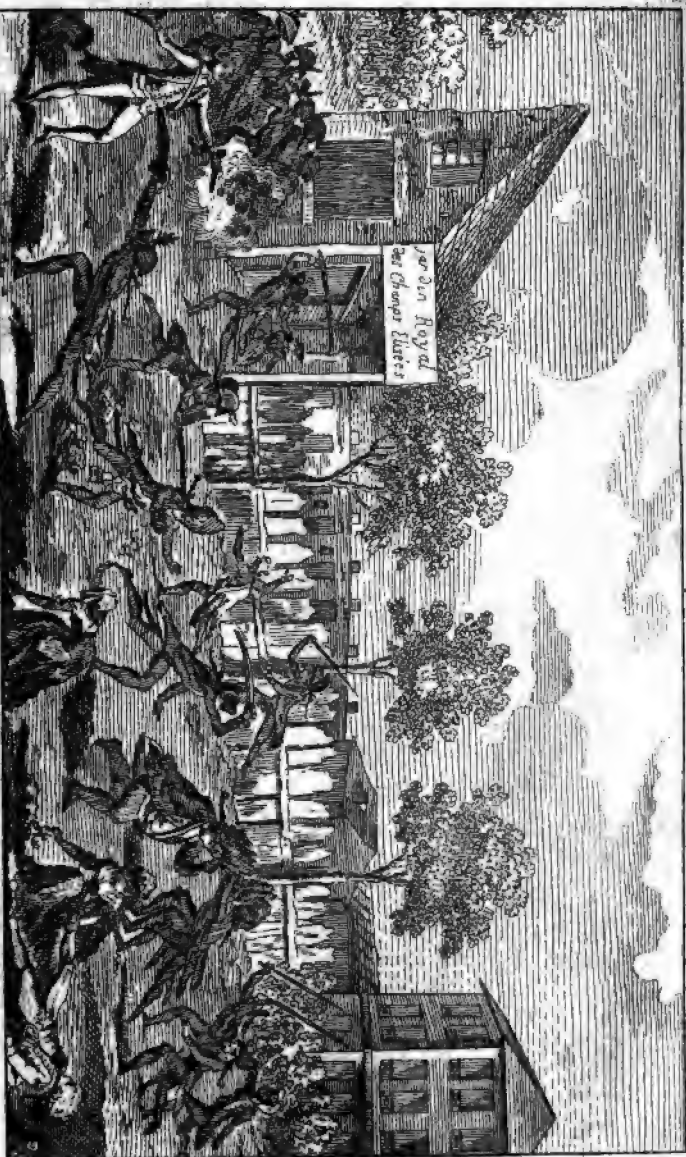
Les forfaits de Louis XVI sont avérés ; il n'y a que des traîtres comme lui qui puissent les révoquer en doute : ils crient vengeance. Les morts de Nîmes, d'Avignon, de Nantzi, de la Chapelle, du Champ de Mars, des Tuileries, tous ces malheureux égorgés par le fer des Autrichiens & des Prussiens, demandent, du fond de leurs tombeaux, la tête de leur infâme assassin. La république entière est couverte de ses crimes ; il faut que le glaive de la loi, trop long-temps suspendu, tombe enfin, & lui fasse, aux yeux de l'univers, expier ses trahisons.

Mais la horde des aristocrates, des Feuillans, des modérés, tous ces cœurs féroces qui n'ont pas donné une larme aux victimes infortunées des fureurs de Louis-Néron, s'apitoient aujourd'hui sur son sort, & veulent qu'il ne soit jugé que d'après la constitution : c'est-à-dire, ils veulent que cet exécrationnable assassin de tout un peuple soit lavé, blanchi, élargi, & qu'il jouisse, comme tous les bons citoyens, de la liberté qu'il a voulu étouffer, de ce sol qu'il a par-tout ensanglanté, de la vie, enfin, dont il a constamment abusé pour nous perdre.

On voit bien quels sont leurs projets ; on voit bien que ces dignes partisans de Louis - le - Traître voudroient qu'en lui laissant la vie & la liberté, on lui laissât les moyens de remonter sur son trône brisé, & de renouer la trame de ses complots. Mais comme ce grand mot de constitution frappe encore beaucoup d'esprits foibles, comme nous souhaitons que le jugement de Louis XVI ne trouve ni contradicteurs ni improbateurs parmi les citoyens droits & honnêtes, nous allons prouver d'abord, que, pour le juger, on ne doit pas suivre la constitution. Nous itons plus loin, & nous démontrerons que, même en la suivant, Louis peut encore être condamné à mort.

La constitution est abrogée ; le peuple souverain, le peuple juge & des rois & des loix, a reconnu que la constitution n'étoit qu'un monstrueux assemblage de contradictions, d'erreurs, & de faux principes, qu'un code désastreux où la vérité a composé, avec le mensonge, la liberté avec l'aristocratie, l'égalité avec les privilèges : le peuple n'a pu supporter plus long-temps une législation si informe, il l'a renversée ; & il ne s'est pas contenté d'en détruire quelques parties, il l'a anéantie tout entière ; il n'a point distingué tel décret d'un autre, un article d'un autre article : comme le poison circuloit par-tout & infectoit toutes les pages de ce





Un jardin royal des champs encre, les grenadiers des filles s'humilis et des petits porcs, quelques officiers suaves et des gardes du corps déguisés, ayant dans une orgie, moule le peuple de Paris et les marseillais, reçoivent le juste salaire de leur lâche provocation.

bizarre volume , il les a déchirées toutes , & a voulu qu'on le recompôsât entièrement à neuf.

Si en effet il en avoit gardé une seule ligne , il l'auroit , pour ainsi dire , gardé tout entier. Tous les abus se tiennent & se protègent ; & comme en 1789 , lorsque nous passâmes de la nuit de l'esclavage au crépuscule de la liberté , nous sentîmes qu'il falloit entièrement abattre l'édifice de nos loix tyranniques & gothiques ; qu'il falloit absolument dégager & nettoyer le sol pour y élever un bâtiment plus régulier & plus majestueux , aujourd'hui que nous reconnoissons que nos architectes ont abusé de notre confiance , il faut renverser celui-ci jusqu'à la dernière pierre.

Lorsqu'au 10 août nous avons relégué la constitution parmi les archives du despotisme , nous avons voulu qu'il n'en fût plus question , & que , l'oubliant entièrement , on nous en recréât une autre. Tous ceux qui osent rappeler & représenter , comme obligatoire , quelque article de ce mélange adulateur du bien & du mal , s'élèvent contre la souveraineté de la nation , combattent sa volonté suprême , & sont de véritables rebelles. (On voit qu'ici nous mettons à part l'exécution provisoire des loix , que pourtant le peuple n'a pas consentie , exécution provisoire absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre dans la république.)

Mais quelle est la partie de la constitution qui l'a précipitée plus vite vers la ruine ? N'est-ce pas tout ce qui concerne la royauté ? C'est principalement sur les articles qui regardoient le roi qu'est tombée l'indignation générale. Il n'est aucun patriote qui n'eût voulu les effacer de son sang. C'est pour anéantir jusqu'au nom de roi , que les Marseillois , les Bretons , tous les braves Fédérés , ont été avec les Parisiens prodiguer leur vie au château : nos frères sont morts pour abolir tous les privilèges de la royauté.

Or , n'est-ce pas un des privilèges les plus odieux attachés à cette dignité usurpatrice , que de n'être puni que par la perte de cette même dignité ? N'est-ce pas un des outrages les plus sanglans faits à un peuple libre , que de reconnoître un homme au-dessus des loix ? La nation a renversé la royauté , parce qu'elle n'a voulu voir personne au-dessus d'elle , parce qu'elle a voulu que les loix seules régnaissent , que les loix reprissent le pouvoir qu'un monarque avoit usurpé. Le ci-devant roi n'est donc plus rien ; tous ses privilèges passés , présens & à venir sont donc abolis à jamais. Nous disons plus ; c'est que la constitution doit être anéantie

dans tous ses articles, ou elle doit rester toute entière debout. Nous demanderons aux partisans, aux amis du roi, pourquoi Louis-le-Traître ne doit pas être jugé; ils répondront: c'est que la constitution ne le permet pas; mais, vils hypocrites que vous êtes, selon vous la constitution nous lie donc à cet égard? On pénètre vos indignes desseins; car si la constitution nous lie à l'égard de cet article, elle nous lie à l'égard de tous: il faut tout ou rien. Si ce décret en particulier est obligatoire, tous les autres le sont: dès-lors nous devons respectueusement reporter Louis le dernier sur le trône, le combler, comme autrefois, de vils hommages, lui rendre, & sa garde d'honneur, & ses vingt-cinq millions, & son *veto*, & ses châteaux nombreux; dès-lors la famille, si bien appelée princes & princesses *du sang*, doit faire encore une classe à part parmi des hommes égaux; que disons-nous! des hommes égaux! Non: il n'y a plus d'égalité: nous devons reconnoître encore des citoyens actifs & passifs, tous les vices de la constitution demeurent intacts; il n'y a pas de milieu: ou nous sommes tenus d'obéir à quelques articles de la constitution, ou il faut leur obéir à tous, & rentrer dans l'esclavage constitutionnel.

Heureusement que cette constitution, invoquée aujourd'hui par tant d'hommes qui naguère la critiquoient tant pour le peu de bien qu'elle renferme, heureusement que cette constitution bâtarde a reconnu solennellement que la nation a le droit imprescriptible de changer la constitution, & par conséquent de n'admettre, s'il lui plaît, aucune des idées, aucun des principes que contient celle qu'elle réproûve; & d'après la constitution même, les constitutionnels n'ont rien à répondre.

Il est vrai, & nous ne pouvons nous empêcher de l'avouer, que si une constitution faite par un peuple, long-temps méditée par lui, librement acceptée par lui, venoit tout-à-coup à être dissoute, de manière à ce qu'il n'en laissât subsister aucune pièce, quoique nous ne puissions lui reprocher d'outré-passer ses droits, puisqu'un peuple peut tout ce qu'il veut, on auroit lieu de l'accuser d'inconstance & de versatilité; mais dans ce moment, qui oseroit nous faire ce reproche? Avons-nous pu, tandis que l'on composoit notre constitution, nous bien pénétrer de ses principes, les bien peser, les examiner à loisir, à tête reposée? Non; elle s'est fabriquée à la hâte & au milieu des orages: les circonstances en dictoient alternativement les différens

articles ; on n'avoit jamais , pour la former , établi ni ensemble , une série de questions ; on l'a faite réellement par lambeaux , & ces lambeaux , les diverses factions , les différens partis les ont cousus au hasard ? Ce n'est point ce peuple qui a fait l'ancienne constitution , ni par lui , ni par ses représentans : non , nous ne craignons point de le dire , c'est le roi , c'est Louis XVI qui l'a dictée lui-même.

Dans quel temps notre prétendue constitution a-t-elle commencé à prendre une certaine forme , à faire un tout , tant bien que mal ? N'est-ce pas à la révision ? Jusqu'alors les décrets constitutionnels avoient été jetés , éparpillés çà & là ; on ne les avoit pas même distingués des décrets réglementaires. C'est à la révision qu'on les a rassemblés , réunis comme on l'a pu , que , malgré leur incohérence on a tâché de les faire accorder ensemble. Or , qui ignore aujourd'hui que le roi après sa fuite concertée avec les constituans , n'ait regné pleinement à l'assemblée , que sa liste civile n'y ait dicté les décrets , que la grande majorité n'y ait été la vile esclave du tyran couronné ? On se rappelle avec quelle chaleur tous les feuillans , tous les aristocrates déguisés attaquèrent , mutilèrent & détériorèrent les décrets les moins mauvais. Le peuple étoit vendu à beaux deniers comptans , & l'on eût tout aussi-tôt fait de laisser à l'infâme Louis le droit de dicter seul & tout haut cette constitution composée en secret aux Tuileries ; à peine y auroit-on vu quelque différence , car Louis , non plus que nos constituans , n'auroit rien osé demander de trop évidemment révoltant , il eût craint encore de soulever la multitude. Tout l'art consistoit à cacher le serpent sous les fleurs , à faire retentir à tort & à travers les mots de paix , d'ordre , d'harmonie & de bonheur public ; & c'est sur-tout avec ces vains sons qu'on fit passer le décret qui nous occupe en ce moment , ce décret absurde qui prolonge l'inviolabilité royale même au-delà du règne , & qui serviroit d'égide au monstre roi , même lorsqu'il ne seroit plus roi. Les patriotes s'élevèrent avec force contre une loi qui ne laisseroit aucun frein à la tyrannie ; mais le tyran avoit payé , & leur voix fut étouffée par les murmures , les huées & les outrages des royalistes.

Devons nous donc juger Louis-le-Traître par des loix qu'il a faites lui-même , & qu'il a faites en sa faveur ? A-t-on jamais laissé composer un code pénal par les scélérats qu'il

doit punir ? Et si un code se trouvoit composé ainsi, ne seroit-il pas nul par cela même ?

J'entends d'ici nos adversaires répéter leurs argumens favoris, & nous dira : Pourquoi donc avez vous juré cette constitution ? Et puisque vous l'avez jurée, comment osez-vous violer vos sermens ?

Nous pourrions dire qu'un serment ne nous engage qu'autant que notre conscience garde les mêmes lumières, & qu'elle persiste à voir le bien dans l'accomplissement du serment qu'elle a prononcé, mais nous répondrons d'abord que ce serment que l'on fait tant valoir a été forcé, & qu'ainsi il est nul, qu'ainsi il ne nous engage à rien.

Lorsque la royale famille fut allée, suivant l'expression de Louis XVI, *faire ses forces*, ce ne fut qu'un cri dans tout Paris & dans tout l'empire qu'il falloit faire le procès à ce lâche déserteur. Des mouvemens patriotiques éclatèrent dans la capitale & dans tous les clubs civiques. Des pétitions furent envoyées de divers départemens ; elles demandoient la déchéance du roi ; de là il n'y avoit qu'un pas à l'abolition de la royauté, plusieurs le franchissoient déjà & l'exigeoient. Les patriotes de Paris se rassemblent au champ de Mars pour rédiger & signer une pétition qui renfermoit ces deux points principaux. Le vœu général commençoit à se manifester ; c'étoit le même vœu que les bons citoyens connoissant enfin leur force & leur majorité ont fait éclater le 10 août. Mais l'assemblée constituante étoit d'intelligence avec le prévenu ; dès-lors les pétitions des départemens restèrent ensevelies dans les comités, & ne virent point le jour ; une troupe de fayettistes en habit bleu, avec fusils, sabres & canons, tomba sur les pétitionnaires du champ de Mars, qui conformément à la loi étoient sans armes, tua & massacra depuis huit heures jusqu'à onze. Dans tout le cours du mois suivant, des décrets de prise de corps, des mandats d'arrêt étoient continuellement lancés contre les patriotes ; les directoires, les tribunaux de départemens imitèrent ceux de Paris ; & lorsque Louis-le-Traître accepta la constitution qu'il avoit faite lui-même, il fallut bien accepter aussi & répéter son serment ; trop heureux d'en être quittes à ce prix, de ne plus gémir dans les cachots, de ne plus trembler sous le fer des assassins. C'est le poignard sous la gorge qu'on nous a fait jurer ; la constitution n'a donc point été jurée librement par le peuple. D'ailleurs il ne l'a pas faite, il n'a pas eu même

le temps de la méditer. Cette constitution est l'ouvrage du plus grand ennemi de la France ; nous ne sommes donc aucunement obligés aujourd'hui de la suivre.

Cette constitution ainsi fabriquée, on s'est bien gardé de la faire sanctionner par le peuple ; on sentoit bien qu'elle n'étoit faite ni par lui ni pour lui ; mais on l'a fait sanctionner ou accepter par le roi, parce qu'elle étoit faite par le roi & pour le roi. Rien ne nous lioit, rien ne peut nous lier à la constitution. Louis XVI seul se trouvoit lié par son acceptation & ses sermens ; il avoit fait avec nous de cette manière un contrat frauduleux qui étoit tout à son avantage. Son intérêt comme son devoir étoit de le suivre.

Mais ce Louis si avantagé par ce contrat a été le premier à le rompre. Le premier il a cherché à le détruire, le premier il a violé la constitution, & a tâché de la renverser ; c'est donc lui-même qui a voulu annuler le contrat ; il il n'en peut plus réclamer aucun article. Puisque malgré toutes les raisons qu'il avoit de maintenir ce traité, il ne l'a pas cru obligatoire pour lui, il ne peut pas l'être pour nous. Il s'est condamné lui-même.

Il est donc évident que sous quelque point de vue que ce soit, nous ne sommes pas obligés de suivre la constitution : il ne peut pas y avoir d'exception pour le jugement de Louis-le-Traître ; ce n'est pas d'après la constitution qu'on doit le juger.

Malgré tant de preuves irréfragables, nous voulons bien cependant encore supposer, pour contenter tous les esprits, que nous devons suivre à l'égard de ce traître la constitution entière. Eh bien ! la constitution même ne nous empêche pas de le juger suivant la raison, la justice.

Si l'on veut suivre la constitution, il ne faut lui faire dire que ce qu'elle dit ; il ne faut point lui faire dire ce qu'elle ne dit point ; nulle part elle n'a dit qu'on ne dût point juger le roi pour les crimes dont celui-ci s'est rendu coupable.

Quels sont les crimes royaux que la constitution a prévus ? Ils se bornent à trois. Le refus ou la rétractation du serment ; la sortie du royaume & son refus d'y rentrer après l'invitation du corps législatif ; enfin le commandement d'armées ennemies pris par le roi, ou la non-opposition par un acte formel à l'entreprise des ennemis. Voilà les seuls cas prévus par la constitution.

Elle inflige la même peine pour ces trois crimes : la déchéance.

Elle n'a pas supposé d'autres forfaits dans un roi ; elle n'a pas indiqué d'autres peines pour d'autres forfaits.

Elle n'a pas prévu qu'un roi commanderoit le massacre du peuple , qu'il parcourût en personne le rang des soldats pour les exciter à faire feu sur les français.

Si un roi se trouve donc souillé de tels crimes , c'est d'après la raison universelle , c'est d'après les loix communes qu'il doit être jugé.

Qu'on ne dise point qu'il ne doit pas l'être , parce que la constitution a déclaré sa personne inviolable & sacrée. Cette phrase est assez absurde en elle-même ; elle put assez l'idolâtrie pour qu'on ne lui donne pas un sens plus étendu qu'elle ne l'a. Cela signifie qu'aux yeux de cette constitution sacrilège le roi est inviolable & sacré tant qu'il est roi ; cela signifie qu'il est inviolable & sacré tant que sa déchéance n'est pas prononcée ; mais dès qu'il est descendu du trône , cette même constitution déclare qu'il rentre dans la classe des particuliers.

Cette inviolabilité qui couvre un roi pendant tout son règne , annonce non-seulement des législateurs esclaves , mais des législateurs stupides ; elle est réellement impraticable. On l'a dit cent fois : quoi ! si un farouche tyran vient violer ma femme ou ma fille , attaquer en se jouant mes propriétés ou ma vie , quoi ! mon premier mouvement , mon premier devoir ne seroit pas de poignarder ce tyran couronné ? Quoi ! je serois punissable pour avoir vengé la vertu outragée ! Non , ce ne peut être là que la doctrine des sérails de la Turquie ; & la nature , plus forte , plus juste que vos loix , me crie qu'il n'y a de sacré que la vertu.

Quoi ! je verrois un Charles IX tirer sur les Français ; je verrois un Louis XVI conjurer la perte d'un peuple entier , couvrir une surface de deux cents quarante lieues carrées de sang et de carnage , attirer par d'horribles perfidies les ennemis dans nos foyers tout en feignant de les repousser par des *actus formels* , nous livrer sans défense , piés & mains liés à de lâches Autrichiens , & nous n'aurions pas le droit de donner la mort à ce monstre , quand même il seroit encore roi constitutionnel ! La déclaration des droits ne dit-elle pas que le devoir des peuples et des particuliers est de résister à l'oppression ? Comment résisterons-nous si

nous

nous ne frappons pas le monstre au milieu de ses crimes ? comment résisterons-nous , si par un exemple salutaire nous effrayons tous ceux qui oseraient l'imiter ? quoi ! nous laisserons nos femmes nos enfans , nos frères sans vengeance ! Quoi ! parce qu'un particulier aura fait mourir un seul citoyen , il périra , & celui qui aura été l'assassin de toute une nation restera impuni parce qu'il porte une couronne ! Tous les conspirateurs qui ont payé de leur tête leur lâche complaisance pour le tyran , tous ceux qui vont satisfaire de la même manière à la vengeance des loix n'auroient-ils pas le droit de vous dire du fond de leur tombe ou de leurs cachots : c'est à cause de lui que nous sommes punis , et il ne l'est pas ; c'est pour lui , c'est avec lui que nous conspirons , et vous l'épargnez ! vous épargnez les grands les grands criminels , et vous ne frappez que les petits ; vous n'êtes ni justes , ni libres , et si Louis ne périt pas , notre mort est un crime ! Non : nous n'avons jamais pu jurer une telle infamie , même sous le couteau des tyrans ; non ce n'est pas ainsi que nous avons entendu cette horrible inviolabilité qui d'un scélérat fait un dieu , ou si nous l'avons promise , soyons , soyons , parjures citoyens ,

Le parjure est vertu quand on promet le crime.

Mais dans la circonstance actuelle le parjure n'est pas nécessaire , Louis n'est plus roi. Il n'est donc plus inviolable et sacré , même aux yeux de votre absurde constitution , qui le range , après sa déchéance , parmi les simples particuliers.

De deux choses l'une : ou les constituans , dans la bassesse de leur admiration pour un roi , n'ont pas supposé qu'il pût être un Phalaris et un Néron , ou ils l'ont supposé. S'ils n'ont pas cru qu'un roi pût être pire qu'un Desmaisons , il est clair que leur silence ne prouve rien , et que puisqu'ils ne l'ont pas supposé capable de si grands crimes , ils n'ont pu assigner des peines analogues au cas présent , & puisqu'ils n'ont pas dit formellement qu'on ne devait pas le punir dans tout autre cas , leur intention n'étoit pas qu'il échappât à une punition qu'ils ne prévoyoiént pas qu'il pût mériter. Nous l'avons déjà dit : Louis le traître est dans le cas des parricides d'Athènes. Solon n'avoit pas cru que jamais aucun homme pût tuer son père : la peine de ce crime n'étoit point portée dans son code. Cependant quand il y eut des parricides , ils furent punis : car la loi ne défendoit pas de les punir.

Et si les constituans ont supposé que le roi des Français pût se souiller de tant d'horreurs , alors il est bien évident

dent qu'ils n'ont pas cru que ces horreurs pussent rester impunies ; car vendus à la liste civile comme ils l'étoient , s'ils avoient eu cette pensée , certes , ils l'auroient déclarée hautement ; ils auroient décrété en termes exprès & formels , que jamais le roi ne pourroit être poursuivi pour des crimes antérieurs à sa déchéance : ils ne l'ont pas fait : leur silence prouve contre eux ; c'est qu'ils ont senti que tout le public , que l'imprescriptible vérité s'élèverait contre ce décret , c'est qu'ils n'ont pas cru que de tels crimes pussent rester impunis , ils n'ont pas même imaginé qu'on pût le croire. Le silence de la constitution est donc la plus forte preuve contre Louis XVI.

Examinons l'article de la constitution qui paroît le plus favoriser ce grand coupable : le voici : *après l'abdication expresse ou légale* , (dans les trois cas déjà mentionnés) le roi sera dans la classe des citoyens , & pourra être accusé & jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication.

On voit ce que nous avons déjà remarqué , que dans cet article nos prétendus législateurs n'ont pas osé étouffer le cri de leur conscience ; ils n'ont pas osé dire : *seulement* pour les actes postérieurs à son abdication : ils ont laissé la vérité dans le vague. Mais comme on ne peut jamais faire dire à une loi ce qu'elle ne dit pas , il s'ensuit qu'elle ne prononce point qu'il ne sera pas jugé pour les actes antérieurs à son abdication volontaire ou forcée , qui n'ont pas été prévus. Certes , à l'égard des trois cas mentionnés par elle , et auxquels elle assigne pour peine la déchéance , elle assure que le roi n'a pas d'autre peine à encourir , et comme elle n'a pas prévu d'autres forfaits , ce n'est que relativement à eux qu'elle parle du jugement des actes postérieurs à l'abdication.

On pourroit objecter , mais ce seroit une véritable chicane de mots , que l'article de la constitution fait entendre , que si on le jugeoit pour des crimes antérieurs , il ne pourroit être accusé et jugé comme les simples citoyens.

Cette chicane n'embarrassera pas. Car notre avis n'est point que Louis soit jugé , quant aux formes , comme les simples citoyens. Nous voulons que son procès , instruit devant l'Europe entière , fasse le procès à tous les rois , éclaire tous les peuples sur les dangers incalculables de la royauté , et que la tête de Louis XVI en tombant fasse crouler tous les trônes : il a commis des crimes qu'un roi seul peut commettre , il faut qu'il soit jugé comme roi , et non comme un particulier , dont les crimes ne peuvent avoir ni ce degré profond de scélératesse , ni cette influence monstrueuse sur tout un empire.

Il n'est point de particuliers qui puissent former une classe à part, comme en formoit à lui seul le roi des François ; il n'est point de particulier qui eût à lui seul au moins la moitié de la puissance législative par un *veto*, et le pouvoir exécutif suprême, il n'en est point qui fût le représentant héréditaire de tout un peuple. Ces qualités, ces prérogatives donnent à ses crimes plus d'intensité, & un caractère bien plus public à sa personne : on ne doit point le juger comme un simple citoyen.

Ce n'est pas qu'il faille ajouter des articles au code pénal à cause du ci-devant roi ; nous savons trop ce grand principe que Rousseau a si bien démontré, que la loi ne peut statuer sur un objet individuel, autrement le peuple se trouveroit juge & partie. Nous ne demandons point que l'on décrète un genre de supplice nouveau pour ce nouveau coupable. Non ; quoique toutes les peines déjà portées par le code pénal, soient infiniment trop douces, quoiqu'elles n'aient aucune proportion avec les crimes de ce traître, nous voulons les lui appliquer, aîn qu'au lieu d'accuser le peuple François d'une injuste vengeance, tout l'univers admire sa clémence, son humanité. Oui, son humanité ! qu'il se rappelle les tortures prolongées, les supplices épouvantables que les rois sont convenus de faire endurer à leurs assassins ! les cheveux dressent au seul récit des barbaries exercées sur Damien, Ankaström et quelques autres. S'il étoit en enfer au pouvoir des rois, ils y eussent fait tourmenter éternellement ces malheureux ; cependant ils n'avoient frappé qu'un homme, le plus souvent un monstre ; & nous, qui avons à venger dans la personne d'un seul l'assassinat prémédité de plusieurs milliers de citoyens, & le projet constaté d'enchaîner ou d'égorger la nation entière, nous nous contentons de faire subir à ce grand coupable le châtiment commun que la loi inflige à tous les scélérats, & qui leur ôte la vie dans un instant plus prompt que l'éclair. Pourquoi ? C'est qu'une nation, toujours juste quand elle se gouverne elle-même, en faisant périr un coupable, ne voit que la nécessité (qui cependant n'est pas constatée à beaucoup près) de retrancher de la société un membre qui a violé le pacte social par un grand attentat ; & que respectant l'homme dans l'homme jusqu'au dernier moment, elle ne veut que lui donner la mort, en lui en sauvant, s'il se peut, les horreurs. Mais les tyrans au contraire ont besoin d'effrayer par l'appareil des plus affreux supplices celui que l'excès de leurs forfaits porte chaque jour à les poignarder.

Revenons. Il ne s'agit que de jeter un grand éclat sur la cause

vous , qui ne voyez que vous dans l'empire , & qui ;
roulant dans vos cerveaux étroits de fin itres desseins ,
voulez apparemment vous en assurer d'avance l'impenité.

*La république est une consécration sainte d'hommes qui
se reconnoissent semblables & frères.*

Eh ! si nous sommes tous semblables , tous frères , à
quoi bon appeler de tous les points de l'empire une garde
autour de nos représentans ? Ne font-ils pas au milieu
de leurs frères à Paris , comme ils le seroient par-tout
ailleurs ?

*Les représentans appartiennent à la nation ; donc la na-
tion doit être attentive à les honorer de sa vigilance , ou à
les couvrir de son égide.*

Où sans doute , des quatre coins de la France tous
les regards sont tournés sur la convention , & tous les
bras s'armeroient en même temps pour elle. Au premier
bruit d'une invasion qui menacerait Paris , les départe-
mens viendroient tous se ranger autour de cette ville ,
comme le sang se porte vers le cœur au plus léger
choc.

*Il convient de faire concourir les départemens à la garde
des dépôts & des établissemens , qui , situés dans Paris ,
sont cependant la propriété de la nation entière.*

En ce cas Paris qui , par sa population , forme le
vingt-cinquième de la république , demandera aussi à
concourir à la garde de nos manufactures d'armes de
Maubeuge , Charleville , &c. de nos arsenaux de Tou-
lon , Marseille , &c. de nos hôtels des monnoies , de
nos ports de mer , de nos forteresses. Législateurs graves !
quel pitoyable subterfuge ! car vous n'ignorez pas qu'au-
cun dépôt public n'a été violé ; mais vous avez bien
senti que faire venir 5000 citoyens à Paris pour vous
seuls seroit aussi par trop révoltant.

*Le regard des législateurs n'a rien de commun avec le coup-
d'œil vulgaire de l'homme qui ne voit que le petit territoire
de sa ville ; il plane sur l'empire.*

Buzor , vous n'êtes qu'un phrasier ; mais peut-être es-
ce un avis que vous donniez à ceux de vos collègues qui
ne voient que l'enceinte de la salle où ils s'assemblent ,
& qui s'imaginent bonnement qu'on les croira eux-mêmes
de grands hommes , du moment qu'ils auront à leur
service des soldats de cinq pieds trois pouces au moins ,
sans compter le bonnet.

On s'amusa beaucoup à la cour d'un certain petit duc
de Gèvres , tout bossu , tout rachitique , qui avoit la
manie de ne prendre à son service que de grands laquais
de cinq pieds trois pouces au moins.

Mais suivons le génie de M. Buzot qui plane sur l'empire.

Paris doit voir dans votre attention pour unir les départemens à lui par le partage des mêmes fonctions , un éclatant témoignage de bienveillance , de justice & de reconnaissance.

Dis , Buzot , une preuve insigne du détestable esprit & de la mauvaise foi de la faction dont tu es l'organe. Paris ne voit dans ton projet que l'intention bien marquée de l'humilier , de le dénoncer aux départemens comme un ramas de factieux , d'insubordonnés , de gens qui se mêlent de tout & aiment à se rendre compte.

Paris a fait la révolution ; mais la révolution seroit anéantie si le peuple des départemens n'avoit juré de soutenir la révolution.

Cela est vrai. Eh bien qu'en conclure ? C'est que Paris qui , pour nous servir des propres expressions du rapporteur , a honoré l'assemblée constituante & le corps législatif de sa vigilance , & qui les a couverts de son égide , saura bien encore surveiller & garder la convention , sans qu'il soit besoin de déplacer 5 à 6 mille de nos frères des départemens.

Buzot n'est pas de cet avis dans son apostrophe oratoire à Paris. *Ville superbe & fortunée , s'écrie notre phrasier , tu montres avec orgueil les sources de lumières qu'alimentent & grossissent les tributs qu'on vient t'offrir de toutes parts , les vertus d'un petit nombre d'hommes qui sont venus les exercer dans ton sein.*

C'est précisément à cause de cela que la convention ne sauroit être mieux placée qu'à Paris. Paris a tout ce qu'il faut pour la surveiller & la garder. De l'aveu même du rapporteur , Paris est comme le centre où viennent aboutir les lumières & les vertus de tous les départemens ; ils n'ont pas attendu un décret pour contribuer , chacun selon ses moyens , à rendre Paris le séjour convenable à des législateurs qui ne sauroient être environnés de trop de forces & de facultés intellectuelles. Ainsi donc , on a prévenu le vœu de la convention. Il est vrai que les sans-culottes , s'ils remp'açoient la gendarmerie qui fait le service auprès de l'assemblée , & qui seroit beaucoup mieux sur les frontières , n'auroient pas tous cinq pieds trois pouces au moins sans le bonnet ; mais s'il ne falloit que cela pour satisfaire la faction qui l'exige , il ne seroit pas impossible , en cherchant bien dans tout le département de Paris , de rassembler quatre milliers de gardes de cette taille.

En sommes-nous donc réduits à faire de tels reproches à nos législateurs ? Cela fait gémir.

Buzot continue son apostrophe verbeuse : *Ne craignez pas que l'on découvre aussi cette corruption profonde, &c.*

On vous entend, M. Buzot ; Paris est une nouvelle Babylone indigne de posséder plus long-temps la convention dans son sein. Que cette ville ne s'avise donc pas de réclamer contre la maison militaire décrétée. Pour la punir, nos chastes législateurs en secoueroient la boue de leurs pieds, & porteroient leurs pénates dans une autre ville où il y auroit encore des mœurs. Que cette défaite est misérable ! Législateurs mal-adroits, que ne dites-vous tout bonnement que votre intention est de quitter Paris pour aller vous établir dans un lieu où vous soyez moins vus & plus à votre aise. Ce n'est pas la contagion des femmes publiques, des jeux & du luxe que vous cherchez à éviter ; vous savez bien que les femmes publiques, le luxe & le jeu vous suivront partout où vous irez, tant que vous toucherez 21 liv. d'indemnités par jour ; avouez plutôt que vous ne cherchez qu'un prétexte de vous éloigner du foyer des lumières, pour consommer tout à loisir vos œuvres de ténèbres. Plusieurs d'entre vous ne s'en cachent même point. Cette garde militaire n'est mise en avant que pour piquer d'honneur les habitans de Paris, & les porter à de nouveaux mouvemens qui vous autoriseront à les fuir. Il est encore une autre considération... vous aurez beau cumuler délai sur délai, tôt ou tard il faut bien que le grand jour du jugement dernier de Louis XVI arrive, & déjà les sans-culottes disent assés haut pour que vous l'entendiez que cela deyroit être fait. Que savons-nous ? peut-être ne seriez-vous pas fâchés de voir le peuple perdre patience, & prendre un parti extrême ! ah ! c'est alors que vous diriez adieu à Paris pour jamais.

Buzot ne se déconcerte pas & paye d'effronterie. Il ne craint pas d'avancer que *l'opposition de Paris à une maison militaire en démontreroit la nécessité, puisqu'il seroit possible de l'abuser au point de le faire réclamer contre une mesure juste, grande & sage...*

Malheur aux loix qui n'ont d'autres panégyristes que ceux qui les font !...

A qui peut être redoutable cette force composée de tous les points de l'empire ?... aux fatigues ?...

En effet, s'il se pouvoit que cette maison militaire, si elle se forme, arrivée à Paris & ne rencontrant dans cette ville que des frères, vint à se dire : mais qu'avions-nous besoin

besoin ici ? n'y serions-nous appelés que par une faction de l'assemblée conventionale ?

Je ne m'arrêterai point, dit toujours Buzot, *aux craintes fantastiques d'une garde prétorienne.*

Pas tant fantastique ; car enfin , les représentans du peuple se sont d'abord contentés d'une garde citoyenne ; ils ont ensuite voulu avoir la gendarmerie , plus richement habillée ; puis on lui a donné le bonnet de grenadier auquel les volontaires avoient généreusement renoncé ; & voilà maintenant la convention qui décrète une maison militaire sur le même pied à peu près que celle de la ci-devant maison du roi !

Nous aimons à croire que ce décret , avant d'être mis à exécution , sera porté à la sanction des assemblées primaires ; car enfin il seroit difficile de faire passer pour loi réglementaire ou de police , qui ne regarde que l'intérieur de la salle de la convention , un décret qui ordonne la levée d'un corps de troupes à pied & à cheval , fourni par les quatre-vingt-trois départemens.

Mais on dit que déjà , intimidés par l'opinion publique , qui se manifeste de toutes parts contre l'établissement d'une maison militaire conventionale , les vrais factieux , c'est-à-dire , la faction de l'assemblée qui propose cette mesure , commencent à en rougir , & n'insistent plus davantage. Citoyens , le sublime Buzot & le parti dont il est l'interprète , ne lâchent peut-être prise en ce moment que pour en attendre un plus favorable. Nous vous invitons à ne pas les perdre de vue : des représentans du peuple capables d'avoir conçu l'idée d'une maison militaire à leur usage , à coup sûr sont suspects & doivent demeurer tels aux yeux des patriotes.

Mais voici de la mauvaise foi , de l'impudence & de l'absurdité tout ensemble. C'est toujours le sublime Buzot qui parle.

Une garde sous l'immédiate autorité d'un corps législatif ne sauroit désirer & servir que le bien & la liberté de tous.

Il est aisé de prévoir quel sera le produit de ce mélange adultère & monstrueux d'une assemblée législative soutenue par une armée à ses ordres. Hasardons une conjecture qui assurément n'est pas gratuite. Louis , du fond des tours du Temple , a encore de nombreux amis à Paris & dans toute la France , & ce ne sont pas les sans-culottes. Or , la convention laisse aux conseils-généraux des départemens (voyez art. VII du projet de décret) le choix des citoyens qui doivent composer la garde : on exige , il est vrai , des certificats de civisme ; mais on

faît comme ils s'obtiennent. Une autre condition requise ; art. VIII, est d'avoir cinq pieds trois pouces au moins. A coup sûr, la maison militaire conventionale, d'après ces préliminaires, ne sera guère mieux composée que celle du ci-devant roi.

On va juger celui-ci ; on le doit du moins, & tous les patriotes le demandent. Au peu d'empressement & d'énergie de la convention, il paroît qu'elle est dominée par un parti qui favorise le criminel découronné ; mais le peuple, mais les sans-culottes, mais les sections, mais la terrasse de Feuillans ! ce ne sera qu'un cri d'indignation. Que fera la convention ? *Pénérée*, comme le dit l'éloquent & sublime Buzot, *pénérée de son auguste destination, fière de ses droits, fière de la puissance nationale*, elle dira avec Buzot : *qu'importe le murmure ou la prévention d'un petit nombre abusé ?* De son côté, la maison militaire, dont le général (remarquez bien cela) sera nommé par le corps conventionnel, art. VI, fière de sa taille & de son bonnet, traitera avec mépris les sans-culottes de toute grandeur, groupés aux portes & sous les fenêtres de la salle de l'assemblée. Il ne nous est pas donné de prévoir ce qui peut en résulter, à la première étincelle tombée au milieu de la multitude en fermentation.

Quand on n'auroit pas à craindre d'événemens semblables, représentans de la nation, rappelez-vous ce que vous êtes, & les trois bases que vous avez déjà posées, à savoir ; la république, l'égalité & la souveraineté du peuple dans les assemblées primaires, & soyez conséquens avec vous-mêmes.

Vous voulez des gardes ! . . . Solon, qui vous valoit bien, n'en avoit pas un ; & Athènes cessa d'être libre du moment qu'elle permit à Pisistratè d'en avoir quatre cents.

Vous voulez des gardes ! . . . Lycurgue, qui vous valoit bien, n'en avoit pas. Un jeune citoyen le blessa au visage ; le législateur des Spartiates ne crut pas devoir profiter de ce événement pour se faire donner une maison militaire.

Vous voulez des gardes ! . . . Numa, qui vous valoit bien, n'en avoit pas.

Vous voulez des gardes ! . . . Voici ce que J. J. Rousseau, qui vous valoit bien, écrivoit à un peuple redevenu esclave parce qu'il ne sut pas mettre à profit les leçons de l'auteur du Contrat social. . . « Je voudrois qu'on sentit la barbarie » & l'horrible indécence de voir l'appareil des armes profaner le sanctuaire des loix. Polonois ! êtes-vous plus guerriers que n'étoient les Romains ? et jamais, dans les plus

« grands troubles de leur république, l'aspect d'un glaive » ne fouilla les comices ni le sénat. » (*Gouvernement de Pologne, chap. VIII.*)

Vous voulez des gardes ! . . . Mais ces francs Gaulois, mais ces braves Germains, qui nous valaient bien tous, dans leurs assemblées nationales du Champ de Mars, n'en souffroient aucun autour de leurs chefs ou de leurs magistrats ; tout le peuple assistoit, en armes, aux délibérations, & il applaudissoit ou improuvoit en toute liberté les opinions, en frappant d'une certaine manière les boucliers avec les piques.

Le 14 de juillet, après la prise de la Bastille, quand une députation du corps constituant vint à Paris & traversa la Grève pour monter à la maison commune, elle n'avoit point de gardes ; tout le peuple lui servoit d'escorte, & crioit devant elle : place ! place & chapeau bas ! ce sont des députés !

Vous voulez des gardes ! . . . Vous ne devez pas vous en donner vous-mêmes : c'est à nous, citoyens de la ville où vous vous trouvez, de vous en servir si nous le jugeons convenable. Il n'appartient qu'à un despote ou à un sénat d'aristocrates de se composer une maison militaire ; & le peuple qui le lui permet ou qui le souffre, n'est déjà plus libre.

Vous voulez des gardes ! . . . Des janissaires, apparemment, pour réduire au silence de la stupidité les tribunes du peuple. Bientôt vous aurez des muets pour aller étrangler, de par le *président des Français*, le citoyen qui hasarderá de manifester son improbation ; par exemple, contre un M. Buzot, lisant son projet de décret d'une maison militaire. Il vous faut des gardes de cinq pieds trois pouces au moins, & avec de grands bonnets de poil ! Seroit-ce pour faire peur aux sans-culottes ? Mais ce sont des sans-culottes de toute taille qui ont pris la bastille en deux heures, qui ont châtié les gardes du corps dans le château de Versailles, & les gardes-suisses dans le palais des Tuileries. Ils ont défendu Lille contre les cinq pieds trois pouces de l'armée autrichienne, & repris Verdun sur ceux du roi de Prusse.

Braves enfans de Paris, qui le jour que l'on proclama la patrie en danger, partîtes par milliers pour le camp de Soissons, qu'eussiez-vous répondu aux municipaux chargés de recevoir vos enrôlemens, s'ils vous eussent dit : « Mes enfans, vous vous présentez pour être soldats de la république ; le feu de la jeunesse, du patriotisme & du courage brille dans vos yeux ; mais » il vous manque trois pouces : c'est une condition de

» rigueur pour être admis à la garde des propriétés na-
 » tionales & à la défense du territoire français , envahi
 » par l'Autriche & la Prusse : vous reviendrez , quand
 » vous aurez atteint la mesure requise ». Heureusement
 que nos généraux sont moins difficiles que nos représen-
 tans !

Et toi , Buzot , qui déjà te vantois de voir arriver
 quatre cents hommes d'Angers pour appuyer ton projet
 de décret , tu as sans doute écrit à cette ville de te
 les choisir tous de cinq pieds trois pouces au moins ?

Représentans du peuple , à vous des gardes ! Qu'en
 voulez-vous faire ? contre qui dirigerez-vous leurs baïon-
 nettes ? sera-ce contre les sans-culottes qui vous ont nom-
 més , & qui suent , qui travaillent pour vous indemniser ?
 Mais , peut-être , craignez vous Marat , que tout
 un détachement de l'armée parisienne , commandé par
 Carle , sous les ordres de Lafayette , ne put jadis ré-
 duire au silence. Certes ! Marat finira par le croire re-
 doutable.

Des gardes ! Si vous n'aviez que de bonnes intentions ,
 vous n'en sentiriez pas le besoin : si vous trahissez vos
 devoirs , quelle garde assez forte vous sauvera des malé-
 dictions du peuple ?... Des gardes !... Est-ce pour vous
 mettre hors de sa tutelle ? Vos prédécesseurs s'en sont
 pourtant bien trouvés.

Cinq à six mille gardes !... Mais vous en avez vingt-
 cinq millions ! Nous le sommes tous les uns des autres.
 Ne sommes-nous pas tous sous la sauve-garde des loix ?

Des gardes pour vous !... Il semble que le château des
 Tuileries où nous vous préparons une salle d'assemblée ,
 vous ait influencés déjà : à l'exemple du despote que
 nous en avons chassé , & vous aussi , vous voulez vous en-
 tourer de gardes ! Vous ne devriez pas même avoir
 d'huissiers. Devriez-vous seulement vous être aperçus si
 l'on montoit la garde aux portes de l'assemblée ? Une
 garde à pied & à cheval à votre service ! Votre inten-
 tion seroit-elle de transformer l'assemblée conventionale
 en lit de justice ou en séance royale ? Celle du 23 juin
 1789 avoit moins de gardes que vous n'en demandez.

Représentans du peuple ! ce n'est pas avec de telles
 mesures que vous gagnerez sa confiance , quoi qu'en dise
 votre collègue Buzot. (*Cette garde prévient tous les sujets de*
désiance.) Quelle confiance pouvons-nous avoir en vous ?
 Depuis la séance du 23 septembre , vous n'avez rien
 fait qui marque. Vous décrêtez que tout émigré pris les
 armes à la main sera livré au bourreau dans les vingt-

à nos heures : c'est fort bien ; mais pourquoi, leur chef, prisonnier de guerre dans les tours du Temple, est-il encore à être jugé ? Pour appaiser notre juste mécontentement, voilà que vous vous entourez de gardes, comme si Paris étoit pour vous ce que Coblenz trop long-temps a été pour nos frontières. Cette conduite de votre part n'est pas rassurante ; nous nous attendions à plus de fraternité.

Votre commission des neuf & votre comité militaire vous font dire par Buzot que *cette garde conservera l'unité & servira de lien moral....* Législateurs ! l'inverse est bien plus vraisemblable. Si Buzot a déjà pour lui son département, ne comptez pas de même sur toutes les autres sections de la république ; craignez au contraire d'avoir jeté au milieu d'elles une pomme de discorde : nous en savons plus d'une qui, au lieu de vous envoyer des gardes, se proposent de vous dire, dans une adresse rédigée par des hommes libres : Mandataires du peuple, ne vous êtes-vous hâtés de déchirer la pourpre royale que pour vous en distribuer les lambeaux ?

Terminons cet article, dans lequel nous craignons d'avoir donné trop d'importance à un projet de loi dont l'absurdité saute aux yeux, par redire à nos frères des départemens que l'intention de Paris n'est pas de prendre un ascendant quelconque sur le reste de la France ; encore moins, quoi qu'en dise Buzot dans son insidieux rapport, de se ménager une influence quelconque sur la convention. Fidèle aux principes, Paris n'a pas oublié qu'il n'est que l'un des quatre-vingt-trois départemens, quoiqu'il forme à lui seul la vingt-cinquième partie de la population de la France ; Paris sait très-bien que les représentans de toute une nation, sours aux considérations locales, ne doivent faire des loix que pour la nation entière.

Mais Paris sait aussi toutes les imputations calomnieuses qu'on ne cesse de hasarder contre lui, pour aliéner les autres départemens, & rompre le lien de fraternité qui ne devrait faire qu'un seul faisceau de toutes les sections de la république. Comme par-tout ailleurs, & cela est inévitable, quelques individus ont compromis, par leur conduite imprudente ou coupable, le civisme inaltérable de cette grande ville, que l'aristocratie, en expirant, voudroit bien entraîner avec elle dans le précipice. L'égoïsme n'est point le vice de Paris. Cette vaste cité a ses sacrifices proportionnés à ses grands moyens ; put en se glorifiant d'avoir été utile, elle avoue,

avec la même candeur, qu'abandonnée à elle-même ; elle ne pourroit garder long-temps l'attitude qu'elle a prise ; trop heureuse , en profitant des lumières qu'une grande masse d'hommes lui apporte sans cesse , d'être à même de surveiller les repréentans de la république , & de servir , pour ainsi dire , de sentinelle à ses frères. Ce service n'est pas le moindre de tous ceux qu'elle a rendus à la patrie.

Sur la nomination de Pétion à la mairie.

C'est une chose singulière que cet engoûment superstitieux que les Parisiens conservent, en dépit de tout, pour certains personnages. Dès qu'un homme a bien rempli une place , dès qu'ils sont une fois attachés à lui , c'en est fait : ils ne voient que lui , ne jurent que par lui ; ils s'imaginent qu'il n'y a pas d'homme en France qui puisse le remplacer ; & quand même cet heureux mortel seroit appelé à des fonctions plus éminentes & plus honorables , n'importe , ils veulent le remettre encore en son premier lieu ; ils veulent qu'il occupe à la fois & le poste le plus important & celui où ils le croient unique dans son espèce. Ce n'est point par un sentiment de faiblesse & d'idolâtrie que les Parisiens se conduisent ainsi ; même avant la révolution il y avoit dans leur société plus de liberté & d'égalité que partout ailleurs , & nulle part on ne sentoit mieux la dignité des hommes que dans cette grande ville. A Paris , comme on le disoit même alors , un homme de quelque état qu'il fût , étoit un homme ; ailleurs , c'étoit simplement un homme de tel état : c'est uniquement par une sorte de paresse & de nonchalance dans le caractère qu'ils agissent de la sorte ; ils ne veulent pas se donner la peine de chercher un second homme de mérite quand ils en ont déjà un , & de transporter leur confiance d'un objet à l'autre : enchaînés par leurs habitudes , ils ne veulent pas en contracter de nouvelles , & ils trouvent bien commode d'avoir un choix tout fait , un homme tout connu , & qu'ils soient accoutumés à voir dans tel poste.

Pétion , nommé à la convention nationale , avoit abdiqué , avec raison , la place de maire ; mais quand on lui dit que les sectaires jetoient encore les yeux sur lui , il se défendit faiblement ; il ne refusa point tout net ; de sorte qu'au temps des élections le bruit courut dans Paris que Pétion avoit promis d'accepter : il paroît qu'en

effet Pétion étoit bien-aïse d'avoir la gloire d'être renommé ; & cette vanité puérile n'est pas digne d'un républicain. Il devoit d'avance refuser franchement , & ne pas compromettre ainsi , par un refus tardif , la dignité de toute une ville. Voici la lettre qu'il a écrite au conseil-général de la commune , depuis sa nomination.

« Citoyens, j'avois eu l'honneur de vous prévenir qu'appelé à la convention nationale , j'avois accepté cette mission importante ; que je ne pouvois ni ne devois accumuler deux fonctions , & je vous avois priés de vouloir bien procéder à la nomination d'un nouveau maire. Vous m'avez une seconde fois honoré de vos suffrages ; rien n'est plus glorieux pour moi , & les termes me manquent pour vous exprimer toute ma reconnaissance : mais je ne puis regarder ce choix que comme un témoignage d'amitié , que comme une marque de souvenir des services que j'ai pu rendre à cette cité : il m'est bien douloureux de ne pouvoir pas répondre à cette confiance , à laquelle j'attache un si grand prix. En rentrant au poste de représentant de la république ; j'obéis aux principes ; je crois bien servir ma patrie : agréez mes sincères regrets & l'assurance de mon entier dévouement, votre concitoyen. *Signé, PÉTION* ».

Pétion a raison de dire qu'en refusant il obéit aux principes ; & les Parisiens , sans le vouloir , les avoient violés tous. Pétion se devoit à son département encore plus qu'à nous , à la république entière beaucoup plus qu'à Paris : ainsi il eût été absurde de sa part de quitter la convention nationale pour la mairie. Vouloit-on qu'il gardât l'une & l'autre place ? Mais d'abord il est contre les principes de cumuler deux places sur une seule tête , quand même elles ne seroient point incompatibles ; & celles-ci l'étoient. Un législateur ne peut exercer habituellement les fonctions du pouvoir exécutif ; car alors tous les pouvoirs seroient confondus. Si la convention réunit tous les pouvoirs , ce n'est pas pour les exercer elle-même , mais pour les déléguer à son tour , pour les distribuer : elle a droit de proposer toutes sortes de loix constitutives & réglementaires , d'organiser tous les pouvoirs , mais non pas de s'en saisir , & elle l'a avoué elle-même , en déclarant les fonctions de député & celles de ministre incompatibles. Un maire fait partie du pouvoir exécutif comme un ministre : il ne peut donc pas plus que celui-ci être en même-temps député ?

Jusqu'où peut aller le délire de l'enthousiasme ! Sans faire tous ces raisonnemens qui cependant étoient bien-

simples ; il suffisoit aux Parisiens de songer que le jour n'a que vingt-quatre heures. Un député a besoin de toute sa journée ; un maire n'a pas un instant à lui. Comment veut-on qu'un homme réunisse deux fonctions, dont une seule est plus que suffisante pour l'occuper tout entier ? Et parce que Bailly étoit à la fois mauvais maire & mauvais constituant, veut-on qu'un autre se double comme lui ?

L'exemple de Lafayette & de ce Bailly n'auroit-il pas dû nous détourner de laisser trop long-temps les hommes en place ? Il y a deux mille ans qu'on l'a dit : les honneurs changent les mœurs. Pétion, il est vrai, joignoit à des talens & à du patriotisme, de l'expérience. Étoit-ce une raison de le continuer cette année ? Non, ou bien c'en seroit une de le continuer jusqu'à sa mort ; car dans deux ans il en auroit eu encore davantage, & ainsi de suite.

A quellement que Pétion a refusé, nous sommes moralement sûrs que, par un effet de leur caractère, les Parisiens vont porter leurs suffrages sur Manuel : on dit même aujourd'hui qu'il préféreroit la place de maire à celle de député. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle paroît plus faite pour la nature de son esprit. Manuel réussit dans les détails & s'y plaît ; mais il ne paroît pas avoir un vaste ensemble dans les idées ; sa tête n'est peut-être pas assez constituante ; & sous ce rapport il seroit vraisemblablement plus à sa place à la mairie.

Mais il est un principe qu'il faut établir ; c'est que nous ne devons arracher à la convention nationale aucun des membres qui y ont été nommés. Ce principe regarde Panis, Billaud-Varennes, Treillard, Hérault, &c. tout aussi bien que Manuel & Pétion.

Lorsque par l'organe de nos électeurs nous avons nommé les membres de la convention, lorsque nous avons discuté ces choix & que nous y avons consenti, qu'avons-nous prétendu faire ? Nommer pour gérer les affaires de la république entière les hommes qui étoient les meilleurs & les plus propres à la chose. Nous avons été censés dire : il s'agit de l'intérêt de toute la France ; il faut le confier à ce qu'il y a de mieux dans toute la France : ceux que nous ne choisissons pas à cet effet, ne sont pas, selon nous & pour le moment, susceptibles d'une si grande confiance : ainsi la gradation des choix a montré véritablement une confiance pareillement graduée. Les députés suppléans ne l'ont pas au même degré que les députés en exercice ; ils ne nous ont pas paru si bons qu'eux.

qu'eux. Qu'arrivera-t-il si l'on nomme aux fonctions du pouvoir exécutif les membres de la convention ou même d'une législature ? Vous violerez deux principes, vous restreindrez aux affaires d'une portion de la république des hommes chargés des intérêts de la république entière ; vous aurez l'air de préférer votre chose particulière à la chose publique ; vous ferez pis que si vous nommiez un des ministres maire de Paris ; vous vous opposerez autant qu'il sera en vous à l'intention & à l'utilité générale ; car en déplaçant ce député, vous lui donnerez nécessairement pour successeur son suppléant, qui n'a pas le même degré de confiance que lui, qui n'a pas paru si propre à siéger dans l'assemblée nationale : à la place d'un bon, vous mettez un homme qui est centé moins bon ; & vous, petite portion d'un département, par pur égoïsme, vous contredites le vœu de tout un département.

Les mêmes raisonnemens sont applicables aux députés suppléans, & les excluent de la même manière.

Ne songeons donc plus à nommer ni les députés, ni les suppléans de la convention ; laissons-les à leur poste ; ils doivent être là & ne doivent être que là. Que deviendrait la plus belle assemblée de l'univers, si chaque ville, chaque commune avoit, comme nous, la manie d'y prendre son maire & son procureur-syndic. Si les députés acceptaient, elle seroit bientôt dissoute, & les intrigans ne chercheroient qu'à les faire nommer pour les disséminer ainsi. S'ils refusoient, le temps se perdrait en assemblées primaires. Les autres communes seroient plus excusables que nous ; car elles auroient le droit de nous dire : Quoi ! Parisiens ! vous qui avez une population immense, qui vous regardez comme le centre des lumières, vous les premiers nés de la liberté, si vous n'avez personne parmi vous capable de remplir ces places importantes, si vous êtes obligés d'aller chercher des hommes dans la convention, devez-vous être surpris qu'avec si peu de moyens, nous éprouvions la même disette ? Heureusement que les communes des autres départemens se montrent plus sages que les Parisiens ; elles ne vont pas troubler leurs mandataires dans leurs fonctions.

Ce qui excuse les Parisiens, c'est que pour l'intérêt de la république entière, il faut à la tête de la commune des magistrats qui réunissent le patriotisme le plus éprouvé, la probité la plus reconnue & les plus grands talens. Malheur à nous si l'on portoit à ces places des hommes

ignorés ou des royalistes , ou des intrigans ! Il faut être bien sûr de son choix.

Les sections de Paris avoient adopté une mesure qui semble devenir plus nécessaire depuis qu'une méditation plus profonde des principes leur interdit le choix des citoyens les plus généralement connus , c'étoit de faire leurs élections par appel nominal , c'est-à-dire à voix haute. Dans beaucoup d'endroits où un grand nombre de citoyens , d'ouvriers , par exemple , tiennent en quelque sorte leur subsistance d'un seul , il y auroit de grands inconvéniens à adopter une mesure qui gêneroit leur liberté ; mais à Paris , où aucune classe ne domine , on n'a à redouter que l'intrigue : or , l'intrigue aime le mystère & travaille dans l'ombre. Avec un scrutin secret , des intrigans , des ennemis du bien public peuvent former une majorité ; mais en public , mais à voix haute , ils n'oseroient jamais jeter en avant ni un inconnu , ni un homme connu pour un mauvais citoyen.

On ne voit pas pourquoi la convention s'entête à traccasser sur ce sujet les sections de Paris. Plusieurs , par amour de la paix , ont repris l'ancien mode avec inquiétude. La plupart sentant que le salut de la France , & peut-être de la république , tient à la pureté de ses choix , persistent dans cet usage qu'elles ont adopté & suivi constamment depuis la révolution du 10 , & contre lequel personne n'avoit encore réclamé. Elles disent à la convention : Vous nommez à haute voix vos officiers & les ministres de la république , de quel droit pouvez-vous nous empêcher de nommer de la même manière les officiers & les ministres de la cité ?

La convention est évidemment en contradiction avec elle-même. En raisonnant un peu , il ne seroit peut-être pas très-difficile de prouver qu'elle est en contradiction avec les principes.

En supposant que même sans attendre la sanction du peuple , vu la nécessité d'admettre des loix ou réglemens provisoires , il faille obéir au décret qui maintient toutes les anciennes loix , ce décret ne peut avoir l'extension qu'il présente d'abord ou qu'on veut lui donner , sans être en contradiction avec les principes de la révolution du 10 août.

Une ancienne loi portoit la distinction des citoyens actifs & passifs : cette loi n'a pas été abrogée. Faut-il la suivre pour cela ? Qu'on ne dise pas que l'assemblée législative a prononcé que tous les citoyens domiciliés auroient voix dans les assemblées ; ce décret ne concernoit

que la nomination des électeurs pour former la convention. L'assemblée législative ne pouvoit ni ne devoit en dire davantage ; elle ne pouvoit que proposer des mesures passagères & non des modes fixes & constans : autrement elle auroit décrété des articles constitutionnels ; droit qu'elle n'avoit pas.

La ci-devant constitution porte que les assemblées primaires n'ont d'autres fonctions que celle d'élire. Ce principe impie renverse la souveraineté du peuple. Faut-il le suivre encore ?

Ces loix & plusieurs autres qu'on pourroit citer n'ont point été abrogées par la convention : elles l'étoient déjà par le fait, lorsqu'elle s'est réunie, & la convention auroit cru ridicule & absurde de détruire ce qui n'existoit plus : ainsi le décret mal rédigé qui prolonge la durée de toutes nos loix, ne signifie autre chose sinon que toutes les loix qui n'étoient nulle part abrogées par le non-usage, resteroient intactes jusqu'à nouvel ordre.

Quoi qu'il en soit de cette discussion, nous invitons & les sections & la convention nationale à ne point faire de schisme pour des disputes de mots ; nous invitons la commune entière à laisser nos législateurs travailler à des loix, & à nommer cependant les hommes du patriotisme le plus éprouvé, de la probité la plus reconnue, & des talens les plus distingués.

Nouveaux détails sur Louis XVI & sa prison.

Au nom du peuple français les nations voisines respirent ; mais les émigrés se cachent, les petits princes d'Allemagne fuient, les rois battent en retraite, le pape se signe de peur ; toute l'Europe est en mouvement & dans l'attente. Le premier auteur de cette agitation universelle, Louis XVI, que fait-il dans sa tour ? Il dort ou dit son brevière. Les événemens qui se passent en foule autour de lui à son occasion, & dont il est instruit, puisqu'il voit régulièrement (en cachette de sa femme) le journal du soir & celui des décrets & des débats de la convention, n'affectent en aucune manière son ame impassible. Il a perdu un peu de son embonpoint ; il ne mange & ne boit plus tant qu'autrefois ; du reste, on le prendroit pour le plus stoïque des philosophes, si on ne savoit pas qu'il est devenu le plus stupide, c'est-à-dire, le plus dévot des hommes.

Seroit ce en conséquence de ce caractère que la commune de Paris, chargée du soin de sa personne, & res-

possible de tout ce qui peut lui arriver, semble à cet égard d'une insouciance dont nos ennemis domestiques pourroient profiter ? Il est certain que Louis Capet & sa famille pour oient être beaucoup mieux gardés. Des quatre cents citoyens qui font chaque jour le service militaire du Temple, quarante seulement entrent dans la tour, la plupart avec des piques. On ne devoit admettre dans l'intérieur que des fusiliers, sans oublier de leur distribuer bon nombre de cartouches ; très-souvent ils n'en ont pas une seule. Pourquoi n'y a-t-il pas du canon sur chaque tour & au pied de cette petite forteresse ; il n'y en a que deux dans la grand'cour du ci-devant palais du Temple : Santerre ne visite pas assez souvent ce poste important. D'ailleurs, on ne prend plus le soin dans les sections de choisir parmi les volontaires ceux sur lesquels on pourroit compter davantage. C'est le hasard ou le sort qui envoie pour garder l'intérieur de la tour les quarante sentinelles pris parmi le détachement des 400 hommes ; en sorte qu'il peut s'y trouver des gens suspects ou prêts à se rendre à la première séduction ; d'ailleurs l'escalier est très-étroit dans cette tour & n'a qu'une issue. Cette garde, sur-tout si elle n'est composée que de piquiers, seroit facilement égorgée par 200 brigands bien déterminés, qui se présen étoient pour enlever les prisonniers.

Pourquoi ne pose-t-on pas des sentinelles le long des murailles qu'on vient d'élever, & que des gens lestes escaladent sans beaucoup de peine ?

Pourquoi aussi combler les fossés qu'on avoit creusés à grands frais au pied de la tour ? ils eussent été d'une bonne défense, en les remplissant d'eau, et en y jetant un pont levé. Si Louis Capet avoit le génie industrieux de la Tude, il y auroit long temps qu'il seroit en liberté.

Nous avons à Paris une cavalerie volontaire bien montée, & qui ne fait point de service. Pourquoi n'en pose-t-on pas deux ou trois piquets au premier poste de l'enceinte du Temple ? On devoit y placer sur-tout les hussards de la mort ; cette troupe donneroit à ce poste le caractère qui lui convient.

Louis XVI occupe seul un appartement dans la tour ; il s'y fit dernièrement apporter deux ou trois milliers de volumes, & s'opposa à ce qu'on les lui mît en ordre, se réservant le plaisir de les arranger lui-même. Il paroît que l'ennui est le seul sentiment pénible que le ci-devant roi éprouve dans sa prison. Il occupe le second étage avec Cléri, son valet de chambre, qu'il ne gardera pas longtemps, les gages que la municipalité lui donne à présent

que son maître n'est plus roi, n'équivalent pas le sacrifice de sa liberté. La sœur de Louis XVI & sa femme, son fils & sa fille logent au-dessous de lui. Médicis-Antoinette voit son mari trois fois par jour, & une heure chaque fois. Le matin, l'officier municipal de garde vient l'avertir que le déjeuner est prêt, à dix heures le dîner, à huit heures le souper. Elle monte à ces trois époques avec toute sa famille. Le repas fait, on la prie de descendre; on ne leur permet point de se parler bas ou par signe. Des abat-jour garnissent toutes les croisées, en sorte que les détenus ne peuvent voir que le ciel, & ne communiquent point avec la terre. Louis Capet ne descend presque plus au jardin; il garde la chambre, & parle peu au municipal qui le surveille.

La santé de Médicis-Antoinette ne paroît pas altérée; mais ses cheveux grisonnent avant l'âge. En descendant, elle ne manque jamais de fixer très-attentivement les trois sentinelles postées dans l'escalier sur son passage, espérant toujours rencontrer quelques agens secrets chargés de lui transmettre des avis intéressans, mais elle en est réduite au langage des yeux. Il est défendu d'ouvrir la bouche devant elle, & de répondre à ses questions si elle en hasardoit. Les guichetiers, la tête couverte d'un bonnet rouge, ne se gênent point, & font tout le bruit qu'on peut faire en ouvrant ou fermant les portes de leurs prisonniers, garnies de gros verroux. Avant de parvenir à la pièce qu'habite Louis XVI, il y a trois portes à ouvrir, dont l'une est de fer. Médicis d'Autriche semble ne pas prendre garde à tout cela; la sœur de Louis XVI observe le même maintien; le fils & la fille du ci-devant roi ont l'air de n'y pas penser. Leur mère leur a appris à chanter, & leur fait souvent répéter à mi-voix l'ariette fameuse :

O Richard! ô mon roi!
L'univers t'abandonne.

Ces quatre personnages occupent la même pièce au premier étage, divisée en quatre parties. Au plafond de celle qui sert d'anti-chambre, est suspendu le bonnet de la liberté.

Médicis-Antoinette a pour femme de chambre une bonne vieille, dont le mari, fort honnête homme, & jadis commis aux barrières, couche dans le petit appartement du ci-devant prince royal. Au-dessus de celui de son père, on en prépare un avec beaucoup de soin & de recherche pour sa femme & le reste de sa famille : il est pratiqué dans une

très-grande chambre qu'on a divisée en huit compartimens ou petits cabinets. L'intention de l'assemblée conventionale seroit-elle de laisser toute cette famille encore long-temps-là ? Et en effet les deux femmes paroissent n'avoir pas perdu tout espoir d'une délivrance au moins lointaine. La grosse Elisabeth n'a pas encore pris le maintien modeste qui sied au malheur. N'ayant plus aumônier, ni chapelain, à l'exemple de son frère, elle lit avec exactitude tout son bréviaire, qu'on disoit jadis pour eux à si grands frais ; elle s'en est procuré un complet en quatre parties. Dernièrement elle fit emplette d'une petite pacotille de livres pour la valeur de quinze à vingt Corset. Presque tous ces volumes sont de dévotion. On desireroit en elle un peu plus de cette humilité chrétienne dont elle doit trouver des leçons dans ses lectures pieuses. Sa nièce la copie parfaitement ; cette petite effrontée vient regarder l'officier municipal jusque sous le nez ; son frère cadet en fait de même. Leur première éducation a été si mauvaise, si plate !

Mais ces *manques de savoir vivre* n'autorisent pas les citoyens sentinelles dans la tour, à s'y conduire comme s'ils étoient dans leurs corps de garde. La nuit, le jour, ils chantent à pleine voix, & dansent la carmagrole, avec un bruit dont la famille captive ne doit rien perdre. Si leur intention est de mortifier leurs prisonniers, c'est très-mal vu. Une nation généreuse sans foiblesse, plaint les criminels avant de les frapper du glaive de la loi. Il y auroit de la lâcheté à pardonner à des scélérats, mais il y en a, aussi à les molester en attendant leur jugement, & quand ils sont hors d'état de nuire.

Le valet de chambre de Louis Capet a entre les mains les décorations que son maître portoit sur ses habits quand il étoit roi. Cléry vient de consulter le conseil de sûreté du Temple pour savoir à qui il doit remettre tous ces chiffons. Il a été arrêté de les faire passer à la convention. Notre avis seroit de les joindre aux petits drapeaux pris sur les émigrés, & dont on a décrété la brûlure en public par les mains du bourreau.

Nouvelles des armées.

Savoie. La rapidité de nos conquêtes dans ce pays tient du prodige, & nos succès sont presque effrayans. Un ancien disoit qu'on n'est jamais plus près du malheur, qu'au moment où l'on jouit du plus grand bonheur ; si cet apophtegme est vrai, c'est à nous à ne pas nous laisser enivrer par la joie, ni aveugler par la fortune. Tenons-nous par-tout sur nos gardes, & que nos généraux sur-tout prennent bien leurs précautions, & ne fassent rien au hasard.

Le général Antelme a eu les mêmes avantages à Villefranche

qu'à Nice & qu'à Montalban. Toutes ces différentes prises démon- trent que la force des rois & de leurs vassaux ne consiste pas dans le nombre des soldats ou des bouches à feu qu'ils peuvent mettre en mouvement, ni même dans les remparts qui les défendent. Il se- git dans l'opinion. Quand l'opinion n'est pas éclairée, c'est le mo- ment de leur triomphe ; dès qu'on est parvenu à les connoître & à les estimer ce qu'ils valent, ils sont anéantis, & les efforts im- puissans qu'ils font ne font que l'agente de la mort. A Villefranche, cinquante Français épouvantèrent deux mille hommes qui tiennent la citadelle, & les forcèrent de se rendre à discrétion. Il ne faut pourtant pas s'imaginer que le nom français soit comme une tête de Méduse qui pétrifie les satellites des tyrans ; non, ce sont les Nègres qu'ils ont craints & non pas nous. Que peut faire une garnison, que peut faire une armée, lorsqu'elle a contre elle le peuple même qui l'entoure ? Nos succès ne prouvent rien, ou presque rien en faveur de notre courage ; mais ils prouvent tout en faveur de notre cause. C'est la liberté qui a mis en fuite les deux mille hommes qui défendoient Villefranche.

Il paroit que le roi s'arde faisoit comme le nôtre, il trompoit la nation, mais d'une manière bien différente. Le nôtre seignoit des préparatifs de guerre qu'il ne faisoit pas : l'autre seignoit de n'en point faire, & en faisoit. Par-tout on a trouvé la plus enorme quan- tité de munitions de guerre & de bouche, cachée avec soin, dé- robée avec art aux yeux du peuple. C'est que le roi-roilet Savoyard savoit bien que si les rois s'entendent entre eux, les peuples au- jourd'hui s'entendent aussi.

On apprend que Paoli ayant fait une descente en Sardaigne, a été reçu avec aussi peu de résistance, avec la même fraternité de la part des habitans de cette Ile. Cela ne nous étonne point ; car de tout temps les insulaires ont été encore plus amis de la liberté que les continentaux.

Genève. Ce n'est pas contre nous que l'aristocratie de Genève, que le conseil *magnifique* a demandé seize cents hommes aux Ber- nois, mais contre le peuple même de Genève. La chose est assez palpable ; car nous étions tout aussi maîtres d'entrer à Genève, & par conséquent tout aussi redoutables pour elle avant que de passer dans la Savoie, puisque nous sommes limitrophes avec Genève, & que cette république est moins défendue encore de notre côté que du côté du Faucigny. Nous avons découvert l'aristocratie, & le pou- voir exécutif lui a rendu ruse pour ruse, en quoi il a eu tort. Il falloit dire au conseil magnifique : nous vous craignons peu, vous & vos seize cents hommes, mais nous ne voulons pas que les Genevois aient à craindre des aristocrates. Ce n'est pas en vertu des traités que nous vous enjoignons de ne pas accepter de renfort, mais en vertu de la raison & de la justice éternelle. Mon- tesquieu a été un peu plus franc que le pouvoir exécutif ; il n'a pas caché ce motif qui étoit pour nous le premier de tous. Il n'a voulu entendre parler d'aucun accommodement, que la ville ne fût évacuée ; & le magnifique conseil & les seize cents hommes de Berne ont été obligés d'obéir très-poliment & très-promptement. Montesquieu à son tour n'a pas fait entrer les troupes dans la ville. Nous ne voulons que conserver l'indépendance des Gène- vois, qui sont assez forts chez eux, dès que personne ne s'avisera de leur faire la loi. Y introduire des troupes, c'étoit un acte de souveraineté que nous ne pouvions nous arroger ; nous avions assez de toutes anciennes à expier à leur égard. Nos rois avoient ga- ranté le gouvernement aristocratique de cette république. La con- vention a renoncé à cette partie du traité : c'est aux Genevois maintenant à faire le reste s'ils veulent.

Armées de l'intérieur. Les armées Prussiennes se retirent bien doucement, & nous les reconduisons bien poliment. On nous parle toujours de prisonniers faits, mais on n'a garde de nous en dire le nombre. Chez les Grecs, c'étoit un usage que lorsqu'un étranger arrivoit dans une contrée, dans une ville, les habitans le recevoient avec beaucoup d'honnêteté, le reconduisoient fraternellement, & faisoient alliance avec lui. Il paroît que c'est ainsi que nous nous conduisons avec les Prussiens. On parle déjà d'un traité secret avec Frédéric-Guillaume. Il faut remarquer cependant que les Grecs ne traitoient pas de la sorte les étrangers qui venoient chez eux à main armée. Ils eurent bien soin de tailler des croupières à Xerxès, & ils ne firent de traité avec leurs agresseurs, qu'après avoir pendant dix ans porté la guerre dans leurs foyers. Il est vrai que Thémistocle, qui vouloit se ménager un asile en Perse, en cas de besoin, ne fit pas autant de mal à Xerxès qu'il auroit pu; & en cela nos généraux ressemblent bien à Thémistocle; cependant Thémistocle remporta des victoires.

Nous avons vu que Dillon avoit ouvert & enseigné le passage aux Hessois, & que Dumourier n'appella cela qu'une bravade. Nous croyions, nous, qu'une bravade n'étoit qu'une insulte, qu'une fanfaronnerie faite à l'égard de quelqu'un plus fort que nous; la promesse, par exemple, faite par Dumourier de prendre les Prussiens en trois jours, peut bien être appelée une bravade; mais la politesse anti-civique que fait un officier à un ennemi vaincu, en lui offrant de le laisser passer sans coup férir, ne peut point être appelée de ce nom.

Il y a une tâche dans la conduite des affaires. Quand un officier est en défaut, on le charge d'une entreprise qu'on croit belle, & on espère le laver par-là. Montesquieu, accusé & déjà condamné, est averti sous main d'ent er en Savoie, & il y va; & aussi-tôt le peuple français & la convention de crier: Montesquieu a raison, & nous avons eu tort. Dillon, accusé de trahison, est chargé de reprendre Verdun. On savoit bien qu'il seroit rendu; tout étoit concerté d'avance. Dumourier étoit venu se pavaner à l'Opéra, parce qu'il voyoit bien qu'il ne pouvoit plus se vanter de rien à l'armée. Il laissa à Kellerman le rôle subalterne de marcher tranquillement derrière l'ennemi, & à Dillon celui d'entrer dans une ville qu'il savoit bien qu'on lui céderoit.

Dillon n'a pas profité de la circonstance; il a fait avec l'ennemi une capitulation ridicule; la voici:

Copie de la lettre de M. Courbière, lieutenant-général au service de Prusse, à M. A. Dillon, lieutenant-général commandant l'armée des Ardennes, datée de Verdun, le 11 Octobre 1792. Monsieur, J'ai ordre du roi de vous marquer, en réponse à la sommation que vous m'avez faite, d'accorder demain, 12 du courant, dans la matinée, la porte de Secours qui sera occupée conjointement par les troupes du roi et par les troupes françaises.

Le terme de l'évacuation entière de la ville de Verdun pourra avoir lieu le 14, & les malades transportables suivront sur des voitures du pays que l'on paiera.

C'est d'après cela que je suis autorisé à convenir des points de la capitulation; c'est au reste avec les sentimens de la considération la plus distinguée que j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble & obéissant serviteur. *Signé, COURBIÈRE, lieutenant-général au service de Prusse.*

Certifié conforme à l'original, le lieutenant-général commandant l'armée des Ardennes. *A DILLON.*

D'où vient que l'ennemi, en fuyant, parloit encore nous faire la loi ? Le commandant ne semble pas céder à la nécessité de la guerre, à la loi du plus fort, mais à la bonne volonté de son roi à notre égard. Il prend son temps ; il fixe lui-même les époques ; il a soin même, pour montrer que tout se fait de bon accord, d'arranger les choses de manière à ce que les Français gardent la ville avec les Prussiens ; il donne les munitions qu'il ne peut emporter ; mais aussi on lui laisse tous les autres effets appartenans à la Prusse. Ce sont deux amis qui troquent un logement, & qui s'arrangent pour les menbles, ou plutôt c'est le Prussien qui est vainqueur, car il prescrit les conventions.

Nous ne demanderions pas, comme le député Chondieu, que les généraux n'eussent pas le droit de dresser des capitulations, cela seroit quelquefois très-dangereux ; mais il faut examiner s'il les font comme ils doivent les faire ; & s'ils prévariquent, les punir.

Lille. Le siège de cette ville est levé & nous avons peu de nouvelles fraîches à en donner ; mais c'est concourir à ce tribut d'admiration & de reconnaissance que la république entière doit aux braves Lillois, que de recueillir & de publier tout ce qui peut retracer quelques traits de leur héroïque constance. C'est dans cette rue que nous consignons ici les détails suivans choisis parmi tant d'autres. Nous les trouvons dans une lettre adressée le 6 de ce mois au rédacteur du département du Nord, par les administrateurs du district de Lille.

Pendant le siège, on jouoit à la boule avec des boulets sur la grande place, où il en tomboit abondamment, et l'on en approuvoit d'autres dans des baquets. Le 5 un ouvrier tiroit à lui un boulet rouge, avec son chapeau, le chapeau brûla : d'autres qui étoient à la poursuite du boulet, le considèrent en cérémonie d'un bonnet rouge. Un autre voyoit sa maison près d'être incendiée, mais avant d'y porter du secours, il voulut mettre en sûreté le bonnet de la liberté qui étoit sur le coq du clocher, à côté de la maison.

Les bombes qu'envoyent les Autrichiens contenoient des petites phioles d'huiles de thérbentine, et quand elles faisoient explosion, l'huile enflammée s'attachoit aux boiteries & les brûloient.

Un boulet rouge tomba sur le coin du grenier de la maison du sieur Grenet, émigré, rue des jésuites ; ce coin ce grenier étoit séparé du reste du bâtiment, par un mur assez épais, que la recherche du boulet a déterminé les gardiens à ouvrir ; leur surprise fut extrême en trouvant la une quantité prodigieuse de meubles, de glaces, & autres effets précieux. Il y en avoit jusqu'aux faltes de la couverture. Le procureur-syndic ayant été prévenu de ce fait, a été inspecter les lieux et l'on étoit encore occupé le lendemain à transférer ces effets. Il n'est pas nécessaire de dire que les braves sans-culottes ont respecté cette propriété nationale.

Il est bien triste après avoir occupé nos locteurs de ces actions généreuses, d'avoir à leur parler des querelles des officiers : deux hommes se disputoient. L'un appeloit son adversaire un coquin, & l'autre lui renvoyoit cette qualification : ils ont raison tous deux, dit un passant qui les connoissoit : n'avons-nous pas à craindre qu'on ne puisse dire peut être la même chose de Lebourdonnay & de Duhoux, qui s'accusent réciproquement d'être des conspirateurs.

La lettre de Lebourdonnay ne prouve rien en sa faveur : le ton en est peu digne d'un républicain. C'est une animosité, c'est une haine personnelle qui y perce d'un bout à l'autre. Qu'est-ce qui choque le plus, qu'est-ce qui a frappé d'abord le général ? C'est que la convention nationale ait accordé les honneurs de la ténée

à Duhoux. Voilà ce qui allume en premier lieu sa bile , & l'on voit percer dans ce reproche le petit esprit de nos ci-devant. Il accuse Duhoux d'être intimement lié avec les Polignac. Voilà une imputation grave. Si elle est vraie, elle retombe sur le ministre de la guerre. Comment peut-on avoir laissé pénétrer dans nos armées, un homme qui avoit la moindre liaison avec cette famille dévastatrice ? on vouloit donc perdre la France : toute négligence à cet égard est un crime.

L'indignation n'empêche pas de rire lorsqu'on entend Labourdonnaye parler de ses dispositions pour secourir Lille. Il falloit donc bien du temps pour les faire. Apparemment que Labourdonnaye se disposoit à la secourir quand elle seroit prise, ou ruinée. Disons le mot : Labourdonnaye et Duhoux ne s'aimaient pas ; ils ne vouloient pas avoir affaire l'un avec l'autre, ils ne vouloient pas se trouver en face. L'amour propre de Duhoux se trouvoit mortifié de rendre le commandement. Labourdonnaye ne se soucioit point d'être dans le cas de continuer certaines opérations de Duhoux. Et cependant sous leurs yeux Lille tomboit en ruines.

Ce Labourdonnaye fait déjà le petit Lafayette, comme lui il veut donner des loix à l'assemblée nationale : il faudra bientôt que pour mettre aux honneurs de la séance l'assemblée consulte préliminairement nos généraux. La convention a eu tort ; nous le croyons. Il ne falloit point inviter à la séance un homme accusé & non encore justifié, mais il ne falloit pas que le général Labourdonnaye le lui reprochât si durement, si impérieusement. Quand nos généraux auront raison, s'ils ne s'accoutument pas à être modestes, s'ils osent donner des leçons à l'assemblée nationale, ils lui en donneront bientôt quand ils auront tort. De façon ou d'autre la liberté est perdue : quand l'armée domine, un peuple est esclave.

P. S. Dillon vient d'être destitué par le conseil exécutif ; c'est le général Valence qui a pris le commandement de son armée.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 12 octobre 1792.

Le secrétaire Guadet lit un arrêté de la section de Marseille, qui, invitée par la section du Marais, à nommer des commissaires pour obtenir la révocation du décret qui ordonne que les nominations seront faites par voie de scrutin, a déclaré que, persistant dans son premier arrêté, elle feroit ses nominations par appel nominal ; & que si un décret contraire lui étoit notifié officiellement, elle prendroit, dans sa sagesse, les mesures nécessaires pour en obtenir la révocation. Plusieurs membres ont demandé un décret d'accusation contre Momoro, président, & Peyre, secrétaire, tous deux signataires de l'adresse. Décrété qu'ils paroîtront à la barre.

Une lettre des commissaires envoyés à l'armée du Midi,

a appris que le général Montesquiou avoit licencié plusieurs bataillons de volontaires. Ces commissaires demandent une prompte explication du décret qui permet aux volontaires de se retirer après la campagne. Des lettres du conseil-général de l'Isère ont appris que les trois bataillons licenciés étoient de ce département, & qu'ils avoient été requis extraordinairement par Montesquiou, qui n'en ayant plus besoin les avoit renvoyés. Le conseil-général demande qu'on leur indique leur poste.

Décrété que la caisse de l'extraordinaire versera 145,370,627 livres dans celle de la trésorerie nationale, pour la mettre au pair.

Le ministre des affaires étrangères a fait part d'une lettre de Berlin, qui annonce le mécontentement des habitans de cette ville, & leur mauvaise opinion de la guerre.

Sur le rapport du comité de législation, le premier article du renouvellement des corps administratifs a été décrété en ces termes :

Article premier. Il sera, dans la forme & les délais ci-après fixés, procédé au renouvellement de tous les corps administratifs, judiciaires, municipaux, juges de paix, assesseurs des juges de paix, tribunaux de commerce, bureaux de conciliation, ainsi que de leurs secrétaires & greffiers, & des suppléans des juges.

Dumourier a paru à la barre, il a rapidement rendu compte de sa conduite; la convention l'a beaucoup applaudi, & l'a admis aux honneurs de la séance.

Samedi 13. Le général Custine se louant beaucoup de la tenue & de la discipline de son armée, a envoyé l'état des munitions & approvisionnemens trouvés dans Spire & Worms; il consiste en 3600 tonneaux de farine, 12,000 sacs d'avoine, plusieurs milliers de quintaux de foin, une grande quantité de guêtres & de souliers, & beaucoup d'effets de campement. La recette des impositions qu'il a mises sur le chapitre & le bougquemestre se monte à un million.

Le président & le secrétaire de la section de Marseille, mandés à la barre par un décret, y ont été introduits. Le président a dit que la section avoit, conformément à la loi, procédé à la nomination du maire de Paris par scrutin secret; l'assemblée, sur cette déclaration vérifiée sur les registres de la section, a passé à l'ordre du jour, en accordant aux président & secrétaire les honneurs de la séance.

On a lu des lettres du général Arthur Dillon, qui annoncent que les Prussiens évacuent Verdun, & que nous entrons dans cette place. La sommation faite par Dillon au général prussien, & la réponse de celui-ci, qui étoient jointes à la lettre de Dillon, ont été renvoyées au comité chargé d'examiner la conduite de ce général.

Des lettres d'Allemagne, envoyées à la convention par le ministre de la guerre, ont appris que l'électeur de Trèves avoit pris la fuite, & que l'armée française avoit été reçue avec de grandes démonstrations d'amitié à Ramstadt & à Francfort.

La municipalité de Courbevoie a présenté à la convention des drapeaux trouvés enfouis dans la caserne des Suisses à Courbevoie. (Accepté.)

Après avoir entendu un rapport au nom du comité de la guerre, l'assemblée a décrété ce qui suit :

1°. A compter du jour de la publication du présent décret, dans toutes les manufactures nationales d'armes il ne pourra être fabriqué d'armes que pour le compte de l'état, & en vertu de commandes ordonnées par le ministre de la guerre, ou de marchés passés par lui.

Le ministre de la guerre est subrogé dans tous les marchés & commandes qu'auroient pu faire les corps administratifs & municipaux, ou autres autorités.

2°. A compter du même jour, aucune administration, aucune municipalité, aucun particulier ne pourront faire de commandes ni aux manufactures nationales, ni avec les entrepreneurs particuliers chargés d'exécuter des fournitures commandées par le ministre.

3°. Le conseil exécutif provisoire est seul chargé de procurer des armes aux armées & aux citoyens armés des départemens.

4°. Il ne sera fabriqué des fusils qu'aux deux modèles de 1777. & 1763. Toute autre fabrication est provisoirement défendue.

5°. Chaque fusil du modèle de 1777 sera payé 22 liv., & chaque fusil du modèle de 1763 sera payé 35 livres; le tout comptant sans indemnité, après la livraison & l'épreuve.

Dimanche 14. Un secrétaire a lu une lettre des commissaires près l'armée du Nord, datée de Cambrai; elle apprend que les gendarmes de la première division, & après eux ceux de la seconde, ont fait donner la liberté à plusieurs prisonniers détenus dans la citadelle de Cambrai; que le commandant de la citadelle ayant voulu

s'opposer à cette violence, en a été la victime, ainsi que le sieur Legros, capitaine du sixième régiment de cavalerie ; leurs têtes ont été promenées dans la ville. La convention renvoie cette lettre au comité pour en faire promptement le rapport.

On lit la note d'un grand nombre d'adresses d'adhésions & de dons patriotiques, que l'assemblée consigne honorablement en son procès-verbal.

Le comité de la guerre avoit été chargé de faire un rapport sur les événemens arrivés à Cambrai. Chabot, rapporteur de ce comité, après avoir observé qu'il est important de ne jamais anéantir la responsabilité des agens ministériels, a proposé un simple renvoi au pouvoir exécutif. Ce renvoi a été décrété.

Lundi 15. Le citoyen Amelot a écrit que la somme des assignats brûlés se monte à 632 millions.

On a lu une pétition qui demande la suppression de l'impôt des patentes. Chabot a appuyé cette pétition. (Renvoyé au comité.)

A l'occasion du don fait par quelques officiers de leur croix de Saint-Louis, les commissaires à l'armée des Alpes, qui faisoient passer ces croix à la convention, ont rappelé la demande faite par le ministre Servan de supprimer cette décoration militaire, & la convention a décrété la suppression de la croix de Saint-Louis, renvoyant au comité la question de savoir quelles seront les marques distinctives pour les militaires.

Les mêmes commissaires demandent instamment que la convention révoque ou modifie le décret qui permet aux volontaires de quitter l'armée au premier décembre. Sur cette demande, & après un rapport fait par le comité militaire qui a démontré la nécessité d'abroger cette loi, l'assemblée a décrété l'envoi d'une adresse à l'armée pour retenir les volontaires nationaux sous leurs drapeaux.

La convention nationale avoit chargé le comité militaire de lui faire le rapport des travaux du camp sous Paris. Ce rapport a été fait, & le comité proposoit la continuation de ces travaux ; Kerfaint l'a attaqué, & a prouvé l'inutilité des travaux de ce camp. L'assemblée a décrété la suspension de ces travaux.

On a lu des lettres du général Anselme, qui annoncent la prise de Villefranche dans le comté de Nice, & 12 pièces de canon, avec une frégate, une corvette, & les magasins de la marine. Anselme se loue grand de son armée.

Le ministre des affaires étrangères a fait passer à l'assemblée une déclaration du conseil de la république de Genève, qui proteste de la plus parfaite neutralité, mais qui demande à conserver son indépendance, & à garder les seize cents Suisses qu'il prétend avoir eu le droit de requérir en vertu des traités. A cette déclaration étoit jointe une délibération du conseil exécutif de la république, qui garantit aux Gênévois leur indépendance, mais qui demande la prompte évacuation des 1600 Suisses. La convention a applaudi à cette délibération.

Mardi 16. La séance s'est ouverte par la lecture d'un grand nombre d'adresses d'adhésion au décret qui abolit la royauté.

Le ministre de l'intérieur a justifié de l'emploi des cinq millions mis dernièrement à sa disposition ; trois ont été distribués aux habitans de Lille & des communes voisines ; les deux autres aux départemens frontières où l'ennemi a pénétré.

Les commissaires envoyés aux armées réunies, ont écrit de Verdun que les troupes françaises y étoient entrées le 14, & y avoient trouvé beaucoup de provisions laissées par les Prussiens ; ils ont envoyé copie de la capitulation demandée par le roi de Prusse & les généraux français. Nous en avons parlé dans ce numéro, & nous l'avons fait connoître en détail.

A l'occasion de l'avis donné par Rulhié, que neuf émigrés pris les armes à la main étoient en chemin pour arriver à Paris, un membre a demandé que la convention s'occupât promptement du jugement de Louis XVI. Après une assez longue discussion sur cette proposition, la convention l'a renvoyée, ainsi que toutes celles subsequently faites, au comité de législation. Manuel demandoit qu'avant tout le comité de constitution présentât un mode pour soumettre à la sanction du peuple les bases décrétées de l'abolition de la royauté & de la constitution de la France en république. On a passé à l'ordre du jour.

Mercredi 17. Il est décrété que les gendarmes qui seront choisis pour remplacer ceux qui sont aux frontières, seront tenus de présenter un certificat de civisme, signé par le conseil-général de la commune où ils auront leur domicile.

Organe du comité des finances, Cambon a proposé une nouvelle création d'assignats ; savoir, 100 millions en assignats de 10 livres, 200 millions en assignats de 25 livres, 40 millions en assignats de 10 sous, & 60 mil-

lions en assignats de 15 sous. A travers beaucoup de développemens sur les ressources qui restoient à l'état, tant par la vente des biens des émigrés, que par les réformes à faire, il a donné le tableau des assignats créés jusqu'à ce jour : il monte à 2 milliards 741 millions, & le gage que produisent les Liens nationaux est porté à 3 milliards 170 millions. Les biens des émigrés présentent encore un capital de 2 milliards, & il y a dans les caisses nationales 600 millions. La convention a décrété l'impression & l'ajournement du projet de Cambon.

On avoit ajourné la discussion d'un projet de décret relatif à la conduite de la république de Genève envers la France. Brissot a fait lecture du projet, & l'assemblée a décrété qu'elle approuvoit l'arrêté pris par le conseil exécutif à l'égard des Genevois ; traité que nous avons fait connoître, chargeant le pouvoir exécutif de notifier à la république de Genève que la république française renonce, pour sa part, à la partie du traité de 1782, relative à la garantie de la constitution & du gouvernement de Genève.

On a renvoyé au comité une lettre des administrateurs d'Ustaritz, qui annoncent une prochaine invasion des Espagnols, & que déjà des précautions ont été prises pour assurer nos frontières.

La lecture de plusieurs adresses à l'armée, pour inviter les volontaires nationaux à rester sous leurs drapeaux, n'ayant pas satisfait l'assemblée, elle a chargé Condorcet, Vergniaud, Danton & Olivier, de lui en présenter une.

Judi 18. Thuriot, l'un des commissaires chargés de surveiller les procédures qui s'instruisent contre les voleurs du garde-meuble, a annoncé que l'un des condamnés, convaincu d'avoir soustrait à lui seul pour plus de 14 millions de diamans, refusoit de dire le lieu qui les recèle : en conséquence, il a fait décréter que le tribunal est autorisé à surseoir l'exécution des jugemens relatifs à cette affaire, lorsqu'il croira que l'intérêt public l'exige.

Une lettre de Labourdonnaye est improuvée. Nous l'avons fait connoître.

Albitte, au nom des comités de la guerre & des secours, a présenté sur les ouvriers du camp de Paris, un projet dont le résultat a été de faire rendre le décret suivant :

« 1°. Les travaux du camp de Paris cesseront définitivement le 20 de ce mois ; 2°. tous les ouvriers se retireront

dans leurs départemens, & recevront 3 sous par lieue pour leur voyage ; 3°. arrivés dans leur département, ils recevront pour gratification le prix de trois journées de travail ».

Marat a demandé un décret d'accusation contre le général Chazot, à l'occasion des déterteurs massacrés par les deux bataillons de Mauconseil. L'assemblée, après l'avoir écouté impatiemment, a passé à l'ordre du jour.

Le nouveau ministre de la guerre est venu prêter son serment. Roland a déposé sur le bureau son compte de finances. Un membre a demandé que chaque ministre fût tenu de présenter celui des dépenses secrètes. Danton s'y opposoit. Après de vifs débats, sur la proposition de Larivière, il a été décrété que le conseil exécutif présentera, non point des comptes particuliers à chaque ministre, mais la preuve qu'il a été fait par le conseil un arrêté général des dépenses.

Loi qui termine le mode de constater l'état civil des citoyens.

Du 20 septembre 1792, l'an quatrième de la liberté.

« L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, les trois lectures du projet de décret sur le mode par lequel les naissances, mariages & décès seront constatés, & avoir décrété qu'elle est en état de délibérer définitivement, décrète ce qui suit.

Titre premier. Des officiers publics par qui seront tenus les registres des naissances, mariages & décès.

Art. 1^{er}. » Les municipalités recevront & conserveront à l'avenir les actes destinés à constater les naissances, mariages & décès.

II. » Les conseils généraux des communes nommeront parmi les membres, suivant l'étendue & la population des lieux, une ou plusieurs personnes qui seront chargées de ces fonctions.

III. » Les nominations seront faites par la voie du scrutin, & à la pluralité absolue des suffrages, elles seront publiées & affichées.

IV. » En cas d'absence ou empêchement légitime de l'officier public chargé de recevoir les actes de naissance, mariage & décès, il sera remplacé par le maire ou par un officier municipal, ou par un autre membre du conseil général à l'ordre de la liste.

Titre II. De la tenue & dépôt des registres.

Art. 1^{er}. » Il y aura dans chaque municipalité trois registres pour constater, l'un les naissances, l'autre les mariages, le troisième les décès.

II. « Les mois registres seront doubles, sur papier timbré, fournis aux frais de chaque district, & envoyés aux municipalités par les directeurs, dans les quinze premiers jours du mois de décembre de chaque année; ils seront cotés par premier & de nier, & paraphés sur chaque feuillet, le tout sans frais, par le président de l'administration du district, ou à son défaut, par un des membres du directoire, suivant l'ordre de la liste.

III. « Les actes de naissance, mariage & décès seront écrits sur les registres doubles, de suite & sans aucun blanc. Les renvois & ratures seront approuvés & signés de la même manière que le corps de l'acte. Rien n'y sera écrit par abréviation, ni aucune date mise en chiffres.

IV. « Toute contravention aux dispositions de l'article précédent, sera punie de dix livres d'amende pour la première fois, de vingt livres d'amende en cas de récidive, & même des peines portées par le code pénal en cas d'altération ou de faux.

V. « Il est expressément défendu d'écrire & de signer, en aucun cas, les actes sur feuilles volantes, à peine de cent livres d'amende, de destitution & de privation pendant dix ans, de la qualité & des droits de citoyen actif.

VI. « Les actes contenus dans ces registres, & les extraits qui en seront délivrés, seront foi & preuve en justice, des naissances, mariages & décès.

VII. « Les actes qui seront inscrits dans les registres, ne seront point sujets au droit d'enregistrement.

VIII. « Dans les quinze premiers jours du mois de janvier de chaque année, il sera fait à la fin de chaque registre une table par ordre alphabétique des actes qui y seront contenus.

IX. « Dans le mois suivant, les municipalités seront tenues d'envoyer au directoire de leur district, l'un des registres doubles.

X. « Les directeurs de district vérifieront si les actes ont été dressés, & les registres tenus dans les formes prescrites.

XI. « Dans les quinze premiers jours du mois de mars, les procureurs-syndics seront tenus d'envoyer ces registres aux directoires de département, avec les observations des directoires de district.

XII. « Ces registres seront déposés & conservés aux archives des directoires de département.

XIII. « Les autres registres doubles seront déposés & conservés aux archives des municipalités.

XIV. « Les procureurs-généraux-syndics des départemens seront chargés des dénonciations & poursuites en cas de contravention au présent décret.

XV. « Tous les dix ans, les tables annuelles faites à la fin de chaque registre seront refondues dans une seule; néanmoins pour déterminer une époque fixe & uniforme, la première de ces tables générales sera faite en 1800.

XVI. « Cette table décennale sera mise sur un registre séparé, tenu double, timbré, coté & paraphé.

XVII. « L'un des doubles de ces registres sera envoyé, dans les quinze premiers jours du mois de mai de la onzième année, aux directoires de district, & transmis dans le mois suivant, par le procureur-syndic, au directoire du département, pour être placé dans le même dépôt.

XVIII. « Toutes personnes sont autorisées à se faire délivrer des extraits des actes de naissance, mariage & décès, soit sur les registres conservés aux archives des municipalités, soit sur ceux déposés aux archives des départemens. Les extraits devront être sur papier timbré ; ils ne seront pas sujets au droit d'enregistrement.

XIX. « Il ne sera payé que six sous pour chaque extrait des actes de naissance, décès & publication de mariage, & douze sous pour chaque extrait des actes de mariage, non compris le timbre.

XX. « Les extraits demandés sur les registres courans, seront délivrés par celui qui sera chargé de les tenir. Après le dépôt, les extraits seront expédiés par les secrétaires-greffiers des municipalités ou des départemens.

XXI. « Les registres courans seront tenus par celui qui sera chargé de recevoir les actes : il en répondra.

XXII. « Dans les villes dont l'étendue & la population exigent qu'il y ait plus d'un officier public chargé de constater les naissances, mariages & décès, il sera fourni trois registres doubles à chacun d'eux ; ils seront tenus de se conformer aux règles ci-dessus prescrites.

Titre III. Naissances.

Art. 1^{er}. « Les actes de naissance seront dressés dans les vingt-quatre heures de la déclaration qui sera faite par les personnes ci-après désignées, assistées de deux témoins de l'un ou de l'autre sexe, parens ou non parens, âgés de vingt-un ans.

II. « En quelque lieu que la femme mariée accouche, si son mari est présent & en état d'agir, il sera tenu de faire la déclaration.

III. « Lorsque le mari sera absent ou ne pourra agir, ou que la mère ne sera pas mariée, le chirurgien ou la sage-femme qui auront fait l'accouchement, seront obligés de déclarer la naissance.

IV. « Quand une femme accouchera, soit dans une maison publique, soit dans la maison d'autrui, la personne qui commandera dans cette maison, ou qui en aura la direction, sera tenue de déclarer la naissance.

V. « En cas de contravention aux précédens articles, la peine contre les personnes chargées de faire la déclaration, sera de deux mois de prison ; cette peine sera poursuivie par le procureur de la commune devant le tribunal de police correctionnelle, sauf les poursuites criminelles en cas de suppression, enlèvement ou défaut de représentation de l'enfant.

VI. « L'enfant sera porté à la maison commune ou autre lieu public servant aux séances de la commune ; il sera présenté à l'officier public. En cas de péril imminent, l'officier public sera tenu, sur la réquisition qui lui en sera faite, de se transporter dans la maison où sera le nouveau né.

VII. « La déclaration contiendra le jour, l'heure & le lieu de la naissance, la désignation du sexe de l'enfant, le prénom qui lui sera donné, les prénoms & noms de ses père & mère, leur

profession, leur domicile; les prénoms, noms, profession & domicile des témoins.

VIII. « Il sera de suite dressé acte de cette déclaration sur le registre double à ce destiné; cet acte sera signé par le père ou autres personnes qui auront fait la déclaration, par les témoins & par l'officier public; si aucun des déclarans & témoins ne peuvent ou ne savent signer, il en sera fait mention.

IX. « En cas d'exposition d'enfant, le juge de paix ou l'officier de police qui en aura été instruit, sera tenu de se rendre sur le lieu de l'exposition, de dresser procès-verbal de l'état de l'enfant, de son âge apparent, des marques extérieures, vêtemens & autres indices qui peuvent éclairer sur sa naissance; il recevra aussi les déclarations de ceux qui auroient quelques connoissances relatives à l'exposition de l'enfant.

X. « Le juge de paix ou l'officier de police sera tenu de remettre, dans les vingt-quatre heures, à l'officier public, une expédition de ce procès-verbal, qui sera transcrit sur le registre double des actes de naissance.

XI. « L'officier public donnera un nom à l'enfant, & il sera pourvu à sa nourriture & à son entretien, suivant les loix qui seront portées à cet effet.

XII. « Il est défendu aux officiers publics d'insérer par leur propre fait, dans la rédaction des actes & sur les registres, aucunes clauses, notes ou énonciations autres que celles contenues aux déclarations qui leur seront faites, à peine de destitution qui sera prononcée par voie d'administration, par les directoires de département sur la dénonciation, soit des parties, soit des procureurs des communes ou procureurs-syndics, & sur la réquisition des procureurs-généraux-syndics.

XIII. « Si, antérieurement à la publication de la présente loi, quelques personnes avoient négligé de faire constater la naissance de leurs enfans dans les formes usitées, elles seront tenues dans la huitaine qui suivra ladite publication, d'en faire la déclaration, conformément aux dispositions ci-dessus.

Titre IV. Mariages.

Section première. *Qualités & conditions requises pour pouvoir contracter mariage.*

Art. I^{er}. « L'âge requis pour le mariage, est quinze ans révolus pour les hommes, & treize ans révolus pour les filles.

II. « Toute personne sera majeure à vingt-un ans accomplis.

III. « Les mineurs ne pourront être mariés sans le consentement de leur père ou mère, ou parens ou voisins, ainsi qu'il va être dit.

IV. « Le consentement du père sera suffisant.

V. « Si le père est mort ou interdit, le consentement de la mère suffira également.

VI. « Dans le cas où la mère seroit décédée ou en interdiction, le consentement des cinq plus proches parens paternels ou maternels, sera nécessaire.

VII. « Lorsque les mineurs n'auront point de parens ou n'en

auront pas au nombre de cinq dans le district, on y suppléera par des voisins pris dans le lieu où les mineurs seront domiciliés.

VIII. « Les parens & les voisins assemblés dans la maison commune du lieu du domicile du mineur, délibéreront à cet égard, devant le maire ou autre officier municipal à l'ordre de la liste, en présence du procureur de la commune.

IX. « Le consentement sera donné ou refusé, d'après la majorité des suffrages.

X. « Toute personne engagée dans les liens du mariage, ne peut en contracter un second, que le premier n'ait été dissous conformément aux loix.

XI. « Le mariage est prohibé entre les parens naturels & légitimes en ligne directe, entre les alliés dans cette ligne, & entre le frère & la sœur.

XII. « Ceux qui sont incapables du consentement, ne peuvent se marier.

XIII. « Les mariages faits contra la disposition des articles précédens, seront nuls & de nul effet.

Section seconde. *Publications.*

Art. 1^{er}. « Les personnes majeures qui voudront se marier, seront tenues de faire publier leurs promesses réciproques dans le lieu du domicile actuel de chacune des parties. Les promesses des personnes mineures seront publiées dans celui de leurs pères & mères, & si ceux-ci sont morts ou interdits, dans celui où se sera tenue l'assemblée de famille requise pour le mariage des mineurs.

II. « Le domicile relativement au mariage, est fixé par une habitation de six mois dans le même lieu.

III. « Le mariage sera précédé d'une publication faite le dimanche à l'heure de midi, devant la porte extérieure & principale de la maison commune, par l'officier public : le mariage ne pourra être contracté que huit jours après cette publication.

IV. « Il sera dressé acte de cette publication sur un registre particulier à ce destiné ; ce registre ne sera pas tenu double, & sera déposé, lorsqu'il sera fini, aux archives de la municipalité.

V. « L'acte de publication contiendra les prénoms, noms, profession & domicile des futurs époux, ceux de leurs pères & mères, & les jour & heure de la publication. Il sera signé par l'officier public.

VI. « Un extrait de l'acte de publication sera affiché à la porte de la maison commune, dans un tableau à ce destiné.

VII. « Dans les villes dont la population excède dix mille âmes, un pareil tableau sera en outre placé sur la principale porte du chef-lieu des sections sur lesquelles les futurs époux habiteront.

Section III. *Oppositions.*

Art. 1^{er}. « Les personnes dont le consentement est requis pour les mariages des mineurs, pourront seules s'y opposer.

II. « Seront également reçues à former opposition aux mariages, soit des majeurs, soit des mineurs, les personnes déjà engagées par mariage avec l'une des parties.

III. « Dans le cas de démence des majeurs, & lorsqu'il n'y aura point encore d'interdiction prononcée, l'opposition de deux parens sera admise.

IV. « L'acte d'opposition en contiendra les motifs, & sera signé par la partie opposante, ou par son fondé de procuration spéciale, sur l'original & sur la copie. Il sera donné copie des procurations en tête de celle de l'opposition.

V. « L'acte d'opposition sera lignifié au domicile des parties, & à l'officier public qui mettra son *visé* sur l'original.

VI. « Il sera fait une mention sommaire des oppositions par l'officier public, sur les registres des publications.

VII. « La validité de l'opposition sera jugée en première instance par le juge de paix du domicile de celui contre lequel l'opposition aura été formée; il y sera statué dans trois jours. L'appel sera porté au tribunal du district, sans que les parties soient obligées de se présenter au bureau de conciliation; le tribunal prononcera sommairement & dans la huitaine. Les délais, soit par-devant le juge de paix, soit par-devant le tribunal d'appel, ne pourront être prorogés.

VIII. « Une expédition des jugemens de main-levée sera remise à l'officier public, qui en fera mention en marge de celle des oppositions sur le registre des publications.

IX. « Toutes oppositions formées hors les cas, les formes, & par toutes personnes autres que celles ci-dessus désignées, seront regardées comme non avenues, & l'officier public pourra passer outre à l'acte de mariage; mais dans les cas & les formes ci-dessus spécifiés, il ne pourra passer outre au préjudice des oppositions, à peine de destitution, de trois cents livres d'amende, & de tous dommages & intérêts.

Section IV. Des formes intrinsèques de l'acte de mariage.

Art. I^{er}. « L'acte de mariage sera reçu dans la maison commune du lieu du domicile de l'une des parties.

II. « Le jour où les parties voudront contracter leur mariage, sera par elles désigné, & l'heure indiquée par l'officier public chargé d'en recevoir la déclaration.

III. « Les parties se rendront dans la salle publique de la maison commune, avec quatre témoins majeurs, parens ou non parens, sachant signer, s'il peut s'en trouver aisément dans le lieu qui sachent signer.

IV. « Il sera fait lecture en leur présence, par l'officier public, des pièces relatives à l'état des parties & aux formalités du mariage, tels que les actes de naissance, les contentemens des pères & mères, l'avis de la famille, les publications, oppositions & jugemens de main-levée.

V. « Après cette lecture, le mariage sera contracté par la déclaration que fera chacune des parties à haute voix, en ces termes :

Je déclare prendre (le nom) en mariage.

VI. « Aussi-tôt après cette déclaration faite par les parties, l'officier public, en leur présence & en celle des mêmes témoins, prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies en mariage.

VII. « L'acte de mariage sera de suite dressé par l'officier pu-

blic, il contiendra, 1°. les prénoms, noms, âge, lieu de naissance, profession & domicile des époux; 2°. les prénoms, noms, profession & domicile des pères & mères; 3°. les prénoms, noms, âge, profession, domicile des témoins, & leur déclaration s'ils sont parens ou alliés des parties; 4°. la mention des publications dans les divers domiciles, des oppositions qui auroient été faites, & des jugemens de main-levée; 5°. la mention du consentement des pères & mères, ou de la famille dans les cas où il y a lieu. 6°. la mention des déclarations des parties, & de la prononciation de l'officier public.

VIII. « Cet acte sera signé par les parties, par leurs pères, mères, & parens présens, par les quatre témoins & par l'officier public, en cas qu'aucun d'eux ne fût ou ne pût signer, il en sera fait mention.

IX. « Si, antérieurement à la publication de la présente loi, quelques personnes s'étoient mariées devant des officiers civils, elles seront tenues de venir dans la huitaine déclarer leur mariage devant l'officier public de la municipalité de leur domicile, lequel en dressera acte sur les registres aux formes ci-dessus prescrites.

Section V. Du divorce dans ses rapports avec les fonctions de l'officier public chargé de constater l'état civil des citoyens.

Art. 1°. « Aux termes de la constitution, le mariage est dissoluble par le divorce.

II. « La dissolution du mariage par le divorce, sera prononcée par l'officier public chargé de recevoir les actes de naissance, mariage & décès, dans la forme qui suit.

III. « Lorsque deux époux demanderont conjointement le divorce, ils se présenteront accompagnés de quatre témoins majeurs, devant l'officier public, en la maison commune, au jour & heure qu'il aura indiqués : ils justifieront qu'ils ont observé les délais exigés par la loi sur le mode du divorce : ils représenteront l'acte de non-conciliation qui aura dû leur être délivré par leurs parens assemblés ; & sur leur réquisition, l'officier public prononcera que leur mariage est dissous.

IV. « Il sera dressé acte du tout sur le registre des mariages ; cet acte sera signé des parties, des témoins & de l'officier public, où il sera fait mention de ceux qui n'auront pu ou su signer.

V. « Si le divorce est demandé par l'un des conjoints seulement, il sera tenu de faire signifier à son conjoint un acte aux fins de le voir prononcer : cet acte contiendra réquisition de se trouver en la maison commune de la municipalité, dans l'étendue de laquelle le mari a son domicile, & devant l'officier public chargé des actes de naissances, mariages & décès, dans le délai qui aura été fixé par cet officier. Ce délai ne pourra être moindre de trois jours, & en outre d'un jour par dix lieues, en cas d'absence du conjoint appelé.

VI. « A l'expiration du délai, le conjoint demandeur se présentera, accompagné de quatre témoins majeurs, devant l'officier public ; il représentera les différens actes en jugement qui doivent justifier qu'il a observé les formalités & les délais exigés par la loi sur le mode du divorce, & qu'il est fondé à le demander : il

représentera aussi l'acte de réquisition qu'il aura dû faire signifier à son conjoint, aux termes de l'article précédent ; & sur la réquisition, l'officier public prononcera, en présence ou en absence du conjoint dûment appelé, que le mariage est dissous.

VII. « Il sera donné acte du tout sur le registre des mariages, en la forme réglée par l'article IV ci-dessus.

VIII. « S'il s'élève des contestations de la part du conjoint contre lequel le divorce sera demandé, sur aucun des actes ou jugemens représentés par le conjoint demandeur, l'officier public n'en pourra prendre connoissance ; il renverra les parties à se pourvoir.

IX. « L'officier public qui aura prononcé le divorce & en aura fait dresser acte sur les registres des mariages, sans qu'il lui ait été justifié des délais, des actes & des jugemens exigés par la loi sur le divorce, sera destitué de son état, condamné à cent livres d'amende, & aux dommages-intérêts des parties.

Titre V. *Décès.*

Art. 1^{er}. « La déclaration du décès sera faite par les deux plus proches parens ou voisins de la personne décédée, à l'officier public, dans les vingt-quatre heures.

II. « L'officier public se transportera au lieu où la personne sera décédée, & après s'être assuré du décès, il en dressera l'acte sur les registres doubles. Cet acte contiendra les prénoms, noms, âge, profession & domicile du décédé, s'il étoit marié ou veuf ; dans ces deux cas, les prénoms & noms de l'épouse, les prénoms, noms, âge, profession & domicile des déclarans ; & au cas qu'ils soient parens, leur degré de parenté.

III. « Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, profession & domicile des père & mère du décédé, & le lieu de sa naissance.

IV. « Cet acte sera signé par les déclarans & par l'officier public : mention sera faite de ceux qui ne sauroient ou ne pourroient signer.

V. « En cas de décès dans les hôpitaux, maisons publiques ou dans des maisons d'autrui, les supérieurs, directeurs, administrateurs & maîtres de ces maisons, seront tenus d'en donner avis dans les vingt-quatre heures à l'officier public, qui dressera l'acte de décès sur les déclarations qui lui auront été faites, & sur les renseignemens qu'il aura pu prendre concernant les prénoms, noms, âge, lieu de naissance, profession & domicile du décédé.

VI. « Si dans le cas du précédent article, l'officier public a pu connoître le domicile de la personne décédée, il sera tenu d'envoyer un extrait de l'acte du décès à l'officier public du lieu de ce domicile, qui le transcrira sur ses registres.

VII. « Les corps de ceux qui auront été trouvés morts avec des signes ou indices de mort violente, ou autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, ne pourront être inhumés qu'après que l'officier de police aura dressé procès-verbal, aux termes de l'article II du titre III de la loi sur la police de sûreté.

VIII. « L'officier de police, après avoir dressé le procès-verbal

de l'état du cadavre ; & des circonstances y relatives , sera tenu d'en donner sur le champ avis à l'officier public , & de lui en remettre un extrait contenant des renseignemens sur les prénoms , noms , âge , lieu de naissance , profession & domicile du décédé.

IX. » L'officier public dressera l'acte de décès sur les renseignemens qui lui auront été donnés par l'officier de police.

Titre VI. *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. » Dans la huitaine , à compter de la publication du présent décret , le maire ou un officier municipal , suivant l'ordre de la liste , sera tenu , sur la réquisition du procureur de la commune , de se transporter , avec le secrétaire - greffier , aux églises paroissiales , presbytères , & aux dépôts des registres de tous les cultes ; ils y dresseront un inventaire de tous les registres existans entre les mains des curés & autres dépositaires. Les registres courans seront clos & arrêtés par le maire ou officier municipal.

II. » Tous les registres , tant anciens que nouveaux , seront portés & déposés dans la maison commune.

III. » Les actes de naissances , mariages & décès , continueront d'être inscrits sur les registres courans , jusqu'au premier janvier 1793.

IV. Dans deux mois , à compter de la publication du présent décret , il sera dressé un inventaire de tous les registres de baptêmes , mariages & sépultures existans dans les greffes des tribunaux. Dans le mois suivant , les registres & une expédition de l'inventaire , délivrée sur papier timbré & sans frais , seront , à la diligence des procureurs-généraux-syndics , transportés & déposés aux archives des départemens.

V. » Aussi-tôt que les registres courans auront été clos , arrêtés & portés à la maison commune , les municipalités seules recevront les actes de naissances , mariages & décès , & conserveront les registres. Défenses sont faites à toutes personnes de s'immiscer dans la tenue de ces registres & dans la réception de ces actes.

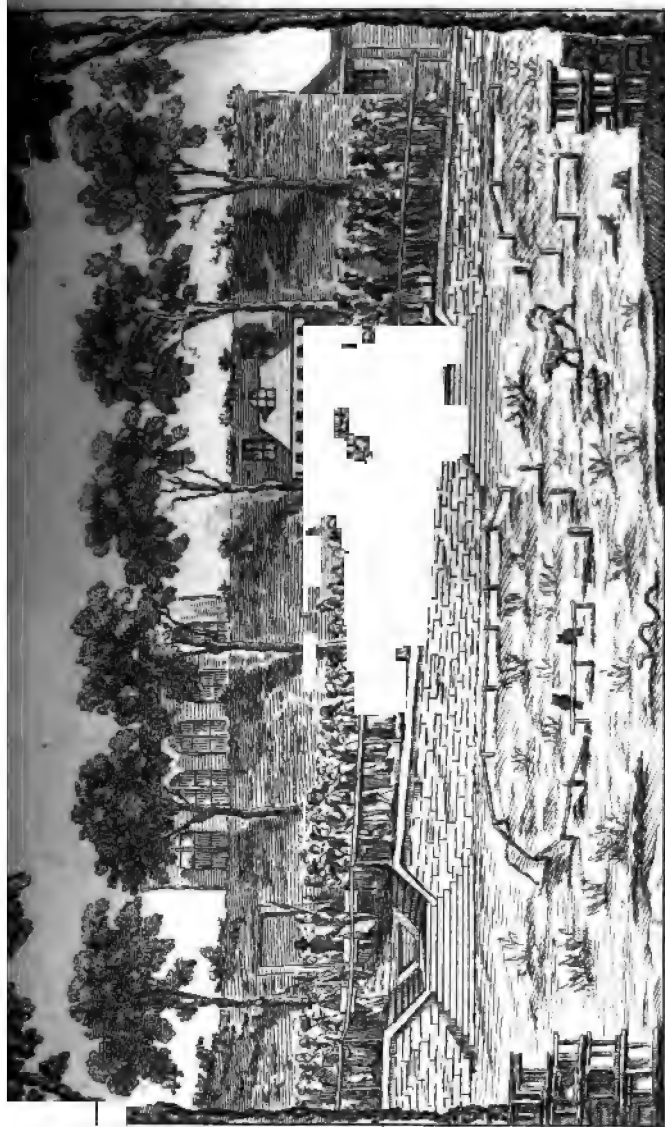
VI. » Les corps administratifs sont spécialement chargés par la loi de surveiller les municipalités dans l'exercice des nouvelles fonctions qui leur sont attribuées.

VII. » Toutes les loix contraires aux dispositions de celle-ci , sont & demeurent abrogées.

VIII. » L'assemblée nationale , après avoir déterminé le mode de constater désormais l'état civil des citoyens , déclare qu'elle n'entend ni innover ni nuire à la liberté qu'ils ont tous de consacrer les naissances , mariages & décès par les cérémonies du culte auquel ils sont attachés , & par l'intervention des ministres de ce culte ».

Ce 20 octobre 1792 , l'an premier de la République ,

FRUDHOMME



Pour séparer le jardin des thalières de la terrasse des feuillans, le peuple tendit le long de cette terrasse un simple ruban ; cette barrière fut respectée, l'enroule ne la franchie

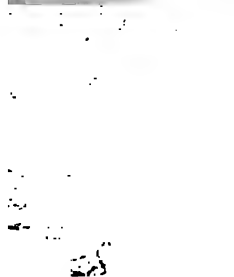
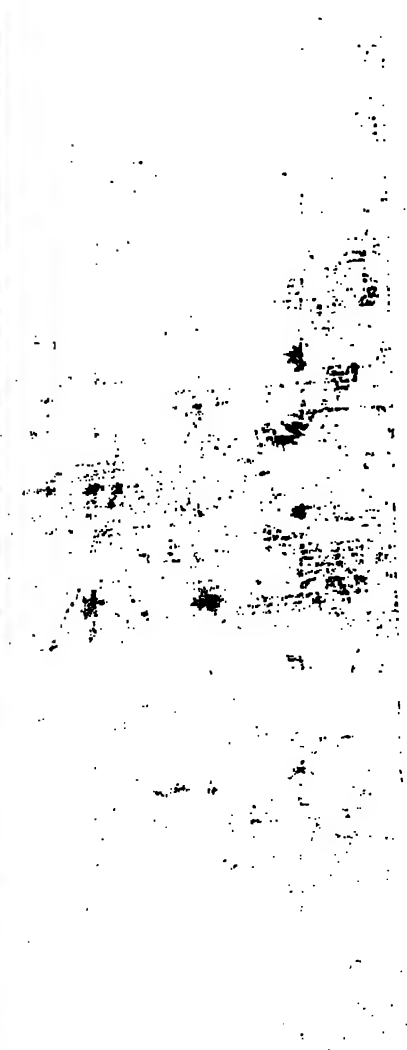
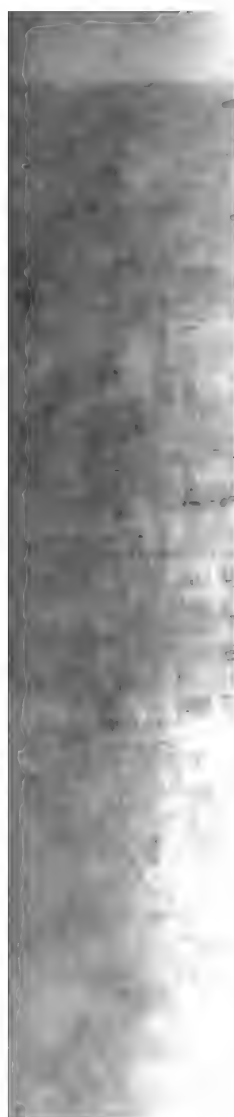
juste que vous imprimiez des calomnies sur le petit nombre d'officiers généraux patriotes, elle voudra bien certainement accepter ma démission. — Je n'étois ni requis ni commandé d'aller à Lille. Mais comme commandant l'armée du nord, je devois défendre cette ville. J'ai rassemblé à Douai des forces que je ne pouvois pas réunir aussi promptement, si j'eusse été bloqué dans Lille. Dès le troisième jour j'y fis passer 5500 hommes ; & le 11 octobre 8 mille hommes m'y suivirent. Vous avez rempli votre objet, si votre intention est de faire perdre le temps aux généraux qui ont tant d'obstacles pour bien servir la patrie. Mais, à moins de les faire assassiner, comme bien des journalistes le cherchent, vous ne les dégoûterez pas d'être attachés au gouvernement républicain ».

Extrait de Gorfas, n°. XXXIV, p. 530.

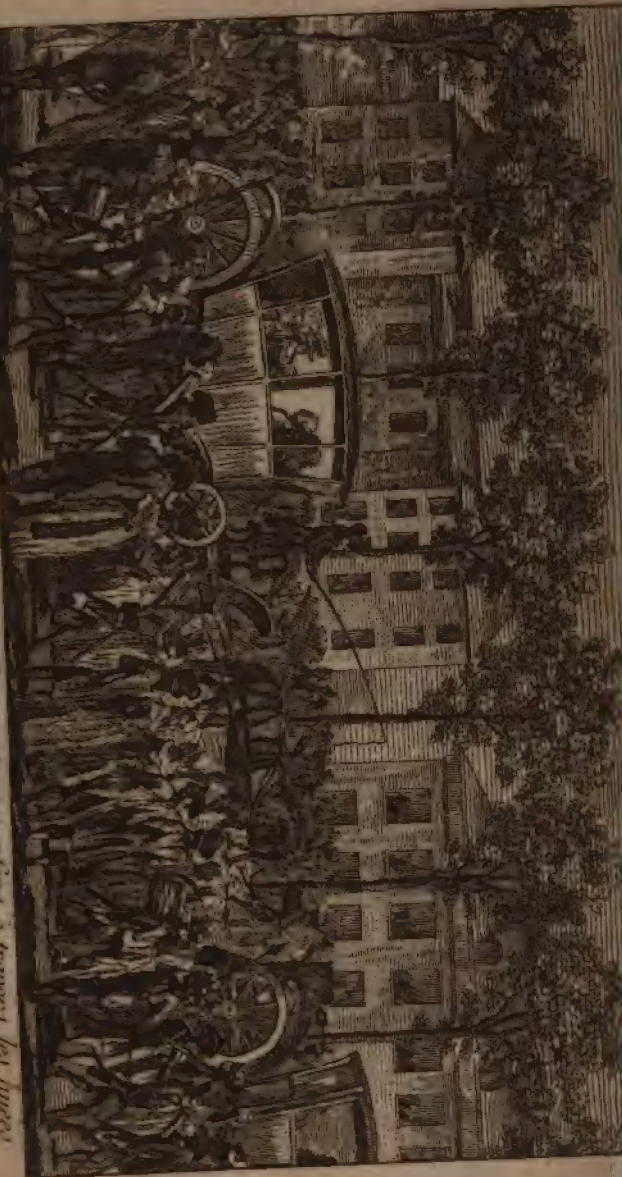
Réponse du citoyen Prudhomme au général Labourdonnais.

Je ne vous devois pas d'imprimer votre lettre, puisque Gorfas, votre correspondant, a pris ce soin. Mais je me dois d'y répondre. Vous semblez me menacer de prendre la convention pour juge entre vous & moi. Il est un autre tribunal auquel vous auriez dû vous adresser, votre armée. Vos soldats vous connoissent sans doute, & cete affaire étoit de leur compétence ; c'étoit à eux à décider si j'imprime des calomnies sur votre compte. Vos soldats & toute la république savent si le journal des Révolutions de Paris est calomniateur ; il en appelle au jugement qu'il a porté de Lafayette plus de trois ans avant que ce traître, votre devancier, fût seulement soupçonné. Cependant, général, vous ne vous êtes point élevé, vous n'avez rien hasardé contre cet homme, vous que Gorfas m'apprend avoir été républicain avant le 14 juillet 1789. Il est vrai que Gorfas en avoit dit autant de Lafayette.

Général, je ne désigne personne au poignard des assassins ; c'est si peu mon métier, que je puis me féliciter au contraire d'avoir détourné le poignard de dessus plus d'une tête ; mais je remplis ma contigne de citoyen surveillant, comme vous dites avoir suivi la vôtre, quoiqu'il ne soit pas encore bien prouvé que vous ayez mis en œuvre, pour secourir Lille, tous les moyens qui



*Louis XVI et dernier, est conduit au temple à sex ou femme et sex enfant, à travers les huées
et les imprécations d'un peuple immense.*



étoient à votre disposition ; du moins le procès est encore chez le juge.

Le numéro du journal des Révolutions de Paris , où je crus qu'il étoit de mon devoir d'avertir mes concitoyens de ne pas trop compter sur vous , parut le 23 d'octobre , c'est-à-dire , trois jours après l'admission du lieutenant général Duhoux à la barre de la convention , qui lui accorda les honneurs (1) de sa séance , & trois jours avant la lecture de votre lettre à l'assemblée , lettre qui vous valut , de la part du député Charlier , un parallèle peu honorable avec le *traître Lafayette*. Ce sont les expressions.

Moi-même alors je venois de remplir une mission que m'avoit confiée le pouvoir exécutif auprès de l'armée de Châlons. Je ne trouvai pas dans le camp votre réputation de patriotisme très-parfaitement établie. On vous y reprochoit tout au moins beaucoup d'insouciance pour les affaires de la république , que vous semblez n'avoir prises à cœur que depuis leur succès déterminé. A votre départ de ce camp , vous n'y laissâtes aucun renseignement au général qui vous remplaçoit. On vous y reprochoit encore une prévention peu favorable à nos braves volontaires. Rappelez-vous que vous y disiez sans cesse : Que peut-on faire avec des hommes qui ont toujours le poignard levé , qui ne parlent que d'*assassiner* leurs généraux s'ils ne marchent pas droit ? Général, retenez bien ces mots : malheur à l'homme en place qui ne rêve qu'*assassinats* médités contre lui : pour être sans peur il faut être sans reproche.

Labourdonnais ! je vous en fais juge. Que vouliez-vous que dit de vous un journal qui , depuis quatre années , sentimentelle du peuple , n'a pas eu lieu encore de se repentir d'avoir péché par excès de défiance ? Vous n'aviez pas appris à tout le monde que vous étiez républicain avant le 14 juillet 1789. L'heureux Gorsas étoit seul dans la confidence.

Vous parlez de démission , si la convention trouve juste ce que vous appelez des calomnies !

(1) Ce n'est pas que le journal des Révolutions de Paris , aussi-tôt qu'il eut connoissance de votre lettre , ait approuvé les honneurs de la séance accordés au lieutenant général Duhoux. Lisez le n°. 171 , p. 170 & 171 , vous y verrez , général , l'impartialité que nous y profitions pour vous & votre adversaire.

Lafayette & Luckner ont tenu plus d'une fois le même langage.

Qui vous force de perdre votre temps à m'écrire ? en vous répondant , moi , je n'aurai pas tout-à-fait perdu le mien , si je viens à bout de vous persuader qu'un républicain tel que vous vous annoncez ne doit craindre ni les calomniateurs , ni les assassins. Si l'affaire de Lille n'a point jeté d'ombre sur l'éclat de votre patriotisme , si vous êtes pur , que risquez-vous ? Laissez à vos concitoyens le soin de vous défendre ou de vous venger. Ni les journaux , ni les poignards ne sauroient aller jusqu'à vous. Soyez aussi loyal que moi. Je vous ai fait passer six exemplaires des numéros de mon journal où il est question de vous , & je vous prie d'en accepter la suite. Je ne vous ai point attaqué clandestinement & à votre insu. Que ne m'écriviez vous à moi-même , avec la franchise d'un soldat :

Prudhomme ! tu as bien fait. Pour le salut de la république , il vaut mieux encore courir le risque de soupçonner de bons citoyens que de s'exposer par trop de confiance à laisser un traître impuni. Tu as appelé sur ma conduite l'œil de tes compatriotes ; je t'en remercie. En faisant preuve de vigilance , tu travailles à ma gloire. Continue ; reste à ton poste.

Deux pétitions sur la maison militaire de la convention nationale.

Il y a déjà un mois que la convention nationale , entraînée par une faction , décréta , sans grande discussion , la garde prétorienne , se réservant de statuer ensuite sur la manière de la former. La faction qui sent sa faiblesse , & qui voit évidemment que l'époque d'une discussion nouvelle , dans ce moment-ci , seroit celle de sa défaite , recule le plus qu'elle peut la discussion : elle espère trouver des momens plus favorables , & il paroît même qu'elle travaille à les faire naître. La banqueroute de la caisse de secours va ruiner toute la classe indigente de Paris , si la convention ne se charge du remboursement. La municipalité le représente aux comités ; elle leur expose que le peuple pourroit bien se porter à quelques mouvemens. Que nous importe , répondent quelques députés , que le peuple s'agite ou non ? Nous saurons bien le réduire. Les Pisistratides parloient-ils autrement ?

Le silence de la convention sur ce projet de garde

est dangereux & perfide. Les patriotes doivent l'engager à prononcer franchement. Tant que ce projet ne sera pas expressément rejeté ou adopté, on ne connaîtra pas l'esprit de la convention. C'est pour parvenir à ce but que les sections de Paris lui ont présenté l'adresse suivante :

« Mandataires du souverain, vous voyez devant vous les députés de toutes les sections de Paris ; ils viennent vous faire entendre des vérités éternelles, vous rappeler des principes que la nature & la raison ont gravés dans le cœur de tous les hommes, libres.

» Point de mots : des choses.

» On vous a proposé de vous mettre au niveau des tyrans, en vous environnant d'une garde isolée & distincte de celle qui compose essentiellement la force publique. (*Bruit tumultueux ; plusieurs membres se lèvent ; une voix s'écrie : Je demande que la force armée soit décrétée à l'instant. Plusieurs voix : oui, oui.... Le calme est long-temps à se rétablir, & les pétitionnaires continuent enfin.*)

» Les sections de Paris, après avoir pesé la valeur des principes sur lesquels repose la souveraineté du peuple, vous déclarent par notre organe qu'elles trouvent ce projet odieux & son exécution dangereuse : odieux, parce qu'il n'est pas de l'essence d'une constitution populaire & républicaine ; dangereux, parce qu'il ne peut que détruire les bases d'une telle question. Nous ne refusons pas les dispositions d'un décret qui tend à consacrer l'erreur, dispositions si visiblement nulles, qu'elles sont au-dessous du plus faible argument ; nous attaquons de front le principe lui-même ; & tandis qu'au-dehors nos ennemis pâlissent devant les armes de la victoire, nous devons au-dedans les accabler de celles de la raison.

» Loin de nous l'égoïsme ! nous ne défendons pas les seuls intérêts de Paris, mais les droits sacrés de la république entière, & fiers de nos vertus, nous périrons pour l'affermir dans son berceau sur des bases indestructibles.

» Quel téméraire, dites-vous, a donc osé préjuger la faiblesse du souverain ? Quel audacieux a pu conjecturer que le peuple consentirait de nouvelles chaînes ?

» Quoi ! avant l'existence de la constitution, sanctionnée par le souverain, on vous propose l'exécution provisoire d'un décret, constitutionnel de sa nature ! N'est-ce pas arracher le germe du froment avant le temps de la moisson ? N'est-ce pas vouloir faire avorter la constitution ?.... Attendez, législateurs, attendez que la loi existe, & le peuple, qui l'aura sanctionnée, vous apprendra, par son exemple, à baisser le front devant elle.

» Si par malheur vous étiez sourds à cette terrible vérité, si absolument vous prétendiez vous investir d'une force dont l'idée seule révolte la raison & la liberté, vous investir d'un pouvoir qui renverserait l'équilibre de tous les autres, alors, ouvrez l'histoire, vous dirions-nous, & voyez ce que sont devenues ces républiques qui ont fléchi devant le principe de la confusion des pouvoirs ; voyez ce qu'il leur en a coûté pour avoir méconnu le principe contraire.

» C'est déjà une douleur pour nous de vous les rappeler, vous

à qui nous avons donné notre confiance. En est-il donc qui auroient si tôt oublié les droits sacrés de l'homme , le droit qu'a le peuple de rappeler dans ses foyers celui qui , dans le sanctuaire de la république , ne marcheroit pas à la hauteur des principes qui la caractérisent ?

» Mais , dira-t-on , Paris semble vouloir s'isoler ? Calomnie insultante ! vain prétexte , dont s'appuient les détracteurs de la vérité. Paris a fait ses preuves : il a commencé la révolution , & soutenu héroïquement les horreurs de la tempête ; la France entière applaudit à ses efforts , & la république aujourd'hui , après en avoir reçu l'impulsion , va la donner au reste de la terre , & bientôt toute la terre ne sera plus qu'un peuple de Français.

» Législateurs , les hommes sont là qui vous contemplent ».

On voit par les interruptions faites à cette adresse , par la motion qui s'est fait entendre au milieu du tumulte , la preuve de ce que nous avons déjà dit , que les factieux de la convention cherchent à surprendre la bonne foi de leurs collègues , & à enlever le décret de la garde prétorienne à la première circonstance favorable ; ils ont cru qu'elle se présentait , & que , parce que les sections leur reprochoient d'avoir proposé de mettre l'assemblée au niveau des tyrans , l'assemblée devoit faire cause commune avec eux , devoit se trouver outragée comme eux ; ils se sont démasqués & nous ont rendu service.

Nous n'approuvons pas en tout cette adresse ; nous ne la trouvons pas assez forte en raisons ; & ceux qui disoient *point de mots , des choses* , ont , à ce qu'il nous paroît , oublié leur principe : cependant le ton en est bon ; il n'y a rien dans cette adresse d'outrageant pour la convention nationale ; il n'y a aucune personnalité : les sections de Paris ne cherchent point , comme on les en accuse , à s'élever au-dessus des quatre-vingt-deux départemens ; elles défendent au contraire les droits de la république entière. Si elles appellent odieux le projet de garde prétorienne , c'est qu'il l'est en effet ; c'est qu'un républicain doit nommer les choses par leur nom ; c'est qu'il ne faut pas que nous encensions la convention nationale ; c'est qu'il ne faut pas que nous flagornions nos mandataires , en adoptant un langage doucereux & modéré. En disant la vérité sans détour , les Parisiens n'ont point pris un ton impératif , ils n'ont point eu l'ambition de donner des ordres , mais de faire des représentations énergiques & vigoureuses ; & l'on ne conçoit pas

comment le président Guadet a osé leur adresser cette réponse-ci :

« Citoyens , c'est ici que réside l'exercice des droits de la souveraineté du peuple. La convention nationale entendra toujours avec intérêt les observations des citoyens & leurs conseils , mais elle promet aussi que d'ordres , elle n'en recevra que de la France entière & de la justice. La convention nationale vous accorde les honneurs de la séance ».

Lorsqu'on fait entendre aux gens que l'on n'a point d'ordre à recevoir d'eux , on est lâche ou insolent. S'ils osent en donner sans en avoir le droit , on est lâche lorsqu'on n'a pas le courage de le leur reprocher en face ; car alors on craint ceux dont on n'a rien à craindre , dont on est le supérieur ; mais on est insolent , lorsqu'à des gens qui ne donnent point d'ordres , on fait le reproche indirect d'en donner ; c'est leur dire : Gardez vos avis , nous n'en avons que faire , ou si vous hasardez quelques représentations , qu'elles soient humbles & respectueuses ; autrement , nous les regarderons comme des ordres & ne les recevrons pas.

Citoyens , voyez où cela peut mener. Si réellement une autre fois on baissé le ton , c'est-à-dire , si par ménagement on énerve la force de ses expressions , si on les affaiblit des formes de l'ancien régime , qui empêchera de trouver encore les expressions trop fortes , de faire entendre encore qu'on n'a pas d'ordre à recevoir , jusqu'à ce qu'on nous ait réduits enfin au langage des bas valets de l'ancien régime , ou à un silence absolu ?

Il nous semble que cette réponse du président est un attentat contre la majesté du peuple ; attentat que l'assemblée partage , puisqu'elle ne l'a pas improuvé. Si les factieux qui feignent de tant craindre la ville de Paris , la traitent ainsi , que ne doivent pas craindre réellement les départemens , qui , éloignés de la convention nationale , n'ayant pas sous leurs yeux , comme nous , les intrigues qui s'y nouent , sont moins redoutables pour elle ? Voilà le premier pas fait , le premier coup d'autorité essayé sur Paris. Si jamais quelques départemens envoient à la convention autre chose que des adhésions , s'ils osent parler en républicains , se souvenir qu'ils sont une portion du souverain , & qu'après tout les députés ne sont que des mandataires chargés de proposer des-loix , & non de les faire , la faction ne les épargnera pas , & sous prétexte de

n'avoir point d'ordres à recevoir, fermera la bouche aux pétitionnaires.

Nous n'avons insisté que sur la réponse du président; elle seule a un caractère public. Nous aurions pu relever une foule d'expressions injurieuses qui pleuvoient sur la députation des sections pendant l'orage & le tumulte; mais on sait que les factieux, au défaut de raisons, prodiguent les injures, & il ne faut pas attribuer à la convention ce qui n'est pas son ouvrage. Cependant quel danger n'y a-t-il pas de tolérer de tels abus?

Ce qui montre combien la réponse du président est dangereuse, c'est qu'elle a déjà produit son effet. Quatre sections, la Fontaine-Grenelle, la butte des Moulins, Mirabeau & Popincourt, sont venues apporter leur rétractation, demander grace & absolution. Ce qu'il y a de singulier, c'est que la section de la Fontaine de Grenelle, en soutenant qu'elle n'a pas coopéré à cette adresse, en défend les principes; elle supplie l'assemblée d'écarter le projet d'une garde militaire; mais elle blâme le ton des Parisiens, elle désapprouve les formes de cette adresse. Ces formes sont un peu trop républicaines pour elle, ainsi que pour les factieux de la convention. Oui, c'est par les formes qu'on veut nous critiquer d'abord: on veut les adoucir, les amollir, leur ôter cette rudesse, cette âpreté qu'y avoient donné les premiers élans de la liberté. Après cela, on compte venir aisément à bout de nous pour le fonds.

Toutes les sections de Paris sont travaillées comme le sont tous les départemens. Les quinze premiers jours qui ont suivi la journée du 10, avoient vu disparaître des assemblées les aristocrates, les royalistes, les intrigans; mais depuis quelques semaines, les intrigans de toutes espèces ont reparu; ils se montrent à découvert, ils propagent leurs principes; sous le masque du bien public, ils lient la multitude à leur intérêt, & se tiennent entre eux par le même lien. Nous espérons que ni à Paris, ni dans les départemens, ils ne pourront réussir, & c'est pour les épouvanter par leur première défaite, que nous voudrions que l'assemblée conventionnelle s'occupât du projet de la garde, & prononçât incessamment. Nous désirons, comme l'a dit le député Monteaux, qu'on aborde loyalement cette question, qu'on déclare enfin si l'assemblée est environnée d'affassins, ou si elle est au milieu de ses concitoyens

toyens & de ses amis. Nous ajouterons à ces paroles sages qu'il importe aussi de connaître au plustôt les factieux qui se cachent encore.

Buzot, qui ne se cache pas, nous a promis qu'il diroit de belles choses, sans doute du même style que son magistrique rapport ; & d'avance il a dit très-finement, quoiqu'assurément dans un autre sens que nous : On verra, on verra quels sont les vrais amis de la liberté & de l'unité de la république. Cependant comme il a une tactique très-profonde, il avoue qu'il y a d'autres objets plus pressans à traiter ; ce qui, dans le langage de Buzot, signifie : La poire n'est pas mûre encore.

Voilà donc un grand orateur qui s'inscrit pour la parole en faveur de la garde prétorienne. Un autre s'est inscrit ensuite ; il a contracté solennellement l'engagement, à la tribune, de réfuter toutes les objections misérables qu'on avoit débitées emphatiquement, & toutes celles du même genre, qu'on ne manquera pas de reproduire. Comme il est modeste, Barbaroux !

Ce qu'il y a de plaisant, c'est que ces messieurs nous promettent les meilleurs raisonnemens du monde, & en attendant, n'en font pas un bon. Barbaroux s'écrie : « Ce n'est pas en disant : vous voulez vous donner une garde ; mais la convention nationale ne doit être gardée que par l'estime publique : ce n'est pas avec des phrases pareilles qu'on traite utilement une question » ; & voilà toutes les raisons qu'il donne. Il ajoute comme son sublime maître : on verra quand on l'agitera.

Le jeune Barbaroux, qui n'a pas cependant un mauvais cœur, mais qu'un défaut de lumières & une tête trop ardente a jeté dans le mauvais parti, avant le discours que nous avons rapporté, avoit déjà tâché de donner à la tribune une réputation odieuse à Paris, en disant : Un bataillon est parti de Marseille, il y a vingt-cinq jours ; je ne sais ce qu'il est devenu ; mais je ne crois pas que les Parisiens repoussent aujourd'hui loin d'eux des compagnons d'armes qu'ils ont bien accueillis dans le temps du danger.

Nous ne le chicanerons pas relativement à son ignorance sur ce bataillon qu'il nous avoit annoncé si hautement au commencement de la convention, & dont il avoit dit que chaque soldat tout armé, tout équipé, avoit cinq cents livres dans sa poche. On assure que ce

bataillon, avant de partir de Lyon, fut obligé d'emprunter vingt mille francs, & que dans le trajet, il envoya devant lui son adjudant au ministre, pour lui demander l'étape pour le reste de sa route; ce qui lui fut accordé.

On s'étoit plu à répandre que ce bataillon venoit pour former la garde de la convention; mais nous avions, nous, mille raisons pour être sûrs du contraire. Le patriotisme & la prudence des Marseillois auroit suffi pour nous dissuader; nous savions, & Barbaroux nous l'avoit appris lui-même, qu'ils étoient partis pour aller à la frontière; qu'ils étoient partis avant qu'on songeât à une garde de la convention; & d'ailleurs, pour une quinzaine de députés, il n'auroit pas fallu huit cents hommes.

Mais d'après l'ignorance affectée de Barbaroux sur ce qu'est devenu ce bataillon, d'après son changement de destination opéré par le ministère, dont tous les membres ne sont pas étrangers à la faction, d'après les craintes que Barbaroux teint d'avoir sur la réception des Marseillois à Paris, il nous paroît clair que l'on avoit trompé les Marseillois, qu'on nous avoit présentés à leurs yeux comme n'étant plus leurs amis, comme étant les ennemis des loix & de la république entière.

Ils sont arrivés à Paris l'esprit si imbu des calomnies dont on nous avoit noircis sans pudeur, qu'en entrant dans nos murs, ils ont été tout étonnés de voir le calme & la tranquillité qui y règne, de voir le peuple se livrer à ses travaux comme à l'ordinaire, & ne se mêler des affaires publiques que pour en protéger le cours; ils n'ont pu cacher leur surprise, & nous ne doutons pas qu'il ne se hâtent de détruire, dans leurs départemens, l'impression défavorable que les malveillans ont jetée sur nous, & de dire qu'ils ont été reçus comme des frères (1).

(1) Il est vrai que pour leur faire croire que les Parisiens les voyoient de mauvais œil, on les a casernés d'abord dans des lieux ouverts à tous les vents, où ils avoient à peine de la paille fraîche; mais dès que les Parisiens ont vu comment on traitoit ces soldats-citoyens, ils ont été les chercher & ont partagé leurs domiciles & leurs lits avec eux.

La faction ne s'est pas tenue battue pour cela ; elle a tâché de persuader aux Marseillois que ce n'étoit là qu'un calme apparent & trompeur ; elle a assuré qu'une fermentation sourde produiroit bientôt une explosion. Nos frères de Marseille n'ayant pas eu encore le temps de nous connoître , ne pouvant s'arracher en un instant aux idées dont on avoit frappé leur imagination , sans plus attendre , ont été demander à la convention une prompte organisation de sa garde , & ont lu l'adresse suivante.

« Citoyens représentans , nous venons des bords de la Méditerranée offrir notre sang à nos frères de Paris , menacés par les soldats des despotes ; mais les jours de péril sont passés , & les seuls ennemis qui nous restent à combattre ici sont les agitateurs avides de tribunal & de dictature. (*Où sont-ils ? quel est leur parti ? quels sont leurs moyens , leurs ressources ?*) Nous vous offrons nos bras contre eux ; (*Applaudissemens.*) nous les offrons aux citoyens de Paris , qui sans doute ne repousseront pas dans des momens de calme ceux qui combattirent à leur tête , dans la journée du 10 août , & qui n'eussent pas été les derniers à enfoncer les rangs des Prussiens. (*Applaudi.*)

» Citoyens représentans , vous appartenez aux quatre-vingt-trois départemens. (*Applaudi.*) Vous êtes donc à nous comme aux citoyens de Paris , (*Applaudi.*) & le service militaire auprès de vous , auprès des établissemens publics , est un droit commun à tous les soldats de la patrie , dont nous vous demandons l'exercice. (*Applaudi.*) (*Invitez donc aussi les Parisiens à aller garder avec vous l'arsenal de Toulon , le port de Marseille , &c.*)

» Nous savons que certains hommes disent aux Parisiens que cette réclamation est une injure , comme s'il étoit injurieux pour eux de reconnoître que nous sommes leurs frères , & que nous avons les mêmes droits ! (*Applaudi.*) (*Je trouverois très-mauvais qu'un frère voulût absolument venir garder un ami que j'aurois chez moi , lorsqu'il me sauroit assez fort & assez honnête pour le bien garder.*) Nous savons encore qu'on leur répète que la convention nationale veut établir autour d'elle des gardes pré-torienne. Un mot répond à cette calomnie : *Nous y serons.* (*Applaudi.*) (*Ceci sent un peu le gascon. Quand vous y seriez , que seriez-vous contre toute la France trompée , ou même*

contre Paris seul, s'il l'étoit, & prenoit l'esprit de cette garde ? Autrement, qu'a-t-on besoin de vous ?)

» Représentans du peuple, les enfans de Marseille savent obéir comme ils savent se battre ; (Applaudi.) ils haïssent les dictateurs comme les rois, (Applaudi.) & vous pouvez compter sur eux pour le maintien de vos loix, contre les hommes qui n'en voudroient aucune ». (Applaudissemens.) (Où sont ces hommes-là ?)

L'assemblée décrète la mention honorable & l'insertion au procès-verbal. La faction voudroit la faire écrire en lettres d'or.... Cette adresse, comme l'on voit, ne renferme que des lieux communs ; elle ne porte sur rien ; pas un fait, pas une raison ; l'on y voit seulement se déployer la haine ou la prévention contre Paris. Les applaudissemens multipliés dont elle a été accablée avec affectation, prouvent assez que le parti de la convention qui déteste l'œil clairvoyant des Parisiens, triomphoit de voir que les Marseillois étoient ainsi ses dupes.

On a dû y remarquer cette phrase : *Les citoyens de Paris, sans doute, ne repousseront pas dans les momens de calme, ceux qui combattirent à leur tête.* Elle a la même intention, & elle est presque, mot pour mot, la même que celle que le jeune Barbaroux avoit improvisé peu de jours auparavant à la tribune de la convention. Nous croyons, nous, que toute cette adresse insignifiante est de la façon. Certes, les Marseillois auroient dû choisir un autre faiseur, qui eût plus de tête & de talens ; mais ils ont été trompés par le charlatanisme de leur député : cela ne peut durer long-temps.

Patience : dès que nos frères verront que la convention n'a rien à craindre de Paris, ils verront aisément ce que la France auroit à craindre de la garde de la convention : déjà plusieurs d'entre eux sont revenus à la vérité. Un officier fédéré marseillois disoit dernièrement, avec raison, à la tribune des Jacobins : Les braves Marseillois sont tous purs comme les hommes du 10. On a cherché à les égarer, & l'on a tenté de les faire entrer dans le projet d'une force armée, mais en vain. Les soldats de la liberté ne sont pas faits pour être les mouchards de la convention. La force armée d'un législateur, c'est l'opinion publique.... Il y a de faux patriotes, qui, comme les sénateurs de Venise, se masquent six mois de l'année !

Nous osons promettre qu'il ne faudra pas six mois pour attacher le masque à nos faux patriotes & à leurs adhérens. La vérité triomphera bientôt ; & quels hommes sont plus faits pour aider à son triomphe que nos frères de Marseille ! En vain on leur dira que des agitateurs travaillent à renouveler les scènes sanglantes des 2 & 3 septembre ; ils ne le croiront pas ; ils reconnoîtront que ces bruits insidieux de proscriptions nouvelles ne sont semés que pour répandre une fausse terreur , & servir de prétexte à la consommation d'un projet perfide & des long-temps concerté.

Disons-le en finissant ; nous connoissons l'esprit qui anime Paris , & l'on nous rendra la justice que nous ne l'avons flâté dans aucun temps. Nous pouvons assurer que jamais on n'y a eu la prétention de faire la loi aux autres départemens , de s'élever au-dessus d'eux ; que le véritable esprit d'égalité & de fraternité y règne ; que l'on y connoît les principes aussi bien que par-tout ailleurs , & que comme par-tout ailleurs on saura les y respecter , quoiqu'on mette tout en usage pour les y faire méconnoître. (Voyez l'article suivant.)

P. S. Le parti dominant de la convention vient encore de manifester son acharnement contre Paris , en faisant passer le décret suivant :

« La convention nationale casse l'arrêté de la commune de Paris , en date du 19 octobre , & déclare les membres qui y ont concouru , personnellement responsables des dépenses occasionnées par l'impression & l'envoi du dit arrêté ».

Nos lecteurs s'imaginent sans doute que cet arrêté cassé si promptement , & en dépit de toutes les formes d'usage , renferme un grand délit. Non ; il portoit seulement que l'adresse des quarante-huit sections sur la garde nationale , seroit envoyée à toutes les municipalités.

On ne peut d'abord s'empêcher de rire , en voyant que des hommes qui ne craignent pas de charger la république de huit à dix millions de dépenses pour leur garde , prennent tout à coup assez chaudement les intérêts des Parisiens qu'ils n'aiment pas , pour les décharger des frais d'une page d'impression.

Certes , les Parisiens ont de grands reproches à faire à la commune , qui ne veut pas que le reste de l'empire les

regarde comme des factieux, & qui se sert pour les déculper de l'adresse même des sections de Paris. Il valoit beaucoup mieux, sans doute, que cette adresse fût défigurée, dénaturée par les journaux vendus au parti dominant de la convention, & répandue ainsi dans toutes les municipalités; cela n'auroit pas coûté si cher.

Le décret est absurde sous tous les aspects : on a fait entendre à l'assemblée que cet arrêté étoit un outrage pour elle, qui avoit improuvé l'adresse des sections; mais premièrement cet arrêté avoit été pris avant que l'adresse fût présentée, comme on peut s'en assurer par la date & par le texte de l'arrêté même.

« Dix-neuf octobre. Les députés des quarante-huit sections de Paris, se présentent au conseil de la commune, & lisent une adresse qu'ils se proposent de présenter à la convention au sujet de la force armée. La lecture de leur discours a été fort applaudie, & le conseil en a décrété l'impression & l'envoi aux quatre-vingt-trois départemens, aux quarante-quatre mille municipalités, & à toutes les sociétés populaires de la république ».

En second lieu, il est faux que l'assemblée ait improuvé cette adresse : on ne peut pas prendre pour le vœu de la convention, les interruptions, les cris, les injures d'un parti. Le président même n'a pas osé l'improver ouvertement. L'assemblée a admis la députation aux honneurs de la séance. Est-ce-là une marque d'improbation ? La commune n'avoit donc, le 20 octobre au soir, aucun motif pour retirer son arrêté du 19, ni l'arrêté en lui-même ni son exécution ne pouvoient avoir rien de choquant pour la convention.

Quand Buzot condamne cette démarche comme tendante à consacrer les principes d'un gouvernement fédératif, on ne fait, pas plus que lui, ce qu'il veut dire. Quoi ! un gouvernement fédératif qui uniroit par les mêmes rapports, par les mêmes nœuds, les quarante-quatre mille municipalités de la France, seroit un gouvernement condamnable ? Il faut donc que le Buzot veuille un autre genre de gouvernement fédératif ?

Mais supposons encore que cet arrêté fût illégal & dangereux, la convention qui avoit maintenu les anciennes loix, devoit maintenir la hiérarchie des pouvoirs qu'elles établissent. Comme nous n'avons pas de district à Paris, c'étoit au département à casser cet arrêté, à

s'informer si les représentans de la commune faisoient imprimer cette adresse à leurs frais, ou sur les sous additionnels. Du 19 au 25, il n'y avoit pas encore de temps perdu ; on ne pouvoit pas encore accuser le département de négligence. S'il y en eût eu, c'étoit au pouvoir exécutif à ordonner au département de s'occuper de cette affaire. Le pouvoir exécutif ne s'en mêlant pas, c'étoit à la convention, après avoir laissé un temps suffisant, à lui enjoindre d'ordonner au département de prendre connaissance de cet arrêté ; & si le département ne l'eût pas cassé, si le pouvoir exécutif eût, par son silence, applaudi le département, c'étoit enfin à la convention à casser l'arrêté elle-même. Mais la loi si hautement invoquée par les factieux, étoit cette fois-ci trop lente au gré de leur vengeance. Où étoient donc pendant ces misérables discussions les amis du peuple ? Deux députés seulement ont parlé contre le décret. Les Danton, les Robespierre se sont tus. Tu dors, Brutus !

Jugement & exécution de neuf émigrés.

Pour prendre le poisson, on bat l'eau, on la trouble en soulevant sa vase : cette petite ruse de guerre est employée en ce moment contre Paris. Quoique Pétion ne soit plus à la mairie, ni Manuel à la commune, cette ville n'a jamais été moins agitée qu'en ce moment, & c'est ce moment qu'on choisit pour lui proposer un surcroît de force armée tirée des 82 autres départemens. C'est mal choisir son temps. Mais les auteurs de ce projet, & ceux qui ne seroient pas fâchés de le voir décréter, ne désespèrent encore de rien. Ils font venir à Paris des émigrés pris sur les frontières les armes à la main. Une loi formelle décideoit de leur sort à l'endroit même de leur arrestation : n'importe, les personnes chargées de l'envoi par une mission secrète diront n'avoir pas encore reçu officiellement le décret.

En effet, ils sont arrivés le vendredi 19 octobre au nombre de treize. Ils ont paru au conseil général de la commune pour y déclarer leurs noms ; de là ils furent transférés en plein jour aux prisons de la conciergerie entre deux haies d'écharpes. Le peuple a été plus sage qu'on ne comptoit ; il s'est contenté de crier *vive la nation*, & de demander un prompt jugement.

Voici le procès-verbal de leurs déclarations :

Charles-Hyacinthe-Laurent Barnard, âgé de 19 ans, natif de Versailles, ci-devant garde-du-corps du roi, parti au mois d'août de l'année dernière, arrêté par le commandant de l'avant-garde de Kellermann.

René-Remy Châtelier, âgé de 33 ans, né à Virrois en Touraine, cocher de madame Cotté, parti depuis 15 mois, arrêté au Grand Saint-Hilaire, par la gendarmerie.

Jean Delatour, âgé de 25 ans, natif de Villeneuve, département du Lot & Garonne, parti depuis dix mois avec son maître, qu'il a dit s'appeler Raffin, officier du ci-devant régiment d'Artois, cavalerie, arrêté par des paysans d'Auvergne.

Louis Cotté, natif de Strasbourg, âgé de 26 ans, domestique de M. Dumefnil, capitaine au ci-devant régiment d'Estéshazy, parti au commencement d'avril dernier, excité par le père de son maître, arrêté par un détachement de dragons, à trois lieues de l'armée Dumourier.

Joseph-Alexandre Dumefnil, ci-dessus nommé, âgé de 27 ans, natif de Nancy, ci-devant capitaine au régiment d'Estéshazy, parti au mois d'avril, arrêté aux avant-postes de l'armée Dumourier; il s'est dit enlevé par son père par supercheries.

Hyacinthe-Amand-Constant-Honoré Godefroy, dit Lessart, âgé de 35 ans environ, né à Saint-Jean-Day en Normandie, ci-devant garde-du-corps du roi, parti à la fin de juillet dernier, pris par les hussards d'Estéshazy.

Etienne-Hyacinthe-Gautier Latouche, âgé de 45 ans, né à Bordeaux, conseiller au ci-devant parlement de Bordeaux, parti au mois de février dernier, arrêté par les chasseurs de Hainaut.

Jean-Jacques Maurice, âgé de 20 ans, natif de Bordeaux, attaché à l'artillerie, comme officier furnuméraire, parti depuis le mois d'octobre 1791, pris par les chasseurs de Hainaut.

Eméri-Louis-Charles Godefroy, dit Mingré, frère de Godefroy, dit Lessart; surnommé, âgé de 29 ans environ, lieutenant de vaisseau de la marine française, arrêté par les hussards d'Estéshazy.

Jean Beon, âgé de 21 ans, né à Mortemart en Limosin, sans qualité, ci-devant gentilhomme, parti avec le sieur Beon son père, depuis treize mois environ, pris par les hussards d'Estéshazy. (Renvoyé au comité de surveillance.)

Michel Dommartin, âgé de 24 ans, natif de Metz, officier réformé du ci-devant régiment de Paris, provincial, en 1783, parti depuis deux ans, pris par des soldats de l'armée Dumourier.

Jean-Louis Mirambel, âgé de 19 ans, natif de Saint-Remy en Limosin, ne faisant rien, ci-devant gentilhomme, parti depuis huit mois, arrêté par la gendarmerie de Paris.

Sicaire Légrand, âgé de 22 ans, natif du village de Beausac en Périgord, domestique de M. de Montferaud, officier au ci-devant régiment d'Artois, cavalerie, pris par les citoyens armés à Auvergne.

Nota. Tous les susdits ont déclaré s'être rendus volontairement & librement. (*Extrait des registres de la commune.*)

Le lendemain, il y eut quelques rassemblemens dans les cours du palais de justice. Des agitateurs excitoient les groupes à hâter l'exécution trop lente des prisonniers, parmi

parmi lesquels on citoit à dessein des personnages dont le nom seul étoit capable de porter la multitude aux plus grands excès. La commune déclara de nouveau le décret, & cette petite fermentation n'eut pas les suites qu'on en espéroit.

Le bruit courut en même temps que le prisonnier du Temple avoit gagné au large. On fut bientôt à quoi s'en tenir ; mais on demanda au conseil général de la commune que Louis-le-Découronné se montrât tous les jours à midi, lors de la garde montante ; cette motion a été mise aujourd'hui à exécution (1).

La commission chargée du jugement des treize émigrés s'installa dans une salle du palais sans difficulté & sans murmure de la part du peuple.

Ce n'est pas tout ; en ce moment s'effectuait l'évacuation du camp de Montmartre, & les ouvriers en grand nombre furent conseillés de faire plusieurs réclamations avant de se séparer.

L'interrogatoire des treize émigrés, ou plutôt des neuf conspirateurs, n'éprouva aucun délai. Le citoyen Berruyer, commandant général de toutes les troupes du département de Paris, présidoit ce tribunal, ou conseil de guerre. Il n'y garda pas toujours cette gravité qui sied à un juge, comme on le verra dans l'extrait ci-dessous du procès-verbal :

Sur les onze heures du matin, MM. les commissaires, chargés de juger les treize émigrés pris les armes à la main, se sont assemblés dans la salle du juré d'accusation. Ils ont commencé par la lecture des décrets des 19 & 20 octobre, dont l'un prononce la peine de mort contre les émigrés pris les armes à la main ; & l'autre ordonne la nomination de cinq commissaires, pour juger ceux qui ont été transférés à Paris. Puis on a lu l'arrêt du conseil de guerre, de l'armée sous les ordres de M. Berruyer, qui nomme MM. Berruyer, Lefrange, Carroy, Sableau & Marly. On a ensuite amené M. Dammartin, que MM. les commissaires ont interrogé successivement en ces termes :

« Quel est votre nom ? Michel-Ignace Dammartin Fontenoy. -- Quel âge avez-vous ? -- Près de 25 ans. -- De quel pays, êtes-

(1) Nous sommes instruits que dans le quartier du Temple les logemens sont extrêmement courus, & par conséquent très-chers ; nous donnons cet avis aux magistrats chargés de la sûreté des prisonniers confiés à leur vigilance.

vous ? -- De Metz. -- Où serviez-vous avant de quitter la France ? -- Dans un régiment provincial, que j'ai quitté en 1783 ; puis dans un régiment d'infanterie que j'ai abandonné en 1785. -- Pourquoi avez-vous abandonné votre patrie, dans un moment où vous pouviez la servir utilement ? -- Je n'étois plus dans le service depuis sept ans ; il y avoit trois ans que je voyageois ; j'étois allé en Allemagne, où je comptois m'établir ; & j'y étois effectivement fixé depuis deux ans. -- Vous n'ignoriez pas la loi prononcée contre les émigrés ? -- Je ne connois pas les loix, je fais cependant qu'il en existe. -- Vous saviez qu'il y avoit eu une révolution en France. -- Je le savais ; mais je ne la connoissois pas ; d'ailleurs, il y en a eu quatre. -- Pourquoi êtes-vous rentré en France il y a quinze mois ? -- J'y ai été déterminé par ma femme, grosse alors, que je voulois emmener en Allemagne avec mes enfans.

» Dans quel corps êtes-vous entré, en sortant de France ? -- Dans aucun. -- Cependant vous avez été pris les armes à la main. -- J'ai été rencontré par des chasseurs, que je crois du sixième régiment. -- Mais vous serviez dans l'armée des princes. -- M. le comte de Berchiny levoit des troupes pour le roi de Prusse ou pour les princes ; j'ai servi dans l'armée de Brunswick, en qualité de volontaire. -- Quel habit aviez-vous, quand vous avez été pris ? -- J'avois la capote que je porte actuellement, avec un habit bleu céleste ; mais je n'avois pas cet habit bleu. -- Pourquoi servir dans l'armée des princes pros crits par la nation ? Vous pouviez trouver du service en France. -- C'est ce que je méditois. -- Aviez-vous une solde ? -- Non, j'étois volontaire. -- Il vous étoit donc bien libre de vous retirer ? -- Non ; cette qualité de *volontaire* n'est qu'une dénomination. -- Comment avez-vous subsisté, pendant votre absence de France ? -- De mes propres moyens. -- Qu'avez-vous fait depuis la prise de Longwy, jusqu'au 23 septembre, jour de votre arrestation ? -- J'ai cherché à m'échapper ; c'est ce que j'ai fait le 23 septembre. -- A quelle époque êtes-vous entré en France ? -- (Ici il se recueille un instant). A-peu-près quinze jours après la prise de Longwy. -- Ainsi, il s'est écoulé quinze jours, pendant lesquels vous pouviez entrer dans votre patrie. Qu'êtes-vous devenu pendant ce temps-là ? -- J'étois à l'avant-garde ; & avec la meilleure volonté du monde, je ne pouvois m'échapper. -- Il semble au contraire qu'étant à l'avant-garde, vous auriez dû entrer en France. Êtes-vous entré par le Tiercelet ? -- Non, par Rodewick, où je comptois rentrer dans le pays messin. -- Pourquoi, puisqu'il y a quinze mois que vous étiez en France, êtes-vous passé chez l'étranger ? -- C'est ma femme qui m'y a déterminé : je suis sorti par Tournay ; je suis revenu à Thionville ; & je suis allé à Luxembourg, Trèves, & delà à Rodemaker, où j'ai loué une abbaye qui étoit vide.

Quelle étoit votre activité depuis votre entrée en France ? -- Je n'en avois pas. -- Etiez-vous avec votre corps ? -- Oui. -- Quelles armes aviez-vous, lorsque vous avez été pris ? -- Aucune. Lorsque j'ai vu la vedette à dix pas de moi, j'ai jeté mon sabre... J'avois deux paires de pistolets dans ma poche. -- Mais pensez, prisonnier, que, lorsqu'on est devant une avant-garde, on n'est pas sans armes. Quel grade aviez-vous ? -- Je n'en avois aucun : j'étois hussard ; notre corps marchait sans hostilité, parce que tout Français, sous les ordres des princes, ne devoit pas agir. (-- Parlez haut,

dit ici le général Berruyer, car vous êtes ici devant la république, c'est de peuple de Paris forme toute la république). Lorsque vous avez été arrêté, vous a-t-on fait quelque chose ? Mon porte-manteau vraisemblablement. — Y avoit-il des papiers ? — Je ne le crois pas. — Pourquoi n'avez-vous pas déiérté comme tant de Prussiens ? — J'ai déiérté, & le procès-verbal doit en faire foi.... »

Ici, l'on a fait retirer le prévenu ; un instant après on l'a fait rentrer, pour lui donner lecture du procès-verbal de ses déclarations, qu'il a signé. Il s'est encore retiré. Puis, étant rentré, on lui a demandé s'il n'avoit pas dans ses papiers un ordre du général prussien pour faire des vivres. Il a répondu n'avoir que le déchirement d'un roman traduit du Gaulois. Ici, le tribunal s'est retiré quelques instans pour délibérer dans la chambre du conseil ; puis rentrés dans la salle, les cinq commissaires se sont levés, & M. Berruyer a parlé ainsi :

« Citoyens, d'après les moyens de défense, & les réponses aux interrogats faits à Michel-Ignace Dammartin Fontenoi, accusé d'émigration ; & aussi d'après l'article III du titre premier du code pénal, & l'article II du décret de la convention nationale du 2 de ce mois, mon opinion est que ledit Ignace soit puni de mort. »

Les quatre autres commissaires ont successivement déclaré que telle étoit leur opinion. Le général a alors prononcé cet arrêt terrible : « Le tribunal vous condamne à la peine de mort Le coupable a reçu sa sentence avec beaucoup de résignation. »

Un fait qui mérite d'être remarqué, c'est qu'il n'existe aucun procès-verbal d'arrestation de ces particuliers. On a seulement trouvé, à l'égard de celui-ci, une note qui nous apprenoit qu'il avoit chez l'étranger rang de capitaine de cavalerie.

M. Joseph-Alexandre Dumefnil, âgé de 27 ans, né à Nancy, ci-devant capitaine au régiment d'Esthary, hussards. Il est sorti de France au mois de juin dernier. Il y a été provoqué par son père, qui, voulant lui rendre compte des biens de sa mère, l'a appelé au village de Mortuan, terre autrichienne ; que là son père, qui est général autrichien, l'a forcé, le pistolet sous la gorge, à quitter sa cocarde, & à s'attacher au régiment de Berquin ; qu'il l'a ensuite fait transférer à Luxembourg, où il a été en prison pendant quinze jours ; que, recommandé à M. de Berchiny par son père, il n'a jamais servi que comme volontaire ; qu'il a cherché tous les moyens de s'échapper ; et qu'il a profité d'un moment de lassitude, pour se jeter dans les premiers postes français, près Virgata, le 23 septembre ; qu'il n'avoit alors que son uniforme, son sabre, ses pistolets d'arçon déchargés, & son cheval. C'est un brigadier des chasseurs, ci-devant Languedoc, qui les a pris. Il a été arrêté avec son domestique & un camarade. Il n'a point assisté aux priées d'Etain, Verdun & de Longwy ; & jamais il n'a été employé pour faire des vivres pour les Prussiens...

Ici, le tribunal a rempli les mêmes formalités que pour le précédent ; & M. Berruyer a déclaré que Joseph-Alexandre Dumefnil étoit atteint & convaincu d'avoir émigré, & d'avoir porté les armes contre sa patrie. « Je le condamne, a-t-il dit, à la peine de mort ». Cette opinion a été uniforme. Le condamné a entendu son jugement avec la même résignation que le précédent.

Jean-Louis Mirambal, né à S. Remy, en Limouin, âgé de dix-

neuf ans, d'abord sans profession, puis, garde-du-corps de *Monsieur* depuis deux mois. Au mois de février dernier, il a quitté son pays, forcé par les menaces de ses voisins, qui voulaient incendier sa maison. Quoi qu'il fût qu'il fût défendu d'émigrer, il ignoroit les peines que prononçoit la loi contre les réfractaires. Il a été pris au Grand-Saint-Hilaire par la gendarmerie de Paris. Il n'avait point de paye, mais il vivoit d'étapes. Il n'a jamais connu les ordres des Prussiens pour faire des vivres en France. Lorsqu'il a été pris, il portoit l'uniforme que les gardes de *Monsieur* portoient en France ; & il n'avoit d'autres armes qu'un pistolet, un sabre & un mousqueton. Suivant sa déclaration, MM. de Damas & d'Avary sont les chefs de ces gardes-de-corps.... Ce particulier a été condamné d'une voix unanime à la mort ; & , comme les deux autres, il a reçu son arrêt avec résignation.

On a remarqué une observation, faite par M. Berruyer. « Vous avez, a-t-il dit à l'accusé, gardé *Monsieur* ; il auroit bien mieux valu nous l'amener ».

Jean-Jacques-Maurice Santon, natif de Bordeaux, officier d'artillerie, âgé de 21 ans, a déclaré avoir quitté la France pour voyager, & avoir séjourné à Coblenz. Il étoit dans les gendarmes des princes émigrés, & il avoit quitté son corps depuis cinq jours, lorsqu'il a été fait prisonnier. Quelque adresse qu'il ait mis dans ses réponses, le tribunal a prononcé contre lui la peine de mort.

Etienne-Hyacinthe Gauthier de la Touche, né à Bordeaux, & ci-devant conseiller au parlement de la même ville, a quitté la France au mois de février dernier, & s'est successivement rendu à Ostende, à Bruxelles, à Courtray, à Aix-la-Chapelle & à Coblenz. Il s'est enrôlé au mois de mai dans les gendarmes des princes, où il a servi sans recevoir aucune solde. Il a protesté comme celui qui l'avoit précédé, n'avoir jamais eu le projet de porter les armes contre la patrie.

Il a été arrêté à Brière, où il étoit depuis cinq jours, avec l'intention, a-t-il dit, de revenir en France, d'où la crainte l'avoit fait sortir. On a trouvé dans son porte-feuille un morceau de carton rouge, où étoit peint un cœur surmonté d'une couronne d'épine, & percé de plusieurs flèches, avec cette inscription : *cor Jesus miserere nobis* : il a divagué dans ses réponses, & il a été condamné à mort.

Hyacinthe-Amant-Constant-Honoré Godefroy de Lessart, de Saint-Jean de Day en Normandie, ci-devant garde-du-corps, âgé de 35 ans, a été traduit devant le tribunal, après le sieur Latouche ; il est sorti de France au mois de Juillet dernier. Il s'est rendu à Trèves ; & là, il s'est enrôlé dans le corps des gardes du roi, formé au-delà du Rhin. Il a donné pour motif de ses démarches, l'intention qu'il avoit de ramener en France un frère qui étoit émigré, & qui étoit depuis long-temps au service des princes. Son porte-feuille contenoit un médaillon où étoit le portrait du ci-devant roi & de sa femme. On est fondé à croire qu'il lui avoit été donné par le sieur Durosot. Le sieur Godefroy a été arrêté au Chêne-Pouilleau, par un hussard d'Estershazy ; il avoit quitté son corps depuis trois jours, & il portoit sur lui un sabre de garde national. Il résulte de ses réponses, que les princes ne font distribuer, que de trois jours en trois jours, du pain à leurs gardes-du-corps. Il a en-

rendu avec courage la lecture du jugement qui le condamnoit à mort.

Le condamné a été suivi par son frère Eméric-Louis-Charles-Godefroy Mingré, lieutenant de vaisseau, âgé de 29 ans. En sortant de France, il s'est rendu à Tournay, & de là à Coblenz. Il a pris du service dans les gardes du-corps des princes rebelles ; il est parti de Coblenz au commencement d'août, & il s'est porté vers les frontières de France, avec son corps, qui étoit composé de 13 à 14 cents hommes. Il a déclaré avoir quitté sa patrie, à cause des menaces qui lui étoient faites chaque jour. Le général Berruyer lui a observé à ce sujet, que s'il avoit été persécuté, c'étoit pour cause d'avoir affiché l'incivisme, comme la plupart des officiers de marine. Interrogé s'il avoit été fait prisonnier, il a répondu qu'il s'étoit rendu librement & volontairement. Malgré ses protestations de fidélité & de patriotisme, il a été condamné comme son frère.

Charles-Hyacinthe-Laurent Bernage de Saint-Hillier, natif de Versailles, âgé de 29 ans, ci-devant garde du roi. En sortant du royaume, sur une invitation anonyme, il s'est rendu à Aix-la-Chapelle ; de cette ville il s'est rendu à Coblenz, & il s'est réuni aux cantonnemens désignés pour les gardes du roi ; il a été armé & équipé par les princes rebelles au nom de Louis XVI. Il a déclaré, comme ceux qui avoient été interrogés avant lui, avoir toujours été relégué dans des villages écartés, & n'avoir eu aucune connoissance des loix contre l'émigration ; c'est à la fin du mois d'août qu'il a été tiré de son erreur ; & depuis ce temps il a fait ses efforts pour se retirer de l'abîme où il avoit été précipité. Il a exposé au tribunal qu'il étoit resté sur les derrières de l'armée, pour exécuter son projet, & il s'est rendu à un chasseur du premier régiment. Il a montré dans son interrogatoire une fierté digne d'une meilleure cause. il a entendu son jugement avec tranquillité. On a trouvé dans ses papiers un mémoire portant pour titre : *Compte payé par la triple alliance*. Voici quelle explication il a donnée à ce mémoire, qui a paru d'abord être une pièce de conviction : il étoit le 6 octobre 1789 à l'infirmerie des gardes-du-corps à Versailles, lorsqu'on vint l'avertir des dangers qui le menaçoient. Il s'évada avec deux de ses camarades par-dessus les toits, & ils vinrent descendre dans un couvent de religieuses, où ils restèrent deux jours. Ils en sortirent ensuite pour se rendre tous les trois à Paris. Les compagnons de voyage du sieur Bernage n'avoient point d'argent ; ce fut lui qui paya les dépenses de la route & du séjour dans la capitale : tel est le compte payé par la triple alliance.

Jean-Léon de Mortemar, en Limosin, âgé de 20 ans & demi, étudiant à Mortemar, a quitté la France avec un ch. Léon, qu'il disoit être son ami, & qu'on soupçonne être son père. Il est allé aux eaux de Spa, & il a suivi son conducteur à Coblenz, où il est entré dans les gardes-du-corps de *Monsieur*. Il a persisté à déclarer n'avoir reçu aucune solde des princes, il a protesté de son projet de retourner dans sa patrie : ses réponses ont été vagues ; il a été convaincu du crime d'émigration, & condamné à mort.

Le tribunal a fait comparoître devant lui René Rémy Châtlier, âgé de 33 ans, né à Virtois en Touraine ; s'est rendu à Spa, où

Il a conduit madame Coffé, au service de laquelle il étoit depuis quinze mois. Il n'a jamais porté les armes contre sa patrie : arrivé sur le territoire étranger, sans argent & sans ressource, exposé à la fureur des émigrés, il s'est trouvé dans l'impossibilité de rentrer en France. Le tribunal ne l'a pas trouvé coupable. Le peuple a montré, par ses applaudissemens, la satisfaction qu'il éprouvoit de rencontrer un innocent dans un accusé : le sieur Charlier a été reconduit en prison, où il a dû rester encore 24 heures.

La cause du sieur Charlier étoit celle du sieur Louis Cotté de Strasbourg, âgé de 26 ans : ce dernier étoit depuis quatorze ans au service de M. Dumefnil, capitaine au régiment d'Estéshazy ; il avoit suivi son maître à Spa, & de là à Cobientz ; il ne s'étoit livré à une semblable démarche, que dans l'espoir d'être payé des gages qui lui étoient dus ; & il n'avoit pu revenir dans sa patrie, dans la crainte d'être sacrifié par les émigrés, qui paroissent avoir droit de vie & de mort sur ceux qui sont à leur service. Il n'a point été pris les armes à la main ; il a été absous par le tribunal, & il est sorti de la salle au bruit des plus vifs applaudissemens.

Jean Delatour, âgé de 25 ans, natif de Villeneuve, étoit parti depuis 18 mois, avec son maître, M. Raffin, officier au régiment d'Artois : il n'a pas paru au tribunal avoir eu des intentions hostiles : il a été renvoyé absous.

Le même jugement a été rendu en faveur de Sicaire Legrand, âgé de 22 ans, né à Beauillac en Périgord ; il étoit parti de France avec M. Moneferrand, officier au régiment d'Artois : il n'a point été pris les armes à la main.

L'exécution du jugement des neuf conspirateurs se fit paisiblement mardi matin sur la place de la maison commune, & non sur celle de la journée du 10, comme on l'avoit annoncé, pour donner le change au peuple, & en diminuer l'affluence autour de l'échafaud. Mais cette précaution étoit inutile ; tout se passa avec sagesse. Seulement plusieurs témoins s'étonnèrent de ce qu'on donnoit à Paris un tel spectacle ; mais ces bonnes gens n'étoient point initiés à ce mystère, non plus qu'à celui de la translation de trente-trois prisonniers prussiens, qu'on auroit bien voulu faire passer pour autant d'émigrés.

Un commissaire chargé par le conseil général de la commune d'aller demander au ministre de la guerre par quels ordres ces trente-trois étrangers se trouvoient à Paris, le citoyen Pache ne sut trop que répondre, & la commune est à la poursuite de cette nouvelle affaire.

Il est aisé de voir que ce sont autant de pièges tendus au peuple de Paris qu'on cherche à trouver dans son tort pour avoir du moins un prétexte ou une occasion de le forcer à recevoir une garde prétorienne. Mais quatre années de révolution ont donné de l'expérience au peuple,

& son bon esprit a fait le reste. Les sans-culottes sont toujours debout, mais tranquilles. Ils se surveillent eux-mêmes; car ils savent que beaucoup de gens suspects prennent leur costume & la pique, pour les travailler sous le voile de la fraternité.

Les sans-culottes se doutent aussi qu'il n'y a pas encore beaucoup d'ensemble, beaucoup d'a-plomb dans l'assemblée conventionnelle, & qu'elle est déchirée intestinement par plusieurs petites factions qui s'épient l'une l'autre, & voudroient attirer le peuple dans le sens de celle qui écrasera l'autre; ils s'en apperçoivent aux petites menées de plusieurs de leurs représentans dont on cite les noms, & aux petits moyens employés de part & d'autre. Mais ils voient tout cela de sang froid; ils savent bien deux choses importantes: la première, c'est qu'on ne pourra rien faire de bon sans les vrais sans-culottes; la seconde, c'est que les vrais sans-culottes, c'est-à-dire, les patriotes ne sont d'aucun parti, & ne torment point de faction.

On aura beau imaginer; quoi qu'ils disent Buzot & sa coterie, quoi que ne dise pas la coterie opposée pour profiter des bévues de l'autre, le peuple n'est ni pour Marat, ni pour Brissot. Il est pour la liberté, pour la république, pour l'égalité; il saura bien venir à bout des agitateurs, des meneurs, des petits ambitieux du dedans, comme il est venu à bout de ses ennemis du dehors. Il n'en démordera pas. Sans se livrer aux excès dont on voudroit lui faire une nécessité, il ne cessera de demander où en est la constitution, & le jugement de Louis Capet; où en est l'instruction publique dont il a besoin? Croit-on qu'il a soif de sang, en lui envoyant des émigrés?

Bon peuple! peuple sage! tu es par-tout le même, à Paris & dans les départemens. C'est toi qui achèveras de te sauver toi-même. On te tracasse, on t'agite, on te provoque; on voudroit t'aigrir; on te laisse à peine un moment de repos. Les chefs d'opinion t'appellent chacun de son côté, & voudroient t'attirer, te fixer, chacun dans son petit tourbillon d'intrigues. Continue à profiter de toutes ces agitations, elles tourneront à ton avantage, & à la confusion des mal-intentionnés. Ce sont des exercices salutaires au corps politique; une trop longue stagnation d'humeurs te feroit peut-être funeste.

Mais crains toujours & pardessus tout la désunion:

On n'a plus que cette ressource ; que les départemens n'aillent pas rivaliser l'un contre l'autre. Rien de pis ne pourroit nous arriver ; ils sont tous frères ; qu'ils se tiennent tous par la main , & forment une chaîne d'amitié électrique , telle qu'au plus léger contact de l'ennemi domestique ou étranger la commotion soit générale.

Peuple de Paris & de toute la France , nation républicaine, tu n'as plus à redouter que les déterminations partielles , les mouvemens locaux. Ne perds jamais ton ensemble ; reste toujours en masse ; cette masse , de son seul poids , écrasera tous les despotes , grands ou petits. Veille dans le calme. Que ceux des membres de la convention ou de tes voisins rivaux qui ont semé dans le trouble , désespèrent de récolter dans la paix de ta sagesse. Déjoue tous les partis à la fois par ta tendance à un seul but , le bonheur de la république. Les invasions de territoire ne font rien. Ce que tu dois craindre , ce sont ces petites prétentions intérieures d'un département sur un autre , qui finiroient par te mettre aux prises avec toi-même , te faire déchirer les entrailles de tes propres mains , tu deviendrais bientôt une proie facile au premier parti qui se présenteroit pour te dévorer. Bon peuple , tu es perdu si tu te laisses entamer , ou si tu penches d'un côté plutôt que de l'autre ; sois immobile comme le cube de la vérité.

Nécessité d'une sanction provisoire & anticipée sur les décrets urgens.

Tous les départemens , en nommant leurs députés à la convention nationale , les avoient nommés sous la condition expresse & formelle que leurs décrets ne deviendroient des loix qu'après la sanction du peuple. La convention , dès le premier jour de ses séances , déclara ce grand principe , sans lequel la souveraineté de la nation n'est qu'une chimère. On applaudit de tous côtés à cette déclaration , parce que l'on compara la conduite de la convention à celle de l'assemblée constituante , qui ne trouvoit pas son intérêt à admettre une telle vérité , & qui profita de l'ignorance où étoit encore le peuple pour la passer sous silence.

Mais il ne suffisoit pas à la convention de reconnaître le principe , il falloit agir en conséquence ; & au fond

la conduite de la convention est la même jusqu'à présent que celle de l'assemblée constituante , à quelques mots près ; & ce n'est pas des mots qu'il faut à un peuple libre , mais des choses.

Il étoit évident que les assemblées primaires ne pouvant pas se convoquer tous les jours comme on rend des décrets tous les jours , il est impossible de faire sanctionner les décrets à mesure qu'on les porte : car il n'en est pas des assemblées primaires des campagnes comme de celles de Paris & des grandes villes ; en un clin-d'œil , pour ainsi dire , vous métamorphosez une assemblée de section ou de police en assemblée primaire. Si la section n'est point en assemblée permanente , en un clin-d'œil vous la convoquez. Mais à la campagne plusieurs villages , un canton tout entier est obligé de se réunir. Les citoyens sont forcés de se déplacer ; il faut du temps pour indiquer dans tous ces lieux une seule assemblée primaire ; il faut du temps pour qu'elle se forme , & la Français consumerait la vie en courses pénibles , si de telles assemblées étoient trop fréquentes ; car elles se tiendroient d'un bout à l'autre de l'empire.

D'un autre côté , il est certains décrets qui ont besoin d'avoir sur le champ leur exécution , & qui par conséquent doivent avoir sur le champ force de loi ; ces décrets sont , par leur nature , assez fréquens. Leur fréquence & la nécessité de leur prompte exécution les empêchent d'être revêtus de la sanction ; leur fréquence , parce qu'on ne peut se déplacer tous les jours ; la nécessité de leur prompte exécution , parce qu'avant que la sanction fût donnée à Antibes ou à Bayonne , avant que le résultat en fût connu à l'assemblée , l'occasion pourroit s'être échappée , la loi pourroit être devenue inutile ; & dans cet intervalle le mal pourroit avoir fait d'étonnans progrès , & être devenu irremédiable.

La convention se trouvoit donc placée entre deux inconvéniens majeurs , deux inconvéniens terribles pour un législateur de bonne foi ; celui de ne pas faire une loi nécessaire , & celui de faire une loi contre tous les principes de la liberté , sans la sanction du peuple.

Le premier devoir de la convention étoit donc de parer d'abord à ce double inconvénient , de concilier autant qu'il étoit possible deux principes qui sembloient s'exclure & se détruire. D'où vient qu'elle ne l'a pas fait ? Seroit-ce par oubli ? Mais devoit-elle oublier dès le premier jour la nature de ses obligations ? Seroit-ce par nonchalance ? Mais avons-nous envoyé nos mandataires pour

qu'ils traitassent nos affaires avec nonchalance ; pour que pendant six semaines ils ne fissent rien d'important , rien de digne d'un grand peuple ? Seroit-ce parce qu'une faction vouloit dès le premier jour accoutumer le peuple à obéir aveuglément tout en feignant de ne le pas vouloir ? Mais à quoi pensoient donc les députés sages , les véritables amis du peuple , de se laisser mener ainsi par une faction ?

Nous savons bien que plusieurs députés prétendent qu'il étoit inutile de s'occuper de cet objet : & ils se fondent sur deux raisons ; c'est, disent-ils , parce que nécessité n'a pas besoin de loi , & que d'ailleurs les départemens , pour la plupart , leur ont conféré la puissance de faire des loix provisoires.

Il est très-aisé de prouver qu'il n'étoit rien moins qu'inutile de s'occuper de cet objet. Personne ne niera qu'il ne soit utile , nécessaire même de conserver la paix , l'union & l'unité dans la république , & comment conservera-t-on cette paix , cette union , cette unité , si l'on ne prend un moyen pour faire sanctionner d'avance des loix provisoires ou urgentes ? Lorsque la convention aura porté un décret qu'il faudra faire exécuter sur le champ , que répondra-t-elle à ceux qui , par erreur , par mauvaise foi , ou , si l'on veut , par un amour exagéré des formes , s'opposeront à l'exécution du décret , & lui diront : ce n'est pas là une loi ; vous usurpez l'autorité souveraine en voulant nous forcer d'obéir à un décret qui n'est que votre volonté particulière. La loi est la volonté générale , & non pas la volonté de sept cents individus. Montrez-nous que tout le peuple , que la France entière a sanctionné ce décret , & vous nous verrez courber devant lui un front docile ; jusques-là nous n'avons point à recevoir de loix de vous ; car le peuple ne s'est pas déchargé sur vous du soin de faire les loix ; il n'a déclaré nulle part qu'il crût devoir obéir temporairement , provisoirement , à vos décrets. Présumer cette obéissance d'après le silence des départemens , c'est imiter l'assemblée constituante , & tous les despotes qui s'imaginoient que le peuple étoit content dès qu'il ne disoit rien. Vous n'êtes , après tout , qu'un comité général envoyé à Paris , pour disposer & préparer des loix ; c'est à nous tous à les faire ?

Certes , nous défions la convention nationale , & tout l'univers , de répliquer à ces argumens , & d'y opposer une seule raison valable. Si une portion quelconque du peuple lui parle ainsi , que fera la convention ? retirera-t-elle généralement son décret ? Mais si la loi étoit urgente , nécessaire , voilà donc du mal qu'on laisse faire ; ou , si l'on veut , du bien

qu'on ne fait pas. En dispensera-t-elle la portion qui réclame ? mais il peut en résulter un mal partiel ; & , ce qu'il y a de pis encore , voilà l'unité de la république rompue : il n'y a plus d'uniformité dans les loix & dans les usages ; chacun fait à sa tête ; & pendant un certain espace de temps , il y aura autant de coutumes diverses que de sections de l'empire.

La convention maintiendra-t-elle son décret ; nous voyons , qu'à la rigueur , elle n'en a pas le droit. Mais forte du consentement tacite de la majorité , contraindra-t-elle la minorité ? alors elle emploiera la force & la violence ; elle armera département contre département , peuple contre peuple. Elle opérera une scission éclatante , peut-être une guerre civile ; parce qu'elle même aura commencé par violer les principes , ou du moins , si l'on veut , parce qu'elle ne se sera pas donnée la peine de chercher un moyen qui ferme la bouche à tout le monde.

Il étoit donc très-utile , & même nécessaire , de chercher d'abord ce moyen.

Ceci étant suffisamment prouvé , nous serions dispensés de répondre aux deux motifs sur lesquels on appuyait l'innuité de cette recherche. Mais nous ne voulons rien négliger , & nous répondrons à tout.

Nécessité , dit-on , n'a pas besoin de loi , & c'est une nécessité d'obéir à des mesures provisoires.

La véritable nécessité nous oblige à faire telle ou telle chose , sous peine de dénaturer notre être , ou de perdre même notre existence ; & , certes , cette nécessité n'a pas besoin de loi , car l'amour que nous nous portons à nous-mêmes , nous prescrit impérieusement de conserver notre être à quelque prix que ce soit. Mais il ne s'agit là que d'un être physique , & d'une nécessité physique. Dans le cas que nous traitons , il s'agit d'un être politique , de la république ; les portions qui la composent peuvent survivre à la république entière ; les malveillans le savent bien. Tous ceux qui voudroient une république fédérative , ne sentiroient pas cette nécessité ; elle sera nulle pour eux. La seule nécessité physique qu'ils pourroient reconnoître dans cette circonstance , seroit le vœu général bien prononcé , parce que la force publique accompagne toujours le vœu public bien prononcé ; parce qu'il n'y a rien à objecter contre l'emploi de cette force , lorsque ce vœu a été clairement manifesté. Otez-leur donc tout sujet de réplique. Car même en succombant , ils pourroient avoir raison.

Mais une foule de bons citoyens même ne reconnoîtront pas la nécessité d'obéir provisoirement à des décrets non sanctionnés. Sans doute , diront-ils , il y a nécessité d'obéir

provisoirement à des décrets bien réellement nécessaires. Quand cette nécessité aura lieu , point de difficulté. Quand il sera évident qu'il faut que la république se dissolve , ou que nous nous soumettions à un décret non sanctionné , nous nous soumettrons , & promptement : mais tous v^{os} décrets ne sont pas de cette nature ; il y en a un grand nombre dont l'exécution n'est pas si pressée , dont l'inexécution ne peut pas apporter un grand préjudice à la chose publique. Pourquoi voulez-vous que nous nous soumettions à ceux là ? s'y soumettre ce seroit réellement porter un préjudice irréparable à la nation , car ce seroit l'accoutumer à vous regarder comme des souverains provisoires , & vous accoutumer à l'être. Quoi ! parce qu'un jour telle idée vous aura frappé tous , telle motion vous aura entraîné tous , il faudra qu'elle nous entraîne aussi pendant six mois : non ; ce seroit un délire. Quand il y aura nécessité , nous le verrons bien.

Pour prendre un exemple qui ne soit pas étranger à nos lecteurs , appliquons à la circonstance la conduite tenue par les sections de Paris , relativement à l'appel nominal. La convention maintient par un décret les anciennes loix : la convention prétend-elle qu'il est pour cela de toute nécessité de faire toutes les nominations à scrutin secret ? Mais les sections pourroient lui répondre ; nous ne sentons point , nous , cette nécessité : nous sentons au contraire la nécessité de nommer à voix haute , à Paris , dans cette ville qui est le foyer de toutes les intrigues : cette nécessité que vous prétendez exister n'en est donc pas une. Si c'en étoit une , elle nous contraindrait malgré nous. Que nous nommions à voix haute ou à scrutin secret , la marche du gouvernement ne sera pas entravée pour cela : la république sera toujours une.

Cette nécessité prétendue n'est donc , à proprement parler , qu'une chimère.

Quant à la seconde raison alléguée par les députés que la plupart des départemens leur ont donné le pouvoir de faire des loix provisoires , qui nous l'a dit ? Quand la convention nous a-t-elle donné une connoissance solennelle & authentique des pouvoirs qu'elle avoit reçus ? Si mon département n'a pas conféré un tel pouvoir à ses mandataires , comment saurai-je si les autres départemens en ont revêtu les leurs ? J'ignore ce qui se passe chez mes voisins. D'ailleurs , quand le mien en auroit accordé un pareil , si je n'ai pas été de cet avis ; & quand j'aurois été de cet avis , si je ne trouve pas vos décrets provisoires , n'est-il pas naturel que je veuille connoître la volonté générale , que rien ne m'indique ? Supposons même que je sois certain qu'à votre départ

c'étoit le vœu de la majorité des départemens , lors^q de votre nomination chacun des départemens ne connoissoit que ses propres commettans , & il pouvoit les honorer d'une confiance aussi étendue ; mais depuis , chacun ne peut-il pas être mécontent du choix des autres départemens , & ne plus attribuer à la collection entière la même latitude qu'il laissoit à ses propres députés ? Ne suis-je pas en droit de savoir s'ils persistent dans leur première idée ? Sous tous les points de vue , il étoit donc nécessaire que la convention cherchât un moyen de concilier la nécessité de la sanction avec la nécessité de faire exécuter sur le champ certains décrets.

Ce mode n'étoit pas difficile à trouver : il ne s'agissoit que de faire sanctionner le principe , que tous les décrets urgens auroient leur exécution provisoire : par-là , tout se concilioit ou imposoit silence à tous les citoyens bons ou mauvais , & la convention avoit l'honneur de rendre sur le champ hommage à la souveraineté du peuple , non d'une manière vaine , & seulement de bouche , mais par ses actions & par sa conduite.

Nous disons seulement *tous les décrets urgens* , & non pas tous les décrets en général ; car nous ne sommes pas d'avis de donner une trop grande étendue aux pouvoirs que nous laisserions à nos commis. Accorder provisoirement force de loi à tous leurs décrets , ce seroit le comble de l'absurdité & de l'impolitique ; ce seroit leur donner le droit de nous former nos habitudes , de nous diriger , de nous mener à volonté ; ce seroit donner lieu aux factions qui pourroient se former dans l'assemblée nationale , d'essayer leurs pouvoirs sur nous ; ce seroit nous faire avancer de manière souvent à ne plus pouvoir reculer , & rendre nulle d'avance la sanction populaire.

Le sénat , à Rome , avoit le droit de faire exécuter ses décisions pendant un an , & ce n'étoit qu'après ce terme que le peuple devoit les sanctionner ; mais accoutumé déjà à les pratiquer , souvent le peuple les adoptoit quelles qu'elles fussent & sans examen ; car d'abord il ne les examinoit pas , parce qu'il falloit provisoirement y obéir ; ensuite il ne les examinoit pas davantage , parce qu'il étoit habitué à y obéir ; & c'est ainsi que le sénat parvint à ce degré de puissance & d'orgueil qui a renversé la république romaine. Quelquefois le sénat avoit recours à la ruse. Lorsqu'il craignoit que le peuple ne désapprouvât le sénatus-consulte , il le retiroit avant le terme de l'année , & le reproduisoit peu de temps après , pour qu'il eût de nouveau force de loi.

Il étoit agréable de se voir accueillir ainsi par-tout où l'on alloit , & pour tout le reste de sa vie. Un certain nombre d'années de service , un moment de présence d'esprit ou de bravoure , ou de témérité , avoit mérité ces honneurs à plusieurs chevaliers de Saint-Louis. Etoit-il équitable de récompenser pendant toute la vie un moment de vertu ? Nous ne parlons pas des chevaliers de Saint-Louis d'anti-chambre.

Ces réflexions sont applicables aux décorations nouvelles qu'on penche à substituer aux anciennes. On parle de deux épées croisées dans un ovale , en guise d'un saint couronné & niché entre huit pointes. Ce ne seroit que changer de forme. Les mêmes inconvéniens subsisteroient sous d'autres noms. La convention a quelque chose de plus simple , de plus auguste à sa disposition. Au lieu de recréer d'une main ce qu'elle détruit de l'autre ; au lieu de se traîner péniblement sur les vestiges de la monarchie , qu'elle étende aux individus la mesure sage & grande dont elle a usé déjà avec succès envers des corps entiers & des villes.

Un soldat s'est distingué dans une affaire ; un citoyen a sauvé la vie à plusieurs de ses compagnons d'armes ; un courageux tyrannicide a délivré son pays d'un chef de conspirateurs ; qu'il se présente à la barre de l'assemblée nationale , que le président se lève , & pose un moment sur son front une couronne civique , en lui disant : Digne enfant de la république , tu as bien mérité d'elle ; elle s'en souviendra , en te confiant le premier poste où il y aura le plus de danger à courir.

Cela ne vaut-il pas mieux qu'une médaille ronde ou en lozange , un ruban ou une épée brodée sur son habit ?

Mais , dira-t-on , au sortir de la salle , rentré dans la foule , comment reconnoître celui qui a bien mérité de la patrie ?

D'abord , le décret en sera lu à la porte de toutes les communes , & ensuite le premier grade important est pour lui. Que lui faut-il de plus ? Par-tout sur ses pas il entend son nom prononcé avec éloge ou reconnaissance. S'il n'est pas content , ce n'est qu'un ambitieux ou un homme vain , sur qui on ne peut pas compter.

Mais , insistera-t-on , les juges ont des panaches ; les magistrats des écharpes , les officiers des hausse-cols , &c.

Les jurés , les électeurs , les députés n'ont rien de tout cela , & n'en sont pas moins reconnoissables , pas moins considérés. La véritable décoration d'un citoyen est

provoqueroit la fureur du soldat français , & entraineroit la destruction de la ville. Ce sont les mêmes Français qui ont combattu à Spire ; à mayeux , à mon ordre , ils viennent à bout de tout. Ne balancez pas , demain si vous hésitez , vous ne serez plus. Vous avez à choisir entre le saccage de votre ville & la fraternité que nous vous offrons. Partagez avec nous les bienfaits de la liberté. J'attends votre réponse , je n'en reçois aucune dilatoire. *Signé, CUSTINES.*

Aux magistrats de Mayence. Magistrats citoyens , vous avez été élus par le peuple pour faire son bonheur , vous devez donc lui éviter les plus grands malheurs ; j'ai en mon moyen de réduire en cendres votre ville , je connois vos forces , l'état de la ville & de la forteresse. Votre électeur a partagé avec les tyrans , qui vouloient asservir la nation française , leur haine pour notre révolution ; mais vous connoissez le vœu du peuple , & soyez-y soumis. Songez , magistrats , que si vous portez vos concitoyens à se défendre , vous les exposerez aux horreurs du pillage & de la destruction totale de votre cité. Vous connoissez les troupes qui vont vous attaquer , ce sont les soldats de la liberté , commandés par un vieux soldat , décidez-vous sans délai , le jour de demain sera le dernier pour vous , car je ne fais pas de promesse en vain.

Signé, CUSTINES.

Réponse de Custines au commandant de Mayence. Vous desirez ménager le sang , vous me demandez jusqu'à demain pour me répondre , je me rendrais à votre demande , mais l'ardeur de nos grenadiers est telle que je ne puis plus la contenir. Ils ne voient que la gloire & la riche proie qui les attend. Ce n'est pas une attaque régulière , mais une attaque de vive force que nous allons faire ; elle n'est pas selon les règles de la guerre ; vous devez vous attendre , vous & les troupes qui défendent vos remparts , à être passés au fil de l'épée. Les troupes françaises sont accoutumées à vaincre ; je le dis à la gloire de ma république , les suppôts des tyrans fuient devant les étendards de la Liberté. *Réponse , réponse , M. le gouverneur. Signé, CUSTINES.*

Voici les articles de la capitulation : 1°. Les troupes mayençaises , & autres qui composent la garnison , partiront avec les honneurs de la guerre , avec armes , bagages , artillerie de campagne , & il leur sera délivré des passe-ports pour se retirer où bon leur semblera. 2°. Il sera fourni à la garnison des voitures pour emporter ses bagages. 3°. Les troupes composant la garnison s'engagent à servir d'un an , à compter de ce jour , contre la république française ou ses alliés. 4°. L'artillerie de campagne & les magasins y resteront , & remis en sera

prytanée. Là, on étoit entretenu & nourri aux frais de la république. N'avons-nous pas, dira-t-on, l'hôtel des Invalides ? — Oui bien ; mais dans le prytanée il n'y avoit pas plusieurs tables ; une pour les simples soldats, une autre mieux servie pour les officiers. Les uns n'étoient pas vêtus d'un drap plus fin que celui des autres. Dans les secours qu'on accordoit au mérite indigent, on ne lui disoit point : Allez à la trésorerie nationale pour y toucher une telle somme qu'on vous y comptera ; mais on dotoit les filles, & l'on élevoit les enfans au gymnase public. Un décret du sénat de Rome enjoignit de cultiver, aux dépens de l'état, le petit champ de Cincinnatus, pendant qu'il purgeoit le territoire de la république de l'armée des Eques & des Volques. Abordons au plus tôt ces mœurs antiques, mais point de décorations sur les habits, qu'on puisse étaler par-tout avec soi. L'anneau d'or que les chevaliers romains portoient à leur doigt, perdit la république.

Après l'hymne de la liberté, chanté à Nice sur l'autel de la patrie, ombragé par les drapeaux enlevés lors de la prise de cette ville, un cri se fit entendre, *Le bâton de maréchal de France pour Anselme ! Camarades ! que dites-vous-là ?* (s'écrie l'heureux vainqueur) *que demandez-vous pour moi ? des hochets de l'ancien régime ; je les méprise ; je n'en veux pas.*

Prise de Mayence.

Nos troupes sont entrées dans cette ville le 21 de ce mois, & nous n'avons eu qu'un homme tué & deux blessés. Après une marche forcée, & par une pluie continuelle, Custines est arrivé avec son armée jusqu'à cent cinquante toises de la place, dont la garnison étoit de six mille hommes, & défendue par une forteresse capable de soutenir un siège de deux mois. Les dispositions savantes du général Custines, qui avoit bouché toutes les communications du Rhin, l'enlèvement qu'il avoit fait de toutes les échelles trouvées dans le pays, & plus que tout cela, la valeur & la discipline de notre armée ont effrayé les habitans de Mayence dont le gouverneur demanda à capituler, après quelques tergiversations auxquelles Custines répondit comme il le devoit, c'est-à-dire, en homme qui commande une armée de républicains. Cette correspondance l'honore, & nous la citons avec plaisir :

Au commandant de Mayence. Monsieur, je connois les forces qui défendent votre cité, elles ne peuvent tenir contre les troupes françaises ; la moindre résistance de votre part

provoqueroit la fureur du soldat français , & entraîneroit la destruction de la ville. Ce sont les mêmes Français qui ont combattu à Spire ; à mayeux , à mon ordre , ils viennent à bout de tout. Ne balancez pas , demain si vous hésitez , vous ne ferez plus. Vous avez à choisir entre le saccagement de votre ville & la fraternité que nous vous offrons. Partagez avec nous les bienfaits de la liberté. J'attends votre réponse , je n'en reçois aucune dilatoire. *Signé, CUSTINES.*

Aux magistrats de Mayence. Magistrats citoyens , vous avez été élus par le peuple pour faire son bonheur , vous devez donc lui éviter les plus grands malheurs ; j'ai en mon moyen de réduire en cendres votre ville , je connois vos forces , l'état de la ville & de la forteresse. Votre électeur a partagé avec les tyrans , qui vouloient asservir la nation française , leur haine pour notre révolution ; mais vous connoissez le vœu du peuple , & soyez-y soumis. Songez , magistrats , que si vous portez vos concitoyens à se défendre , vous les exposerez aux horreurs du pillage & de la destruction totale de votre cité. Vous connoissez les troupes qui vont vous attaquer , ce sont les soldats de la liberté , commandés par un vieux soldat , décidez-vous sans délai , le jour de demain sera le dernier pour vous , car je ne fais pas de promesse en vain.

Signé, CUSTINES.

Réponse de Custines au commandant de Mayence. Vous desirez ménager le sang , vous me demandez jusqu'à demain pour me répondre , je me rendrais à votre demande , mais l'ardeur de nos grenadiers est telle que je ne puis plus la contenir. Ils ne voient que la gloire & la riche proie qui les attend. Ce n'est pas une attaque régulière , mais une attaque de vive force que nous allons faire ; elle n'est pas selon les règles de la guerre ; vous devez vous attendre , vous & les troupes qui défendent vos remparts , à être passés au fil de l'épée. Les troupes françaises sont accoutumées à vaincre ; je le dis à la gloire de ma république , les suppôts des tyrans fuient devant les étendards de la Liberté. *Réponse , réponse , M. le gouverneur. Signé, CUSTINES.*

Voici les articles de la capitulation : 1°. Les troupes mayençaises , & autres qui composent la garnison , sortiront avec les honneurs de la guerre , avec armes , bagages , artillerie de campagne , & il leur sera délivré des passe-ports pour se retirer où bon leur semblera. 2°. Il sera fourni à la garnison des voitures pour emporter ses bagages. 3°. Les troupes composant la garnison s'engagent à servir d'un an , à compter de ce jour , contre l'ennemi français ou ses alliés. 4°. L'artillerie de campagne & les magasins y resteront , & remise en sera

prytanée. Là, on étoit entretenu & nourri aux frais de la république. N'avons-nous pas, dit-on, l'hôtel des Invalides ? — Oui bien ; mais dans le prytanée il n'y avoit pas plusieurs tables ; une pour les simples soldats, une autre mieux servie pour les officiers. Les uns n'étoient pas vêtus d'un drap plus fin que celui des autres. Dans les secours qu'on accordoit au mérite indigent, on ne lui disoit point : Allez à la trésorerie nationale pour y soucher une telle somme qu'on vous y comptera ; mais on dotoit les filles, & l'on élevoit les enfans au gymnase public. Un décret du sénat de Rome enjoignit de cultiver, aux dépens de l'état, le petit champ de Cincinnatus, pendant qu'il purgeoit le territoire de la république de l'armée des Eques & des Volques. Abordons au plus tôt ces mœurs antiques, mais point de décorations sur les habits, qu'on puisse étaler par-tout avec soi. L'anneau d'or que les chevaliers romains portoient à leur doigt, perdit la république.

Après l'hymne de la liberté, chanté à Nice sur l'autel de la patrie, ombragé par les drapeaux enlevés lors de la prise de cette ville, un cri se fit entendre, *Le bâton de maréchal de France pour Anselme ! Camarades ! que dites-vous-là ?* (s'écrie l'heureux vainqueur) *que demandez-vous pour moi ? des hochets de l'ancien régime ; je les méprise ; je n'en veux pas.*

Prise de Mayence.

Nos troupes sont entrées dans cette ville le 21 de ce mois, & nous n'avons eu qu'un homme tué & deux blessés. Après une marche forcée, & par une pluie continuelle, Custines est arrivé avec son armée jusqu'à cent cinquante toises de la place, dont la garnison étoit de six mille hommes, & défendue par une forteresse capable de soutenir un siège de deux mois. Les dispositions savantes du général Custines, qui avoit bouché toutes les communications du Rhin, l'enlèvement qu'il avoit fait de toutes les échelles trouvées dans le pays, & plus que tout cela, la valeur & la discipline de notre armée ont effrayé les habitans de Mayence dont le gouverneur demanda à capituler, après quelques tergiversations auxquelles Custines répondit comme il le devoit, c'est-à-dire, en homme qui commande une armée de républicains. Cette correspondance l'honore, & nous la citons avec plaisir :

Au commandant de Mayence. Monsieur, je connois les forces qui défendent votre cité, elles ne peuvent tenir contre les troupes françaises ; la moindre résistance de votre part

provoqueroit la fureur du soldat français , & entraineroit la destruction de la ville. Ce sont les mêmes Français qui ont combattu à Spire ; à mavoix , à mon ordre , ils viennent à bout de tout. Ne balancez pas , demain si vous hésitez , vous ne ferez plus. Vous avez à choisir entre le saccagement de votre ville & la fraternité que nous vous offrons. Partagez avec nous les bienfaits de la liberté. J'attends votre réponse , je n'en reçois aucune dilatoire. *Signé, CUSTINES.*

Aux magistrats de Mayence. Magistrats citoyens , vous avez été élus par le peuple pour faire son bonheur , vous devez donc lui éviter les plus grands malheurs ; j'ai en mon moyen de réduire en cendres votre ville , je connois vos forces , l'état de la ville & de la forteresse. Votre électeur a partagé avec les tyrans , qui voulaient asservir la nation française , leur haine pour notre révolution ; mais vous connoissez le vœu du peuple , & soyez-y soumis. Songez , magistrats , que si vous portez vos concitoyens à se défendre , vous les exposerez aux horreurs du pillage & de la destruction totale de votre cité. Vous connoissez les troupes qui vont vous attaquer , ce sont les soldats de la liberté , commandés par un vieux soldat , décidez-vous sans délai , le jour de demain sera le dernier pour vous , car je ne fais pas de promesse en vain.

Signé, CUSTINES.

Réponse de Custines au commandant de Mayence. Vous devez ménager le sang , vous me demandez jusqu'à demain pour me répondre , je me rendrais à votre demande , mais l'ardeur de nos grenadiers est telle que je ne puis plus la contenir. Ils ne voient que la gloire & la riche proie qui les attend. Ce n'est pas une attaque régulière , mais une attaque de vive force que nous allons faire ; elle n'est pas selon les règles de la guerre ; vous devez vous attendre , vous & les troupes qui défendent vos remparts , à être passés au fil de l'épée. Les troupes françaises sont accoutumées à vaincre ; je le dis à la gloire de ma république , les suppôts des tyrans fuient devant les étendards de la Liberté. *Réponse , réponse , M. le gouverneur. Signé, CUSTINES.*

Voici les articles de la capitulation : 1°. Les troupes mayençaises , & autres qui composent la garnison , fortiront avec les honneurs de la guerre , avec armes , bagages , artillerie de campagne , & il leur sera délivré des passe-ports pour se retirer où bon leur semblera. 2°. Il sera fourni à la garnison des voitures pour emporter ses bagages. 3°. Les troupes composant la garnison s'engagent servir d'un an , à compter de ce jour , contre l'ennemi français ou ses alliés. 4°. L'artillerie de campagne & les magasins y resteront , & remise en sera

Autre lettre.

Paris, 25 mars 1792.

« Monsieur, je suis très-sensible à votre invitation. Dès aujourd'hui j'aurai l'honneur de m'y rendre entre une & deux heures, autant par reconnaissance que parce que je suis extrêmement impatient de savoir à quoi m'en tenir sur les démarches des officiers de police auprès de moi, qui n'ont eu encore d'autre effet que de me tenir aux arrêts dans mon cabinet; depuis mercredi dernier, pour les attendre avec les propositions qu'ils m'avoient annoncées avant dimanche. Ces petits hommes de police s'imaginent, dans leur civilisme rebelle, imiter Fabius le temporisateur, en me retardant par des défaites coquines; mais le Romain avoit les vertus qui justifient les délais & entraînent le succès; au lieu que ces magistrats, promus par les poignards, n'ont que les vices qui enfantent les crimes.

« J'attends de vous seul, monsieur, la vérité sans fraction ni déguisement, & des actes dignes d'un homme de bien & du monarque que la vertu la plus pure n'a pu sauver des malheurs auxquels les rois justes & puissans, comme les citoyens obscurs & honnêtes, sont exposés.

« Je suis avec respect, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur, Morizot, avocat.

Autre lettre.

Paris, 26 mars 1792.

« Monsieur, il est encore temps de réparer un oubli essentiel que j'ai fait, puisque vous ne parlerez que demain matin au roi: ça été de vous donner les noms de ceux que je supplie sa majesté de nommer pour examiner mon affaire & lui en rendre compte.

« Si je ne les désignois pas à sa majesté, il en résulteroit deux grands inconvéniens: le premier, le roi feroit infailliblement un mauvais choix; car, à l'exception de vous, monsieur, quel est l'honnête homme que le roi a mis en place depuis qu'il est sur le trône? Ci-devant les intrigues de la cour déterminoient les promotions que la horde jacobite détermine à présent; en sorte qu'il est vrai de dire avec Sancho, que nous sommes aussi bien mordus d'un chien que d'une chienne.

« Le second, il m'arriveroit ce qui arrive à des militaires qui ont obtenu des conseils de guerre. Je suis témoin que la bureaucratie influence les commissaires, de manière que ceux-ci ne font rien, ne décident rien, & éternisent l'affaire.

« Il faut que la mienné ait une fin; elle peut être terminée pour dimanche, si le roi le veut, à moins que la cabale des courtisans, dirigée par Jean de Brissac, ne réussisse à circonduire la droiture & la justice du monarque, pour lui faire nommer des commissaires à leur dévotion.

« Suppliez le roi, monsieur, je vous en conjure, de nommer M. Richard, conseiller d'état, ancien administrateur-général des postes;

« M. Burte, premier commis des finances;

« M. Mallet, avocat;

« M. Jendy du Monteix, avocat ;
 « M. Pommageot, avocat.
 « Si quelques-unes de ces personnes, que je ne
 sur parole, refusent d'accepter, je demande qu'elles
 placées par M. de la Tour, brigadier des armées du
 « M. d'Houffier, ancien premier commis de la marine ;
 « M. Comparet, inspecteur-général des postes ;
 « M. l'abbé de Bonillé ;
 « M. Jacob de Saint-Hilaire.
 « Le roi connoit particulièrement M. de la Tour.
 « Daignez, monsieur, parler au roi de ma cruelle fi
 si j'ai été fidèle à mes devoirs pour mon prince, que
 soit donc fidèle aux siens envers moi : le contrat est sy
 que. La conduite qu'on a forcée le roi de tenir depuis
 à mon égard, est celle d'un tyran ; on ne laisse pas un h-
 sans pain, quatre ans entier ; on ne le dépouille pas pour
 faire une catin.
 « Si, malgré vos efforts généreux, monsieur, vous ne
 sez pas, & que la cabale de Jean de Brissac l'emporte,
 mon affaire tout seul, & je ne vous en aurai pas moins
 tion ; mais ayez, je vous en supplie, l'extrême bonté de m-
 tir, le plus tôt possible, de la résolution du roi, afin que j'
 en avant. Il est urgent que je parte pour les eaux de Bourbonn-
 ou qu'on me tire donc un coup de fusil : d'ailleurs, j'ai des créan-
 ciers qui sont tombés, par la révolution, dans le besoin, & qu'il
 est pressant que je satisfasse.
 « Sauvez au roi, monsieur, les reproches que je suis fondé à
 lui faire sur l'empire des courtisans ; la police est impuissante
 pour m'en empêcher ; elle n'excite que mon mépris, & c'est
 pour la dernière fois qu'elle vient de m'abuser : au surplus, ce
 seroit un grand avantage pour moi d'être mis en prison, j'y serois
 nourri, & je serois autorisé à dévoiler tout ce que, par pru-
 dence & par égard pour le roi, je n'ai pas encore dit. Je doute
 qu'il en résulte rien de bon pour ceux qui m'oppriment.
 « Je suis avec respect, monsieur, votre très-humble & très-
 obéissant serviteur, Morizot, avocat, rue Saint-Thomas-du-La-
 vre, n°. 41.

Autre lettre.

Paris, 27 mars 1792.

« Monsieur, j'ai le plus grand empressement de savoir la ré-
 ponse du roi ; car, malgré vos bons offices & vos vertus, vous
 ne l'emporterez pas sur la cabale qui m'opprime sous les yeux de
 sa majesté depuis quatre ans, sans en avoir reçu le plus léger se-
 cours, que l'offre que vous avez eu la bonté de m'en faire di-
 manche dernier, laquelle offre est venue trop tard pour que je
 daigne l'accepter après l'avoir si long-temps & si vivement sollici-
 tée sans l'obtenir. Je désirerois bien que vous voulussiez m'en faire
 part, car je me trouve dans des circonstances bien contrariantes,
 mon plan étant arrêté sans vouloir m'en écarter, parce qu'il faut
 une fin prompte à mes douleurs.

main je compte voir à neuf heures du matin M. de Brissac
 si je sors vainqueur de chez lui, je me propose de donner
 t au roi, à son passage, relatif principalement à la trom-
 e vient de me faire Perron de la Police & Soëmo.
 e n'en sors pas vainqueur, je n'aurai plus besoin de quoi

que ce soit ; & j'emporterai la reconnaissance que je vous dois des témoignages extérieurs que vous m'avez donnés de votre intérêt.

« Il seroit possible cependant que je manquasse demain matin ma visite à M. de Brissac, parce que, comme je veux des témoins de ma loyauté, il pourroit se faire que, malgré les précautions que j'ai prises, ceux que j'attends manquaient ; mais, alors, sans autre délai, j'y serai jeudi, & je donnerai néanmoins mon placet demain à une heure au roi. Ainsi vous voyez, monsieur, mon embarras à concilier les circonstances, & je vous parle comme à un père.

« Vous leveriez, monsieur, cet embarras, si vous pouviez me donner avant neuf heures, demain, la réponse du roi, soit par écrit, soit de vive voix. Je suis à vos ordres à toute heure du jour & de la nuit, & la proximité de nos demeures est favorable à un prompt rapprochement.

« Faites ce qu'il vous fera possible, monsieur ; j'ai toute confiance en votre candeur & bienfaisance.

« Je suis avec respect, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur, Morizot, avocat, rue Saint-Thomas du Louvre, n°. 41, devant l'église ».

Autre lettre.

Paris, 28 mars 1792.

« Monsieur, je reçois avec reconnaissance & respect les avis que vous voulez bien me donner. Si mes projets sont des coups de tête, si mes actions sont répréhensibles, il faut en reprocher l'indiscrétion à ceux qui les nécessitent & les provoquent. Ceux-là seuls sont criminels ; mais malheureusement vous ne connoissez absolument pas mon affaire ; & ce n'est pas en parcourant par-ci par-là quelques feuillets de mes mémoires, que vous pourriez la connoître : les choses sont liées de manière que rien n'en est superflu.

« Vous connoissez encore moins les intrigues secrètes qui me travaillent ; car votre ame est sûrement trop honnête pour ne pas en être pénétré d'horreur. La mienne en est aujourd'hui transportée de rage, & l'attachement que je porte à mon infortuné maître, en est la seule cause. On le perd quand on abuse de son autorité pour commettre & soutenir le crime.

« Personne n'est naturellement plus de sang froid & plus modéré que moi ; mais vous connoissez comme moi le précepte d'Horace : *Sunt certi denique fines*, &c. Certes, depuis quatre ans que mon estomach murmure contre ma modération, il a fallu en avoir une forte dose pour résister à la justice & à l'activité de ses murmures. J'y vais céder, monsieur, & seconder leur énergie avec une telle rapidité, que je réussirai à les apaiser & à les satisfaire. Je n'en conserverai pas moins une éternelle reconnaissance de votre procédé.

« Je suis avec respect, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé*, Morizot, avocat ».

Autre lettre.

« Monsieur, en rentrant chez moi hier au soir, j'y ai trouvé une lettre qui m'a donné le secret de la perfidie de M. de Brissac, secondé de Soëho & Perron.

« Je ne vous demande plus rien, monsieur; la scélératesse est à son comble, & j'en suis indigné au-delà de toute expression. Mes ennemis s'acharnent à ma perte; ils l'obtiendront, car je m'offrisai promptement à leurs complots assassins. Je ne regrette que le sort du roi, que tous ces coquins trompent & qu'ils perdront par leur iniquité; car il est impossible que le ciel leur soit encore long-temps favorable. Certes, tous les factieux & conspirateurs sont bien coupables & criminels; mais ceux qui environnent le roi & usent de son autorité pour perdre un honnête homme, parce qu'il demande avec persévérance la justice qu'on lui dénie avec infamie, sont-ils moins coupables & criminels que les factieux & les conspirateurs? Je m'abandonne, monsieur, à la providence; elle fera justice des agens qui trompent le roi, si elle le veut; mais je vais suivre mes assassins & ma demande au roi, avec une telle vigueur, qu'il faudra commettre de nouveaux crimes pour m'en empêcher: alors laissez faire aux événemens prévus & imprévus, qui tromperont la politique humaine.

« Je fais avec respect, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé*, Morizot.

Autre lettre.

Paris, 29 mars 1792.

« Monsieur, j'ai eu l'honneur de voir la marquise de Gréigny, qui ne m'a pas laissé ignorer la générosité de vos procédés; & j'ai en conséquence celui de vous envoyer mes deux premiers mémoires, qui chacun contiennent l'une des deux questions, sur lesquelles je demande que le ministre prononce d'après un examen impartial.

« Si mon premier mémoire ne contient pas la vérité, madame la princesse de Lamballe, MM. de Rosambo & Delellart ont menti avec moi. Au reste, j'ai d'autres preuves meilleures encore.

« Mon second mémoire est appuyé par la lettre de M. Lambert, & j'ai encore des titres plus forts.

« Si le roi daigne demain remettre à M. Clavière les noms des commissaires, je vous supplie de vouloir bien m'en donner avis le plus tôt qu'il vous sera possible, parce que M. Clavière n'étant pas un homme que je puisse voir, il faut que je le fasse prévenir par un autre, de ne pas rendre à Laroche, premier commis au contrôle, ce que le roi lui aura confié.

« Si j'ai quelque succès après de si longues tempêtes, je vous le devrai en entier, & j'aurai été plus heureux que Diogène, puisque j'aurai enfin rencontré à la cour ce que le cynique n'avoit pu trouver dans toute Athènes.

« Je suis avec respect, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé*, Morizot, avocat.

Autre lettre.

Paris, 31 mars 1792.

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous adresser le placet pour le roi; vous avez la bonté de me demander. Si vous pouvez influer le choix, je vous supplie que M. Mallet soit l'un d'eux, quel que soit celui dont je me déte le plus, & que je ne le connaisse

pas ; mais en voici la raison : il y a un an qu'une société l'a voit choisi pour lui rendre compte de cette affaire ; il en fit l'extrait , & son travail est tout fait , en sorte que j'attendrois moins , & il m'est très-important d'accélérer : autrement cela n'auroit jamais de fin , & on ne fait pas les événemens qui peuvent survenir. Quels que soient mes commissaires , pourvu qu'ils accélèrent , je ne craindrois pas même d'avoir un ennemi , parce que j'ai ma preuve dans ma poche , que je n'ai pas encore montrée : il est impossible d'y résister.

» Je n'ose vous demander le sacrifice de lire le mémoire ci-joint , dont je crois que vous seriez content : cependant j'ai l'honneur de vous l'envoyer , & vous m'accorderiez une grande grâce d'en prendre lecture sans le parcourir. Vous y trouveriez que j'ai été plus loin envers la reine qu'aucun autre , & que je mérite de la défendre , si on ose l'attaquer. C'est le seul exemplaire que j'aie , l'imprimeur ayant reçu de l'argent pour me voler l'édition entière.

» Je suis avec reconnaissance & respect , monsieur , votre très-humble & très-obéissant serviteur. *Signé*, Morizot ».

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 19 octobre 1792.

Guadet est proclamé président. Barberousse , Danton , Kersaint , Genissonnet sont secrétaires.

Un membre a fait rendre un décret qui accorde 1200 livres à la veuve du citoyen Jugereau , tué dans une émeute. Un projet sera présenté par le comité pour faire accorder à cette veuve une pension viagère , & ses enfans seront élevés aux frais de l'état jusqu'à ce qu'ils soient placés dans un régiment.

Il s'est élevé quelques débats sur le placement à l'ordre du jour de la discussion de la garde de l'assemblée ; la convention a passé outre , vu que cette question est au nombre de celles dont elle doit s'occuper incessamment.

Un membre du comité de législation a fait une lecture générale de tous les articles décrétés sur le renouvellement des corps administratifs , judiciaires & municipaux. Il s'est élevé quelques débats sur l'article qui accordoit aux électeurs 20 sous par lieue pour se rendre aux lieux où se tiennent les corps électoraux & pour en revenir. Après avoir entendu plusieurs opinans , l'assemblée a révoqué son premier décret , & fixé l'indemnité à 15 sous par lieue.

On a renvoyé au comité diplomatique une lettre du général Anselme , qui annonce que les habitans du comté de Nice demandent des administrations organisées d'après les loix de la république française.

Danton a fait lecture d'une adresse aux volontaires de l'armée pour les engager à rester sous leurs drapeaux. Faure en a présentée une en concurrence avec celle de Danton. L'adresse de Faure a eu la priorité.

Sur la demande de Barrère, & au nom du comité de constitution, on a décrété l'invitation suivante :

« La convention nationale invite tous les amis de la liberté & de l'égalité à lui présenter les plans, sens & moyens qui leur sembleront les plus propres à donner une bonne constitution à la république française ».

Enfin, au nom du comité de législation, a présenté contre les émigrés un projet de loi dont voici les bases :

1°. Peine de mort & confiscation de biens contre les émigrés qui habitent ou ont habité des pays en guerre avec la France ; confiscation de biens contre ceux qui habitent un état qui n'est pas en guerre avec la république française. 2°. Obligation à tout dépositaire de biens & effets quelconques appartenans à des émigrés de l'un ou de l'autre sexe, d'en faire déclaration à leur municipalité ; peine de mort contre quiconque ne déclareroit pas ; amende quadruple de la valeur des effets contre quiconque feroit une déclaration infidèle. 3°. Peine de mort contre ceux qui auroient aidé, favorisé ou excité l'émigration ; dégradation civique contre les officiers publics qui pécheroient dans l'application de la présente loi ; cassation de tous actes de vente, de donation, & de substitution, faits par des émigrés depuis le premier juillet 1789.

On a lu une lettre du général Valence, qui annonce que nos troupes ont pris Maugienne & Pilon, & que les Prussiens continuent de fuir devant elles.

Le ministre de la guerre sollicite l'envoi de deux commissaires versés dans la médecine, pour aller prévenir tout accident dans les contrées qui sont le théâtre de la guerre ; l'ennemi y a laissé un tel nombre d'hommes & de chevaux morts, que l'air en est infecté. La proposition du ministre est décrétée.

On a introduit des commissaires des 48 sections de Paris, qui sont venus présenter une pétition tendante à remonter à l'assemblée conventionnelle le danger de s'entourer d'une garde. La convention a passé à l'ordre du jour, en répondant, par l'organe de son président, qu'elle n'avoit d'ordre à recevoir de personne.

Samedi 20. Sur la motion de Jean de Brie, relative à l'arrivée de quelques émigrés à Paris, & leur jugement, il a été décrété que l'état-major de la division

commandée par Berruyer, nommera cinq commissaires pour juger les émigrés conduits à Paris. Ces commissaires rendront compte 24 heures après qu'ils auront été nommés de l'exécution du présent décret. Par amendement, Monestier a fait décréter qu'il y aura au moins un sous-officier & un fusilier dans cette commission & autres semblables.

On a lu des lettres des commissaires près les armées réunies, qui envoient copie de la capitulation faite avec le roi de Prusse relativement à la reddition de Longwy ; une autre lettre de Cullines apprend que 19 mille Russes sont entrés en Allemagne, & marchent pour protéger la cause des émigrés.

La société des amis de la liberté & de l'égalité établie nouvellement à Chambéry a informé la convention que sous très-peu de temps les députés de toutes les par- ties de la Savoie vont se réunir à Chambéry pour émettre le vœu du peuple ; ils assurent qu'il n'y aura qu'une voix pour la réunion à la France.

Kerfaint a présenté un projet de déclaration que la patrie n'est plus en danger, ainsi que celui de l'institution d'enseignes à la romaine, qui porteroient le nom d'enseignes du salut public, qui seroient confiées aux armées, &c. &c. La convention a renvoyé ce projet au comité.

Un membre, au nom du comité militaire, a proposé de rapporter le décret qui ordonne la formation d'une force armée, connue sous le nom de *réserve*, dans chacune des 48 sections de Paris. Le décret est rapporté.

Vergniaud a demandé que le ministre de l'intérieur rendra compte de l'état de l'organisation de la garde nationale parisiennne. Décrété.

Cambon veut que l'état-major du camp sous Paris soit supprimé. Décrété.

La discussion s'établit sur un rapport du comité de législation ; après quelques débats, il est décrété, sur la proposition développée par Pons de Verdun, qui a prouvé que les ci-devant commissaires du roi & les commissaires nationaux étoient des sentinelles nulles, puisqu'on pou- voit forcer leur consigne. Que les fonctions des commis- saires nationaux près des tribunaux criminels seront réu- nies à celles d'accusateur public.

Dimanche 21. Kerfaint a donné lecture d'une lettre des commissaires nationaux près l'armée du centre. Ils envoient une correspondance de *Monsieur*, frère du ci-devant roi, trouvée à Verdun, ainsi qu'une autre correspondance

trouvée sur des prisonniers faits par les chasseurs de Poincourt. Les commissaires annoncent que toutes ces pièces méritent la plus grande publicité. La convention les renvoie à son comité diplomatique.

Camus a fait décréter que le comité des finances sera augmenté de 18 membres, afin de pouvoir s'occuper promptement de la vente des biens des émigrés.

Les commissaires près les armées réunies ont écrit que l'arbre de la liberté venoit d'être planté à Verdun, & qu'ils rassembloient un grand nombre de pièces qui serviroient à éclairer la conduite du directoire de district & de la municipalité, pour la reddition de cette place.

Le ministre de la marine a demandé 43 millions pour les besoins de son département. Renvoyé au comité de marine.

Le ministre de la guerre écrit à la convention qu'il est conforme au décret qui lui enjoint de faire nommer cinq commissaires pris dans la division commandée par Berruyer, pour juger les émigrés conduits à Paris. Les cinq commissaires nommés sont Berruyer, Desplanches, officier; Claude Sablot, canonnier; Antoine, Vauil, gendarmes.

Des commissaires du département du Lot, & d'autres de Marseille, se sont présentés à la barre, & ont dit qu'ils étoient envoyés à Paris pour faire le service auprès de la convention, & la protéger contre les agitateurs & les assassins. Sur ce, Marat est dénoncé par un citoyen de Marseille, qui demande qu'il soit jugé comme perturbateur du repos public. Cette demande fait naître de longs débats: l'assemblée les termine en décrétant que le comité de législation est chargé de présenter un projet de loi contre les provocateurs au meurtre.

La section de la Fontaine de Grenelle, & celle de la section de la Butte des Moulins, ont écrit pour désavouer la pétition des 48 sections sur la garde décrétée pour la convention. (Applaudi.)

Lundi 22. Sur la proposition d'un membre, il a été décrété que les créances sur l'état, charges, offices, &c. au-dessous de 3000 livres seront les premières liquidées.

Cette séance a été presque entièrement occupée à entendre la lecture qui a été faite par le rapporteur des comités diplomatique & de sûreté générale des lettres adressées par Choiseuil, notre ambassadeur à la corte, aux vants princes Français. Nous les avons fait connaître, que les instructions données par les mêmes princes
 pour Dumouster, ambassadeur à Berlin.

land, de faire arrêter le nommé Laroche. Cet ordre étoit regardé, par Marat, comme une lettre-de-cachet. L'assemblée a passé à l'ordre du jour sur la dénonciation. Marat a été dénoncé à son tour par Barbaroux, pour avoir été visiter le bataillon des Marseillois, & en avoir invité une portion à venir déjeuner chez lui. Marat est entré dans les détails de cette visite, & a assuré que les Marseillois eux-mêmes l'avoient invité. (Renvoyé au comité de législation.)

Une lettre des commissaires près l'armée du Centre a appris que Longwy étoit repris, & que les officiers municipaux de cette ville avoient été mis en état d'arrestation.

Jeudi 25. Le comité de législation a été chargé de changer tous les noms des villes qui représenteroient quelque chose de l'ancien régime.

Sur la proposition de plusieurs membres, la convention décrète différentes dispositions.

» 1°. Le nom des membres composant les divers comités sera imprimé avec la nomenclature des travaux dont ces comités sont chargés. 2°. La profession qu'exercoient chacun des membres composant ces divers comités, sera désignée sur cette liste. 3°. A la suite des décrets rendus la veille, qu'on distribue tous les matins aux membres de la convention, seront imprimés les renvois aux divers comités, décrétés dans la séance. 4°. Tous les comités, excepté celui de constitution, seront renouvelés par moitié, tous les deux mois, par la voie du sort ».

Barbaroux a dénoncé un arrêté de la commune de Paris, qui ordonne l'envoi aux quatre-vingt-trois départemens, de l'adresse présentée à la convention sur le projet de la garde. La convention a annulé cet arrêté. (Voyez dans ce numéro, pag. 197.)

Le comité des finances a fait décréter que 28 millions seront mis à la disposition du ministre de la marine, pour les dépenses de 1792.

Laplaigue a soumis à la discussion un projet de décret relatif aux substitutions. L'article premier est adopté en ces termes : « Toutes substitutions sont interdites & prohibées à l'avenir ».

L'article second est ainsi adopté : « Les substitutions faites avant la publication du présent décret, par quelques actes que ce soit qui ne seront pas ouvertes à l'époque de ladite publication, sont & demeurent abolies & sans effet ».

Ce 27 octobre 1791. L'an premier de la république à
PRUDHOMME, 2^e de 1792.

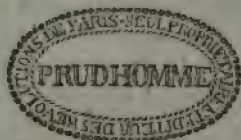
N^o. 173.

61. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION,
AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 27 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 1792.

Etat moral de Paris.

LES armes de la république impriment la terreur à l'Europe entière; tout va bien au-dehors; nous n'avons plus d'ennemis redoutables. . . que nous-mêmes. Le danger de la patrie est maintenant dans son sein. L'enfance de la liberté ressentiroit-elle à sa décrépitude? Quel génie malfaisant & jaloux vient mêler les poisons au
N^o. 173. Tome 14. A

doux breuvage de la fraternité ? De nouvelles discordes civiles se préparent dans un calme perfide. Nous avons aboli la royauté, & l'on nous menace de la dictature ; nos pères conscrits sont installés d'hier, & ils demandent aujourd'hui des gardes. Les hommes du 10 août sont à peine connus & récompensés, & déjà on parle de punir les provocateurs au meurtre. Qu'est-ce que tout cela signifie ?

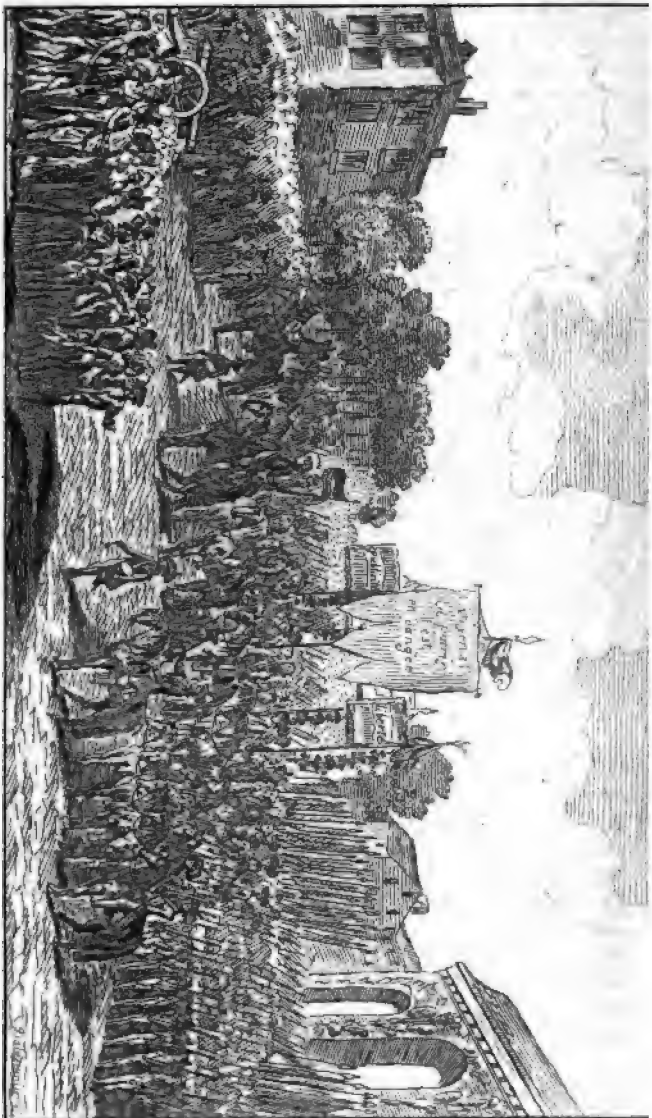
Femme altière & vindicative, si de la tour où nous t'avons reléguée pour y attendre le jour de ton jugement, tu viens à savoir ce qui se passe autour de toi, quelles jouissances pour ton cœur féroce ! Rebelles sacrilèges ! as-tu dit en entrant dans ta prison, qui avez osé porter vos mains profanes sur la personne d'une reine ! puissent les dissensions domestiques vous faire expier votre audace ! puissent toutes les horreurs de l'anarchie venger les outrages faits à la royauté ! puissent les murailles de cette tour être baignées bientôt du sang des citoyens armés les uns contre les autres ! puissent trois ou quatre ambitieux s'élever au milieu de toi pour ta ruine, peuple vil, nation infâme ! puissent tes sept cents représentans devenir pour toi sept cents despotes ! puissent tes assemblées primaires secouer le joug de ta convention ! enfin puissent tous les départemens ensemble venir fondre sur toi, Paris, ville de sang & de boue !...

Médecis-Antoinette, avant de teindre l'échafaud de son sang, auroit-elle la consolation de voir se réaliser une partie de ces affreuses imprécations !...

Citoyens ! vous frémissez à cette pensée. Eh bien ! sachez que vous n'êtes pas très-éloignés de cet abîme de maux. Parcourons-en toute l'étendue ; contemplons avec l'œil de la vérité l'état actuel de nos affaires domestiques, & sauvons-nous de nous-mêmes ; il en est temps encore.

Portons d'abord nos regards sur la convention. Depuis qu'il existe des hommes réunis en société, jamais de plus grands intérêts, de plus hautes destinées n'ont été confiés à des législateurs. Les nôtres en sont-ils bien pénétrés ? Ont-ils toujours présent à l'esprit ce qu'on attend d'eux, ce qu'ils ont semblé promettre à leur séance du 21 septembre ? Sont-ils bien persuadés que jamais peut-être occasion plus favorable ne se présentera pour établir les





Le dimanche 29 juillet les officiers municipaux munis à cheval, faisaient porter au milieu d'une foule immense, où se tenait tout ce peuple : la Patrie est en danger. Proclamèrent cette formule dans tous les quartiers de Paris

droits , opérer le salut du genre - humain (1) ? Les **Lé- curgue** , les **Numa** , les **Confucius** , les **Zoroastre** n'ont travaillé que pour leurs pays. Nos représentans , en nous rédigeant une constitution , embrassent dans leur plan tout le globe. Déjà les nations voisines nous tendent les bras , & nous demandent , non pas des fers , nous n'en avons pas à donner ni à recevoir , mais des loix. **Rome** , qui se faisoit appeler la dominatrice de l'univers , **Rome** dans toute sa force , dans tout son éclat , n'approchoit point de la république française à l'époque où nous sommes.

Il s'agit maintenant de nous soutenir à cette hauteur où nous nous sommes placés d'abord. Nos députés , que font-ils pour cela ? Nous les avons investis de toutes les autorités nécessaires. Nos phalanges victorieuses , par-tout où elles se présentent , les ont délivrés de toutes sollicitudes étrangères au grand objet qui seul doit les occuper tout entiers. Comment y procèdent-ils ? Hélas ! nous en rougissons pour eux , ils passent le temps à se dénoncer les uns les autres. Des séances prolongées jusque dans la nuit se consomment à entendre **Louvet** dénoncer **Robespierre** ; **Robespierre** dénoncer **Brissot & compagnie** ; **Barbaroux** dénoncer **Marat** , **Marat** , brochant sur le tout , dénoncer à lui seul tous les généraux , tous les ministres , tous les collègues à la convention , à l'exception de **Danton** qui a l'ingratitude d'abandonner **Marat** au fort de la mêlée : quelle pitié que tout cela ! Plus sages & plus avaras du temps , en vain un député & les citoyens de **Sézanne** représentent à l'assemblée le ridicule & l'indécence de toutes ces dénonciations personnelles ; « la convention indignée repoussa avec dédain cette proposition absurde ou criminelle », dit **Brissot**. On auroit pu lui répliquer : ne citez pas **Cicéron** & **Caton** , auxquels vous , **Barbaroux** & **Louvet** , ne ressembliez pas plus que **Sylla** , **Catilina** & **Cethegus** ne ressemblent à **Robespierre** , **Danton** & **Marat** , c'étoient d'autres hommes pour l'énergie que vous & vos adversaires. Nous sommes bien de votre avis ; sans doute il est d'un patriote pur & inflexible de désigner d'un doigt hardi les conspirateurs &

(1) Expression dont on se sert tout bas à Naples , quand on parle de la révolution française.

leurs complices. Mais ce n'est pas dans la tribune de la convention qu'il convient de les poursuivre ; car enfin des législateurs ne sont pas des juges ; n'avons-nous pas des tribunaux ? Et pourquoi faire par esprit de parti ce qui ne doit l'être que par esprit de justice ?

L'aréopage français, dont chaque moment devoit offrir le résultat de la sagesse de tout un siècle, dont chaque décret doit régénérer toute une nation, entend patiemment à sa barre des ministres pleureurs dénoncer des municipalités mutines, des communes rampantes adresser un encens nauséabonde aux législateurs d'une maison militaire composée d'automates de 5 pieds 3 pouces au moins. Il trouve le temps d'écouter les phrales vaniteuses & à prétention d'un général d'armée qui quitte son camp & ses soldats pour venir à Paris se faire applaudir à la convention, chez les jacobins, au théâtre, & pour souper en gala chez le comédien Talma.

Quand la barre est déserte, que font nos représentans ? Ils applaudissent à des projets de loix contre les provocateurs au meurtre, tentative adroite pour violer la liberté indéfinie de la presse, qui commence à les gêner. Buzot, qui étoit d'un autre avis quand il combattoit les Chapelier, les Syeyes, &c. mais alors il étoit patriote, Buzot s'autorisant des façons de parler, des manières d'écrire de l'ami du peuple, sans le citer, propose un décret bien vague, bien susceptible d'arbitraire, & dans lequel des vengeances particulières trouveront facilement des armes pour perdre un citoyen indiscret ou ardent ; car qu'est-ce qu'un écrit ou un discours qui provoque à dessein l'assassinat ? Voyez l'article premier de la loi Buzot.

Chose remarquable ! rapprochement bien singulier ! c'est qu'à la fin de la même séance où ce projet liberticide a été lu & discuté, Louvet, qui n'avoit point réclamé contre, se trouva lui-même dans le cas de la loi, en apostrophant ainsi Robespierre :

« Ainsi tu marchois à grands pas, Robespierre, vers ce pouvoir dictatorial dont la soif te devoit, mais où t'attendoient enfin plusieurs hommes de quelque résolution, » & que certainement (ils l'avoient juré pour Brutus) tu n'aurois pas gardé plus d'un jour ».

Ce passage vraiment romain, et qui fut applaudi à plusieurs reprises par la convention elle-même, n'est pourtant,

aux termes de la loi *buzote*, qu'une provocation au meurtre : répétée dans la place de la Révolution, & sur la terrasse des Feuillans, ou couchée par écrit sur une feuille à 2 sols, il y avoit de quoi, aux termes du décret, mettre l'auteur tout au moins aux fers pendant douze années. Jean de Brie eût encouru la sévérité de cette même loi à la séance du premier novembre, quand il dit : « Si jamais il ose paroître dans cette assemblée de grands coupables, vous verrez, non pas des *assassins*, mais des *Bruus* les immoler à la liberté, aux applaudissemens de toute la France. » La loi *buzote* auroit bien dû faire cette distinction de *Bruus* & d'*assassin*, & nous tracer la ligne de démarcation entre ces deux mots dans un temps de révolution. Cette précaution grammaticale eût obvié à l'arbitraire (1).

Mais quelle peine la nation doit-elle infliger à tout le corps de ses représentans qui s'écartent ainsi des principes, ou qui suspendent leurs travaux constitutifs pour prêter une oreille complaisante à des discours du genre de celui de Louvet contre Robespierre ? A la seconde période de cette dénonciation préparée de longue main, les bons citoyens, présens à cette scène affligeante, s'attendoient à voir toute la convention rejeter, d'un mouvement spontané, & renvoyer au club des Jacobins, cette misérable querelle particulière, lâchée peut-être au sein de l'assemblée pour lui prendre un temps précieux, & la distraire des objets vraiment importans qui sollicitent tous ses soins.

La convention ne passa point à l'ordre du jour ; peu empressée d'aborder enfin les bases de la nouvelle constitution, ou le mode du jugement (2) de Louis Capet, elle se constitue en club, & voilà Louvet débitant tout à son aise sa catili-

(1) Ceci suffiroit pour répondre à Brissot ou à son Patriote Français, qui prétend que l'expression de *provocateur au meurtre* n'est point vague : ainsi que Buzot, il convient que cette loi a des imperfections ; mais il s'en repose sur le juré. Quels législateurs que ceux qui attendent du juge un amendement à leurs loix !

(2) Pressée par les reproches vifs, réitérés & universels de la république, voilà enfin que la convention assigne à mercredi prochain le commencement du procès de Louis dernier.

naire étudiée la veille. A l'aide de quelques mouvemens heureux , il trouve le secret de ramener les auditeurs à des objets sur lesquels il falloit jeter un voile , ou laisser aux tribunaux criminels à prononcer. Il parle d'un grand complot , d'une grande conjuration , de conspirations publiques ; il annonce des vérités qui déplairaient à quelques-uns : dès que je toucherai le mal , dit-il , on criera ; & l'aréopage quitte sa gravité pour applaudir à ce trait. « Soutenez-moi de votre attention , continue l'orateur , je tâcherai d'être court. Je vais comparer à la révolution du 10 août celle du 2 septembre..... Certes, mon intention n'est pas d'accuser le peuple de Paris ; je viens au contraire le justifier des crimes commis par quelques scélérats convertis de son masque & de son nom ».

Louvet , restes-en donc là , le reste n'est point de la compétence de la convention. Cède la tribune à quelque motion d'ordre , ou à des membres du comité de constitution , qui ne dit mot. Si quelques ambitieux ont fait des tentatives criminelles pour changer le gouvernement , puisque la convention eut le bon esprit de passer à l'ordre du jour , pourquoi revenir à la charge ? n'y a-t-il pas des juges & des lecteurs ? Si Marat , Danton & Robespierre sont les triumvirs de cette dictature dont tu parles , tu n'avois qu'une parole à leur adresser : Sortez de cette enceinte , d'où vos crimes vous repoussent ; & suivez-moi devant un tribunal , je me porte votre accusateur , venez vous défendre. Tu nous aurois épargné le long historique des débats de la société des Jacobins , le scandale d'une séance conventionnelle tout à fait nulle pour la république , & la confusion de Robespierre réduit à demander huit jours pour te répondre. Huit jours pour se justifier , à l'incorruptible Robespierre !.... Il seroit vrai que Robespierre marche toujours environné de ces hommes à gros bâton & à sabre , gardes du corps du futur dictateur ! Cela n'est pas possible. Mais faut-il donc huit jours pour répondre à d'aussi grossières imputations ! Il seroit vrai que Robespierre ait voulu se frayer un chemin , de la commune à la dictature , à travers les cadavres amoncelés aux portes des prisons de Paris ! Cela n'est pas possible. Mais faut-il huit jours pour répondre ? Robespierre , tu t'entends traiter de démagogue insolent , venant à la barre de la législature lui ordonner des décrets , retournant au conseil pour la dénoncer , &

revenant jusque dans la commission des 21 menacer du tocin... ! Robespierre, cette inculpation vaut la peine qu'on y réponde. Mais faut-il donc huit jours de préparation ?

Et toi, Danton, tu te tais aussi, ou tu n'ouvres la bouche que pour désavouer lâchement ton agent subalterne.

Quelle idée prendre de la convention d'après la moralité & la conduite de ceux qui en sont les coripléées ?

Fidèles à notre caractère d'impartialité, nous te rendons pourtant justice pour un fait. Tu donnas le contre-ordre qui sauva les jours de Roland & de Brissot, contre lesquels Marat avoit fait décerner des mandats d'arrêt. A la première nouvelle qu'ils étoient menacés, tu courus chez Robespierre pour parer à ces deux assassinats.

Départemens, qui lirez la catilinaire de Louvet, au nom de la justice & de la vérité, ne jugez point de Paris d'après son assemblée électorale, qui n'est que trop fidèlement peinte par l'accusateur de Robespierre. La plaie la plus honteuse de la convention est peut-être la députation de Paris. Si ce corps électoral ne fait pas de plus heureux choix pour les administrateurs & les juges de cette section de la république, à quelles nouvelles calamités ne devons-nous pas nous attendre ?

Cette séance fameuse de la convention sur laquelle nous nous sommes arrêtés à regret & peut-être trop longtemps, peut servir de thermomètre pour connoître le degré de température de l'esprit qui y souffle.

Le club des Jacobins qui lui servoit jadis de précurseur, n'en est plus aujourd'hui que le satellite, & trouve aussi du loisir pour prendre part aux petites animosités de ses membres. La radiation de Louvet eût été arrêtée aussi-tôt après sa conduite à la convention, si Fabre d'Eglantine n'eût rappelé la société aux principes de la liberté des opinions, méconnue par la plupart de ses membres. Cette association a bien mérité de la patrie sans doute ; mais pourquoi cesse-t-elle d'être conciliatrice ? malheur à elle si elle devient intolérante ! que ne met-elle plutôt à l'ordre du jour les trois grands objets d'urgence en ce moment, le jugement de Louis Capet, la constitution nouvelle, & l'instruction publique ? Les Jacobins ne se sont encore occupés que du premier. Manuel continue de faire les beaux jours du club par ses faillies, & Collot d'Herbois par ses gaités ; Robespierre Danton & Marat y exercent toujours, & avec le même

succès, la suprême dictature (1). Ils y apportent cet esprit de parti qui finira par tuer les Jacobins, comme le lierre étouffe l'arbrisseau auquel il s'attache.

Dans le ministère, Roland est le seul dont on parle. Lebrun poursuit sa besogne assez rondement, il la connoît; d'ailleurs elle n'a jamais été si facile à conduire. Son journal lui donnoit plus de mal que le département des affaires étrangères; cependant l'affaire de Genève élève des nuages sur le ministre Lebrun. Clavière n'est pas fâché d'être, pour ainsi dire, abandonné à lui-même dans un travail dont on semble méconnoître en ce moment toute l'importance; nous aurions désiré le voir surveillé de plus près par Camus: l'esprit d'ordre de celui-ci nous rassurerait davantage. On nous dit que la marine est sur un pied respectable, & cependant aucune flotte de la république n'est encore sortie de nos ports, à l'exception de quelques vaisseaux qui cinglent vers Civitta-Vecchia, & qui doivent nous rapporter la Notre-Dame de Lorette & la Vénus de Médicis. Pache est bien le ministre de la guerre tel que le desiroient Dumourier & Montesquiou (2). Garat

(1) Il paroît cependant que Marat veut y renoncer, car il est rentré dans la cave. Ses numéros de l'Ami du Peuple sont datés du souterrain. Tu veux être libre, Marat, tu prétends écrire librement, & tu crains la mort! Cesse, cesse de te dire écrivain de la liberté; tu n'as jamais eu dans le cœur ce principe sacré : *Liberté de la presse ou la mort*. Ta pusillanimité déshonore ton double caractère d'écrivain & de représentant du peuple. Nous rendons ici hommage à Danton, qui, dans la séance du premier novembre, aux Jacobins, termina un discours vigoureux & fort de choses, en jurant de maintenir la liberté de la presse ou mourir. Devise chérie! nous te primes publiquement au 17 juillet 1791, sous le couteau des tyrans : nous te sommes toujours restés fidèles. Puisses-tu faire des prosélites dans tout l'empire!

(2) Le premier de ce mois, Pache écrivit au conseil-général de la commune une lettre assez loyale, dans laquelle il s'étonne de voir arriver à Paris des citoyens armés, n'ayant donné aucun ordre qui les appelle, & n'en prévoyant pas la destination. « Comme je suis loin, connoît

Connoît mieux le département de la justice que son devancier. Quoiqu'il se soit rendu complaisamment le panégyriste de la journée du 2 septembre, il n'est pas doué de l'impétuosité nécessaire pour en amener la répention. Nous pouvons donc être tranquilles de ce côté.

C'est donc Roland qui fait le plus de bruit ; les murailles sont couvertes de ses affiches & de ses comptes moraux de toutes couleurs. Roland est un honnête créature, il rend du moins ses comptes, lui ; mais en croyant peut-être servir la chose publique, il ne sert qu'un parti, qui souvent lui fait faire de lourdes sottises. Comment se fait-il, par exemple, que le ministre Roland ait osé affirmer, sur la foi d'autrui, en présence des représentans du peuple, qu'une section (celle du Panthéon) avoit arrêté qu'elle accompagneroit *en armes* ses président & secrétaires s'ils étoient mandés à la barre ; fait que nous sommes chargés de démentir comme faux & calomnieux, la section ayant arrêté seulement que ses officiers ne pouvant être personnellement responsables de ses décisions, elles les accompagneroit s'ils étoient mandés, la section toute entière étant comptable à la convention.... De quel droit encore, en vertu de quel pouvoir Roland s'est-il permis de violer le secret des lettres en arrêtant à la poste des paquets cachetés ? Etoit-ce pour faire sa cour à la convention nationale aux dépens du conseil général de la commune, de la mal-adresse duquel on profitoit pour chercher à l'écraser ? Et à quoi a abouti cette misérable affaire ? Elle a compromis la convention, qui sans décacheter les paquets auroit dû les renvoyer à leur adresse ; elle a avili le ministre, en faisant voir clairement qu'il a des mouchards dans les bureaux de la poste, & par conséquent ailleurs ; & elle n'a point empêché la publicité de l'arrêté des sections de Paris, qu'on ne redoute si fort que parce qu'il porte les caractères de la vérité.

Revenons. La commune de Paris, qui dans la nuit du 19 au 20 août s'étoit formée comme un amas d'eau pendant

» dit le ministre, de leur supposer des intentions favorables aux factieux, le premier ordre qu'ils recevront » de moi sera de marcher à l'ennemi ». Il est donc vrai qu'il arrive à Paris des hommes armés, chargés d'une

secrète !

un orage, renfermoit dans son sein bien des matières hétérogènes. Les effets en furent désastreux. Il est certain que Roland se trouva sur le passage de ce torrent à la journée du 2 septembre, qu'il caractérise ainsi dans le compte moral & prolix de son ministère :

« J'avois cru voir dans l'événement des premières 24
» heures le désespoir & l'indignation d'un peuple frémissant à l'approche du péril, & tombant sur des coupables qu'il trouve être trop long-temps épargnés par la loi.....

Placés beaucoup plus loin que le ministre des causes secrètes de cet étrange événement, nous partageâmes son erreur. Nous reconnûmes encore le peuple aux applaudissemens qu'il donnoit de si bon cœur aux innocens exceptés du massacre. Nous nous dîmes alors : ce n'est pas ainsi qu'en agissent des assassins gagés. Nous ne crûmes pas devoir marcher sur les cadavres pour pénétrer jusqu'aux bourreaux & les regarder en face; nous n'avons dirigé nos observations que sur la masse du peuple rassemblé dans le cour du palais & ailleurs. Nous le trouvâmes comme il est toujours, bon & généreux, mais implacable à la vue des scélérats & de ceux qu'on lui désigne pour tels. Nous n'avons vu, ni pu voir dans ces journées de deuil que la justice du peuple : & les victimes échappées sont elles-mêmes de notre avis. Citons S. Meard, prisonnier alors à l'Abbaye. On l'interroge à son tour. Qu'êtes-vous : franc royaliste. Ce mot est suivi d'un murmure promptement apaisé par un autre juge, qui prononce ces paroles pleines de sens le plus profond : Ce n'est pas pour juger les opinions que nous sommes ici, c'est pour en juger les résultats... La liberté lui est accordée; il est conduit en triomphe, chapeau sur la tête hors de la prison. Trois députés l'accompagnent; un d'eux s'écrie : Citoyens, chapeau bas, voilà un innocent. Aussi-tôt il est mis sous la sauve-garde du peuple, aux cris de vive la nation. Un de ses protecteurs lui rappela qu'au moment où il avoit avoué avoir servi dans le régiment du roi, il lui avoit marché sur le pied, de peur qu'il ne se compromît. S. Meard vole chez Teyssier; le premier mouvement de cet ami est d'offrir son porte-feuille aux conducteurs. Nous ne faisons pas ce métier pour de l'argent, s'écrient-ils. Voilà votre ami, il nous a promis un verre d'eau-de-vie, nous le boirons, & nous retournerons à notre poste. Ils demandent une attestation, & repartent.

Les trois députés étoient un magon, un perruquier & un fédéré. Le 10 août n'a rien produit de plus beau que ce trait du 3 septembre.

Il justifie de reste la déclaration que Santerre vient de faire en pleine commune sur cette journée malheureuse. « J'ai dit (a répété le commandant général) que le peuple s'étoit fait justice lui-même en se portant aux prisons ; j'ai dit que le peuple si calomnié avoit bien su distinguer les innocens des coupables, & que ses jugemens avoient été si intègres qu'il avoit laissé échapper même des criminels ; enfin je demande si le peuple avoit fait tort au moindre marchand d'allumettes ».

Nous engageons le député Kersaint à ne plus calomnier le peuple de Paris, comme il l'a fait encore à la séance du jeudi premier novembre. En répondant au citoyen Thuriot, il s'est permis de dire que le peuple a déshonoré la ville de Paris par un forfait qui a révolté l'Europe entière. Dites, M. Kersaint, que ce sont les meneurs qui ont déshonoré le peuple en lâchant au milieu de lui des sicaires gagés à tant par assassinat. Attaquez tant qu'il vous plaira votre collègue Marat ; celui-ci est là pour se défendre, s'il y a lieu. Mais tout le peuple n'est pas dans les tribunes, pour, au défaut du président Guadet, rappeler Kersaint à l'ordre.

Des mains invisibles ont préparé, assure-t-on, ont dirigé les déplorables scènes du 2 & du 3. Roland paroît croire fermement à une faction qui les a ordonnées & payées ; & son tableau de la ville de Paris lu à la séance du 29 octobre, n'est pas sans doute peint tout entier d'imagination. Mais la lettre adressée au ministre de la justice, & que celui de l'intérieur a joint à son mémoire, comme pièce justificative (1), n'est peut-être qu'un piège tendu aux bonnes gens

(1) « J'étois hier au matin chez le quidam féroce dont nous avons parlé plusieurs fois ; il est venu un particulier de la faction de Marseille, & qui plus est, membre du club des Cordeliers. Ce misérable fit une longue apologie de la journée du 2 septembre, & il ajouta que cette affaire n'étoit pas complète ; qu'il falloit encore une nouvelle saignée, mais plus copieuse que la première. Nous avons, disoit-il, la cabale Roland & Bristot dont il faut nous débarrasser ; on s'en occupe, & j'espère, poursuivoit-il, que sous quinze jours au plus tard cela sera fait. Faites, je vous en conjure, le profit de la société de l'avis que je vous donne.

« Je n'ai pas voulu demander le nom de ce particulier, parce que j'ai craint que l'on ne soupçonnât l'usage que j'en voulois faire ;

du conseil exécutif & de l'assemblée conventionale , moins pour perdre Robespierre , que pour emporter d'emblée une loi contre les provocateurs au meurtre , c'est-à-dire contre la liberté indéfinie de la presse , & un règlement de sûreté générale , dont le décret d'une maison militaire n'est qu'un chapitre. Qu'on parcoure le projet nouveau de Barbaroux , & qu'on juge de l'embarras où se trouveroit le patriote impartial , s'il étoit obligé de choisir entre le parti dont Barbaroux & Buzot sont les organes , & celui qui a pour agent Marat. Des deux côtés , on y trouve de petits Marius , de petits Jules César avec leurs subalternes. Heureusement ils n'ont pas même l'esprit d'intrigue , & le génie des crimes hardis nécessaire à des factieux. Mais ils importunent , & font perdre du temps ; & une nation n'en a pas de reste , quand elle est sans loix & qu'elle s'en donne.

S'il faut mépriser les perturbateurs de la convention quand ils se contentent de bourdonner des injures comme le déclamateur Louvet , ou se mettre en garde contre eux quand ils dégénèrent en boute-feux , comme le turbulent Marat , il falloit aussi poursuivre les fripons qui , à la faveur du trouble se sont glissés parmi les magistrats du peuple choisis à la hâte ; & c'est ce que le ministre de l'intérieur auroit dû se contenter de faire observer dans les deux mémoires sur Paris , où il inculpe grièvement la commune de cette ville. Le conseil général , par la bouche du citoyen Chaumet son président , a repoussé victorieusement à la barre de la convention les imputations odieuses & mesquines de l'ombrageux Roland.

« S'il y a des prévaricateurs , comme on l'a dit , le » petit nombre des citoyens qui y siègent encore , les » mettront eux mêmes sous la hache de la loi , & l'on » ne doit pas confondre dans la masse des membres de » la commune les innocens avec les coupables ; c'est ce » petit nombre de bons citoyens qui va sortir purs » du conseil général... &c. ».

Ce langage est digne d'hommes libres & sans re-

« cependant , si vous êtes jaloux de le savoir , je pourrai vous le dire » sous deux jours au plus tard. Il est temps & grand temps d'arrêter » la fureur des assassins : je gémis en mon particulier de voir les hor- » reurs qu'on nous prépare. Buzot leur déplaît beaucoup : Vergniaud , » Guadet , Lafourcade , &c. Voilà ceux que l'on nomme pour être de la » cabale Roland ; ils ne veulent entendre parler que de Robespierre ».

noches ; le mal est de l'avoir tenu un peu tard. Au lieu d'aller faire de l'esprit dans la tribune des Jacobins, le procureur-syndic de la commune n'auroit-il pas dû avoir déjà dénoncé tous ces intrigans qui s'y sont introduits, au conseil-général, aux sections, aux tribunaux, dans des placards, par-tout enfin, & ne pas en laisser l'honneur au ministère ?

Résumons-nous, mais ne prenons pas pour guide le résultat des observations de Roland sur Paris. Voyons d'abord ce qu'il en dit.

« Département sage, mais peu puissant ; commune active, mais despote ; peuple excellent, mais dont une partie saine est intimidée ou contrainte ; tandis que l'autre est travaillée par les flatteurs & enflammée par la calomnie ; confusion de pouvoirs ; mépris des autorités ; force publique foible ou nulle par un mauvais commandement : voilà Paris ».

Non ! ce n'est point là Paris.

D'abord, quant au directoire de département, s'il est plus sage que son prédécesseur, c'est parce qu'il est beaucoup moins puissant ; mais peut-être en sera-t-il de cette autorité intermédiaire, comme de la place de chef du pouvoir exécutif. Après avoir appris de l'expérience qu'il est possible de se passer d'administrateurs départementaux, pourvu que les officiers municipaux fassent bien leur besogne, on retranchera de la machine politique ce rouage embarrassant. La société civile, comme la nature, ne doit jamais multiplier les êtres sans nécessité. On municipalisera donc la république.

Commune active. Il le falloit au 10 août & jours suivans. Ce n'étoit pas le moment de temporiser ; depuis, elle a bien pu en contracter l'habitude.

Despote. Il en est quelque chose ; on ne peut en disconvenir ; la commune n'est pas une vierge ; elle a eu des démangeaisons de pouvoir absolu, des foiblesses ; elle s'est permis des écarts : mais quel pouvoir constitué, à commencer par la convention nationale, auroit le droit de jeter la première pierre à la commune de Paris ?

Sans doute que le peuple est excellent, comme le dit fort bien M. Roland ; mais l'adulation & la calomnie n'ont presque plus de prise sur lui ; il est revenu de ces

moyens usés qu'on a employés avec trop de succès dès l'aurore de la révolution. Il falloit donc dire que le peuple est las de toutes ces tracasseries de club ; il veut des loix & du repos ; il estime encore Robespierre ; il y tient comme à une ancienne inclination ; mais il est fâché de lui voir de l'amour-propre & de l'égoïsme à un degré qui avoisine des prétentions plus coupables. Il n'y a pas loin de la place de chef d'opinion à celle de chef de parti. Robespierre se trouve sur le chemin de l'une à l'autre, & peut-être plus près de celle-ci que de la première. Le peuple n'a pas été peu surpris d'entendre inculper *l'incorruptible* dans l'affaire du 2 septembre, & il désire le trouver toujours net & pur. Le peuple s'est attendu à tout ce qui arrive à Marat ; pour Danton, il connoît mieux la multitude qu'il n'en est connu, & peut-être en a-t-il trop profité.

Le parti adverse, moins à la portée du grand nombre, ne marche point par saccade ; son plan est mieux lié, plus adroit, perfide même si l'on veut ; il faut le suivre, éclairer ses pas ; mais le peuple n'a pas assez de lumières pour cela. Si du moins du choc de ces rivalités il sortoit quelques rayons de sagesse, on seroit dédommagé ; mais à travers beaucoup de vapeurs fétides, à peine quelques éclairs, & c'est tout, & la chose publique en souffre ; le coche est encore dans le borbier, & les conducteurs nous laissent-là, pour s'injurier & se battre à coups de fouet. Voilà ce qui rend le peuple défiant, inquiet, difficile, peu disposé à l'indulgence. A-t-il tort ? & y a-t-il beaucoup de mal à cela ?

Confusion des pouvoirs, mépris des autorités. Ces deux inconvéniens graves se tiennent ; mais ils dépendent des administrateurs. La mairie de Pétion, la police de Manuel ont-elles été sujettes au mépris du peuple ? Il a constamment respecté ces deux magistrats exacts & fidèles à leurs fonctions.

Force publique faible ou nulle par un mauvais commandement.

Il n'y a pas de mauvais commandement, puisqu'il n'en existe plus. Le système des sections armées a prévalu, & nous débarrasse d'un état major. Qu'on laisse le temps à la nouvelle organisation de la force armée, & l'on n'aura pas lieu de regretter le généralat de Lafayette dans ses beaux jours.

A notre tour, voici Paris & la république française.

Une convention, en général mal choisie, sur-tout la députation de Paris, qui auroit dû être la meilleure; une convention qui devroit être un Atlas, puisqu'elle a, pour ainsi dire, le globe entier à replacer sur l'axe de la raison, & qui éprouve les petites passions de l'enfant débile & mutin. Un conseil exécutif ni bon ni mauvais : l'ordre de continuer la guerre lui fait plus d'honneur que la négociation avec Genève. Une commune qui sera bonne, quand elle aura été *tamisée*. Des sections ou assemblées primaires qui ne doivent pas rester ce qu'elles sont, si elles veulent user avec fruit de leur droit imprescriptible de sanctionner les loix. Une société des Jacobins, qui ne vit que de son ancienne réputation; elle a besoin en ce moment de toute sa sagesse. Des journalistes qui croient ne pouvoir se soutenir qu'en s'étayant d'un parti. La classe aisée des citoyens est revenue, depuis le 3 septembre, de la terreur panique dont l'avoit frappée le seul mot de la loi agraire. Les prêtres, on n'en parle plus. Les femmes, les voilà qui commencent à s'acclimater à la nouvelle température; nous en ferons des républicaines. Si elles ne deviennent pas tout de suite des Lucrèces, elles seront du moins des Porcies, & peut-être même, dans l'occasion, des Arries.

Une observation importante & favorable au succès de la république, c'est que l'habitant des campagnes en éprouve les avantages avant le citadin : en général, il y a moins de misère actuellement dans les villages que dans les villes.

Le peuple, le peuple de Paris est excellent; il faut répéter ce mot; il ne dit rien de trop; le peuple de Paris est excellent; il est sage, patient, impartial, enthousiaste autant qu'il le faut maintenant, aussi éclairé que possible; mais on ne fait encore rien pour son instruction : il s'est formé de lui-même; il sent qu'il a, pour ainsi dire, la révolution à sa responsabilité; il en est garant au monde entier qui va nous copier & prendre notre attitude. Voilà le peuple, calomnié ou méconnu par Kersaint, Buzot, Barbaroux, Rébecqui, &c. il a le sentiment de sa force & n'en abuse point; il laisse dire & faire la convention; il fait bien qu'il n'en sera toujours

que ce que la raison & le nombre voudront qu'il en soit.

L'état moral de l'intérieur des départemens ne diffère que par des nuances plus ou moins prononcées de celui de Paris ; c'est par-tout les mêmes sentimens, les mêmes passions, les mêmes intérêts, les mêmes vices & les mêmes vertus. Nos personnages qui font le plus de bruit à Paris, ont leur écho dans les autres villes, à raison de la distance ; mais par toute la France comme ici, on est fatigué de ces divisions intestines, qui nuisent à la manœuvre du vaisseau de l'état. On voudroit bien prévenir les départemens contre Paris, afin d'isoler cette grande ville ; mais cela ne prend pas vite, & ne réussira point, ou la république est perdue.

Nouvelles des armées.

Tout notre territoire est enfin évacué, & nous allons porter de toutes parts, chez les ennemis, la terreur que dans un premier moment de surprise & de trahison ils avoient jetée d'abord parmi nous. Il est vrai que la terreur ne sera pas la même. Les Autrichiens & les Prussiens n'ont pas la certitude ni l'espérance de nous repousser, comme nous l'avons toujours eue à leur égard ; & outre cela, ainsi que le remarque un papier anglais, il y a une grande différence entre notre manière de faire la guerre & la leur. Ils n'ont fait qu'une guerre de brigands, pillant, dévastant tout, massacrant des gens sans défense. Nous, au contraire, nous avons par-tout respecté les personnes & les propriétés ; nous n'avons levé des contributions que sur des nobles & des prêtres qui, s'entendant avec les nôtres, avoient soutiré tout notre argent. Ce sont ceux-ci seuls qui auront peur.

Valence a porté sur notre territoire les derniers coups à nos ennemis ; il a repris les derniers villages occupés par les Autrichiens. Saint Remi, Latour, Saint Marc, Chenoy, vieux Virton & Virton, ont été emportés après une vigoureuse résistance. Le dernier poste étoit défendu par quinze cents hommes & quatre pièces de canon. Les volontaires ont chargé l'ennemi la baïonnette au bout du fusil, ont tué deux cents hommes, & fait vingt prisonniers. Nous sommes maintenant à Saint Guilain.

Pendant que Valence délogeoit ainsi les brigands d'Autriche,

riche, Custines s'emparoit de Francfort sur le Mein. Si Louis XVI n'eût pas été si long-temps sur le trône, Custines pourroit avoir déjà pénétré jusqu'en Autriche.

Voilà à quoi se réduisent nos opérations militaires pour cette semaine : tout le reste ne consiste qu'en proclamations, manifestes, ou en lettres de nos généraux, dont il est important de donner une idée à nos lecteurs. Voici la proclamation du général Custines.

« Lorsque les Français se sont décidés à faire la guerre, ils ont été provoqués par l'injuste agression des despotes, de ces hommes élevés dans les préjugés, qui leur persuadoient que les nations, semées sur le globe, n'y existaient que pour satisfaire leur gloire, & que leur or devoit servir à saturer leur passion.

« Les représentans du peuple français, la nation toute entière distingueront toujours dans leur justice les peuples assez malheureux pour s'être vus forcés à courber leur tête sous le joug du despotisme de ces hommes injustes.

« Une nation qui, la première, a donné l'exemple à tous les peuples de rentrer dans leurs droits, vous offre la fraternité, la liberté.

« Un vœu spontané doit décider de votre sort ; & si vous préférez l'esclavage aux bienfaits qui vous sont offerts, je laisserai aux traités à prononcer lequel des despotes doit vous rendre des fers.

« Je maintiendrai les anciennes impositions, je n'exigerai contribution que de ces hommes qui, faisant porter tout le poids des charges sur vous seuls, avoient bien su s'en affranchir.

« Je ferai respecter toutes les autorités constituées, je les soutiendrai jusqu'à l'époque où un vœu libre aura fait connoître la volonté des peuples.

« Je vais mettre cette ville dans l'état le plus respectable ; & quoique l'on se soit plu à répandre parmi vous que j'avois le projet de l'abandonner, je jure de la défendre, même contre tous les efforts de nos ennemis réunis. Puisse-elle devenir le boulevard de la liberté de tous les peuples de l'empire germanique ! puisse de son sein partir ces principes d'éternelle vérité ! puisse leur évidence frapper tous les hommes courbés sous le joug de la servitude !

« Pour moi, fier de mon titre de citoyen français, j'ai abjuré toutes ces distinctions qu'avoit inventées l'orgueil. La seule ambition d'un homme sage doit être de vivre dans la mémoire de ses concitoyens. Signé, CUSTINES ».

Cette proclamation est d'un style ampoulé, trop pleine de figures & de fleurs d'élocution : ce n'est pas ainsi que parle un républicain.

Il y auroit beaucoup de choses à dire sur cette phrase : Si vous préférez l'esclavage aux bienfaits qui vous sont offerts, je laisserai aux traités à prononcer lequel des despotes doit vous rendre des fers. Un général ne devroit jamais tant s'avancer, lorsque les principes n'ont pas encore été mis sur l'objet dont il parle. Si ces peu-

avec la grâce aux émigrés , à la majorité de mon parti ; vous devez être justes & impartiaux , & me faire grâce à moi-même. En vain vous lui répondrez que c'est à cause de lui que tous ces gens-là se sont rendus coupables. Il vous répliquera , avec raison , que sans eux il n'auroit jamais conspiré contre votre constitution ; que ce sont eux qui l'y ont porté ; qu'il n'a pu résister à tant de suggestions perfides , & qu'il a pris leur intérêt en main. Prenons garde ; veillons ; nos ennemis nous tendent de tous côtés des pièges , & si une fausse commémoration , si une pitié dangereuse nous emporte , la révolution n'est pas encore finie.

Il paraît que l'on s'entend pour donner des efforts à la loi. La convention vient de suspendre la dissolution de Longwy. Par cette marche vacillante , cette fluctuation dans la législation , l'on ne saura bientôt plus à quel s'en tenir. N'est-il pas nécessaire de faire un grand exemple ? Et si l'on oublie ainsi la promesse & la juste vengeance , qui vous a dit que les lâches ne tiendroient pas une pareille conduite en pareille occasion ? Êtes-vous bien sûrs que l'ennemi ne viendra pas l'année prochaine attaquer quelque-une de vos villes ; qu'il ne viendra jamais ? Oui. Le feu , en purifiant ce sol empesté , en n'y laissant que quelques débris fumans , quelques racines noircies par la flamme vengeresse , épouvantéoit par une terrible leçon tous les pareils de Longwy & de Verdun. Qui vous a dit que ce décret n'a pas épouvanté quelques lâches à Thionville & même à Lille ? Il faut dans de telles âmes opposer frayeur à frayeur ; elles craignent les ennemis : eh bien ! qu'elles nous craignent encore davantage.

Il n'y auroit qu'un cas où il faudroit suspendre en effet l'exécution du décret : c'est s'il étoit vrai , comme on l'a dit , que les corps administratifs & judiciaires eussent forcé les habitans de se rendre ; encore c'eût été le motif d'une sainte insurrection. Mais on s'y prend bien tard pour nous donner des nouvelles qui paroissent faites après coup , pour nous présenter de telles dénunciations ; elles ressemblent à celles du bataillon de Mayenne & Loire , qui vient , un mois après la prise de Verdun , accuser ceux des siens qui avoient parlé de le livrer.

Comment Merlin a-t-il proposé de transporter les braves Lillois dans ces deux villes scélérates , & de leur en donner les maisons ? Qui d'entre eux voudroit habiter Verdun ou Longwy ? Si les Lillois ont droit à quelque propriété , c'est certainement celle du sol qu'ils

ont si bien défendu. Faut-il, pour les récompenser, les arracher aux lieux qui les ont vus naître, à leur commerce, à leurs habitudes, au théâtre de leur gloire, pour les transporter sur une terre déshonorée ?

Venons à Montefquiou. La conduite de celui-ci est aussi lâche qu'étrange ; sa capitulation avec les *magnifiques* de Genève est un monument d'opprobre pour la nation française : il la met aux pieds des aristocrates Genevois qui nous font la loi lorsqu'ils devoient la recevoir de nous. Il y a de la part de Montefquiou infamie ou trahison ; & l'on s'étonne que ce général ne soit pas mandé pour rendre compte de sa conduite. Le conseil exécutif & à son défaut, la convention nationale doivent se hâter de le rappeler s'ils ne veulent pas partager sa honte. Trop de gens disent déjà tout haut que le traité étoit souscrit d'avance à Paris. Voici l'extrait de quelques lettres qui donneront une idée de la conduite de Montefquiou :

« On ne conçoit rien au traité de votre général avec le conseil genevois. Il est stipulé que les troupes suisses ne peuvent évacuer Genève que le 2 décembre ; les troupes françaises doivent se retirer à dix lieues à la ronde, & la grosse artillerie rentrer dans les places de guerre ; en sorte que la Savoie & le district de Gex seront à la merci des Suisses, qui ne prennent pas le même engagement, & qui ne se trouveront qu'à deux lieues. Les troupes françaises, campées sous des tentes où l'eau pénètre de toutes parts, sont indignées de leur inaction, tandis que leurs camarades volent de victoire en victoire. Montefquiou fait battre au champ lorsque les magistrats de Genève vont le voir ; & ceux-ci chassent de Genève tous les Français qui refusent de s'armer contre leur patrie ; en vain trois mille Genevois ex-patriés ont sollicité l'appui du général : il n'écoute que les insinuations des associés de Coblenz, de ces hommes qui ne parlent des Français patriotes qu'en les traitant de brigands, & qui ont écrit contre la révolution les libelles les plus atroces, les plus infâmes calomnies. Comment se fait-il que le général traite avec des égards marqués les plus grands & les plus criminels ennemis de la république française, & laisse languir non-seulement les troupes, mais la nation genevoise entière, qui demande à être débarrassée des tyrans qui l'oppriment & la déshonorent ?

» Nos braves frères les Français ont été saisis d'indignation à la lecture de l'infâme traité de Montefquiou au conseil ; aussi pour les appaiser, on avoit répondu dans le camp que le gouvernement de Genève donnoit une contribution de plusieurs millions. Mais ce qui est plus honteux,

ce qui est plus odieux mille fois, c'est le motif employé auprès du général pour accepter le terme de la retraite des Suisses jusqu'au premier décembre, pour *contenir les mécontents*, ont-ils dit : (c'est-à-dire, les patriotes) pendant ce terme, la garnison ordinairement de cinq cents hommes, mais dont le complet est de sept cents, *non casernés*, doit être portée à dix mille hommes *casernés*, & composée de Suisses licenciés en France.

» Il faut observer que ce triplement de garnison est en même-temps une mesure hostile contre la France, parce qu'en tenant Genève sous la dépendance du gouvernement, elle favorise l'entrée des Piémontais, au besoin des Suisses, par la voie du lac, dans une ville qui est la clef de la Savoie & de la France jusqu'à Lyon.

» Ce qui met le comble à la perfidie de Montesquiou, c'est que ce traître a fait parvenir aux *magnifiques* une adresse qui lui étoit présentée par nos malheureux patriotes ; ainsi, la liste des signatures va devenir une liste de proscription. Nous le répétons : non-seulement le traité fait par Montesquiou doit être annullé dans tous ses points, mais le général qui l'a souscrit mérite d'être puni. La convention nationale nous doit en sa personne un grand exemple.

» La convention savoisiennne, assemblée à Chambéry, vient de déclarer que le roi de Turin n'avoit plus aucun droit sur la Savoie libre.

» Elle vient de prononcer son vœu, pour se réunir à la république française, & le citoyen Simon, député du Bas-Rhin à la convention nationale française, actuellement à Chambéry, sera chargé de le porter à Paris ».

Le bruit court que l'empereur François vient de mourir d'une hémorragie.

Du décret d'exclusion.

Un mois s'est écoulé à peine, & déjà la convention a mérité des reproches, des reproches graves. Est-ce pour aller au-devant, que samedi 27 octobre elle a porté contre elle même un décret sévère, mais attentatoire aux droits du peuple ? Les sacrifices que renferme ce décret seront-ils agréés de la nation justement jalouse d'exercer dans toute sa plénitude la faculté précieuse qu'elle a de récompenser ou de châtier ses législateurs, en leur conservant ou en leur retirant sa confiance ?

La proposition de cette loi, faite par Gensonné, sans doute dans des intentions pures, donna lieu à un beau mouvement. Mais nous sommes familiarisés avec ces élans de patriotisme & de désintéressement qui n'amendent

point ceux-là mêmes qui sont les premiers à les provoquer ou à les manifester.

Jusqu'à présent il est certain que l'esprit d'intrigue a présidé à presque toutes les déterminations du corps conventionnel, & celle-ci lui appartient peut-être encore. Les chefs de factions savent bien qu'elles sont toutes également odieuses & suspectes au peuple devenu plus éclairé. Comment avoir son estime ? Celui des deux partis qui le premier fera les plus grands sacrifices en apparence, rentrera le premier en grâce ; c'est en conséquence de ce raisonnement qu'on est venu à bout de promulguer à l'assemblée conventionnelle cet étrange arrêt de proscription contre tous ses membres :

« Aucun d'eux ne pourra accepter & remplir aucune fonction publique que six ans après l'établissement de la nouvelle constitution »

Voici ce que la nation point été consultée sur cette mesure, pourroit représenter :

Législateurs ! à quel point cet enthousiasme subit ? Pourquoi dans le sanctuaire de la raison vous lever (1) tous à la fois ? ; de la raison vous levez-vous avons élus pour nous rédiger des lois sages, pour faire assaut de générosité. Nous ne sommes point dupes de ces beaux sentimens, qui, en dernière analyse, ne sont que de l'égoïsme ou de l'amour-propre, & peut-être que de la peur mal déguisée. Nous pénétrons votre pensée. Dans cette masse que vous formez, il est quelques hommes purs que nous savons distinguer, & dont nous nous proposons de couronner la persévérance dans le bien, & l'attachement aux bons principes ; mais déjà vous prenez de l'ombrage, vous vous condamnez d'avance à l'ostracisme, afin de n'être pas les témoins du triomphe & du salaire de quelques-uns de vos collègues : & d'ailleurs n'est-ce pas prolonger le règne de l'anarchie que circonscrire nos choix ? Vous voyez la peine que nous avons de trouver le maître qu'il nous faut. Quel eût été notre embarras, & quels maux auroient pu en résulter pour Paris, si l'assemblée constituante se fût avisée de défendre à ses membres d'accepter avant six ans le poste de premier magistrat du peuple de Paris !

De bonne foi, vous, Genfonné & Chabot, vous, Mathieu & Raffon, avez-vous pu croire que ce décret d'exclusion à toutes les places fermeroit la porte aux

intrigues & aux factions ? Les agitateurs ne portent pas leur vue si loin , le présent seul les occupe , & ce n'est pas eux que vous punissiez : ils se rendent justice ; ils savent bien que le peuple , qui s'est trompé une fois sur leur compte , ne commettra pas aussi facilement une seconde bévue. Mais les cabales ne tariront pas pour cela au sein de la convention & hors d'elle. Les malveillans ne pouvant plus prétendre à rien , s'arrangeront pour placer leurs ayant-causé , & n'en deviendront que plus dangereux , en ce qu'ils ne seront plus en nom. On les rencontrera partout sous le masque de citoyens peu connus dont ils feront les meneurs. Les Fabricius retourneront tranquillement à leur charrue , sans être fâchés d'une loi qui leur rend à eux-mêmes pendant six années. Mais le peuple qui cherche par-tout des Fabricius , parce qu'il n'en a jamais eu tant besoin. . . le peuple ne sanctionnera pas un décret qu'il n'a point demandé , comme il avoit voté celui de l'abolition de la royauté. Pendant long-temps encore , il éprouvera une disette de candidats véritablement capables d'occuper des postes de confiance. Le nombre de ceux qui ont fait suffisamment leurs preuves est si petit , qu'on en juge par la liste des députés à la convention , & sur-tout par la députation de Paris ! Pourquoi vouloir le priver de quelques patriotes sûrs qui s'y trouvent ?

Législateurs ! heureusement pour vous , le peuple réparera vos fautes. Il ne vous prendra pas au mot ; il se réservera le droit de vous placer le plus convenablement possible. Il doit une grande leçon à vos successeurs. Vous, abjurez une modestie à laquelle on ne croit pas. Le dévouement qu'on exige de vous ne consiste pas à vous dérober aux charges de la république , mais au contraire à vous rendre de jour en jour plus dignes de les occuper.

Car quand on se rappelle à quoi ont abouti les généreuses résolutions de vos prédécesseurs , on ne peut guère vous savoir gré de cette modération dont vous venez de faire parade.

Le dévouement sublime de la nuit du 4 août 1789 n'a point converti à la révolution cette noblesse insolente & basse qui se sacrifioit , ou plutôt qui ne vouloit qu'éteindre l'embranchement de ses châteaux.

La motion de Robespierre pour écarter les membres de l'assemblée constituante de toutes places à la nomination de la cour , n'a fait que des contre-révolutionnaires ou des hypocrites ; Robespierre lui-même est aujourd'hui sous le scalpel de la censure publique.

Le

Le décret du 17 octobre 1792 n'aura pas des effets plus heureux, car il n'est dû qu'aux inquiétudes des citoyens sensibles & au murmure du peuple, témoin des factions qui métamorphosent la salle de la convention en une arène de gladiateurs de la troisième force. Hélas ! la convention n'iroit-elle donner sa mesure pendant les six premières semaines ! En serons-nous déjà réduit au vu de cette citoyenne de Syracuse, qui embrassoit les autels pour la conservation des jours de Denis le tyran.

Législateurs ! vous dites vrai ; une *défiance naturelle*, après ce qui s'est passé, nous met en garde contre vous. Oui, sans doute, & en cela nous sommes sages ; vous ne la démentirez pas en vous dérobant d'avance au salaire que nous réservons à chacun de vous selon ses mérites ; car, comme dit le peuple, celui qui fera bien, trouvera bien.

Que parlez-vous de Lycurgue & de son exil volontaire ? Vous connoissez mal ce grand homme, & vous n'appliquez pas mieux l'histoire des temps passés aux événements du jour. Lycurgue s'éloigna de sa patrie, comme un architecte se tient à quelque distance de l'édifice qu'il vient de construire, pour mieux juger de l'ensemble, & laisser au temps le soin de l'affermir. Législateurs ! vous n'en êtes pas encore là. Quittez la Grèce, & retournez à votre besogne.

Mais nous ne voulons pas, dites-vous, qu'on la croie l'œuvre d'une poignée de factieux qui aspirent aux premiers postes du gouvernement.

Eh ! pensez-vous qu'on vous croira sur parole ? On dira de vous : oui, ils renoncent aux places, comme César repoussa de la main le bandeau royal qu'il brûloit de ceindre ; ils renoncent aux places, à l'exemple de l'un d'entre eux qui s'y est refusé aussi pendant quelque temps, pour se ménager le droit de se mettre au-dessus, ou bien dans un temps d'orage pour s'en faire créer une plus analogue au rôle qu'il méditoit de jouer.

Législateurs ! cette abnégation de vous-mêmes sied mal à de bons citoyens. Que vous importe la calomnie ? Ce n'est pas un crime d'aspirer aux places de la république, & même de les disputer aux intrigans, aux hommes nouveaux & suspects. Alors c'est l'ambition de la vertu ; alors c'est l'héroïsme d'un soldat patriote qui demande au général

près de l'ennemi, & dans la crainte qu'un lâche ou

qu'un traître n'y compromette la gloire ou le salut de la nation.

Soyez de bon compte; cette mesure extraordinaire, extrême, que vous venez de prendre, n'est pas due à votre admiration des vertus antiques. Ce n'est pas l'exemple de Lycurgue qui vous touche le plus; ce ne sont pas non plus les intrigans ou les agitateurs que vous avez intention de déjouer. Vous savez bien que cette barrière est trop faible encore pour les contenir : ce n'est pas tout cela. Mais déjà vous prenez les vices des états républicains. Dites : n'est-il pas vrai que vous ne voulez que capter le peuple, l'éblouir par la faïte d'un désintéressement rare; gagner sa confiance jusqu'à l'aveuglement, pour par la suite le conduire là où vous avez intention d'aller. Vous voulez l'amener à dire : quand vous enverrez pour la forme vos décrets à la sanction, acceptons-les de confiance; des législateurs aussi désintéressés ont dû faire pour le mieux. Que leur en rendroit-il de nous tromper; à présent qu'ils ne font pour rien dans la distribution des emplois publics.

Législateurs ! sachez que la nation, qu'il ne faut pas confondre avec les citoyens de Lauzun (1), est en garde non-seulement contre vos décrets ou vos prétentions antisympiques, dictatoriales & autres, mais même contre vos vertus & vous-mêmes. Déniez-vous-en les premiers. Nous n'aimons pas de vous de sacrifices, d'efforts sublimes, surhumains; nous aimerions mieux voir en vous des hommes que des dieux. Il ne nous faut pas de trop grands génies, de cœurs trop élevés, de héros qui nous précipiteroient tôt ou tard dans l'idolâtrie; nous ne voulons trouver en vous que des sages, sans faïte, sans prétention. Un arc trop tendu se rompt. Nous nous défions de tout ce qui paille la nature. Soyez tout bonnement les représentans d'un peuple d'hommes libres; assidus à vos devoirs, tous bien d'accord, vous bien intentionnés; montrez-nous

(1) Cette petite ville de département du Lot & Garonne, vient de faire passer à la convention son adhésion à tous les décrets rendus & à signer. Murriot s'y opposa en vain; cet acte de servitude a obtenu la mention honorable. Reste à savoir si les habitans de Lauzun auront beaucoup d'imitateurs.

plus de sens commun que d'esprit, plus de raison que d'éloquence, plus de mœurs que de lumières; sur tout point d'enthousiasme, point de fanatisme! laissez ces soldats de la liberté, en mission chez nos voisins. Tous les principes d'une bonne législation sont connus; il ne s'agit que d'en faire l'application à notre pays. Voilà votre ouvrage, & il y a urgence.

Mais toute peine mérite salaire; ne vous refusez pas d'avance à celui qui vous attend. Nos volontaires de garde au camp de Paris ont accepté la paie du soldat de ligne; faites de même. Pourquoi voulez-vous ravir à la patrie la satisfaction de s'acquitter envers vous? Elle rejette les intriguans, elle repousse les importuns; mais tout citoyen qui a bien mérité d'elle peut lui demander la place pour laquelle il se sent propre, ou doit l'accepter. Y a-t-il encore d'avance est orgueil, ou mépris, ou quelque chose de plus encore.

Sur un projet de fête pour l'évacuation du territoire français.

La commune de Paris se prépare à consulter les sections sur le mode d'exécution d'une fête triomphale à l'occasion de l'évacuation du territoire français par les ennemis.

Nous croyons que ce projet de fête doit rester sans effet; & qu'un moment d'enthousiasme égarant la commune, l'a entraînée dans une erreur qui, sans être très grave, est cependant impolitique.

Les ennemis étoient entrés chez nous: comment? Étoit-ce par de grandes victoires, après des batailles sanglantes, des succès glorieux? Non: ils n'ont pénétré dans nos foyers que par la lâcheté de deux de nos villes qui se sont rendues sans se défendre, par la trahison des commandans des places, par la scélératesse de la cour. Sans ces trois causes ils n'auroient pas mis le pied chez nous; ils l'avouent bien eux-mêmes. Comment ont-ils été chassés de notre territoire? Est-ce par des victoires éclatantes, est-ce par nos exploits? Non: c'est parce que la cour a été abattue, les chefs changés, parce que les Français n'ont point partagé la trahison de Verdun & de Longwy. Ils ont été repoussés par la force des choses, par notre force

inaction ; par une résistance passive. Y a-t-il là un beau sujet de fête triomphale ? Faut-il tant se réjouir , tant s'enorgueillir de ce que tous les Français n'ont pas été des lâches & des traîtres , de ce que des circonstances impérieuses , & peut-être une connivence blâmable avec nos généraux ont fait rebrousser chemin à nos ennemis sans qu'ils se soient battus. Une guerre terminée ainsi est peut-être le triomphe de la philosophie , mais non un triomphe militaire , mais non l'occasion d'une fête triomphale ! D'ailleurs , la philosophie ne demande jamais de fête pour des succès guerriers , parce que ces succès sont toujours sanglans , ils ont toujours coûté la vie à des hommes , plus ou moins.

Si nous attachions une si grande importance à la marche rétrograde des armées ennemies qui n'ont fait aucune action d'éclat , non plus que nous , nous ne passerions pas pour très-braves. Nous l'avons déjà dit en parlant du camp de Paris , nous avons fait beaucoup d'honneur à nos ennemis en nous hâtant si fort de les craindre & de nous remparer ici contre eux. Ce seroit leur en faire bien plus encore que de se réjouir pompeusement , de faire des fêtes publiques à cause de leur retraite , qui avoit été prédite par tous les gens sages & même par l'histoire ; & ce ne seroit pas là agir en peuple libre. Un peuple libre ne s'effraie pas aisément ; il ne triomphe pas pour peu : nos ennemis auroient lieu de se croire bien redoutables , & de se réjouir de leur côté à nos dépens. Voyez , diroient-ils , ces Parisiens , ces pères de la liberté , il semble qu'ils aient remporté sur nous de grandes victoires , à peine cependant avons-nous tiré quelques coups de canons : c'est triompher à bon marché.

Les Romains furent bien plus sages : lorsque ces Gaulois si terribles eurent évacué Rome , il n'y eut point de triomphe. C'étoit une assez belle fête de voir les vieillards , les femmes & les enfans que la terreur avoit fait fuir , qui s'étoient vus près de périr de faim & de fatigue , rentrer dans leurs foyers , où ils retrouvoient leurs dieux pénates , leurs enfans , leurs épouses , leurs pères , les embrasser , s'embrasser les uns les autres , verser des larmes de joie. L'ennemi avoit été maître du siège de l'empire , & on ne célébra que des jeux capitolins pour remercier Jupiter de ce qu'il avoit conservé son auguste

de meure ; dans les mœurs des Romains cela étoit grand & religieux ; mais personne ne proposa de se réjouir so-
lennellement de la fuite des Gaulois. On avoit assez à
pleurer sur les effets de leur courte apparition.

Frédéric, appelé le Grand, parce qu'il fut un grand
guerrier, après une grande victoire, écrivoit à Louis XV
son allié ; j'ai acquitté à Friedberg la lettre de change
que vous avez tirée sur moi à Fontenoi. Ce mot d'un
despote renferme une grande leçon ; c'est que soit entre
des alliés, soit entre des ennemis, les victoires, les
succès de l'un sont comme des lettres de change dont
l'autre doit rembourser la valeur. La véritable fête à
donner, est de remporter loyalement sur nos ennemis
les mêmes avantages qu'ils ont eus sur nous par la tra-
hison. Nous avouons que les succès de Custines sont un
assez beau triomphe, une assez belle fête militaire. L'en-
trée en Savoie est au-dessus de tout éloge. C'est là une
véritable réjouissance. Borneons-nous à de pareilles céré-
monies.

Que l'on fasse des fêtes modestes pour de pareils suc-
cès, à la bonne heure. Nous approuvons le banquet
Savoisien qui eut lieu dimanche 28 aux Champs-Elysées :
voilà comme il faut se réjouir. Et c'étoit un spectacle
vraiment patriotique que de voir des législateurs assis à
table à côté des ramoneurs de la ci-devant Savoie : cela
n'avoit pas l'air triomphal, & n'en valoit que mieux.
Tout se seroit passé à merveille si Anacharsis Clootz
n'eût donné pour toast : *Honte & confusion à quiconque
votera contre l'admission d'un quatre-vingt-quatrième départe-
ment.* Quoi ! si la Savoie doit faire une république à
part, est-ce qu'il faut la dévouer à la honte & à la con-
fusion ? Est-ce que la France auroit encore le système
impérieux de s'agrandir ? Voilà l'inconvénient de ces fêtes,
c'est qu'il s'y trouve presque toujours quelque étourdi
qui gâte tout.

Lettre au journaliste Prudhomme.

Brave sentinelle de la liberté, vous avez fait des repro-
ches à nos généraux, & entre autres, à Dumourier ; mais
vous n'avez pas tout dit, parce que vous n'êtes pas sur
eux, & que vous ne pouvez pas tout savoir. Ces
signes nous ont rendu quelques services, ils ont fait

quelque bien ; mais il paroît qu'ils ont pour devise *le mieux* est ennemi du bien , & ils n'en sont pas pour *le mieux*.

Vraisemblablement différentes loix ne leur sont pas encore parvenues officiellement ; ils les connoissent bien , mais ils font la sourde oreille à peu près comme les ci-devant aristocrates , ils ne les exécutent pas d'avance ; ce qui seroit pourtant *le mieux*.

Vous savez que les décorations militaires sont abolies ; eh bien ! Kellermann , encore aujourd'hui 19 octobre , pour où je vous écris , porte son cordon rouge. Il y a plus , c'est que lui ainsi que Dumourier ont montré de l'humour aux chevaliers de Saint-Louis qui ont quitté leur croix ; ces chevaliers , qui , comme l'on voit , ne sont pas sans peur & sans reproche , l'ont bien vite reprise , de sorte qu'actuellement officiers & généraux , tout le monde la porte.

Vous savez aussi que l'assemblée législative avoit substitué des épaulettes de laine aux épaulettes d'or ; à dire vrai , quoique j'aime à interpréter le tout pour le mieux , je ne puis pas nier que les généraux n'aient pas reçu la loi , car long temps les officiers avoient portés des épaulettes de laine , mais à présent ils reprennent celles d'or. Il est vrai que c'est bien plus joli , & que comme cela on ne ressemble en rien aux chasseurs ou canonniers.

A propos , bonne nouvelle pour les ci-devant habités bleus de Paris ; nous avons encore le cheval blanc de Lafayette. C'est toujours quelque chose , en attendant le maître.

Ce qu'il y a de sûr , c'est que si nos généraux eussent voulu , nous aurions l'homme & la bête. Il est , c'est Lafayette que je veux dire , il est à la tour de Spandaw ; & si nous l'avions exigé dans une des capitulations ou dans un des échanges , on nous l'eût livré sans difficulté. Je le fais de science certaine. C'eût été sans doute *le mieux* de faire voir encore Lafayette aux Parisiens à la place de Grève.

En attendant , le cheval blanc est monté par un domestique de Dumourier ; & Carra , Prieur & Sillery se servent de la berline de Lafayette ; le tout au profit de l'état. ***

Comme j'ai une commission à l'armée qui demande quelque réserve , je vous prie , citoyen Prudhomme , de ne pas encore me nommer.

N. B. Notre correspondant plaisante un peu trop sur

des choses qui méritent l'indignation la plus profonde. Si nos généraux obéissent si peu à la loi & à l'intérêt public, ils sont dignes de monter eux-mêmes le cheval blanc.

Qu'eût fait le grand Frédéric à la place du gros Guillaume ?

On nous a fait une question assez bizarre. Le grand Frédéric, roi de Prusse, à la place de Guillaume son successeur, se seroit-il conduit de même à l'égard de la France ?

Adieu de répondre directement, nous aimons mieux renvoyer à une nouvelle histoire de ce despote bel-esprit, qui paroît en ce moment, 2 vol. in-8°, chez la veuve Guillois, libraire, rue Christide. On y trouvera la vie publique & privée, littéraire & militaire de ce héros moderne que notre révolution eût contrarié sans doute mais il connoissoit trop le cœur humain pour commettre sa réputation, son autorité & ses troupes dans une guerre contre vingt-cinq millions de Français, pour la première fois ivres de la liberté, à moins pourtant qu'il ne se fût assuré dans notre armée d'un général temporisateur, disposé à lui frayer la route de Paris, ou à lui ménager une retraite en cas de trop de résistance de notre part. Frédéric n'étoit pas homme à se refuser à des propositions (1) aussi raisonnables.

Mais non, moins crédule & plus prudent que son neveu,

Triste neveu d'un si glorieux oncle ;

Il eût dit à son voisin François & aux émigrés, & même à l'auteur du mémoire où il se seroit vu traité d'étranger homme de roi : Messieurs, arrangez-vous comme vous l'entendrez ; je ne suis point du tout d'humeur à intervenir dans ce grand procès contre la royauté ; je serois juge & partie ; cela ne me convient pas ; d'ailleurs je vois d'un côté trop d'enthousiasme. La discipline de

(1) Voyez le mémoire de Dumourier au numéro précédent.

mes soldats , à qui je dois le surnom de grand ; ne me serviroit de rien contre une nation devenue fanatique ; trop heureux moi-même , si elle ne se met pas en tête de fanatiser tout le globe. Je prévois que cette guerre aura un caractère particulier qui pourroit mettre en défaut les manœuvres (1) de *Posldam*. Vainqueur ou vaincu , j'ai presque les mêmes risques à courir. Le plus sage est de fermer toute communication avec ces gens-là ; le mal français est contagieux ; les armées combinées de tous les rois de l'Europe ne m'effraieroient point ; mais on ne combat pas une épidémie populaire avec des soldats. Je suis à peu près sûr des miens , plus que de mes Berlinoïis ; j'ai émancipés ceux-ci trop tôt ; mon académie les a rendus presque aussi savans que leur maître.... Qu'ils fassent donc en France tout ce qu'ils voudront de leur roi ! Si je me mêlois de leurs affaires , ils voudroient se mêler aussi des miennes , & c'est ce qu'il faut éviter avec soin. On me ménage , je le fais , des intelligences dans leurs places frontières ; il ne me seroit pas très-difficile de leur prendre quelques villes fortes ; mais comment les garder dans un pays où tout le monde est devenu soldat ? ils affaibliront mon armée victorieuse ; j'en serois réduit à mes lauriers stériles ; & puis , que fais-je ? un mal-à-propos pourroit bien m'atteindre d'une balle ou d'un boulet , & m'enlever un membre ; & si une fois mes vieilles troupes voient mon sang couler , elles ne me croiront plus invulnérable ; je cesserai d'être un dieu pour elles ; le mépris prendra la place de la terreur religieuse que j'ai su leur imprimer jusqu'à ce moment ; bien-tôt je deviendrai un soliveau conquis par ceux-là même que je bâtonnois ci-devant. Louis XVI a gâté le métier ; il n'a pas su en imposer assez : je sens qu'il nous sera difficile , à nous autres rois , de tenir encore long-temps ; tâchons du moins de me conserver avec honneur jusqu'à la fin , & de ne cesser de régner qu'en cessant de vivre : mes successeurs , si j'en ai , seront comme ils pourront.

(1) C'est le titre d'un ouvrage contenant les plans de campagne du roi Frédéric.

Lettres trouvées à Verdun, dans le porte-feuille de Monsieur

« Notre très-cher & très-sincère ami, dont la fin soit heureuse, le premier ministre de l'exemple des princes chrétiens & du modèle des grands qui professent la religion de Jésus, (On rit.) le très-puissant & très-respectable empereur de France, après vous avoir présenté des complimens dictés par l'amitié la plus pure, nous avons à vous faire savoir, en ami, qu'il est incontestable que, pour le maintien de la bonne harmonie qui règne entre la cour de France & la sublime Porte, on doit observer de part & d'autre, avec une scrupuleuse attention, les capitulations & les traités qui en sont les bases, & qu'on doit chercher à se rendre réciproquement toutes sortes de bons offices, en témoignage d'une amitié aussi inaltérable.

« La sublime Porte s'est toujours piquée de la plus grande exactitude à ce principe, parce que la cour de France, de son côté, en y apportant le même soin, a toujours cherché à resserrer les nœuds de la bonne intelligence.

« Un autre point, non moins incontestable, est qu'il importe sur-tout au bien des deux empires, que les ambassadeurs envoyés par la cour de France pour résider auprès de la sublime Porte, & pour protéger dans leurs affaires, conformément aux capitulations, les négocians & les autres Français qui viennent dans les états ottomans, soient des gens connus par leur droiture, leur sagesse & leur jugement; (On rit.) enfin, qu'il puissent préserver de toute tache la bonne harmonie qui règne entre les deux puissances.

« La sublime Porte n'a eu jusqu'à ce jour qu'à se louer des procédés & de la bonne conduite des ambassadeurs que la cour de France lui a envoyés; & comme tout l'engage à croire que la cour de France a l'intention d'employer les mêmes moyens pour resserrer de plus en plus les liens de l'amitié qui unit les deux empires, il seroit inutile d'insister davantage sur cet objet.

« Or donc, nous avons appris depuis peu que l'ambassadeur de France résidant actuellement auprès de la sublime Porte, vient d'être rappelé, & qu'il a été nommé pour le remplacer dans ces mêmes fonctions, le nommé Sémenville. Sans vouloir porter atteinte aux droits qu'ont les puissances de changer à leur gré leurs ambassadeurs, nous devons cependant vous dire qu'il y a des motifs de craindre que le sursdit Sémenville ne tienne une conduite peu convenable, vu la tournure de caractère qu'il a développée d'une certaine manière.

« Et comme il n'est nullement à propos de nommer à une ambassade, qui est la commission la plus importante dont on puisse être chargé auprès des puissances, des personnes d'un esprit ainsi mesuré, & qu'au contraire il est essentiel de donner cet emploi à telle autre personne qu'on voudra choisir, pourvu qu'elle soit connue par son bon jugement, & qu'elle soit capable d'une conduite sage & conforme à l'amitié qui unit la cour de France à la sublime Porte, nous vous avons écrit cette lettre amicale, pour vous exposer que notre désir est qu'on choisisse & qu'on nomme pour résider en qualité d'ambassadeur auprès de la sublime Porte, conformément aux capitulations, une autre personne plus capable

de se comporter avec la droiture & la sagesse qu'exige cette importante mission, & plus propre à traiter les affaires qui pourroient survenir, à la satisfaction des deux puissances & au plus grand avantage de l'amitié & de la bonne harmonie qui régneront entre elles.

« Salut à celui qui marche dans la voie du salut. — On rit.
» A Constantinople la bien gardée ».

Aimé Goupilleau annonce que dans le grand nombre de pièces importantes prises sur des émigrés, & déposées au comité de sûreté générale, il en est plusieurs qui prouvent que Choiseul, ministre de France à la Porte ottomane, a trahi la cause de la liberté.

Au nom du comité de sûreté générale, Hérault monte à la tribune, & fait un rapport sur ces pièces. En attendant, dit-il, que le travail des comités diplomatique & de sûreté générale soit achevé, je viens vous donner connoissance de pièces très importantes : c'est un paquet adressé à S. A. R. Monsieur, au camp des émigrés. Il contenoit quatre mémoires calomnieux rédigés par les envoyés de Vienne, de Prusse, de Naples & de Russie auprès de la Porte ottomane, contre Semonville, nouvel ambassadeur de France à Constantinople.

Ces mémoires sont datés du 10 août. C'étoit pendant la dernière heure de la royauté, & à l'aurore de la république & de la liberté du monde, qu'un agent du despotisme traçoit à cinq cents lieues de nous le moyen de nous asservir.

Voici la première pièce :

Lettre de M. Choiseul-Gouffier, à Monsieur & à M. d'Artois.

« Messieurs, quoique je n'aie point encore reçu les ordres de vos altesses royales que j'avois osé solliciter il y a deux mois, j'espère qu'elles auront daigné recevoir avec bonté l'hommage de mon respectueux dévouement & de mon inaltérable fidélité.

« M. l'évêque d'Arras aura peu de temps après mis sous vos yeux, messeigneurs, quelques détails relatifs à ma situation & aux circonstances qui se préparent. Il étoit impossible que nos tyrans se laissent braver plus long-temps par le seul sujet fidèle resté dans tout le corps diplomatique, & qu'ils ne tentassent pas d'envahir un poste d'où ils peuvent espérer de nuire efficacement à la grande cause que vos altesses royales défendent avec autant de gloire que d'énergie. — On rit.

« J'ai reçu il y a trois jours une lettre de rappel ; elle m'annonce que je suis remplacé par M. de Semonville, & qu'il sera précédé par Chalcoin, ci-devant mon secrétaire d'ambassade, dont je m'étois débarrassé sans lui nuire, en lui faisant donner un congé, avec la jouissance de ses appointemens : homme très-bon, violent jusqu'à la démence, qui affectoit près de moi le plus pur royalisme, & qui vient de se vendre à la horde jacobine. Il m'est prescrit de lui remettre les archives & la direction des affaires aussi-tôt que j'aurai pris congé ; car on ne veut pas même me laisser attendre mon successeur, quoiqu'il doive déjà s'être embarqué à Gènes, & qu'il ne puisse manquer d'arriver incessamment :

« Les projets de cet ambassadeur national ne sont pas douteux

seigneurs, & je le fais armé de tous les moyens propres à en-
fermer le succès. Il doit proposer à la Porte une alliance fondée
sur les bases les plus propres à égarer les ministres ottomans : Il
leur offrira, à force d'argent & d'intrigues, des obstacles à l'exé-
cution du traité de Sistow, & n'épargnera rien pour provoquer
la rupture, soit avec la cour de Vienne, soit avec celle de Pé-
tersbourg ; il ira même jusqu'à promettre une escadre française
pour aider à reconquérir la Crimée, proposition qui peut produire
un grand effet sur le grand-seigneur personnellement, (ah !
on rit.) & Semonville montera cette escadre, déjà prête à
partir de Toulon, si la Porte veut seulement laisser entrevoir quel-
ques incertitudes, toujours suffisantes pour empêcher la cour de
Vienne de dégarnir cette immense & dangereuse frontière, qui
s'étend depuis le Dniester jusqu'au golphe adriatique.

Vos altesse royales sont trop éclairées pour ne pas apperce-
voir les funestes inconvéniens qu'entraîneroit cette négociation,
supposant même qu'elle fût infructueuse ; & vous vous rap-
portez, messeigneurs, quelle importance Frédéric le grand atta-
che à une pareille diversion, lorsque vers la fin de la guerre
de sept ans, ce prince, si bon calculateur, prodiguoit des sommes
immenses pour engager la Porte à donner seulement quelques lé-
gers inquiétudes à la cour de Vienne.

Nous ne pouvons en même-temps vous dissimuler que Semon-
ville trouvera ici de grandes ressources (Applaudissemens.) dans
les ambassadeurs d'Angleterre & de Pologne, qui l'attendent tous
avec une impatience mal déguisée. --- Applaudi.

Tels sont, messeigneurs, les dangers que je redoute ; (ah !)
ce sont les motifs qui me commandoient impérieusement de ne
pas abandonner une place que les ennemis de la monarchie pou-
voient occuper avec tant d'avantage. Les mêmes motifs me pres-
sant aujourd'hui de prévenir vos ordres, en ne négligeant au-
cun moyen d'atténuer les perfides insinuations de l'assemblée na-
tionale, en faisant rejeter, s'il est possible, leur émissaire par le
grand seigneur ; ou, si je ne puis l'empêcher d'arriver, en mul-
tipliant devant lui les obstacles, & en contrariant constamment ses
desirs. --- Ah ! ah !

Je n'ai pas perdu un instant, messeigneurs, pour éclairer &
détourner les ministres ottomans qui m'accordent de la bienveillance.
Ces gens qui ont quelque crédit sur l'esprit de sa hauteesse, ont
été mis sur le champ en mouvement ; ils m'ont parfaitement ser-
vi, & peut-être mes seuls moyens personnels eussent-ils réussi ;
mais dans une affaire si importante, j'eusse été coupable de rien
laisser au hasard, & de ne pas accumuler tous les moyens de suc-
cès. Je me suis donc en même-temps concerté avec le baron d'Her-
bert, sur la marche combinée que nous devons tenir, sans ce-
pendant laisser trop clairement appercevoir notre union. Ce mi-
nistre a fait cette affaire avec toute la chaleur que l'on pouvoit
attendre de son zèle, & l'a conduite avec la dextérité dont il a
déjà donné tant de preuves. Une démarche directe & trop prompte
de sa part eût été suspecte, & dans le rapport où il se trouve
avec la Porte, presque aucun des articles du traité de Sistow n'é-
toient encore exécuté par les Turcs, son intervention précipitée
n'eût même été nuisible ; les Turcs ne pouvoient écouter sans mé-
fiance, qu'une cour dont l'alliance leur eût déjà été utile, &

dont les avis paraissent dictés par un véritable intérêt pour l'empire ottoman.

» M. d'Herbert a réussi à faire agir vivement M. de Knorff, quoique celui-ci n'eût aucune instruction du roi son maître sur cet objet. Les premières instructions de cet envoyé extraordinaire de Prusse n'ayant pas semblé produire tout l'effet que nous désirions, le baron d'Herbert l'a déterminé à remettre officiellement à la Porte l'expression la plus énergique de ses sentiments, & à demander une conférence avec le ministre ottoman, laquelle aura lieu sous peu de jours, s'il est nécessaire.

» Le baron d'Herbert a en même-temps engagé le chargé des affaires de Russie à se joindre à lui ; & ces trois ministres ont fait présenter ce matin à la Porte les mémoires dont je joins ici la copie, qu'eux-mêmes ont bien voulu me remettre, en me permettant de les adresser à V. A. R.

» Vous jugerez, messeigneurs, devoir faire connoître à la cour de Vienne, ainsi qu'à la majesté prussienne, combien vous êtes sensibles au zèle que leurs ministres ont montré pour la cause commune, & à la confiance qu'ils me témoignent comme à un des plus fidèles serviteurs du roi & de vos altesses royales, seules légitimes-dépositaires de son autorité.

» J'ose aussi vous prier, messeigneurs, de vouloir bien m'honorer auprès de la cour de Pétersbourg de quelques témoignages de bonté qui puissent achever de détruire des impressions données contre moi par la plus basse intrigue & la plus noire ingratitude, & qui me deviendroient bien pénibles, si elles venoient à me priver de quelques moyens de servir vos altesses royales.

» Je ne dois pas vous laisser ignorer, messeigneurs, que l'envoyé de Naples s'est prêté à communiquer à la Porte une dépêche de M. Aston, dans laquelle ce ministre, en le prévenant de la nomination de Semonville, le lui dépeint sous les couleurs les plus odieuses.

» Je n'entrerai point d'ailleurs, messeigneurs, dans le détail de tous les moyens accessoires que j'ai employés à l'appui de ces démarches combinées, les argus de ces intrigues secrètes étant inconnus à vos altesses royales, & la marche qu'ils dévoient tenir étant dépendante des mœurs des Turcs & des usages de cet empire.

» Chalgrain arrivera aujourd'hui ou demain ; mais je ne lui céderai assurément pas la place ; & dans tous les cas, je ne prendrai point congé que je n'aie reçu les ordres de messeigneurs. (Ah ! ah !)

» Si nous parvenons à faire repousser l'ambassadeur national par la Porte, si nous pouvons retarder seulement de deux ou trois mois son admission, nous aurons, messeigneurs, en écartant ainsi toute crainte d'une diversion redoutable, remporté une véritable victoire ; & nous vous donnerons le temps d'en remporter de plus brillantes sur les scélérats qui menacent l'Europe d'une subversion générale. (Eclats de rire.) *Signé, CHOISEUL-GOUFFIER.* »

Après cette lecture, Hérault annonce que l'on traduit en ce moment trois autres pièces importantes ; que dans celle qui est signée par l'internonce impérial, on verra le projet ridicule de faire de la France une province d'Autriche. (On rit.)

Hérault continue la lecture des pièces suivantes :

Extrait du mémoire remis à la Porte par l'internonce impérial.

« La faction sanguinaire des Jacobins , voulant souffler par-tout l'esprit de discorde & d'anarchie dont elle est animée , vient d'expédier un de ses membres les plus dangereux , nommé *Semonville*, homme tellement noté par la perversité de ses principes , que plusieurs cours ont déjà décliné ou refusé de l'admettre en qualité de ministre , & même sur leur territoire. Les projets exécrables de cet émissaire , connu de la cour impériale & royale , ne tendent à rien moins qu'à renverser l'harmonie parfaite si heureusement rétablie entre les deux empires , pour préparer une diversion à des hordes de scélérats que S. M. I. , avec ses augustes alliés , travaille à mettre hors d'état de bouleverser l'Europe entière.

« L'internonce soussigné a été trop souvent à portée d'admirer dans les démarches de la sublime Porte , sa haute-sagesse & un juste sentiment de sa dignité , pour oser se permettre un seul instant le soupçon qu'elle puisse s'abaisser au point de recevoir en caractère public , devant le trône où l'honneur siège avec la majesté , le plus décrié des factieux , chargé des propositions les plus insidieuses , &c. ».

Extrait du mémoire remis à la Porte par M. l'envoyé de Prusse.

« Aussi-tôt que le soussigné eut appris que le sieur *Semonville*, étoit nommé ambassadeur de France près la Porte ottomane , il a cru de son devoir & du plus grand intérêt de la sublime Porte , de la prévenir sur son sujet. Il a fait les plus vives instances pour qu'elle s'opposât à son arrivée. L'inutilité de ses insinuations l'engage à présenter dans ce mémoire le détail des raisons qui ont motivé ses démarches.

« Le sieur *Semonville*, nommé il y a quelque temps ministre de France à la cour de Turin , a été refusé , parce qu'il avoit été reconnu comme zélé Jacobin dans sa conduite à Gènes , où il a sollevé le peuple contre le gouvernement ; conduire ordinaire & chérie des Jacobins. (On rit.) L'existence de M. *Semonville* est dangereuse dans tout pays , car il est Jacobin , (Éclat de rire.) c'est-à-dire d'une secte scélérate , composée de fanatiques effrénés , dominés par la rage démocratique , ennemis jurés & assassins avoués de tous les souverains. Tout leur est égal , pourvu qu'ils délivrent la terre des despotes ; titre injurieux qu'ils donnent aux souverains légitimes. Tels sont tous les Jacobins ; tel est M. *Semonville* ; & un tel ministre s'approchera jusqu'aux pieds du trône sacré de l'empereur des Ottomans ! (Éclat de rire.) Cette idée m'a fait d'honneur.

« Je crois qu'il est contre la dignité d'un aussi grand souverain de recevoir un ministre déjà refusé & dédaigné par une autre cour. --- Le roi mon maître ne fera-t-il pas dans le cas de soupçonner le plus grand refroidissement de la part de son ami ? --- Les puissances voisines de l'empire Ottoman ne seront-elles pas alarmées par la possibilité d'un succès de négociations , qui ont pour but d'armer de nouveau la Porte contre elles ? Ces alarmes occasionneront des mesures que la prévoyance prescrit , & des méfiances qui nécessairement altéreront la bonne harmonie que la paix vient heureusement de rétablir.

« Lorsque je propose à la sublime Porte de renvoyer M. Semonville, ce n'est pas que j'entends qu'elle refuse tout autre ministre que la France lui enverroit. — La sublime Porte, en refusant de recevoir le sieur Semonville, ne lésa donc en aucune manière ses liaisons avec la France. *Signé, KNOBELDORFF* ».

Le 9 août 1792.

Extrait de la traduction littérale d'une note remise au ministère Ottoman, par le chargé d'affaires de Russie.

« Le chargé d'affaires croit devoir représenter à la sublime Porte qu'il a reçu l'avis officiel que M. Semonville a été nommé ambassadeur à Constantinople par la soi-disant assemblée nationale de Paris; &, attendu qu'il est assuré que toutes les démarches de cet homme, dévoué à un système faux & dangereux, ne pourront tendre qu'à détruire la bonne harmonie qui vient de se mettre heureusement entre les deux empires, il est évident que la présence de ce ministre ne pourra être agréable à S. M. I. de toutes les Russies, &c. *Signé, CH. VOSTON* ».

Le 9 août 1792.

Extrait de la note de l'ambassadeur de Naples, à l'envoyé de la même cour près la Porte, & communiquée au ministère Ottoman.

« La cour de France ayant destiné pour ambassadeur à la Porte un certain M. de Semonville, j'estime qu'il n'est ni superflu, ni indifférent de prévenir votre seigneurie très-illustre, du caractère & des qualités de ce sujet, afin que, sans s'exposer à la surprise, on forme un système pour traiter avec lui avec sûreté & tranquillité ».

Suit l'exposition calomnieuse de la conduite de Semonville à Gênes, à Venise, à Turin; & voici comme cette note est terminée :

« La Porte ne doit pas être moins vigilante pour n'être pas la victime de ses discours séditieux, & entraînée dans quelque faux pas, &c. *Signé, JEAN ACTON* ».

Naples, ce 17 juillet 1792.

Hérault. Je n'ajouterai aucune réflexion à la lecture de ces pièces; elles prouvent assez l'énormité du crime dont Choiseul-Gouffier s'est rendu coupable. Mais ces pièces nous ont fait découvrir un autre agent prevaricateur & perfide.

Je vais vous lire les instructions qui étoient données à un des comtes de Mouffier, ambassadeur de France en Prusse, par les ci-devant princes, & la réponse qu'il leur faisoit.

Instruction pour M. le comte de Mouffier.

« M. le comte de Mouffier fera sentir aux ministres de la majesté prussienne, & à M. le baron de Breteuil, combien il est indispensable pour la France qu'il existe un centre d'autorité où tous les rayons aboutissent. Sur cet article les princes n'ont rien à lui prescrire; ils savent combien il est rempli de cette vérité.

la manière dont il fait la prouver; mais il lui fera sentir en même-temps que, tant que la captivité du roi durera, ce centre d'autorité ne peut être qu'un régent en titre, (ah! ah!) & que Monsieur en exerceoit les fonctions sans en prendre le titre, il toléroit lui-même le premier des droits qu'il est armé pour rétablir. (On rit.) Si on objectoit l'espèce d'autorité dont jouissent aujourd'hui les princes, il lui seroit facile de faire voir que c'est une pure autorité de respect pour leur naissance, de confiance à leurs personnes, & sur-tout de besoin d'un chef, mais à laquelle ceux qui la reconnoissent pourroient se soustraire sans qu'il eût proprement de reproches à leur faire. M. le comte de Moulfier est parfaitement en état de prouver la vérité de ces assertions; mais sa modestie lui ayant fait désirer d'avoir des coadjuteurs, les princes lui envoient les deux personnes qu'il a lui-même désignées.

M. le comte de Moulfier fera sur-tout sentir que ce n'est pas seulement un droit que Monsieur réclame, mais un devoir indispensable qu'il a à remplir; que l'on peut bien transiger sur ses rois, mais jamais sur ses devoirs, & qu'il se rendroit moins coupable en laissant les choses *in statu quo*, & exerçant conjointement avec M. le comte d'Artois l'autorité précaire dont ils jouissent, qu'en exerçant sans titre une autorité qui n'appartient qu'au titre. Si les personnes avec lesquelles M. le comte de Moulfier traiteroit, ne convenant pas de la nécessité de ce titre, étoient farouchées de celui de régent, & inclinoient pour celui de lieutenant-général de royaume, M. le comte de Moulfier leur feroit sentir que l'autorité du régent est bien connue; mais que celle de lieutenant-général l'est moins; que c'est plutôt un titre honorifique qu'un titre important.

A l'appui de cette assertion, ils citeront les exemples d'Apolline, roi de Navarre, & de Monsieur Gaston, qui furent, sous la minorité de Charles IX & de Louis XIV, lieutenans-généraux de royaume, tandis que les deux reines mères exercoient, sous le titre de régentes, la plénitude de l'autorité royale. Si l'on cite l'exemple de Charles V, au moment de la captivité du roi Jean, M. le comte de Moulfier pourroit faire voir que cet exemple est plutôt favorable que contraire à cette assertion, puisque Charles V, qui se trouvoit en état de minorité quand son père fut fait prisonnier, n'osa, par cette raison, prendre le titre de régent, mais qu'il le prit aussi-tôt qu'il fut devenu majeur.

L'objection du danger que ce titre feroit courir au roi, seroit sûrement la plus puissante de toutes, si elle n'étoit en même-temps la moins fondée. M. le comte de Moulfier l'a déjà détruite l'avance, & il lui sera bien aisé de la détruire une seconde fois; mais les princes n'ont rien à lui prescrire à cet égard.

Si l'on opposoit une prétendue volonté du roi & de la reine, M. le comte de Moulfier se borneroit à demander si cette volonté est manifestée depuis le 10 août dernier. Il est impossible qu'elle l'ait été, & si l'on prétendoit que dans les instructions données avant cette époque, leurs majestés avoient prévu la catastrophe, M. le comte de Moulfier pour répondre que leur courage a pu la leur faire prévoir, pour elles-mêmes, mais non dans ses effets, relativement au royaume.

Quant à la question que M. de Moulfier a fait relativement à l'administration du royaume pendant la régence, la réponse est

« Lorsque je propose à la sublime Porte de renvoyer rien faite
monville, ce n'est pas que j'entends qu'elle refuse tout exercice des
nistré que la France lui enverroir. — La sublime Porte, moins : or,
sant de recevoir le sieur Semonville, ne lésèra pas l'honneur d'indigna-
manière ses liaisons avec la France. Signé, Kurhan, le 20 juin 1791.

Le 9 août 1792.

Extrait de la traduction littérale d'une note
man, par le chargé d'affaires.

de l'ancien régime
machine, sans le per-
dra sur le tout. (On
CHARLES-PHILIPPE ».

« Le chargé d'affaires croit devoir M. de Monstier.
qu'il a reçu l'avis officiel que M. de Monstier, par la
sadeur à Constantinople par la Porte, renfermé dans les instructions de
Paris ; & attendu qu'il est le comte d'Artois, qu'après l'arrivée de
cet homme, dévoué à un système dont l'absence arrête toute délibération
ront tendre qu'à détruire l'entente heureusement entre les
personnages du côté prussien sont convaincus
fence de ce ministre ne se font. Monseigneur le comte de Schulem-
les Russes, &c. Signé, M. de Monstier.

Le 9 août

Extrait de la même cour
même cour r

« La cour
un cert
indiffé-
& d'
on.
liv

« Sans doute qu'après avoir été aussi loin, leurs altesses royales
auront beaucoup moins de peine à adopter les autres mesures
qu'on a paru désirer de leur part pour justifier la confiance qu'on
voudroit leur accorder, principalement du côté prussien. Ces me-
sures seront expliquées par une note que M. le marquis de Lam-
bert a rédigée d'après une conférence à laquelle ont assisté mon-
seigneur le duc de Brunswick, monseigneur le prince de Hohen-
lohe, M. le prince de Nollau, M. Lambert & moi.

« Je puis certifier à leurs altesses royales, que leur caractère &
leurs vœux personnelles ne causent aucune inquiétude de ce côté-
ci, & que l'on y a le plus grand désir de contribuer en même temps
à tout ce qui peut leur être utile & à tout ce qui peut leur être agréa-
ble, sans contrarier le grand objet. Mais on croit qu'on ne pour-
roit pas sans inconvénient, sur-tout d'après l'exemple du passé, leur
accorder un plus haut degré de confiance, à moins que les per-
sonnes qui sont encore ombrage ne paraissent plus en mesure d'exer-
cer leur influence.

« Je crois convenable & utile que M. l'abbé Marie attende l'ar-
rivée de M. le baron de Breteuil, pour juger & guider mes dé-
marches relativement à l'objet qui m'est prescrit. Si les choses
prennent une bonne tournure, il me sera très-utile d'être assisté
de M. Courvoisier, pour la rédaction de tous les argumens propres
à procurer une bonne forme au fonds, &c.

« Signé, LE COMTE DE MONSTIER ».

Société

des amis de la liberté & de l'égalité.

27 octobre, l'an 1^{er}. de la liberté républicaine.

Marat est trop bien connu dans l'empire
nous perdions le temps à le caracté-
riser en & comme politique. Nous nous
en comptons, si Marat ne nous eût pas
minables feuilles. Mais comme Marat pour-
rait de nous compter au nombre de ses sous-
crits, & qui pis est, de ses lecteurs, nous vous
avons, frère & ami, à consigner dans votre Journal que
les amis de la liberté & de l'égalité le sent trop de
l'ordre & des loix, pour souiller leurs regards des œu-
res impures de l'orateur des assassinats. Vos frères les
amis de la liberté & de l'égalité de Bordeaux. *Signés,*
MAGOL, *président*; ANCEZE, DURAND, DUCOUR-
T, *secrétaires.*

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 26 octobre 1792.

Une lettre des commissaires envoyés à l'armée du Nord
par la convention, a annoncé que les Autrichiens ont
occupé Orchies Saint-Amand, Marchiennes & les en-
vironnes, & que Dumourier se dispose à entrer très-pro-
chainement dans le Brabant.

Sur la motion de David, portant qu'il seroit élevé
dans les villes de Lille & de Thionville des monumens
en marbre qui attesteront à la postérité la bravoure fran-
çoise, a été renvoyé au comité.

Il a été décrété ensuite qu'il sera mis à la disposition
du ministre de l'intérieur une somme de six cent mille
livres pour la réparation urgente des routes des départe-
mens voisins du théâtre de la guerre.

La commune de Paris, mandée par un décret pour
rendre ses comptes relatifs à la situation de la maison
de Secours, se présente à la barre. L'orateur dit que les
comptes n'ont pu encore être faits, mais qu'il demande
qu'ils soient pris par la commune à ce sujet. Des

bris & de longs débats ont suivi cette déclaration, enfin l'orateur a exposé que la masse des billets émis par la maison de secours est de 10 millions 213 mille 500 liv. & qu'il n'en reste plus aujourd'hui en circulation que pour 2 millions 786 mille 63 livres. Il ajoute qu'il est faux que deux commissaires de la commune ont fui avec Guillaume, Kersaint a demandé que la commune s'expliquât sur les raisons qui lui ont fait demander hier six millions, tandis qu'elle n'évalue aujourd'hui qu'à deux millions la circulation des billets de secours. Cambon, que la commune rendit compte des dix-huit cent mille livres que Guillaume avoit en caisse, & dont on ne parle plus. Un membre de la commune répond que les six millions demandés hier l'ont été par des commissaires des 48 sections, & non par la municipalité ni le conseil général. La discussion a été interrompue par l'arrivée des généraux Santerre & Berruyer, qui ont présenté à la convention une députation de la cavalerie nationale casernée à l'école militaire, laquelle a offert un don patriotique de 3300 liv.

Samedi 27. Après un court rapport fait par Lacroix, la convention a décrété que le pouvoir exécutif procédera sans délai au remplacement des officiers suspendus ou destitués de leurs fonctions par les commissaires soit du pouvoir exécutif, soit de la convention.

Sur la proposition du même membre, & d'après une acclamation du premier bataillon des volontaires Marseillois, il a été décrété que les volontaires nationaux des départemens sont sous la direction immédiate du ministre de la guerre, qui demeure responsable.

Cambon a fait décréter que sur les petits assignats de 25 & 30 sous, l'ancien timbre sec sera remplacé par un autre, représentant un soleil levant avec cet exergue: *république française.*

Un décret d'accusation est porté contre Toulangean: (marquis) Merlin a demandé que le ministre de la justice fût tenu de déclarer s'il a sommé le directeur du jury de dénoncer la ci-devant reine au tribunal criminel. Cette motion a été ajournée jusqu'après le rapport du comité de législation concernant le jugement de Louis XVI.

On a lu une lettre des commissaires à l'armée du Nord, qui apprennent que l'avant-garde du général Valence a forcé plusieurs postes ennemis, qu'il y a eu 200 Autri-

gens tués , & vingt prisonniers. Nous n'avons perdu que quinze hommes. A cette lettre en a succédé une des commissaires à l'armée des Pyrénées , qui annoncent que l'on s'empresse pour résister à l'ennemi , & que le plus grand patriotisme est le sentiment commun des citoyens & des soldats.

Buzot a présenté , au nom du comité des neuf , un projet de loi contre les agitateurs & les provocateurs au trouble. L'assemblée en a décrété l'impression & l'ajournement. Nous avons fait connoître dans ce numéro les articles du projet de décret.

Dimanche 28. Genfonnet a pris la parole ; après un discours attentivement écouté , il a proposé que la convention décrétât qu'aucun de ses membres ne pourroit exercer aucune fonction publique que six ans après l'établissement de la nouvelle constitution , à l'exception des fonctions municipales & des places à remplir dans l'insurrection publique. A l'instant tous les députés se sont levés , & le décret a été rendu par acclamation.

Le président a annoncé des dépêches du général Custines. Custines annonce la prise de Francfort , & qu'il a exigé de cette ville une contribution de quinze cent mille florins. Il annonce en outre que Mayence est dans le meilleur état de défense , garni de plus de 165 pièces d'artillerie , & d'une grande quantité de munitions. Le général demande que la convention lui indique la marche qu'il doit tenir relativement aux émigrés qui n'ont pas été pris les armes à la main. Cette dernière lettre a été envoyée au pouvoir exécutif. Custines demande encore que le général Kellermann lui fasse passer des forces dont il a besoin pour suivre son expédition , qui auroit eu , dit-il , de bien plus grands succès s'il avoit eu plus de monde ; mais son armée n'étoit que de 16 mille hommes. La convention , après avoir applaudi à la conduite de Custines , a empêché la lecture publique d'un plan d'opérations de campagne que ce général a fait passer.

L'ordre du jour étoit l'admission des pétitionnaires ; le corps municipal s'est présenté à la barre. Il a déposé le tableau des opérations relatives à la maison de secours , qu'on a renvoyé au comité des finances.

On a également renvoyé au comité une pétition présentée par une députation de la section du Marais , sur ses plaintes sur le nombre des prisonniers de-

tenus illégalement dans les prisons depuis le 3 septembre , & qui a demandé que deux commissaires pris dans chaque section fussent chargés de visiter les prisons & les registres d'écrous , pour assurer l'exécution de la loi.

Le ministre de l'intérieur a instruit l'assemblée qu'à Lyon viennent de se renouveler les catastrophes qui ont ensanglanté Paris le mois dernier. La guillotine a été enlevée , placée sur la place publique , les portes des prisons brisées , les détenus arrachés , traînés à la place publique , deux ont été tués ; la municipalité a fauvé les autres. L'assemblée gémit de ces tristes nouvelles.

Lundi 29. On a lu une lettre écrite au général Dumourier par le commandant de Condé ; il apprend que les ennemis nous ayant attaqués , ont été vivement repoussés , & qu'il leur a été blessé beaucoup de monde.

Le bataillon de la Haute-Saône a offert sa paie de deux jours pour les habitans de Lille. (Mention honorable.)

Magné , organe du comité des secours publics , fait accorder un secours de six cents livres au citoyen Lefèvre , qui a douze enfans sur les frontières au service de la république ; il fait aussi renvoyer au comité des finances l'examen de la pension qu'il convient de donner à ce vieillard infirme , qui sert si bien la patrie par ses enfans.

Le comité militaire a fait décréter le renvoi au ministre de la guerre des pièces concernant les désordres commis à Douay , par les soldats du premier & deuxième bataillons de la gendarmerie , à la charge par le ministre de rendre compte des faits à la convention.

Plusieurs membres s'étoient réservés la parole pour obtenir le rapport du décret par lequel l'assemblée , sur la proposition de Gensonné , a interdit à ses membres l'exercice de toute fonction politique pendant six ans , à dater de l'établissement de la nouvelle constitution. Rewbel l'a eue le premier , & après un développement assez long de son opinion , il a conclu au rapport du décret. Jean de Bry l'a combattu. La discussion a été interrompue par le compte qu'est venu rendre le ministre de l'intérieur de la situation de Paris. Nous avons fait connoître ce compte plus en détail dans un article du numéro. Corps administratifs sans pouvoir , commune despote , peuple bon , mais trompé , force publique excellente , mais mal commandée ; voilà Paris , a dit le ministre. Foiblesse du corps législatif qui vous a précédés ; délai de quelques

dispositions fermes ; suite inévitable d'une grande révolution ; voilà les causes du mal, a dit encore le ministre. On demandoit l'impression de ce compte ; Robespierre s'y opposa ; après des débats long-temps prolongés, l'Assemblée a renvoyé purement & simplement le compte au ministre aux comités de législation & de sûreté publique.

Mardi 30. Plusieurs membres ont demandé la parole sur les subsistances : après différentes motions écartées par la question préalable, la convention a décrété qu'il serait nommé des commissaires pris dans son sein pour aller dans les départemens qui ont témoigné le plus de besoins sur les subsistances.

La garnison de Sarrelouis a envoyé 4000 liv. pour le soulagement des habitans de la ville de Lille qui ont le plus souffert du bombardement.

Sur la motion de Lasource, la convention a décrété la suspension du décret qui ordonne la suspension de la loi.

Le ministre des contributions est venu se plaindre de ne pas avoir pu obtenir de renseignemens sur le compte de la commission de surveillance de la commune d'une section. Le compte est de mille 140 livres en or, argent & assignats, beaucoup de diamans & de bijoux, deux grands porte-feuilles remplis de papiers, & un riche écrain ; le tout provenant du trésorier de la liste civile. L'Assemblée ordonne que les effets seront remis, sous vingt-quatre heures, à la trésorerie nationale.

Le ministre de l'intérieur a écrit qu'il instruit que la commune de Paris envoyoit par la poste, sous le contre-seing de Pétion, à tous les corps administratifs & municipaux de la république, l'adresse de la commune lue à la barre, approuvée par la convention & désavouée par plusieurs sections de Paris. Le ministre ajoute qu'il a cru devoir faire suspendre cet envoi, & qu'il dénonce le fait à la convention nationale. L'Assemblée commence à décréter que le contre-seing du maire de Paris n'auraffect d'affranchir les lettres que pour la capitale. Quelques membres disent que le ministre n'a pu connoître le contenu des envois de la commune de Paris, que c'est une violation du secret des lettres. D'autres membres répondent que le ministre a pu en être instruit par des honnêtes & légales. L'Assemblée décrète que

le ministre rendra compte de ce qui est relatif à ce fait.

Après avoir entendu un rapport fait au nom du comité de commerce , la convention nationale a prohibé la sortie de toute espèce de viande salée hors du territoire de la république française.

L'assemblée a passé à la discussion du projet sur la provocation au meurtre & à l'assassinat. Buzot a fait lecture d'un projet de décret , dont Pelletier de Saint-Fargeau a demandé le renvoi au comité , & l'ajournement de la discussion , motivant son avis sur la difficulté de faire une bonne loi touchant la liberté de la presse. L'assemblée conventionale a décrété le renvoi.

Le ministre de l'intérieur est venu rendre compte de sa conduite , relativement à la suspension de l'envoi expédié par la commune de Paris. L'assemblée a mandé la commune à la barre , pour rendre compte de cet envoi.

On a lu une lettre du général Valence , qui annonce que les ennemis ont été chassés successivement des villages de Chenais & de Saint-Marc , du château de Latour & du vieux Virton. Nous avons douze hommes tués. La perte, des Autrichiens est évaluée à deux cents hommes. Nous avons fait quelques prisonniers.

Mercredi 31. Sur le rapport du comité militaire , l'assemblée a adopté un règlement pour l'organisation des compagnies d'artillerie à cheval , levées dans les sections de Paris.

Rulh demande la parole pour un fait ; il instruit l'assemblée que le ministre ayant fait passer au département du Bas-Rhin l'ordre de séquestrer les biens de plusieurs princes possessionnés en France , & qui ont pris part à la ligue des despotes , le département a séquestré les biens de tous les princes allemands possessionnés en France. L'électeur palatin a réclamé contre cette disposition ; il a protesté de neutralité parfaite , d'amitié pour les Français , &c. ; mais Rulh observe que cet électeur a souffert qu'on fit dans ses états des magasins pour les Autrichiens & les Prussiens ; il ajoute que la caisse militaire de l'armée impériale a même été déposée à Mannheim où réside l'électeur palatin. Le comité diplomatique est chargé d'examiner ces réclamations.

On a admis à la barre , au milieu des applaudisse-

mens, deux commandans de la garde nationale de Lille ; qui sont venus présenter leurs hommages à l'assemblée.

Un membre a appelé l'attention de l'assemblée sur cette question : Doit-on séquestrer seulement les biens des personnes actuellement émigrées, & dont l'émigration est constatée ? ou bien, doit-on comprendre dans le séquestre les biens de ceux qui sont absens, sans que l'émigration ait été constatée, & même de ceux des émigrés qui pourroient être rentrés en France ?

L'assemblée accède à cet avis. Donnant à cette disposition une rédaction proposée par Camus, elle décrète :

« 1°. Les corps administratifs feront apposer le scellé sur les biens mobiliers & immobiliers des personnes absentes, dresseront procès-verbal de l'apposition des scellés. 2°. Les commissaires feront mention dans le procès-verbal des déclarations & réclamations qui pourroient leur être faites sans que ces réclamations puissent suspendre leurs opérations. 3°. Les pères, mères, femmes & enfans conserveront dans leur habitation particulière les meubles meublans & les hardes à leur usage, jusqu'à ce que les secours, auxquels ils pourroient avoir droit, soient réglés & leur soient accordés. 4°. Tous depositaires publics & particuliers d'effets quelconques appartenant à des personnes qui n'auront pas le même domicile que les depositaires, seront tenus d'en faire la déclaration aux conseils généraux des communes. 5°. Les officiers municipaux publieront la présente loi le premier dimanche qui suivra le jour de sa réception : elle sera publiée dans les marchés, & sera obligatoire huit jours après la publication ».

Le conseil-général de la commune a paru à la barre ; il a prié la convention de distinguer dans le conseil les innocens d'avec les coupables, qu'il a promis de livrer au glaive de la loi, & a protesté de sa soumission aux décrets de la convention. Les députés ont été admis aux honneurs de la séance, & l'assemblée passe à l'ordre du jour.

Jeudi, premier novembre. Le ministre de l'intérieur a écrit qu'il venoit d'enjoindre à l'accusateur public de poursuivre la section des Sans-Culottes, pour avoir tout bouleversé dans l'église Saint-Victor.

Le département de Paris, admis à la barre, a demandé deux millions cinq cent mille livres, pour parfaire le

Remboursement des billets de la Maison de Secours. Ren-
voyé au comité des finances.

Amelot a instruit la convention que les assignats brû-
lés montent à 638 millions , & ceux en circulation à
2,500,000,000 livres.

La convention , sur la motion de Jean de Brie , a dé-
crété que mercredi prochain , au plus tard , commencera
la discussion sur le procès de Louis XVI.

A l'occasion de l'arrestation des trois officiers du régiment
suisse Vigier , à Soleure , la convention a décrété que le
résident de France en réclamera l'élargissement , & que
le refus des magistrats de Soleure sera regardé comme
une violation du droit des gens.

On a lu une lettre du ministre de l'intérieur , qui apprend
qu'à Nevers des commissaires chargés de vérifier les objets
qui se trouvent dans les maisons des émigrés , ont trouvé
chez M. le marquis de Bonnay , ex-constituant émigré , trois
paquets de papiers renfermés dans un coffre fort , sur cha-
cun desquels étoit écrit : « Papiers destinés à être brûlés après
» ma mort , sans en prendre connoissance. Je le demande
» à mes survivans , au nom du respect qu'on doit aux
» morts ». Après quelques débats , ces papiers ont été ren-
voyés au comité de surveillance , chargé de les lire.

On a passé ensuite à la discussion de quelques dispositions
réglementaires , additionnelles au décret qui ordonne l'ap-
position du scellé sur tous les biens immobiliers des émi-
grés. Plusieurs articles ont été décrétés.

La discussion a été interrompue par la lecture d'une
lettre du ministre de la guerre , qui a envoyé à la con-
vention un arrêté du conseil exécutif , portant que les ar-
mées françaises ne poseront point les armes , & ne pren-
dront point de quartiers d'hiver que les ennemis de la
république ne soient repoussés au-delà du Rhin ; 2°. un
manifeste de Dumourier aux Belges , qui a été très-ap-
plaudi.

A cette lecture ont succédé plusieurs dénonciations qui
avoient pour objet la mauvaise qualité des habillemens
& effets de campement de nos troupes , & le peu de
soin des fournisseurs des armées.

Le 3 novembre 1792 , l'an premier de la république.
FRUCHOTTE , électeur de 1792.

N^o. 174.

7^e. de la Convention Nationale.

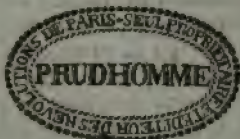
RÉVOLUTIONS
DE PARIS;
DÉDIÉES A LA NATION.

AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.

QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens,

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 3 AU 10 NOVEMBRE 1792.

Du rapport de Mailhe sur les questions relatives au jugement de Louis XVI.

ENFIN la convention commence à aborder les questions préliminaires du jugement de Louis-le-traitre. Voici celles qu'a posées le comité de législation :

« Louis XVI est-il jugeable pour les crimes qu'on lui impute d'avoir commis sur le trône constitutionnel ? Par qui

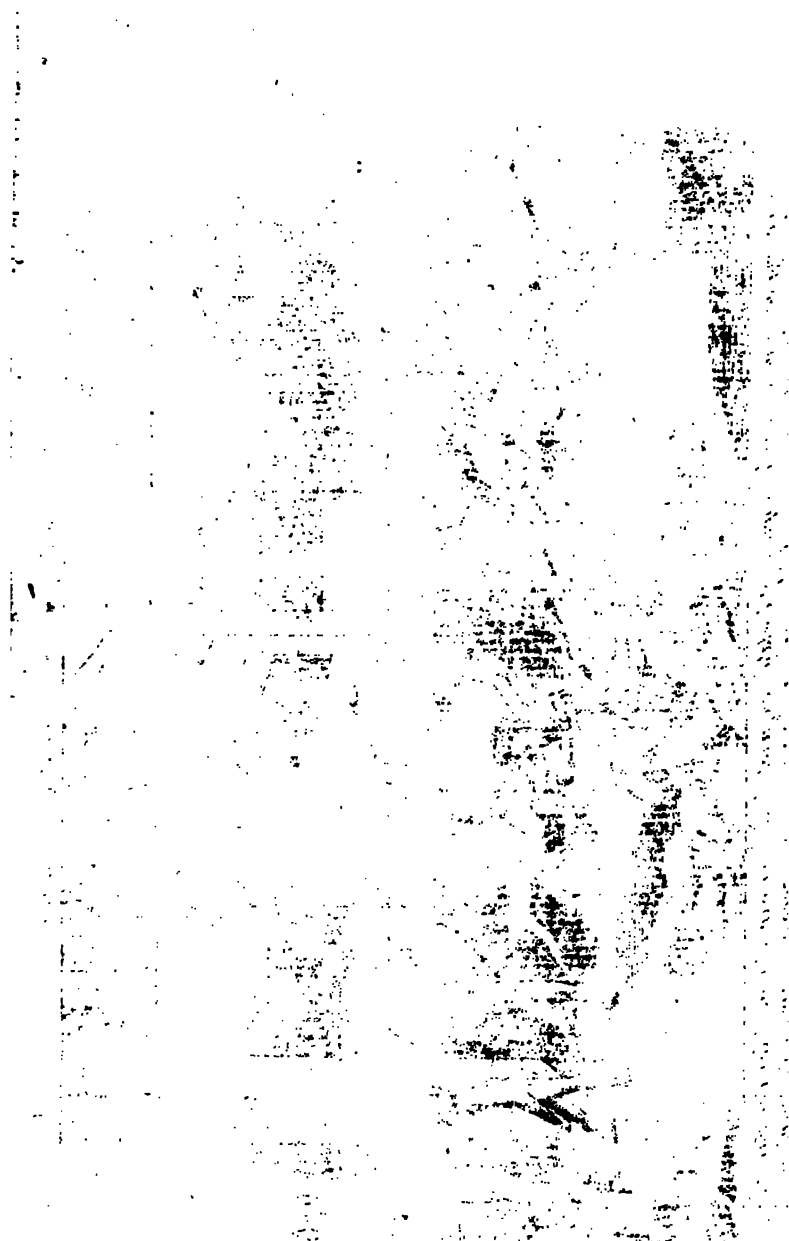
N^o. 174; Tome 14;

A

» doit-il être jugé ? Sera-t-il traduit devant les tribunaux
 » ordinaires, comme tout citoyen accusé de crimes d'état ?
 » Délèguerez-vous le droit de le juger à un tribunal formé
 » par les assemblées électorales des 83 départemens ? N'est-
 » il pas plus naturel que la convention le juge elle-même ?
 » Est-il nécessaire ou convenable de soumettre le jugement
 » à la ratification de tous les membres de la république,
 » réunis en assemblées de communes ou en assemblées
 » primaires ? »

Ces questions embrassent toute l'étendue du mode ; il
 seroit à souhaiter que le comité eût également embrassé
 toute l'étendue de la discussion de chacune d'elles.

Quant à la première question, Mailhe établit d'une ma-
 nière irréfragable que Louis XVI peut & par conséquent
 doit être jugé : nous ne développerons point les moyens
 de preuves, ils sont conformes à ceux que nous avons
 déduits dans le n°. 171 : aujourd'hui la grande majorité
 du peuple français a une opinion toute formée à cet égard ;
 il n'y a que les complices de Louis qui osent élever des
 doutes, que leur conscience désavoue en secret ; mais,
 comme l'observe le rapporteur, la solution de cette pre-
 mière question étoit attendue par les nations qui sont encore
 soumises à des rois, & que la France doit instruire, par
 l'universalité du genre humain qui nous contemple, qui
 s'agite entre la crainte & le besoin de punir ses tyrans,
 & qui ne se déterminera peut-être que d'après l'opinion
 que nous lui donnerons de notre impassible équité. Il con-
 clut cette longue discussion en disant : « Louis XVI est ju-
 » geable. Il doit être jugé pour les crimes qu'il a commis
 » sur le trône. Mais par qui & comment doit-il être jugé ?
 » Le renverrez-vous devant le tribunal du lieu de son do-
 » micile, ou devant celui des lieux où ses crimes ont été
 » commis ? Ceux qui ont proposé ce mode au comité de
 » législation disoient que Louis XVI ne doit plus jouir
 » d'aucun privilège. Puisque l'inviolabilité constitutionnelle,
 » ajoutent-ils, ne peut pas le mettre à l'abri d'être jugé,
 » pourquoi seroit-il distingué des autres citoyens, soit pour
 » le mode de son jugement soit pour la nature du tribunal ?
 » On répondit que tous les tribunaux actuellement existans
 » ont été créés par la constitution ; que l'effet de l'invio-
 » labilité du roi étoit de ne pouvoir être jugé par aucune
 » des autorités constituées ; que cette inviolabilité ne dis-
 » paroït que devant la nation ; que la nation seule



Deux commissaires nommés par le peuple, ont invité au quai de la prison, et jugent les délinquants d'après
 la règle de l'écrou et en interrogatoire préalable ; après quoi sont pris les accusés reconnus criminels, et sont sur le
 Champ menés à mort par le peuple.



avoit le droit de rechercher Louis XVI pour des crimes constitutionnels, & que par conséquent il faut ou que la convention nationale prononce elle-même sur les crimes, ou qu'elle le renvoie à un tribunal formé par la nation entière. »

Nous sommes bien loin de croire que Louis XVI pût être jugé par les tribunaux criminels ordinaires, il y a long-temps que nous avons manifesté notre opinion à ce sujet; mais nous sommes bien loin aussi d'être guidés par les mêmes motifs que le comité. Sa parole nous paroît insignifiante : *Le roi ne peut être jugé par les autorités constituées ! N'est-ce pas un sophisme ?* Mais sans doute d'après la constitution le roi ne pouvoit être jugé par les autorités constituées, tant qu'il étoit roi; mais dès qu'il étoit descendu du trône, dès qu'il n'étoit plus roi que *in sensu diviso*, où la constitution vous laisse-elle qu'il étoit hors du ressort des tribunaux constitutionnels? Etablissons une hypothèse qui jettera un grand jour sur ce point. Supposons que Louis XVI ayant été regardé comme un monstre, la nation n'ait pas pour lui aboli la royauté, que le fils, le frère du ci-devant roi, ou tout autre, ait été mis à sa place, que la constitution soit restée debout, croit-on qu'une haute-cour nationale n'eût pas le droit de se saisir du procès de ce ci-devant roi, qu'elle ne dût pas le juger & le condamner pour des crimes que le code pénal a prévus de la part des agens du pouvoir exécutif, mais dont la constitution n'a point cru que le chef de ce même pouvoir exécutif pût jamais se rendre coupable? Nous disons plus : le nouveau roi n'eût pas manqué de traduire lui-même le ci-devant devant les tribunaux existans; il n'eût pas cru que la constitution s'y opposât. Comment le comité, comment la nation pourroient-ils l'interpréter d'une manière si ridicule (1)?

(1) Avancer, comme l'a fait le rapporteur en discutant la première question, que la nation ayant aboli la royauté, ayant pros crit tous les rois, n'avoit pas puni celui-ci, s'étoit réservé conséquemment le droit de le juger, présenter cette question sous un point de vue à la fois simple & faux. La nation, en anéantissant la royauté, n'a point puni Louis XVI; mais elle l'avoit déjà

Renvoyer Louis XVI devant le tribunal des lieux où ses crimes ont été commis , étoit sans doute une proposition absurde : s'eût été le trainer successivement devant les cinq cents tribunaux de l'empire. Les traces du sang qu'il a versé par-tout , les trames des noirs complots qu'il a ourdis sur tous les points de la France , eussent marqué sa route ; & quoiqu'il eût suffi pour le condamner à mort de prendre au hasard un tribunal quelconque , puisque par-tout il a commis des crimes dignes de mort , cette mesure néanmoins n'eût pas suffi pour donner tout l'éclat nécessaire à sa cause , pour embrasser l'universalité de ses forfaits , pour donner à cet important procès une publicité qui pût faire trembler tous les tyrans.

« Le comité n'a balancé qu'entre les deux dernières » propositions. Ceux qui ne vouloient pas que la convention nationale jugeât elle-même Louis XVI , ont » présenté un projet qui a été long-temps débattu. Selon ce projet , la convention nationale exerceroit les » fonctions de juré d'accusation ; elle nommeroit fix de » ses membres , dont deux rempliroient auprès d'elle les » fonctions de directeurs de juré , & les quatre autres » poursuivroient l'accusation si elle étoit admise. Louis » seize seroit conduit à la barre , les deux directeurs exposeroient en sa présence les chefs d'accusation , analyseroient les pièces , & présenteroient l'acte qui doit » en être le résultat. Louis XVI pourroit dire , ou par » lui-même , ou par les conseils dont il seroit assisté , tout ce qu'il jugeroit utile à sa défense : ensuite l'assemblée admettroit ou rejetteroit l'accusation.

puni en prononçant contre lui , avant cette abolition , la peine de suspension & de déchéance. Le rapporteur devoit dire : Louis a été puni , par la déchéance , de tous les crimes prévus par la constitution , & qu'il avoit commis : il doit être maintenant puni , par un jugement , de tous les autres crimes dont il s'est en même-temps rendu coupable , & que le code pénal a prévus : c'est un militaire que l'on dépouille de son uniforme , avant de le livrer aux tribunaux civils. S'il n'avoit que violé sa consigne , il seroit seulement soumis aux peines militaires ; mais il a violé d'autres loix : c'est à ces loix qu'il est responsable de ses autres crimes.

Si l'accusation étoit admise , les quatre membres de la convention destinés à faire les fonctions de grands procureurs , poursuivoient l'accusation devant un tribunal & un jury , qui seroient formés l'un & l'autre de la manière suivante :

Les corps électoraux nommeroient dans chaque département deux citoyens chargés de faire les fonctions de juré. La liste des cent soixante-six jurés seroit présentée à Louis XVI, qui auroit la faculté d'en rejeter quatre-vingt-trois. S'il n'usoit pas de cette faculté, la réduction seroit opérée par le sort. Le tribunal seroit composé de douze jurés tirés au sort parmi les présidents des tribunaux criminels des quatre-vingt-trois départemens. Le juré donneroit sa déclaration à la pluralité absolue des suffrages. Le tribunal appliqueroit la peine. Il faudroit prévoir le cas du partage. Le comité a rejeté ce projet , & a préféré celui de faire juger Louis XVI par la convention nationale elle-même. Cette manière de rejeter un projet est un peu leste. Le comité auroit dû au moins nous faire part de ses raisons. Son devoir est-il rempli , lorsqu'il semble dire : nous avons préféré la convention nationale , parce que nous l'avons voulu , parce que tel est notre bon plaisir ; ce n'est pas ainsi qu'on agit avec des hommes libres : on leur parle raison , bien sûr d'être accueilli si l'on en véritablement le langage ; il n'y a que ceux qui ne peuvent pas prouver leurs assertions , qui veulent être crus sur parole.

Le comité nous paroît dans ce cas-là. Nous ne voyons aucune objection valable à opposer à ce projet qu'il rejette si dédaigneusement. Sans doute la convention peut juger le roi ; de tous les corps , de toutes les assemblées existantes , elle est la seule qui ait le caractère requis ; elle est la seule qui puisse prendre part à ce jugement , au moins comme jury d'accusation ; elle est la seule enfin qui , ayant tous nos pouvoirs , puisse , à la rigueur , ou les exercer ou les déléguer.

Mais comme nous l'avons dit ailleurs , le ci-devant roi peut être jugé d'après la constitution. S'il peut être jugé d'après la constitution , c'est d'après elle qu'il doit l'être ; car puisque les amis du roi invoquent la constitution à sa faveur , puisque l'humanité comme la justice que l'on applique à l'accusé la loi la plus favo-

table pour lui ; nous devons suivre à son égard la constitution : or, que dit-elle à l'égard des fonctionnaires publics , dont il étoit le premier , à l'égard des crimes de haute trahison , tels que les siens ? Que le corps législatif fera les fonctions de premier jury , en portant le décret d'accusation , & que de hauts jurés , c'est-à-dire , des jurés de jugement , nommés par les électeurs de tous les départemens , prononceront sur la réalité des faits ; voilà la règle d'après laquelle on doit le juger , & cette règle réunit & la publicité & la justice. Le rapporteur dit lui-même dans un autre endroit : « Vous avez à prononcer sur les crimes d'un roi ; mais l'accusé n'est plus » roi ; il a repris son titre originel ; il est homme ; jugez-le donc comme la constitution vous disoit qu'il fal- » loit juger tout conspirateur ; jugeons-le d'après cette » constitution qu'il a violée ; que l'assemblée nationale » soit un des jury , la haute-cour nationale l'autre ». On proposoit au comité ce double jury. L'a-t-il rejeté par un simple caprice , ou bien parce qu'il croyoit qu'une haute-cour nationale n'étant qu'un corps constitué , ne pouvoit juger le roi ? Mais ce n'étoit là qu'une erreur indigne de la sagesse du comité , & dont il eût pu facilement se défendre.

Il arrive quelquefois , lorsqu'on a à choisir entre deux bons partis , qu'on se détermine sur le champ & sans discussion pour celui qui a sur l'autre des avantages très-marqués & très-évidens ; mais le comité ne se trouvoit point dans cette position. Le premier projet étoit très-bon : on ne pouvoit , tout au plus , & avec une grande envie de critiquer , que lui reprocher d'établir , contre l'usage constant de l'assemblée nationale , deux directeurs de jury qui ont été jusqu'ici suffisamment représentés par les rapporteurs , dont les fonctions sont d'analyser les pièces & de présenter l'acte qui en est le résultat.

Le second projet avoit l'avantage de n'être pas injuste en lui-même ; mais il offroit de grands inconvéniens pour la chose publique & pour la convention elle-même. Le comité n'a pas songé à les détruire ; il paroît ne les avoir pas même aperçus.

Maintenant que cette question est bien plus mûrie dans toutes les têtes , on verra qu'en l'examinant dans la vérité des principes , il seroit bien mieux à la convention de ne pas se charger de cette affaire. Nous pour-

a d'abord faire valoir le besoin qu'elle a de tout son
 ps : on l'a nommée pour présenter une constitution , &
 plus tôt possible. L'empire est aujourd'hui sans loix ; la
 titution, vieille en naissant , n'est plus qu'un assem-
 e de ressorts usés , qui laissent sans force & sans ac-
 une grande partie de la machine politique ; tout
 à peu près désorganisé ; on se plaint de l'anarchie ; &
 qu'elle ne soit pas à un si haut degré que certains
 voudroient le faire croire , & que d'autres le dé-
 oient , cependant l'anarchie est l'état naturel d'un
 ple qui a des loix mauvaises & qui en veut de nou-
 es. Il est urgent de nous présenter un nouvel ordre
 choses & sans désespérer : or, le procès du roi si
 tense , si compliqué , peut exiger trois mois , six mois
 travaux : pendant ce temps , l'anarchie peut , comme
 gangrène , faire des progrès incalculables , & les
 tances étrangères la fomenteront pour sauver le tyran.
 Cette considération est sans doute de quelque poids , &
 devoit pas échapper à l'œil clairvoyant du comité ;
 s'il en est d'autres plus puissantes encore.

La convention tient entre ses mains , il est vrai , tous
 pouvoirs , mais moins pour les exercer que pour les
 guer en notre nom. Un état est perdu lorsque les
 nes hommes sont à la fois administrateurs , législateurs
 juges. La convention nationale l'a senti elle-même ,
 qu'elle a décidé que les fonctions du pouvoir exécutoire
 sont incompatibles avec les siennes ; il en est de même
 fonctions judiciaires.

Si l'on nous reprochoit que nous lui accordons ces
 mes fonctions , lorsque nous demandons qu'elle porte
 décret d'accusation , il seroit facile de répondre que le
 d'accusation n'est qu'un jury préparatoire , qu'il ne
 te ni les plus grands , ni les derniers coups ; & qu'au-
 traire en divisant la convention en deux jurys , on la
 d maîtresse absolue de toute la procédure. Tout ce
 on pourroit d'ailleurs conclure de ce raisonnement ,
 t qu'il ne faudroit pas même qu'elle servit de jury
 ccusation , & le comité gagneroit encore moins à ce
 tème.

Mais il ne s'agit que d'un seul homme , dira-t-on , &
 te affaire n'est d'aucune conséquence pour l'avenir. Il
 s'agit que d'un seul homme , & c'est précisément pour
 : assemblée législative ne peut pas le juger.

Pourquoi une exception à l'égard d'un seul homme qui n'est qu'un individu comme un autre ? Pourquoi pendant un long espace de temps une assemblée cessera-t-elle ses fonctions de législatrice pour se réduire à celles de juge ? Est-ce pour prononcer des sentences que nous l'avons envoyée , ou pour proposer des décrets ? Un petit nombre d'assemblées électorales ont bien revêtu leurs mandataires du droit de juger le roi ; mais est-ce là le vœu de la majorité ? est-ce là le vœu des assemblées primaires du peuple souverain ?

Lorsque Charles premier fut amené devant la chambre des communes , il dit qu'il ne la reconnoissoit point pour un tribunal compétent ; & que quand tous ses *sujets* se trouveroient réunis , ils n'auroient pas encore le droit de le juger : certes , le tribunal de la convention n'offrira pas les illégalités du tribunal de la chambre des communes : certes , Louis-le Dernier ne poussera pas l'audace jusqu'à récuser le tribunal suprême du peuple ; mais ne pourroit-il pas dire , lorsqu'on l'amenera à la barre : Je reconnois les droits imprescriptibles de la nation ; vous êtes ses représentans ; en cette qualité , vous avez pu juger la royauté , mais non le roi ; vous pouvez prononcer des décrets , mais non des sentences ; & eussiez-vous le droit de vous ériger en tribunal criminel , je vous récuserois encore , parce que vous êtes la convention , parce que je vois en vous ces mêmes hommes qui ont aboli la royauté ; vous n'avez point fait sanctionner ce décret , il n'est encore que votre volonté particulière , & il importe trop au maintien de ce décret , à l'intérêt de votre volonté particulière que je périsse ; ma mort seule sanctionneroit ce décret pour jamais. En vain le rapporteur s'écrie : « A moins que Louis XVI ne demande des » juges susceptibles d'être corrompus par l'or des cours » étrangères , pourroit-il désirer un tribunal qui fût censé » moins suspect ou plus impassible ? Prétendre récuser la » convention nationale , ou quelqu'un de ses membres , ce » seroit vouloir récuser toute la nation ; ce seroit attaquer » la société jusque dans ses bases ». Ce ne sont là que des déclamations. Nos conventionaux s'imaginent-ils être chacun l'homme le plus probe de la république , ou l'homme le plus éclairé ? Quand ils auroient même plus de lumières que toute la France entière , ce ne sont pas de grandes

grandes lumières qu'il faut pour siéger parmi les jurés ; puisque tout le monde peut l'être & doit l'être par la loi ; c'est une grande droiture d'esprit & de cœur, du bon sens & de la vertu, choses qui, nous aimons à le croire, ne sont point rares dans notre république naissante. Nous dirons plus : la négligence avec laquelle le comité ou le rapporteur ont traité la question qui nous occupe en ce moment, la légèreté funeste avec laquelle ils ont attribué ce droit de juger à la convention, donnera lieu de croire qu'il existe un parti dans la convention intéressé à se saisir de cette affaire, & à s'en saisir seul pour la mener à son gré, pour la diriger vers un but qu'on ignore, & que le temps seul pourroit découvrir lorsqu'il n'y auroit plus de remède.

Si la convention s'érige en tribunal, ou elle condamnera Louis XVI, ou elle l'innocentera. Dans la première hypothèse, toute cette foule d'aristocrates francs ou cachés, tous ces hommes qu'une ombre fait trembler, tous les malveillans ne manqueront pas de crier par-tout : les députés n'auroient eu garde d'innocenter le roi ; si le roi n'eût pas été coupable, la royauté ne l'étoit plus. Pour la rendre horrible, il falloit faire du roi un monstre, & ils n'y ont pas manqué. Dans la seconde hypothèse, si le roi étoit innocenté, ce seroit bien pis encore ; tous les patriotes qui regardent Louis comme déjà condamné par la raison & par l'éternelle vérité, ne pourroient le croire innocent : ils regarderoient la convention comme vendue ; & quand les législateurs sont méprisés, leurs loix ne peuvent pas être en honneur. Il n'y a qu'un petit nombre d'ames privilégiées qui jugent les choses par elles-mêmes & dans leur essence : le grand nombre n'est pas si philosophe ; il juge par les accessoires, & se décide par les vraisemblances. Les malveillans, avec un masque de patriotisme, fortifieroient ses doutes, ajouteroient à ses incertitudes ; & la nouvelle constitution, fût-elle un chef-d'œuvre, ne trouveroit pour balle que des soupçons & qu'une opinion chancelante.

Formez au contraire une haute-cour nationale ; & quelle que soit sa conduite, la convention reste à l'abri de tout reproche : elle garde ses véritables fonctions ; elle ménage son temps, sa réputation ; les nuages ne se forment pas autour d'elle. Quelle que soit l'issue du procès, elle reste pure & intacte : nul ne peut l'accuser.

Si ces inconvéniens peuvent trouver des remèdes, le
N°. 174. Tome 14.

comité devoit s'imposer la tâche de nous indiquer les uns & les autres. Pourquoi donc ne l'a-t-il pas fait ?

Mais comment la convention doit-elle le juger ?

« On a proposé au comité un mode qui tend à porter
 » dans la convention nationale les diverses formes indi-
 » quées par la loi pour le jugement des accusés. D'après ce
 » motif, il faudroit d'abord nommer, par la voie du
 » sort, ceux des députés qui devroient remplir les fonc-
 » tions de directeurs du juré d'accusation, celles d'accu-
 » sateurs publics, celles de juges. Ensuite les autres mem-
 » bres de la convention seroient placés, par la voie du
 » sort, ou dans le juré d'accusation, ou dans le juré de
 » jugement. Ce mode n'a d'autre mérite que celui d'éviter
 » à l'accusé de retrouver les mêmes individus exerçant,
 » dans le cours de son procès, deux fonctions diffé-
 » rentes.

« Mais est-il vrai que la convention nationale, si elle
 » se détermine à juger elle-même Louis XVI, doive
 » s'assujettir aux formes prescrites pour les procès cri-
 » minels ? »

Pensez-vous donc que ce soit là un si petit mérite ? Quand il s'agit de la vie des hommes, on ne sauroit trop multiplier les formes essentielles. La loi criminelle a divisé l'instruction des procès en trois parties, & pour ainsi dire en trois tribunaux. Le premier déclare s'il y a lieu à accusation ; comme celui-ci pourroit s'être trompé, le second prononce si les faits qui servent de base à l'accusation sont réels & solides ; & enfin de peur que ces deux jurys ne se soient créés des fantômes, n'aient appelé crimes des actions simples & indifférentes, le juge ouvre le livre de la loi, & voit si l'action dont un homme est prévenu, bien constatée, est rangée dans la classe des crimes. En passant par ces trois échelons, par ces trois degrés, la vie de l'accusé est en sûreté autant qu'il est possible. Que dirions-nous si actuellement on alloit porter pour loi qu'un seul jury prononcera qu'il y a lieu à accusation, que les faits sont prouvés, que l'accusé est coupable, & cela tout à la fois & d'un seul mot ? Nous crierions à l'iniquité. Voilà cependant ce qu'on veut établir aujourd'hui ; on ne distingue point deux jurys, on ne parle point de juges pour appliquer la loi : tout se fera en une fois & lestement. *La convention portera son jugement par appel nominal !* Quoi ! est-ce parce que Louis est roi que vous voulez être in-

as ? Voulez-vous embellir sa cause, nous apitoyer sur son sort ? Vous vous plaignez du défaut de formalités qu'on reprocher à la commission qui jugea Charles I^{er}, &c. si vous les violez !

De quel front des représentans de tout un peuple, qui vent avoir médité les principes, osent ils nous proposer des loix, des formes particulières pour un seul homme, ou plutôt une abdication entière de formes ? L'unité de législation n'a-t-elle jamais lu dans le contrat social, qu'entre le tout & une simple partie il ne peut avoir de relation, de loi particulière ; que dès que l'affaire se borne à un seul, le souverain n'est plus compétent à la régler, ou ce qui est la même chose, qu'on ne peut pas faire de loi pour un seul. La conduite du comité est une preuve frappante de la vérité des principes du grand apôtre de la liberté. « La volonté générale, dit Rousseau, perd sa rectitude naturelle lorsqu'elle tend à quelque objet individuel & déterminé, parce qu'alors jugeant de ce qui nous est étranger, nous n'avons aucun principe d'équité qui nous guide. En effet, si-rôt qu'il s'agit d'un fait ou d'un droit particulier, sur un point qui n'a pas été réglé par une convention générale & antérieure, l'affaire devient contentieuse. Il seroit ridicule de vouloir alors s'en rapporter à une expresse décision de la volonté générale, qui ne peut être que la conclusion de l'une des parties, & qui par conséquent, n'est pour l'autre qu'une volonté étrangère, particulière, portée en cette occasion à l'injustice & si sujette à l'erreur. » Ce passage a foudroyé d'avance tout l'échafaudage sophistique du rapporteur, qui prétend que « le grand appareil des procédures criminelles seroit évidemment inutile si la société prononçoit elle-même sur les crimes de ses membres ; qu'une société qui fait elle-même ses loix, ne peut être soupçonnée ni d'ignorer les principes de justice par lesquels elle a voulu être régie, ni de vouloir se laisser entraîner par des passions déordonnées envers les membres qui la composent ». Oui, la société entière est impassible lorsqu'elle prononce longtemps avant les faits, lorsque la loi est portée antérieurement au délit particulier ; mais dès que sa décision est postérieure au crime, la société, qui n'est composée que d'individus, peut-être quelquefois le jouet des passions & de la fureur aveugle. Il suivroit de ce qu'avance M^{lle} de

» par écrit & signée de lui, ou verbalement; 5°. La convention nationale portera son jugement par appel nominal ».

P. S. La veille de ce rapport, Valazé avoit déjà rempli d'avance les fonctions d'un de ces trois commissaires. Il avoit, au nom de la commission des vingt-quatre, présenté les faits & les pièces qu'il avoit recueillis concernant le ci-devant roi; mais son rapport, semblable à celui de Mailhe, étoit très-incomplet. Le comité de surveillance de Paris, Pétion, Sergent & Barbaroux, ont indiqué une foule d'autres pièces plus fortes encore. On ne conçoit pas comment la commission des vingt-quatre a pu laisser de côté ce qu'il y avoit de plus frappant pour nous présenter des preuves si légères, si peu nombreuses, si peu importantes. Lorsque toutes ces pièces seront réunies & publiées, nous en donnerons connoissance à nos lecteurs.

Sur la réponse de Robespierre.

Enfin, ils sont terminés, & sans doute ils ne se renouvelleront plus ces débats scandaleux dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, avec l'amertume du patriotisme affligé. La convention a passé à l'ordre du jour sur les dénonciations, & accorde l'amnistie aux dénoncés. Elle n'a plus qu'un tort, celui d'avoir pris cette résolution un peu tard.

Robespierre en a un aussi, c'est d'avoir fait durer huit jours de plus un scandale qu'il auroit pu détruire à sa naissance. Et sa harangue justifie ce reproche; elle n'est pas aussi pleine de lui que ses ennemis l'espéroient. On y trouve une chose qui manquoit à la révolution du 10 août, & à ses suites, c'est-à-dire l'historique raisonné de cette révolution.

C'est dommage que l'orateur ait renfermé ce grand tableau dans un cadre aussi étroit; que cette pièce, qui figurera dans les annales de notre temps, se trouve dans une réponse à la plaidoierie verbeuse de Louvet. Au lieu de donner lui-même de l'importance à son dénonciateur en demandant huit jours pour lui répliquer, Robespierre auroit dû s'élancer à la tribune, & dire : citoyens ! on me calomnie, je ne dois pas répondre ici à des personnalités; mais on calomnie la révolution du 10 & ses suites; on calomnie le peuple, & des pouvoirs

stitués par lui; ce ne sont pas là des personnalités, tout que j'y réponde. . . . Et la partie du discours Robespierre, assurément la plus estimable, eût trouvé de suite sa place. Nous eussions perdu peut-être quelques mouvemens oratoires; mais aussi les agitateurs n'auroient pas eu le temps ni l'occasion de donner aux citoyens paisibles le spectacle étrange de plusieurs troupes de gens armés quittant la table & le vin pour se promener dans la ville, & crier d'une voix empruntée: *la guillotine Marat & Robespierre! vive Roland, & au diable le procès du roi!* Le journal du député Goriaux tort de se mêler dans cette bagarre, & de sembler vouloir justifier de tels excès (1).

Si Robespierre avoit répondu sur le champ à Louvet, les hommes publics, trop officieux, n'auroient point voulu au peuple l'injure gratuite de remplir la terrasse des illans de patrouilles pendant tout le temps de la séance plurielle, & assurément ces précautions étoient bien inutiles, car il se trouva beaucoup plus de citoyens armés que d'autres. Le peuple se forme tous les jours, bientôt il ne prendra plus aucune part aux fortifications des représentans. Ainsi que la garde nationale il a armé ce jour-là, & avec raison: parce que plusieurs de nos députés, a-t-il dit, se chamaillent, croit-on de bonne foi que nous sommes d'humeur à épouser leurs querelles particulières? Pourquoi mêler nos piques & nos tonnettes dans un combat où il ne sera vérité que des coups d'encre & de fiel? Ils feroient bien mieux de s'occuper de la chose publique. Ah! c'est alors que nous prendrions intérêt à leurs discussions, & que nous en gagnions envers & contre tous la liberté indéfinie.

Si Robespierre avoit répondu sur le champ son dénonciateur, l'accusation de Louvet imprimée à 15 mille par les soins paternels du ministre Roland, pour l'édification de la république, n'auroit point couru les départemens

(1) Que le n°. 313 du journal de deux autres graves législateurs (Carra & Mercier) est pitoyable à l'endroit où ils parlent de la rentrée de Marat à la convention! Quelle pauvreté de s'égayer sur sa taille, & de la faire intraster avec les cinq pieds trois pouces de la garde-mairie de garde à la convention!

huit jours avant son antidote ; il étoit ce semble de l'équité de la convention de ne décréter l'envoi de l'attaque que conjointement avec la défense.

Les ennemis de Robespierre n'ont pas été adroits dans leurs provocations , ils lui ont fourni l'occasion de s'expliquer avec courage sur les suites de la révolution du 10 , & par là de laver l'espèce , de tache qu'il avoit reçue en intitulant *le défenseur de la constitution* un journal qu'il publioit la veille encore de cette époque. Assurément , il y avoit loin de la rédaction d'une pareille feuille à la prétention au tribunat ou à la dictature. Marat n'avoit point attendu le 10 août pour montrer plus de caractère , mais ce fut souvent aux dépens de la prudence.

Cette accusation directe & formelle d'avoir voulu être dictateur , tribun , ou tout au moins triumvir , étoit aussi par trop gauche ; l'accusé n'eut pas de peine à combattre victorieusement une imputation aussi loin de nos mœurs que des siennes. « Où étoient mes trésors , mes armées , » mes places fortes ? Il faudroit préalablement démontrer » que j'étois complètement fou , & Robespierre a raison ; mais qu'il ne s'enorgueillisse pas trop d'avoir d'un souffle dissipé un fantôme , la foiblesse de ses adversaires lui donne de la force , ils devoient bien se garder de lui faire de tels reproches. Revenir sur la journée du 2 septembre étoit plus sûr vis-à-vis une certaine classe d'auditeurs ; mais quant à cette majorité qui , par sa masse , a déterminé tous les mouvemens de nos deux révolutions , c'étoit mal s'y prendre que de choisir de tels sujets pour dépopulariser Robespierre ; il falloit comme lui s'attacher aux grands principes , & être plus modeste que lui ; il falloit comme lui parler du peuple avec considération & confiance , & moins que lui vanter ses services rendus à la patrie ; il ne falloit pas proposer , ou par le silence paroître consentir une force armée prétorienne , & une loi contre les prétendus provocateurs. Si le parti dont Louvet est l'organe n'a pas d'autres moyens pour se soutenir contre l'opinion publique qui est contre lui , il doit incesamment succomber.

Citoyens ! vous nous demanderez peut-être si réellement il existe deux partis à la convention , quels sont leurs chefs , & ce qu'il y a à en craindre ?

Ne vous alarmez pas , il n'existe dans le fait qu'une espèce

de faction ; car, réfléchissez-y bien , les vrais patriotes, c'est-à-dire, ceux qui prêchent, ceux qui veulent la liberté, l'égalité, la république sans amendement ne sont pas un parti ; la presque universalité de la France est à présent de cet avis. Sachons si de ce nombre sont les trois hommes dont on vous a parlé si souvent, dont on voudroit vous faire peur, & qui pourtant vous ont rendu de grands services.

On nous a entretenus longuement, vaguement de dictateurs, de tribuns, de triumvirs, sans produire de pièces justificatives. On les trouve, dit-on, au comité de surveillance ; mais le public n'en a encore vu aucune, on ne nous a même jusqu'à vous nommer ces Mazaniello, ces Marat, ces Robespierre ; on dit que c'est Danton, Marat & Robespierre.

Les gens sensés & qui approchent les illustres de la Convention savent à quoi s'en tenir sur ce dernier ; il a toute la vanité qu'on reproche à Cicéron, auquel il ne seroit pas fâché qu'on le comparât ; il a mis sur la voie pour cela dans son discours, & le parallèle de Caton n'est pas modeste. Fier de professer les vrais principes sans exagération, il s'y tient avec roideur ; du reste il a tout fait, sans lui tout seroit à faire, lui seul est l'homme de la révolution ; voilà sa manie, elle n'empêche pas d'être bon patriote. Qui connoît le caractère *riche*, les manières dures de Robespierre, ne le jugera pas fait pour être un tribun du peuple. Lafayette y étoit plus propre que lui.

Marat, malgré ses listes de proscription, n'aime pas le sang qu'un autre. Dominé par un amour-propre excessif, il ne veut pas dire ce que les autres ont dit, mais comme ils l'ont dit. Si on a trouvé une vérité, un principe avant lui, pour ne pas rester en-deçà, il passe outre & tombe dans l'exagération ; souvent il touche à la folie, à l'atrocité, mais il professe des principes que les mal intentionnés redoutent & abhorrent.

Danton ne ressemble nullement aux deux premiers ; mais il ne sera dictateur ou tribun, ou le premier des triumvirs, parce que pour l'être il faut de longs calculs, des combinaisons, une étude continuelle, une assiduité tenace, & Danton veut être libre en travaillant à la liberté de son pays.

Adieu, nous vous le demandons, que pou-

vez-vous redouter de ces trois citoyens ? L'un ne veut que passer doucement la vie , & les deux autres n'ont de prétention qu'à la renommée , & à quelques honneurs populaires. Pourvu qu'on les lise , qu'on les écoute , & sur-tout qu'on les applaudisse ils sont contents.

Leurs adversaires forment-ils vraiment une faction ? Sont-ils assez forts pour cela ? Ont-ils assez de moyens ? Leur chef prétendu est un homme qui parle beaucoup , écrit beaucoup , se remue beaucoup ; il a de l'ambition , de la jalousie ; il voudroit bien avoir à sa disposition les premiers postes de la république ; il en a déjà fait l'essai ; nous avons eu des ministres de sa façon ; il prend plaisir à les régenter ; Roland ne s'en aperçoit pas , & se perd dans l'estime publique. (Avis à un ex-magistrat du peuple , s'il continue à ne voir que par les yeux de son compatriote. Les bons citoyens verroient avec douleur ses couronnes civiques se faner.) Brissot n'est pas sans talens , sans mérite , mais jamais conception hardie ne sortira de son cerveau ; il n'aime pas la royauté , encore moins la personne du roi ; mais il n'aime pas non plus le peuple de Paris , à qui il en veut , parce qu'il n'a pas su s'en faire considérer. Après lui , les plus dangereux de son parti sont Guadet , Vergniaud , Genonville , qui pourtant ne le sont pas. Quels sont les autres ? Buzot , Barbaroux , Kersaint , &c. Voilà ce qu'on appelle , à bon droit , Brissot & sa coterie.

Comme vous voyez , citoyens , toute cette faction dont on vous alarme , se réduit à peu de chose ; elle est incapable de porter ces coups étonnans qu'on ne sauroit prévoir ; il ne s'agit que de la surveiller ; alors elle peut devenir utile ; elle tiendra en haleine nos députés patriotes ; car telle est la condition humaine , la rivalité vivifie le civisme comme les autres vertus.

Pour nous , citoyens spectateurs intéressés d'un combat dont nous sommes le prix & dont nous payons tous les frais , avertissons ceux de nos représentans sur lesquels nous croyons pouvoir compter , des pièges qu'on tend à leur amour-propre , à leur irascibilité. Ils ont leurs petites passions comme leurs adversaires ; mais ceux-ci , plus modérés , savent mieux se contenir ; ils ont plus de patience , & savent tourner à leur avantage les fautes généreuses du peuple & ses écarts de la loi , qui ne sont dus qu'à ses principes rigoureux de justice

son impatience du bien , qui brise les obstacles en cherche à multiplier ; car , il faut bien le dire encore , ce qu'on peut reprocher aux journées du 2 & 3 septembre , par exemple , pourroit bien être un peu l'ouvrage de ce-là même qui s'élèvent si fort contre. Si on veut seulement que Robespierre , Marat & Danton aient amené , provoqué & dirigé ce supplément indispensable à la révolution du 10 , quoiqu'il soit plus raisonnable d'en faire honneur au peuple seul , comme l'a soutenu Robespierre , il faut dire aussi qu'on a vu des hommes du parti en question qui prêchent l'humanité , abhorrent les provocateurs au meurtre , on a vu ces mêmes se frotter les mains d'aise à la nouvelle des meurtres qui se commettoient à la faveur des actes de violence du peuple ; & voici comme le patriote Bazire a écrit à ce sujet à la tribune des Jacobins :

Je dois vous faire part d'un trait frappant & qui caractérise cette journée du 2 septembre. Quelques domestiques de madame de Lamballe prennent le costume de sans-culottes , s'arment de piques , vont aux prisons de la Force ; & là , ils égorgent plusieurs prisonniers avec atrocité , afin d'acquiescer du crédit auprès des assassins , en profiter pour sauver leur maître ; mais tant de crimes deviennent inutiles : madame de Lamballe tombe en des mains cruelles , & périt d'une manière que ma plume se refuse à décrire. Il est probable que les domestiques de plusieurs autres prisonniers ont fait comme ceux de madame de Lamballe ; il est probable aussi que le massacre de Versailles a été exécuté par des domestiques de la reine , qu'on a vus à la tête de l'attroupement. Ces faits dévoient aux yeux des hommes judicieux le secret de tant de brigandages qu'on attribuoit à des Parisiens , & auxquels les Parisiens ont mis un terme ».

Terminons ici , & ne tombons pas dans le reproche que nous avons fait , avec tous les bons esprits , à la Convention , de ne s'occuper que de débats personnels , sans doute que les dénonciations , même calomnieuses , sont utiles , nécessaires , indispensables dans une république ; mais encore faut-il choisir le moment & le lieu de faire.

Nouvelles des armées.

Le temps fait tomber le masque trompeur que de faux amis de la liberté ajustent à leur figure & soutenir comme ils peuvent, en y portant sans cesse la main. Le décret d'accusation lancé contre Montesquiou, & qui étoit resté si long-temps suspendu, vient enfin de le frapper. Ce général hypocrite avoit ajouté à ses anciennes perfidies des perfidies nouvelles; il avoit déshonoré la république par une capitulation honteuse avec Genève; & il avoit tâché de nous ruiner par des marchés frauduleux avec des fournisseurs, où il nous faisoit payer la livre de bœuf 27 sous; celle de porc 33 sous, & les souliers 13 liv. la paire. C'étoit un moyen sûr d'appauvrir à la fois l'état & les particuliers; parce que tous les marchands se règlent sur le taux de ces fournisseurs; & c'est à de tels marchés faits par les commissaires ordonnateurs, consentis par des généraux, que nous devons la hausse effrayante & rapide de tous les objets nécessaires & de première nécessité.

Custines & Kellermann n'attaquent plus les ennemis; actuellement ils se canonnent entre eux par lettres. Custines accuse Kellermann de ne l'avoir pas secondé, la taxe de lâcheté & de trahison. Celui-ci reproche à son adversaire de s'être avancé trop tôt & d'écrire dans des accès d'ivresse & de folie. Auquel croire? Allons-nous voir se renouveler les querelles indécentes de Labourdonnaye & de Duhoux? Kellermann n'a rien fait depuis la journée du 20 septembre; il paroît même qu'il n'a jamais été bien d'accord avec Dumourier. Custines, avant le 10 août, étoit d'un patriotisme très-peu robuste. Attendons, & déshonons-nous de tout le monde avant de juger.

Détournons nos yeux du triste spectacle que nous offrent un général traître & deux autres douteux, qui se querellent par jalousie ou par tout autre motif, & présentons à nos lecteurs les détails intéressans de la prise de Mons & de la victoire qui l'a précédée; ils sont consignés dans une lettre de Dumourier au ministre de la guerre; nous n'y joindrons aucune réflexion. Le récit seul de cette mémorable affaire, première bataille rangée qu'aient livrée les soldats de la république, fait assez l'éloge de tous les individus qui composent l'armée.

Du quartier général de Mons , le 7 novembre 1792 , l'an premier de la république. « Vous verrez par le lieu d'où je date ma lettre , combien le temps a été bien employé depuis la dernière lettre que je vous ai écrite du quartier-général d'Honing. Je l'ai quitté le 3 , pour aller avec mon avant-garde prendre une position entre Elouges & Whiéries. Cette position nécessitoit la prise d'un village nommé Thulin , d'où nous avons été repoussés , parce que les Belges , qui étoient chargés de cette attaque , s'étoient trop avancés au-delà du village près du moulin de Bouffu , & n'avoient point pris de canons avec eux. Ils ont été enveloppés par douze à quinze cents hussards , qui en ont taillé deux compagnies , & qui auroient détruit tout ce corps , sans l'extrême valeur du second régiment d'hussards , qui n'étant pas de plus de trois cents hommes , a chargé cette forte troupe de hussards autrichiens , & a dégagé les Belges , dont il a assuré la retraite. Le même jour 3 , le général d'Harville est arrivé avec son armée à Bavay. Le lendemain 4 , j'ai tiré du camp d'Honing neuf bataillons pour fortifier l'attaque de Thulin , & prendre de force la position de Bouffu. Mon projet alors étant d'effectuer une réunion avec le général d'Harville , il étoit nécessaire de chasser les Autrichiens de la longue bande de bois , qui s'étendent depuis Sars jusqu'à Bouffu. J'ai arrangé une attaque combinée , d'après laquelle le général d'Harville devoit s'emparer du château de Sars. Le colonel Fregeville , du onzième régiment de chasseurs , devoit , avec son régiment & de l'infanterie légère , pénétrer par Blangis , en se dirigeant sur le même château de Sars , & remontant par la droite des bois , devoit s'emparer du village de Frameries , pendant que , longeant les mêmes bois par la gauche , je m'emparerois de celui de Bouffu. Ces trois attaques ont parfaitement réussi. Les Autrichiens ont défendu avec assez d'opiniâtreté le moulin de Bouffu , d'où je les ai déposés avec mon artillerie. Ils y ont perdu cinq ou six cents hommes. Le combat s'est passé en artillerie. J'ai bivouqué la même nuit avec l'avant-garde à la tête du bois de Bouffu , & j'ai ordonné à l'armée de venir bivouquer sur le terrain d'Elouges. Je me suis renforcé en grosse artillerie & en obusiers , d'après le succès de cette journée.

» Le 5 , j'ai reconnu la position des ennemis sur les

hauteurs de Jemappe; j'ai attaqué avec de l'infanterie le village de Quarcignon, pénétrant que j'occupais leur gauche par une canonnade ailez vive. Ce même jour, le colonel Fregeville a tâté leur gauche, & il y a eu divers petits combats d'infanterie & de cavalerie, où nous avons toujours eu le dessus. Le général d'Harville n'a pu arriver ce même jour qu'avec la moitié de son armée, d'environ six mille hommes, à la hauteur de Frameries; j'ai pris alors mon camp en face de Jemappe, la gauche appuyée à Hornu, la droite à Frameries. J'ai fait venir ma grosse artillerie à Boufflu, ainsi que l'hôpital ambulant, m'étant déterminé à attaquer le lendemain les hauteurs de Jemappe d'une manière décisive, pour ne pas laisser le temps à l'armée de Clairfait d'opérer sa jonction; j'avois fait abandonner, ce même soir, le village de Quarcignon, qui ne pouvoit pas se soutenir contre les forces qui étoient à Jemappe, étant dominées par ce village.

» Le 6 au matin, j'ai fait avancer douze pièces de seize, douze de douze, & douze obusiers, que j'ai placés en batterie sur tout le front de ma ligne. Le général d'Harville, placé sur les hauteurs de Ciply, flanquoit la gauche de l'ennemi, dont j'attaquois la droite, en reprenant le village de Quarcignon par les Belges, soutenus par neuf bataillons aux ordres des maréchaux-de-camp Ferrand, Rosières & Blotterière. Le centre de l'attaque, composé de dix-huit bataillons, étoit aux ordres du lieutenant-général Egalité & des maréchaux-de-camp Stettenoff, Desforest & Drouet. La droite, composée de l'avant-garde, étoit aux ordres du lieutenant-général Bournonville & du maréchal-de-camp Dampierre. La division du général d'Harville ne pouvoit nous secourir dans notre attaque que par son canon, étant trop éloignée des retranchemens de l'ennemi.

» L'armée des Autrichiens étoit composée, selon les calculs les plus modérés, de vingt mille hommes. Nous n'avions pas plus de trente mille combattans. La position des Autrichiens étoit formidable, leur droite, appuyée au village de Jemappe, formoit une équerre avec leur front & la gauche, qui étoit appuyée à la chaussée de Valenciennes; ils étoient placés dans toute cette longueur, sur une montagne boisée, où s'élevoient en amphithéâtre trois étages de redoutes, garnies de vingt pièces

de grosse artillerie , au moins autant d'obusiers & de trois piéces de canon de campagne par bataillon , ce qui prétentoit une artillerie de plus de cent bouches à feu. Nous en avions autant ; mais l'élévation de leurs batteries leur donnoit un avantage , si nous persévérions à vouloir terminer l'affaire à coups de canon. Déjà depuis long temps les troupes , se confiant à leur valeur , m'avoient témoigné le désir le plus vif de se mesurer de près avec les ennemis : je partageois cette confiance , parce que dans tous les mouvemens que je leur avois fait faire sous le feu de l'ennemi , je les avois vu manœuvrer & marcher comme à l'exercice. Dans les trois précédentes journées sur-tout , j'avois admiré moi-même leur-précision à exécuter les manœuvres & les déploiemens que je leur ordonnois. La canonnade la plus vive de part & d'autre s'est ouverte à sept heures du matin , elle a duré jusqu'à dix heures , sans que j'aie aperçu un succès assez décisif pour me borner à ce genre de combat ; à mesure que je parcourois le front de la ligne , les troupes me témoignaient la plus vive impatience d'approcher l'ennemi à la bayonnette. Le général Bournonville me le proposoit depuis très-long-temps , ainsi que le général Egalité. Je retenois leur ardeur pour la rendre encore plus vive , car mon projet étoit bien décidément de terminer cette affaire en emportant les redoutes. Je me contentai cependant de rapprocher mes batteries pour faire plus d'effet , & j'ordonnai l'attaque du village. Quarcignon , parce que je ne pouvois pas de ce côté attaquer Jemappe , avant d'avoir pris le premier village. J'envoyai le colonel Thouvenot , adjudant-général , officier du plus rare mérite , pour diriger cette attaque , & il se chargea d'emporter Jemappe & tout le flanc droit de l'ennemi. Je mandai au général d'Harville de rapprocher ses batteries , pour qu'elles fissent plus d'effet sur la gauche de l'ennemi. Je mandai au général Bournonville de faire la même manœuvre , & d'être prêt à attaquer à midi précis ; je fis passer le même ordre à la gauche , parce que je calculai qu'alors nous serions maîtres de Quarcignon , qu'il étoit nécessaire d'occuper , parce que mon attaque de gauche auroit pu être tournée par ce village , si l'ennemi en étoit resté maître.

« A midi précis , toute l'infanterie se mit en un clin-d'œil en colonne de bataille , & se porta avec la plus

grande rapidité & la plus grande alégresse vers les retranchemens de l'ennemi ; pas une tête de colonne ne resta en arrière. Le premier étage de redoutes fut d'abord emporté avec la plus grande vacuité ; mais bientôt les obstacles se multipliant , le centre court des dangers , & je vis de la cavalerie ennemie prête à entrer dans la plaine pour charger les colonnes par leur flanc. J'y envoyai le lieutenant général Egalité , qui , par sa valeur froide , rallia très-vîte les colonnes & les mena au second étage de redoutes. Je venois de faire soutenir cette attaque par le sixième régiment d'hussards & le troisième de chasseurs , qui arrivèrent très-à-propos pour contenir & charger la cavalerie ennemie. Je me portai en même-temps à la droite où je trouvai qu'après un plein succès de la part du général Bournonville dans l'attaque des redoutes qu'il avoit tournées & emportées , un peu de désordre s'étoit mis dans la cavalerie , pendant qu'il étoit occupé à la tête de son infanterie. Je la ralliai très-vîte , & elle chargea dans l'instant même avec la plus grande vigueur , la cavalerie ennemie qui gagnoit déjà notre flanc droit ; pendant ce ralliement , cette cavalerie voulut enfoncer le premier bataillon de Paris , qui la reçut avec la plus grande vigueur & lui tua soixante hommes d'une décharge. Pendant l'intervalle de ce combat de la droite , notre gauche avoit emporté le village de Jemape ; notre centre avoit enlevé les secondes redoutes. Il fallut donner un nouveau combat sur la hauteur , mais il fut moins vif & moins long , les Autrichiens étant entièrement consternés de la valeur opiniâtre & toujours croissante de nos troupes. A deux heures ils firent leur retraite dans le plus grand désordre , nos troupes occupoient alors tout le terrain des ennemis , jonché de morts & de blessés des deux partis. Sa perte étoit si considérable & sa consternation si grande , qu'il traversa la ville de Mons sans s'arrêter , ni sur Berchaumont , ni sur le Mont Palissel , ni même sur les hauteurs de Nimy.

» Je postai l'armée victorieuse , sur la hauteur du village de Cuesmes , que j'occupai avec de l'infanterie ; on prit dans ce village une pièce de canon de treize , on y ramassa des blessés & des déserteurs. . . . Je fis occuper dans la même journée le Mont Palissel , par la division du général Harville , & celui de Berchaumont par celle du Maréchal-de-camp Stettenhoff. J'envoyai sommer la ville
de

Mons & on entra dans des pourparlers. Les troupes qui étoient déjà bivouqué depuis trois jours, qui n'avoient pas pu faire la soupe, le jour de cette terrible bataille, montraient toujours la même ardeur, & me demandoient avec instance de marcher à Mons & de l'escalader. Je fus obligé de leur promettre qu'ils auroient cette satisfaction le lendemain, & je fis effectivement mes dispositions pour compléter la circonvallation de Mons, & pour l'attaquer dans plusieurs endroits à la fois. Les ennemis avoient profité de la nuit pour l'évacuer, & les derniers 400 hommes qu'ils y avoient laissés, en sont sortis vers neuf heures du matin. Je m'occupois à placer mes batteries lorsqu'à neuf heures les habitans après avoir rompu les portes que les Autrichiens avoient fermées, sont venus m'inviter à entrer dans la ville, ce que j'ai exécuté sur le champ. Les magistrats se sont trouvés à la porte de la ville, & m'ont offert les clefs, je leur ai dit, en posant ma main dessus, que nous venions comme frères & amis, pour les engager à tenir toujours leurs portes fermées contre leurs anciens oppresseurs, & à défendre la liberté que nous venions de leur conquérir.

« Cette journée, à jamais mémorable, couvre la nation française d'une gloire immortelle. Il n'est pas un bataillon ni un escadron, il n'est pas un individu dans l'armée qui ne se soit battu, & de très-près. Vous connoissez déjà les talens & la valeur du général Bournonville; tous les autres généraux, & sur-tout le général Egalité, ont mis la plus grande intelligence dans la conduite des troupes. Les officiers de l'état-major & les aides-de-camp ont porté les ordres avec la plus grande intrépidité & la plus grande prudence, au milieu du feu & du carnage le plus terrible. Le général Drouet a eu une jambe cassée d'un coup de feu. Le colonel Chaumont, adjudant-général, a eu un bras traversé d'une balle, & son cheval tué sous lui. Le général Ferrand a eu une forte contusion à une jambe, & un cheval tué sous lui. L'adjudant-général Monjoie a eu la bouche percée d'une balle, qui lui a enlevé sept dents. Le colonel Dabouret, du 104^e régiment, a été grièvement blessé, ainsi que le citoyen Bertheche, lieutenant de la gendarmerie nationale, blessé de 41 coups de sabre, après avoir tué sept hommes. Le citoyen la Soffe, lieutenant-colonel du bataillon des deux Sèvres, a eu un bras cassé d'une balle; beaucoup d'autres officiers & soldats ont été tués & blessés.

Je ne sais pas encore au juste quelle est notre perte;
N^o. 174. Tome 14. D

mais je l'estime à 300 morts & 600 blessés. Je vous enverrai l'état, dès que j'aurai pu le recevoir des différens corps. Les ennemis ont perdu huit canons, dont cinq pris par l'avant-garde du général Bournonville, & trois à notre attaque de gauche. L'artillerie a servi avec son courage & son habileté ordinaire, si redoutée de nos ennemis.

» La perte des ennemis blessés ou déserteurs monte au moins à 4000 hommes, sans compter presque autant d'hommes égarés, débandés & perdus, que nous ramassons tous les jours.

» Tel est le détail de cette bataille, qui est décisive pour la conquête de la Belgique ; car les Autrichiens n'oseront plus se montrer en bataille rangée ; & nous avons prouvé dans celle-ci qu'aucun obstacle, même en réunissant les ressources de l'art à celle du terrain, n'arrêtent le courage des troupes françaises.

Signé, DUMOURIER ».

Il faut ajouter à ces détails celui qui concerne le citoyen Baptiste, valet-de-chambre de Dumourier, qui dans un moment de désordre a rallié cinq bataillons d'infanterie & quatre escadrons de cavalerie, s'est mis à leur tête, les a ramenés au feu, a sauté l'un des premiers dans les retranchemens ennemis, & a grandement contribué au succès de la journée de Jemappe. Ce brave jeune homme a paru vendredi à la barre de la convention, & n'a demandé pour toute récompense, que la permission de porter l'habit national. La convention a décrété qu'il seroit armé & équipé aux frais de la république, & que le général Dumourier seroit chargé de lui donner une place distinguée dans l'armée.

Tournay a été pris le 8 par le général Labourdonnaye, qui y est entré au grand contentement des habitans.

Aux électeurs de Paris, sur le choix des juges.

Le peuple nomme lui-même & sans intermédiaires ses magistrats & administrateurs de police. La loi établit un corps électoral pour le choix des députés aux assemblées nationales, des administrateurs du département & des juges. On sent d'autant moins la nécessité de cette distinction, que les élus par le peuple, en général, valent beaucoup mieux que ceux de la façon des électeurs. La députation de Paris à la convention ne justifie que trop nos craintes sur les nouveaux juges que nous allons avoir.

Électeurs de 1792 pour Paris, vous ne pouvez vous dissimuler que ce ne soient quelques-uns de vos députés

qui ont concouru au scandale des dernières séances de la convention ; ils y ont soufflé le même esprit de parti qui a influencé la plupart des élections. Vos concitoyens *extra muros* en rougissent aujourd'hui , & s'aperçoivent trop tard qu'il y a eu de la surprise dans leurs suffrages ; mais ils étoient venus sans être préparés , sans être en garde contre la cabale qui les attendoit avec assurance.

Maintenant qu'il s'agit de renouveler nos tribunaux , nous attendons de vous un examen des candidats à ces places , exempt des passions qui vous ont trop longtemps agités. Vous sentez de quelle importance il est pour le peuple d'avoir des organes de la loi aussi impassibles qu'elle , à présent que la loi est tout , à présent que la fortune , la vie & l'innocence ne sont plus à la merci de l'arbitraire. Il ne faut pas que le peuple puisse dire : A quoi nous servira un code sage & digne de la liberté que nous avons conquise , si nos officiers de justice se mettent à la place des loix , ou s'ils s'en rendent les échos infidèles , ou s'ils en sont les gardiens négligens ? Il faut bien que le peuple s'éveille , quand les juges s'endorment. Il y a deux mois , n'a-t-il pas fallu qu'il suppléât aux tribunaux paralysés ? & si ces journées sont tache dans l'histoire de la révolution , à qui s'en prendre ? La faute en est aux juges & à ceux qui nous les ont donnés.

Electeurs de Paris , rappelez-vous l'affaire du 17 juillet 1791 ; rappelez-vous les dangers qu'ont encourus les patriotes que les réviseurs de l'assemblée constituante & la cour vouloient faire assassiner par le glaive de la loi , après les avoir fusillés en son nom au champ de Mars. On avoit des juges tout prêts pour cela , & sur-tout des juges de paix. (Avis aux assemblées primaires.) Rappelez-vous encore les lenteurs suspectées de la haute cour d'Orléans , ayez toujours devant les yeux le 17 juillet 1791 , les 3 & 9 septembre 1792.

Pour aller au-devant de toute prévention , & pour vous fournir quelques données qui vous prémunissent contre les accaparemens de suffrages , il seroit peut-être à propos que chaque section de Paris & chaque canton des deux districts qui complètent le département , livraient à une discussion préalable une certaine quantité de noms qu'on enverroit ensuite aux électeurs respectifs pour être ressaisés , balotés de nouveau & d'une manière solennelle , puis enfin triés & élus , sans préjudicier à la fonction

mais je l'estime à 300 morts & 600 blessés. Je verrai l'état, dès que j'aurai pu le recevoir corps. Les ennemis ont perdu huit canons pris par l'avant-garde du général Bournonville, notre attaque de gauche. L'artillerie a fait rage & son habileté ordinaire, si redoublée

» La perte des ennemis blessés est de moins à 4000 hommes, sans compter les morts, mes égarés, débandés & perdus. Les jours.

» Tel est le détail de ce que nous avons fait pour la conquête de la ville. Nous n'oseront plus se montrer devant vous faire tomber avons prouvé dans celle-ci, Robin, Cordelier, réunissant les ressources, pas là. Vous n'ignorez pas le courage d'après le 10 & avant, le

Il faut ajouter à la confiance ; semblables à toyen Baptiste dans un rang pendant le combat, se rangent d'infanterie du côté desquels la victoire vient

leur tête. Le citoyen qu'on nous propose pour rem-
miers de juge, a-t-il des lumières, de la rec-
contr- les idées, de la moralité dans les actions ?
jeu- dans le fait ? qu'a-t-il dit ? où s'est-il montré ? Autant
tir- vous sera possible, ne choisissez aucun supposé de
l'ancienne justice ; ne vous attachez pas non plus aux
nouveaux noms ; il y a bien du charlatanisme dans ceux-
ci ; préférez des chefs de famille aux célibataires, & des
hommes d'un âge mûr aux personnes trop âgées ou jeu-
nes encore ; rejetez sans regret les beaux-esprits qui dé-
bitent de belles phrases à la tribune, ou ces hommes
ardens qui affichent leur civisme sur toutes les murailles,
& qui n'ont rien dans le cerveau ni dans le cœur ; ils
ne veulent qu'être placés ; il ne leur faut qu'un état.

Il est aussi d'honnêtes citoyens, peu ou point fortunés, qui ne vont point dans les clubs ou qui n'y sont qu'écouter, qui s'instruisent pour eux & qui observent tout ce qui se passe autour d'eux, sans chercher à faire de bruit & sans postuler les premiers rôles ; qui profes-
soient déjà une saine sience, bien avant la révolution, les principes de liberté, d'égalité, de justice, que d'autres, à présent qu'elle est consolidée, font sonner bien haut. Électeurs, tâchez de découvrir ou se trouvent ces honnêtes citoyens, qui dans des ouvrages peu lus, mais qu'on ne liroit pas sans profit, ou dans leurs mœurs de

tiques, aussi rapprochées de la nature qu'il est possible au sein de la société, ont fait preuve d'un amour constant pour l'ordre, d'une haine invincible pour l'injustice, les abus de confiance ou d'autorité, les crimes contre l'humanité, sans qu'aucune circonstance ait pu leur faire fléchir. On rencontre de ces hommes dans toutes les professions de la vie civile, à tous les étages des classes, dans les quartiers les plus fréquentés, comme dans les faubourgs les plus déserts. C'est aux sections, et aux cantons à s'informer de ces hommes modestes, qui ne se montrent que quand on les appelle, & qui jouissent quand on ne vient pas à eux. Apparemment que la république a beaucoup d'autres citoyens que nous, disent ces hommes simples & can-
 -aux. Informez-vous d'eux à leurs voisins, & investissez-les de votre confiance. Avant tout, préférez les mœurs aux grandes lumières; car enfin ou nos loix sont vaines, ou il ne faut pas beaucoup de génie pour en faire l'application à ceux qui se présentent. Electeurs de la commune, déterminez-vous principalement des réputations:

Contre-révolution à la Guadeloupe.

Nous venons de recevoir des nouvelles satisfaisantes de la colonie de Saint-Domingue. Nos commissaires nous mandent que la colonie de la république marche parfaitement dans la même voie que la métropole. Il n'en est pas de même de la Guadeloupe, & cela ne doit pas nous surprendre. Il n'y a point de patriotisme à espérer des colons abandonnés à eux-mêmes. Si la contre-révolution est possible dans l'empire français, ce ne peut être que chez eux. Jamais on ne fera des citoyens; ils sont aristocrates-nés, pour le dire.

Le mercredi 7, le ministre de la marine écrivit à la convention que le capitaine Duval, arrivé à Paris, y apportait la nouvelle d'une contre-révolution complète opérée à la Guadeloupe: on ne sait par quelle fatalité ou par quel motif une missive de cette importance demeura égarée un jour dans les bureaux des secrétaires; enfin elle fut retrouvée le lendemain jeudi 8, et le capitaine annonça à la barre.

Il nous apprend que toute la Guadeloupe est révoltée: le commandant de la colonie, & chef des commissaires, a proposé au régiment de Forez de prêter serment de fidélité au roi & à la colonie. Le régiment a refusé cette proposition avec horreur. Rochambeau, commandant une frégate, ne voulut point tremper dans cette

en dernier ressort des assemblées primaires. On a parlé de ce dernier mode aux séances du corps électoral, mais on s'est bien donné de garde de s'y appesantir. Le peuple n'auroit pas manqué de faire plus d'un amendement au choix de ses électeurs.

Vous sur-tout, électeurs de Paris *extra muros*, hors des murs, nous vous le recommandons au nom de la chose publique. Ne donnez point votre voix sur parole ; ne choisissez qu'avec connoissance de cause ; discutez vous-mêmes ; ne vous en rapportez à personne, & ne vous laissez pas éblouir par des réputations de cotteries ; ne vous contentez pas de vous enquerir à celui ou ceux qui tournent autour de vous pour vous faire tomber dans leur sens, si le candidat est Jacobin, Cordelier, &c. ; & s'il l'est, ne vous en tenez pas là. Vous n'ignorez pas que beaucoup de gens, depuis le 10 & avant, se sont impatronisés dans les clubs les plus patriotes, seulement pour avoir un titre à la confiance ; semblables à ces poltrons qui, cachés pendant le combat, se rangent vite sous les drapeaux du côté desquels la victoire vient de se ranger.

Demandez : Le citoyen qu'on nous propose pour remplir les fonctions de juge, a-t-il des lumières, de la rectitude dans les idées, de la moralité dans les actions ? Qu'a-t-il fait ? qu'a-t-il dit ? où s'est-il montré ? Autant qu'il vous sera possible, ne choisissez aucun suppôt de l'ancienne justice ; ne vous attachez pas non plus aux nouveaux noms ; il y a bien du charlatanisme dans ceux-ci ; préférez des chefs de famille aux célibataires, & des hommes d'un âge mûr aux personnes trop âgées ou jeunes encore ; rejetez sans regret les beaux-esprits qui débiterent de belles phrases à la tribune, ou ces hommes ardents qui affichent leur civisme sur toutes les murailles, & qui n'ont rien dans le cerveau ni dans le cœur ; ils ne veulent qu'être placés ; il ne leur faut qu'un état.

Il est aussi d'honnêtes citoyens, peu ou point fortunés, qui ne vont point dans les clubs ou qui n'y font qu'écouter, qui s'instruisent pour eux & qui observent tout ce qui se passe autour d'eux, sans chercher à faire de bruit & sans postuler les premiers rôles ; qui professoient déjà dans le silence, bien avant la révolution, les principes de liberté, d'égalité, de justice, que d'autres, à présent qu'elle est consolidée, font sonner bien haut. Electeurs, tâchez de découvrir où se trouvent ces honnêtes citoyens, qui, dans des ouvrages peu lus, mais qu'on ne liroit pas sans profit, ou dans leurs mœurs de

liques ; aussi rapprochées de la nature qu'il est possible au sein de la société, ont fait preuve d'un amour tant pour l'ordre, d'une haine invincible pour l'injustice, les abus de confiance ou d'autorité, les crimes contre l'humanité, sans qu'aucune circonstance ait pu leur faire fléchir. On rencontre de ces hommes dans toutes les professions de la vie civile, à tous les étages des maisons, dans les quartiers les plus fréquentés, comme dans les faubourgs les plus déserts. C'est aux sections, & aux cantons à s'informer de ces hommes modestes, & ne se montrèrent que quand on les appelle, & qui jouissent quand on ne vient pas à eux. Apparemment que la république a beaucoup d'autres citoyens plus sages que nous, disent ces hommes simples & canchans. Informez-vous d'eux à leurs voisins, & investissez-les de votre confiance. Avant tout, préférez les mœurs aux grandes lumières ; car enfin ou nos loix sont mauvaises, ou il ne faut pas beaucoup de génie pour en faire l'application à ceux qui se présentent. Electeurs de Paris, dénez-vous principalement des réputations.

Contre-révolution à la Guadeloupe.

Nous venons de recevoir des nouvelles satisfaisantes de la Guadeloupe. Nos commissaires nous mandent que la colonie de la république marche parfaitement dans le même sens que la métropole. Il n'en est pas de même de la Guadeloupe, & cela ne doit pas nous surprendre. Il n'y a point de patriotisme à espérer des colons abandonnés à eux-mêmes. Si la contre-révolution est possible dans l'empire français, ce ne peut être que chez eux. Jamais on ne fera des citoyens ; ils sont aristocrates-nés, pour le dire.

Mardi 7, le ministre de la marine écrivit à la convention que le capitaine Duval, arrivé à Paris, y apportait la nouvelle d'une contre-révolution complète opérée à la Guadeloupe : on ne sait par quelle fatalité ou par quel motif une missive de cette importance demeura égarée pendant un jour dans les bureaux des secrétaires ; enfin elle parvint le lendemain jeudi 8, et le capitaine annonça tout à la barre.

Nous apprenons que toute la Guadeloupe est révoltée. Le commandant de la colonie, & chef des conservateurs, a proposé au régiment de Forez de prêter serment de fidélité au roi & à la colonie. Le régiment a refusé cette proposition avec horreur. Rochambeau, commandant une frégate, ne voulut point tremper dans cette

conspiration ; mais il a prétexté l'insuffisance des forces à sa disposition , & le défaut de subsistance pour se refuser à marcher contre les révoltés. Il s'est réfugié chez les Anglois. Le pavillon blanc est arboré sur la frégate *Calypso*. Duval refusa de déployer l'étendart infamant sur sa corvette la *Perdrix* , préférant de périr à la honte de tourner le dos au peuple. Il demanda la levée de la consigne de son vaisseau arrêté dans le port. Sur le refus qu'on lui en fit , il étoit résolu d'opposer la force à la force ; mais il trouva moyen de mettre à la voile pour la France , sans en venir à ces extrémités. Il vient demander des secours pour les patriotes qu'on opprime à la Guadeloupe. Il ignoroit que le pavillon national flottât déjà sur toutes les mers. Il ne désespère plus de voir dans peu le triomphe de la liberté dans une île où elle est maintenant avilie , proscrite , & persécutée de toutes les manières.

Pour premier gage de la véracité de ses sentimens patriotiques , le capitaine Duval fit l'offrande de sa croix de Saint-Louis.

Le président répondit avec dignité à ces nouvelles défaitreuses. Une grande agitation règne dans l'assemblée. Barrère veut qu'on décrète d'accusation les commissaires civils et militaires de la colonie révoltée , après avoir rendu témoignage au civisme du porteur de nouvelles & de son équipage.

Un autre demande qu'on étende le décret d'accusation aux membres de l'assemblée coloniale de la Guadeloupe. Un troisième opine pour que cette contre-révolution soit rangée parmi les charges intentées à Louis Capet , comme une suite des trames infernales ourdies dans le cabinet des Tuileries.

Le capitaine Duval observe fort sensément qu'il ne faut pas décréter l'île entière. Tous les colons ne sont pas aristocrates ; on a séduit les uns , on a fait violence aux autres. Des lumières & des secours , voilà le plus pressé.

Un député , qui sans doute a lu les livres des économistes , crut que c'étoit le moment favorable pour discuter l'indépendance de nos colonies , & leur séparation d'avec la France. Les huées qui l'accueillirent apprendront au préopinant à mieux choisir son temps. En effet , en dépit des principes , il y auroit de la lâcheté à émanciper nos îles , & à les abandonner à elles-mêmes en ce moment. Nous aurions l'air de lâcher ce que nous désespérons de retenir ; & en outre quand il n'y auroit qu'un seul patriote persécuté dans la Guadeloupe , c'en seroit assez pour mériter l'équipement d'une flotte vengeresse.

Brissot ne s'est point fait honneur dans cette discussion venue assez vive. Lui-même, dans différens rapports à l'assemblée législative sur nos colonies, avoit articulé sur Blanchelande, si connu déjà, de nombreux chefs d'accusation plus que suffisans pour le décréter. Les nouveaux griefs sembloient ne devoir lui laisser aucun doute.

Qui se seroit attendu que ce seroit Brissot lui-même qui auroit voté pour qu'on ajournât la proposition de Blanchelande? Osefin fut obligé de rappeler au préopinant que les précédens délits motivoient de reste cette mesure. Soutenu par plusieurs autres députés, elle fut enfin adoptée. La convention décréta des mesures plus urgentes encore qui furent présentées par le comité colonial. En voici les dispositions (1).

On revint aux différens décrets d'accusation qu'on ne pouvoit guère se dispenser de lancer contre les chefs de la contre-révolution. On en frappa d'abord :

Le gouverneur de l'île d'Aros ;

Dubarail, lieutenant-colonel du régiment de la Guadeloupe ;

Rizmoriz, commandant en second ; c'est lui qui fit passer au capitaine Duvall une lettre du gouverneur général

1. Le ministre de la marine est autorisé, d'après sa demande, à nommer & remplacer ceux des commissaires civils actuellement aux îles-du-Vent, si si que les commandans militaires, administrateurs, chefs, & tous autres fonctionnaires employés aux îles-du-Vent & au vent de l'Amérique, dont le civisme pourra être suspect. 2. Il fera passer aux îles-du-Vent trois bataillons de gardes nationales, de huit cents hommes chacun, & il fera armer, pour le transport, des bâtimens nationaux, vaisseaux, frégates, corvettes ou gabarres. 3. Il ordonnera l'armement en guerre d'un vaisseau de 74 canons, qui, avec le vaisseau *le Républicain*, de 110 canons, déjà armé, sera destiné aux îles-du-Vent, les vaisseaux seront accompagnés de quatre frégates ou corvettes. 4. La convention nationale nommera elle-même, mais hors de son sein, quatre commissaires qui seront destinés, l'un pour Cayenne, & les trois autres pour les îles-du-Vent. 5. Ces commissaires seront revêtus de tous pouvoirs. Les commandans & officiers militaires de terre & de mer, les ordonnateurs & officiers d'administration, les corps administratifs judiciaires, ainsi que toutes les assemblées délibérantes, soit générales, soit particulières ; enfin tous les fonctionnaires publics & seront subordonnés ; ils pourront destituer ceux qu'ils jugeront pas remplir dignement leurs places, ou qui se rendroient coupables d'incivisme, & ils pourrout à leur remplacement. 6. Les commissaires départis aux îles-du-Vent pourrout, s'ils le jugent utile, après leur mission remplie, passer à Saint-Domingue pour se joindre à ceux envoyés dans cette colonie, & ils pourrout y emmener avec eux le nombre des bataillons de ligne ou de gardes nationales qu'ils estimeront nécessaire pour soutenir & protéger leurs opérations.

de la colonie pour l'inviter à céder aux circonstances, & à prendre la cocarde blanche, à l'exemple des colons & des soldats.

Pommier ou Saulnier, major de la Basse-Terre; Celleron, major de la Pointe à Pitre; Behague, gouverneur des îles du Vent; Vimude, intendant civil de la Guadeloupe; Dacht, Villevieille, Talbot & Larivière, capitaines de vaisseau.

On n'oublia pas Vivier, commandant d'une frégate, qu'il fit couler bas pour en retirer les canons sur un fort, afin de protéger les contre-révolutionnaires; il empêcha le capitaine Duval de sauver cette frégate.

L'ardent Billaud de Varenne sollicita long-temps un même décret contre Lacoite, l'ex-ministre de la marine, dont l'administration laissa du louche; la proposition fut appuyée. Les griefs se présentoient en foule à la mémoire de plusieurs députés: Ils furent combattus un moment par Rouhier & Guillermann: on vouloit du moins que Lacoite fût traduit à la barre; on se contenta de le *mander* (1).

Au commencement de cette discussion, un député avoit rappelé un fait assez grave. C'est que nombre d'émigrés, désespérant enfin de faire contre-révolution en France, passent en Angleterre, & s'embarquent pour les colonies; la Guadeloupe va devenir leur point de réunion; il faut s'y attendre. Il demanda en conséquence un décret de peine de mort contre tout émigré mettant le pied à la Guadeloupe. Mais la convention passa à l'ordre du jour, la loi existant déjà pour la république française, dont cette île fait partie.

Il faut convenir que ce fâcheux événement est un peu notre faute; c'est un forfait de plus de la cour. Les affaires de l'intérieur nous ont occupés exclusivement à celles du dehors, & l'on a profité de notre imprévoyance.

Peut-être l'époque n'est pas éloignée où la république française, abandonnant les colonies à leurs propres destinées, ne leur sera plus attachée que par un lien fédératif; & c'est peut-être tout ce que nous pouvons raisonnablement prétendre, à d'aussi grandes distances.

Mais pour l'instant faisons des sacrifices de troupes & d'argent, & ne souffrons pas que des monstres, qui n'ont pu venir à bout de déchirer le sein de leur patrie, réussissent à la démembrer, & plantent au milieu des mers l'oriflamme de l'aristocratie, qu'ils n'ont pu tenir debout sur le continent, devant l'étendard de la liberté.

(1) Il a été décrété d'accusation le lendemain.

présent que les jours de septembre sont passés, nous pouvons revenir un moment sur le compte du chevalier Jourgniac de Saint-Meard, & parler de son ton qu'il se permet en parlant de nous dans sa brochure intitulée : *Mon agonie de 38 heures*. . . . &c. Il agissoit fort lestement avec la révolution : d'abord, tant qu'il crut pouvoir conserver ses titres & places, il étoit devenu royaliste, du moment qu'il se vit la cour prendre le dessus, & M. le chevalier avoit aux dépens des patriotes ; il étoit tous les jours le journaliste Gauthier, & lui fournissoit une bonne dose de ces platitudes dénigrantes qui amusoient les autres aristocrates. C'est encore le chevalier de Saint-Meard qui imaginoit toutes ces caricatures de mauvais goût, qui inondoient le Palais-Royal, & qui tendoient à briser le ridicule sur la personne des magistrats du peuple & des représentans de la nation les plus estimés. Nous avons dit qu'il faisoit ce métier pour de l'argent, & que nous avons pensé que le besoin d'un petit écu pouvoit seul pousser quelques malheureux à écrire ou à faire des balourdises de cette force. Le chevalier de Saint-Meard nous apprend que sans être aussi riche que de Ségur, comme l'a avancé l'auteur du *Courrier français*, il jouit pourtant d'une fortune qui le dispense de travailler pour vivre.

Nous l'en félicitons ; car aujourd'hui qu'il est devenu un républicain, (du moins c'est le député Gorfas qui l'est, mais nous ne serions pas sa caution) on ne peut pas sa vie à dire ou à faire des quolibets.

Quoi qu'il en soit, le chevalier de Saint-Meard a bien expié les abus de son esprit & les faillies de son imagination par les 38 heures de son agonie ; & la brochure dans laquelle il en décrit avec intérêt les circonstances principales est la meilleure réponse qu'on puisse faire à ceux qui ont saisi l'occasion du 2 septembre, si l'on peut-être fait naître pour avoir un prétexte de dominer le peuple de Paris. Assurément le récit du chevalier est moins la justification que celle de la conduite des juges. Son aventure est bien la preuve qu'il ne cherchoient point des complices dans tous les prisonniers.

toute la dextérité de l'auteur ne lui eût servi de rien avec des bourreaux massacrant pour le seul plaisir de massacrer. On aime à voir ce bon peuple tout couvert du sang des traîtres, se dédommager de la rigueur nécessaire de ses fonctions, en faisant grâce sur les premiers indices d'une innocence apparente. Il faut en lire les détails dans l'écrit même, le plus piquant qui ait paru dans la révolution, mais qui se refuse à l'analyse.

Compte rendu au ministre de la guerre par le lieutenant-général Dillon, commandant l'armée des Ardennes.

Nous sommes inondés de comptes. Pétion fait le sien ; Roland l'imite, Robespierre aussi, Brissot fait de même, Dillon vient à son tour ; & ce qu'il y a de singulier, c'est que tous ces comptes ne sont que des comptes moraux. Heureusement que nous ne sommes plus au temps de Necker, qu'on ne s'enthousiasme plus pour un compte rendu, & qu'après l'avoir lu on garde à peu près la même opinion sur les personnages. Un compte moral n'est, à proprement parler, qu'un amas de lieux communs, de vérités si générales, qu'elles sont applicables à tout, & chacun les emploie à sa manière. Quoique Dillon n'intitule pas ainsi son compte, c'est cependant le nom qu'il mérite ; car il ne répond aux accusations intentées contre lui que par des principes vagues, & la plupart des faits qu'il y cite sont étrangers aux chefs d'accusation.

Dillon, mandé à Paris par le pouvoir exécutif, a amené avec lui, pour sa justification, son maréchal de camp Galbaud, & son adjudant général Gobert. Dans tout le cours de son ouvrage, il paroît que ces deux officiers étoient ses amis, ses hommes de confiance. Ne peut-on pas, d'après cela, récuser leur témoignage ? Nous y sommes d'autant plus fondés, que dans une autre espèce de compte moral de Gobert, intitulé Observations sur la campagne de 1792, cet officier dit, en parlant de Dillon : *J'ai coopéré à toutes ses opérations. S'il a encouru le blâme, je dois le partager ; mais si, comme je le crois, il mérite des éloges, je veux aussi les partager.* Il est assez plaçant de voir trois complices prétendre se servir de témoins réciproquement, se justifier l'un l'autre, & , qui plus est, se renvoyer des louanges.

comme nous croyons, nous, que tous trois sont coupables, & qu'ils ont mérité plus que le blâme, nous ne faisons aucun reproche à Dillon d'avoir amené ses deux régiments; mais on sent combien, dans toute autre circonstance, il seroit dangereux de permettre à un général, agissant ainsi, d'amener avec lui les officiers qu'il a le droit de choisir: ce seroit lui laisser un moyen de se faire sur l'armée, en lui ôtant des hommes essentiels, comme, par exemple, étoit seul ingénieur de la petite armée Dillon: c'est lui-même qui l'assure, & Dillon n'a pas.

Je suis sur le champ au fait principal, à la lettre par celui-ci au Landgrave de Hesse. (Voyez nos lettres, pag. 115.) Voici ce que Dillon, dans son rapport, répond à ce grief important.

Kellermann & Valence étoient le 4 octobre, à Ay, à Buzancy, à plus de quatorze lieues de moi; je n'étois depuis deux jours droit sur Verdun; j'avois avec moi de 16,000 hommes, même depuis ma réunion à Labarolère; & c'est avec cette petite armée que, dès le 5, j'ai cerné complètement Verdun des deux côtés jusqu'à la Meuse, à une très-petite distance; j'ai attaqué & repoussé les postes des armées autrichiennes & hessoises, campées devant Verdun en-deçà de la Meuse, & au nombre de plus de 20,000 hommes sans y comprendre la garnison prussienne dans la ville; ni l'armée prussienne en entier, campée dans différents points, depuis Conshoy jusqu'au Mont Saint-Michel, au-dessus de Verdun & au-delà de la Meuse. J'étois près de 60,000 ennemis devant moi; j'espérois, par conséquent, d'après la méfiance que je savois réveiller entre les alliés, que l'armée prussienne ne passât pas la Meuse pour venir au secours des Autrichiens. Cette circonstance, n'aurois-je pas rendu un grand service à la république, si, divisant les Hessois des Autrichiens, j'avois pu me trouver à partie égale avec eux, & en mesure de les battre en présence même de leurs alliés?

J'apprends d'une manière certaine à Clermont, que les Hessois & les Autrichiens étoient extrêmement malade, qu'ils s'accusoient réciproquement de trahison, & cela avoit été poussé au point que les Autrichiens

avoient levé leur camp un jour d'avance, sans en prévenir les Hessois qui s'étoient regardés comme livrés & sacrifiés, quand ils apprirent mon attaque sur Autrecourt. On m'assura aussi que le Landgrave, dans sa colère, avoit témoigné à haute voix le désir de trouver une occasion qui le forçât à se séparer des Autrichiens. Voilà les motifs qui me donnèrent la première idée de lui écrire, pour augmenter la terreur dont il étoit atteint, & pour tâcher, en le divisant d'avec les Autrichiens, de tomber sur ceux-ci : le projet de ma lettre ne fut point un secret ; j'en parlai ouvertement à mon quartier général, j'en lus tout haut un premier projet. Le général Galbaud, dont les principes ne peuvent être suspects, m'aida à rédiger la lettre que j'ai envoyée ; elle fut écrite de Domballe, & non de Clermont, comme on l'a dit par erreur. Le renvoi du lieutenant Lindau, approuvé d'ailleurs par Dumourier, ne servit que de prétexte pour le faire accompagner par Gobert, mon adjudant général, & qui est de plus officier de génie. Quant à la phrase de cette lettre que l'on m'a reprochée, il est évident qu'elle n'étoit qu'un appât, & que je proposois comme une grace, ce qu'il n'étoit pas en mon pouvoir d'empêcher ; je savois de reste que l'armée prussienne assureroit la retraite des Hessois : or, quand j'aurois fait une phrase inutile, suis-je dont pour cela coupable, sur-tout quand je n'ai pas même attendu le retour de mon adjudant général pour canonner douze heures après vivement les Hessois ».

Mais, Dillon, tu oublies à la fin de ton compte ce que tu nous a dit au commencement : Clairfait avoit seize mille hommes. Tu avois bien su lui résister, l'attaquer, même avec sept à huit mille seulement. Pourquoi le 4 octobre, lorsque tu en avois seize & peut-être vingt mille, comme tu l'as écrit à Favart, commandant de Metz, lorsque les troupes ennemies, peu supérieures aux tiennes, étoient affoiblies par la faim, par les fatigues, par les maladies, & déjà *saisies de peur*, pourquoi agir comme si tu eusses eu peur toi-même, pourquoi proposer le premier de laisser passer les Hessois sans les battre ? Puisque tu avois tenu tête à Clairfait avec la moitié moins de monde que lui, puisqu'avec vingt-six mille hommes, Dumourier en avoit arrêté cinquante mille,

se soixante-deux mille Français avoient repoussé mille ennemis, étoit-ce un *grand service* à rendre à la patrie, que d'ouvrir honteusement le passage à six mille hommes ?

Supposant que le dessein de Dillon eût été de diviser les ennemis entre eux, ce qui d'ailleurs étoit inutile, puisqu'il a avoué lui-même que la division y réussit, étoit-ce ainsi qu'il falloit s'y prendre ?

Enfin, à une partie de l'armée combinée de se retirer, de se battre, c'étoit les engager ou à rester ou à fuir d'opprobre, sur tout s'il étoit évident que l'ennemi assureroit leur retraite. Si tu n'eusses pas voulu, c'étoit-là le meilleur moyen, pour les engager à partir.

Il ne nous offre des exemples de ces divisions sans art dans des armées combinées : il est vrai, mais ce n'est point l'art d'un républicain, mais c'est du génie des généraux royalistes ; ils savent répandre de faux bruits, façonner de fausses lettres, y accuser des alliés les uns par les autres, leur présenter des projets dangereux à la coalition ; voilà les armes des despotes & des esclaves ; les hommes libres rougissent d'en user de la moindre perfidie. Que dirons-nous de Dillon ? Tu n'as montré ni la vertu d'un homme, ni la souplesse d'un esclave. Tu avois donc des manœuvres particulières pour faire baslement la cour au Landgrave.

Il a fait canonner les Hessois douze heures après. Est-ce que cela prouve ? Que tu voyois ton coup échouer, ta perfidie sans effet ; que tu voulois la masquer par cette canonnade, ou bien que tu espérois que le Landgrave, déterminé par cette attaque, te feroit des propositions avantageuses pour toi : ce qui seroit vraiment arrivé, si la canonnade eût été plus vive, si après ton attaque le Landgrave prit un ton plus ferme avec ton adjudant qu'il avoit *retenu pendant toute la durée de l'attaque*, dit Gobert lui-même, & vraisemblablement pour lui donner une *réponse différente*, suivant la nature des choses.

Quelle mal-adresse de la part de ce Gobert, qui avoue au Landgrave qu'il est ingénieur ! S'il n'eût cherché qu'à ôter la position de l'ennemi, il se seroit tu, & en

s'en retournant auroit tâché de prendre des connoissances plus positives encore, au lieu de s'exposer à se faire couvrir les yeux d'un double mouchoir, comme cela a été fait suivant les loix de la guerre qu'il avoit violées.

Il est donc plus certain que jamais que Dillon, dévoué entièrement à la constitution, très-humble serviteur du roi, malgré l'arrêt de déchéance, & rétabli dans son poste nous ne savons comment, vouloit s'arranger avec le Landgrave. L'avis donné à Favart de la fuite des Hessois, n'est qu'une précaution pour se mettre à couvert de tout événement.

Dillon, qui fait par-tout l'éloge de Dumourier, confirme néanmoins quelques-unes de nos réflexions sur la jactance de ce général. « On a pensé, dit-il, qu'il suffisoit de se présenter devant les Prussiens pour leur faire mettre bas les armes, sans que l'on ait été informé de leur nombre, de celui de leurs alliés, ou de ce qui existoit de troupes de la république à leur opposer. Il faut donc rappeler les faits : Le général Beurnonville, que l'on n'accusera point de timidité, harcela l'arrière-garde prussienne jusque vers Buzancy ; mais il a dit lui-même, dans les comptes qu'il rendit à Dumourier, que les Prussiens faisoient devant lui la plus belle retraite, qu'il ne pouvoit, avec les forces qu'il avoit, les attaquer, mais seulement leur faire le plus de mal possible. Kellermann & Valence, qui succédèrent à Beurnonville dans cette partie, ne purent pas plus que lui entamer l'armée prussienne, ni l'empêcher de se retirer en entier par Dun, & de-là vers Verdun au-delà de la Meuse ».

Cela n'empêche point d'avouer qu'il n'y ait des détails intéressans dans ce mémoire de Dillon, & qu'il n'y soit clairement prouvé que les ennemis ont été repoussés avec perte, qu'ils ont fait de grandes bévues, & que, sous cet aspect, leur retraite ne soit véritablement honteuse. Dans notre dernière guerre avec l'Angleterre, les accusations intentées contre les amiraux anglais démontrèrent à toute l'Europe que la victoire nous étoit restée à Ouessant. Dans cette guerre-ci, les accusations intentées contre nos généraux démontreront que toutes les actions particulières ont tourné à notre avantage, & que nos chefs y ont été pour beaucoup.

Parmi les *pièces justificatives*, nous croyons devoir en

deux qui sont extrêmement curieuses, & dont l'une n'a cependant aucun rapport avec Arthur.

tenue entre les citoyens Labarolière & Galbaud, marchant
des armées de la république, d'une part ; le duc de Brunswick,
des armées confédérées prussiennes, autrichiennes & hes-
soises, le général Kalkreuth & un officier hessois, de l'autre part ;
le 20bre 1792, l'an premier de la république, tenue en plein

général Kalkreuth s'adressant à Labarolière : Je crois, monsieur, que vous ne serez pas difficile de tomber d'accord sur l'objet de ma demande. Vous savez que dans toutes les guerres, les vedettes sont tenues de s'épargner réciproquement ; cependant vos tirailleurs ont enlevé sans cesse les nôtres. Je vous demande de rétablir, à cet égard, les anciens usages de la guerre, & de convenir que de part & d'autre les vedettes seront respectées.

Labarolière. Je crois, monsieur, que la guerre autorise la conduite que vous m'avez proposée jusqu'à ce moment, & que votre demande prouve seulement l'insécurité de nos tirailleurs. Il est cependant une condition en de laquelle j'entrerais dans vos vues : ce seroit de me céder la moitié du bois occupée par vos troupes ; alors tous mes postes se trouvant assurés, je ne serois plus obligé de fatiguer mes troupes pour m'assurer de ce qui se passoit sur mon flanc.

Kalkreuth. Vous conviendrez, monsieur, qu'il m'est impossible de consentir sur cet article, parce que la possession entière du bois mettroit nos troupes en état de venir nous inquiéter impunément jusque dans notre camp. Voilà la réponse que je vous ferois si j'avois les pouvoirs nécessaires pour traiter sur cet objet ; mais ma mission ne porte que sur l'objet dont je vous ai parlé, & il m'est impossible de m'en occuper davantage.

Labarolière. Je suis fâché que mon devoir soit un obstacle au désir que j'aurois de vous faire plaisir ; mais vous êtes trop bon militaire pour ignorer que les grands succès à la guerre ne sont souvent dus qu'à la continuité de petits avantages. Ceux que remportoient journellement nos troupes légères vous prouvent avec quel zèle nous combattons pour la cause qu'elles défendent. Il y a long-temps que le roi de Prusse & le duc de Brunswick devoient être persuadés de la vérité ; ils auroient sans doute agi plus politiquement, s'ils avoient calculé d'avance le sang & l'argent qu'ils alloient répandre inutilement ; ils ont, dans leur début sur notre territoire, profité de l'absence d'un pouvoir qui devoit nous défendre ; mais ils doivent aujourd'hui que la nation, mue dans le même sens, sera invincible.

Galbaud. Ce qu'a dit Labarolière est de la plus grande vérité. Il y a long-temps que le roi de Prusse auroit dû renoncer à persécuter un peuple qui ne lui a fait aucun mal ; il y a long-temps qu'il auroit dû se souvenir que, par une fautive politique ; il alloit devenir la victime de l'ambition d'une cour perfide, que Frédéric sut toujours apprécier, & qui ne renonça à l'alliance de la France, que parce que la

duc de Louis XV, encore plus perfide, sacrifia les intérêts du peuple à l'ambition d'un courtisan. Les temps ont bien changé. Les Français, las du joug des tyrans, ont voulu faire eux-mêmes leurs affaires. Il est bien étonnant que le duc de Brunswick ait eu la folle présomption (passez-moi ce terme) de vouloir dicter des loix à un peuple que l'Europe entière ne pourroit soumettre, quand tous les despotes se réuniroient contre lui. Notre force consiste aujourd'hui dans l'opinion : elle est uniforme. Les Français sont tous résolus à s'ensevelir sous les débris fumans & ensanglantés de leur territoire, plutôt que de renoncer à leur souveraineté. Vous en avez vu la preuve par la construction de cette batterie que nos soldats n'ont pas craint d'entreprendre à demi-portée de canon, & par la facilité avec laquelle ils ont démonté vos canons.

Kalkreuth. Je vous ai déjà dit mon opinion au sujet de votre proposition ; mais il se pourroit faire que le duc de Brunswick qui commande l'armée, vit différemment. Si je ne craignois d'abuser de votre complaisance, je vous prierois d'attendre ici ; je vais l'avertir, & je ne doute pas qu'il ne vienne lui-même s'expliquer avec vous.

Galbaud. Nous nous ferons un plaisir de l'attendre. Le général *Kalkreuth* se retire.

Pendant son absence, le général *Galbaud* eut une conversation avec l'officier hessois, qui, en substance, lui dit que son maître, le landgrave de Hesse, seroit très-disposé à s'accommoder avec les Français, qu'il ne prenoit nul intérêt aux émigrés, & que d'ailleurs il n'étoit entré que malgré lui dans la coalition des princes ; ce qu'il cit d'ailleurs est si insignifiant, & si peu digne d'un être libre, qu'on n'n pas cru devoir retenir cette conversation.

Kalkreuth revint avec le duc de Brunswick & un cortège nombreux.

Le duc de Brunswick. Comment vous appelez-vous ?

Labarolière. Je me nomme Labarolière, & mon collègue se nomme *Galbaud*.

Brunswick s'adressant à Galbaud. C'est vous qui avez placé ces canons ? Il nous ont fait bien du mal, & j'avoue que je ne conçois pas comment il vous est venu dans l'idée de les placer si près de notre redoute.

Galbaud. Ce que vous me dites prouve la bonté de notre opération. A la vérité, nous étions bien près de vous, mais nos soldats ne connoissent aucun danger quand ils travaillent pour la patrie.

Brunswick. Le général *Kalkreuth* m'a parlé de votre proposition relativement au bois ; convenez qu'elle souffrirait de grandes difficultés, si j'étois moins avare du sang humain ; mais avant de conclure cet arrangement, causons un peu de votre nation. Je l'aime & je l'ai prouvé plus d'une fois ; je suis fâché que *Dumourier*, au sujet de mon dernier manifeste, ait pris la mouche pour quelques paroles insignifiantes qui s'y trouvent. Ces expressions se jettent dans le peuple, mais des personnes instruites savent les apprécier, & je suis étonné que *Dumourier* y ait donné plus de valeur qu'elles n'en ont.

Galbaud. Permettez-moi de vous demander si le peuple français devenu libre, n'est pas aussi fait que le général *Dumourier* pour entendre le langage de la vérité ? Jugez s'il a dû voir avec plaisir des expressions où l'on sembloit méconnoître ses droits, & s'il auroit souffert

et qu'un de ses généraux oubliant le respect qu'il doit à son
 ain, eût écouté celui qui ne reconnoissoit pas la souveraineté na-
 tionale, j'avoue qu'à la place du général Dumourier, j'en aurois fait
 autant que lui.

Brunswick. Je ne dispute nullement à votre nation le droit de régler
 son gouvernement; mais a-t-elle choisi la forme qui convient le
 mieux à son caractère? Voilà ce dont on doute généralement en
 France, et certes, quand je suis venu en France, je n'avois d'autre but
 que de concourir à rétablir l'ordre!

Dumourier. Permettez-moi de vous demander quelle est la puissance
 qui auroit placé intermédiaire entre le peuple français & son

et instant, Galbaud regarde, & aperçoit à deux pas de lui,
 le ci-devant maréchal-de-camp Klinglin, vêtu en uniforme
 de garde blanche. Dans la surprise, il s'écrie: Eh! n'est-ce pas M. Klin-
 gelin-ci qui ne répondit rien, Kalkreuth parle bas à Poreille à
 Wick. Celui-ci fait à Klinglin le geste le plus méprisant; aus-
 si Klinglin se retire en arrière, fort honteux de cette réception.

Brunswick. Vous voyez comment je traite les émigrés; je n'ai ja-
 mais aimé les traitres. Faites-en tout ce que vous voudrez, peu nous
 importe; mais j'insiste pour que la nation française, connoissant
 ses intérêts, revienne à des principes plus modérés.

Dumourier. Je demanderai au duc de Brunswick si c'est l'auteur
 manifeste qui parle; alors je ne puis lui répondre qu'à
 la canon. Si c'est au contraire l'ami de l'humanité qui
 tient ce langage, je lui dirai que la meilleure preuve
 qu'il nous donne de ses heureuses dispositions à notre égard
 est de nous laisser le territoire français avant que nos armées qui se
 sent journellement ne l'y forcent. Nous savons que les Prus-
 siens sont atteints de maladies; qu'ils perdent journellement des hom-
 mes & des chevaux. Dans cet état de choses, ils ne peuvent résister
 longtemps; ainsi je crois que leur intérêt veut qu'ils épargnent
 toute effusion de sang. Si vous voulez traiter pour la reddi-
 tion de Verdun, je ne doute pas que la nation n'accorde aux Prus-
 siens toutes les facilités qui peuvent se concilier avec ses intérêts
 & l'équité qu'elle doit tirer de la violation de son territoire.

Brunswick. Le Français est une nation bien étonnante; à peine
 elle déclarée république, qu'elle prend déjà le langage des ré-
 publics. Au reste, je ne puis dans ce moment rien vous dire sur
 cet objet, ni sur celui qui m'a amené auprès de vous; il faut que
 je retourne au roi. Convenons pour vingt-quatre heures d'une suspen-
 sion d'hostilités entre nos vedettes, que tout reste *in statu quo*; de-
 main le général Kalkreuth viendra vous trouver; il a la confiance
 de la France, & soit le général Dumourier, soit celui qu'il commettra à ce
 sujet, pourra conférer avec le général.

Je suis charmé d'avoir fait votre connaissance. Quant à vous, gé-
 néral Galbaud, j'ai vu avec plaisir un ancien officier d'artillerie
 qui m'avez montré par votre batterie un échantillon des talens de
 l'artillerie en corps-royal. Continuez l'un & l'autre à bien servir votre pa-
 trie, & croyez que malgré la teneur des manifestes, on ne peut
 s'empêcher d'estimer ceux qui travaillent avec loyauté à assurer l'in-
 dépendance de leur pays.

Brunswick se retire, les tirailleurs français quittant les Prussiens.

en criant vive la nation. Ce cri étonne Kalkreuth, qui demande s'il y a sûreté pour lui.

Galbaud. La loyauté française vous est un garant certain de votre sûreté.

Conférence des généraux Dillon & Galbaud, avec le général Kalkreuth, tenuë à Glorieux, le 11 octobre 1792, l'an premier de la république.

A. Dillon. Vous connoissez, général, la teneur de la sommation que j'ai faite, comme un des généraux de la république, au commandant prussien à Verdun : il me faut une réponse prompte. Il est plus que temps que les armées étrangères évacuent notre territoire. Cette condition est un préalable rigoureux à tout accommodement ; elle est le résultat d'une délibération du conseil exécutif de la république, sanctionnée par la convention nationale.

Kalkreuth. Je n'ai aucune mission particulière ; mais ayant professé de tout temps une haute estime pour la nation française, je me trouverois trop heureux si je pouvois concourir à un accommodement également avantageux pour les deux nations. Je fais que le roi est très-disposé à écouter toute proposition honorable, & qu'il ne tiendra pas à lui qu'on y parvienne promptement.

A. Dillon. Vous n'ignorez pas que de tout temps la nation française a estimé les Prussiens ; qu'elle a toujours blâmé le monstrueux traité de 1756 : mais alors les peuples étoient esclaves, & la volonté arbitraire des rois, souvent guidés par l'intérêt particulier de leurs courtisans, régloit la destinée des nations. Vous savez que Frédéric ne pouvoit croire à une telle alliance, qu'il fut long-temps à traiter avec l'Angleterre.

Passons l'éponge sur ces trahisons politiques ; & puissent les deux nations, connoissant mieux leurs intérêts, se réunir contre leur ennemi commun.

Kalkreuth. Croyez, encore une fois, qu'il ne dépendra pas de moi que cet heureux événement n'arrive promptement. Je n'ai point été consulté sur la guerre présente ; je la trouve aussi impolitique de la part du roi, que celle de 1756 l'étoit de la part de Louis XV : mais dans cette dernière occasion, on a suivi l'impulsion donnée à l'Europe entière, par la crainte de voir se propager des opinions qui ne conviennent point aux princes.

A. Dillon. La révolution française a été amenée par l'expérience de 14 siècles ; la nation entière est d'accord ; & elle a lieu de s'étonner que des puissances étrangères soient venues s'ingérer dans ses affaires domestiques ; qu'elles aient craint son ambition, sur-tout, d'après la sublime déclaration de ne point ommencer de guerre dans la vue de faire des conquêtes.

Convenez, général, qu'une telle déclaration devoit procurer à la France autant d'amis qu'il y a de philosophes en Europe.

Kalkreuth. Rien de plus noble sans doute que cette déclaration : mais quelle caution la France donnera-t-elle de sa persévérance dans ce système ?

A. Dillon. Son intérêt & sur-tout la loyauté & la franchise qui doivent servir de base à tout gouvernement républicain. Que le roi de Prusse réfléchisse sur cette vérité, & il regrettera d'avoir fait couler le sang de ses peuples, & dissipé ses trésors, sur-tout quand il considérera que son véritable intérêt étoit de s'unir à nous pour

ter l'orgueilleuse maison d'Autriche qui convoite la Silésie, & se voit qu'avec regret celle de Brandebourg jouer un des premiers rôles en Europe; mais quoique, comme vous, je n'aie aucune opinion, je vous le répète, il faudra, avant de traiter d'aussi grands intérêts, que les armées prussiennes évacuent le territoire français, & que le roi de Prusse reconnoisse la république, & les pouvoirs nés à la convention nationale.

Kreuth. La sommation que vous avez faite seroit susceptible de ces observations; vous dictiez des loix, & cependant vous n'avez pas gagné aucune bataille. Nos armées combinées sont aussi sortées de vos terres; vous aurez Verdun, mais si nous nous obstinons à le garder, vous ne pourrez y entrer qu'après une victoire. J'espère que notre conduite, en vous remettant la place, vous prouvera le bon du roi de s'arranger avec la France.

Dillon. Cette première affaire terminée, il en restera une aussi ou moins importante, c'est la remise de Longwy. Le roi de France ne peut, par la prompte évacuation de cette place, prouver qu'il veut de s'accommoder avec la république, & je ne vous cache pas qu'on y fera marcher deux cent mille hommes s'il le faut. *Kreuth.* La place de Longwy n'est pas occupée par les troupes françaises, ainsi cette évacuation ne le regarde pas directement; ce qu'il pourroit promettre, ce seroit de ne se mêler en rien de sa place: je crois même pouvoir vous assurer que ses troupes n'y seront aucune part.

Dillon. Cette assurance ne suffit pas; il faut que l'influence du roi décide l'évacuation de cette forteresse sans effusion de sang, & sans que l'ennemi par ce moyen la sortie du territoire de la république.

Kreuth. Je n'ai reçu aucun pouvoir pour traiter. Cette conversation n'est que confidentielle; mais je suis persuadé qu'il ne sera pas difficile de l'amener le premier à déterminer l'évacuation de Longwy aussi facilement que celle de Verdun.

Dillon. Le roi de Prusse pourroit en ce moment donner une réponse convaincante de ses dispositions pour la nation française; il seroit de séparer entièrement les armées de celles de ses alliés, & ne cesser, comme il l'a fait jusqu'à présent, de protéger & couvrir leur retraite.

Kreuth. Vous savez que quand des voyageurs se sont promis de faire une route ensemble, l'honneur veut qu'ils l'achèvent conjointement, mais ce n'est pas une raison pour qu'ils recommencent une nouvelle route. Je pars rempli d'estime pour la nation française pour vous. Je rapporterai au roi notre conversation, & je ne doute pas du succès de mes démarches pour en obtenir une heureuse issue.

Dillon. Adieu, général; j'espère que la campagne prochaine s'ouvrira pas, sans que la France et la Prusse ne soient réunies; & vous aiderez à affranchir les Pays-Bas. Rappelez bien au roi de Prusse qu'il ne sauroit avoir une plus belle alliance que celle du peuple libre.

Kreuth. Reposez-vous sur moi; croyez que personne n'apprécie mieux les avantages immenses d'une telle alliance; puis-je aller moi-même à Paris la négocier! Sûr de la loyauté française, les affaires ne seront pas longues à terminer.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 2 novembre 1792.

Hérault de Séchelles a été nommé président ; Grégoire ; Barrère & Jean de Brie sont secrétaires.

Plusieurs dons patriotiques ont ouvert cette séance. Manuel a rendu compte des papiers trouvés dans une cassette , appartenans à M. de Bonnay : ce n'est qu'une intrigue amoureuse.

Sur la demande de Barrère , les commissaires envoyés à l'armée du Nord sont rappelés. Il a été décrété ensuite que le château des Tuileries & ses dépendances sont à la disposition de la convention , qui y fera placer ses archives , ses bureaux , &c.

Au rapport de Garan de Coulon , & d'après l'appel nominal de 409 voix contre 125 , il a été décrété que les procédures commencées à l'Orient au sujet des événemens qui se sont passés dans cette ville le 15 octobre dernier sont annulées , & que les détenus seront remis en liberté.

Le ministre de la guerre a instruit la convention que cinquante mille capotes alloient être expédiées à l'armée , & que tous les moyens étoient pris pour empêcher les fournisseurs de souliers d'en fournir d'aussi mauvais que par le passé. Cambon a demandé que les mauvaises marchandises fussent laissées au compte des fournisseurs. La convention a renvoyé cette proposition au comité.

Trois drapeaux pris aux Belges en 1790 par les Autrichiens , & repris à ceux-ci par Dumourier ont été offerts à la convention qui les a renvoyés à Dumourier pour les remettre aux Belges.

Après avoir entendu le rapport des comités des finances & des colonies , la convention a décrété que les lettres tirées par l'ordonnateur de Saint-Domingue , dont la somme se monte à 10 millions , seront payées par la trésorerie nationale , mais à titre d'avance seulement. Cette somme sera prélevée sur les contributions de la colonie.

Samedi 3. Barrère a donné lecture d'une lettre du mi-

de la guerre, qui annonce qu'une chaloupe parlementaire ayant été envoyée par le contre-amiral Franchet d'Espèrey dans le port d'Oucille, des paysans Piémontais, cachés dans une embuscade, ont fait feu à bout portant sur cette chaloupe, & ont tué sept hommes. On ajoute que la flotte française a tiré vengeance de cette infâme trahison, & qu'une partie de la ville d'Oucille a été détruite par le feu de nos batteries.

Le comité d'agriculture & de commerce a fait faire rapport sur les subsistances. L'assemblée y a beaucoup discuté, elle a voté l'impression du rapport & du projet de décret dont elle a décrété l'ajournement, mais la proposition d'un membre appuyée par Cambon, a été décrétée par anticipation de la discussion un article portoit qu'il sera mis à la disposition du ministre de la guerre une somme de douze millions pour acheter des grains dans l'étranger.

La séance s'est terminée par la lecture d'une lettre des généraux aux armées du Nord qui écrivent que tout est disposé pour l'entrée en Brabant, & qu'il s'est tenu sur ce sujet un conseil de guerre, dont les délibérations, qui ne pouvant pas être rendues publiques, portent que les Belges ne tarderont pas à être libres.

Le 4. Le ministre de la guerre a été autorisé par décret à faire saisir à Constantinople les effets appartenans à Choiseul Gouffier, ci-devant ambassadeur de France à la Porte Ottomane.

Cambon a fait décréter la suppression de la paie des canonniers nationaux aux canonniers qui s'exerçoient au camp de Paris, & qui ne s'y exercent plus.

On a lu une lettre de Custines qui dénonce Keller, pour n'avoir pas empêché, lorsqu'il le pouvoit, l'entrée des Prussiens à Trèves & à Coblenz. (Renvoyé au comité militaire & de sûreté.) Une autre lettre de Custines a appris de quelle manière s'étoit payée l'indemnité des deux millions de florins taxés à Francfort.

On en a rendu compte ailleurs.

L'ordre du jour étoit l'admission des pétitionnaires. Des députés de Nice ont été introduits ; ils ont demandé, au nom du comité, d'être réunis à la France. La convention, sur la motion de Barrère, a déclaré, par l'organe du président, qu'elle ne délibérera sur l'adoption des

Niçois qu'après qu'ils auront émis leur vœu dans des assemblées primaires.

Une députation de fédérés a été admise ; ils ont demandé à être admis à faire le service de la convention , conjointement avec la garde nationale de Paris. Des commissaires de la commune ont été entendus après eux , & ont demandé que tous les volontaires nationaux rassemblés à Paris fussent envoyés à l'armée du Brabant. La convention a ordonné l'impression & l'envoi aux départemens des deux adresses des volontaires & des commissaires des sections de Paris.

Quelques dénonciations des provocateurs au meurtre ont été faites. Le citoyen Féron a été mandé pour rendre compte d'un fait relatif à cette dénonciation.

Lundi 5. Après quelques décrets rendus sur des objets de détail , l'ordre du jour a appelé Robespierre à la tribune pour répondre aux inculpations de Louvet ; son discours a été long ; souvent interrompu par de vifs applaudissemens , une seule fois par des murmures. L'assemblée en a d'abord ordonné l'impression en pareil nombre d'exemplaires que le discours de Louvet ; puis après des débats bruyans , elle a passé purement & simplement à l'ordre du jour. Une lettre de Custines , qui donne quelques détails sur le bon état de son armée a terminé la séance.

Mardi 6. Le ministre de l'intérieur a été chargé de rendre compte de l'exécution de la loi qui ordonne la traduction des décrets en allemand , patois , basque , &c.

La convention a ordonné le renvoi au comité d'une pétition d'une commune allemande , enclavée entre deux de nos départemens , & qui demande sa réunion à la république française.

On a lu une lettre de Dumourier , en date de Bouffu , qui annonce quelques succès sur les Autrichiens.

L'assemblée avoit chargé la commission des vingt-quatre de lui faire un rapport préparatoire sur le choix & le rassemblement des pièces qui serviront à l'instruction du procès du ci-devant roi. Malassé , membre du comité , a obtenu la parole pour faire ce rapport. Nous en avons fait connoître ailleurs les principales dispositions. L'assemblée , après quelques débats , en a décrété l'impression.

Custines a écrit que la ville de Francfort vient de

la moitié de sa contribution ; c'est-à-dire
 florins , & l'autre est payée en une r
 deux termes , dont le dernier est à dix
 ice.

mann a écrit pour répondre aux inculpations de
 Sa lecture a été renvoyée au comité de sûreté gé-

emblée entend la lecture d'une lettre écrite au
 de la guerre par des commissaires du pouvoir
 , envoyés dans les colonies ; ils n'ont pas eu le
 encore de faire beaucoup de choses , mais ils an-
 que la paix règne également dans les posses-
 sions , & que les assemblées primaires vont se
 d'après un mode plus conforme à la liberté &
 Renvoyé au comité colonial.

a fait , au nom du comité de surveillance , un
 sur l'état actuel de Paris ; il l'a peint comme
 le , & n'ayant rien à craindre de la force ar-
 si s'y trouve. De grands débats se sont élevés sur
 tion du rapport.

edi 7. Une lettre du ministre de la marine a an-
 que le pavillon de la république a été insulté
 vaisseau portant pavillon génois. Le conseil exé-
 dispose à demander réparation de cet outrage.
 commissaires de l'armée des Pyrénées orientales
 it que les places fortes & les magasins de cette
 de la frontière sont en bon état.

èque Grégoire a fait lecture d'une adresse de cinq
 Anglais à la convention nationale. Nous en avons
 ailleurs.

jour avoit été fixé pour entendre un rapport du
 de législation sur la manière de procéder au ju-
 t de Louis XVI. Quelques membres demandoient
 port pour divers objets ; l'empressement de l'assem-
 c des spectateurs les a écartés. Mailh , rapporteur
 mité de législation , a obtenu la parole. Nous avons
 son rapport dans ce numéro , & nous y avons
 tout au long le projet de décret , en quatorze ar-
 présenté par le comité. Le discours de Mailh a
 plaudi. La convention en a ordonné l'impression &
 tribution à chaque député , au nombre de dix exem-
 s , ainsi que l'envoi aux quatre-vingt-trois départe-

mens. L'ajournement pour la continuation de la discussion , a été fixé à lundi prochain.

Une lettre du ministre de la guerre sollicite l'autorisation de l'assemblée pour nommer un huitième général que la division des troupes françaises rend nécessaire. Cette lettre est renvoyée au comité militaire.

Judi 8. Lacroix , au nom du comité militaire , a fait adopter un décret sur la nomination aux emplois vacans dans les troupes de ligne de la république. Les généraux français sont tenus d'en informer , & le conseil exécutif nommera de suite , d'après les formes prescrites.

Cambon a dénoncé un marché ruineux fait pour l'état , par Jacob Benjamin , marchand , & Vincent , commissaire ordonnateur en chef de l'armée du Midi. Plusieurs membres demandoient que les marchés fussent annulés ; quelques-uns mêmes vouloient un décret d'accusation contre Montesquiou. Après de fort longs débats , il a été décrété que Vincent & le juif Benjamin Jacob seront arrêtés & traduits à la barre , & les marchés passés entre eux supprimés & de nul effet. Le comité de sûreté publique est chargé de faire le lendemain un rapport sur la conduite du général Montesquiou.

Le capitaine Duval , arrivé de la Guadeloupe , a été admis à la barre ; il a annoncé que l'étendard de la révolte étoit arboré à la Guadeloupe , ainsi que la cocarde blanche , prise par tous les colons. L'assemblée , après une assez longue discussion , a décrété d'accusation Blanchelande & plusieurs autres officiers. Sur la motion de Billaud-Varennes , la convention a mandé à la barre l'ex-ministre Lacoste , pour rendre compte de sa conduite. (Voyez les détails de cette affaire dans un article de ce numéro.)

Le ministre de la guerre obtient la parole ; il demande d'être autorisé à faire marcher aux frontières les bataillons de volontaires qui se trouvent actuellement à Paris. Renvoyé au comité de la guerre.

Ce 10 novembre 1792 , l'an premier de la république ;
PRUDHOMME , électeur de 1792.

N^o. 175.

de la Convention Nationale.

**ÉVOLUTIONS
DE PARIS,
ÉDIFIÉES A LA NATION.
N^o PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
ATORZIÈME TRIMESTRE.**

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 10 AU 17 NOVEMBRE 1792.

Culte gratuit.

EST sans doute faire le plus bel éloge de la religion ca-
que, que de dire que plus la liberté triomphe, plus
rincipes étendent parmi nous leurs racines, & plus
même religion se rapproche de sa pureté primitive
s intentions de son auteur. L'assemblée constituante
oute rendu de grands services; elle avo

Tome 14.

A

effacé plusieurs des taches qu'y avoient imprimées la cupidité des mauvais ministres, l'ignorance & la rouille des temps ; mais entraînée quelquefois par la nécessité des circonstances, plus souvent encore par sa propre corruption, elle a fréquemment composé avec les principes, & formé un alliage dangereux de la vérité & de l'erreur : c'est sur-tout dans ce qui regarde la constitution civile du clergé, que cet esprit impolitiquement médiateur avoit paru. Les vrais catholiques, les hommes sages & tolérans gémissent de la voir porter atteinte à l'égalité des cultes ; en faisant payer à la majorité le culte de la minorité, & en imposant toute la nation, pour des opinions religieuses d'une partie de cette même nation.

Notre conscience est à nous ; & dès que nous ne troublons point l'ordre de l'état, nous ne devons être soumis qu'aux charges de l'état ; les frais de la religion ne peuvent pas être rangés dans cette classe ; car dès - lors il y auroit une religion de l'état ; & s'il y avoit une religion de l'état, elle seroit dominante, car elle absorberoit, elle éclipseroit toutes les autres. En vain disoit-on qu'à l'ombre de ce culte, les cultes différens pouvoient exister. Les cultes doivent avoir la même égalité que les personnes ; car ils ne sont que des opinions plus ou moins vraies, plus ou moins erronées, & les opinions, quelles qu'elles soient, doivent jouir de toute la latitude de la liberté, qui n'existe point sans égalité. Si votre religion a plus de publicité que la mienne, si l'état se l'approprie, il semble rejeter celle que je professe, & l'état ne doit rejeter que les opinions contraires au bien public. D'un autre côté, pourquoi tout citoyen doit-il payer les charges de l'état ? C'est parce que tout l'état en profite, parce que ces charges n'existent que pour entretenir des hommes qui veillent à son intérêt, à sa sûreté intérieure & extérieure, que pour salarier ses commis. Si les charges n'existoient pas, personne ne prendroit en main le timon de l'état ; les affaires iroient au hasard, ou plutôt elles n'iroient point ; l'anarchie régneroit au lieu des loix ; nos jours seroient dans la main du premier scélérat ; nos fortunes deviendroient la proie du plus fort ; nous retomberions dans l'état de nature dont les hommes ont trouvé les inconvéniens si insupportables, qu'ils se sont réunis en société pour les

tous ; mais telle ou telle opinion religieuse ne fait pas le bon ou le mauvais état. La pureté de nos mœurs, la probité des hommes, dépend de la morale, qui est la même pour toutes les religions de l'Europe ; ainsi il est inutile de payer au trésor public pour alimenter telle ou telle religion. Que je sois juif ou anabaptiste, calviniste ou mazarin, la république n'en sera pas moins république, & n'en sera ni meilleures ni plus mauvaises ; il est donc inutile que je paie.

En attendant de ce premier inconvénient, il en est un second de tout culte salarié par l'état ; c'est que celui qui ne professe pas la religion salariée, paie pour le culte de cette religion qui n'est pas la sienne, & encore pour la sienne propre. Certes, voilà une injustice criante qu'un homme paie deux fois & constamment le même impôt.

Il eût été peut-être facile à l'assemblée constituante d'éviter l'écueil où elle est tombée. La convention parvint à nous en retirer, & nous assure plusieurs avantages à la fois. Le comité des finances lui a présenté cette semaine un plan vaste ; il a proposé de supprimer dans toute la France l'impôt mobilier & industriel, & de couvrir le déficit que causeroit cette suppression par la suppression des dépenses d'un culte salarié.

Il y a long-temps que nous nous sommes élevés contre l'impôt mobilier & les patentes. Dès le moment où ces contributions furent établies, nous prouvâmes qu'elles étoient contraires à la raison, & par conséquent au bien général. L'expérience a été en notre faveur, nul doute que cette suppression ne soit accueillie avec transport par tous les Français.

Nous croyons qu'il en sera de même de la seconde partie de ce projet. On sentira que, sans contredit, une religion n'est plus belle lorsqu'elle est plus riche ; que jamais les ministres ne sont plus vertueux lorsqu'ils sont moins dotés. Si l'on pouvoit faire l'historique de tous les évêques & prêtres, on verroit que les uns pieux ont toujours été les plus riches, & que ces derniers accablés de donations fastueuses ont été occupés par les hommes les plus pervers. On en peut aisément juger par l'histoire des papes. D'après cela, il est dangereux pour un évêque d'avoir douze,

quinze, 10 mille livres de rentes, & il ne faut pas à un curé mille écus ni quatre mille francs.

Mais il faut, dira-t-on, que le prêtre vive. Sans doute, & nous croyons que l'humanité, que la justice exigent que l'on conserve une pension alimentaire à tous ceux que l'église emploie aujourd'hui comme ses fonctionnaires; mais que ceux qui leur succéderont prennent d'autres mœurs, contractent de nouvelles habitudes, celles de la primitive église, & ils n'auront besoin que d'eux-mêmes.

Plusieurs personnes croient que les citoyens, dans ce nouvel ordre de choses, devraient nourrir eux-mêmes leur prêtre, de quelque religion qu'il fût, & qu'on pourroit subvenir à ses besoins de deux manières différentes, ou en faisant pour lui des collectes à époques fixes, ou en lui payant une certaine indemnité pour chacune de ses fonctions à laquelle ils assisteroient. Nous croyons que le premier moyen seroit honteux, & pour les prêtres & pour les simples fidèles. Nous avons aboli les ordres mendiants; nous ne voulons pas les rétablir. Il est contre les principes d'un bon gouvernement d'aumôner les hommes; car celui qui reçoit & celui qui donne sont également avilis. Dans un bon gouvernement le véritable pauvre doit être nourri par la société entière, & non par un individu dont la générosité l'insulte. Le faux pauvre doit travailler; & celui qui travaille, dans quelque état que ce soit, ne doit point dépendre des caprices de celui qui l'emploie; il doit convenir avec lui de la valeur de son travail, & lorsqu'il reçoit son salaire, il est l'égal de celui qui le paie.

Mais peut-on assigner un prix à des fonctions sacrées? Sans doute le tarif ne seroit pas aisé à fixer: d'ailleurs la religion des chrétiens s'y oppose: dans toutes les sectes on ne vend point les choses saintes.

Nous observerons d'abord que le nombre des prêtres doit désormais être extrêmement diminué. Toutes les religions différentes de la catholique lui donnent aujourd'hui, à cet égard, un exemple qu'elles ont reçu d'elle. Les vices & les abus, la superstition se sont augmentés avec le nombre des prêtres. L'histoire ecclésiastique en fait foi; & c'est sur-tout dans les siècles d'ignorance, où se commettoient les plus grands crimes, que se sont faites les plus nombreuses fondations, que l'on a dit le plus

nesses. Les scélérats ont, en général, l'esprit foible; ne Louis XI ils croient qu'en faisant quelque acte de dévotion ils peuvent effacer leurs crimes. Dans l' primitive église, où régnoit le zèle & la vertu, où la religion fut dans tout son éclat, un seul évêque, un seul prêtre suffisoit à tout un diocèse, ou du moins à un canton. Les chrétiens, qui savoient qu'il faut sur-honorer Dieu en esprit & en vérité, ne se rassembloient pas souvent pour leurs offices; un seul jour de la semaine étoit consacré à ce pieux devoir, & ce jour étoit le dimanche. Ne croyez pas qu'ils eussent alors de vastes édifices, des basiliques somptueuses, où brilloit l'or, l'argent & tous les arts. Non; c'étoit souvent dans des lieux souterrains, comme on le voit encore sous nos églises: on y brûloit de la cire, non point pour aujourd'hui par pure ostentation & en plein jour, pour dissiper les ténèbres de ces lieux obscurs. Les fois, c'étoit dans une chambre, au second ou troisième étage, qu'on se rassembloit; ils étoient quelquefois à la distance de plusieurs lieues de chemin de lieux consacrés à leur culte, mais leur ferveur leur faisoit oublier les fatigues, & ils y accouroient. Dans ces modestes chapelles, tout étoit simple comme ceux qui les fréquentoient; on n'y mangeoit point la cène sur des vases d'or; on se servoit pour le sacrifice de la même matière que ceux que l'on employoit aux usages communs de la vie. Les fidèles emportoient chez eux l'eucharistie dans un morceau d'étoffe; arrivés dans leurs maisons, ils la plaçoient dans un tabernacle fait de terre; & dans les momens de ferveur ou de danger, quand il falloit aller au martyre, ou lorsqu'on étoit malade, chaque chrétien se communioit de sa propre main, & prenoit ainsi le viatique. Les prêtres ni les évêques n'étoient pas obligés de courir chez un moribond, au lieu de l'aller trouver; le malade trouvoit auprès de lui, & sur le champ, les consolations les plus douces que sa religion lui présentait.

Les mœurs si simples & si touchantes étoient dédaignées de nos fastueux prélats qui n'en étoient pas dignes; mais c'étoient les mœurs primitives de la religion, les mœurs, que les chrétiens avoient contractées sous le despotisme des empereurs romains, & par la force de la religion, sont véritablement des mœurs.

républicaines ; des mœurs d'hommes libres , qui abhorrent le faste même dans la vertu , qui ne se plaisent que dans une douce & heureuse simplicité , qui ne multiplient point les êtres sans nécessité.

Nous espérons que ces mœurs seront bientôt générales parmi nous , & qu'elles seront par conséquent celles de tous les cultes ; alors nos prêtres n'auront pas besoin d'être en si grand nombre ; alors même ils n'auront pas des fonctions si multipliées & si assidues ; alors , excepté quelques jours solennels , tout leur temps leur restera ; ils feront dans leurs fonctions religieuses ce que font dans des fonctions politiques nos jurés , nos membres du conseil de la commune ou notables ; qui n'ont que quelques heures par semaine à consacrer aux fonctions importantes dont ils sont chargés.

Qu'il seroit beau alors de voir les prêtres suivre d'eux-mêmes l'exemple de leurs premiers devanciers , employer ces longs intervalles de temps à des travaux utiles & fructueux ! Saint Paul ne vouloit être à charge à personne , & il faisoit des tentes dans ses momens de loisir. Saint Epiphane rapporte que la plupart des évêques & des prêtres joignoient le travail des mains à la prédication de l'évangile , choisissant des métiers convenables à leurs occupations. Saint Basile s'excuse auprès de Saint Eusèbe de ne lui avoir point écrit depuis longtemps , parce que les clercs de son église étoient occupés tous à des métiers sédentaires , & qu'aucun n'avoit eu occasion de lui porter sa lettre. Des conciles même ont permis autrefois positivement aux ecclésiastiques de faire un commerce , pourvu qu'ils ne voyageassent pas hors de leurs provinces. Qui empêcheroit donc un prêtre de gagner sa subsistance , & d'aller célébrer l'office divin pendant le dimanche , sans exiger aucun salaire , comme nous allons tous à ce même office sans aucun salaire , comme nous montons notre garde , comme nous siégeons au tribunal du jury sans recevoir aucun émolument ?

Lorsque des villages seroient trop éloignés les uns des autres , & en même-temps trop peu considérables pour avoir un prêtre particulier , on verroit le zélé ministre parcourir ces divers hameaux , dire , comme cela se pratiquoit quelquefois sous l'ancien régime , & tous les ans à Noël , plusieurs messes le même jour , pour la commodité des fidèles , comme des commissaires envoyés de

, & qui parcourroient les campagnes pour le salut du peuple.

Les prêtres rendroient ainsi à leur état tout son lustre & toute sa dignité première : on ne les appelleroit plus de vains saineans, le vieux proverbe *sacerdotium otium* ne seroit bientôt oublié, & ce seroit une grande leçon à donner aux ministres protestans, qui, en critiquant les abus du papisme, ont bien su garder pour eux celui-là, par lequel ils se montreroient avec tout le désintéressement de l'évangile, qu'on les croiroit animés de l'esprit de religion, & non pas esclaves de l'égoïsme & de la cupidité : alors les prêtres mériteroient les bénédictions du peuple ; car en lui distribuant les secours spirituels, ils lui épargneroient 120 millions d'impôt. Elle est l'heureuse réforme qu'amenera sans doute la révolution nationale. Nous croyons cependant qu'elle ne pourra pas se soustraire à une obligation prescrite par la loi & l'humanité. La plupart de nos ministres n'ont aujourd'hui pour moyen de subsistance que leur état, de sorte qu'ils n'ont ni métier ni fortune : on ne peut les attendre si tard à l'apprentissage. L'assemblée nationale leur accordera sans doute des secours pour le reste de leur vie : c'est un des torts de l'ancien régime, que nous aurons à payer encore quelque temps.

L'on veut suivre l'exemple des premiers chrétiens, & les dépenses pour le luminaire, pour la construction ou la location des temples, pour l'achat des vases sacrés, deviennent donc à peu près nulles ; il en sera de même de celles qu'ont exigées jusqu'à présent les ornemens sacerdotaux. Depuis le décret qui supprime les costumes, les prêtres & évêques ne paroissent plus en public avec des habillemens distinctifs ; mais dans l'intérieur des temples ils se revêtent toujours d'habits longs & singuliers, & de vestemens religieux pour la célébration des mystères, ce qui est entièrement opposé à la pratique des apôtres & des premiers chrétiens, & aux avis que donnoit en 428 aux évêques des Gaules le pape Célestin I^{er}, quoique jaloux de tout ce qui pouvoit rehausser aux yeux du peuple la dignité sacerdotale : il leur disoit qu'il falloit chercher à se distinguer des autres chrétiens, non par l'habit, mais par la doctrine & les mœurs, & ne pas chercher à imposer aux simples par un extérieur singulier.

Les habillemens qui dans le culte catholique sont

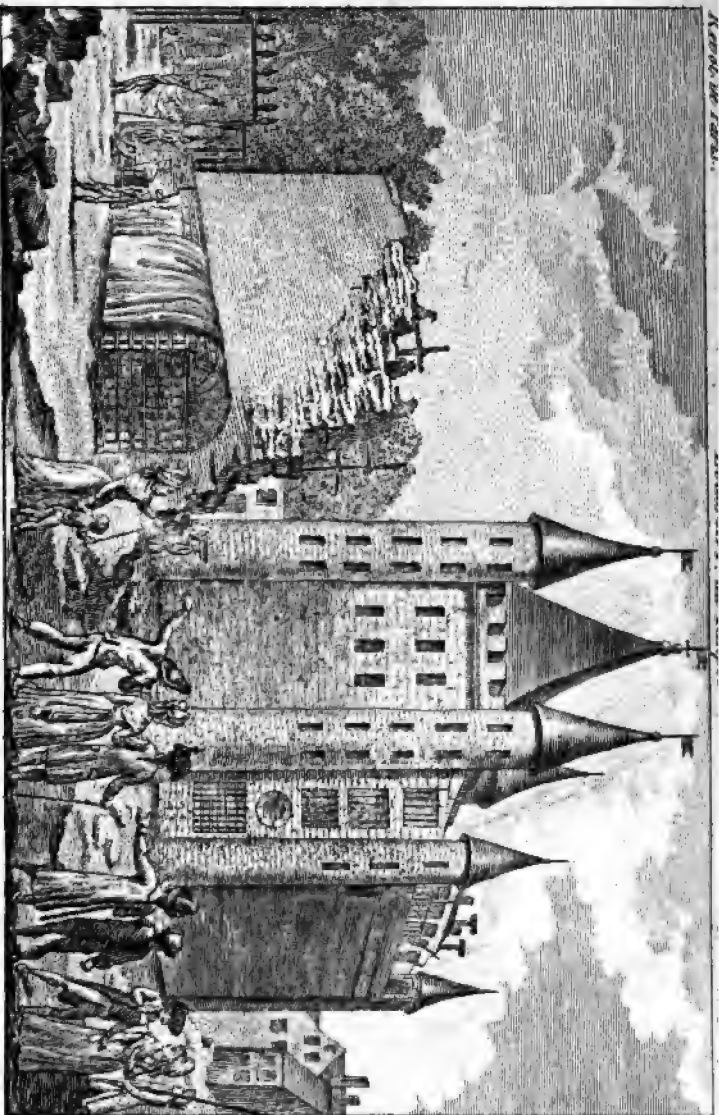
devenus des habillemens sacrés , & ont été affectés au service divin seul , n'étoient , dans les premiers siècles , que des habits journaliers & communs aux chrétiens & aux payens. La chappe étoit un grand manteau qui garantissoit des injures du temps , & dont le chaperon se relevoit sur la tête : elle s'appeloit pluvial. Tout le monde , au temps de Saint-Augustin , portoit la chasuble. Sous l'empereur Valérien , la dalmatique fut en usage parmi les hommes de toutes les conditions. L'étole étoit une bande de toile ou d'étoffe , pour arrêter & essuyer la sueur du cou & du visage. Le manipule n'étoit qu'une serviette qu'on tenoit sur le bras pour servir à table. Laube même , c'est-à-dire la robe blanche de laine ou de lin , se portoit en public ; & l'empereur Aurélien , l'un des ennemis les plus acharnés du christianisme , fit don au peuple romain d'une quantité de ces tuniques , ainsi que de ces grands mouchoirs dont nous avons fait nos étoles.

Tout a donc été dénaturé dans nos habits d'église. Les modes ont changé parmi les hommes ; les chrétiens eux-mêmes en ont adopté de nouvelles ; mais leurs prêtres , en se conformant à celles-ci , ont encore gardé les anciennes , & ont mis , s'il est permis de parler ainsi , mode sur mode ; car les mutandes , les capuchons , les surplis , d'abord de peaux , & ensuite de lin & de toile , les soutanes furent à leur tour & à différentes époques les modes de tout le peuple. Le clergé s'y conforma , & dans les cérémonies jeta par-dessus ces habits ordinaires & nouveaux des habillemens de l'ancienne mode , qui prirent alors un caractère sacré. Dès que nos pourpoints , nos haut-de-chausses , nos redingottes eurent remplacé les soutanes & tuniques , les prêtres , mieux instruits de leurs intérêts temporels , gardèrent celles-ci , & dès-lors ils se les approprièrent pour les usages ordinaires , comme ils s'étoient déjà approprié les costumes plus anciens pour les cérémonies du culte public.

C'est donc par abus & pour se distinguer que dans la suite les prêtres & clercs ont ainsi revêtu des habits particuliers , soit à l'autel , soit au dehors. Cette singularité bizarre fut toujours contraire à l'esprit du christianisme , & elle doit son origine à l'ambition du clergé. Ce ne pourroit être que par une ambition pareille que les prêtres dorénavant attacheroient quelque importance à



*Il en est qui ont vu de grands yeux à la vue de ces dômes du Temple se fermant
L'an 1771 et sa famille.*



ornemens recherchés ; ce sera toujours par un motif d'intérêt & d'orgueil que quelques individus s'opposent à des réformes qui n'intéressent point le dogme moral qu'ils professent. Ces vicaires , par exemple , vouloient faire flotter à Lyon l'étendard de la religion , à l'occasion de la fonte de quelques cloches , cherchoient à persuader au peuple qu'on alloit renverser l'église catholique , parce qu'on lui ôtoit le droit d'insister les mariages , les morts & les naissances ; purement civils , qu'elle n'eut point dans les communes : ces vicaires n'étoient sûrement pas des hommes de bonne foi ; & quoique sermentés , ils n'avoient eu que le masque du patriotisme. Il paroît même qu'ils n'avoient pas plus de mœurs que de civisme & de vertu , puisque les prétendues dévotes qui , tous leurs jours , tâchoient de sanctifier les esprits , étoient des femmes publiques.

Enfin ! prenez-y garde ; que le passé vous instruisse l'avenir ; tous les mauvais prêtres n'ont pas refusé l'aveu ; il en est qui ne l'ont prêté que dans l'espoir de dominer à la place de ceux qui le refusoient. Quand la convention aura supprimé l'impôt mobilier , les salaires & le salaire des prêtres , tous les loups cachés sous la peau de brebis , tous les mercenaires , tous ces hommes avides d'honneurs & d'argent , crieront au blasphème & à l'impiété ; ils publieront hautement que la religion est perdue , & il n'y aura de perdu que les hommes d'assouvir leur ambition & leur cupidité , & la religion subsistera tant qu'elle sera dans vos cœurs ; c'est son premier temple & son plus bel autel. Les bons prêtres , les respectables curés , ceux qu'anime l'esprit christianisme pur & vrai , béniront la main qui frappe ce dernier abus ; ils tâcheront d'être utiles aux catholiques sans aucun intérêt , par amour de la religion & de leurs semblables , & dès le lendemain , s'ils peuvent , ils travailleront pour soutenir leur vie , & feront hommage à l'état de la pension alimentaire qui leur aura été accordée.

Fin de la discussion à la convention nationale , sur le jugement du ci-devant roi.

Dans les préliminaires du jugement de Louis XVI , la convention observe-t-elle bien ce qu'elle se doit à elle-même ? 175. Tome 14.

même, ce qu'elle doit au peuple dont elle est l'organe ? Ne vient-elle pas de se compromettre en adoptant pendant toute une séance l'étrange motion d'ordre de Jérôme Pétion : *Louis XVI peut-il être jugé ?*

Louis XVI peut-il être jugé ? Quand nos neveux liront les crimes de Louis XVI, ils s'écrieront : Et nos pères qui en ont été les témoins, les victimes, ont eu la lâcheté de mettre en question s'il pouvoit être jugé ! Législateurs ! vous avez voulu effacer la tache trois jours après, mais elle restera. *Louis XVI peut-il être jugé ?* C'est parce que ce monstre a été roi, que vous vous faites cette question ; elle ne vous est point venue à la pensée pour tout autre criminel.... : & vous vous êtes constitués républicains !

Le poids de la vérité fit tomber dans une contradiction perpétuelle les orateurs qui discutèrent cette proposition. Le premier qui monta à la tribune eut le courage de traiter la question avec méthode. Nous ne nous arrêterons qu'un moment à son discours, que nous avons réfuté d'avance dans nos précédens numéros : (nous y renvoyons.) Mais ce à quoi nous ne pouvions répondre, c'est à cette assertion que nous ne pouvions prévoir, tant elle est inconsequente & gratuite. Il faut l'avoir entendue pour croire qu'elle a pu être hasardée.

« Si j'avois trouvé Louis XVI le 10 août, tout couvert du sang de mes frères ; si j'avois su ce jour-là qu'il avoit donné l'ordre d'égorger les citoyens, j'aurois été moi-même l'arracher à la vie & à ses forfaits. Cette action est dans mes principes, & personne n'auroit eu le droit de me condamner ; mais il s'est passé plusieurs mois depuis cette heure horrible, depuis ce dernier temps de ses trahisons & de ses perfidies.

» Il est maintenant sans armes & sans défense, nous sommes Français. La raison nous conduit naturellement sous l'empire de la loi ; mais, je le répète, la loi est muette à l'aspect du coupable, malgré sa conduite & ses forfaits ».

Morisson le savoit ; il devoit le savoir, du moins ; personne à Paris ne pouvoit ignorer que Louis XVI n'eût donné l'ordre. Morisson fait aujourd'hui le tyrannicide ; au 10 août il eût invoqué la loi pour punir l'assassin pris en flagrant-délit.

ard de Saint-Just, qui succéda à Morisson, se d'abord un roi en face. Il conclut à Louis XVI. « Mais, dit-il, nous avons moins à lui qu'à le combattre ; il nous faut repousser par la force. Louis combattoit le peuple ; c'est l'ennemi vaincu ». Quels pitoyables raisonnemens ! Ils tendent toutes ces violences faites à la loi, si nous avions besoin de lui surprendre un arrêt d'un scélérat ? Mais ce scélérat fut roi ; raison de plus en faire un exemple. Le talisman de la royauté sera tout à fait contre l'échafaud de Louis XVI. Méard de Saint-Just qui a dit : « Quand Louis n'auroit commis d'autres crimes que celui d'être il mériterait la mort ».

ces exagérations annoncent des législateurs novateurs qui croient atteindre le but en le dépassant. Si Louis XVI n'avoit été qu'un de ces rois fainéans dont il est parlé dans notre histoire, il eût mérité une place au château de Bicêtre ; mais il fut un monstre coupable, la guillotine l'attend au Carrousel. Voilà le droit méard, mal adroitement invoqué par Méard.

Méard de Faucher n'a fait que ressasser à sa manière les idées de Morisson ; seulement pour avoir l'air d'être nouveau, il s'est rappelé que le clergé, auquel il tient en horreur du sang : en conséquence il condamne Louis XVI au supplice de la vie. « Une puissante nation », dit-il, ne prononce pas, dans sa colère, sur le trône de son despote renversé ». Comme s'il falloit être en colère pour prononcer l'arrêt de mort de Louis XVI comme si Brutus étoit bien en colère quand il tua César ! Il l'écriva si peu que sortant de chez lui pour aller à l'assemblée, il couvrit de son manteau son serviteur qui trouva endormi sur le seuil de sa porte, exposé à la chaleur du matin. Nos juges criminels sont-ils donc si lâches, quand ils envoient un homicide à la mort ? Saint-Augustin du Calvados poussa si loin l'exagération, qu'il lui échappa de dire que le supplice de Louis XVI seroit une sanglante infamie qui seroit horreur à la terre. Les auditeurs, qui ne connoissent pas la structure du cerveau de l'évêque Claude, murmurèrent beaucoup à ce propos.

Il écouta plus favorablement Robert, d'un bout à l'autre de son discours, qui est dans de meilleurs prin-

peine infligée déjà à Laporte, à Bachmann, à Durosot, aux émigrés qu'on a pris, & à tous ceux qu'on prendra.

Représentans du peuple, d'après tous ces détails, qui ne vous font point honneur, on peut conclure que vous ne vous êtes pas encore placés dans le véritable état de la question. Vous avez à décréter le sort d'un roi scélérat & de sa famille.

Déjà, depuis plusieurs semaines nous ne devrions plus en entendre parler; le premier jour de l'an premier de la république auroit dû être le dernier du ci-devant roi. Qu'avez-vous donc tant à ménager? L'opinion publique est là qui vous presse, qui vous enjoint de par la justice & la patrie de livrer Louis XVI à la vindicte des loix. Ses crimes ne sont pas douteux; son châtimement doit il, peut-il l'être? Prenez garde qu'on ne s'aperçoive que vous traînez cette affaire en longueur. Vous déliez du calme pour travailler au projet de loix nouvelles que le peuple attend, terminez donc l'affaire de Louis XVI; & comme vous l'a dit Méard de S. Just, l'un des vôtres, & c'est le meilleur de tout son discours, *hâtez-vous de juger le roi : on cherche à remuer la pitié.*

Songez aussi à ce que vous dit Pétion dans le discours qu'il n'a pas eu le temps de prononcer. « Je ne v^{ous} présente ment qu'une cause aussi majeure que celle du jugement » du roi qui puisse occasionner un mouvement vraiment » sérieux à Paris, si la décision choquoit l'opinion publique ».

Déjà nous sommes infectés d'écrits tendans à nous inspirer cette fausse pitié, sentiment des ames foibles; déjà Neckers, que nous avions cru émigré de ce monde, rompt le silence pour intéresser les ames honnêtes (dit le benin Courrier Français) en faveur de son ancien maître Louis XVI.

Déjà un homme bien respectable, (dit le même Courrier) bien courageux, M. Huet, a proposé d'être le défenseur officieux de Louis XVI.

Déjà un autre citoyen, Vignier, publie les moyens de défense de Louis XVI; & quoiqu'il nous ait paru, dit encore le même journaliste; fort au-dessous d'un aussi beau sujet, on doit lui tenir compte de sa bonne volonté.

Déjà on lit tous les jours au conseil général de la commune le bulletin du rhume de Louis XVI & de la fièvre de Marie-Antoinette.

Déjà on débite à votre tribune, représentans du peuple,

n'est pas de l'intérêt de la nation de juger le
ant roi , encore moins de le conduire à l'échafaud ;
tre a-t-il été induit en erreur : la clémence est le
rti digne de la république ».

Capet doit-il être condamné à mort , se deman-
le Gregoire ? Non sans-doute , répond-il ; il ne con-
à la nation de donner un exemple de justice
tant plus nécessaire , pourroit paroître un acte de
ce , & nuirait à la liberté , au lieu de la servir.
se , qui ne vois toujours que l'oint du Seigneur
personne de Louis XVI , sache , & devoit-on
peler ? qu'aucune puissance sur la terre n'a le
bloudre un scélérat ! Il n'est pas de considérations
sont arrêter le cours de la justice ; un acte de jus-
toujours nécessaire , toujours à propos. L'intérêt
publique veut que justice se fasse ; les droits im-
issibles de la liberté ont pour base les loix inva-
e la justice. Voulons-nous imprimer un grand
à notre révolution ? voulons-nous ôter tout espoir
ir aux ambitieux étrangers & domestiques ? tra-
glaiwe de la loi la tête coupable de Louis XVI.
isquons-nous ? qu'avons-nous à craindre ? la justice
ce sont de notre côté. L'exécution juridique de
XVI ferme la bouche à jamais à tous les amis
qui espéreront toujours : espèces d'idolâtres dont la
tion durera tant que l'idole sera debout.

ailleurs , si nous faisons grâce à Louis XVI , qu'en
ous ? Sera-t-il banni ? Quo que l'exemple du pré-
d'Angleterre ne soit pas encourageant , Louis XVI
ouvenir de ce qu'on appellera ses malheurs inté-
t encore assez , & trouveront des partisans au-
& au-dehors. Si nous le condamnons à la réclu-
eux partis se feront bientôt connoître ; l'un par
atives pour l'enlever , l'autre par ses projets pour
au silence de la loi & à la foiblesse des juges.
ue Louis XVI existera , n'espérons pas un calme
Ce levain impur fera fermenter la masse des ci-
en sens contraire , & l'anarchie bravera les loix
s dans l'avidissement.

ous cédon à une fausse pitié , à une clémence
tendue , on dira de nous avec mépris : ils se disent
cains , & ils ont peur de toucher à un roi , ils n'ont
e de punir un grand criminel ; ils n'ont que

celui de conspuer ses images , de briser ses statues ; ils rougissent eux-mêmes d'avoir juré de reconnoître l'inviolabilité ; & , tout en foulant aux pieds cette loi absurde & injurieuse , ils en conservent la prérogative au plus grand de leurs scélérats.

Les prisonniers élargis le 2 & 3 septembre peuvent-ils être encore soumis au jugement des loix ?

Telle est la question unique à laquelle on peut réduire toutes celles que propose à la convention le ministre de la justice. La réintégration dans les prisons , même pour des délits très-légers , le recours aux tribunaux ordinaires , la pratique des formes accoutumées , l'application des peines infligées par le code pénal , sont une conséquence de l'affirmative , & c'est l'affirmative que nous soutenons.

Le ministre , qui penche pour la négative , fait d'abord sa profession de foi sur les événemens du 2 & 3 septembre , & c'est celle de tous les vrais patriotes. Il regarde presque comme un crime envers la nation française , de penser que ces événemens n'appartiennent pas à l'insurrection ; il pense que la tempête qui devoit épurer l'atmosphère de la France , avoit soulevé toutes les passions à de trop grandes profondeurs , pour que le calme pût renaître aussi-tôt après le 10 août ; mais les raisons qu'il apporte afin de décharger des accusations antérieures tous ceux que le peuple rendit ce jour là à la liberté , ne sont , à proprement parler , qu'une prosopopée éloquente.

« Citoyens législateurs , quoique le crime ne doive ja-
 » mais se présumer , supposons que les prisonniers ainsi élar-
 » gis étoient tous coupables , & qu'ils paroissent tous en ce
 » moment dans cette enceinte , faisant devant vous une
 » révélation de leurs délits , sur lesquels il seroit impos-
 » sible d'avoir un doute. Les assassins pourroient vous
 » dire : Notre crime est le plus grand de tous ceux
 » qu'un homme puisse commettre envers un homme , &
 » la plus grande aussi de toutes les peines y a été at-
 » tachée par vos loix ; la mort. Mais la peine de mort
 » en quoi consiste-t-elle ? est-ce dans le coup qui donne
 » la mort ? Non ; c'est dans l'appareil qui la prépare ,
 » qui l'annonce , qui la montre , qui l'approche de l'être
 » vivant. Toute la peine de mort est donc dans ses
 » horreurs ,

urs, & toutes les horreurs la précèdent ; toutes
 aissent au moment où le coup mortel est frappé.
 l'avons donc subie , cette peine terrible ; car
 nous sommes vus , les uns pendant plusieurs heu-
 res autres pendant plusieurs jours , menacés , en-
 nés de toutes ses horreurs. Pendant plusieurs jours
 avons souffert toutes les tranfes , tout le supplice
 mort. Voudriez-vous les faire recommencer pour
 ? Il y a eu des philosophes qui ont pensé que
 ne de mort est trop cruelle, qu'elle fait trop s'é-
 & trop souffrir l'humanité , pour que la société
 droit de la prononcer. Eh bien ! lorsque le droit
 re subir une seule fois la peine de mort est au-
 te douteux , croiriez-vous avoir le droit de nous la
 subir deux fois ? Sous l'ancien régime même ,
 e régime , dont les loix pénales étoient féroces ,
 rivoit qu'un coupable , en subissant le supplice ,
 pût à la mort , la vie étoit respectée ; on le re-
 nait comme ayant subi la peine de mort , comme
 amenant une nouvelle vie , comme étant pour
 dire un autre homme. Comment pourriez - vous
 ncer que nous devons être punis encore suivant
 leur de vos loix , lorsqu'on ne vous parle pas
 e de ceux qui , en nous délivrant , nous ont
 souffrir les supplices auxquels ils nous déroboient ,
 eux qui nous ont fait sortir des prisons à travers
 ots de sang qu'ils avoient fait couler sous nos
 » ?

us semble que les prisonniers élargis auroient une
 rien plus forte à alléguer en leur faveur , & qu'au-
 toutes les subtilités que le ministre Garat met
 ur bouche , ils pourroient dire : Représentans de
 on , c'est la nation entière qui s'est insurgée le 2
 bre comme le 10 août ; c'est la nation entière ,
 ure aux loix , qui elle-même alors jugea tous les
 les ; c'est la nation entière qui nous a renvoyés
 Quand la nation a prononcé , il n'y a plus de tri-
 l'appel ; ni la convention ni les tribunaux n'ont plus
 it de nous traduire devant eux ; on n'appelle point
 ment du peuple ; il nous a déclarés innocens.
 ne nous accusera pas , sans doute , d'affaiblir &
 uer les raisons dont s'appuie l'opinion contraire à
 re ; c'est à nous maintenant à les combattre & à
 r la loi dans tous ses droits. Répondons d'abord à
 nent du ministre.

Nous avons toujours vu avec douleur que la peine de mort souilloit notre législation ; mais ce n'est point à cause de l'appareil qui la prépare , qui l'annonce , qui l'approche de l'être vivant que nous l'avons condamnée , & que nous avons dit qu'elle crioit vengeance ; c'est , au contraire , parce que le coup qui la donne est trop instantané , trop rapide , pour effrayer salutairement les grands coupables ; c'est parce qu'il n'y a aucune proportion entre un instant de souffrance & des mois , des années , une vie toute entière de crimes ; c'est parce qu'il est impolitique d'ajouter à la perte de ceux que le crime a immolés , la perte d'un criminel que la société pourroit employer utilement pour elle ; c'est enfin parce que la société n'a aucun droit sur la vie des hommes qui la composent. Le corps de la peine , si l'on peut parler ainsi , comme le tort de la loi , est donc la privation de la vie , & non pas dans ce qui la précède. La société pourroit condamner les scélérats à des travaux , tels que le dessèchement des marais & l'exploitation des mines ; elle pourroit leur assigner des occupations où la fatigue se joignît à la honte , où chaque jour , chaque instant , pire que la mort même , les fit soupirer sans cesse après la fin de tous les maux , sans que la lenteur d'un supplice si terrible pût la faire accuser d'inhumanité.

On nous parle de l'horreur qu'inspire la vue d'hommes égorgés & du sang qui coule à grands flots ; mais ces hommes élargis n'ont pas été long-temps dans l'incertitude que leur causoit un pareil effroi ; & la peur d'un moment suffit-elle pour expier des forfaits ? Une fois la crainte passée , le spectacle de ce théâtre de mort ne peut être considéré comme une punition : nous l'avons partagé tous , nous qui n'étions pas même soupçonnés. Qui des Parisiens n'a pas été témoin de ces sanglantes exécutions ? Qui n'a pas vu le sol teint de ces traces effrantes ? Qui n'a pas vu les cadavres obstruant les rues & chargés par monceaux sur des voitures ? Croit-on d'ailleurs que ce spectacle soit bien affligeant pour un assassin dont les mains se sont déjà plongées dans le sein de son semblable ?

Anciennement , dit-on , si l'homme justicié , en subissant son supplice , échappoit à la mort , sa vie étoit respectée. Oui sans doute , parce qu'il avoit subi le supplice , parce qu'il avoit satisfait à la loi : encore l'arrêt portoit-il : *Jusqu'à ce que mort s'ensuive*. Mais la peur est-elle un supplice du code pénal ? Les malheureux dont il s'agit ont subi un jugement , & non pas un supplice. Ils

as le cas d'un homme qui se trouveroit en cause pour deux crimes & à deux tribunaux différens. Dans l'une des deux causes, pourroit-il pour cela faire à un second jugement, & dire qu'il ne doit être jugé ni condamné à aucune peine ; que s'il a subi quelque supplice, il l'a bien subi déjà par les tourmens, par les terreurs que lui a causés son premier jugement, par l'aspect de la mort qu'il a toujours eue pressée devant ses yeux.

La loi de l'humanité & de la philanthropie dans les loix du ministre, elle est malentendue, & elle est plus méconnue. La loi, après les momens d'insurrection, reprend son cours ; elle est comme un fleuve dont on a barré les eaux pour les faire refluer dans les campagnes. Dès que le temps nécessaire à cette heureuse inondation est fini, le fleuve est rendu à son premier lit, il reprend son cours & recouvre de nouveau son premier terrain qu'il sembloit avoir abandonné.

On s'étoit formé une idée juste des événemens du jour, on n'eût jamais proposé à la convention de telles difficultés. Dans ces jours terribles, le peuple, la nation entière n'avoit qu'un objet, qu'une espérance ; elle ne voyoit pour le moment qu'une sorte de danger redoutable, les amis des Prussiens. Bruns-
 étoit en France, il s'avançoit vers Paris. On ne pouvoit songer qu'à ce seul péril, qu'au crime de trahison ; tout le reste n'étoit plus rien dans ce grand danger commun ; tous les crimes alors disparoissoient, ren-
 voient dans la classe des infiniment petits, comparés à celui qui pouvoit livrer la France entière à ses ennemis les plus acharnés. Un tribunal prévôtal s'élève pour juger d'une manière expéditive tous ceux qui peuvent être complices de l'Autriche & de la Prusse. Voilà le seul tribunal de ce tribunal qui, dans ce moment, prit la place des autres ; tous les crimes étrangers à celui de conspiration sortent plus de sa compétence ; il devoit les renvoyer hors de son ressort, & il l'a fait. Aujourd'hui les premiers juges se sont assés sur leurs sièges ; c'est à eux à poursuivre tous les coupables qui se trouvent encore responsables aux loix antérieures, sans s'embarasser si ces prisonniers ont pu avoir droit de la mort ; car si le feu prenoit à une prison, & que les captifs s'échappassent, il s'ensuivroit qu'on ne pourroit plus les poursuivre, parce qu'ils auroient eu droit de le spectacle d'une mort terrible.

Il faut encore envisager cette affaire sous un autre

point de vue. Ces coupables détenus ainsi étoient de véritables ennemis publics ; ils étoient semblables à des ennemis pris les armes à la main. Si lorsqu'on est surchargé de prisonniers , on se voyoit sur le point d'être attaqué par ceux de leur parti , & qu'on fût de science certaine qu'un nombre de ces prisonniers vont forcer les prisons , courir eux-mêmes aux armes ; le droit de la guerre ne permettroit-il pas de se défaire de tels hommes sur le champ , en se réservant néanmoins de prononcer ensuite sur le sort des autres prisonniers ?

Il est vrai que le peuple auroit mieux fait peut-être de laisser dans les prisons ceux qui , par la nature de leurs crimes , n'étoient pas soumis à l'espèce de tribunal qu'il avoit établi ; mais le tribunal ne pouvoit s'empêcher de les élargir , puisqu'il ne les trouvoit pas coupables des délits dont il connoissoit. D'ailleurs cette générosité peu réfléchie du peuple qui n'avoit pas le temps d'en calculer toutes les suites , cette générosité qui a bien dû dédommager les prévenus de toutes leurs terreurs momentanées , doit-elle détruire le cours de la justice , qu'en n'avoit voulu que suspendre ?

D'après cela , l'objection que nous nous sommes proposée nous-mêmes , quelque puissante qu'elle paroisse d'abord , tombe entièrement. La nation les a renvoyés absous , c'est à-dire , absous du crime de haute trahison , du seul crime dont elle connoît alors ; & si elle les a relâchés , c'est qu'au moment où elle croyoit que tous les habitans de Paris sortiroient de leurs murs pour voler à la rencontre de Brunswick , elle ne vouloit pas même y laisser le nombre d'hommes suffisans pour garder ce reste de prisonniers ; c'est qu'elle croyoit que ces prisonniers eux-mêmes partiroient , qu'on en feroit autant d'ensans perdus , & qu'ils échangeroient un supplice honteux contre une mort glorieuse. Ces conjectures n'ont point été réalisées ; tout rentre donc dans l'ancien état de choses , & les loix doivent reprendre leurs droits sur tous ces êtres coupables qui n'ont pas sacrifié pour la patrie une vie qu'on ne leur laissoit que pour cet usage.

Ce n'est donc pas un appel à un second tribunal auquel on veut les atteindre , c'est un autre jugement qu'on veut leur faire subir , & pour d'autres faits. L'interrogatoire qui les a fait sortir de prison se réduisoit en substance à ce peu de mots : êtes-vous l'ami des Prussiens ? Dès que le contraire étoit prouvé , le tribunal à son tour répondoit en substance : votre affaire ne nous regarde plus.

Sur Jérôme Pétion & son dernier discours.

Les nous étions bien promis de ne plus revenir sur les malices affligeantes qui ont occupé si long-temps la nation nationale ; mais voilà que Pétion s'explique , & donne par écrit son opinion sur Robespierre : ne pouvons guère nous dispenser d'en citer les passages sans :

Il commence par jeter un coup-d'œil sur la révolution du 10 août ; il regarde comme momentanément utile avoir dont s'emparèrent les commissaires des sections. continue Pétion : « La soif de dominer s'empare d'eux ; mais la commune ne se borna pas à administrer , elle s'indigne de tous les pouvoirs : on y dénonçoit , on y arrêtoit ; on jugeoit ; on y prenoit une suite de délibérations les plus illégales ; alors tous les fils furent coupés dans mes mains , car je me serois bien gardé d'attacher mon nom à des actes aussi irréguliers. Robespierre prit alors de l'ascendant dans le conseil général : il ne voyoit que précipices sous ses pas : il ne parloit que de complots libéraux , que de trames contre le peuple ; il signaloit les vils conspirateurs. Je voulus lui donner quelques conseils furent repoussés ; enfin Robespierre & ses partisans entrèrent la commune dans des démarches inconsidérées , les plus extrêmes. Des nouvelles fâcheuses , la prise de Longwy , la prise de Verdun vinrent encore augmenter l'agitation des esprits ; l'absolution de Montmorency ; la publication du complot tendant à faire évader les prisonniers qui devoient se répandre dans la ville pour servir à tous les excès & enlever le roi , le décret qui ordonnoit la levée de trente mille hommes pour marcher aux frontières , tous ces incidens augmentèrent l'agitation des esprits. Le comité de surveillance de la ville , ayant pour chef , commande des arrestations , lance des arrêtés , comble les prisons... On annonce à la commune qu'on va immoler les prisonniers : cette annonce ne reçoit ni censure , elle est même applaudie. — Le 2 septembre arrive , le canon d'alarme se fait entendre , le tocsin sonne. On se porte aux prisons , on égorge , on assassine. Quel & plusieurs députés volent au champ du carnage ; ils parlent au nom de la loi : efforts inutiles ! Et moi , retiré de toutes fonctions , je n'apprends que le dernier des horreurs ; comment encore ? d'une manière vague & incertaine. On m'annonce même que tout est fini , mais les détails les plus déchirans me font sortir de cette lé-

thargie forcée. Je sais que ces scènes affreuses continuent ; je requiers de porter des forces aux prisons ; on ne me répond pas : j'écris de nouveau ; on me répond qu'on a donné des ordres ; mais ces ordres ne s'exécutent pas, & les massacres continuent ! J'accours à la commune ; je me précipite à la Force : des citoyens assez paisibles obstruoient la rue qui y conduit : la plus foible garde étoit à la porte ; j'y entre ; j'y vois des officiers en écharpe ; je vois des hommes tranquillement assis devant une table, & les écroux ouverts devant eux. Les uns font l'appel des prisonniers, d'autres exercent les fonctions de jurés & de juges. Une douzaine de bourreaux, tout dégouttans de sang & armés de coutelas & de massues, égorgent les victimes. Les citoyens au-dehors, gardant le plus morne silence aux arrêts de mort, jetoient des cris de joie aux arrêts d'absolution. Et les hommes qui jugeoient, & les hommes qui exécutoient, avoient la même sécurité que si la loi les eût appelés à remplir ces fonctions. Ils me vantoient leur justice, leur attention à distinguer les innocens, les services qu'ils avoient rendus : ils demandoient, pourroit-on le croire ? à être payés du temps qu'ils avoient passé. Je leur parle le langage austère de la loi ; je leur parle avec le sentiment de l'indignation profonde dont j'étois pénétré. Je les fais sortir tous devant moi ; mais j'étois à peine sorti moi-même, qu'ils rentrent : je fus de nouveau sur les lieux pour les en chasser.... la nuit ils achèvent leur horrible boucherie.

» Au milieu de toutes ces cruelles exécutions, je prends des renseignemens : mais parmi ceux qui me sont offerts, je ne puis distinguer les vrais coupables... Je dois le dire pourtant : si tous les pouvoirs avoient vu ces atrocités avec la même horreur que moi, elles eussent été arrêtées... Au travers de ces massacres, un mandat d'arrêt est lancé contre Rolland ; ce mandat pouvoit perdre ceux qui l'avoient décerné : on le révoque.... Je vois encore Robespierre ; je lui reproche ses dénonciations, son égarement. Il prétend que je suis mal entouré ; il me dit que Brissot est vendu à Brunswick. Je lui prouve le ridicule de cette inculpation. Danton étoit présent : il termine cette conférence en disant qu'il faut ajourner la discussion à la fin des dangers de la patrie... Danton & Marat étoient brouillés ; il s'agissoit d'une lettre injurieuse qui lui avoit été écrite par ce dernier. Nous descendons au comité de surveillance ; Marat y étoit : Danton s'emporte contre lui ; Marat déchire la lettre, & Danton l'embrasse.... Alors le conseil général de-

moins agité : les membres les plus bouillans étoient dans les départemens. On vit le fléau qu'ils y ont... Cependant l'assemblée électorale s'ouvre ; donne & fait afficher une liste de candidats ; cette liste suivie , sans qu'on ose même intervenir l'ordre des choix qu'il présenterait. Le corps électoral se livre à des exclamations qui font naître les orages , à des dénonciations qui entretiennent & augmentent l'effervescence ». Son terme en faisant le portrait de Robespierre , dit le mal qu'il en fait. Il nous semble pourtant qu'il y a aussi du bien à en dire. Écoutons-le parler :

Robespierre est extrêmement ombrageux & défiant : il voit par-tout des complots , des trahisons , des pré-
s : son tempérament bilieux , son imagination atra-
e lui présentent tous les objets sous de sombres cou-
impérieux dans son avis , n'écoulant que lui , ne sup-
nt pas la contrariété , ne pardonnant jamais à celui qui
blesser son amour-propre , & ne reconnoissant jamais
orts ; dénonçant avec légèreté , & s'irritant du plus
soupçon ; croyant toujours qu'on s'occupe de lui ,
pour le persécuter ; vantant ses services & parlant de
vec peu de réserve ; ne connoissant point les conve-
es , & nuisant par cela même aux causes qu'il défend ;
ant par-dessus tout les faveurs du peuple , lui faisant
cesser la cour , & cherchant avec affectation ses ap-
dissemens ; c'est-là , c'est sur-tout cette dernière soif-
e , qui , perçant dans tous les actes de sa vie publique ,
faire croire que Robespierre aspirait à de hautes
nées , & qu'il vouloit usurper le pouvoir dictatorial.
ant à moi , je ne puis me persuader que cette chimère
sérieusement occupé ses pensées , qu'elle ait été l'objet
ses desirs & le but de son ambition ».

Vous ferons une observation générale sur le discours
J. Pétion : quand on l'a lu , le premier résultat qui
présente à l'esprit , c'est que si ce magistrat du peuple
oit été prévenu & écouté , les journées des 2 & 3
tembre n'auroient peut-être pas eu lieu ; mais peut-
e aussi que la révolution du 10 août seroit encore à
re si on lui en avoit laissé la direction.

Malgré qu'il en dise dans sa préface , son discours
est pas exempt de prévention ; il s'en défend en vain ;
avoit , promis au-dessus de ses forces ; il devoit bien
raison pour s'abstenir de parler si tard de
le personnes sur lesquelles il falloit s'expliquer

aussi-tôt après l'événement, ou point du tout. A quoi bon au 12 novembre revenir sur les scènes du 2 septembre, en faire un tableau pathétique, y joindre les portraits des principaux personnages cachés derrière la toile ? C'étoit à la barre de la convention, c'étoit sur les cadavres jonchés dans les rues de Paris qu'il falloit élever la voix, & appeler le glaive de la justice sur ceux qui en provoquoient une infraction aussi révoltante. Pétition ! il falloit vous multiplier, & puisqu'à votre réquisition réitérée le commandant général ne donnoit point d'ordres ou n'étoit point obéi, il falloit vous-même armer les citoyens dans leurs sections, les conduire vous-même aux lieux du désordre, ne point quitter le peuple d'un moment, & mourir de sa main plutôt que de vous retirer, & le laisser pendant la nuit continuer ses exécutions. Voilà ce qu'il falloit avoir fait, pour avoir le droit de dire à Robespierre : *vous faites bien du mal, vos dénominations agitent le peuple. . . &c.*

Quel profit voulez-vous qu'on retire de votre discours ? que nous apprend-t-il ? Que le peuple a été égaré le 2 septembre & jours suivans ; assez d'autres l'ont dit sans vous ; mais ce que nous ne savions pas, & ce que nous sommes en droit d'exiger de vous, puisque vous nous annoncez des éclaircissemens sur cette malheureuse affaire, ce sont des faits positifs que vous dites avoir recueillis, & nous ne trouvons rien de tout cela dans votre opinion sur Robespierre ; au contraire, *si vous aviez à prononcer, comme juge, dites-vous, page 14, vous ne pourriez pas dire voilà le coupable.* Pourquoi donc, quand la convention est passée à l'ordre du jour, pourquoi rouvrir une plaie qui commençoit à se fermer ?

Que nous apprend votre discours ? Que la commune de Paris, après avoir rendu de grands services, a abusé de son pouvoir, nous le savions. Que Robespierre prit de l'ascendant, qu'il est ombrageux, irascible, jaloux des faveurs du peuple ; nous savions tout cela. Que Brissot n'a pas plus que lui les talens d'un chef de parti ; nous le savions encore. Que l'assemblée électoral étoit influencée, nous le savions aussi bien que vous ; mais nous n'avons pas les mêmes raisons que vous pour en faire la remarque. Que Marat & Danton s'embrassèrent en votre présence, disant qu'il falloit tout oublier. C'étoit un conseil que vous auriez pu suivre, quoique venant de votre ennemi ; ç'eût été plus généreux, plus édifiant de la part du premier magistrat de Paris, que de vous per-

meure

une sortie virulente contre Marat dans un discours où vous faites profession de modération, de philosophie civilisée.

Faites le bien, dites vous, & ne nous occupons que de l'âge Pénion, si vous avez relu votre discours, comme l'avez-vous pas jeté au feu, d'après ce passage de votre préface, qui en est l'arrêt? Vous convenez vous-même que tôt ou tard la calomnie passe, que la vertu dure. Eh! donc! pourquoi prendre le soin vous-même d'en faire l'apologie; laissez-la faire au peuple; il s'en accoutumera mieux que vous: ne vous a-t-il pas appelé une fois à la mairie? Quelle réponse plus péremptoire vous a-t-il faite? Vous avez préféré les sollicitudes du législateur aux sollicitudes du magistrat. Traitez dans le silence, & soyez sourd à tout ce qui n'est pas la voix de la patrie.

Nouvelles des armées.

On sait que Montesquiou a été décrété d'accusation. En conséquence au décret, il vient d'insérer dans Brissot une lettre où il essaie de se justifier; mais a beau mentir qui vient mentir; d'ailleurs il ne parle que de sa capitulation avec l'ennemi, & ne parle point du tout de ses marchés frauduleux avec ce juif Benjamin, qui prétend aussi être honnête homme. A toutes les assertions de Montesquiou, nous opposons une lettre d'un officier de son armée, qui le suit de près. Frère & ami, quand j'étois commandant à Lyon, j'ai eu le courage de vous dénoncer Montesquiou comme un traître & un agioteur infâme, & je l'ai signé. Vous l'avez imprimé: ce tartuffe n'y a pas répondu; donc il avois raison. Néanmoins la convention nationale, trompée, induite en erreur, lui a conservé le commandement de l'armée du Midi. — Eh bien! frère & ami, je vous dénonce une seconde fois comme digne cousin de Lafayette, c'est-à-dire, comme un traître dans toute l'étendue du mot. Il vient de consommer tous ses crimes par son traité impur de Genève. Les trois commissaires de la convention & moi, nous en sommes dans une indignation profonde. Je demande, comme citoyen & militaire, la cassation du traité & le jugement de Montesquiou, & je me porte son accusateur, puisqu'aucun de vous n'a le courage de le faire, & je signe ». *Lieutenant-général commandant la 6^e division militaire,*

HESSE. Besançon, 10 novembre.

Samedi soir, on a annoncé à la convention que le général Montesquiou avoit pris la fuite.

Et ce n'est pas seulement dans l'armée de Montesquiou que les fournisseurs volent la chose publique; ceux que nous avons à Paris font de même. Les habits sont mal cousus, le drap plein de défauts; le cuir des souliers est mauvais. Tel soulier n'a en tout que seize points qui attachent la semelle à l'empeigne: on auroit dû exiger des fournisseurs & ouvriers qu'ils missent chacun leur nom & leur cachet à leurs fournitures & à leurs ouvrages.

Kellermann a paru à la convention & aux jacobins; il n'a pas manqué de parler du 20 septembre: il n'a point dit d'injures à Custines, & s'est tenu dans les bornes d'une honnête & légitime défense. Il part pour remplacer Montesquiou. Dieu veuille qu'il n'ait pas de querelles avec Anselme & avec Truguet! Biron se conduit mieux que lui; il se met de soi-même aux ordres de Custines, qu'il commandoit naguère. Voilà du républicanisme, pourvu qu'il dure.

Dumouriez fait un grand étalage de la démission d'une place qu'il ne peut plus remplir: il abdique le commandement des Ardennes, & promet modestement de ne vouloir être rien après la guerre; ce qui veut dire qu'il abdique aussi le bâton de maréchal de France qu'il croit lui être dû. En attendant, nos troupes marchent de victoire en victoire: nous espérons qu'un zèle trop ardent, & des ordres peu calculés de généraux & de ministres ne les entraîneront pas plus loin que la Flandre Autrichienne. Un corps politique s'affoiblit en raison de son étendue ou de la trop grande distance de ses armées & de ses frontières. Nous allons citer les preuves originales, c'est-à-dire les lettres des généraux eux-mêmes.

Lettre du général Labourdonnaye au ministre de la guerre. Tournay, le 8 novembre 1792. Citoyen, l'évacuation de Mons a entraîné celle de Tournay. Les derniers postes des ennemis ayant quitté notre frontière ce matin, nous avons cru que Tournay ne se soutiendrait pas; j'y suis entré ce soir avec la première division de mon armée. La deuxième, campée à Cifoing, me suivra demain, & nous nous préparons à continuer les opérations combinées. La joie des habitants de Tournay est si marquée, que tout annonce que les armées françaises, combattant pour la liberté & pour la destruction des pouvoirs héréditaires, trouveront des alliés chez tous les peuples.

Lettre du même au ministre de la guerre. Au quartier-général de Gand, le 12 novembre 1792. Je m'empresse de vous annoncer, citoyen, que je suis entre aujourd'hui dans la capitale de Flandres sans la moindre difficulté. Mon avant-garde, commandée par le maréchal de camp Lamorlière, n'y a trouvé que quelques soldats cachés ou armés. Le lieutenant-général Latour y étoit arrivé de Coutray le matin, avec cinq mille hommes, il y a quatre ou cinq jours: j'ai envoyé quelques troupes à Anvers, & il a pris même la route de Liège & Bruxelles cette nuit. Si mon armée n'eût pas fait quatre lieues sans camper de Tournay ici, j'aurois l'espérance d'at-

son arrière-garde ; mais il faut que les troupes prennent le repos.

Je compte cependant atteindre une partie de ses bagages embarrasés à l'Éclaut, après avoir fait reposer mon avant-garde. Le général Dumourier désiroit que je marchasse à la hauteur ; vous trouverez pas en arrière, quoique nous ne soyons pas bien approvisionnés que lui.

Le général Custines au ministre de la guerre. Du quartier d'Ettringheim, le 12 novembre 1792. Fatigué des refus de Kell, & ses lenteurs ayant fait concevoir aux ennemis le projet de faire abandonner Francfort & de me renfermer dans Mayence, le parti de prévenir l'ennemi & de marcher en avant, conséquence, au moment de recevoir les renforts que vous m'avez, je forme un corps de neuf mille hommes environ, & je suis sur l'ennemi retranché sur le chemin de Limbourg. Arrivé à Wiltstein, j'apprends que l'ennemi est fortifié sur les deux rives de la... je prends la résolution d'attaquer les corps placés sur l'une & sur l'autre rive, & je partage le commandement de ces troupes.

Le colonel Houchard, instruit que quinze cents hussards prussiens ont été placés en avant, les a attaqués. Ces Prussiens ont un poste fort avantageux ; ils occupoient une éminence au-dessus de Limbourg, couverte par un grand ravin. Le colonel dirige son artillerie sur ce corps, & à l'instant où il va le charger, les quinze cents hussards se retirent. Alors Houchard attaque l'infanterie prussienne. Les troupes de la république combattent avec vigueur, & après une heure de combat, les Prussiens sont forcés d'abandonner leur poste.

Le colonel Houchard ayant eu l'art de les prendre en flanc, ils se retirent à Limbourg, non sans essuyer de fréquentes attaques. Je ne puis trop donner d'éloges au premier bataillon des volontaires du Jura ; il a toujours poursuivi les Prussiens à trente toises sans leur trêve.

Le cinquième régiment des chasseurs de ligne s'est également distingué. Le colonel Houchard s'est battu avec ce nerf que donne le patriotisme ; je sollicite pour ce brave guerrier le grade de maréchal de camp. Ce n'est pas pour lui qu'il faut le faire général, c'est pour l'honneur public. Le lieutenant-colonel des volontaires du Jura semble avoir mérité le premier régiment vacant.

Les Prussiens ont laissé cent hommes sur le champ de bataille, nous leur avons fait cinquante prisonniers, parmi lesquels il se trouve un colonel & un lieutenant-colonel. Ils ont eu prodigieusement de blessés, notre artillerie les ayant tirés à mitraille à la distance de cinquante toises pendant plus d'une heure.

Le plus étonnant, c'est que, dans ce combat long-temps disputé, nous n'avons eu que quatre hommes tués & dix blessés. Je voudrais, citoyen ministre, n'avoir jamais que d'aussi bonnes nouvelles à vous annoncer ; je voudrais fixer la fortune, & elle est femme, & mes cheveux grisonnent.

Le général Dumourier au président de la convention nationale. Bruxelles, le 14 novembre 1792. Citoyen président, hier je me suis présenté devant Bruxelles avec mon avant-garde. Les Autrichiens m'ont disputé les hauteurs d'Anderlecht. Je n'ai pas voulu verser mes braves camarades à répandre un sang inutile. La nuit est venue ; j'ai bivouqué, & le matin j'ai été reçu dans Bruxelles comme le libérateur de la nation.

L'armée de la république est plus animée que jamais. On peut lui donner pour épigraphe : *virtus acquiritur cunctis*.

La convention approuvera que toute l'armée lui recommande les citoyennes Fernig , qui se distinguent à toutes nos avant-gardes , & dont la maison , à Mortagne , a été pillée & rasée par les féroces Autrichiens.

Lettre du général Valence au ministre de la guerre. Charles-sur-Sambre, le 12 novembre 1792. J'ai l'honneur de vous rendre compte, citoyen ministre, que les troupes de la république française occupent la ville autrefois appelée Charles-Roi, & que le peuple nomme à présent *Charles-sur-Sambre*. L'arbre de la liberté est planté dans cette ville & dans presque tout le pays entre Sambre & Meuse; la garnison de Charles-sur-Sambre a fui à l'approche des troupes françaises. On assure que Namur les attend avec la plus vive impatience. Je ne puis me présenter devant cette place encore en ce moment, parce que j'attends des nouvelles du général Dumourier, vers lequel je marche pour me joindre à lui, afin d'attaquer ensemble l'armée autrichienne réunie.

Je pense cependant que les nouvelles que j'apprends ici se confirmeront. On dit que l'armée ennemie n'attendra point Dumourier; qu'elle se retire par Louvain: il me sera permis alors de suivre ma première destination. J'aurai l'honneur de vous instruire de ma marche, dès que j'aurai reçu les ordres du général Dumourier.

Le roi de Prusse est toujours à Coblentz; il est logé dans une auberge avec le duc de Brunswick. Ce dernier quitte le commandement des armées combinées, & retourne dans ses états. Le général Kalkreutz lui succède. On fait filer 8000 Prussiens vers Mayence, qu'il paroît qu'on a fort à cœur de reprendre avant l'hiver.

Extrait d'un traité conclu & signé à Pavie, au mois de juillet 1791. (Pièce authentique.)

L'empereur reprendra tout ce que Louis XIV avoit conquis sur les Pays-Bas autrichiens; joignant ces provinces aux Pays-Bas, il les donnera en échange à l'électeur Palatin; de sorte que les nouvelles possessions, jointes au Palatinat, porteront le nom de royaume d'Austrasie.

L'empereur aura à perpétuité la propriété & la possession de la Bavière, pour faire à l'avenir masse indivisible avec les domaines héréditaires de la maison d'Autriche.

L'archiduchesse Marie-Christine sera, avec son neveu l'archiduc Charles, mise en possession héréditaire du duché de Lorraine.

L'Alsace sera restituée à l'Empire. L'évêque de Strasbourg & le chapitre recouvreront leurs privilèges, ainsi que les souverains ecclésiastiques de l'Allemagne.

Si les cantons Suisses accèdent à la coalition, on leur proposera d'annexer à la ligne helvétique l'évêché de Bâle, les Gorges de la Franche-Comté, & celles du

avec les bailliages qui les avoisinent ; ainsi que le
de Verfoy, qui coupe le pays de Vaud.

Le roi de Sardaigne souscrit à la coalition, on rendra
avoie la Bresse, le Bugey & le pays de Gex, usus
cette monarchie par la France.

cas qu'il puisse opérer une assez grande diversion,
laissera prendre le Dauphiné, pour lui appartenir
vant, comme au plus proche descendant des an-
auphins.

Le roi d'Espagne aura le Roussillon, le Béarn & l'île de
& s'emparera de la la partie française de Saint-
gue.

l'impératrice de Russie se charge de faire une invasion
Pologne, moyennant quoi elle conservera Kamie-
avec la partie de la Podolie, qui confine la Mol-

l'empereur contraindra la Porte à lui céder Chockim,
de les petits forts en Servie, & ceux sur l'Ana-
le roi de Prusse, au moyen de l'invasion de la Russie
ogne, fera l'acquisition de Torn & de Dantzig,
oindra un palatinat, à l'orient des confins de la

le roi de Prusse acquerra en outre la Luzace, & l'é-
de Saxe recevra en échange le reste de la Pologne,
il occupera le trône comme roi héréditaire.

Le roi actuel de Pologne abdiquera le trône, moyen-
ne pension convenable.

Le roi de Saxe donnera sa fille en mariage au prince
le grand duc de toutes les Russies, qui fera souche
à héréditaires de Pologne & Lithuanie.

Le roi, Léopold, le prince de Nassau, le comte Flo-
ranca, Bissechowerder.

Le roi d'Angleterre y a passivement accédé en mars 1792.
Le roi de Hollande, moyennant que l'arrangement des
avec l'empereur se fit au gré de la république,
le partage.

Le roi d'Espagne a renoncé, lors de la rentrée du comte d'A-
au ministère, avec l'assurance d'une neutralité com-
(Comme le vent a tourné!!!)

Nouvelle nomenclature des rues de Paris.

Le conseil-général de la commune s'occupe en ce mo-
ment de nettoyer les rues de Paris de la plupart des noms

qu'elles portent ; & de leur en substituer d'autres ; que les hommes libres & les femmes honnêtes puissent lire & indiquer sans répugnance. Déjà l'ex-procureur de la commune, le citoyen Manuel, opine d'intituler *rue de Cainat* celle de *Sorbonne*. Peut-être ne seroit-il pas hors de propos que les dénominations nouvelles fissent davantage contraste avec les anciennes , & leur servissent de correctif ; en conséquence, n'étoit-il pas plus convenable de donner le nom de *la Vérité* à cette rue de *Sorbonne*, qui conduisoit à des écoles où l'on a si longtemps professé le mensonge avec une effronterie vraiment sacerdotale ?

Le citoyen Manuel a été plus heureux dans une motion subséquente ; il propose de faire porter aux quatre-vingt-trois principales rues de Paris, les noms des départemens. Cette idée étoit déjà venue à l'esprit d'Hunti quatre, & fut exécutée long-temps après, lors de la construction des rues qui forment le quartier dit du *Mairais*. On y lit les noms de plusieurs ci-devant provinces de France, tels que la rue de Bretagne, d'Anjou, de la Marche, de Xaintonge, de Poitou, &c.

Le conseil-général de la commune est parfaitement de l'avis de son procureur-syndic ; il sent la nécessité de rendre ce tribut d'hommage aux autres sections de la république, & de saisir jusqu'aux plus petites occasions de resserrer avec elles les liens de la fraternité. Cette nomenclature rappellera à chaque pas, aux égoïstes en politique, car il y en a par-tout, que Paris, depuis le 14 juillet 1789, a renoncé au titre de capitale. Si cette ville semble en ce moment s'alarmer du projet d'une garde tirée des quatre-vingt-trois départemens, c'est que, étrangère à tout sentiment d'amour-propre, elle a résolu de conserver dans toute leur intégrité les vrais principes qu'un parti semble méconnoître au sein même de la convention.

La section de Mirabeau n'a pas attendu le travail du conseil-général de la commune ; elle a déjà émis son vœu pour le changement de noms des rues de son arrondissement.

Extrait du procès-verbal du 6 octobre.

« L'assemblée s'est occupée, après son arrêté du 30 septembre, du changement des noms de plusieurs rues

Rion ; en conséquence elle déclare à l'unanimité
voeu est que les noms de ces rues soient changés
et ceux qui suivent :

S A V O I R ;

M S A N C I E N S .	N O M S N O U V E A U X ;
Batelière & neuve Grange Ba-	Scévola.
.....	des Gracques.
ter.	Manlius.
.....	Cérutti.
ence.	Francklin.
.....	Brutus.
de sac Taitbout.	l'impasse Brutus.
ay.	de l'Egalité.
ine.	de la Liberté.
ge & neuve S. George.	Guillaume-Tell.
.....	des Phocéens.
.....	des Belges.
Frères.	Caton.
ochefoucault.	Fabius.
l-Montmorency.	Decius.
.....	Socrate.
.....	de la République.
tyr.	Régulus.

Assemblée a arrêté qu'expédition de l'arrêté du 30
re du présent sera envoyée au conseil-général de
aune, qui sera prié d'adopter les changemens
dans les noms desdites rues, & d'ordonner les
ons nécessaires, & que communication en sera
aux autres sections par la voie du bureau cen-
correspondance. Pour extrait conforme. BAUDRY,
, BEFFARA, secrétaire-greffier ».

On lit avec plaisir rues de Scévola & des Gracques ;
quel bizarre assemblage que le nom de Cérutti entre
à Manlius & de Francklin ! Francklin remplace la
Provence ; Manlius, celle de le Pelletier : autant
laisser rue d'Artois, que d'y substituer celui de Cé-
le journaliste prétendu villageois qui mit tout son
à neutraliser la liberté parmi les gens de la cam-
an leur prêchant le plus pur royalisme dans un

Au reste, n'en soyons pas étonnés. Cette section conserve encore le nom de Mirabeau, cet être immoral & suspect, qui avoit un grand talent peut-être, mais à qui nous devons cette loi martiale & tant d'autres décrets, l'éternel opprobre de l'assemblée constituante ?

Les deux dernières dénominations que cette section de Paris propose, sont plus heureuses : elle appelle rue de la République, la rue Royale, & rue de Régulus, celle des Martyrs.

La convention se propose de changer aussi la nomenclature des villes, ports & autres propriétés connus jusqu'à ce moment sous des noms pros crits à jamais dans la république française. Puisse l'esprit public faire les mêmes progrès ! mais c'est à l'éducation nationale à nous préparer des mœurs dignes des hautes destinées qui nous attendent.

Adresse du club national à la convention nationale ; & pétition au département de la Gironde, par divers citoyens de Bordeaux, concernant la force armée qu'on veut envoyer à Paris.

Citoyens législateur, la pomme de discorde a été jetée dans la république. Deux partis se sont formés, échauffés ; ils s'acharnent avec fureur l'un contre l'autre ; ils menacent même la sûreté, le maintien du républicanisme ; & c'est parmi vous, c'est dans votre sein qu'ils ont pris naissance.

Vous avez malheureusement agité le projet d'une garde pour vous. Ce système, sous des apparences républicaines, peut favoriser le royalisme ou développer des ambitions prétoriennes. Il a trouvé, comme cela devoit être, & ses partisans & ses détracteurs ; & les premiers, fiers d'avoir parmi vous de chauds défenseurs, osent ouvertement devancer, préconiser vos décrets ; ils enrôlent publiquement dans notre cité, & affichent des invitations au peuple.

Législateurs, voici nos réflexions sur la garde que vous semblez désirer, & qui est la vraie cause de la division. Elles sont dictées par le plus pur républicanisme.

Quel

est le but de cette garde ? est-ce un honneur ou se dont vous voudriez vous environner , ou bien pour garantir la cité d'un péril dont elle est menacée. Dans le premier cas , elle est dangereuse & abandonnée , parce que comme législateurs , vous ne pouvez pas être entourés de baïonnettes , vous devez en avoir d'autre honneur , d'autre distinction que la vertu. Elle est absurde , parce que comme Français & mandataires du peuple , vous ne pouvez pas vous en occuper. N'êtes-vous pas au milieu de nos braves citoyens à Paris , au milieu de la république ? Tout le monde ne sont-ils pas fixés sur vous , tous les bras ne se lèvent pour vous défendre ? Que craindriez-vous ?

Dans le second cas , s'il est vrai que Paris soit en danger , la patrie l'est aussi ; alors ce n'est plus une garde nationale , ce sont des secours à la patrie. Pourquoi ne montez-vous pas au peuple par un décret ? Pourquoi ne prescrivez-vous pas les moyens , le genre de secours qui convient ? S'il en étoit ainsi , vous verriez la patrie entière , avec des forces imposantes & toujours victorieuses , porter des coups certains qui n'atteindraient que les coupables. Mais ignorant quels sont nos ennemis , entendant de toutes parts retentir les cris de révolte & de conjurations , & par un mystère impénétrable n'en connoissant pas les véritables auteurs , contre quel ennemi devez-vous que nous marchions ?

Êtes-vous aussi foibles que la première législature , qui nous a laissés pendant un an sous le couteau de la tyrannie ? Législateurs , tous les Français vous regardent avec confiance & courageux , & la France est sauvée. Il y a des factions , si le brave & vertueux Roussin en a fait connoître , sévisez contre elles , mettez les chefs sous le glaive de la loi. Fermez avec vous la porte à l'intrigue & à la cabale ; ralliez-vous autour du républicanisme ; chassez de votre sein l'élément d'une garde qui deviendrait bientôt le signal de la guerre civile , par l'injuste distinction qu'elle établirait entre le peuple & ses mandataires , ou par la force qu'elle pourrait donner à ceux que des intentions ambitieuses conduiroient à la dictature.

Enfin, législateurs, voici notre dernière réflexion, & elle n'est pas la moins importante.

Pourquoi la loi qui abolit la royauté n'est-elle pas encore sanctionnée par le peuple ? Des adhésions ne vous suffisent pas ; elles sont partielles & sans caractère ; & vous avez besoin d'une sanction connue en majorité. Si vous l'aviez cette sanction , vous pourriez procéder au jugement de Louis-le-Dernier & de sa coupable femme. Cette mesure est de la plus grande importance ; car , & nous pensons bien que vous le sentez comme nous , les agitateurs de Paris ne sont autre chose que les agens du parti monarchique transformés en faux républicains ; mais ôtez-leur le point de réunion qui les fixe, les dissensions cessent avec leurs espérances, & la France est tranquille.

Voilà, législateurs, nos réflexions. Consultez la France entière, consultez nos frères des 48 sections & les braves *sans-culottes* de Paris, vous y trouverez les mêmes principes. Puissent-ils fixer votre opinion pour le bonheur de la république !

Nous sommes vos frères, les membres du club national, Girard, *président* ; Gueraud, *vice-président* ; Reynaud, Fontanes, Catelan, Allain, *secrétaires*.

Pétition.

Citoyens administrateurs, nous venons requérir votre autorité contre une démarche dangereuse au bien public. Le premier de ce mois, notre général, à la tête de quelques personnes, fit une promenade dans notre cité, pendant laquelle, & notamment à l'hôtel de la patrie, il invita les citoyens à *s'enrôler pour Paris, & partir lorsqu'il en sera besoin*. Nous ne savons à quel titre il s'est conduit ainsi. Est-ce pour former cette garde à nos législateurs, dont un esprit de faction & désorganisateur a donné l'idée à quelques-uns d'eux ? C'est un système à la fois impolitique & absurde. Impolitique, parce que comme législateurs ils ne doivent pas être entourés de baïonnettes, & que comme républicains ils ne doivent avoir d'autre honneur, d'autre distinction que leurs vertus. Il est absurde, parce que comme Français ils ne peuvent avoir peur. Ils sont au milieu de nos braves frères de Paris, au milieu de la république ; tous les regards sont fixés sur eux, tous les bras levés pour les défendre. Qu'ont-ils à craindre ?

autre réflexion se présente. Que veut dire cet
 ent pour Paris , avec la clause ; *pour partir quand
 sera besoin ?* C'est astucieux. Notre général a-t-il
 que nous sommes ville frontière , & qu'à chaque
 l'Espagne peut nous susciter de nouvelles levées
 yens ? Pourrions-nous les faire avec succès si nous
 ou dégarnis de monde , ou enrôlés pour une autre
 on ?

es puissantes réflexions , nous en joignons une autre
 concluante. C'est qu'il n'y a aucun décret pro-
 qui ordonne cet enrôlement , quoique les amis
 liberté & de l'égalité en annoncent un dans l'affi-
 ils ont répandue ; qu'il est dangereux de préconiser
 ancer les loix , & qu'il est d'un système désorga-
 que des personnes en place viennent par leur
 he influencer l'opinion publique.

ministrateurs , voilà sur quoi nous reverrons votre
 é. Nous pensons trop bien de votre civisme pour
 que vous ne la mettez pas en avant ; nous vous y en-
 is au nom de la liberté & de l'égalité ; nous l'at-
 is avec confiance & restons vos frères. Les citoyens
 rdeaux. *Suivent les signatures.* Bordeaux , le 5 no-
 e 1792 , l'an premier de la république.

r l'intelligence de l'adresse & de la pétition ci-dessus ,
 savoir qu'il y a dans la ville de Bordeaux une
 faction en faveur du projet d'une maison militaire
 tionnelle ; qu'un certain club , qui n'hésite pas de
 aler de la république , va même au-devant de la loi
 e , & invite , par des affiches incendiaires , les ci-
 s à se transporter en armes à Paris , pour y com-
 les factieux ; que déjà même plusieurs sont prêts
 cher ; le commandant de la garde nationale de Bor-
 ne demande pas mieux. Le club des sans-culottes
 ais n'a pu voir cette insubordination sans la dé-
 r au département & à la convention. Cette mesure
 déconcertera un peu les espérances des mauvais ci-
 is qui ont jeté la pomme de discorde au milieu de
 publique. Contre leur attente , il n'y aura ni guerre
 ni maison militaire , & le peuple aura donné des
 de prudence à ses représentans. Puissent-ils en pro-
 De tous les points de l'empire , il leur en arrive
 ergiques les unes que les autres.

Vici ce qu'on lit dans une adresse envoyée à la convention nationale par le comité central des sociétés populaires de Lyon :

« Législateurs d'un peuple républicain , accoutumez-
 » vous à entendre son langage austère & vrai ; & quand
 » il vous trace vos devoirs , n'allez pas l'accuser d'incon-
 » séquence. . . Elevez-vous sans plus tarder à la hauteur
 » des circonstances ; loin de vous toutes ces haines , ces
 » querelles d'amour-propre , ces jalousies , ces rivalités ,
 » toutes ces petites passions indignes du caractère dont
 » vous êtes revêtus , & des fonctions que vous avez à
 » remplir. . . Législateurs , les nations attendent de votre
 » sagesse & de votre courage leur délivrance & leur bon
 » heur. Travaillez-y donc sans relâche ; que les tables
 » de notre nouvelle constitution voient tomber devant
 » elles l'orgueil & le sceptre des prêtres & des rois , &
 » les chaînes ensanglantées des nations ».

Et c'est contre un peuple parvenu à cette hauteur de sentimens , à cette maturité de raison que nos législateurs veulent se mettre en garde en s'entourant de soldats. Ils connoissent mal la nation qu'ils représentent. Quoi qu'ils fassent , la loi buzotte ne passera point. La partie éclairée de la nation n'en veut pas. Lyon , Bordeaux & beaucoup d'autres justifient par leur assentiment les craintes que Paris a manifestées sur une mesure dont on ne peut calculer les suites.

Pétition à la convention nationale.

CITOYENS LÉGISLATEURS ,

Les abus naissent dans un nouvel état de choses , comme l'ivraie dans les champs nouvellement ensemencés. Il faut sarcler pour avoir une bonne récolte. Je vous dénonce un grand abus à réprimer ; je respecte les magistrats élus par le peuple ; mais j'observe avec le zèle d'un citoyen qui porte la république dans son cœur. Ceux de Brest se sont décernés les honneurs suprêmes ; ils ont exigé que dans les cérémonies publiques où les troupes prendroient les armes , on les présenteroit à leur passage , on battoit aux champs , & on les salueroit du drapeau ; si le dernier rameau du pouvoir exécutif requiert ces honneurs , que restera-t-il pour les généraux d'armée , les départemens , pour la convention nationale , pour la majesté du peuple souverain assemblé en grande

devant laquelle les consuls de Rome faisoient les faïceaux ? J'ai entendu dire que c'étoit à cause cérémonie. Raison pitoyable ! les magistrats protecteurs de la loi doivent s'incliner devant elle, & les citoyens de la république doivent, au lieu de baisser la tête, les dresser comme étant prêts au combat pour la défense de ces loix.

Je veux permettre une autre réflexion à un vieux soldat qui a partagé le temps de sa vie entre les armes & la loi, je dirai que le despotisme royal & l'aristocratie ne se sont introduits sur toute la terre, que parce que sous différens prétextes & les magistrats se sont crus des représentans, ou se sont identifiés avec la loi. Le peuple superstitieux & l'aristocratie d'esprit a confondu la personne du magistrat avec la loi, & de là l'abaissement stupide de la plupart des magistrats, de là l'avilissement profond de la dignité même devant les charlatans de la loi, qui ont enfin osé l'audace jusqu'à la théocratie & l'esclavage. Les législateurs, comme soldat, je dois l'obéissance, mais ne voyez en moi que le citoyen qui a droit de réclamation.

Une adresse énergique, & dans les meilleurs principes de la patrie, citoyen Mengaud, lieutenant-colonel au trente-neufième régiment. Nous la reçûmes avec ce *post scriptum* : Je crains que ces adresses n'aient le sort d'une autre que je fis passer aux ministres de la justice, de l'intérieur, dont j'en ai aucune nouvelle, & dont peut-être je n'aurai jamais, quoiqu'elle prouve aussi bien que celle-ci l'orgueil des magistrats de Brest ». Cette occasion, nous croyons devoir dénoncer à la publicité les airs ridicules que se donne à Meaux le général du camp projeté aux portes de cette ville pour parvenir à l'appartement de cet officier, il passe devant 7 à 8 sentinelles, qui montent une garde assidue auprès de sa personne. Plusieurs soldats vétérans sont dans son antichambre le service de ses laquais ; & ceux qui annoncent. Comment peut-on souffrir de braves gens qui n'en savent pas plus remplissent ces fonctions ? Les généraux de nos armées sont modestes, & respectent davantage les droits du soldat & la liberté. Ils ne se donnent pas de telles licences

de Soissons, ville où il y a pourtant en-

core beaucoup d'aristocratie, plus peut-être qu'à Meaux & à Brest. La ville de Nîmes a toujours montré un patriotisme plus ardent & plus éclairé. Le lieutenant-colonel Hédoin nous mande que ni lui ni quantité d'autres citoyens de ce canton ne regrettent les décorations militaires & les honneurs qui y étoient attachés, abolis par la convention, & ils ne désirent pas qu'on les remplace par d'autres distinctions. On seroit parfaitement heureux dans cette ville si les subsistances y abondoient davantage, & si elles étoient un peu plus à la portée du pauvre.

Suite des lettres trouvées chez M. Delaportie, intendant de la liste civile.

Paris, 2 avril 1792.

« Monsieur, depuis le matin je suis en l'air, si le roi a remis à M. Clavière l'affaire qui me concerne; & , après bien des courtes & des gémissemens, M. Clavière vient de répondre à l'instant que le roi ne lui avoit rien remis.

« Au nom de Dieu! que le roi ne promette donc pas ce qu'il ne veut pas tenir. Il m'a rendu assez malheureux, pour ne pas me jouer encore; car tout cela est un jeu, & un jeu cruel, qui consume le temps & me consume.

« Après viendront les délais de M. Clavière, ceux de ses bureaux, ceux des commillaires, puis ceux des affaires publiques & de la contre-révolution. L'affaire sera éternelle; & voilà seize ans que je suis victime!

« Il faudra qu'il arrive malheur; c'est tout ce que fait faire le gouvernement français: opprimer, provoquer & rire de toutes les calamités qui secondent la scélératesse.

« Demain, monsieur, je donnerai, sur les une heure, un placet au roi. Je ne puis plus tenir à ma situation; & toutes les menées de cette dernière quinzaine irritent autant les étrangers, que cela ne devrait pas toucher, que moi qui en suis la dupe.

« Il n'y a pas de fin; & , soit une chose ou une autre, chaque jour ajoute à mes peines, tandis que les coquins de toutes espèces prospèrent, & plus encore ceux de cour que les autres. On ne peut compter sur aucun engagement, se fier à aucune parole.

« Malgré néanmoins mon extrême mécontentement, qui n'est que trop fondé, monsieur, je ne suis pas injuste, & je suis très-persuadé qu'il n'y a aucunement de votre faute; mais quand vous parlez à la cour le langage de la justice & de l'humanité, vous êtes précisément *vox clamantis in deserto*.

« Je suis avec respect, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur, Morizot, avocat ».

Autre lettre.

Paris, ce 7 avril 1792.

« Je m'attendois, monsieur, à recevoir de vous une réponse, mardi matin, à la lettre que j'avois eu l'honneur de vous écrire

otre silence m'a donné le tarif de votre bonne-foi ; car de
 ces l'one : ou vous êtes un ignoble menteur , ou le roi est
 punissable.

Si vous êtes un ignoble menteur , si ce que vous m'avez écrit est
 est-à-dire, si vous n'avez pas instruit le roi de mon as-
 comme vous me l'avez écrit , & comme vous êtes allé de
 en mouvement le dire à la marquise de Grégnay , sans
 our qu'elle vous aidât à me mieux tromper , si vous avez
 les dispositions du roi à la faire examiner par des com-
 , ainsi que vous me l'avez marqué ; si enfin vous avez in-
 e le roi donneroit dimanche dernier mon mémoire , & le
 mes commissaires , avec ses ordres à M. Clavière , sui-
 que porte votre dernière lettre.

Si bien , si vous avez réellement fait tout ce que vous m'avez
 qué , le roi est un tyran punissable , lorsqu'instruit de mon
 si persiste à dénier la justice qu'il a reconnu devoir & pro-
 endre. Il est inexorable de transgresser ses devoirs , de
 ses engagemens , de dénier justice , pour opprimer l'homme
 tant exposé pour lui , pour le braver dans son désespoir ,
 voquer à des actes de violence par la perfide tyrannie ,
 choisissez , monsieur , & tenez pour certain que je vais
 présente lettre publique avec les vôtres.

Je sais bien ce que vous avez voulu , & je m'en expliqueroi
 te ; mais prenez-y garde , & faites un peu plus d'atten-
 e que je vais vous dire : c'est qu'il y a une providence
 e les rois & leurs complices comme les autres hommes.

Que ce royaume-ci éprouve depuis quatre ans , en est la
 car , il faut en convenir , vous aviez tous bien mérité ce
 avez , & vous n'êtes pas au bout , puisque , loin de vous
 , vous faites encore pis tous les jours. C'est d'après des
 de duplicité & de fourberie qu'on a conduit le roi , &
 duite le mena infailiblement à sa perte.

Si vous comptez sur les préparatifs de vos vengeances , comme
 ces dépendoit uniquement du désir que vous avez de vous
 mais le chapitre des événemens n'est point à vous ; il
 peut-être vos spéculations sanguinaires. Le ciel le doit
 ables intentions de la cour & à la continuation de son
 Si on fait une révolution avec de la popularité affectée
 times , c'est avec de l'assabilité , de la droiture & de la
 ue l'on fait une contre-révolution : au moins met-on le
 es gens de bien dans ses intérêts.

L'honneur d'être , monsieur , votre très-humble & très-
 serviteur , Morizot.

La partie inverse de cette lettre est la réponse de M. Dela-
 porte écrite le 7 avril.

Réponse de M. Delaporte.

quelque chose , monsieur , étoit capable de me faire repen-
 tir d'avoir fait une action que j'ai cru bonne & honnête , ce se-
 rait d'avoir lu la lettre que vous m'avez écrite ce matin ; mais
 cipes sont que , lorsqu'on a la conscience pure , on doit se
 au-dessus des propos des méchans & des fous. Il est de
 lité que , lorsque j'ai remis votre mémoire au roi , sa
 m'a dit qu'il le donneroit au ministre des contributions pu-
 bliques recommandant de faire examiner , comme vous le
 vos réclamations.

« Au surplus vous pouvez, monsieur, rendre publiques vos lettres & les miennes ; celle-ci fera certainement la dernière que je vous écrirai. Quant à celle à laquelle elle répond , je suis persuadé que , si vous êtes capable de quelque réflexion en la relisant, vous sentirez que la publicité ne pourroit avoir d'effet que contre vous ».

Autre lettre.

Paris, 8 avril 1792.

« Vous êtes coquin, mon pauvre monsieur, avec bien peu d'esprit & de ressource : c'est ce que j'espère démontrer avec succès, si vos complots de cour me le permettent , car dans ce pays-là les crimes vous coûtent bien peu de chose ; mais je ne perds pas de vue un seul instant la providence, dont la conduite est la même dans tous les temps. Elle se sert de la main des scélérats pour punir les uns par les autres, & il en échappera bien peu de vous tous.

« Nous verrons si le public, tranquille spectateur de mon affaire, sur laquelle il a prononcé depuis long-temps, prendra le change sur la lâcheté de votre connivence avec Soetho & Perron, sur la bassesse de vos démarches auprès de la marquise de Grégnigny, sur l'adresse de l'action que vous avez cru bonne & honnête, sur la pureté de votre conscience, dans le silence que vous avez gardé & que vous gardez encore sur ma lettre de lundi dernier, par laquelle j'ai mis votre mauvaise foi en défaut.

« J'ai, en vérité, pitié de vous, mon cher monsieur, quand je vous vois vous justifier aux dépens du roi, du roi que vous trompez tous à la journée, que vous avez conduit au bord de l'abîme par de fausses démarches, que vous exposez au poignard des mécontents, en le montrant tantôt sous une face, tantôt sous une autre, suivant que votre intérêt, auquel vous le sacrifiez, a besoin de nous tromper, & dont vous chérissiez bien plus la liste civile que l'auguste personne.

« Que ce soit donc bien véritablement la dernière de vos lettres, & renvoyez-moi, sans m'écrire, le dernier mémoire que je vous ai fait passer. Signé, Morizot ».

Lettre de la ci-devant marquise de Grégnigny, à M. Laporte, intendant.

Paris, ce 25 mars 1792.

« J'ai vu, monsieur, M. Morizot, qui m'a fait le récit de tout ce qui s'étoit passé entre vous & lui ; il m'a paru très-satisfait de vos procédés pour lui ; mais je désirerois, à son insçu, avoir l'honneur de vous voir. Faites-moi le plaisir, je vous prie, de m'indiquer votre heure, le plus tôt possible.

« J'ai l'honneur d'être avec attachement, monsieur, votre très-humble & très-obéissante servante, DE VOGA DES BARRES, marquises de Grégnigny.

« En l'Abbaye aux Bois, faubourg Saint-Germain ».

La suscription de cette lettre étoit ainsi :

A Monsieur,

Monsieur de Laporte, intendant de la liste civile du roi ;

au Louvre.

Autre

Samedi soir, 7 avril 1792.

Morizot, monsieur, s'est trouvé chez moi au moment où
tre m'est parvenue, & qu'il venoit de me faire part de
l'avoir eu l'honneur de vous écrire. Croyant que vous
siez de bonnes nouvelles, je n'ai pas pu lui dérober la
ce de la vôtre, qui vous justifie de son accusation. Il
emandé une copie certifiée véritable par moi, & je n'ai
vevoir la lui refuser dans une affaire qui peut avoir, par
sâcheuses, une célébrité encore plus malheureuse. Je
re très-embarrassée & très-peinée. M. Morizot me re-
se l'avoir détourné de ses plans, & de l'avoir plongé da-
dans l'infortune, en l'ayant sollicité d'ajouter foi à toutes
es & promesses que vous aviez eu la complaisance de
er le mercredi 28 mars, & aux effets desquels j'avois
e pleine confiance, aujourd'hui qu'il s'en voit déchu,
y ait cependant de votre faute, d'après l'honneur de
tre.

furieux de la facilité qu'il a eue à croire sur ma sollici-
de se voir déchu; en sorte, monsieur, que sans être
ne plus m'en mêler, je suis bien aisé que les circons-
conduisent à deux cents lieues de la capitale, pour
as rémoins du spectacle déchirant d'un homme qui a été
toute sa vie, & qu'on s'est acharné à perdre depuis
s qu'il est réduit à manquer de tout sans être fait pour
moins s'il arrive quelque malheur, M. Morizot ni per-
pourra me faire reproche; & si j'ai fait de vains efforts
prévenir, ma conscience ne me reprochera aucune faus-
se.

L'honneur d'être avec une très-parfaite considération, mon-
tre très-humble & très-obéissante servante, DE GRÉ-

Autre lettre.

Paris, 8 avril 1792.

ty tiens plus, monsieur, & à la réflexion, tout ce qui
me confond & m'abîme. D'un côté, la confiance que
ritez; de l'autre, la probité aux prises avec le malheur,
pour mon faible individu; & si ma raison me commande,
raison pour les malheureux me contrarie par un combat
ne puis soutenir, & dont ma santé est victime. En vérité,
la capitale que j'aime, sans regret; devienne M. Morizot
pourra; je le plains, sans l'abandonner, sans cesser d'y
intérêt, parce que ma sensibilité à ses malheurs non mé-
en sa faveur contre ses mouvemens trop exaltés; & je
de de vous avoir écrit, puisque cela m'a amenée à être
l'une scène déchirante pour moi, dont j'apprendrois les
votre sagesse, si votre humanité ne me rassuroient sur
lui ai dit tout ce qu'il m'est possible; mais après l'avoir
je ne puis plus l'absoudre ni le condamner. Je m'y perds,
en faut que je ne me fasse après des reproches; je crains
dire; je ne puis l'approuver; je le désapprouve avec la
pugnance: enfin, je me mets à sa place, & je me trouve
arrasée; mais je me console de penser que vous êtes sage
& que son sort dépend de vous, monsieur, qui avez une
& l'oreille du roi.

L'honneur d'être avec une parfaite considération, mon-
1792. TOME 14. F

fiour, votre très-humble & très-obéissante servante, DE GRASIGNY ».

« Si vous jugiez à propos de m'écrire, monsieur, mon adresse est près Rouvray, département de la Côte-d'Or, à Rouvray. A cette adresse mes lettres me viendront par-tout où je vas ».

Autre lettre.

Paris, ce 9 avril 1792.

« M. Morizot, monsieur, sortoit de me faire ses adieux lorsque j'ai reçu la lettre que vous venez de me faire l'honneur de m'écrire; & comme il avoit soupçonné que votre intention étoit de retenir son mémoire, il m'avoit dit qu'il vous feroit une sommation de le lui rendre. Mon dessein étoit de vous en avertir avant mon départ. Je l'ai fait prier de venir promptement, & lui ai remis le mémoire que vous m'adressiez; mais il m'a dit que ce n'étoit pas celui-là. C'en est un rogné, couvert en papier à fleurs, & que je désire sincèrement que vous puissiez lui rendre sans aucune difficulté.

« Quant à son aventure au château, je crois pouvoir vous assurer qu'elle vous a été très-faussement rendue; il l'a eue avec trop de réflexion & de sérénité, pour s'être conduit aussi hétérotement. Il m'en paroît d'ailleurs si content, que je n'ai nulle inquiétude. Il n'en est pas de même de la situation où je le laisse du côté des secours, car il n'a pas voulu en accepter de moi, par discrétion sans doute, sachant combien, dans ce moment-ci, je suis à la gêne; & je vous avoue que je ne le vois pas sans douleur sous l'oppression la plus cruelle où puisse être un homme honnête.

« Ce qui m'afflige encore plus, c'est de l'avoir trouvé dans l'indifférence la plus absolue à la nouvelle des deux ministres que vous dites, monsieur, que le roi a chargés de l'examen de son affaire. Je m'en estime plus heureuse de ne plus être à Paris, de main à neuf heures.

« J'ai l'honneur d'être avec une très-parfaite considération, monsieur, votre très-humble & très-obéissante servante, DE GRASIGNY ».

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 9 novembre 1792.

Les citoyens de Mâcon ont écrit à la convention pour la prier de mettre sur eux une imposition particulière pour venir au secours des femmes dont les maris sont aux frontières. La convention a décrété mention honorable; elle a lancé ensuite un décret d'accusation contre la citoyenne Rohan-Rochefort, pour avoir entretenu une correspondance criminelle avec les ennemis de la république.

On a lu ensuite des lettres de Dumourier, qui annoncent

de la ville de Mons, & qui donnent les détails de la bataille de Jemappes. L'assemblée a décrété de ces dépêches aux 83 départemens ; elle a le comité d'instruction publique de la rédaction d'un projet de fête civique pour consacrer les succès des Français.

Le rapport du général Custines a donné l'état des munitions tombées au pouvoir des Français dans la ville de Mons : 236 tant canons que mortiers en bronze & 250 mille boulets de différens calibres ; 3136 fusils, 3000 mousquetons, beaucoup de tentes & d'effets divers ; telle est la riche proie dont l'armée française est emparée.

Après avoir entendu l'ex-ministre Lacoste qui avait mandé, l'a décrété d'accusation.

En suite d'un autre rapport, Montefquiou a été décrété d'accusation.

Le 10. Sur la motion de Brival, la convention a décrété unanimement que toutes les nominations des électeurs faites autrement qu'en vertu du décret du 11 août sont annulées.

Le général Jourdonnaie a écrit que plusieurs postes avaient été livrés aux ennemis, entre autre celui du Pont-Rouge, ce qui gêne les transports sur la rivière de Lys.

Les sociétés d'amis de la liberté en Angleterre ont adressé à la convention nationale des adresses de félicitation.

Le citoyen Lamoignon, membre du comité militaire, a réclamé l'urgence pour un objet très-pressant. Il annonce à la convention nationale qu'une dépêche secrète du général Bonnaud sollicite une augmentation de troupes pour son corps, & que le comité militaire, après s'être concerté avec le ministre de la guerre, propose de décréter ce qui suit :

Les bataillons de volontaires nationaux qui étoient destinés pour le camp de Soissons & de Paris, seront mis à la disposition du ministre de la guerre.

Les gardes nationaux & fédérés qui sont actuellement casernés à Paris, seront pareillement organisés en bataillons, & mis à la disposition du ministre de la guerre. Ceux qui, après un délai fixé, ne se seront pas enrôlés, cesseront de toucher leur solde & d'être payés. La discussion s'ouvre sur ce projet de décret. L'attaque & soutient que ce n'est qu'une ruse pour épuiser de Paris la force publique qui s'y trouve, &c.

qu'il y eût fort nécessaire pour maintenir la tranquillité.

Une discussion orageuse a suivi ; Lacroix prétendant éclairer l'assemblée , a dit que cette mesure n'étoit sollicitée que pour dégager Cullines qui étoit à la veille d'être coupé par l'ennemi. Plusieurs membres ont révoqué cette assertion en doute. La convention a mis fin à la discussion , en passant à l'ordre du jour sur le premier article du projet , motivé sur ce que le ministre a le droit de faire partir les bataillons ; la question préalable a écarté les deux articles suivans.

La Bourdonnaie a écrit que la ville de Tournay étoit prise , & qu'il y étoit entré avec sa femme aux applaudissemens des habitans.

Dimanche 11. Deux commissaires pris dans le sein de la convention ont été nommés , sur la motion de Lacroix , pour recevoir les réclamations des Invalides , relatives à l'administration de l'hôtel , & les présenter ensuite à la convention.

Hérault a fait décréter qu'une somme seroit mise à la disposition du comité de sûreté générale , pour indemniser les citoyens qu'il emploie , afin de remplir le but de son établissement.

Cullines a écrit qu'il alloit se porter à la rencontre de l'ennemi , afin de l'empêcher de venir l'inquiéter à Mayence. Son avant-garde , commandée par le général Bouchard , a attaqué l'ennemi & lui a tué plusieurs hommes.

Treilhard a proposé , & l'assemblée a décrété que la vente des immeubles des émigrés sera suspendue jusqu'à ce que le comité ait présenté un mode général de vente.

Une lettre de Boulogne-sur-Mer , qui apprenoit qu'un grand nombre d'émigrés rentroient en France , a donné lieu au décret suivant. « Tout émigré sera tenu , sous peine de mort , de sortir de la ville où il se trouvera , vingt-quatre-heures après la publication du présent décret , & de la république , quinze jours après ladite publication ».

Gossuin , au nom du comité des pétitions , a fait adopter le décret suivant :

« La convention nationale , après avoir entendu le rapport de son comité des pétitions & correspondance , décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. » Les lettres des commissaires aux armées , des ministres & des généraux , seront lues immédiatement après le procès-verbal ; il sera également donné

sanf retard, de celles qui arriveront dans le
e la séance.

Toutes ces lettres seront aussitôt renvoyées aux
compétens. La discussion sur leur contenu ne
s'ouvrira dans la même séance qu'en vertu d'un

Aucune lettre particulière ne sera lue à la con-

Les adresses, pétitions & lettres remises officiel-
à la convention, autres que celles mentionnées
le premier, seront chaque jour déposées, par
du bureau, au comité des pétitions & correspon-
qui en tiendra registre, en fera l'analyse, en
compte tous les jeudi & dimanche, & proposera
vois.

Le comité des pétitions & correspondance dress-
chaque semaine, un bordereau des dons patrioti-
en fera fait lecture le dimanche; toute autre
de proclamation sur cet objet est rigoureusement

Tout pétitionnaire qui désirera paroître à la
sera tenu de se présenter au comité, d'y énon-
de sa pétition, & de s'y faire inscrire.

L'ordre de l'admission des pétitionnaires à la
livra invariablement, chaque dimanche, celui de
scription au registre. Il n'y aura exception que
aux résidens hors des barrières de Paris, qui, en
de leur éloignement, seront admis les premiers.
eau en sera toujours remis à la commission cen-
pour régler son travail ».

Le jour étoit l'admission des pétitionnaires;
nd nombre a été admis; les divers objets de leurs
les ont été renvoyés aux comités compétens.

Il a annoncé que Diétrick, ci-devant maire de Stras-
& décrété d'accusation par l'assemblée législa-
étoit constitué volontairement prisonnier, & qu'il
loit à être admis à la barre. Le comité des dé-
été chargé de rédiger l'acte d'accusation, vu
nce des pièces sur lesquelles la législature a fondé
cret.

Il 12. Une lettre du ministre de la marine a appris
anchelande, envoyé en France par les commis-
sionnaires de Saint-Domingue, vient d'arriver à Rouen.
oyé au comité colonial.)

Il a instruit la convention du brûlement de 2
d'assignats. Total brûlés, 643 millions.

Trois objets étoient à l'ordre du jour ; la loi sur les émigrés , une loi sur les subsistances , & le procès de Louis XVI. L'assemblée , forcée de choisir entre ces trois discussions , s'est déterminée pour la plus pressante , celle sur les émigrés. Le procès du roi remis au lendemain.

Osselin , rapporteur du comité de législation , a soumis à la délibération le projet sur les émigrés ; il a proposé les trois premiers articles. L'assemblée , après une courte discussion , les adopte en ces termes :

Art. 1^{er}. « Les émigrés sont bannis à perpétuité du territoire français ; ils sont morts civilement ; leurs biens sont acquis à la république.

II. » L'infraction du bannissement prononcé par l'article premier , sera punie de mort.

III. » Sont réputés émigrés , 1^o. les Français de l'un & l'autre sexe qui , se trouvant hors du territoire de la république à l'époque de la publication de la loi du 8 avril , ne pourront justifier de leur rentrée aux termes de cette loi ; 2^o. tous Français absens du lieu de leur domicile , qui ne justifieront pas , dans la forme qui va être prescrite , d'une résidence sans interruption en France , depuis le 9 mai 1792 ; 3^o. tous Français qui , quoiqu'actuellement présens , se sont absentés de leur domicile , & ne justifieront pas d'une résidence sans interruption en France , depuis le 9 mai 1792 ; 4^o. ceux qui sortiront du territoire de la république avant l'époque où le corps législatif aura proclamé la liberté de sortir ; 5^o. tous agens du gouvernement qui , ayant été chargés d'une mission auprès des puissances étrangères , ne seroient pas rentrés en France dans trois mois du jour de leur rappel notifié ; 6^o. tous ceux qui depuis la guerre ont quitté le territoire non envahi , pour résider sur le territoire occupé par l'ennemi ».

Mardi 13. Sur la motion de Camus , l'assemblée a décrété que les meubles personnels des ci-devant commandeurs , baillis , prieurs , &c. de l'ordre de Malte , sont exceptés de la vente des biens de cet ordre.

Après avoir entendu un rapport fait par Cambon , au nom du comité des finances , l'assemblée a décrété que la caisse de l'extraordinaire versera à celle de la trésorerie une somme de 216 millions 730 mille livres , montant du déficit qui s'est trouvé entre la recette & les dépenses , tant ordinaires qu'extraordinaires , du mois dernier.

Le juif Jacob Benjamin , mandé à la barre , a paru ;

et quelques éclaircissémens sur les marchés faits avec du Midi. La convention l'a renvoyé aux ministres, de sûreté générale & des finances.

Le jour a appelé la discussion sur le jugement devant roi. Pétion a parlé le premier, & a dit que pour le moment l'assemblée se renfermât dans la discussion de cette seule question : Louis XVI est-il jugé ? Cette proposition a été décrétée. Mortuë ensuite ; il a conclu à la simple peine de mort. Saint-Just est venu après, & a conclu à la mort. Fauchet vouloit que le supplice de Louis fût d'être forcé de vivre au milieu de ses frères & heureux : enfin François Robert est allé à la tribune ; & après un discours souvent applaudi, a conclu à la peine de mort.

14. Dumourier a fait passer à la convention une lettre écrite par lui au ministre de la guerre ; relative de ses sentimens patriotiques, & de la confiance qu'il a en la nation. Il a demandé qu'il fût permis à Dumourier d'être général en chef de l'armée du Nord, ou il est de rester sans emploi après la guerre. Dumourier engage dans cette lettre le ministre à lui donner le titre de général en chef de l'armée des Ardennes.

Le citoyen est venu prier l'assemblée de retarder d'un jour le jugement de Louis XVI, & a demandé à plaisir. Passé à l'ordre du jour.

Les députés extraordinaires du comté de Nice ont été admis à la barre pour se plaindre des brigandages commises dans leur pays par des soldats français. La convention a renvoyé aux comités de la guerre & diploma-

Les députés de la ville de Francfort sont venus demander un dégrèvement de la contribution mise sur cette ville par le général Custines. Les députés ont été admis à la barre de la séance, & leur mémoire renvoyé aux comités diplomatique & de législation.

Le citoyen Mann a paru à la barre ; il a dit qu'il parloit au nom de la commission des Alpes, dont il étoit nommé général. Il a été admis à la séance, au milieu des plus applaudissemens.

Le citoyen Legendre a écrit qu'il venoit d'entrer, sans coup férir, dans la ville de Gand, dont les Autrichiens s'étoient enfuis. Le ministre de la guerre a appris que Billaud-Varenne, en personne, pour secourir Custines. Le ministre, organe du comité colonial, fait adopter le décret suivant :

« 1°. Le ministre de la marine fera partir pour les îles du vent trois bataillons de troupes de ligne ou de volontaires nationaux ; 2°. le ministre présentera, dans vingt-quatre heures, l'état des fonds que nécessite cet envoi de forces ; 3°. le ministre présentera la liste de ceux qu'il destine à être commissaires aux îles du vent ».

Les commissaires envoyés à Lyon écrivent à la convention que cette ville est encore agitée, sur-tout par les manœuvres des prêtres fermantés ; ils prêchent au peuple que la religion est détruite, parce qu'on enlève les cloches des églises, parce que la convention permet de se marier devant d'autres personnes que le cure, &c. Cette lettre est renvoyée au comité de sûreté générale.

Judi 15. Diverses demandes particulières ont occupé les commencemens de la séance. La convention a renvoyé aux comités respectifs.

Delaunay d'Angers a fait le rapport de l'état des prisons. Nous en avons parlé. L'assemblée a renvoyé au ministre de la justice pour l'exécution de la loi.

L'assemblée alloit passer à la suite de la discussion sur le procès de Louis XVI. Un membre obtient la parole pour une motion d'ordre ; il observe que la convention a trop resserré la discussion en la faisant porter sur cette seule question : Louis XVI est-il jugeable ? Il a demandé que l'assemblée, rapportant son premier décret, laissât aux opinans la plus grande latitude, & ramenât ensuite tous les avis à des points communs, à des questions dont la résolution achèverait la décision de cette grande affaire. Après quelques débats, l'assemblée adopte cette motion.

Crouzel a parlé le premier ; il a conclu à ce qu'en ajournant le tout, la convention décrétât que lors de la présentation de la constitution à l'acceptation du peuple, il lui fût proposé de régler le sort de Louis XVI & de sa famille. Grégoire a parlé ensuite, & a conclu à ce que le roi fût jugé.

On a lu une lettre du général Valence, qui annonce que l'armée française occupe la ville jadis appelée Charles-le-Roi, aujourd'hui nommée Charles-sur-Saône par ses habitans, qui y ont planté l'arbre de la liberté.

Une lettre de Dumourier a annoncé la prise de Bruxelles.

Ce 17 novembre 1792, l'an premier de la république ;
PAUDHOMME, électeur de 1792.

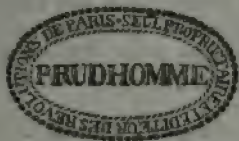
N^o. 176.

de la Convention Nationale.

VOLUTIONS
DE PARIS;
DIÉES A LA NATION.
PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
TORZIÈME TRIMESTRE.

avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 17 AU 24 NOVEMBRE 1795!

artier général à Ufingen, le 13 novembre 1792, l'an
premier de la république française.

citoyen général Custine au citoyen Prudhomme:
revez mes remerciemens, homme libre, du conseil
ous me donnez dans votre N^o. 173, p. 249. Il est
ement du devoir de tout homme qui écrit dans
176. Tome 14.

A

une république ; de rappeler à tous les fonctionnaires publics leurs devoirs ; & si en effet j'avois eu le projet ainsi que vous le pensez , citoyen , de décider une question politique , j'en conviendrois , en avouant mon erreur ; mais qu'il me soit permis de vous le dire : en renvoyant ces peuples aux traités , je dois supposer & même être sûr que nous n'en ferons jamais que de conformes à nos loix ; donc je n'ai pas voulu trancher la question ; & lorsque je leur ai dit que je laisserois à ces mêmes traités à décider lequel des despotes leur donneroit des loix , je ne pouvois vouloir désigner la république française , puisqu'en effet je leur présentais leur incorporation à la France , comme le seul moyen d'éviter l'esclavage ; je ne leur désignois point , & ne voulois leur désigner que leurs anciens despotes , dont un bien grand nombre d'entre eux sembloient encore regretter le joug.

» Quant à la seconde proposition , que , selon vous , citoyen , ma modestie m'a empêché de décider , si le décret de la convention m'avoit été connu à l'époque où j'écrivois ma lettre , je n'en aurois pas fait la question ; mais les bulletins arrivent ici un peu tardivement , & ce n'est que quelques jours après le départ de ma lettre que le décret m'a été connu.

» Ne m'épargnez pas , citoyen ; mes principes sont purs , citez-les ; mais alors c'est à moi à le justifier , & l'estime de mes concitoyens me décidera toujours à en donner des preuves à quiconque pourroit en douter ; j'aime trop la liberté pour condamner dans les autres le délir marqué de ne jamais laisser donner la plus légère atteinte à la leur.

» Le citoyen français , général d'armée , CUSTINE ».

Réponse du citoyen Prudhomme au citoyen général Custine :

« Citoyen général , en disant que le Journal des Révolutions de Paris a toujours tenu le langage d'un homme libre , vous ne dites que la vérité. Le général Labourdonnaye n'a pas fait preuve en pareille circonstance d'un aussi bon esprit. Le ton de votre lettre veut que j'y réponde. Que les fonctions de journaliste seroient douces , si toutes les explications se faisoient avec cette franchise & cette loyauté !

été bien loin de penser & de dire que vous signé la république française, en vous exprimant *je laisserai aux traités à prononcer lequel des deux vous rendra des fers.* Si vous aviez eu cette qualité de citoyen général, vous n'en auriez pas été quitte par de simples observations ; nous vous aurions dénoncé à la nation entière comme coupable de vouloir flétrir nos principes pacifiques, & calomnier nos principes républicains.

Je vous ai seulement reproché d'avoir présumé de déjà résolues de grandes questions que la nation n'a pas encore pesées dans sa sagesse & dans sa raison. D'avoir supposé que dans la teneur des traités à être passés, il ne s'agira que de savoir à quel peuple tel peuple doit continuer d'appartenir.

Le second reproche tombe de lui-même, si le décret concernant les émigrés ne vous est parvenu qu'après la lecture de votre lettre à la convention ; mais j'ai fait tout pour avoir & rempli la tâche que je me suis imposée de veiller tous les fonctionnaires publics. Vous pouvez être sûr de la pureté des motifs de votre conduite : j'aime à le dire. Le citoyen PRUDHOMME ».

présentées à la nation française, par M. Necker, sur le procès intenté à Louis XVI.

Le procès de Louis XVI est d'une si haute importance pour l'intérêt des peuples & de leur liberté, que nous ne pouvons nous dispenser de ramener nos lecteurs. De tous les livres & ouvrages qui ont paru en faveur du citoyen, ces réflexions, présentées sous le nom de Necker, méritent le plus d'être réfutées. Ce n'est pas dans beaucoup d'endroits on n'y trouve, comme dans les autres écrits ou discours publiés dans cet esprit, que de vaines observations oiseuses, ridicules & même absurdes.

On ne s'attendoit guère, par exemple, à entendre aujourd'hui que nous devons à Louis-le-Dernier une immortelle reconnaissance, parce qu'il a consulté les états-généraux. Qui peut savoir mieux que le citoyen auteur de ces réflexions, qu'on ne doit à Louis XVI que le déficit, & que le déficit seul convoque les états-généraux. C'est sans doute par ce même motif que les anciens adoroient la fièvre, lui consacraient

des temples & lui vouioient une reconnoissance éternelle ; ils prétendoient qu'elle leur avoit rendu la santé.

L'auteur croit faire des reproches très-graves aux Français, en disant : « On a cherché à diriger l'opinion par » tous les genres d'écrits ; on a fait imprimer en petites » feuilles détachées, des notes habilement choisies entre » les différens papiers dont on s'est emparé ; on y a » joint les commentaires qui pouvoient donner une grande » importance à de petits objets, ou convertir en réalités » de simples apparences ; on a répandu ces recueils dans » tous les départemens, dans toutes les municipalités ; » on a voulu même qu'ils fussent lus aux prônes & sur » les places publiques ; & tandis qu'on s'est rendu maître » de l'esprit du peuple, & par des mesures générales, » & par tous les soins de détail, on a semé l'effroi » parmi tous ceux qui auroient voulu plaider la cause » d'un monarque infortuné ; & leur morne silence annonce distinctement que la plus légère expression d'un » sentiment de pitié, deviendroit un motif de proscription. Quelle renommée, quelle innocence ne succomboient pas sous les effets d'une pareille combinaison ! Et croiroit-on remplir tous les devoirs de la justice, en » permettant au roi de parler un jour pour sa défense ? Qu'est-ce qu'un pareil droit ? qu'est-ce qu'une telle liberté, lorsque toutes les opinions sont faites, & lorsqu'on a eu le temps de les plier dans un même sens ? C'est au moment où les préjugés se forment, c'est au moment où ils se préparent, qu'il faut avoir la force cultée de les combattre ; car, lorsqu'ils ont pris leur croissance, la main foible & tremblante d'un seul homme, & d'un homme accablé sous le poids de son infortune, ne sauroit les déraciner. Que pourra le monarque, que pourront ses défenseurs, lorsqu'on leur » rendra la parole, après qu'on aura dépouillé l'accusé de » toute sa réputation, de tout le respect qu'inspiroit son caractère, de tous les souvenirs qui plaidoient en sa faveur » ?

Eh bien ! il pourra parler en homme. Tous ces raisonnemens sont absolument les mêmes que faisoient pendant le dernier ministre de Necker le haut clergé & la haute noblesse ; ils se plaignoient que ces clubs auxquels le ministre avoit rendu l'existence, que cette nuée de papiers qui paroissoient tous les jours, & auquel le

avoit donné un libre cours, ou, pour mieux dire, une impulsion certaine, ne tendoient qu'à fausser nos idées à leur égard, qu'à les dépouiller de leur autorité, qu'à affaiblir le respect qu'inspiroit leur autorité, & les souvenirs qui plaidoient en leur faveur. Ils ont bien aussi avoir des droits à notre reconnaissance pour avoir rendu de grands services : en effet, ils ont pris nos terres pour nous apprendre à mieux les cultiver, & pour nous les revendre ensuite. Louis & son fils ont fait de même; il nous ont enlevé la sou-
 veraineté, pour nous apprendre sans doute comme il faut s'en servir, & pour nous en restituer à la fin de leur règne, moyennant vingt-cinq millions de liste ci-

vil. Necker qui a tant & si longuement écrit, ne veut-il aujourd'hui vouloir que l'on n'instruise pas le peuple, qu'il n'y eût plus de *compte rendu*, que la vérité soit au fond du puits ? S'il est permis, si c'est un devoir de parler au peuple, de l'éclairer sur son administration, sur les principes, ne doit-on pas aussi s'occuper sur les personnes, principalement sur celle à qui on doit, comme à leur cause première, tous les maux de l'administration, toutes les violations des principes ? n'est-ce pas une preuve éclatante qu'on ne gêne point les consciences, c'est que Necker, c'est que plusieurs, avant d'être jugés, ont opiné publiquement en faveur du prévenu ; qu'on les a écoutés ou lus patiemment ; qu'ainsi les esprits ont été préparés naturellement à la défense juridique du ci-devant monarque ; c'est qu'ainsi les passions ont pu détruire les chimères, réduire à leur juste valeur les petits objets, & l'on ne voit pas qu'ils aient ris pour cela le compas de la raison.

Quand même personne n'auroit osé parler pour le ci-devant, quand tous les royalistes le seroient, en suivroit-il que Louis-le-Dernier ne pût être jugé ? Ses juges, quels qu'ils soient, ne sauront-ils pas se dépouiller de tout esprit de prévention & de parti, pour prononcer que d'après la loi, comme on juge d'un coupable, sans partialité tout homme accusé par la clameur publique, & en faveur de qui personne n'ose élever la voix, avant le jugement.

Il est vrai que dans un autre endroit Necker prétend que l'impartialité est impossible à l'égard d'un roi

« Le chef de l'état , dit-il , le prince duquel émane
 » une multitude innombrable de décisions , a dû né-
 » cessairement blesser une infinité de personnes , ou dans
 » leur amour-propre , ou dans leurs intérêts ; & telle est
 » l'étendue de la circonférence du pouvoir suprême ,
 » telle est l'immensité de ses relations , que les rois ne
 » connoissent jamais tous ceux qui , directement ou in-
 » directement , ont eu des motifs pour se plaindre de
 » leur autorité ; ainsi le droit de récusation , cette égide
 » si nécessaire aux accusés , est presque nul entre les
 » mains d'un roi ».

Jamais , je crois , on n'a attaqué la royauté plus for-
 tement que dans ce passage : c'est dire en d'autres ter-
 mes que les rois sont seuls contre tous , & que tous sont
 contre eux. Or , s'il est vrai que Louis soit l'ennemi
 commun de tout un peuple , la haine de tout ce peuple
 est la raison la plus forte contre lui ; si chaque individu
 a personnellement des injustices à lui reprocher , ce
 procès contre l'ennemi commun doit être bientôt jugé &
 terminé.

Et certes , qui a jamais été l'objet d'une haine plus
 méritée que celui qui depuis quatre ans conspire contre
 la nation , & qui , à la journée du 10 août , a tenu
 mettre la dernière main à tous ces affreux complots ?
 Cette époque mémorable embarrasse bien les amis du
 monstre couronné ; ils osent nier les infâmes desseins de
 la cour ; & mentant à la république entière , ils affir-
 ment qu'il n'en existe aucune preuve. En attendant que
 la publicité du procès & des pièces les confonde tous ,
 suivons un peu la logique de Necker.

« Le 20 juin , dit-il , où il n'y avoit ni combats , ni
 » disputes sanglantes à redouter , & où le roi seul étoit
 » en danger , il s'avance sans gardes vers une foule ar-
 » mée de piques & d'autres instrumens meurtriers ; il
 » ordonne qu'on ouvre les portes de son appartement ;
 » il arrête le zèle ardent du petit nombre de person-
 » nes dont il est environné ; il se résigne , avec calme ,
 » au péril qu'il ne peut se dissimuler ; il se présente sans
 » peur aux regards menaçans d'un peuple égaré ».

Vous ne devineriez jamais les conséquences qu'il tire
 de là. Il paroîtroit naturel de croire que ce même homme ,
 qui en s'avancant seul vers un peuple égaré & armé de
 piques , n'en avoit reçu aucun mal , parce qu'il n'y avoit

ais, ni disputes sanglantes à redouter ; a dû éviter
toute suite tout combat & toute dispute sanglante, a
dû faire retirer, en pareil cas, l'appareil offen-
sant la force armée. Non ; Necker conclut qu'il de-
voit nécessairement fortifier, pour le 10 août, les Tui-
leries comme une place de guerre, & que ce n'étoit
pas une mesure défensive & seulement de prudence.
On ne pouvons guère mettre dans nos réflexions
rien que nous n'en trouvons dans celles de notre
roi. Ce n'est qu'à la fin qu'il aborde la question
d'inviolabilité royale, & voici ce qu'il nous dit à ce

« n'est pas sans motifs, mais par l'autorité d'une loi
sur la raison éternelle, que, d'un commun con-
sent, on a considéré la personne des rois comme
sacrosainte, on a senti que leur tâche étoit au-dessus
des forces humaines, & que dans un temps de révo-
lution où ils pourroient se trouver seuls contre tous,
il étoit trop aisé de leur trouver des torts, en re-
venant, avec une intention ennemie, cette multitude
innombrable d'actions qui composent leur vie publi-
que. Voilà la véritable origine de l'inviolabilité des
rois ; elle se perd dans l'obscurité des temps ;
c'est là que reposent les vérités simples, celles
des nations, d'un commun accord, se sont trans-
mises d'âge en âge. Et qu'on ne dise point, pour évi-
tation d'une loi si juste, qu'on ne dise point
qu'un roi, déchu de sa couronne, n'est plus alors in-
violable ! Sans doute, il ne l'est plus, pour toute la
durée de ses actions postérieure à cette époque ; mais
on ne le rendoit responsable, après sa déchéance, de la
durée qu'il auroit tenue pendant son règne, l'invio-
labilité d'un monarque n'auroit alors aucun sens, & ce
seroit une idée, universellement consacré, se trouveroit sans
raison ; car ce n'est pas dans le temps qu'un prince
occupe le trône, ce n'est pas dans le temps où sa vo-
lonté est un des élémens de la puissance publique,
qu'on peut l'accuser & le poursuivre ».

« Là, comme l'on voit, du neuf. D'après ces prin-
cipes le roi auroit dû toujours être inviolable pendant
la durée de son règne, quand même on ne l'eût pas dé-
claré ; ou plutôt cette vérité paroît si palpable aux
yeux de l'auteur, que, selon lui, l'inviolabilité n'a pu

être prononcée que pour le temps qui suit la déchéance ; Pour le temps qui la précède , l'inviolabilité est de droit. Par ce raisonnement , Louis n'auroit pas dû son inviolabilité à la constitution , mais à sa qualité de roi ; & ainsi au lieu de lui trouver aisément des torts , il faut dire : Sa tâche étoit au-dessus des forces humaines ; ou c'est un Dieu , & nous devons l'adorer , même dans ses forfaits , ou c'est un homme , & nous devons compatir à sa foiblesse , même en lui voyant commettre les crimes les plus réfléchis & les plus noirs.

« L'inviolabilité des rois se rapporte encore à une considération importante , à l'impossibilité de les faire juger » par *leurs pairs* , & j'explique ce mot selon l'esprit de » la loi , en appelant *leurs pairs* des hommes instruits par » l'expérience & par une parité de situation des dangers & » des séductions dont les princes sont environnés , les » hommes instruits de même de la foiblesse des moyens » de résistance , que leur a ménagés la nature de leur » éducation & l'habitude de toute leur vie ».

La constitution nous apprenoit que la nation étoit le pair du roi. C'étoit sans doute bien nous ravalier ; mais le roi n'avoit pas paru lui-même en désirer d'autres. Aujourd'hui on en exige d'une nouvelle espèce. Il nous semble cependant que l'expérience nous a suffisamment instruits des dangers & des séductions dont le vrai souverain est environné , & de la foiblesse des moyens de résistance que les rois laissent aux hommes en dénaturant leur éducation & les habitudes de la vie.

L'auteur ajoute : « Si dans l'acte constitutionnel on eût » présenté au roi un autre danger que la perte du trône , » il est probable que Louis XVI n'auroit point accepté » la couronne à ce prix ; & tout au moins , ou auroit » demandé pour lui , que s'il devoit jamais être exposé , » par un jugement , à un danger personnel , cette action ne seroit intentée qu'après un espace de temps » suffisant pour laisser calmer toutes les passions ».

C'est d'abord nous dire assez clairement que Louis n'accepta la constitution que dans l'espérance de la renverser & de se rassasier de crimes ; car s'il n'avoit à craindre que des erreurs & des foiblesse , il ne devoit pas redouter un jugement public. Quant aux plaintes qu'exhale la fastueuse & pénible sensibilité de Necker sur la précipitation du jugement de Louis XVI , nous n'y voyons
que

avie de nous débiter un lieu commun. Depuis quatre mois, Louis est déchu, Louis est prisonnier, il n'est pas mis encore sous le décret d'accusation ! On se plaint de trop de célérité ! Nous le voyons, on le plaignt de la sorte, sont plus attachés à l'homme. Quoi ! les loix ordonnent que tout sera interrogé au moins vingt-quatre heures après l'arrestation ; quoi ! vous avez établi un tribunal pour juger le plus promptement possible tous les conspirateurs, tous les complices du sang royal ; leurs procès se terminent avec la plus grande célérité ; on a cherché à accorder à la fois ce qu'on doit au coupable & ce qu'on doit à la nation : à celle-ci des loix & de prompts exemples ; à ceux-là, l'abrégement de leurs terreurs & de leurs souffrances. Parce que le roi, croit-on que son jugement importe moins au public ? parce qu'il est roi, croit-on qu'il est moins dans sa prison ? Non, sans doute ; les maux incalculables qu'il nous a causés, les jouissances publiques dont il a été entouré, exigent qu'on hâte, pour nous & pour lui, le moment de sa chute. Pour-quoi la convention s'amuse-t-elle à discuter si longuement cette oiseuse question : Le roi peut-il être jugé ? par le peuple, que ne discutez-vous pareillement-ci : Le roi est-il un homme ? est-il membre de la nation ? Pendant tous ces délais, la nation se lasse ; Louis se consume dans le chagrin & la terreur ; n'entendez-vous pas la liberté, la patrie & la justice qui vous crient : Hâtez-vous de rendre la justice à ce grand coupable ; la justice est une dette de l'humanité envers tous ?

Les 19 & 20 de ce mois, on fit courir à Paris le bruit que Louis XVI étoit mort ; mais il fut bientôt démenti par les bulletins qui annoncèrent au contraire que Louis & sa femme étoient à la veille d'un parfait rétablissement. Sans doute que ces bruits ne sont semés que pour tâter l'opinion, & savoir quel effet produiroit sur le peuple la mort prématurée de Louis XVI. Nous voyons les intéressés à répandre des fausses nouvelles de cette espèce, à publier le résultat de leurs observations.

Eh ! pourquoi voulez-vous vous charger vous-mêmes de juger ce grand procès ? Oui , nous le répétons ; avez-vous recueilli le vœu national qui vous y autorise ? avez-vous achevé le grand travail de la constitution ? Voulez-vous par cette immense procédure vous perpétuer à la convention , & prendre racine sur vos sièges ? Vous n'avez encore rien fait , & vous reculez le moment de faire ! Il paraît que vous êtes enchaînés par les charmes du pouvoir , par l'appât de l'autorité.

Membres de la convention , secouez donc votre léthargie ; rendez hommage aux principes ; déclarez hautement que vous n'avez pas ce droit. Legendre de Nevers , Dubois Dubay , Danton , vous tous qui reconnoissez cette vérité , pourquoi vous taire ? Pourquoi , actuellement que la discussion de la première question est terminée , laissez-vous la convention oublier ses devoirs , pour usurper un droit de la nation ? Nous vous sommons de monter à la tribune , de combattre pour la vérité , de manifester votre opinion , ou nous vous rendons responsables , aux yeux de la France entière , de tous les malheurs inséparables de la perte de temps que causeroit une décision contraire.

Que la convention exige deux jurés par départemens ; que ces jurés arrivés à Paris se divisent en deux jury ; que Louis soit jugé par eux ; que sa femme , renvoyée aux tribunaux ordinaires , soit mise en même-temps en cause. Exilez loin de nous & leur fils & leur fille ; chassez toute la famille des Tarquins. Prenez-y garde. Si vous vous écarterez des grands principes , le peuple s'y tient attaché ; il vous observe , il attend dans le plus court délai & votre décision & le jugement de Louis XVI par une cour nationale. Si la justice , si les principes sont violés , craignez son mépris , sa haine : les écrits publics pour la défense de Louis ne font que confirmer davantage le peuple entier dans sa première conviction ; plus vous tarderez , plus son indignation sera profonde.

Sur Blanchelande.

Blanchelande , gouverneur de Saint-Domingue , a été décrété d'accusation , arrêté & amené en France ; il est aujourd'hui détenu dans les prisons de l'Abbaye. Il im-

à lancer quelques traits de lumière sur la conduite
d'un homme qui a joué un si grand rôle dans les troubles
de Saint-Domingue, & qui n'est point assez connu. Il faut
à cet effet jeter un coup-d'œil sur les commencemens de la
colonie de la colonie.

Le tyran d'une cour perfide cherchoit à allumer le feu de
la discorde civile ; il regardoit ce moyen comme le plus propre
à empêcher le retour du despotisme. Pour y parvenir il falloit
exciter l'esprit public, égarer le patriotisme, exciter les
passions, affaiblir des contrées puissantes par leur étendue
de population, augmenter le nombre des mécontents,
à la misère une grande partie du peuple français ; &
que ces secousses eussent été insuffisantes, livrer le terri-
toire aux armées de la Prusse & de l'Autriche. D'après ce plan
révolutionnaire, dont les annales de l'histoire ne nous
ont pas d'exemple, il falloit attaquer jusque dans leur
richesse & les ressources nationales. Saint-Domingue
annuellement 400 millions au commerce, alimen-
tant les manufactures, offroit une navigation de 1000 bâtimens,
l'industrie, entretenoit une foule d'ouvriers en tous
sens & trois millions d'individus dans une activité perpé-
tuelle. Saint-Domingue, qui par une réaction immense de
la France & de consommation, donnoit à sa métropole la
balance dans la balance politique de l'Europe, parut
aux des conspirateurs un monument de prospérité
sur lequel il falloit s'empresse de renverser de fond en
comble, afin que la France qui en recevoit tant de bien-
être fût ébranlée par sa chute. La texture politique
de la contrée, incompatible avec les principes de la phi-
losophie qui devoient régénérer l'empire, fut les premières
ennemis de la liberté. Ils consacroient les prin-
cipes de Saint-Domingue, ensuite ils les comprimoient
étrangloient tour à tour, en se servant tantôt de la
raison, tantôt de la morale. Le but de cette manœuvre
étoit de faire prendre les armes aux classes de citoyens
entre lesquels le préjugé de la couleur avoit établi
une ligne de démarcation. Si cette ligne avoit été détruite
le principe, Saint-Domingue seroit encore une source
de richesses ; mais on vouloit anéantir cette
colonie en exterminant les citoyens par les citoyens. Il fal-
loit leur ménager une lutte, qui, au nom de la loi,
tenir dans un état de balancement & de contradic-

tion perpétuelle. Déjà une première assemblée coloniale étoit convoquée à Saint-Marc, lors de l'arrivée des décrets des 8 & 28 mars 1790. Le premier portoit que l'assemblée nationale, considérant les colonies comme faisant partie intégrante de l'empire français, n'avoit cependant point entendu les comprendre dans la constitution qu'elle avoit décrétée pour le royaume, ni les assujettir à des loix incompatibles avec leurs convenances locales & particulières; qu'elle mettoit les colons & leurs propriétés sous la sauvegarde de la nation, & que les colonies émettoient leur vœu sur le nouveau régime qu'elles se destinoient. Par ce décret il est facile de voir que l'assemblée constituante déclaroit son incompétence pour délibérer sur la nature des loix coloniales. En effet, les citoyens d'un pays quelconque ont seuls qualité pour délibérer sur les intérêts de ce pays, & ceux qui avoient promulgué la déclaration des droits de l'homme ne pouvoient connoître de l'épée de ces loix coloniales sans entrer en contradiction avec eux-mêmes. Aussi c'étoit une erreur de dire que les colonies faisoient partie intégrante de l'empire français; car il vaudroit autant dire que la zone torride fait partie intégrante de la zone tempérée, & que l'Amérique fait partie intégrante de l'Europe. Cette bizarrerie étoit rectifiée par la phrase suivante, qui reconnoissoit aux colonies le droit de se faire des loix à elles-mêmes; & en effet, les colonies ne touchant à la métropole que par un seul point de contact, qui est celui du commerce, la métropole ne pouvoit connoître du régime intérieur. Que doit-on penser des instructions subséquentes du 28 mars 1790, dans lesquelles instructions des loix fondamentales étoient toutes faites? La plus remarquable de toutes est sans contredit celle qui détermine l'activité des citoyens. Elle porte, article 4 : *Toute personne âgée de 25 ans, propriétaire d'immeuble, ou, à défaut d'une telle propriété, domiciliée depuis deux ans dans la paroisse, sera citoyen actif.* Cette disposition étoit absolument contradictoire au décret du 8 mars, qui avoit été rendu vingt jours auparavant; aussi l'explication de ces loix étoit-elle un labyrinthe inextricable : mais il étoit naturel de penser que l'état des citoyens de couleur étant fixé par l'art. 4 des instructions, il falloit en réclamer l'exécution. Cependant une déclaration de guerre de la part du ci-devant comte de Peimer, avoit un tout autre motif. Il étoit appuyé sur un projet d'indépendance qu'il attribuoit

asement à l'assemblée de Saint-Marc. Les canons
nement grondoient de toutes parts ; mais ce feu
à l'époque du départ de cette assemblée colo-
oi s'embarqua sur le Léopard, pour venir en
justifier sa conduite. La démarche hostile du
Peinier, ses lettres interceptées manifestèrent
et le plan d'une contre-révolution à Saint-Domin-
ave, qui n'avoit pas recueilli de ses instructions
e fruit qu'il en attendoit, immola dès le moment
arrivée les représentans de la colonie au génie
volutionnaire de la cour, & leur ôta tout moyen
en les faisant retenir en otage par le décret du
re 1790. Après le départ de l'assemblée de Saint-
comte de Peinier convoqua à Saint-Domingue une
assemblée coloniale, d'après l'article 4 qui ad-
des citoyens de couleur. Sa proclamation resta sans
assemblées primaires donnèrent leurs voix aux
représentans qu'ils avoient élus. Cependant Peinier
acé par Blanchelande ; celui-ci, après avoir fo-
quelques insurrections partielles, convoqua à la ré-
du décret du 12 octobre une seconde assemblée
, par une proclamation en date du Môle, dans
proclamation il recommandoit l'exécution littérale
ts des 8 & 28 mars. Blanchelande lui-même fut le
à ne s'y pas conformer, puisqu'il reconnut la légalité
assemblée, & que cette assemblée, séante au Cap,
oigt composée d'une partie de la classe des citoyens
ur. Par cette ratiqne, Blanchelande maintenoit
s dans leur préjugé, & les citoyens de couleur dans
qu'ils devoient ressentir de cette injuste exclusion.
anchelande, en excitant les citoyens les uns contre
s, espéroit voir couler le sang des deux côtés, &
ensuite à un embrasement universel. Tel étoit le
il se proposoit d'atteindre pour plaire aux conspira-
s Tuileries ; tel est le moyen que cet agent féroce
es du tyran de la France employa pour perdre &
nées & la métropole.

chelande interprétoit contre les citoyens de couleur
4. qui étoit directement en leur faveur ; cepen-
ne pouvoit pas ignorer que les citoyens de couleur
ent des personnes.

oyens de couleur qu'il cherchoit à porter à l'in-
on par le refus constant de leurs droits politiques,

attendoient avec patience qu'un décret plus étendu consacrerait ces mêmes droits. Ce décret, rendu le 15 mai 1791, arriva dans la colonie; il n'étoit qu'une conséquence de celui du 28 mars 1790, puisque, entre autres dispositions, il porte dans son préambule : « L'assemblée nationale s'étant » fait rendre compte de l'article 4 des instructions du 28 » mars 1790, &c. ».

Blanchelande pouvoit-il méconnoître la conséquence, puisqu'il avoit promulgué le principe ? Mais ce gouverneur perfide, à la réception de ce décret qui lui ôtoit tout espoir d'embrâter S. Domingue, fit arborer la cocarde noire à quelques faubourgs qu'il soudoyoit dans la ville du Cap, & notamment à son affidé Caduret, président de l'assemblée coloniale. Ce mouvement soi-disant populaire lui donna le prétexte de déclarer hautement à Saint-Domingue que dans tous les cas il ne mettroit pas le décret du 15 mai à exécution, d'écrire à l'assemblée constituante pour motiver son refus, & mendier la loi de sang du 24 septembre, qu'il savoit devoir perdre la colonie.

Les citoyens de couleur indignés de ce comble de scélératesse, prirent les armes non contre Blanchelande qui auroit dû être l'objet de leur fureur, mais contre les blancs dont ils connoissoient les anciens préjugés. Peu après l'un & l'autre parti reconnut son erreur; on signa un concordat au Port-au-Prince. Ce concordat eût fait loi dans toute la colonie, si Blanchelande n'eût eu l'art de le faire casser par un arrêté de l'assemblée coloniale. Ce concordat étoit dans les principes de l'art. 4 des instructions du 28 mars 1790. Comment Blanchelande a-t-il pu, par son approbation & sa signature, donner force de loi à un acte contre-révolutionnaire qui outrageoit un décret national ? Il étoit responsable de l'inexécution de ce décret, & cependant c'est contre ce décret que Blanchelande agissoit. La cassation du concordat enveloppa la colonie d'un crêpe funèbre; le sang couloit de part & d'autre : Blanchelande mit à profit cette mésintelligence générale pour armer les nègres de la partie du Nord, & faire commettre au nom de Dieu & au nom du roi des massacres & des incendies. Blanchelande est en correspondance avec le gouvernement espagnol, & les soldats espagnols qui bordent la frontière livrent les Français aux nègres révoltés. Blanchelande demeure spectateur tranquille de ces désordres; que dis-je ? il n'en instruit la France que par la voie de l'Angleterre, intercepte par son

se secours que la mère-patrie pouvoit envoyer à mingue. Après avoir tout détruit dans la partie , en faisant mettre le feu aux habitations & don-llage à ses soldats, il se transporte dans les autres de la colonie, sous prétexte d'y prêcher l'évangile . La flamme & le carnage accompagnent en tous pas : c'est ainsi que ce monstre destructeur, qui t par-tout le représentant de Louis XVI (& bien t le représenter) ruina de fond en comble une orissante, pour accélérer la contre-révolution que érateurs exécutoient dans les plaines de la Cham-e voilà couvert du sang de 80 mille hommes, ce ant du roi ! Le voilà dévenu comme Louis XVII ! is l'un & l'autre, ainsi que leurs complices, par e supplice, satisfaire à la patrie dont ils ont dé-tein, à la patrie dont ils ont médité la ruine, & es de nos concitoyens, de nos frères !

Paris sans maire.

tout le cours de la révolution, Paris n'a pas en-d'un calme plus long & plus parfait que de- semaines ; & ce qui fait l'éloge de cette ville, elle est depuis six semaines sans maire. On seroit en conclure qu'il ne devoit pas être tant diffi-rencontrer le citoyen qu'il faut pour une magis-dont l'absence ne fait pas aller les choses plus

ndant le contraire arrive ; tantôt c'est la disette didats ; tantôt c'est leurs refus. Pétion veut rester vention, Hérault de Séchelles aussi. Antonette int tenté de la première écharpe parisienne. D'an-semblables aux *polichinello* de nos places publiques, anderoient pas mieux que d'en exercer les fonc-pourvu qu'un homme à eux se chargeât des gesses. la résolution formelle de ne point accepter, le le Fèvre d'Ormesson se voit honoré une seconde la pluralité des suffrages, & il réitère officielle- on refus.

it-ce parce que le citoyen Lailier est celui qui ncé avec lui l'urne des scrutins ? Sans doute que Ce qui pourroit nous arriver de mieux, &

prouver par le fait que le règne de l'égalité existe véritablement, ce seroit de rencontrer dans toutes les professions de la vie civile des sujets propres à tous les postes de la république. Et pourquoi un cordonnier ne seroit-il pas maire de Paris, s'il a de la probité, de la conduite & des lumières? Car s'il faut des lumières pour être le premier magistrat d'une grande population ignorante & stupide; il en faut aussi pour l'être d'un peuple qui a le sentiment, & qui bientôt possédera à fond la connoissance de ses droits. Que ce citoyen artisan proposé pour maire ait hanté les cabarets, ou qu'il y aille encore, cette circonstance ne dit rien pour ou contre lui. Dans les jours brillans du despotisme, sous Louis XIV, nos plus beaux génies n'alloient-ils pas au cabaret?

Ce qu'il importe, c'est que le maire de Paris ait de la probité, de la conduite, des lumières, & nous ajouterons du caractère. De ces quatre conditions, les deux premières sont exigibles de rigueur, & au plus haut degré possible. Un homme probe, & qui met de la décence dans son maintien, est certain de la confiance du peuple, dont il a déjà l'estime; quant au caractère & aux lumières, il en faut moins pour faire entendre raison à la multitude, que pour ne pas se laisser circonvenir par certains donneurs d'avis officieux, qui souvent sont autant de pièges.

Les citoyens capables de remplir le poste de maire de Paris ne devroient donc pas, ce semble, être très-rares. Pourquoi donc les listes des candidats ont-elles été si avares de noms? Sans doute parce que le nombre des votans a toujours été extrêmement petit. Qui croiroit que sur une population de 7 à 800,000 âmes, le dépouillement des procès verbaux du dernier scrutin n'a pas donné pour résultat 10,000 votans? Et nous nous disons républicains! nous nous sommes en effet constitués tels il y a près de deux mois, c'est-à-dire, que nous sommes dans toute la première ferveur du seul régime convenable à la liberté, & au bien-être de la chose publique; & voilà comme nous nous y intéressons à Paris, dans cette ville d'où le cri de *vive la république* est parti pour remplir les 82 autres départemens!

Cette conduite des Parisiens est incroyable; nos neveux se mettront l'esprit à la torture pour en chercher la

Epargnons-leur ce soin ; disons-leur , & nous l'affirmer , que cette riédeur , ou plutôt cette morale & incivique , ne vient que de la mau-
vaise organisation des assemblées primaires ou de l'écarter quelquefois du courage & de la patience ,
pour y assister & y faire valoir les droits de la chose publique.

Mais , on seroit disposé à croire à une prédestinée , une heureuse fatalité. Il y a du bonheur dans les affaires , elles vont mieux que nous n'aurions pu l'espérer. La maison militaire conventionnelle , ce génie a soufflé au sein de l'assemblée nationale n'est pas encore décidée ; nous savons qu'il est des hommes qui s'opiniâtrent à la faire passer en loi , plein de fédérés arrivés sans motifs déterminés , résistent sans trop savoir pourquoi. La procédure révolutionnaire est entamée ; on fait même courir le bruit qu'elle est empoisonnée ; les subsistances & quantité d'objets de commerce croissent de prix tous les jours ; surcroît de motifs ou de prétextes , on s'occupe de donner le dernier coup de hache sur cette machine tant révéree , qu'on appelle prêtreaille ; le jour où chaque jour on coupe une lisière , ne s'écarter encore sur son chemin la porte ouverte d'une assemblée primaire ; car enfin si un préjugé , même reconnu comme on disoit jadis , n'est bon à rien , il faut tout au moins le remplacer par un enseignant général & à la portée du grand nombre (1). Eh bien ! malgré toutes les chances , dont une seule , il n'y a pas longtemps trois mois , auroit suffi pour bouleverser tout privé comme il l'est du premier moment , quel il avoit confiance , Paris est tranquille , nous dirions presque , heureux. Puisse-t-il l'être longtemps !

la convention recule toujours pour s'occuper de l'organisation des écoles primaires ; le rapport du comité de l'instruction publique étoit fixé à jeudi , & la séance étoit réservée à toute autre chose que l'instruction pu-

Sur l'assemblée électorale du département de Paris.

Il faut le répéter : quelque mauvais génie préside à toutes les élections de Paris. Depuis six semaines on tient assemblées sur assemblées pour la nomination d'un maire , & toutes ces séances multipliées n'ont donné qu'un modérantiste qui refuse. Si cela continue , nous aurons une municipalité à Pâques. Depuis trois semaines , l'assemblée électorale est convoquée , & elle n'a pas pu encore obtenir un local , malgré des demandes & des réclamations continuelles.

La convention , qui n'aime point Paris , & qui en aime encore moins les électeurs , n'a pas été fâchée de leur jouer pièce ; & sous prétexte du grand principe d'égalité , elle a ordonné que les électeurs du département de Paris alterneroient comme les autres , & se transporteroient tour à tour dans chacun des districts qui le composent. Ce décret ne pourra avoir d'effet que cette seule fois , puisque sans doute la nouvelle constitution supprimera l'intermédiaire des électeurs ; mais qu'importe à la convention ? Les aristocrates prétendoient qu'avec les mots peuple , liberté , patriotisme , on peut faire accroire à la multitude tout ce qu'on veut , & violer impunément les droits du peuple & les principes de la liberté & du patriotisme. La convention a-t-elle cru aussi qu'avec le mot d'égalité , elle persuaderait à tous les Parisiens , à toute la république , que la loi de l'alternat fût applicable à Paris , & qu'on pût y astreindre les électeurs de ce département ?

Sans doute la ville de Paris n'a pas plus de droits que toutes les autres ; sans doute les habitans de Paris n'ont pas plus de poids dans la balance politique , qu'un égal nombre de Français pris sur un espace quelconque de la surface de la France. La constitution doit être la même pour tous , & aucune portion du souverain ne peut ni ne doit influencer plus qu'une autre la législation ; mais il est des localités , des circonstances particulières qui peuvent apporter des modifications nécessaires à quelques loix générales.

On l'a dit long-temps avant la révolution ; les grandes villes sont des monstres dans un état ; ce sont des exceptions à la nature , qui n'a pas créé les hommes pour être ainsi pressés , enfilés sous des masses de pierres ; mais

tions de la nature exigent aussi des exceptions loix civiles & positives. Les législateurs, tout en tâchant à diminuer les grandes villes & à faire revivre les campagnes cette surabondance nuisible, agir avec prudence; & en attendant que les temps accomplir leur vœu, ils doivent se prêter aux conjonctures l'exigent à l'état actuel des

l'assemblée constituante avoit senti que les électeurs ne pouvoient pas alterner; elle reconnut qu'il étoit à la raison de faire voyager hors de leur pays les représentans de huit cent mille citoyens, & transportant ainsi dans le lieu de leurs séances, ne trouveroient que cinq ou six électeurs, à qui ils éviteroient la peine de se déplacer. qu'en établissant l'alternat, ce seroit réellement égalité; car puisque tous les hommes sont égaux, ils ne doivent pas se déplacer pour la plus grande partie de cinq ou six.

à cela qu'il n'y avoit aucun avantage à faire ainsi l'assemblée électoral d'un lieu à l'autre; ce n'est pas, dans un établissement politique, un lieu de débauche & de cabarets qu'il faut chercher. Si un député avoit pu diriger l'assemblée nationale, il n'auroit eu pour but que de jeter de l'argent dans les poches des pauvres, elle auroit dû assigner aux électeurs les lieux les plus misérables, les plus isolés, les plus éloignés des lieux de commerce de chaque département; & l'on voit que les assemblées électtorales se tiennent au contraire alternativement dans tous les chef-lieux de département, que ces chef-lieux ont été choisis comme étant de par leur nature les plus riches de leur arrondissement. Les hommes les plus sages ont dirigé à cet égard l'assemblée constituante; elle a ordonné l'alternat dans les deux départements, parce qu'ayant chacun à parcourir dix-huit ou vingt lieues de diamètre, renfermant la plupart sept ou huit villes d'une population, il étoit injuste que toutes les villes, hormis une, tous les districts, à l'exception d'un, se dépeuplât continuellement dans la personne de leurs représentants, pour aller toujours à huit ou neuf lieues de distance, au centre du département, pour le

plaisir des représentans d'un district & d'une ville qui étoit à peine plus considérable que les autres.

Mais le département de Paris n'a qu'une très-petite surface ; son diamètre est de six lieues au plus , & cette grande ville , placée au centre , couvre dans sa longueur deux lieues de pays ; une seule ville de trois à quatre mille âmes se trouve enclavée dans l'enceinte de ce département ; tout le reste n'est qu'un composé de bourgs & de villages , qui pour la plupart sont très-éloignés les uns des autres , mais qui touchent presque tous à Paris , en tirent toute leur existence , y ont des rapports continuels & journaliers , de sorte qu'en venant parmi nous pour les affaires de la république , les électeurs ne se dérangent presque pas ; ils en font autant plusieurs fois dans l'année pour leurs intérêts individuels ou pour leurs plaisirs ; au lieu qu'en suivant la loi de l'alternat , ils se trouveront transportés , le plus souvent , à l'extrémité du département , bien loin du centre de leurs affaires & de leurs habitudes , & dans des lieux où ils ne trouveroient assez de place ni pour s'assembler ni pour se loger. Que l'on compare ces circonstances , ces localités à toutes les autres , & que l'on voie si la loi sage qui astreint tous les départemens à l'alternat peut y soumettre aussi Paris.

Le second motif & le plus puissant , sans contredit ; qui a déterminé l'assemblée constituante à varier ainsi le lieu des sessions électORALES , c'est que tous les districts donnant à peu près le même nombre d'électeurs , les villes principales étant à peu près égales en moyens & en ressources , ç'eût été donner au chef-lieu de département une trop grande influence sur tous , que de lui confier , exclusivement à tout autre , le dépôt de l'assemblée électORALE. On sent qu'une ville ainsi privilégiée , ou par insinuation ou par corruption , ou par tout autre moyen , auroit pu à la longue s'accoutumer à diriger l'opinion des électeurs , à la maîtriser , à leur faire la loi , & qu'un tel avantage auroit enfin détruit entièrement l'équilibre & l'égalité entre des villes , entre des districts égaux.

Mais il y a entre le nombre des électeurs de Paris & celui des électeurs de chaque chef-lieu de district une si énorme disproportion , qu'en supposant même que ceux-ci fussent étayés de tous leurs concitoyens du même

is ils ne pourroient ébranler une si grande
 as quelque endroit du département que se trans-
 s électeurs de Paris, leur force irrésistible for-
 ours l'opinion générale de l'assemblée ; ils sont
 e contre deux cents. Les ennemis de Paris ne
 nt pas de dire que c'est là un grand inconvé-
 ela peut être ; mais du moins il est inévitable
 ou d'autre , & il tient à la nature même , à
 population de Paris.

ette immense population , en comparaison de
 ste du département , qui a forcé l'assemblée
 re à n'y établir en tout que deux districts , quoi-
 eût pu former six par sa population ; qui l'a
 tablir en même-temps six tribunaux , dont elle
 ège à Paris , en privant les deux autres chef-
 cet avantage ; qui l'a forcée de composer d'une
 oute particulière la municipalité de cette ville ,
 nent populeuse. Puisque la convention avoit
 de rétablir l'égalité , pourquoi n'a-t-elle pas
 ntes ces exceptions , créé sur le champ de nou-
 districts , organisé la municipalité d'après les loix
 s , & transporté ailleurs au moins deux tribu-
 falloit faire tout ou rien ; car il ne faut pas
 contradiction avec soi-même ; & si elle a cru
 tendre pour ces nouvelles réformes qu'elle s'oc-
 la constitution , pourquoi ne pas avoir attendu
 moment pour les sessions électtorales ?

s cela , on croira peut-être que les Parisiens ;
 me tant à représenter aux départemens comme
 les & des fatigues , ne laissèrent point échapper
 elle occasion de s'agiter , de s'insurger ; que la
 ade fermentation dut régner parmi eux , & que
 s la convention reçut d'eux réclamations sur ré-
 ns , adresses sur adresses , pétitions sur pétitions ;
 Parisiens sentoient bien ses torts ; ils avoient
 sons pour ne point voir une loi dans ce décret.
 ! ils ne firent aucun bruit , aucune démarche ; ils
 au lieu du rendez-vous , au Bourg de l'Egalité ,
 it Bourg-la-Reine ; car on leur chosît à dessein
 s deux districts où il y a le moins d'espace & de
 arrivés là , on les presse , on les foule dans une
 ou plutôt une chapelle , qui peut à peine conte-
 tre cents personnes. Toutes les opérations devin-

rent impossibles ; & ce fut avec la plus grande difficulté qu'on parvint à rédiger la pétition à l'assemblée nationale, pour lui demander d'être transférés ailleurs.

Les membres du comité des pétitions reçurent très-bien les *députés-électeurs*, & chacun en particulier applaudit à la justice de leur demande, & leur promit un plein succès ; mais à la convention ce fut un autre langage. Le comité supprima tout ce qui étoit avantageux aux électeurs, & dénatura la pétition. Ce comité est coutumier du fait. On sait que s'il a grand soin de lire emphatiquement les adresses dirigées contre les *désorganisateurs*, il cache sous le voile officieux du silence toutes celles qui attaquent le *modérantisme* : on s'en est plaint à l'assemblée ; mais elle partage les sentimens charitables de son comité, & elle passe à l'ordre du jour sur ces plaintes ; c'est ce qu'elle a fait aussi à l'égard de la pétition des électeurs. Des membres n'ont pas rougi de dire que s'il n'y avoit pas de local au Bourg de l'Egalité, les électeurs devoient s'assembler en plein champ & en plein air. Quelques départemens ont fait ainsi ; dit-on, pour nommer les députés à la convention, au mois d'août & septembre ; ce qui ne prouve pas qu'on puisse le faire au mois de décembre & de janvier, car il y a plus de cent nominations à faire, & le moins qu'elles durent sera deux mois. D'ailleurs, pourquoi la convention se fait-elle donc construire un nouveau local à tant de frais ? Si elle n'est pas bien au manège, qu'elle s'assemble aussi en plein air, dans le jardin des Tuileries.

C'est une chose singulière qu'aucun des députés de Paris n'ait pris la parole pour défendre les intérêts de leurs concitoyens. Camille Desmoulins, sur-tout, qui a une maison dans le Bourg, & presque vis-à-vis l'église, devoit en connoître les dimensions ; il s'est tu ainsi que ses vingt-trois collègues ; ils veulent donc livrer Paris à ses ennemis, ou éterniser des haines qui ne peuvent qu'être funestes à la république ?

L'outrage fait aux électeurs par la convention passe toute mesure : il leur étoit permis alors, sans doute, de perdre patience, de se plaindre amèrement de s'exhaler en reproches. Rien de tout cela. Les Parisiens, sans rien répliquer, sont retournés au Bourg de l'Egalité, pour voir si l'église seroit plus spacieuse que

dix jours auparavant. On manda la municipalité du lieu, qui avoit osé dire à la convention que le local étoit assez vaste : elle persista dans son dire, le soutint en face des électeurs, quoiqu'elle en vît la moitié obligée de rester à la porte. Le procureur-syndic du district fut le seul qui montra de la bonne foi ; il convint de l'impossibilité physique où l'on étoit de tenir des séances dans une salle aussi étroite. L'assemblée se détermina à aller *parquer* dans un champ voisin. Là, toutes les paroles, toutes les propositions diverses se perdoient dans l'éendue. En passant subitement d'un lieu étroit au grand air, du chaud au froid, la plupart furent saisis par un rhume violent ; on se dispersa sans avoir pu s'entendre. Cependant la convention est bien chaudement au manège ; & quoiqu'elle ne soit point aussi nombreuse que l'assemblée électorale & que l'assemblée constituante, elle s'y trouve encore trop à l'étroit ; il lui faut un emplacement magnifique, un palais ci-devant royal : pour les autres, ils peuvent délibérer dans la rue. Ont-ils besoin d'avoir leurs aises ?

Lorsque le despotisme de la cour voulut dissoudre les états-généraux, il leur ôta leur local ; mais du moins un jeu de paume leur fut ouvert. Nos électeurs n'ont pas été si heureux : & nous, pendant ce temps-là, que faisons-nous ? Nous attendons qu'il plaise à Dieu & à la convention de nous permettre d'avoir des juges, des administrateurs & une municipalité.

Nouvelles étrangères & des armées.

Depuis long-temps les vrais patriotes avoient soulevé le masque de Lafayette, mais une foule de gens irréfléchis refusoient toujours de le voir sous ses traits naturels ; il fallut que le traître se démasquât lui-même, & se montrât tout entier par sa fuite. C'est ce que vient de faire aussi Montesquiou, à qui il restoit encore des partisans. Cet homme, plus corrompu peut-être que Lafayette, s'il est possible, qui avoit fait servir la révolution, non à sa gloire, non au plaisir de dominer, mais à sa fortune, à la plus vaine de toutes les passions, au désir d'entasser de l'argent, qui connoissoit toutes les ressources de l'agiot & de l'escroquerie financière, & les tournoit à son profit ; cet homme

qui après avoir acquis des fonds, amassé d'immenses richesses territoriales & industrielles, finit par convertir tout en papier & en espèces pour se mettre à l'abri de tout événement, qui, placé sous le glaive de la loi vole encore quelques louis d'emprunt à un Gênois trop compatissant, avoit su fasciner les yeux de la convention, la faire retourner sur ses pas, & la jeter dans un tel état d'incertitude, qu'elle ne savoit plus que penser sur son compte. Les preuves de l'attachement de ce traître pour Lafayette & pour Louis XVI étoient innombrables; sa conduite à l'assemblée constituante avoit été celle d'un marchand d'argent. Le décret de rappel avoit été porté: tout à coup Montesquiou entre en Savoie, les Allobroges qui le croient dignes de la cause qu'il soutient, lui ouvrent les portes, se précipitent au-devant de lui; & tout à coup les Français, la convention elle-même le croient converti, comme si nous étions au temps des miracles! Français, peuple facile & léger, même au milieu des grandes combinaisons de la liberté, apprends donc enfin à juger les hommes: le vice ne peut pas se métamorphoser ainsi en vertu, & les prétendues belles actions d'un mauvais général sont comme celles des rois; ils ne les font que pour mieux tromper: apprends à craindre toujours les gens en place lors même qu'ils font le bien, & à ne t'attacher qu'à toi-même.

Le traité avec Genève, où Montesquiou sacrifioit sans doute pour de l'argent la cause des patriotes gênois & les intérêts de la France, ses intelligences, ses connivences criminelles avec des usuriers, avec des juifs fripons, ont enfin ouvert tout à fait les yeux à la convention. Le décret d'accusation a été porté, & ce méprisable agent d'un peuple libre a montré qu'il le méritoit. Il s'est sauvé.

Voici l'histoire de sa fuite. « Montesquiou arrivé à » Genève à cheval, suivi d'un domestique, un peu avant » dix heures, se rendit chez un particulier avec lequel il » avoit quelques relations, le pria de l'aider dans le » projet qu'il avoit formé de traverser le lac & de se » rendre à Copet. Quelque léger que soit ce service, lui » dit-il, je me serois abstenu de vous le demander, s'il » pouvoit vous compromettre le moins du monde; mais » je dois commencer par vous déclarer, que bien que » j'aie lieu de prévoir une destitution très-prochaine & » des ordres rigoureux contre ma personne, je n'ai en-

» cerné

de des soupçons ; ainsi je suis encoré , & dois
vous le général Montesquiou. Il ajouta que
curriers étant venus descendre dans sa cour , & au
le faire demander , s'étant enquis à l'officier
qui commandoit après lui , auprès duquel ils
immédiatement rendus , cette conduite lui avoit
alarmante ; qu'il l'avoit rémoigné à une des
qui étoient auprès de lui , & qu'au même ins-
toit monté à cheval pour se soustraire , non à des
uns , mais à quelque violence , qui lui ôteroit les
de se justifier aux yeux de ses concitoyens.

particulier auquel Montesquiou s'adressa céda à
, & lui fournit le moyen d'avoir un bateau. Il
cependant de se confier à la bonté de la cause ,
la justice de la convention nationale , dont il lui
journs parvint pénétré : Montesquiou rémoigna
des ennemis trop puissans , & persévéra à vouloir
ir. Il partit , après avoir emprunté de ce particulier
louis , dont il avoit d'autant plus besoin , qu'il
avoir laissé dans son bureau au quartier général
taine de louis en espèces , & environ 6000 livres
nats ; en partant , il parut cependant ébranlé par
sérations , qu'on venoit de lui présenter pour se
à Paris , & il dit qu'il y réfléchirait dans la route.
marqua immédiatement après au port , n'étant ainsi
é que fort peu de temps dans la ville ».

particulier , qu'on ne nomme pas , & qui a fourni au
eserteur les moyens de s'évader , n'est sûrement
mbre du conseil magnifique ou un de ses suppôts.

à Montesquiou la faveur & protection qu'il en
ue d'abord ; car tous les patriotes genevois se se-
t un plaisir & un devoir de livrer leur plus grand
la vengeance des loix , & de s'assurer de sa

rière voudroit-il suivre en quelque chose l'exemple
squiou ? Ignore-t-il ce qui vient d'arriver à son

Jusqu'à présent nous n'avons reproché à Du-
qu'un amour-propre vaniteux , sentant trop l'an-
me & le ministre de cour , qu'une ambition de
de louanges , d'honneurs & de couronnes théa-
mais seroit-il aujourd'hui rassasié de gloire & d'en-
hibitionneroit-il des biens plus matériels , des avan-

tages moins volatils ? Au moment même où Montesquieu est décrété d'accusation , précisément parce qu'il a pris part aux marchés de ses commissaires ordonnateurs , Dumourier demande la permission de faire tels traités qu'il jugera propres à assurer le service du numéraire , indispensables pour la solde & les dépenses de l'armée , & de passer *seul* , par le ministère du commissaire en chef Malus , tous les marchés nécessaires pour l'approvisionnement.

Dans un pays où l'argent , où les vivres sont communs , ces sortes de traités peuvent sans contredit devenir très-lucratifs pour le général , auprès de qui les fournisseurs & les banquiers achèteront volontiers le droit d'être employés , & qui inventorian lui-même & les espèces & les approvisionnemens laissés par les ennemis , pourroit aisément en diminuer le nombre dans ses procès-verbaux pour les transporter sur ses mémoires. Si le général soupçonnoit la probité du commissaire en chef , il devoit en demander le changement ou l'examen de ses comptes. S'il ne le soupçonne pas , qu'a-t-il besoin d'ajouter cet embarras , cette fatigue à toutes celles que lui donnent ses fonctions de général ? Qu'il soit tout entier à celles-ci , il aura toujours assez de quoi occuper son entreprenante activité. Cambon a dit le vrai mot.

« Un général ne doit que commander ; c'est à l'ordon-
 » nateur à veiller aux approvisionnemens , au payeur de
 » l'armée à les solder , au contrôleur à les examiner & à
 » en rendre compte à la trésorerie , laquelle les fait passer
 » à la convention , qui les renvoie au comité des finances
 » institué à cet effet : voilà la hiérarchie des pouvoirs ; si
 » nous sortons de là , la république est perdue ».

Mais ce Malus , par l'intermédiaire duquel seul Dumourier veut agir , est un homme sur le compte duquel le ministre & le comité des finances ont reçu des plaintes. Mais ce Malus fait des affaires avec ce fameux abbé d'Espagnac , décoré aujourd'hui du nom de citoyen , & qui du temps d'une cour infâme passoit pour être un des plus corrompus de cette cour , un des hommes les plus profonds dans l'art de s'enrichir du malheur des peuples , & d'escamoter les trésors de l'état & des particuliers. Par ses manœuvres odieuses , il étoit sorti , pour ainsi dire , de l'indigence , & étoit devenu propriétaire d'un fonds de plusieurs millions ; & voilà le personnage que Dumourier emploie avec Malus. La convention , qui accorda bien légèr-

général de la Belgique le droit de donner des permissions, doit être aujourd'hui suffisamment instruit par les suites qui en résultent. D'Es- & Malus, ainsi qu'un nommé Petit-Jean, sont & doivent être traduits à la barre de la cour.

Il ne devoit s'attendre à ces déprédations, d'après le caractère des personnes préposées pour inspecter les achats & les ventes; & les spéculateurs retors qui étoient chargés de ces opérations réussirent d'autant mieux, que les autres personnages plus dignes de considération, eux-mêmes, soit par le caractère dont ils étoient revêtus, soit par le caractère dont ils étoient revêtus, se mêlèrent à eux sans répugnance. N'a-t-on pas vu d'Eglantine, quatre jours après son entrée à la Convention, faire le fonds de 30,000 livres pour une fourniture de souliers.

Il y eut des bons citoyens qui eurent l'imprudence de se mêler sur les rangs, les fripons ne furent que plus nombreux. On vit ceux-ci, redoutant la colère des honnêtes, employer des stratagèmes les plus vils & les plus

audacieux. Le citoyen Gerderet, connu par son patriotisme par des sacrifices faits à la révolution, père de famille, & jouissant dans le commerce de longues années d'affaires intactes, propose sa soumission pour un grand nombre de paires de souliers. Il livre sa soumission, la fait examiner par plusieurs commissaires & est reprise, & l'envoie dans les magasins de Saint-Antoine prête à être expédiée pour l'armée. D'autres citoyens ont l'effronterie d'échanger cette fourniture valable, contre tout ce qu'il y a de plus précieux.

En ce moment le citoyen Gerderet est dénoncé & décrété comme un fournisseur frauduleux, & se voit descendre à une justification.

C'est n'est qu'un foible échantillon des iniquités qui sont commises, & qui se renouvelleront encore, si l'on ne se met le parti de veiller de très-près à cette partie essentielle, de l'administration.

Si nous n'avons point à nous plaindre de Cusline, les habitans de Francfort s'en plaignent beaucoup.

Ils sont venus à Paris réclamer contre les impositions levées par Cusline. Si la Prusse & l'Autriche avoient triomphé, Francfort n'auroit vu dans ses habitans que des prêtres, des nobles & des grands; elle n'eût point songé au reste. Maintenant que la république triomphe, cette ville se trouve, à l'en croire, toute composée de citoyens égaux; & si un grand nombre d'entre eux ont, outre cette qualité de citoyen, celle de seigneur, de prince, d'évêque, c'est, pour ainsi dire, par-dessus le marché, elle ne leur donne aucun *privilège pécuniaire*, & par conséquent ils ne doivent pas plus payer la contribution que les sans-culottes; en un mot, ils ne doivent rien payer. Ces *citoyens nos aînés* cherchent ensuite à prouver par des pièces justificatives qu'ils n'ont point protégé la horde des émigrés; mais ces pièces ne nous ont paru que des attestations données par Dühl, secrétaire du sénat, & non point des copies, des expéditions, ou extraits légaux de son procès-verbal, tels qu'on auroit dû les présenter à Cusline ou à la convention. En attendant toute décision ultérieure, & l'arrivée de Biron, Cusline a marché au-devant des Prussiens, & les a battus deux fois.

De toutes les nouvelles qui nous sont parvenues dans le cours de cette semaine, une sur-tout nous a singulièrement affligés. Qu'un général émigré, ou cherche à accaparer l'argent & l'estime, rien d'étonnant; mais que des républicains, des Français armés pour la liberté des peuples, fassent le vil métier de brigands, qu'ils volent, pillent & insultent des frères, des amis qui leur ont rendu les bras, voilà ce qui navre & qui déchire; & telles sont les plaintes que nous ont apportées des députés de Nice & des pays circonvoisins. La convention a envoyé des commissaires sur les lieux pour vérifier les faits, & pour y porter un prompt remède. Espérons qu'il en sera de ces excès comme de ceux qu'on nous reprochoit auprès de Castel; & que, tout bien examiné, on trouvera qu'ils n'ont été commis que par des émigrés ou aristocrates, qui disent être de notre armée, afin qu'on nous attribue toutes les horreurs dont ils se rendent coupables.

A ces tâches près, les succès de la liberté sont on ne

brillans. Sous nos drapeaux tricolors elle a dans l'espace de huit jours , Ypres , Bruges , Remick , Parnes , Namur (1) & Malines. On aise de connoître sur cette dernière prise des montrent la lutte du despotisme agonisant congoiffes de la mort.

stimes une décharge générale sur la place , où mit le feu. Les habitans , bons patriotes , voyant , se soulevèrent ; les Autrichiens leur tuèrent mes ; alors les esprits s'indignèrent , & la garnison forcée de se rendre. Le commandant , à défaut cette , nous envoya un tambour. Celui-ci n'eut le air de la liberté , qu'il déclara , après avoir dépêches , qu'il ne vouloit plus rejoindre la esclaves. L'ennemi demandoit jusqu'au lendemain heures du matin. La réponse du général franque si dans demi-heure la garnison ne se rendoit elle seroit passée au fil de l'épée , & déjà nos étoient prêtes. — Elles entrèrent dans la ville , a des cris : *Vive la république française !* L'ennemi sur la place en ordre de bataille. Le chef ne se retirer pendant la nuit , demanda l'hospitalité lui & sa troupe ; elle lui fut accordée ; & nous au lieu de chercher querelle à leurs adversaires , illirent comme des amis ». Voici l'état des approvisionnés trouvés dans la ville de Malines : 4 canons ; 3 canons de 12 ; 2 canons de 4 ; 12 mortiers ; 15 de différens calibres ; 200 petits canons ; 15000 fusils avec leurs baïonnettes ; 2400 canons de fusil ; 4000 fusils à réparer ; 600 pistolets ; 30000 & 300 carabines rayées ; 60,000 livres de poudre un million 300 mille livres de poudre en balles ; 800000 livres de bois de chêne bien conditionnés ; 80 mille sacs ; un million 6000 livres de foin ; 2000 bottes de paille ; 50 mille livres de charbon de terre ; 600

la citadelle de cette place n'est point encore prise. Le duc de Valence a même annoncé qu'elle sembloit se défendre , & qu'elle attend un renfort des troupes de Hohenloe : sans doute que cette jonction sera em-

matelats ; 1200 aunes de toile grise ; 10 mille sacs vides ; 1000 sacs de seigle , de 150 livres chacun ; un magasin plein de poudre ; une fonderie de canons ; un grand nombre d'affûts , d'avant-trains , de caissons , de voitures , & 600 roues neuves ; plusieurs chambres pleines de cartouches de fusils ; 20 drapeaux.

L'Espagne n'ose bouger , & se prépare à reconnoître la république française. Les ennemis demandent une suspension d'armes. Les Suédois se réjouissent publiquement de nos victoires ; les malheureux Polonois les lisent en maudissant leur roi , & nous appellent à leur secours. La plus grande fermentation règne en Angleterre : au spectacle on crie à bas aux lords , pairs & même à leurs majestés , ce qui leur préage qu'il faudra bientôt disparaître du théâtre du monde. Le tschouder tremble. En Allemagne le feu est encore sous la cendre ; mais dans quelques villes il lance déjà des étincelles.

Le pavillon de la liberté flotte sur la Moselle & sur l'Escaut , qui se trouvent aujourd'hui libres de tout péage & de toute entrave. Les communes des Allobroges veulent se confondre avec les nôtres. Des députés de leur assemblée nationale sont venus apporter ce vœu au sein de la convention. C'étoit un spectacle bien touchant de voir ainsi deux peuples s'identifier & s'unir dans la personne de leurs représentans ; de voir deux peuples se rendre les mains avec fraternité , & se donner le baiser de paix à la face de l'univers.

Des lettres de Turin , en date du 9 novembre , apprennent que pour pallier la lâche-détention des troupes piémontaises à l'arrivée des Français en Savoie & dans le comté de Nice , le roi sarde vient de faire exécuter à Turin les commandans des places avec la forme & l'appareil du plus affreux despotisme , après avoir dicté les sentences à une commission dont il avoit choisi les membres. Un premier coup de canon avertit tous les habitans qu'ils devoient , sous peine de mort , se cacher dans leurs maisons ; un second coup , qu'ils pouvoient en sortir : ils ont trouvé sur la place les officiers-commandans suppliciés , & l'un d'eux écartelé..... Gare au troisième coup de canon ! ce sera le signal de l'insurrection ; il annoncera la mort du tyran.

D'un petit pamphlet qui fait grand bruit.

Les républicains français sont ceux qui, soumis de la patrie, & fidèles aux devoirs du citoyen, exercent dans toute leur plénitude les libertés civiles, mais encore tiennent leur esprit en toute opinion dans la plus parfaite indépendance. Ce que la Révolution de Paris a tout fait, tout fait se montrer & demeurer tel pendant tout le cours des événemens. Semblable à ce fleuve qui traverse le lac de Genève sans y mêler les siennes, de ce lac comme il y est entré, toujours le même & va droit à son but y remplir les vœux de la patrie. Nous avons mis toute notre gloire à tenir une conduite pareille, sourds aux menaces d'un parti, aux reproches d'un autre, nous nous étions attendus à tout voir dans nos derniers numéros auroient paru aussi pour titre *ni Robespierre, ni Brissot*, & peut-être donné l'idée du pamphlet intitulé ; *ni Roland, opinion d'Anacharsis Clootz, de*

le quelle si grande utilité étoit-il à la république ; l'acteur du genre-humain quittât son caractère de citoyen pour descendre aussi dans l'arène & augmenter le nombre déjà si scandaleux de nos gladiateurs politiques. Que veut-il ? que prétend-il, après avoir rap-
port élogé cette maxime consacrée par la convention : *Mais les hommes ! à l'ordre du jour les choses ?* des choses à l'ordre du jour de savoir « que d'a l'œil louche, & Marat l'œil hagard ; que d'a quelquefois trop diné ; que l'esprit & les sens de madame Roland rendroient la maison de la patrie de l'intérieur fort agréable, si un commérage de contre Paris n'en rendoit la table fastidieuse ; si l'homme est ascétique, & Kersaint trembleur ; que celui qui vend des liqueurs ; que le patriotisme de l'homme est pur comme les traits de son visage ; que d'a exerce la dictature avec l'esprit de la Bouche ; l'argent de la nation, & douze à quinze secrétaires ; que lui, Anacharsis Clootz, aimeroit assez Brissot. &c. &c. »

en faisons juges nos lecteurs. A quoi mènent

toutes ces pauvretés ? & devoit-on leur donner de l'importance ? Croira-t-on que ce misérable pamphlet vient de remuer tout Paris ? Le ministre de l'intérieur est dans les convulsions. Des lettres pleuvent dans les journaux brissotins & autres , & la société même des Jacobins a long-temps pesé dans sa sagesse ce qu'elle avoit à statuer sur *ni Roland , ni Marat*.

Et d'abord le *sage* Roland qui a tant d'affaires s'en fait une sérieuse de cette diatribe , & y riposte par une autre dans le Patriote Français. C'est *la première aux Corinthiens*, dit le journaliste ; mais Saint Paul , qui fut fessé trois ou quatre fois , n'en parla point pour s'en plaindre ; il s'en glorifie au contraire. Le *bon* Roland devoit imiter davantage l'illustre patron qu'on lui donne , il devoit faire mieux encore. Un homme d'honneur indignement compromis ne répond que par un mot : *Nox*. Un ministre doit être laconique ; tout son temps est à la république. Il ne faut pas qu'on dise de lui : où trouve-t-il donc des momens pour répondre à des pamphlets ? Il n'a donc pas autant d'affaires qu'il aime à le laisser croire ?

Si l'imputation est d'une gravité qui mérite un démenti motivé , telle que le propos incivique sur les habitans de Carouge , qu'Anacharsis Clootz dit avoir été tenu à table par Roland , le ministre devoit s'en expliquer avec la dignité qui sied à sa place & à la vérité , & s'en tenir là.

Kersaint aussi dit , comme Roland , qu'il ne répondra pas à Clootz ; mais il fait deux grandes pages d'écriture soigneusement recueillies dans le journal Brissot ; il y rend invective pour invective ; & pour se purifier , il se parfume d'encens. Que tous ces gens-là entendent mal leurs intérêts ! Eh ! messieurs , si vous avez rendu de si grands services à la république , laissez les fous , les méchans vous injurier à loisir ; la considération publique se chargera de leur répondre pour vous.

Marat est plus fin qu'eux tous ; il laisse tout dire , tout écrire pour & contre , & n'a toujours l'air que de s'occuper des affaires de l'état. Il fait son métier , celui-là : aussi résiste-t-il à toutes les bourasques ; il est encore debout.

La société-mère des Jacobins , qui doit l'exemple aux autres , n'est pas plus sage ; elle accepte l'hommage du pamphlet-Clootz , *benè fit* ; mais tout de suite elle entre

en

tion sur sa réimpression. On y traite durement cette circonstance est bien tentante : on y dit de mal de Marat ; le cas est embarrassant , peut s'en tirer par la voie des amendemens ; & ainsi le temps dans des débats puérils. Qu'a-t-on fait de sa première énergie ? Tous les jours il y a des dénonciations contre le ministre de l'intérieur ; elle a raison , puisqu'elle s'est constituée la sentinelle des fonctionnaires publics. Quand la somme des reprochées à Roland aura acquis assez de consistance & de poids , qu'elle en fasse la matière d'une motion solennelle : cette marche est loyale ; c'est la seule qu'elle devroit se permettre ; la patrie y gagneroit tout , & elle aussi.

Le conseil-général de la commune n'a pas non plus cet esprit d'équité qui devroit caractériser tous ses vœux émanés de lui. Plusieurs sections sont venues proposer un arrêté contre le ministre de l'intérieur ; qui ne tend à rien moins qu'à le déclarer d'incapacité & de déconfiance des habitans de Paris. Le conseil-général ne se défend d'un sentiment d'animosité. Son premier vœu a été d'ordonner la mention honorable de cet acte dans le procès-verbal de ses séances. Pour seconde chose , il a nommé sept commissaires pour , réunis en comité , examiner la conduite de Roland. Il eût été bien convenable de s'en tenir à cette dernière disposition ; le droit de surveillance appartient à tout le monde dans la république , & principalement à tout corps constitué. Le ministre dénoncé n'auroit aucun prétexte pour se défendre ; mais la mention honorable accordée à un acte pris contre lui , avant de l'avoir examiné , lui donne le droit de dire : Qu'on seroit moins acharné contre moi , si l'on ne s'étoit pas trouvé dans le cas de redouter mon pouvoir sévère. Ils applaudissent à ceux qui me cherchent des torts , parce qu'ils savent que j'ai été le premier à leur reprocher des délits.

Enfin , le conseil de la commune a-t-il réfléchi que le ministre de l'intérieur n'appartient pas au seul département de Paris ? Si la majorité des quatre-vingt-deux départements ne partage pas ses sentimens , Roland peut encore se croire & se dire honoré & investi de la confiance de la nation. Il n'y a encore que Paris qui ne le croit pas , dit-il , & il aura beau jeu pour continuer.

nner ses jérémiades contre le peuple de cette grande ville, qu'il devoit apprendre à mieux connoître.

Lettre au citoyen Prudhomme. Les journalistes aristocrates ne manquoient pas , citoyen , de prêter des absurdités aux écrivains patriotes , afin de les tourner en ridicule. Les journalistes républicains devoient avoir d'autres méthodes. Ce n'est pas du *ci-devant roi* , le plus coupable des hommes , mais de *son fils innocent condamné à mort* , dont j'ai dit que cette condamnation seroit une sanglante infamie qui seroit horreur à toute la terre. Je n'ai pas eu la bassesse d'appeler les Français *son peuple* , comme Condorcet me l'impute , ni *ses sujets* , comme vous me le faites dire. J'évitois ces expressions serviles avant la révolution ; ce n'est pas à présent que je m'en servirois. J'ai dit que le tyran déchu devoit être condamné au long supplice de la vie au milieu d'un peuple libre , & que c'étoit une peine plus juste & plus terrible que la mort. Il est vrai , j'ai fait le panégyrique de Saint-Louis ; mais Voltaire l'a fait lui-même ; il a dit de ce roi si différent de ses successeurs : *Il n'est pas donné à l'homme de porter plus loin la vertu*. Comme moi , il eût dit *le crime* , s'il eût parlé de Louis XVI. Votre concitoyen & frère ,
CLAUDE FAUCHET.

Réponse. Citoyen Fauchet , les journaux de la semaine m'ont fait commettre l'espèce d'infidélité dont vous vous plaignez avec justice ; & je m'empresse de la réparer en imprimant votre lettre. Mais l'erreur de ma part n'a pas été plus loin. L'expression servile , *son peuple* , que vous impute Condorcet , m'a surpris ; mais je ne l'ai point reproduite. Je ne vous fais point dire *mes sujets*. Ce n'est pas un reproche , mais une citation que je fais en disant que vous avez panégyrisé Louis IX. Voltaire l'a fait lui-même , dites-vous. J'ajouterai qu'il a chanté aussi Louis XV & même la Dubarry.

Ayez désormais meilleure opinion des journalistes républicains , & croyez que celui des Révolutions de Paris n'a jamais eu l'intention de prêter des absurdités aux écrivains patriotes , & même aux autres , pour se donner le plaisir de les combattre ou de les ridiculiser : ce n'est point là ma méthode , & vous devez le savoir. Votre concitoyen & frère , PRUDHOMME.

*nal redoutable ; suite de Robert , chef de brigands ;
joué au théâtre du Marais :*

Le Louis-le-Fugitif fut honteusement ramené à
milieu d'une haie de baionnettes , l'esprit public
porté au plus haut degré d'énergie ; Louis fut reçu
calme du mépris & le sang froid de l'indigna-
tion. Le peuple ne se montra jamais si grand... il
la république... Si l'assemblée constituante
étée, la nation y eût donné avec joie sa sanc-
tion le crime n'eût pas une seconde fois triomphé.
La minorité de cette assemblée avilie laissa le temps
à la nation publique de se calmer ; on connoît le
trop bon , trop indulgent , & peu susceptible de
... Peu à peu on éluda le crime de Louis , on
usa les esprits ; les cafés , les lieux publics , les
se royalisèrent , & l'on ne parloit pas moins
de l'roi constitutionnel (1).

Le lecteur fasse l'application , rapproche les faits ;
juge si aujourd'hui on ne suit pas , pour ainsi
même marche. A la journée du 10 août , tout
avait le droit incontestable de délivrer la patrie
de l'astre qui souille encore la terre ; à cette époque ,
pas un patriote qui ne pensât qu'il ne fallût pour
per Louis que le temps nécessaire pour réunir les
de ses attentats... Au lieu de cela , qu'a-t-on
n a temporisé , on temporise encore , on s'appi-
le sort d'un accusé , on vante l'humanité , on
pardon , on corrompt l'opinion , on égare les
bles ; enfin , le croiroit-on ? on royalise encore.
est pas jusqu'à un homme enrichi des dépreda-
l'ancien régime , jusqu'à Beaumarchais , qui ne

Bourfaulx , directeur du théâtre de Molière , affi-
il donneroit une pièce relative à l'heureuse accep-
tu roi. En effet , sa femme , qui faisoit la Gloire ,
fit du ciel dans un beau nuage avec le buste du
Bourfaulx qui a l'impudence d'afficher aujourd'hui
otisme le plus ardent , chanta des couplets à la
du vertueux Louis.

veille à son théâtre empoisonner les sources de l'opinion. . . . Quoi ! au théâtre du Marais ! au seuil de la porte des *braves sans-culottes* ! des hommes du 10 août ! à côté des ruines de la bastille ! . . . Nous parlons de *la suite de Robert*, ou *le Tribunal redoutable*. On attribue cette pièce à Lamartellière ; mais les principes de cet ouvrage ne peuvent appartenir qu'à Beaumarchais.

Au premier acte, on voit le tribunal, Robert le préside ; il a poignardé le comte de Marbourg, convaincu d'oppression ; un fils lui restoit, on le dit assassiné ; les députés du comte de Marbourg viennent offrir ses états à Robert ; Robert rejette leur proposition, & tout le tribunal s'indigne de ce que l'on n'a pas placé sur le trône l'héritier légitime du comte de Marbourg.

Au second acte, on voit une caverne ; c'est Adolphe, l'héritier légitime, caché dans une sombre retraite, pleurant la mort de son père & la perte de ses états. Robert, qui lui est inconnu, s'offre à lui, comme un dieu bienfaisant ; il l'engage à venir le trouver ; cependant Maurice, frère de Robert, irrite la douleur d'Adolphe ; il l'excite à venger le meurtre de son père.

Au troisième acte, on voit une tour qui imite parfaitement celle du Temple ; c'est là que gémit une beauté intéressante, Julie, épouse d'Adolphe, enfermée par ordre de Maurice, qui commet des crimes sous le nom de Robert, afin de le détrôner. Volback, conseiller du tribunal, la délivre ; instruit du nom de son ravisseur, il veut dénoncer le roi ; cependant le tribunal va s'assembler, Volback se jette aux genoux de Robert (il frémit de soupçonner un roi) il le prie de retarder le conseil ; Robert demeure inflexible, (car il faut observer que ce roi , ci-devant brigand , est plein de grandeur d'âme.) Le tribunal s'assemble, Volback dénonce, mais la preuve qu'il apporte ne fait que mieux briller l'innocence du monarque. Une conjuration éclate, les complices sont arrêtés ; le chef est Maurice, propre frère de Robert, & comme lui du sang royal. Il n'y a qu'un cri pour le condamner ; tous les cœurs sont pour Robert ; la mort est le partage de Maurice ; mais Robert presse, prie, commande, & d'un ton pathétique, crie plusieurs fois *grâce, grâce, grâce. . . . On fait grâce.*

Tel est le fonds de ce drame anti-révolutionnaire & constitutionnel dans toute la force du terme ; il est *bardé*

mes sur les vertus d'un bon roi ; il n'est pas de
 sur le bonheur de posséder un monarque ver-
 si ne soit pillée dans le ci-devant beau livre de
 que , aujourd'hui si vieilli depuis que la journée
 soit a prouvé que tous le rois indistinctement
 fléaux sur la terre. L'esprit de cet ouvrage est
 alisme le plus impudent. Il en résulte que le
 yal doit être épargné comme celui de dieux
 is ; que le peuple doit respecter les droits ina-
 & sacrés d'un héritier légitime ; que les grands
 tout entreprendre pour le rétablir sur le trône ;
 t s'attendrir & verser des larmes sur le sort dé-
 d'une princesse infortunée enfermée dans une
 qu'au mot touchant de *grâce*, *grâce*, tous les
 oivent s'attendrir, les yeux se remplir de larmes,
 enoux se plier devant le caractère sacré d'un in-
 oint de l'huile de la sainte ampoule.

troisième représentation de cette pièce ; Gon-
 orateur du faubourg Saint-Antoine, s'est levé au
 pour interpellier le directeur. Menacé par les sup-
 l'aristocratie, il a répondu en homme du 10 août :
« le premier qui m'attaque trouvera la mort ». Dans un
 te avec le directeur, il lui a proposé, s'il redon-
 pièce, d'amener avec lui le faubourg Saint-An-

proposition est éloquente. Bazire, aux Jacobins ;
 la tribune que le comité de surveillance avoit
 le directeur, pour lui signifier qu'il eût à répon-
 événemens s'il se hasardoit à faire rejouer la

numéro 173 a été brûlé dans une société de Jaco-
 . Nous taisons le nom de cette société.

*Les lettres trouvées chez M. Delaporte, intendant de
 la liste civile.*

*une constitution libre & heureuse, selon justice, raison &
 le ; trouvé chez M. Delaporte, & corrigé de sa main.*

*cette constitution politico-civile, le roi y a le pouvoir
 & exécutif, & les représentants du peuple, le pouvoir*

pour & simple d'approuver ou d'improver le tout au plus grand bien de l'état.

Pièce unique, signée & paraphée par MM. les commissaires & députés de l'Assemblée nationale, & par nous commissaire de la section du Louvre, soussignés, au désir du procès-verbal fait dans le bureau du sieur Lachapelle, premier commis de la maison du roi, & par ledit sieur Lachapelle, ce jourd'hui vingt-cinq août mille sept cent quatre-vingt-douze, l'an quatrième de la liberté. Signé à la minute, Lachapelle, Legendre, Boissel, Gobier, Charpentier, Pinet l'aîné.

Signé & paraphé par le sieur Chanterel, au désir du procès-verbal du réquisitoire à lui fait les jour & an que dessus, & a signé avec nous, Boissel, Charpentier, Chanterel & Legendre.

CONSTITUTION FRANÇAISE.

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE.

Les représentans purement & simplement approbatifs du peuple français, reconnoissant & déclarant à la face de l'univers, & en présence de l'être suprême qui le remplit d'un seul de ses regards; reconnoissant que l'auguste & durable raison, dont le souverain auteur de toutes choses a daigné embellir la nature humaine, fut & sera dans tous les temps, chez toutes les nations, le principe producteur, ordonnateur & conservateur de toutes les opérations sages des hommes : les mêmes représentans jurent & promettent de recourir sans cesse à cette divine raison, de la prendre constamment pour la règle & la mesure de tous leurs desseins, de tous leurs plans, & d'en faire la base de toutes leurs loix, qu'ils attestent n'être & ne pouvoir être bonnes qu'autant qu'elles lui sont subordonnées, c'est-à-dire qu'autant qu'elles sont des commandemens de la raison voulant & ordonnant le bien général & particulier.

Mais cette raison céleste. . .

Qu'est-ce ?

C'est la juste proportion des rapports des choses, comme l'a dit & prouvé un véritable ami de sa patrie & de son immortel roi, dans un ouvrage malheureusement trop peu connu, d'autant qu'il feroit un remède efficace à nos folies actuelles.

Après avoir rendu hommage à l'éternelle & précieuse raison, après l'avoir reconnue pour le principe & la source de tout ce que les hommes peuvent penser, dire & faire de bon, d'utile & de durable, à son aide seul, nous allons examiner les droits qu'elle reconnoît dans les hommes, & qu'ils peuvent attendre les uns des autres lorsqu'ils sont en société.

CHAPITRE II.

ARTICLE PREMIER. *Réflexions sur les droits de l'homme.*

Les droits de l'homme ne sont & ne peuvent être que des réciprocités d'égards & de devoirs mutuels. Ces mêmes droits n'ont

ne peuvent avoir lieu que lorsque les hommes sont

si sensible & si vrai, que l'homme isolé & séparé de ses
par d'immenses plages, ou par des déserts, n'auroit au-
exiger & à faire valoir, d'autant qu'il n'auroit avec
de qui il pût les prétendre.

Il donc qu'un droit muet, universel sur tous les objets
nés ou non, qui l'entoureroient, & dont il seroit le seul
pourroit-on appeler un *droit* cette puissance absolue
disposer de tout ? Ne seroit-ce pas plutôt la liberté d'u-
térieurs de la nature dans une indépendance d'au-
tand, que la volonté de nul autre n'y mettroit des

de l'homme n'étant donc toujours que des rapports
de la société, convenus & nécessités pour le maintien
cette société, nous allons les analyser successivement
te considération, démontrer leur essence, leur carac-
importance dans toute constitution civile.

Abord que Dieu & son agent universel, la nature,
onné le premier..... une raison égale à la sienne, qu'il
pouvons autrement que Dieu connoître & contempler
si seconde, la *nature*, nous a donné à tous, pour sub-
nelle, un élément qui est le même dans tous les êtres
nés & inanimés, lequel ne diffère que par la forme ;
nécessaire, que sans elle toutes les parties du monde
ables, rien ne différeroit, & que de cette parité de
es naîtroit la négation des *mondes peuplés*, vivans &

uite de ce principe, fait constant & universel, il doit
bre, à tous les hommes de jouir raisonnablement de
l'autre des facultés & des qualités qu'ils tiennent de
la nature, la *subordonnée* ; & comme sans la vie hu-
pourroit y avoir de société d'hommes, leur premier
& imprescriptible est donc de pouvoir en jouir libre-
toute sûreté ; & la première loi qui doit émaner de
à ce sujet, est d'ordonner, de respecter les jours &
autres, si l'on désire que les autres respectent & con-
ous ces précieux avantages.

mière loi détermine en conséquence le premier droit
en société, lequel droit, la raison, nous fait recon-
venable, imprescriptible & nécessaire. Nous dirons que
nécessite, parce qu'en effet les hommes ne se réuni-
pour mieux l'assurer, en s'opposant ensemble à tout ce
attenter aux droits primitifs, 1°. de vivre ; 2°. de vivre
jouir de la liberté locomotive.

se & la fin de tout gouvernement furent donc & sera
faire jouir plus librement, plus sûrement & plus
les hommes des bienfaits de Dieu, de qui ils tiennent
des biens, la raison ; & des bienfaits de la nature, la-
a donné la vie par l'ordre du Très-Haut, & pour le
laquelle vie il est des besoins à satisfaire, que les
ivent en tout temps avoir la liberté respective de sa-

ers droits de l'homme, sans lesquels enfin ils ne peuvent

exister, il n'y auroit que faire d'en établir d'autres ; sont donc la sûreté de la vie, de la santé, & les moyens de les conserver, sans nuire aux autres ; puis la liberté locomotive, la propriété, lorsque la société en a déterminé une ; enfin le droit de s'opposer à tous les genres de tyrannie.

Nous avons lu, relu les droits de l'homme, établis par M. l'abbé Sieyès, & admis par l'assemblée : nous déclarons en conscience que nous avons désiré pouvoir leur rendre une justice glorieuse, en avançant qu'ils étoient de tout conformes à la justice, à la religion & à la sagesse ; & ce n'est qu'avec la plus vive douleur que nous disons qu'après les avoir mûrement médités, nous avons reconnu non-seulement que les principes en étoient vicieux & d'une généralité dangereuse & inconléquente, mais qu'ils étoient pour la plupart rendus d'une manière amphibologique, qui n'a pu manquer de favoriser infiniment les projets abominables de ceux qui ont profité de ces circonstances pour abuser de la crédulité du peuple, pour le porter sous une sorte d'apparence de droit à tous les excès, & à tenter les fureurs dont les tableaux ne sont que trop malheureusement connus.

À Dieu ne plaise que nous en attribuions la faute à M. Sieyès, car ce seroit le regarder comme le plus grand scélérat qui ait jamais été, d'autant que, sans le penser, ses œuvres tant vantées & si peu dignes de confiance ont produit les plus grands maux dans les mains des perfides, des ambitieux qui les ont si mal interprétées au vulgaire ignorant, qui pouvoit servir leurs passions & renverser pour eux l'ordre social, & ruiner & perdre le plus bel empire de la terre.

Au reste, nous nous sommes bien assurés que M. Sieyès a mis à la fin ce qui devoit être au commencement, & au commencement une partie de ce qui devoit terminer ces droits ; qu'enfin ces principes sans ordre, sans relation, sans dépendance, prouvent en général que l'auteur a parfaitement méconnu la source véritable dans laquelle il devoit puiser, & qu'il a plus suivi sa bonne intention ou ses passions, que la raison de laquelle seule les droits de l'homme doivent émaner, comme la lumière émane du soleil.

CHAPITRE III.

ARTICLE PREMIER.

Nous allons successivement prouver ce que nous venons d'observer.

M. Sieyès dit, article premier de ces droits adoptés par l'assemblée nationale : « Tous les hommes naissent & demeurent libres, & égaux en droits ».

Nous remarquons au sujet du principe qui n'a paru parfait qu'à ceux qui ne réfléchissent point ou qui manquent de lumières, nous remarquons que ce principe seroit de toute fausseté, si l'on n'y joint pas le mot *respectivement*, car les hommes ne naissent & ne demeurent libres & égaux en droit que respectivement, d'autant que rien n'est absolu ni au moral, ni au physique.

La suite à l'ordinaire prochain.

ŒUVRES

de Jérôme Pétion, membre de l'assemblée
te, de la convention nationale, & maître de
volumes in-8°. formant 1287 pages, caractère
c. Prix 12 livres, & franc de port 13 liv. 10
Paris, chez Garnery, libraire rue Serpente,

avons plus que jamais besoin d'instruction. Les
ne l'ont pas sans fruit cette collection, qui
rer d'autant plus la confiance, que l'auteur,
conduite, comme dans ses écrits, n'a jamais va-
principes; il les a professés toujours les mêmes,
a'ient été les circonstances; à Chartres ou à
Pétion a toujours parlé la langue des hommes
trois volumes en font foi.

CONVENTION NATIONALE

Séance du vendredi 16 novembre 1792.

Le citoyen Grégoire est nommé président.

Le citoyen Féraud renvoyé au comité diplomatique une note re-
général Montesquiou par le canton de Berne,
royée par le général au ministre de la guerre,
laquelle les Bernois sollicitent la ratification du
iciu entre eux & Montesquiou.

Un du comité d'agriculture & de commerce;
bre a soumis un projet de décret sur les subsis-
es vues du comité ont paru généralement bonnes;

moens pour prévenir les accaparemens, &
la libre circulation ont paru insuffisants. Féraud
sur le projet du comité sous ce point de vue
ence; il en a proposé un qui a paru être goûté
par la convention; elle a ordonné l'impression
et du discours de Féraud.

Le secrétaire a lu une lettre du général Custine,
le quartier général d'Ettenheim, 12 novembre,
laquelle il annonce un assez grand avantage rem-
les Prussiens. Nous avons donné cette lettre
dernier numéro.

Les lettres écrites par les commissaires nationaux en-
ans les Pyrénées orientales ont appris que l'armée
sur ces frontières est déjà forte de 30 mille
, & que la meilleure discipline y règne.

Le ministre de la guerre a rendu compte des travaux de la cour martiale établie à Verdun ; le 13 de ce mois elle avoit jugé onze accusés ; trois convaincus d'avoir porté les armes contre la république ont été condamnés à mort ; les autres absous & mis en liberté.

Samedi 17. L'article III du décret sur les substitutions a été adopté en ces termes : « Les substitutions ouvertes lors de la publication du présent décret n'auront d'effet qu'en faveur de ceux seulement qui auront alors recueillis ces biens substitués, ou le droit de les réclamer ».

Sur la proposition de Camus, rapporteur du comité d'aliénation, il a été décrété qu'il est suris, quant à présent, & jusqu'à ce que la convention en ait autrement ordonné, à accorder aux villes & communes, administrations de district & de département & tribunaux, aucune autorisation à l'effet d'acquiescer des bâtimens, maisons & domaines, soit nationaux, soit autres ; & que dans le cas où les villes & communes auroient besoin de quelques maisons ou bâtimens pour le service public, elles feront lever le plan du lieu, & le feront passer avec leur demande, par l'entremise des district & département, au ministre de l'intérieur, qui remettra le tout à la convention nationale pour y être fait droit.

Une lettre du ministre de la guerre a annoncé la fuite du général Montesquiou, & que le commissaire chargé de son arrestation avoit provisoirement fait arrêter trois de ses aides-de-camp, deux secrétaires & tous ses domestiques.

Au rapport d'Osselin, on a repris la discussion sur les émigrés ; l'article IV a été ainsi décrété :

« Ne sont pas réputés émigrés, 1°. les enfans qui ne seront pas âgés de plus de quatorze ans, à la publication du présent décret ;

» 2°. Les bannis à temps ;

» 3°. Les dénoncés & ceux sortis du territoire de la république, en obéissance à la loi du 26 août dernier, ou en exécution des arrêtés des corps administratifs.

» 4°. Les Français établis par mariage ou naturalisés en pays étrangers avant le premier janvier 1789 ;

» 5°. Ceux qui ont de la nation une mission vérifiée par le pouvoir exécutif national actuel ; leurs épouses, pères, mères, enfans & domestiques, domiciliés avec eux.

Ne seront pas réputés émigrés les Français, par mariage, ou naturalisés en pays étranger avant le 1^{er} juillet 1789; ceux qui ont une mission de la part de leurs épouses, pères & mères, domiciliés avec eux, négocians, leurs facteurs & ouvriers notoirement connus pour être dans l'usage de faire, en raison du commerce ou de leur profession, des voyages en pays étranger ».

Les exceptions ont été proposées en faveur des militaires malades en pays étranger avant le 9 mai, & des domestiques : la convention les a toutes reçues.

M. Goupilleau, ex-constituant, a fait un rapport sur les désordres commis dans le comté de Nice par quelques soldats de l'armée du Var. Il a fait adopter le décret suivant :

La convention nationale, après avoir entendu les députés de la diplomatie & de la guerre, décrète que trois députés, pris dans son sein, se transporteront à l'armée du Var, dans le pays de Nice & lieux circonvoisins, pour prendre les renseignemens nécessaires sur les faits énoncés par les députés extraordinaires de Nice; la conduite des officiers & des généraux qui ont pu autoriser ces désordres; suivre la trace des soldats, & les faire restituer; suspendre ou faire arrêter les agens militaires contre lesquels il y auroit des plaintes; faire des proclamations, requérir la force armée; recevoir les déclarations des habitans de Nice, & faire leur réponse; leurs réclamations par tous les moyens qui seront en leur pouvoir. La convention a décrété en outre que les militaires ne pourroient point être pris parmi ceux qui ont déjà rempli une commission de l'assemblée, Ils ont été nommés; ce sont Lasource, Collot d'Herbois & Goupilleau ».

M. de Lamoignon, au nom du comité des pétitions, a présenté l'analyse de toutes celles faites dans la semaine, & des dons patriotiques. Le rapporteur a été invité à avoir passé sous silence toutes les pétitions dirigées contre les feuillans & les modérantistes, & de n'admettre que de celles contre les agitateurs, dictateurs, &c. Le rapporteur alloit répondre : l'assemblée a approuvé l'impression de son rapport, & a passé à l'ordre du jour.

sation; & le ministre de la justice est tenu de rendre compte de l'exécution de ces différens décrets.

On a repris la discussion sur les émigrés: les articles suivans ont été décrétés :

Art. VII. « Ceux qui seront convaincus d'avoir arrêté un faux par leur certificat, seront condamnés en quatre années de fers, & en outre responsables solidairement, & sur tous leurs biens, des pertes que le faux auroit occasionnées à la république.

» Les procureurs-syndics de district, & les procureurs-généraux-syndics des départemens, seront tenus de dénoncer aux directeurs du juré les délits & contraventions aussitôt qu'ils seront venus à leur connoissance, sous les peines ci-après portées.

» Tous ceux qui seront convaincus d'avoir, depuis le 9 mai 1792, aidé ou favorisé les projets hostiles des émigrés; & dans ce dessein, d'avoir envoyé leurs enfans ou soudoyé des hommes sur terre étrangère, de leur avoir fourni des armes, ou des chevaux, ou des munitions, ou toutes autres provisions de guerre, ou des secours pécuniaires, seront réputés complices desdits émigrés, & punis comme tels des peines contre eux portées par la présente loi ».

Le ministre de l'intérieur est venu apporter un paquet de lettres trouvées dans une excavation faite dans un mur du château des Tuileries, & découverte par l'ouvrier qui l'avoit faite exprès, & qui seul la connoissoit. La convention a décrété qu'une commission seroit nommée au sort dans le sein de l'assemblée pour faire l'examen de ces papiers. Nous avons parlé de cette trouvaille.

On a lu des lettres de Dumourier qui annoncent la prise de Malines, & qui donnent l'énumération des nombreux approvisionnemens qui ont été trouvés dans cette place.

Mercredi 21. Lebrun, ministre des affaires étrangères, a fait passer des détails sur la fuite de Montesquiou. Il a été décrété qu'une malle de papiers trouvée chez lui seroit apportée à Paris.

Egalité a lu une lettre de sa fille à Londres; elle pense que le décret sur les émigrés ne la concerne pas. La convention a renvoyé au comité.

Sur le rapport de Brissot, au nom du comité diplomatique, au sujet de la ville de Genève, la convention a décrété les articles suivans:

La convention nationale autorise le conseil exécutif à requérir que l'évacuation des troupes suisses entrées ne soit achevée pour le premier décembre, au de laquelle évacuation les troupes françaises respectent la neutralité & l'indépendance du territoire géométrique & l'évacuent si elles l'ont occupé. 2°. La convention, d'après les motifs ci-dessus exposés, passe à l'ordre du jour sur le surplus du traité du 2 novembre. Les députés du peuple souverain de Savoie ont été admis à la barre; ils ont donné lecture du procès-verbal d'état que sur 655 communes qui composent la Savoie, toutes ont voté pour la réunion à la France; en conséquence, les Savoyards demandent que la convention leur annonce leur réunion à la république française. Le conseil a répondu comme il le devoit, & la convention, après un léger débat, a cru de sa sagesse d'ajourner la question, & a fixé la séance de lundi pour une nouvelle discussion.

Le commandant de l'armée a écrit que les villes d'Ypres, Furnes & Bruges étoient à nous, & que nous étions maîtres de la rive gauche de l'Escaut. Une autre lettre du même général & datée du lendemain 19, a annoncé que son armée étoit entrée dans la citadelle d'Anvers.

Le ministre de l'intérieur est venu se plaindre de ce qu'on lui imputoit d'avoir détourné des bijoux prétendus trouvés aux Tuileries avec les papiers qu'on y a saisis. La convention a approuvé la conduite du ministre, & a de suite nommé des commissaires chargés de vérifier ces papiers; elle les a investis du droit de faire des mandats d'arrêts.

Il y a eu une lettre de Custine, qui annonce que le général français Houchard, à la tête de l'avant-garde de son armée, a tué 200 hommes aux Prussiens.

Le 22. Le comité des assignats a fait décréter qu'il seroit payé pour 600 millions d'assignats de 400 livres chaque somme de 169,000 livres sera mise à la disposition du ministre des contributions pour cette fabrication.

La demande faite par la citoyenne Egalité, l'assemblée a chargé le comité de législation de présenter les exceptions au décret des émigrés.

Le président, a proclamé le résultat du scrutin

pour la nomination de quatre commissaires civils qui doivent être envoyés aux îles du Vent. Ceux qui ont réuni le plus de suffrages sont les citoyens Chrétien , Corollaire, Jauner & Antonelle.

La discussion est reprise sur les émigrés. Osselin fait d'abord supprimer de l'article VI ces mots : Les certificats seront visés par deux commissaires de ladite section, s'il y en a, sinon par deux officiers municipaux. Il propose ensuite les articles X & XI, qui sont adoptés ainsi qu'il suit :

Art. X. « Les voies contre les émigrés sont défendues sous les peines portées par le code pénal ; mais sur la dénonciation qui sera faite de tout émigré qui, en contravention à la loi du bannissement, sera trouvé sur le territoire français, le dénoncé sera poursuivi dans les formes prescrites par la loi du 29 septembre 1791.

XI. » Les pères & mères qui, aux termes de la loi du 12 septembre, sont tenus de fournir l'habillement & la solde de deux hommes par chaque enfant émigré, ne pourront fournir le remplacement d'hommes, ni le fournillement en nature. Mais ils seront tenus de verser à la caisse du receveur de district de l'arrondissement de leur domicile, & ce, dans la quinzaine de la sommation qui leur en sera faite à la requête du procureur-général-syndic, poursuite & diligence dudit receveur de district, la somme à laquelle sera arbitrée par le directoire du département de l'arrondissement, la valeur desdits remplacements. Le montant de la solde, à raison de 15 sous par jour, par chaque homme, sera également versé à la caisse du receveur du district par chaque année, & d'avancer tant que la guerre durera, à compter du premier janvier. Sont exceptés des dispositions de l'article ci-dessus, ceux des pères & mères dont les enfans seroient absens de chez eux avant le premier juillet 1789 ».

Le capitaine Mouton, commandant d'une frégate, a écrit qu'il avoit été reçu à Ostende en libérateur, & que l'arbre de la liberté avoit été planté dans cette ville.

Ce 24 novembre 1792, l'an premier de la république ;
PRUDHOMME, électeur de 1792.

N^o. 177.

N^o. de la Convention Nationale.

ÉVOLUTIONS DE PARIS, ÉDITÉES A LA NATION.

N^o PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.

QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



24 NOVEMBRE AU 1^{er}. DÉCEMBRE 1792.

Des subsistances.

ORR l'acharnement avec lequel les départemens se re-
; ou plutôt s'arrachent les subsistances, on croiroit
emis les uns des autres, c'est moins leur propre
ge que le malheur d'autrui qu'ils demandent. D'un
côté, à voir le prix excessif de toutes les den-
on droit que la terre a été frappée de stérilité, &
177. Tome 14. A

que ce n'est qu'à force d'or qu'on peut obtenir ce que la nature a refusé. Cependant il n'est rien de tout cela. Les Français ne forment qu'un peuple de frères ; ils ne veulent pas vivre isolés ; ils ne demandent qu'à se rendre service réciproquement. La récolte a été abondante cette année ; l'année précédente même avoit produit assez de bled pour toute la France ; il ne s'agit que de s'en rendre.

D'où vient donc la cherté excessive du premier de tous les alimens & de toutes les autres denrées ? Nous en avons déjà indiqué plusieurs fois la cause ; (Voyez N^o. 118, au mémoire du citoyen Parent, publié en 1791.) mais depuis ce temps les inconvéniens de tout genre se sont multipliés & fortifiés : ainsi aux idées que nous avons annoncées dans les différentes circonstances, & que nous représenterons encore, il faut en ajouter de nouvelles.

Une cause générale, & la première de toutes, celle qui a dû porter à la fois le renchérissement sur tous les objets produits par la nature ou façonnés par l'industrie, c'est la grande multiplication des assignats. Depuis plus d'un an il y en a eu toujours en circulation pour plus de deux milliards, somme à laquelle ne s'élevoit point notre espèce monétaire au temps de la plus grande abondance & de la plus grande richesse du commerce. Si à cette masse on ajoute les billets des caisses patriotiques, à Paris & dans les départemens, ceux de la Maison de Secours, les parchemins, les nouveaux fous, avec ce qui pouvoit circuler de l'ancienne monnoie, on verra que le numéraire actuel peut être porté à trois milliards.

Lorsque le numéraire répandu dans un empire vient à hausser tout à coup, & à augmenter ainsi de plus d'un tiers, il doit arriver que les denrées & les objets industriels dont la quantité n'augmente pas en proportion, deviennent réellement plus rares relativement à lui ; il y a plus d'argent que de choses à vendre ; la balance est rompue entre toutes les marchandises & leur valeur relative, leur représentation idéale, qui est le numéraire ; dès-lors on doit trouver plus aisément de ce numéraire, & plus difficilement des marchandises ; dès-lors on doit nécessairement donner plus de numéraire pour avoir moins d'objets en échange, & voilà le renchérissement.

1870

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

1885

1886

1887

1888

1889

1890

1891

1892

1893

1894

1895

1896

1897

1898

1899

1900

1901

1902

1903

1904

1905

1906

1907

1908

1909

1910

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

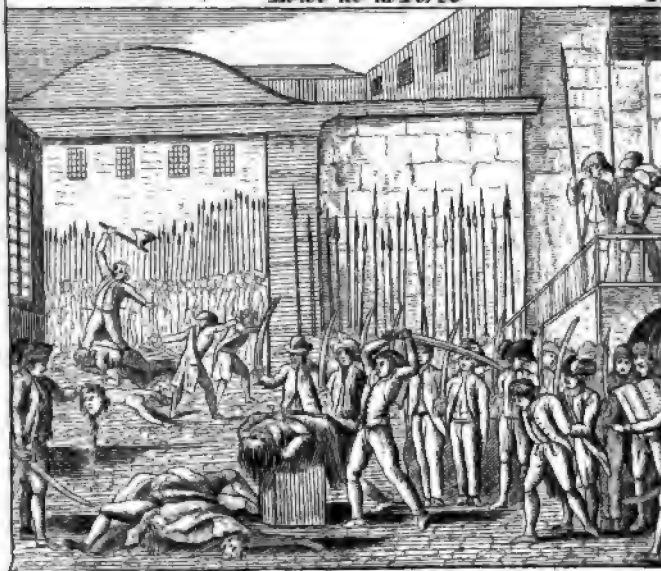
1921

1922

1923



1 *Hotel de la Force* 2



Massacre des Prêtres insermentés dans le Couvent des cédoux Carmes du Luxembourg, au nombre de cent soixante trois, et a prisonniers de la Prison de la force au nombre d'environ trois c.



variable, y perdit encore. Maîtres de tout ; unis entr'eux de cœur & de malveillance, ils nous menacèrent mille fois de la famine, de la nudité & de la privation des choses les plus nécessaires ; ils attendirent froidement que la hausse de ces objets leur procurât un bénéfice de cent ou deux cents pour cent. Un d'entre eux même eut l'insolence de l'écrire à l'assemblée constituante. Nous manquions de tout, & notre disette ne faisoit qu'accroître leurs jouissances, car elle accéléroit la hausse.

Au milieu de tous ces malheurs vint la guerre. Nous ne parlons pas de la guerre du temps de Lafayette & de Louis XVI ; car alors on feignit seulement des préparatifs. Les emmagasinemens, approvisionnementemens étoient nuls, ils ne pouvoient donc pas accroître le prix des denrées ou marchandises ; mais nous parlons de la guerre contre les Prussiens, de la guerre qui suivit le 10 août : il fallut faire sortir à la fois de terre & des hommes & des vivres : le péril étoit imminent ; il ne s'agissoit pas de marchander en pareil cas. Belle occasion pour tous les accapareurs ! Eux seuls étoient nantis de tout ; ils s'offrirent ; on se crut trop heureux de les avoir ; on passa par toutes les conditions qu'ils voulurent imposer. Sans parler d'une foule de marchés frauduleux qu'on découvre tous les jours, ceux de ces messieurs qui faisoient le plus honnêtement leur métier eurent soin de demander presque le double du prix courant, & déjà cependant trop haut ; le commerce éprouva une commotion subite. Ce renchérissement s'étendit bientôt à tout, & le pauvre, l'honnête citoyen, se vit presque dans l'impossibilité d'acheter sa subsistance.

Ces causes générales de renchérissement en produisirent quelques-unes plus particulières & moins étendues, qui cependant aggravèrent encore le mal. Comme il y avoit une conspiration des riches contre les pauvres, les pauvres crurent la faire cesser en pillant quelques greniers, en arrêtant la circulation des grains, en tenant en séquestre les bleds ou farines qui se trouvoient dans leur arrondissement ; ils furent les premières victimes de ces écarts. Les accapareurs vendirent leur bled plus cher d'autant, à proportion, disoient-ils, des risques qu'il couroient à faire ce commerce ; & les honnêtes laboureurs craignant de passer à leur tour pour accapareurs, ou d'être gênés dans la vente & le transport de leurs

osèrent le transporter hors de chez eux. La circulation interrompue , & le pain , dans certains districts , s'éleva à quatre ou cinq sous la livre. Les municipalités voulurent apporter un prompt remède à tant de maux , & attirer , par l'appât du gain , qu'ils n'osoient ou feignoient de n'oser pas transporter en ville ; elles promirent une prime à tout blanchisseur , fermier ou marchand qui leur en apporteroit. Dès-lors ils ne se firent pas prier. Cette prime leur procura un surplus de bénéfice ; mais qu'arriva-t-il ? Ils ne voulurent plus vendre qu'aux prix de ces blanchisseurs ; c'est-à-dire que les boulangers ou particuliers vouloient acheter du bled , étoient obligés de payer le prix courant , & , outre cela , l'équivalent de la prime ; ce qui produisit encore un renchérissement

considérable. Il est évident que presque tous ces inconvéniens sont évitables ; nous disons presque tous ; car le renchérissement des biens nationaux & le poids de la contribution foncière tomberont toujours sur les consommateurs. La terre ne paie que par son produit , & son produit ne va pas au propriétaire ; mais cette cause universelle de toutes les autres , ne donnera pas , à elle seule , un prix si exorbitant que le prix actuel des blanchisseurs ; il sera plus fort peut-être que sous l'ancien régime , parce que l'impôt que le propriétaire ou le cultivateur prélève , remplace beaucoup d'autres impôts ; mais le prix des journées , le salaire du pauvre , qui se voient diminués considérablement , le mettra plus que de valeur avec la valeur des subsistances.

Il y a à la première cause que nous avons indiquée , une autre cause qui l'aggrave : c'est l'émancipation de la nation. L'émancipation l'émancipera quand elle le voudra ; il ne sera pas difficile de réduire le nombre des assignats ; mais la chose qui nous étonne , c'est qu'elle vienne à se réduire pour six cent millions de quatre cent livres : en d'autres termes , elle envoie à son comité de s'occuper de l'opération d'opérer la diminution de ce papier-monnaie. Jusqu'à présent elle sentoit ou étoit l'abus , que ne travailloit-elle à en restreindre le nombre , au lieu de l'augmenter ? Que signifie cette mesure double & contradictoire de déclarer qu'il faut moins de papiers , & d'en émettre néanmoins pour six cent millions de nouveaux ? Les marchés ou la nation étoit si horriblement grevée

vont être soumis à la censure & à la ratification du comité des finances. La fraude sera punie ; on va régler tous ces comptes & rogner les ailes à ces oiseaux de grand vol ; les petits oiseaux de proie n'oseront pas faire payer aussi cher que ceux-ci ; un prix plus modéré s'établira de lui-même ; la république y gagnera , & les particuliers aussi.

Mais ces avantages seroient certainement trop lents, si l'on ne prenoit sur le champ, à l'égard des subsistances, des moyens qui arrêtaient tout accaparement ; ils se réduisent à trois, à ce qu'il nous semble.

Le premier & le plus important de tous, est d'empêcher tout commerce des bleds. Ce moyen paroitra singulier ; mais voyons s'il est juste. Il y a une grande différence entre la vente & le commerce d'une chose. La vente est un arrangement fait entre deux personnes, dont l'une achète, l'autre vend, mais pour employer l'une le prix de l'achat, l'autre l'objet acheté à ses propres besoins & à son propre usage. Le commerce, au contraire, n'est qu'une suite de spéculations où l'on ne se sert pas pour soi-même de la chose achetée, où on l'achète pour la vendre, où on la garde pour mieux la faire payer en temps & lieu, où souvent même l'on vend pour racheter ensuite : or, certes, un bon gouvernement ne peut pas, sans être traître à lui-même & à tous les citoyens, laisser l'aliment le plus nécessaire à la merci des calculs avides, des combinaisons destructrices de la cupidité. Qu'on abandonne à ses jeux trop souvent perfides tous les objets de luxe, les métaux précieux & non monnoyés, les diamans, la soie, la dentelle, &c. que m'importe ? Je puis m'en passer ; je le dois même si je suis vraiment libre ; mais ma propre substance, ma vie, non, elle ne doit pas être l'objet d'un trafic ! Tous les hommes ont un droit égal sur le grain nourricier que produit la terre ; le propriétaire n'en a qu'un de plus, c'est de retirer un fruit honnête de ses avances & de ses peines : mais je ne veux point d'intermédiaire entre lui & moi, car cet intermédiaire ne songeroit qu'à s'enrichir aux dépens de ma vie ; ce qui ne doit pas être dans un état policé.

Nous croyons donc qu'il faudroit qu'il n'y eût point de commerçans de bled, & que tout ce commerce devroit se borner à une simple vente entre le laboureur,

propriétaires, & le consommateur ou le bou-
le représente immédiatement. Cette vente se
les différens marchés, & point ailleurs ; le la-
retireroit que ses dépens & un modique bé-
cun tiers ne pourroit faire sur le bled un pro-
ne, & les marchés attirant un grand nombre
urs, maintiendroient la concurrence, & par con-
modicité du prix : dès-lors il n'y auroit plus
ni d'achats frauduleux.

oit permis à personne d'avoir plus de bled chez
lui en faudroit pour une consommation de trois
pour un débit de trois mois parcellément, si
boulanger. Les laboureurs, après la récolte, en-
à leur municipalité l'état de leur bled, ancien ou
tous les trois mois cet état seroit renouvelé, &
chacune de ces époques, au district & au départe-
laboureurs qui auroient donné un état infidèle,
niers qui auroient dans leurs maisons plus de
ne comporteroit la loi, seroient punis de peines
es.

trai que beaucoup de laboureurs n'ayant pas de
our ferrer leur bled, ne sauroient qu'en faire après
: s'il n'existoit plus de marchands ; mais d'abord
très-grande faute aux laboureurs de n'avoir pas
rs proportionnés à leur terrain. Rien n'empêche
municipalités de leur louer un local : dans beau-
droits les couvens leur en fourniront assez.

r impossible, les laboureurs s'entendoient pour
bled à trop haut prix, alors les corps administra-
oient enfin taxer le bled comme on fait en Angle-
comme on a taxé le pain, de tout temps, parmi
s'il arrivoit, ce que nous n'oserions pas même
, que les laboureurs refusaient de porter au
les autorités constituées auroient le droit de les y
ire. En effet, ils n'auroient aucune excuse, car il
pressément défendu de les vexer jamais dans le
& la vente de leurs grains, & ceux qui attente-
eur sûreté & à leur propriété seroient sévèrement

nous objecter que nous gênons la liberté du com-
d'abord nous avons prouvé que les grains ne peu-
être une branche de commerce ; mais en suppo-
ce soit là un véritable commerce, ce n'est pas en

gêner la liberté, mais la licence. On nous dira encore : abandonnez le commerce à lui-même, & par le fruit d'une heureuse concurrence il réparera les torts de la nature & de la cupidité, mettra tout de niveau, & s'y mettra lui-même. Depuis long-temps on nous fait ces pitoyables raisonnemens, & personne n'y a répondu encore. Oui, dans une société où les fortunes sont à peu près égales, ou, pour mieux dire, dans une société où chacun vivroit de son travail, & auroit un besoin pressant de retirer son salaire, le commerce garderoit toujours le niveau, parce que toutes les denrées s'écouleroiént continuellement & rapidement comme elles; mais dans un pays où un seul homme a dans les mains la fortune nécessaire à cent autres, le commerce ne peut pas suivre cette marche; car cet homme qui a le moyen de subsister & de temporiser, gardera sa marchandise, & attendra que je sois prêt à périr de besoin pour me vendre au prix qu'il voudra.

On voit par-là combien le ministre de l'intérieur a mal raisonné lorsque, dans un rapport à la convention, il dit :
 « que nous n'aurions rien à craindre si la confiance laissoit
 » à la circulation des denrées la liberté qui lui est nécessaire;
 » faire; mais que nous avons tout à redouter, parce que
 » cette confiance n'existe pas, & que l'administration de la
 » commune de Paris est propre à l'éloigner de plus en
 » plus, & définitivement à l'anéantir. Les fermiers, ajoute-
 » t-il, les laboureurs n'osent plus paroître dans un marché,
 » mettre en route ou en vente un sac de bled; le prétexte
 » d'accaparement fait menacer & craindre d'être égorgé;
 » & au sein même de l'abondance, nous sommes prêts à
 » périr de misère.

» Voilà le fruit de l'inquiétude, de l'agitation, des éternelles déclamations avec lesquelles on soulève les esprits, répand la menace & l'effroi; les fripons s'agitent, les sots s'épouvantent; je suis assailli de plaintes, de reproches, d'arrêtés de la commune, qui d'ailleurs ne répond jamais, aux lettres officielles que je lui adresse, aux questions que je lui fais. Les sections reçoivent son impulsion, en propagent les effets; les parties de l'administration sont toutes négligées: c'est un désordre affreux, que je dénonce de nouveau, dussé-je y perdre la tête sur l'heure.»

Nous ne voyons pas pourquoi le ministre accuse la commune & les sections de Paris des troubles qui peuvent naître à cent lieues d'ici; pourquoi il attribue uniquement
 aux

rateurs , qui sans doute profitent de tout , une in-
 que des faits malheureusement trop multipliés ont
 par toute la France depuis trois ans , dans les lieux
 où la circulation étoit parfaitement libre & sans
 obstacle de la nature de ceux dont il se plaint. La
 dit-il , ne répond point aux lettres officielles
 d'adresse , non plus qu'aux questions qu'il lui fait ;
 les lettres de ce ministre sont remplies , comme les
 trins , de déclamations , d'accusations sans preuves ;
 lesions qu'il lui fait portent sur des principes aussi
 ment erronés que ceux du rapport dont nous parlons ,
 même , ainsi que nous , est bien dispensée de lui

à vous , citoyens indigens , que nous nous adre-
 ssant : sans doute votre situation est douloureuse ;
 l'oppression est au-dessus de toutes les loix ; mais nous
 prions , au nom de cette liberté pour laquelle vous
 luez sans relâche depuis quatre années , & qui , sous
 temps , n'en doutez pas , doit vous arracher à la
 misère ! ne gâchez pas votre cause ; l'humanité la plaide
 re de la convention : vos maux vont être adoucis
 nous de ceux qui , en s'apitoyant sur votre sort ,
 vous ôter à des violences ; c'est pour eux qu'ils
 ont : en vous faisant commettre des excès , le mal en
 plus grand , & le remède plus difficile.

A la séance de vendredi , les trois commissaires
 convention , Lecointre-Puyraveau , Maure & Bi-
 ont rendu compte des succès de leur mission
 département d'Eure & Loir. Leur rapport con-
 tait des détails les plus affligeans , & ne confirme que
 ce que nous venons de dire sur les causes secrètes
 parentes de ces désordres.

Le 28 , les commissaires ayant ap-
 parus les attroupés avoient déjà fait sonner le tocin
 plusieurs communes , & qu'ils devoient se porter le
 matin sur la ville de Chartres , ils se rendirent à
 cette ville , lieu de leur rendez-vous ; ils les y trouvèrent
 nombre de six mille , armés de fusils , de fourches ,
 piques , &c. Les commissaires se placèrent au milieu
 ; ils emploient le langage du sentiment & de la
 civilité , pour les faire rentrer dans le devoir. Pour ré-
 soudre , on les traite d'aristocrates , de charlatans , qui
 vivent avec les accapareurs , & qui sont payés par
 eux vain ils veulent ramener par des paroles de

paix ces hommes égarés ; on les saisit , on les sépare ; on les maltraite ; des voix crient : *A la hant, point de grace* , & à l'instant les haches , les fourches se tournent contre leurs poitrines ; ils ont beau crier qu'on doit respecter en eux des représentans du peuple , deux sont déjà dépouillés de leurs vêtemens , & alloient être précipités dans la rivière ; mais tout-à-coup les révoltés changent d'avis ; on traîne les commissaires au lieu du marché ; & là , le couteau sous la gorge ; on les force à signer les taxes des différentes denrées , faites d'avance selon le vœu de ces assassins. Les instigateurs de ces troubles , parmi lesquels on a reconnu un de ceux qui ont été chercher les prisonniers à Orléans , & notamment plusieurs curés , sont entendre aux malheureux qu'ils égarent que le moment est venu de diminuer les haux , de partager les terres , de mettre en vigueur la loi agraire ; ils leur persuadent que la convention vole les deniers du peuple , & qu'elle ne veut supprimer le traitement des prêtres que pour se l'adjuger ; ils menacent de venir jusqu'à Paris exercer leur brigandage ; & leur nombre grossit à chaque moment. Cependant le motif apparent de cette révolte ne peut être dans la cherté du pain , puisqu'il ne vaut dans tout le département que deux sous un liard la livre.

Quelle est donc la véritable cause de ces désordres ? Robespierre & Legendre l'ont indiquée. Oui , il existe un parti qui espère encore sauver les jours du roi , à la faveur des troubles qu'il veut propager jusques dans Paris ; & la convention , par ses lenteurs , sert merveilleusement les vues de ces amis de Louis-le-Traître : elle a ajourné à lundi la discussion en définitive de ce procès tant alongé. Que Louis XVI soit enfin jugé ! qu'il périsse ! L'espoir & les projets des séditieux finiront avec lui.

La convention nationale a rendu contre les trois commissaires , Maure , Lecointre & Biroteau , un décret que plusieurs regarderont peut-être comme trop sévère , mais qui honorera la convention aux yeux des vrais républicains. Elle a improuvé , dans son procès-verbal , la conduite de ces commissaires. Cependant , dira-t-on , ils ont donné de grandes preuves de courage , & ils n'ont cédé que pour épargner un crime de plus aux révoltés. Tout cela est vrai ; mais ce soldat français que cinquante Autrichiens , le sabre à la main , vouloient forcer de signer sa rétractation de son serment de fidélité à la patrie , répondit : *Vous pouvez me tuer ; je ne signerai pas.*

Sur Caron , dit Beaumarchais.

e, dit le proverbe, ne perd jamais sa proie : le net est boiteux, mais enfin il arrive. Depuis longues Paris offroit, dans la personne du sieur Caron, le spectacle du vice heureux & opulent, paisible ami. L'étranger qui entroit dans nos murs par le célestinbourg Saint-Antoine, demandoit, naguère en fronçant le sourcil : par qui donc est habitée cette maison qui contraste si fort avec les mœurs caines ? — Cette belle possession est au citoyen de Beaumarchais. — *Citoyen !* rayez ce mot-là. Eh ! votre Caron vit encore, et vous avez des loix ? On connoit cet homme fameux par toute l'Europe & les Deux-Mondes par ses intrigues honteuses & les actions coupables auxquelles il n'a cessé de se livrer : sa sortie de la boutique de son père, horloger, rue Denis. Son premier pas dans la carrière tortueuse parcourut avec un succès qui révolta, le lança à la cour auprès des tantes de Louis XVI. Marié trois fois, il eut déjà deux victimes ; mais bientôt las de commettre des crimes domestiques qui ne le menoient pas assez rapidement à la fortune, son génie le porta aux grandes entreprises, c'est-à-dire, aux concussion publiques, aux négociations criminelles, aux revirements frauduleux : il fit tous les métiers, tous les commerces, & les souilla tous. Même la révolution, la moralité de ses actions étoit tellement reconnue, que s'étant avisé de donner à ses amis le titre sainte de *vertueux*, ce mot sacré devint, de ce jour, une injure dans notre langue ; personne n'osa s'en servir.

pendant le héros de tant de méfaits bravoit la clameur publique ; il avoit pour complices la cour & le ministère. Le gouvernement d'alors, qui parloit sa langue, ne reusoit ses services. Caron fournit aux insurgens d'Amérique toute une cargaison de souliers de la même qualité que ceux qui viennent d'être dénoncés à la convention. Chambray, premier commis aux bureaux de la guerre, moins apparentement que son digne associé Caron, fut chargé pour avoir prêté les mains à une affaire que celui-ci avoit arrangée. Il s'agissoit d'une fourniture considérable de souliers pour la guerre d'Amérique ; Caron accapara tous les débris de rebut qu'il put trouver, au prix de 4 liv. ou 20 sols la pièce, il les vendit là-bas 36 liv. chaque.

Presque tous ces fusils crevèrent dans la main des soldats & en blessèrent une grande quantité.

Après avoir rançonné les vivans & fait marcher sur pieds de généreux patriotes disputant leur indépendance à la pointe de leur épée, il s'attacha à la dépouille des morts illustres, & spécula de gros bénéfices sur les œuvres de J. J. Rousseau & de Voltaire, dont il fit, à Kell, éditions fautives. Le typographe avide avoit déjà contrefait l'homme de lettres & l'ingé l'homme sensible dans plusieurs drames dont on lui dispute le faible mérite, comme on lui avoit contesté celui de ses *mémoires*. Son proc. Figaro & Tarare mirent le sceau à sa renommée, mais lui donnèrent point de considération : il s'en passa. La révolution vint, Caron se tint d'abord coi, & ne voulut plus être en nom nulle part ; il y avoit trop de risque à courir. Cela ne l'empêcha point de continuer ses liaisons avec le ministère, & d'être croupier dans la disette de pain à Paris, en 1789. Mais les choses prenant une tournure sérieuse à laquelle il n'étoit pas préparé, il résolut d'attendre dans une inaction apparente ce que tout cela deviendrait. Semblable au pilote bien conseillé qui jette à la mer une partie de sa cargaison pour sauver le reste d'un naufrage prochain, il fit de petits sacrifices pécuniaires & quelques actes ostensibles de civisme, comme pour acheter le droit de vivre & de consommer en paix ses déprédations de l'ancien régime, à l'abri du nouvel ordre de choses.

Il eut pourtant quelques petites démangeoisons d'essayer s'il ne pourroit pas tirer parti des circonstances. A l'aide de quelques pistoles distribuées à propos dans sa section, il vint à bout de se faire nommer représentant à la commune ; mais ce premier succès n'eut pas des suites heureuses : aucun citoyen ne voulut siéger à côté de lui sur les banquettes de l'assemblée du conseil général ; ce que voyant, le limaçon un peu confus rentra dans sa coquille, & se contenta de répandre sa bave impure sur les tréteaux du théâtre du Marais, élevé à ses frais & dirigé par lui sous des prête-noms. Né pour l'agiotage, il ne peut vivre sans intriguer.

Dans cette nuée de spéculateurs voraces qui affament nos armées & dégoûteraient nos soldats du service militaire, si l'amour de la patrie & de la liberté ne leur donnoit du courage & de la patience, nous étions bien surpris de ne pas voir le nom de Beaumarchais. Enfin le député le Coindre vint de lui prendre la main dans le sac, & la convention va faire rendre gorge à cette sang-suc. M^e. Caron, d'un

filet, pêchoit 1,200,000 liv. Il s'agissoit d'abord
 rché de soixante mille fusils, conclu le 3 avril 1792
 i & Grave, le ministre de la guerre; puis d'une
 on passée entre lui encore & les deux ministres
 pas & Lajard, le 18 juillet suivant. Un banquier
 rdam vend soixante mille fusils à 6 liv. pièce à un
 égociant de Hollande; celui-ci les revend 7 à 8
 ovins & compagnie, qui ont pour bailleurs de fonds
 me & Vauchère, directeurs de la Maison de Se-
 Cette maison fait banqueroute; Caron prend le
 à 6 liv. le fusil, il en charge deux vaisseaux; Pro-
 arête, & ne veut point céder son marché à Beau-
 s, qui est ob'igé de reconnoître le droit du premier
 r: mais il n'en reste pas là. Il fait accroire que ses
 yres ont été confisqués, par le gouvernement Hol-
 , afin d'obtenir un demi-million d'indemnité, qu'il
 ivement touché; & c'est ainsi qu'on fait d'un sac
 outures; & remarquez que tout cela se passoit
 s jour avant le 10 août.

rés cette dénonciation appuyée de toutes les pièces
 tives qu'on pouvoit desirer, la convention a dé-
 accusation le sieur Caron de Beaumarchais, décret
 né par les applaudissemens de tous les citoyens
 à cette séance. On ne reprochera pas cette fois à nos
 s un acte de rigueur hors de propos ou mal motivé.
 a convention ne lancer jamais que des décrets d'ac-
 a semblables! Mais peut-être a-t-elle manqué de
 ce, en ne faisant pas droit à la motion d'un de ses
 es, qui opinoit pour qu'on envoyât sur le champ
 idarme s'assurer de la personne du sieur Caron.
 croire que le pouvoir exécutif n'aura point perdu de

il importe beaucoup d'appréhender au corps le plus
 & le plus coupable, sans contredit, de nos agio-
 un grand exemple dans ce genre est devenu d'une
 nécessité. Caron servira de leçon & ralentira peut-
 ipreté de nos fournisseurs, véritables vampires qui
 nient en peu de temps la république française au
 sme.

Heurs ces hommes sans pudeur ont la précaution de
 sser que le moins qu'ils peuvent d'otages aux évé-
 s. Le plus clair de leurs biens est dans leurs porte-
 s; & la république a des comptes de plus d'une es-
 demander au sieur Caron; car la patrie n'a-t-elle
 droit, sans blesser les principes de la liberté, d'in-

terroger tout citoyen dont la fortune immense & rapide est devenue un scandale , un attentat à l'égalité civique. C'étoit principalement contre les gens de cette espèce qu'étoit dirigée , chez les Athéniens , la loi sévère , mais sage , de l'ostracisme. Sans doute il doit être permis à toute société bien organisée d'obliger chacun de ses membres à décliner par quels moyens licites il est parvenu si vite à un si haut degré d'opulence ; & c'est peut-être dans ce sens qu'on doit entendre la loi agraire. L'inégalité des fortunes est , non-seulement inévitable , mais même nécessaire dans un état politique ; mais par-tout où il y a excès , il y a abus. Sans entraver l'industrie , il est donc convenable , non pas de niveler rigoureusement les fortunes , mais de poser une barrière aux fortunes prodigieuses , lesquelles supposent nécessairement une prodigieuse misère ; car tout ne peut pas être d'un côté , sans que de l'autre il n'y ait rien : dès-lors l'équilibre ou l'oscillation de l'égalité est rompu , & la société , livrée à toutes les chances de la corruption , marche à grands pas vers sa désorganisation , ou bien à la servitude , pire encore.

Le concours d. s. i. constances produit quelquefois des contrastes ou des rapprochemens bien singuliers. Dans la même séance où un fournisseur frauduleux de fusils & de souliers venoit d'être décrété d'accusation , immédiatement après que cet acte de justice un peu tardive , des députés d'une société de citoyens anglais se présentoient à la barre de la convention , & après un hommage raisonné rendu à la révolution française , sur-tout depuis le 10 août , offroient en don patriotique , aux soldats de la liberté , mille paires de souliers. Ces souliers sont déjà arrivés à Calais. Il en sera envoyé de plus mille paires par semaine , au moins six semaines de suite. La délicatesse de ce procédé fut appréciée & vivement applaudie. Nos généreux voisins de Londres savent que par la malveillance de notre précédent ministère & l'avidité de nos fournisseurs nos soldats sont réduits à marcher déchaux & presque nus ; ils s'empressent de venir à notre secours par des offres en nature ; par ce moyen , ils ont trouvé le secret de nous rendre un service plus réel qu'ils n'auroient fait avec des espèces d'or ou d'argent , sans toutefois grever leur pays , puisque non-seulement ils ne le privent pas de son numéraire , mais encore ils favorisent l'industrie de leurs artisans nationaux.

Nous invitons nos clubs à comparer la conduite de cette société de Londres à la leur. Elle n'épuise pas les

de sa cause à l'impression & à l'envoi de quantité de polémiques, plus scandaleux, plus pitoyables que les autres. Elle ne consume pas son temps sur la radiation de ses membres, ou à se caffer des mentions honorables, ou à bêtifier les braves qui blessent son amour-propre. Elle s'occupe de son non de mots ; elle va droit au but ; elle chauffe l'air de la liberté que nous laissons impunément aux de nos fournisseurs rapaces. Nous doutons que cette longue, lourde & maussade de Louvet à Rome produise d'aussi heureux effets.

Nouvelles étrangères & des armées.

armées que nous sommes à des conquêtes & à des toires, nous regardons comme peu de chose ce que les armées ont fait cette semaine. L'avant-garde de la République a jeté dans le Rhin deux cents bateaux d'avoine appartenant aux Prussiens, & en leur présence ; il leur a tué, lui-même, tué cinq cents hommes, & fait de prisonniers. A Ufingen, il a exigé trois cents florins de contribution, & enlevé toutes les provisions de Wehen, Nevhof, Orléans, Selsenhahn, Bleiderstadt & Mayence, afin que les Prussiens & les Autrichiens n'aient pas de vivres, s'ils s'avisent de vouloir reprendre le siège de Mayence. Les citadelles de Namur & de Luxembourg sont enfin à nous. Dumourier est à Sentron, à Liège. En Italie, notre armée n'a pas encore de bonheur ; notre avant-garde a reçu un léger revers dont nous ne savons ni l'époque ni les détails. Ce que nous pouvons assurer, c'est qu'Anselme est parti sur le champ pour reprendre le poste d'où notre avant-garde avait été repoussée. Kellermann, qui n'est pas encore parti, on ne sait pourquoi, ne va pas tarder à y paraître ; il promet monts & merveilles ; nous verrons s'il tiendra parole.

Les opérations militaires ne sont pas les seules qui intéressent dans nos armées. Les actions politiques anciennes de nos généraux exigent toute notre attention, & Dumourier vient encore d'ajouter aux griefs que nous l'avons accusé depuis si longtemps.

« *du général Dumourier à la convention nationale, de Sentron, le 25 novembre 1792.* « Citoyen président, je dénonce un crime contre la loyauté française. Je demande, au nom de la patrie qu'on déscho-

more, qu'il soit réparé sur le champ, & que les auteurs soient punis. Ce crime est consigné dans la lettre que je reçois de Bruxelles, & que je joins ici. Quand je suis arrivé dans la capitale de la Belgique, il n'y avoit pas plus de 10 mille liv. dans la caisse de l'armée, & il n'y avoit point de payeur nommé pour l'armée de la Belgique. Déjà les compagnies Mallon, d'Esclagnac m'avoient avancé pour le prêt de mes dignes compagnons 300 mille liv. La victoire & ma réputation de probité & d'intérêt pour les Belges m'ont donné du crédit. J'en ai profité pour payer les troupes, & on envoie les effets protestés, & on met en état d'arrestation les administrateurs, sans pourvoir aux besoins de l'armée : & des orateurs me peignent comme un homme foible ou coupable, entouré de fripons & d'intrigans ; & on déshonore, avant de les avoir entendus, par les épithètes les plus avilissantes, les citoyens qui viennent de sauver l'armée.

» Je lis dans le journal des débats, du 22, une lettre du ministre de la guerre, qui en remet une de moi, par laquelle je demande à être autorisé à passer seul, par le ministère du commissaire des guerres Milus, tous les marchés pour l'approvisionnement de l'armée, toute la traite pour le numéraire nécessaire pour la solde des troupes. Oui, j'ai écrit cette lettre, j'ai fait cette demande, & je la fais encore. Si, contre mon gré, je conserve le commandement de la Belgique, que Cambon, qui a l'air de s'effrayer d'un général victorieux, qui seroit, dit-il, un vrai fléau pour la république, me réponde au sujet de ma campagne contre les Prussiens. Ai-je demandé une pareille autorisation ? non, parce qu'alors une régie de vivres & de fourrages solide & bien régie, un payeur & une caisse bien garnie me laissent sans inquiétude. Alors, comme dit Cambon, je ne m'occupois que de commander. Dans la campagne de la Belgique, au contraire, j'ai débuté sans magasins, sans payeurs, sans hôpitaux, sans argent.

» Le ministre de la guerre vous présente un état de situation des magasins militaires. Rappelez-vous, citoyens, un mémoire sur l'état de l'armée, des places, & de l'administration du département de la guerre, que je lus en présence du ministère, qui fut accueilli avec tant d'injustice, & dont on reconnut si bien ensuite la funeste vérité. Hé bien ! relisez, & vous trouverez encore la même confusion, & encore pire. Défiez-vous des états

ins : d'ailleurs , quand ils seroient exacts ; pour-
 ter des comestibles & des fourrages dans le pays
 bondant de l'Europe ? pourquoi porter du nu-
 dans un pays riche ? Mais , me répond le mi-
 la guerre , voici d'autres états présentés par le
 ire Bidermann , directeur d'un comité des achats.
 si ses états sont justes. Ce comité n'a encore
 ni à l'armée. Je ne lui vois point de magasins ;
 s'ils existent , car je n'en n'ai vu aucun ,
 pas présentés au général de l'armée , pour savoir de
 doivent être les emplacements. Nous accablons le
 nos amis de réquisitions ; nous vivons au jour
 & si le courage constant des Français libres n'é-
 au-dessus de tout , nous aurions déjà terminé la
 , faute de prévoyance : ainsi , si les états pré-
 ar Bidermann sont vrais , le comité des achats a
 grands approvisionnemens du pays qui devrait
 l'armée , sans que l'armée ait été nourrie. Je prie
 tre de la guerre de remettre à la convention
 e la lettre qu'il m'a écrite à cet égard , avec ma
 à mi-marge. Pourquoi d'ailleurs un comité des
 Que signifie ce monopole à la suite de l'armée ?
 est le prétexte ? Est-ce là le moyen de gagner la
 te d'une république naissante ? Veut-on la faire
 r par des accapareurs ?

Est-il pas plus loyal , plus sage , plus sûr , & d'une
 re politique , de laisser les gens du pays partici-
 x marchés ? N'est-ce pas un moyen plus sûr d'ac-
 nos assignats pour un commerce dont les avan-
 ent égaux pour ces deux nations ? Pesez dans votre
 citoyens , la justice de ma demande au ministre
 terre ; je la renouvelle encore , & ce n'est qu'à cette
 on que je gardera la conduite d'un plan vaste , en-
 our le bonheur de deux peuples voisins , & pour
 agation de la liberté & de la bonne foi. Ce n'est
 au citoyen d'Espagnac qu'il faut faire le procès ,
 moi.

les marchés passés par nécessité dans la Belgique ,
 emprunts faits pour sauver l'armée , sont des crimes ,
 moi seul qui en suis coupable. Si les erreurs de
 on sur un général victorieux devenoient l'opinion
 te , rappelez-moi , traduisez-moi à la barre , sa-
 moi , j'aurai trop vécu ; je préfère la liberté de
 trie à tout. Ma tête supportera avec le même calme
 iriers ou la hache ; mais épargnez-vous les regrets ,
 moi la douleur de voir punir des agens qui n'ont
 177. Tome 14.

fait qu'exécutez mes ordres, dans des emplois qui n'inspirent pas autant de soupçons que mes exploits ».

Le général a bien raison de dire qu'il est inutile de porter des comestibles & des fourrages dans le pays le plus abondant de l'Europe ; mais c'est précisément à cause de cela qu'il est bon qu'il y ait un comité d'achats à la suite de chaque armée, parce que plusieurs hommes qui, d'ailleurs, sont solidairement responsables, se surveillent les uns les autres, & sont moins corruptibles qu'un commissaire des guerres & qu'un général même. Pourquoi, ajoute ensuite Dumourier, porter du numéraire dans un pays étranger ? Si cela n'est pas nécessaire, pourquoi donc aussi se plaint-il si amèrement, au commencement de sa lettre, de ce qu'il n'y avoit pas plus de dix mille francs dans la caisse de l'armée, & de ce qu'il n'y avoit pas de payeur ? Pourquoi vante-t-il tant les services de son Malus & de son d'Espagnac, qui ont prêté trois cent mille livres, puisqu'il n'étoit pas nécessaire de porter là du numéraire ? Voilà bien des contradictions. Sans doute il est désolant pour tout bon citoyen de voir que les choses n'aient pas pris encore, depuis le temps, une marche uniforme, un ensemble imposant ; de voir que les membres du comité des achats ne se sont pas même abouchés une fois avec le général. C'est un tort de leur part, mais qui n'excuse pas ceux de Dumourier. De quel front ose-t-il ensuite les accuser d'être accapareurs, puisqu'il ne les connoît pas, puisque, dit-il, il ne fait pas s'ils existent, puisqu'il ignore où sont leurs magasins ? De quel front les accuse-t-il de monopole, tandis qu'il nous défend d'en soupçonner même un d'Espagnac, dont on connoît bien l'existence & l'agiotage ?

Un comité des achats ne doit pas empêcher les gens du pays de participer aux marchés, c'est-à-dire aux fournitures ; c'est au contraire le plus bel avantage que nous puissions retirer d'une guerre portée au-dehors. Pendant ce temps, nos vivres ne se consomment point & ils restent dans l'intérieur de la république : ainsi, en demandant cela, Dumourier ne demande que ce qui doit être & ce qui est certainement.

Mais que signifie ce ton de Dumourier ? Quoi ! le voilà déjà qui prescrit impérieusement des conditions, qui donne des ordres à la convention nationale ; il est commandé par le pouvoir exécutif pour être général : eh bien ! il n'obéira plus ; il ne voudra plus être général sans telle condition. Voilà Dumourier qui fait le rebelle ; il y a quelque intérêt là-dessous. Pour nous, nous croyons que dès qu'un général prescrit des conditions, fussent-

elles les plus justes & les plus raisonnables, dès-lors qu'il les prescrit, il faut le révoquer & le casser. N'accablons point nos officiers à garder hors de leur poste ce ton de commandement. Dans leurs rapports avec les soldats, qu'ils commandent, à la bonne-heure ; mais dans leur rapport avec les ministres, avec la convention, qu'ils soient de simples citoyens comme les autres. S'ils n'en avoient pas le ton & la retenue, leur place les rendroit trop dangereux : rappelons-nous Lafayette.

Chacun joue son rôle ici bas. Des habitans de Bruxelles demandent à garder leur ancienne constitution. Les états de Brabant sollicitent la grace d'être réhabilités, comme si nous avions été dans les provinces belgiques pour y maintenir des idées gothiques, & y caresser des esprits fers. Le prince de Linange réclame contre le séquestre mis sur les biens qu'il a en France. Les rois & despotes prennent, suivant leur petit génie, les moyens qu'ils croient les plus propres à retarder chez eux la révolution. Chacun pense à ses intérêts, & on doit le dire avec douleur, ce sont les grands intérêts des peuples auxquels on songe le moins, & qu'on se fait le moins scrupule de compromettre ; témoins la lettre du ministre des affaires étrangères à l'occasion de ce prince de Linange : il pense qu'il seroit juste de retirer les indemnités accordées aux princes possessionnés en Alsace, en exceptant, dit-il, ceux qui ont commencé des négociations d'alliance avec la république.

Il nous semble qu'il faut être bien neuf en liberté & en politique, pour réclamer une pareille exception, & pour la fonder sur le motif d'une alliance avec nous. Aujourd'hui que tous les peuples sentent leurs droits, & qu'ils nous attendent pour les faire valoir, nous devons savoir que nous ne devons plus rien aux princes ni aux rois. Les biens qu'ils se sont réservés en Alsace ne sont qu'une suite de leurs usurpations sur le peuple de cette province ; c'est à ce peuple qu'ils appartiennent, & à nul autre ; & si quelqu'un pouvoit y avoir des droits, ce seroit la masse entière de la nation dont l'Alsace a été séparée, qui les auroit tous, & non point des princes, seigneurs, ou évêques, qui en ont volé de siècles en siècles. Nous devons rendre ces biens entiers à la province d'Alsace & à la nation dont elle fait partie, parce qu'un peuple se donne à un autre avec tout ce qu'il a, tout ce qu'il possède. Et si ce n'étoit pas-là une vérité éternelle, oui, nous le répétons, les indemnités n'en seroient dues qu'aux vassaux actuels de ces soi-disant princes.

Quel titre nouveau peuvent leur donner des alliances

entamées avec la république ? La république même peut-elle, doit-elle traiter avec des hobereaux ou avec des rois ? Ce sont deux questions qu'un ministre des affaires étrangères auroit dû avoir approfondies depuis long-temps. D'ailleurs, comment pourroit-on traiter solidement avec des rois ou des princes ? par eux-mêmes ils ne font rien ; demain ils ne seront plus. Ils ne pourroient être tout au plus considérés que comme des mendataires des peuples dont ils se disent les chefs : & où sont les pouvoirs de leurs commettans ? Quelle confiance, quelle solidité peut-il y avoir dans un arrangement pris avec un commis qui n'est pas autorisé par son maître, qui n'a à soi que les vols qu'il lui a faits, & que l'autre peut réclamer à l'instant ? Le maître des rois est là, ce sont les peuples, & ce maître est éternel. La république française ne peut point, sans se déshonorer, sans fouler aux pieds tous les principes, tenir un autre langage, ni une autre conduite. Elle, qui la première a reconnu la souveraineté des peuples, s'abaisseroit jusqu'à négocier avec un roi ! non, cela seroit infâme. Quelles que soient les propositions des tyrans, quand ils viendroient eux-mêmes à genoux reconnoître notre république, quand leurs agens, bien plus habiles qu'eux, viendroient, avec un ton persuasif & courtisan, encenser notre ouvrage, seindre d'admirer notre liberté, & nous féliciter sur nos succès, n'ayons qu'un mot à leur répondre : Vous venez au nom d'un roi ; la république française ne reconnoît ni votre maître ni vous. Sortez.

La commune s'occupe, ainsi quelle l'a promis, de faire rendre les comptes du comité de surveillance. Le rapporteur, pour la reddition de ces comptes, a déclaré à la commune que dans le nombre des objets précieux qui se trouvent manquer, tels que bijoux, argenterie, louis, &c., on comptoit trois montres d'or, une agathe montée en bague, & un autre bijou, lesquels effets, a dit le rapporteur, sont entre les mains de Sergent, député de Paris à la convention, & alors présent. Sergent est convenu du fait, à l'exception d'une montre qu'il a dit ne pas avoir, & a déclaré que son intention étoit de payer les effets au prix auquel ils auroient été portés. Ce disant, on a remarqué qu'il avoit au doigt l'agathe réclamée. Cette petite circonstance a affligé les patriotes, qui aimoient à voir dans le citoyen Sergent un homme probe autant que délicat.

Par jugement du tribunal criminel, du 27 septembre, Claude-François Stevenot, ci-devant commissaire de la section de la butte des Moulins, accusé d'avoir fait sans

adon , & assisté de la force armée qu'il avoit re-
des visites domiciliaires , actes arbitraires & arrest-
de plusieurs citoyens , de s'être emparé des ar-
bijoux , or , argent & assignats qu'il y a trou-
ans en avoir dressé des procès - verbaux , & de
approprié une partie considérable desdits effets , a
adonné en douze années de fer , & six heures
sition.

cavalerie casernée à l'Ecole Militaire vient de
un grand exemple de discipline. Un brigadier
abusé de la confiance de sa compagnie pour com-
un vol assez considérable : il a été saisi par cette
compagnie , dépouillé de ses habits d'uniforme ,
duit en chemise à travers les rues de Paris , jus-
place de Grève , où on lui a fait demander par-
publiquement , après quoi ses ci-devant camarades
nduit en prison , pour être jugé par les tribu-
Quelle différence entre le temps actuel & celui
officiers de troupes de ligne avoient des brevets
mité pour commettre des escroqueries en tout

ville de Lyon a manqué devenir le théâtre d'une
civile.

a depuis quelque temps un bataillon de volon-
du Var caserné dans cette ville. Des volontaires
bataillon avoient assassiné , vendredi 23 du mois
r , à onze heures du soir , un sous-officier de com-
franche , & deux autres le samedi matin. Les cou-
étoient arrêtés & constitués prisonniers à l'hôtel
un. Cent cinquante de leurs camarades vinrent ar-
sabres & de pistolets redemander les trois assas-
à garde se met sous les armes ; les commissaires de
vention accourent ; un volontaire appuie son pisto-
la poitrine du citoyen Vitet ; un autre lève son
sur le citoyen Boissy-d'Anglas. Les volontaires for-
garde , enlèvent les prisonniers & les conduisent
caserne. Leur commandant , qui veut s'opposer à
ordre , est menacé de la vie ; les volontaires lui
ent ses épaulettes , & on le force de marcher à la
u détachement. Aussi-tôt la municipalité & les com-
es de la convention réunis , donnent des ordres ;
t la générale ; les bataillons bourgeois se rassem-
les canons marchent à la tête ; on cerne les vo-
es de toutes parts , en Vaize , à la Croix-Rouffe ,
rein , du côté du magasin à poudre. L'état-major

envoie une députation à la municipalité , pour excuser ces désordres. La députation est menacée sur les Terreaux ; le peuple ne se contient qu'en apprenant qu'elle va à l'hôtel commun porter des paroles de paix. Parvenue à la commune , la députation reçoit l'ordre de livrer les trois prisonniers & de partir dans deux heures. Cependant les volontaires étoient rangés en armes à la porte de leurs casernes , la mèche allumée & les canons braqués sur la garde citoyenne. Au retour de leur députation , se voyant cernés de toutes parts , ils sont rentrés dans leurs quartiers , ont livré les trois prisonniers & exécuté les ordres.

Sur la lettre du conseil exécutif de France au pape.

Les Gaulois sont en marche encore une fois pour Rome. Mais que les temps sont changés ! Cette cité fameuse végète aujourd'hui sous la verge sacerdotale. Des vices ne sont plus les gardiens du capitol ; des prêtres seuls y veillent pour le crime. Les lâches ! depuis quatre ans ils se contentoient d'insulter aux efforts que nous faisons pour nous éclairer & nous affranchir. À présent qu'ils apprennent notre résolution de venir jusqu'à eux leur demander raison de leur conduite , avant de fuir , ils mettent aux fers deux de nos artistes , coupables d'avoir consacré leurs pinceaux à la liberté de leur patrie. Deux élèves du peintre habile qui reproduisit à nos yeux Brutus & Socrate , ont été jetés dans les cachots du château Saint-Ange. On disoit même que l'un d'eux , *Rater* , avoit déjà succombé aux mauvais traitemens ; l'autre , nommé *Chinard* , attend la sentence de l'inquisition chargée de connoître de son délit. La convention nationale a renvoyé cette affaire (1) au conseil exécutif.

(1) La convention & le conseil exécutif se sont conduits un peu légèrement à ce sujet. La dénonciation de David n'a d'autres titres qu'une lettre d'un de ses élèves. Il falloit , ce semble , commencer par demander à notre agent de France à Rome , des renseignemens officiels sur les deux prisonniers , & aussi sur Ménageot , directeur de notre académie à Rome , qui vient de quitter son poste : depuis long-temps il étoit atteint d'aristocratie. Il y a beaucoup d'exagération dans le rapport de David , qui peut-être n'a mis tant de chaleur à la suppression de la place de directeur à Rome , que parce qu'on ne l'a pas nommé pour succéder à Ménageot. Nous conviendrons que dans les circonstances où nous sommes ce poste convenoit à David.

pour réclamer contre une infraction aussi révoltante
 que celle des gens.

Le ministre français vient en conséquence d'écrire au
 pape une lettre beaucoup trop longue, & qui pourroit
 se réduire à ce peu de lignes :

« Ose-t-on ! il ne suffit pas à la république française
 de prévoir le terme & l'écroulement de la tyrannie
 en Europe ; elle doit en arrêter l'action sur tous
 les points qui lui appartiennent ; déjà son ministre des af-
 faires étrangères a demandé l'élargissement des Fran-
 çais arbitrairement détenus à Rome. Aujourd'hui son
 conseil exécutif les réclame au nom de la justice qu'ils
 ont point offensée ; au nom des arts que vous avez
 promis d'accueillir & de protéger ; au nom de la rai-
 son qui s'indigne de cette persécution étrange ; au nom
 de la nation libre & généreuse, qui dédaigne les con-
 traintes, il est vrai, mais qui veut faire respecter ses
 lois, & qui n'a pas su les conquérir sur ses pré-
 tendus rois, pour les laisser outrager par qui que
 soit dans toute la terre.

« Telles sont aujourd'hui les maximes de la république
 française, trop puissante pour avoir recours aux mena-
 ces, mais trop fière pour dissimuler un outrage ; elle
 se prête à le punir, si les réclamations paisibles de-
 viennent sans effet ».

« Reste, c'est-à-dire les deux tiers de cette proclama-
 tion, ouvrage de nos six ministres, n'est que déclama-

*Des Français libres, des enfans des arts, dont le
 pape à Rome y soutient & développe les goûts &
 les talens dont elle s'honore, subissent par vos ordres
 une injuste persécution ».*

« -ce qu'il y a des Français qui ne sont point libres ?

« que nous avons parmi nous, comme à Sparte, une
 classe d'ilotes ? est-ce que nos serviteurs ne sont pas ci-
 toyens comme nous ? Des enfans des arts dont le séjour

me... &c. tout cela pour dire deux jeunes peintres,

« de l'école française, subissent par vos ordres....

« Sans doute, s'il étoit permis d'acheter jamais aux dé-
 pens de l'innocence le triomphe d'une bonne cause, il
 faudroit laisser commettre cet excès ».

« Les ministres n'auroient point dû se permettre une
 position aussi révoltante, & dont ils pouvoient se
 dispenser : d'ailleurs, elle est fautive. Les prêtres sont aussi
 libres que les rois ; il faut qu'ils tombent. L'inquisition &
 le saint siège apostolique auroient beau faire aujourd'hui

autant de bien qu'ils ont fait de mal jusqu'à ce moment, on ne croiroit pas à leur conversion, on n'y verroit qu'une peur mal déguisée.

Il est donc parfaitement inutile de leur écrire :

« Le règne ébranlé de l'inquisition finit du jour même » où elle ose encore exercer sa furie, & le successeur de » Saint-Pierre ne sera plus un prince le jour où il l'aura » souffert ».

Certes ! Pie VI sera agréablement surpris en recevant cette missive, quand il lira qu'une nation libre, la république française, le reconnoît encore pour prince, & semble disposée à le saluer comme tel, s'il s'abstient de commettre de nouveaux excès à son égard.

Nos ministres lui donnent même *du souverain*.

« *Les souverains* (lui écrivent-ils) chancelant sur leur » trône.... &c. ». On ne s'attendoit guère à voir cette expression, uniquement & irrévocablement consacrée au peuple par quatre années d'une révolution sainte, être encore appliquée à un individu, à un évêque de Rome. Comment une inconvenance de cette force a-t-elle pu échapper à nos six ministres à la fois ?

Ils ajoutent : « Pontife de l'église romaine, prince » encore d'un état prêt à vous échapper, vous ne pou- » vez plus conserver & l'état de l'église que par la pro- » fession désintéressée de ces principes évangéliques, qui » respirent la plus pure démocratie, la plus tendre hu- » manité, l'égalité la plus parfaite, & dont les succes- » seurs du Christ n'avoient su se couvrir que pour ac- » croître une domination qui tombe aujourd'hui de vé- » rusté ».

Ce n'est pas tout cela qu'il falloit écrire au pape, pour l'engager à relâcher les deux jeunes élèves de David. Le ton impolitique de cette missive, ce mélange de menaces & de modération, est peu propre à produire quel- qu'effet sur l'esprit de Pie VI ; quatre lignes suffisoient.

Pontife de Rome, rends la liberté à deux jeunes Français artistes, détenus injustement par tes ordres dans les prisons du château Saint-Ange. Si tu ne le fais pas, les Marseillois qui sont en route, sous la conduite des généraux Kellermann & Anselme, & du contre-amiral Truguet, briseront eux-mêmes les fers de leurs compatriotes, & te mettront à leur place.

Ces quatre lignes même seroient de trop, puisque toute l'Italie sait que nous marchons à Rome ; & cette expédition n'est pas un hors-d'œuvre : elle est d'ailleurs motivée

de teste, d'après l'attitude que le pape a prise, serve encore à notre égard. Il est de la gloire de l'église, en même-temps que de sa justice, que nous allions droit à Rome, cet autre Coblenz, où nous de tout sexe & de tous états trouvent un refuge & nos concitoyens une prison.

Les faubourgs de Rome font des vœux secrets pour notre arrivée & leur délivrance. Un Rienzi, plus que le premier, attend notre apparition pour se frapper ; Palquin & Marforio soupirent après nous ; ils bien que nous leur rendrons la parole & la liberté d'opinion. Il n'est pas contre le droit des gens que nous emparons de la personne du pontife, & survenue de lui faire prendre le chemin de France, convenable de l'obliger, en passant, à une amende honorable devant la maison commune d'Avignon, & à ce, trois fois, à haute & intelligible voix, que nous punissons & sacerdotalement il a, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, attisé les feux de la guerre dans le Comtat ; qu'il en demande pardon à Dieu, à la nation & à la république française. Il auroit pour lui le vieil abbé Bernis & Maury. Après une station, ce genre à Lyon, il conviendrait de l'amener, ses journées, jusqu'à Paris, & de ménager les moines, de sorte que son entrée dans cette ville pût lieu le dimanche même dit des rameaux. Son cortège seroit grossi de tous les prêtres réfractaires qui se cachent ou se déguisent en attendant la résurrection. Quelqu'un traîneroit à sa suite le gros bagage pris sur l'ennemi, c'est-à-dire Notre-Dame de Lorette & tous les riches-votants dont les dévots potentats de l'Europe ne cessent de l'affubler depuis plusieurs siècles. Après une entrée honorable aux portes de l'assemblée nationale, & excommuniée, il conviendrait de proposer Pie VI à Louis XVI pour en être assisté à ses derniers momens, proposer (ce qui n'est pas possible) que le jugement se traine jusque-là. Ce seroit un spectacle édifiant & de la révolution, qu'un pape servant de confesseur au roi sur l'échafaud.

Après avoir expié par un aveu solennel, au pied de la croix de la liberté sainte, tous les massacres exécutés au nom de la religion, & tous les forfaits commis par les prêtres ou à leur instigation, on renverroit Pie VI.

en lui disant : Digne successeur des pontifes qui ont fait le malheur du monde pendant dix-huit siècles, fors d'une terre libre & dégagée enfin de toute superstition ; retourne à Rome si on veut t'y recevoir, & sur la route dis aux peuples qui t'interrogeront ce que tu as vu en France ; dis-leur que tu as vu un roi jugé par un peuple souverain, & que nous te laissons achever de vivre à l'écart, comme nous laissons tomber d'eux-mêmes ces édifices pieux & gothiques, où la raison a été si long-temps outragée.

Un petit mot sur une vérité importante ; par Jérôme Pétion

Dans le moment où nous allons donner un nouveau gouvernement à la France, fondé sur les bases éternelles de la morale & de la philosophie, les lumières semblent s'éloigner au lieu d'avancer. On ne fait pas assez d'attention à ces pas rétrogrades, & à l'empire que prend insensiblement l'ignorance ; mais l'observateur qui suit avec soin tous les mouvemens, toutes les fluctuations de la raison publique, en est frappé.

Je ne parle pas du sommeil léthargique qui s'est emparé des arts. Ces enfans du loisir & du luxe ne peuvent croître & se développer qu'au sein de la paix & de l'abondance. Les orages de la révolution leur sont contraires ; mais lorsque le calme renaîtra, il faut espérer qu'à leur réveil ils prospéreront, & prendront un plus grand caractère.

Je parle de ces ténèbres qui se répandent, qui s'épaississent, qui chaque jour semblent obscurcir de plus en plus l'horizon de nos connoissances morales & politiques, & envelopper dans leur étendue & les sciences de goût & les sciences utiles.

Ce triomphe de l'ignorance tient à plusieurs causes ; mais il en est une principale qui mérite d'occuper toute l'attention.

Depuis quatre années tous les élémens qui composent la société sont dans un état d'agitation perpétuelle. Les événemens se sont accumulés ; le temps s'est pressé avec rapidité. On a senti la nécessité de préparer promptement les esprits à la liberté, en répandant les lumières. Les papiers, les journaux, les écrits de toute espèce ont circulé jusque dans le fond des campagnes : chacun a été comme forcé de prendre part à la chose publique ; chacun a éprouvé l'influence des loix, les a considérées

as le rapport de son intérêt particulier, soit sous
ort de l'intérêt général. Un homme qui recevoit
ment les volontés du pouvoir despotique, a été
à penser & à raisonner. Des sociétés d'instruction
ouvertes sur tous les points de la France ; des
de la liberté ont prêché en tous lieux ; les af-
s politiques ont réuni fréquemment les hommes,
pour les élections, tantôt pour des objets admi-
is & municipaux. Une partie des Français étoit
de ces assemblées, & privée du droit de citoyen ;
l'hui tous en jouissent également. Mais il faut l'a-
la liberté a été mûrie (s'il est permis de parler
a été mûrie en serre chaude. Il est impossible d'a-
ffipé entièrement en un si court espace les erreurs
t de siècles. Il est impossible d'avoir amené tout-
des hommes qui languissoient dans la fange des
s & dans l'avilissement, à un état de lumières
hauteur de nos destinées.

nt notre immortelle révolution, quelques hommes
s, quelques philosophes, méditoient sur la science
uvernemens, sur les principes de la liberté, sur
inds objets d'économie politique ; mais la masse de
ion étoit inerte, livrée à des travaux pénibles,
lui laissoient pas le moment de s'instruire, &
courbée sous le joug de la superstition & de l'er-

te masse est aujourd'hui en activité, & ouvre les
à la lumière ; elle veut le bien, & cherche à
er. Mais qu'arrive-t-il ? Elle prend ses premières
our des connoissances, ses premiers aperçus pour
ultat de l'expérience. Sa présomption est d'autant
grande, qu'elle fait moins. Plus les sujets sur les-
elle s'essaie sont importans, plus ses fautes sont
& ses écarts funestes.

omme qui a le moins cultivé sa raison, se met à
guer, parle avec assurance sur les matières les plus
les, les entrevoit à peine, les envisage sous de faux
rts. Ceux qui l'entendent n'étant ordinairement pas
nstruits que lui, l'applaudissent, recueillent l'erreur
avidité, la propagent ; & comme mille endroits
rent chaque jour à des parages de cette espèce,
iblement l'opinion publique se corrompt, & prend
aussé direction. Cette opinion égarée, vient ensuite

presser de son poids toutes les autorités , & les entraîne dans son cours.

Qu'on examine depuis quelque temps les pensées dominantes sur les points de la plus haute importance ; elles sont le fruit des préjugés , elles retracent l'enfance des principes , & l'on voit qu'elles sont produites par une multitude d'hommes qui commence à exercer son intelligence. S'il est des cas où le peuple a un instinct qui le conduit mieux que la raison , ce n'est pas lorsqu'il s'agit d'objets qui demandent une suite d'idées , de combinaisons , & les leçons du passé. Est-il question de commerce ? Il croit plus obtenir par les entraves & par les taxes , que par la liberté. Est-il question de propriétés , d'égalité sociale ? Il n'en a que des notions vagues & erronées. Est-il question de l'ensemble de loix d'où doit résulter le bonheur & le malheur des hommes réunis en société ? Ses conceptions ne lui permettent pas de saisir d'aussi grands rapports , & il se perd dans des idées de détail qu'il ne peut attacher à aucun principe.

Qu'on examine les discussions qui ont lieu , elles n'ont aucune dignité , elles ne sont jamais à la hauteur du sujet. C'est du bavardage , ce sont des criaileries , quelques idées communes , présentées en mauvais termes ; le bon goût & la raison en sont également offensés.

Qu'on examine ceux qui aspirent avec le plus d'empressement aux places , ce sont des hommes qui ont quelque jargon populaire , mais sans capacité , que le besoin commande , ou qui mettent leur ambition à être quelque chose , & à qui rien ensuite ne paroît au-dessus de leurs forces.

L'envie & la précipitation de paroître font aussi avorter beaucoup de talens. Un homme qui n'a aucun fonds d'amasé pour alimenter son esprit , ou qui ne s'est pas donné le temps d'élaborer ses idées par la réflexion , fût-il bien doué de la nature , ne peut donner que des productions foibles & presque toujours de mauvaise qualité.

Ceux qui ne sont pas beaucoup plus avancés en connoissance que la multitude , qui n'ont que le premier aperçu des choses , prennent beaucoup d'ascendant sur elle , pour peu qu'ils aient la moindre habileté , & qu'ils sachent la flatter. Ils sont naturellement à sa portée , ont

des plus analogues aux siennes , & des formes qui
 aussi celles qui lui conviennent le mieux.

Il parait quelquefois surpris qu'un homme ignare , &
 sans aucun acquis , jouisse d'une certaine réputation ;
 l'en doit être nécessairement ainsi dans de sembla-
 bles circonstances. Il est tel bavard en crédit qui ne pour-
 rait dire deux mots s'il n'avait à parler que des
 . . . Laissez de côté les personnalités , les injures , les
 calomnies , les dénonciations , quelques phrases banales ;
 considérez de sang-froid ce que certains personnages
 dans certains journaux ont dit & fait. Ont-ils dé-
 couvert ou perfectionné une seule idée ? Non . . . Ont-
 ils fait un pas à un principe ? Non . . . Ont-ils
 fait un ouvrage , un discours utile ? Non . . .

Les petits coryphées d'un jour ont néanmoins une
 action plus forte encore que leur ignorance. Ils
 ont avec despotisme , jugent en dernier ressort les
 choses les plus importantes. Celui qui n'est pas de leur
 avis est tout au moins un sot , s'il n'est pas un fripon.
 Ils ont & défont à leur gré des réputations , & toutes
 les impertinences ont des prôneurs.

Il n'y a de plus cruel & de plus dangereux ,
 que de réduire au silence , c'est qu'ils éloignent l'homme
 de tout à la fois modeste & fier , qui ne pouvant
 entrer au mauvais genre , au mauvais ton , aux mau-
 rais raisonnemens , aux insolences de ces messieurs , se
 tait en gémissant , attendant tout du temps , & espé-
 rant que l'excès du mal amènera le bien.

On ne remarque pas assez que les luttes actuelles sont
 entre les lumières & les ténèbres , entre l'ignorance &
 le savoir. La jalousie est la passion principale qui dévore
 les hommes médiocres , & la cause la plus active de
 toutes les divisions , de tous les désordres. Ces hommes
 craignent de laisser entrevoir cette passion honteuse ,
 cachent sous des dehors séduisants. Ils supposent des
 ennemis , des partis , à ceux dont le mérite les offense ,
 blesse leur amour-propre. Ils les proclament intriguans ,
 ennemis de la liberté , afin d'avoir un prétexte hono-
 rable de les haïr & de les calomnier ; en les attaquant ,
 ils paraissent combattre pour la chose publique , tandis
 qu'ils ne combattent réellement que pour leur vanité.
 L'absence de nullité ne fait jamais pardonner au talent.

Il faut avouer que rien n'est plus alarmant , que rien ne me-

nace plus prochainement , plus imminemment le salut de la patrie , que cet ascendant de la médiocrité. La masse de ces hommes ignorans , ou ce qui est pis , à demi-savoir , étant énorme , se répandant par-tout , dominant l'opinion , déprave l'esprit public , au lieu d'en accélérer les progrès : elle sappe par cela même jusque dans ses fondemens le nouveau gouvernement que nous voulons établir , puisqu'il doit nécessairement avoir pour bases la raison , la sagesse & la justice.

Il n'y a pas un moment à perdre pour arrêter ce fléau , pour empêcher ces barbares de détruire ce pays des arts & de la liberté , comme ces hordes du Nord inondèrent autrefois le Midi. Il faut que les hommes vraiment libres , & dignes de l'être , qui ont perfectionné leur raison , qui ont réfléchi sur les institutions humaines , qui ont acquis des connoissances utiles , se réunissent & montrent un zèle infatigable pour éclairer leurs concitoyens. Il est nécessaire & pressant qu'ils composent des livres élémentaires & classiques sur les différentes parties du régime social ; qu'ils mettent à la portée de tous les vérités que tous ont intérêt de connoître.

La très-grande majorité des hommes qu'on abuse est de bonne foi , & ne pèche que par ignorance : instruisez-là , & le règne des hypocrites , des charlatans & des fripons sera bientôt passé. PÉTION.

Observations. Sage Pétion , vous dites vrai , malheureusement trop vrai. Votre mémoire , parfaitement bien rédigé , nous indique la source du mal & le mal même. Mais le remède ? Des traités élémentaires , dites-vous , des livres classiques. Mais où sont-ils ? Pourquoi depuis quatre années ne sont-ils pas faits , & mis entre les mains du peuple ? Et pourquoi en portez-vous des plaintes dans les journaux ? Vous , législateur , c'est à la tribune , & ce n'est que là que vous devez opposer une digue à l'invasion des hypocrites , des charlatans & des fripons , qui , bien plus coupables & bien plus à craindre que ces hordes de barbares qui plongèrent l'Europe dans les ténèbres , ne veulent régner que sur des aveugles. Instruisez , dites-vous , cette majorité des hommes qu'on abuse , qui est de bonne foi , & qui ne pèche que par ignorance ; mais vous , législateurs , occupez-vous donc du mode de cette instruction que vous nous préchez ,

roi de semaine en semaine remettez-vous toujours port sur les écoles primaires ? Vous , avant tous les autres , qui connoissez le peuple , & ses besoins tant physiques que moraux , vous qui avez su gagner & mériter la confiance , sage Pétion , nous avions espéré que vous vous refusiez à l'exercice réitéré de la première fonction municipale , que pour vous consacrer tout à l'éducation du peuple , dont vous sentez si bien l'importance & l'urgence extrême. Pourquoi n'avez-vous appelé à l'ordre du jour l'organisation de ces écoles primaires dont vous paroissez attendre beaucoup ? déjà quatre années de perdues pour l'instruction du peuple. Ce que le peuple fait , il l'a appris de lui-même , soit à ses seules réflexions & à sa propre expérience. Les représentans l'ont toujours abandonné à lui-même ; en sommes déjà à notre troisième assemblée nationale & ce qui auroit dû être terminé sous la première législature est à son ébauche sous la troisième. Nos législateurs modéleroient-ils sous nos rois ? Ceux-ci , qui trouvent leur compte à laisser le peuple végéter dans une ignorance stupide , ne se pressoient pas de l'en tirer. N'y a-t-il pas aussi au sein de la convention un certain nombre de députés parfaitement dans ce sens , ceux-là qui ont osé proposer d'ajourner la sanction du nouveau code constitutionnel à la sanction du nouveau code de procédure ? Nous avons cru d'abord que cette sanction générale des mal-intentionnés , contrarieroit les malveillans ; ils veulent la rendre illusoire , en ne se pressant pas de sanctionner le peuple en état de sanctionner avec connoissance de cause , en sorte qu'il puisse signer son esclavage déguisé sous les formes républicaines.

On doute que le mode de l'instruction publique est difficile à trouver ; & plus on diffère , plus les besoins croîtront : car le peuple a beaucoup grandi en quatre ans ; alors son cerveau étoit une table rase comme celui de l'enfance ; à présent qu'il a reçu l'impression de quelques demi-lumières , il a perdu peut-être sa docilité , sans avoir beaucoup gagné du côté de la sagesse. Alors il n'avoit rien à désapprendre ; aujourd'hui il a contracté des préventions contradictoires qu'il faut effacer.

La tâche d'instruire la grande majorité des citoyens de la république est d'autant plus rude , qu'il faut leur

rendre l'instruction commode , expéditive , familière ; car le principal obstacle à la dissémination des lumières jusque dans les plus petits canaux du corps politique , ce sont les besoins renaissans & toujours impérieux de la classe la plus nombreuse & la plus ignorante. On a beau dire , la misère rétrécit les facultés intellectuelles , ou les obstrue : tant que la multitude aura des sujets d'inquiétude sur les subsistances , tant que le trésor public n'aura point des épargnes pour subvenir aux chances malheureuses des fortunes particulières , la multitude sera mal disposée à s'instruire. On n'écoute pas volontiers un maître , on ne lit pas avec fruit un bon livre , quand on mal diné , & qu'on est obligé de s'en rapporter à la providence pour le repas du lendemain. Les hypocrites & les charlatans dont parle Jérôme Pétion auront beau jeu , ils se verront les maîtres du champ de bataille. Ce seroit bien pis , si , alléchés par six mois de succès , l'amour des combats s'emparoit de nos citoyens enrôlés , & leur faisoit contracter cet esprit militaire si opposé aux dispositions calmes & indispensables pour recevoir les premières semences de l'instruction.

Pièces nouvelles.

Sièges de Lille. Lorsqu'un observateur impartial assiste à la première représentation d'une pièce patriotique , il se présente à son esprit une réflexion bien naturelle ; il rapproche les objets , & compare la conduite que tiennent aujourd'hui les théâtres , avec celle qu'ils eussent tenue si le 10 août les braves fédérés & les intrépides Parisiens eussent succombé sous le fer assassin des satellites de Louis-le-Traître. Sans la victoire que nous devons aux généreuses victimes de cette journée mémorable , le moindre de nos maux seroit de voir les murs tapissés de l'annonce de *Gaston & Bayard* , *Zelmire* , *Adélaïde du Guesclin* , *Richard cœur de lion* , &c. sans parler des plates rapsodies qu'eût commandées la cour , telles que le *club des bonnes gens* & tant d'autres ; mais la coutume des lâches est d'attendre l'événement , & de se ranger du parti du plus fort. Voilà pourquoi nous voyons les comédiens s'efforcer de purifier leurs théâtres. L'Opéra fait arranger par Gossec une scène , qu'il appelle religieuse , pour faire recette ; les

Français

ils reprennent leur *Liberté conquise* ; les Italiens ;
ils sont pas plus Italiens que Français , ainsi que ceux
de la rue Feydeau , donnent chacun un *Siege de Lille* ;
et en attendant , espérant faire oublier qu'Antoinette a deux
payé ses dettes , représente *la liberté en Savoie* ; le
reste de la République seul n'a pas eu besoin de changer
de sage ni de sentimens.

Voilà ce que sont les deux *Sieges de Lille* que nous
allons de citer.

Le sieur Dumefnil en a parlé dans ses petites affiches ,
pour les vendre ; il encense tour à tour les auteurs , les
acteurs , les musiciens , les décorateurs , & n'en dit pas
un mot ; c'est sa manière.

Le *Journal de Paris* qui vient de renaître de sa cendre , &
qui n'a pas eu honte de reparaitre sous son ancien titre ,
est plus instructif.

Le sujet est si heureux , dit-il , qu'il ne faudroit pas
être bon Français pour ne point faire grace aux dé-
fauts ».

On peut fort bien être bon Français , & ne point
faire grâce , par amour pour l'art , aux défauts d'un mau-
vais ouvrage.

Si nous , scénophiles patriotes , nous traiterons tou-
jours la partie dramatique sous le double rapport de la
justification des vrais principes , & des progrès d'un art
si étroitement lié aux mœurs publiques.

Si nous avons médité ces deux pièces , nous en avons
suivi les intentions ; à l'exception de quelques défauts
que nous releverons dans le cours de cet extrait , l'es-
prit est assez bon , & le ton au niveau des circon-

stances. Le *Siege de la rue Feydeau* est , à proprement parler ,
un drame en action & un *siege* mis en action. Une
intrigue amoureuse , qui sert d'ombre au tableau ,
coupe les scènes , & se lie assez naturellement à
elles ; on voit figurer dans la pièce un certain habi-
lé Verdun , nommé *M. de Verdun* , dont la pré-
sence , renouvelant les tristes souvenirs d'une lâche re-
doutable , sert à faire ressortir davantage le courage écla-
nt des braves Lillois. Le serment de résister jusqu'à la
mort est une des plus belles factures musicales que nous
ayons eues : le style de ce morceau a l'énergie qui
convient à des républicains. Cette production est vérita-

blement le siège de Lille ; il n'en est pas de même de l'autre.

Comment concevoir qu'un auteur , s'il est plein de son sujet , & d'un sujet si intéressant , puisse s'amuser pendant tout un premier acte à tracer des scènes amoureuses & des tableaux de paysannerie ? On va en juger.

Le théâtre représente le jardin d'une maison de campagne aux environs de Lille. Cécile , fille de Bruno , officier municipal , aime Julien , jeune garde national ; elle souffre impatiemment les burlesques agaceries d'un certain *Bertholin* , vieux procureur , aristocrate gangrené , qui gémit du bouleversement d'une révolution dont il n'ambitionnoit pas les avantages. Il demande Cécile à son père ; Bruno lui déclare son refus , motivé sur son âge & ses infirmités : leur entretien se termine par une controverse ; Bertholin s'appitoye sur le sort de Paris : *Il sera florissant* , réplique Bruno , *si les Parisiens savent discerner les vrais patriotes des intrigans & des scélérats qui prêchent audacieusement le meurtre & la désobéissance aux loix*. Julien annonce l'approche des ennemis ; on entend le tocsin , des paysans accourent effrayés , tous cherchent un asile dans la ville. Tel est le premier acte.

Au second , on voit l'intérieur de Lille ; Bruno , avec son écharpe , proclame la ville en état de siège ; le commandant donne des ordres , reçoit un trompette , qui somme , de la part de son maître , la ville d'ouvrir ses portes ; on le rend témoin pour toute réponse du serment de vivre libres ou de mourir. Ici , nous observons en passant qu'il est ridicule de voir un commandant *arriétant* , au lieu de donner en parlant des ordres qui doivent toujours être précis. Pourquoi aussi mettre en chant la sommation du trompette ? Il est assez plaisant de menacer en chantant de saccager une ville. Mais passons là-dessus. Le trompette parti , le canon gronde , le feu commence , les bombes éclatent , l'incendie fait des ravages , la maison de Bruno en devient la proie , celle de l'aristocrate procureur est seule épargnée , les femmes poussent des cris de désespoir , l'effroi est général ; mais les flammes n'ont pas plus d'activité que les habitans n'en montrent à secourir leurs frères ; on arrache Cécile de son appartement , Julien la sauve , le terreur fait place à la joie de recevoir un renfort de cinq

hommes qui arrivent en criant : vive la nation. La tombe.

Troisième acte représente le camp ennemi ; un jeune duc de profession , lâche par caractère , insolent , s'entretient du siège avec un Français qui se rend la sottise qu'il a faite d'émigrer , il se promet de rattraper sa faute ; cependant Bertholin , obligé de se rendre aux Lillois dans une sortie , se sauve & court aux Autrichiens ; on veut le faire travailler aux tranchemens ; il implore la protection du duc , & s'apporte une somme de mille écus : le duc , après avoir noblement escroquée , lui demande s'il est d'addition ? *Non* , répond Bertholin , *cela étant , mon duc , allez travailler aux fortifications*. Il faut céder. Albert Saxe arrive , il tance le duc sur ses bassesses ; on voit le jeune Français qui commandoit l'attaque du camp ; c'est Julien. Interrogé par Albert , il répond avec fierté républicaine ; ce qui excite les ricanes de MM. les émigrés. Albert leur impose silence avec des paroles qui leur est dû ; des paysans tombés entre les mains des Autrichiens viennent se réfugier auprès d'Albert , qui répond avec cruauté à leurs supplications , & les oblige de continuer à travailler aux retranchemens. Un Français converti , qui , au commencement de l'acte , a eu une dispute avec le duc , intercède en faveur , Albert est inflexible ; alors ce Français , encore de l'être , se range de leur côté , arrache son drapeau blanc , & consent à partager leur sort. L'auteur , dans cet acte , a commis deux inconséquences : la première , d'ennoblir le caractère d'Albert , en lui prêtant , au nom de Julien , les égards & la noble admiration pour l'ennemi généreux ; la seconde , de lui supposer , un peu après , une ame toute différente pour insulter aux malheurs de malheureux paysans. Mais achevons de tracer ce tableau. Les Lillois font une sortie vigoureuse , le combat s'engage ; Julien , les paysans , & notre généreux héros brisent leurs fers , attaquent les Autrichiens avec vaillance , & décident du gain de la victoire. Julien porte le drapeau. L'auteur auroit dû en rester là , & laisser le mariage de Julien & de Cécile sous-entendu ; il a voulu sceller leur union sur le champ de bataille , au milieu des morts & des mourans.

On voit par ces deux extraits que la pièce de la

me Feydeau remplit autant qu'il est possible l'idée qu'on se forme du siège de Lille , & que dans celle des Italiens ; l'auteur (Dejoigny , juge de paix de la section) a eu la prétention de faire un grand opéra qui tienne tout le spectacle. Ce n'est point ainsi qu'on doit mettre au théâtre un trait mémorable. Une belle action veut être présentée toute nue ; elle brille de son propre lustre ; les ornemens étrangers ne font que distraire l'admiration. Nous invitons les jeunes compositeurs qui voudront consacrer à théâtre les plus beaux traits de notre pays , c'est-à-dire ceux de notre guerre , à méditer cette observation confirmée par l'expérience ; car on revoit avec plaisir la pièce de la rue Feydeau , & on ne désire pas revoir un opéra où le *siège de Lille* est pour ainsi dire accessoire ; le seul double titre de *Cécile ou Julien* , ou le *Siège de Lille* , devoit faire sentir à l'auteur qu'il ne devoit pas mettre parallèle deux intérêts si différens.

Apothéose de Beaurepaire. Le théâtre dit de la nation représente en ce moment une espèce de pantomime , intitulée *l'Apothéose de Beaurepaire* , qu'il auroit dû lui-même jouer à Audinot. C'est la charge en petit de l'ordre & de la marche & des cérémonies qui seront observés pour le transport des cendres du héros de Verdun au Panthéon. La pompe maigre & monotone de ce spectacle à machines est terminée par huit ou dix couplets qui ne sont pas bien piquans ni très-gais ; mais le tout est précédé de deux ou trois scènes beaucoup mieux versifiées. On s'attendoit à y trouver un récit détaillé du trépas héroïque de Beaurepaire. Tout le monde le connoît , mais on eût été bien aisé de l'entendre ici orné de tout le charme de la poésie.

Au lieu de cela , une espèce de *sans-culotte* , petit-maitre & pédant (1) , après avoir justifié le suicide patriotique du commandant de Verdun , qui n'en avoit pas besoin , s'en vient , on ne sait par quelle transition , à calomnier le peuple , en lui prêtant l'intention de violer , à la première circonstance favorable , les loix saintes de la propriété. Un autre *sans-culotte* , déclamant contre les riches , semble introduit tout exprès pour amener une

(1) C'est S. Fal qu'on a chargé du rôle.

contre les agitateurs prétendus qui, dit-on, vont la société prêchant l'égalité de fait comme une conséquence de celle de droit, & à ce sujet le sans-culotte rit fait à ses camarades le petit argument que voici : bis verres posés sur cette table sont tous trois de grandeur & pleins jusqu'au bord ; ils sont tous bien égaux. — Sans doute. — Buons. — Les deux gens de la pièce boivent jusqu'à la dernière goutte. L'un a soin de ne vider son verre qu'à moitié, l'autre non. Eh bien ! mes amis, vous le voyez ; ces trois verres, tous trois égaux d'abord, ne le sont plus maintenant ; le mien conserve encore du vin. A qui le faut-il ? Si vous ne vous étiez pas pressés plus que moi, si je ne m'étois pas modéré plus que vous, nous serions encore égaux ; & voilà comme les uns deviennent pauvres, les autres riches. La société est comme l'avare & le prodigue ; mais le prodigue n'a rien de bon à demander à l'avare ; heureusement que la société rend véritablement & parfaitement égaux.... &c. Et le parterre, & toutes les loges, & sur-tout les habitués de l'orchestre, d'applaudir ! & le sans-culotte bon-homme de s'écrier avec un geste innocent : bien, qu'ils y viennent ; si je rencontre un de ces agitateurs, je le conduirai moi-même à ce tribunal du 2 septembre.... Que dis-tu là ? répond avec l'expression de l'horreur le pédant sans-culotte ; & tout de suite une violente jérémiade contre les journées du 2 & 3 septembre.... Puis les tambours, le *sacrophage*, comme disent les trois interlocuteurs, &c.

Cette bagatelle, tombée comme des nues sur la scène, n'est sans doute qu'un essai qui nous annonce de grands desseins. Paris n'a jamais été plus sage, plus utile ; on n'y a jamais moins parlé de loi agraire présente. Jamais le peuple, tout occupé de la grande œuvre, n'a moins songé à réprimer l'aristocratie des richesses ; jamais il n'y a eu moins d'agitateurs, & jamais ils ont fait moins de bruit. Les sans-culottes & les citoyens n'ont jamais fait le service plus fraternellement. Cherche à quel propos le premier théâtre de Paris a joué une pièce qui réveille d'anciennes animosités, & des prétentions, auxquelles le peuple ne songe qu'à présent, quand la misère le talonne de trop près. En disant que les journées du 2 & 3 septembre

font deux pages qu'il faut déchirer du livre de la révolution française, pourquoi l'auteur en parle-t-il avec affection & de propos délibéré ? Car quel rapport y a-t-il entre l'héroïsme de Beaurepaire & ces sanglantes exécutions ? Pourquoi jeter mal-adroitement cette branche de cyprès parmi les couronnes de lauriers d'une apothéose ?

Eh bien ! petits intrigans, plus dangereux cent fois que les agitateurs dont vous parlez, plus séditeux, plus funestes à l'harmonie sociale que ceux que vous acculez de prêcher contre l'aristocratie des riches ; eh bien ! il faut vous confondre d'un mot. Vous faites d'éternels reproches à Paris pour les jugemens populaires du 2 & 3 septembre ; ils furent terribles comme le tremblement de terre de Lisbonne. Les ames pieuses en ont-elles fait un crime à la providence ? Rien n'arrive sur ce globe, ont-elles dit, sans l'ordre & la permission de Dieu. Voilà 100,000 victimes écrasées sous les décombres d'une ville entière renversée en un clin-d'œil. Apparemment c'est Dieu qui châtie les hommes ; il faut adorer & se taire.

Taisez-vous donc aussi, petits intrigans mal déguisés, & ne venez pas dans les journaux, sur les murailles, aux théâtres, calomnier le peuple à tout propos, & lui reprocher éternellement un moment de sévérité inévitable, un acte de justice, de vengeance même, si vous voulez, qu'il s'est permis à regret, & dont il a, autant qu'il a pu, adouci la rigueur nécessaire.

Suite des lettres trouvées chez M. Delaporte, intendant de la liste civile.

Plan d'une constitution libre & heureuse, selon justice, raison & sagesse ; trouvé chez M. Delaporte, & corrigé de sa main.

En effet, je demande si un homme qui viole les loix, qui se rend coupable d'un forfait, &c., demeure & peut demeurer également libre qu'un homme bon & juste.

Les hommes ne demeurent donc pas tous également libres & égaux en droits, & ce ne peut être que respectivement à leur plus ou moins bonne conduite qu'ils peuvent jouir de cet avantage qu'ils apportent en naissant ; & ces droits ne sont que ceux dont nous avons parlé plus haut, la jouissance libre & pleine de la santé, de la vie, &c.

Mais je vais plus loin : ces droits ne sont encore que relatifs & non absolus, tel que l'assemblée paroît l'entendre ; car un assassin, &c., n'ont ni à la vie, ni à la liberté commotive, ni à la propriété, &c., le même droit que le citoyen humain, paisible,

meux ; & sans avoir recours à une telle exception qui ne mettre de délibération, n'est-il pas constant & vrai que qui n'a pas de propriété, n'a pas de droit à la propriété pas, & que celui qui, par ses richesses foncières & mo- ses talens, ses emplois, a de nombreux rapports avec l, a aussi sur elle beaucoup plus de droits que l'homme une, sans mérite, sans offices, sans vertus : enfin il me ne Louis XVI, par exemple, qui a de plus grandes rela- ec l'ordre social de France que moi... simple citoyen, a niment plus de droits à en exiger ; car je n'en ai ni sur nne, ni sur ses châteaux, &c., &c., & ni sur cent autres us lesquels ses vertus par milliers ont des droits & des ns exclusives.

onsidérations nous conduisent donc à conclure que les ne demeurent libres & égaux en droits que respective- nistqu'autrement ce seroit une injustice atroce que d'ôter de voter, dans les délibérations publiques, aux domesti- à tous les citoyens *non-actifs*. Comment peut-on établir ussi politique que sage, & conclure immédiatement après, les hommes sont & demeurent tous égaux & libres en rien ne prouve mieux que nos législateurs ont pris au hat ce qui leur a paru bon, & l'ont placé de même en ma- à tous ceux qui méditent, qu'ils ont méconnu le prin- mier de toute loi, lequel, une fois bien entendu, dirige mène à l'ensemble harmonique qui ne peut être que le des arts & du génie d'un sage & profond législateur.

posé, nous concluons :

ue tous les hommes sont égaux aux yeux de Dieu & de la quant à leur ame, & quant à l'élément matériel de leur & non quant à leurs formes, puisqu'il en est de tors, de faits, de bien faits, de beaux, de vilains, de monf- &c.

ue tous les hommes naissent & demeurent libres & égaux s respectivement à leur bonne ou mauvaise conduite ; car, ient qu'ils en ont une vicieuse, ils n'ont plus sur la re- ance, les égards, la confiance de la société, les droits les que l'homme estimable, qui l'a faite, peut & doit at- d'elle. Donc tous les hommes ne sont pas égaux en droits rdre social.

fais tous les hommes sont en effet égaux aux yeux de la it que la société qui l'a faite ou contentie, leur inflige des ou leur donne des récompenses, pour les mêmes délits & s mêmes fautes, on fait qu'elle impose un tribut public. n cela seul que la loi absolument impartiale appelle tous yens aux mêmes droits du pacte social.

ar une dépendance du même principe précédent, il suit us les citoyens étant les mêmes au tribunal impartial de la ont tous les mêmes droits aux dignités, emplois & places, vement à leurs vertus & à leurs talens, & que dans une tion sage & libre, conséquemment il ne doit y avoir sur et d'autres distinctions que celles des vertus & du mérite, ion faite des rangs indispensablement nécessaires dans toute , & de la noblesse pure & sans privilèges pécuniaires monarchie.

Observation. Mais les distinctions sociales que l'on accorde, & que l'on ne doit accorder qu'aux vertus & aux talens, sont indispensables de la société qui ne doit jamais les perdre de vue, puisqu'un homme vertueux & de génie isolé, vivant loin de toute société, n'en seroit pas moins digne d'être séparé & distingué des vicieux & des ignorans.

5°. La liberté, qui ne peut avoir d'autre but & d'autre mesure que la raison, consiste à éviter de faire tout ce que la loi, qui toujours doit être un précepte de la raison, enjoint de faire ou de ne pas faire.

Nota. Nous observons donc que c'est trop généralement, & d'une manière trop dangereuse, que de dire avec M. Sieyès, que la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas aux autres, puisqu'il est une infinité de cas où l'on peut faire des choses qui semblent ne pas nuire, & qui, faute d'avoir prévu tous les cas, peuvent devenir fort nuisibles. Ainsi, notre principe plus sage, plus réservé, remédie à tout ce que la loi n'auroit pas prévu, en la subordonnant sans cesse à la raison, qui toujours attentive, doit obéir & remédier aux inconvéniens, & ne pas laisser commettre une faute, parce que la loi n'auroit pas songé d'abord à le défendre.

6°. La loi doit non-seulement défendre le mal qui peut nuire à la société ; mais elle doit ordonner de faire tout le bien qui, sans gêner la liberté respective, peut être fait par les citoyens.

Nota. Ainsi, M. Sieyès a eu tort de ne dire seulement que la loi n'a le droit de défendre que ce qui nuit. Ce n'est pas viser au plus grand bien, & ce doit être la fin & le but de la loi. Il a eu un autre tort encore de dire, dans le même article, que tout ce qui n'est pas défendu par la loi, ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Étrange façon de faire des loix ! C'est-à-dire que si par hasard il étoit échappé à la loi de défendre de voler, de tuer, &c., le voleur, l'assassin ne seroit donc pas coupable ; il suivroit encore que l'on ne pourroit obliger les citoyens à faire le bien public, parce que la loi ne l'auroit pas ordonné dans tous les cas.

Ces loix de M. Sicyès, décrétées par l'assemblée nationale, sont donc, pour la plupart, des paradoxes dangereux. Lorsque l'on fait des loix, il faut être bien éclairé, bien profond, bien politique, & sur-tout avoir cette sagesse de leur joindre toujours la raison toute prête à remédier à ce que le législateur n'auroit pas prévu ; & dire au reste.... Après avoir posé la loi, nous laissons à la raison, à l'expérience qu'elle seule sait bien apprécier, nous lui laissons le soin de remédier à ce qui a pu échapper à nos lumières, & que les circonstances mobiles & variables peuvent seules amener.

7°. En conséquence la loi auroit dû dire : Nous défendons toutes les actions qui peuvent nuire, soit par le mauvais exemple, soit, &c. Nous ordonnons de faire, au contraire, tout le bien que l'on peut exiger de tout citoyen, sans nuire à sa liberté respective.

Nota. Et si la loi étant ainsi portée, n'eût laissé que le moins possible à faire à la police, elle eût prévenu l'arbitraire de ce tribunal plus nuisible à la liberté, lorsqu'on n'en circonscrit pas les jugemens ; que la loi la plus exacte & la plus stricte, d'autant qu'il est plus facile d'obéir à la loi qui s'explique clairement, qu'à

la police qui, selon les passions du magistrat, traite de ce qui n'est que bagatelles, & bagatelles les crimes réels. Si veut assurer la liberté, elle ne laissera donc que la place aux jugemens arbitraires de la police.

La liberté n'ayant pas d'autre principe primitif & permanent que la raison, puisque, dans tous les siècles, chez tous les peuples, les fous, les scélérats, en furent & durent en être privés. Puisque de la société, la liberté consiste donc à ne faire que ce qui est raisonnable, tolérable & utile à l'ordre public, en conséquence, la loi réglera tout ce qu'il faut dire ou ne pas dire, faire ou ne pas faire, & ne pas écrire.

La liberté des idées, des opinions, c'est vraiment une source de bien & de résultats souvent heureux pour le bien public ; tout citoyen qui pourra ainsi communiquer ses idées, dire son opinion, &c., répondra, ainsi que les imprimeurs, libraires &c., des fautes, des erreurs & des calomnies qu'il aura dans ses écrits, &c. ; mais la loi doit laisser une entière liberté aux opinions purement scientifiques.

La tolérance des autres religions, une sage liberté de conscience, sont des preuves évidentes des lumières & du génie d'un peuple qui en fait une loi ; mais si ce même peuple veut faire en paix ses domaines & rendre ses citoyens heureux, il n'aura qu'une religion dominante, tolérera les autres, donnera civil à ceux qui la professent, défendra très-rigoureusement l'athéisme, & ne souffrira pas que l'on vende aucun livre qui en ridiculise aucune religion, d'autant que c'est aux bons fruits & aux fruits précieux de notre divine religion, à consolider librement & purement des disciples & des adorateurs, & à disperser des discours exaltés, impérieux & persécuteurs.

M. Sieyès n'a donc pas bien fait quand il a dit : (article des droits de l'homme.) « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne nuise pas à l'ordre civil ».

La manière de parler est si générale, si vague, si insusceptible de prétentions dangereuses, qu'elle a dû, & qu'elle a en effet eu les prétentions des autres religions, à ce point, que de ces qu'elles avoient été jadis, elles sont devenues réprimées. A l'aspect des maux que cette loi trop générale a causés, Sieyès doit s'être plus d'une fois repenti de l'avoir proposée, & le remède qu'il avoit donné en même-temps, a été négligé ou méconnu, & que l'on n'a profité que de l'amphibologie de ces expressions. Il faut donc bien se garder de toucher à ces lois aussi sacrées, puisqu'en vain on voudroit accompagner du remède qui semble lui convenir.

La loi, dit M. Sieyès, est l'expression de la volonté générale.

a. Voici encore une loi trop hypothétique, & qui mérite d'être rejetée ; en conséquence, nous disons que la loi ne doit être que l'expression de la volonté générale, mais qu'il faut qu'elle soit bonne ; or, la loi n'est pas bonne seulement parce qu'elle est bonne, mais parce qu'elle est juste & raisonnable ; elle doit donc être telle que si l'on veut qu'elle assure la liberté individuelle & universelle, sans quoi, fût-elle faite par l'universalité des hommes, elle ne serait pas meilleure aux yeux de la sagesse, & on ne doit

la regarder comme bonne, qu'autant qu'elle sera un ordre pré-
cieux & sacré de l'immuable raison, commandant le bien & dé-
fendant le mal.

La suite à l'ordinaire prochain.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 23 novembre 1792.

Borie, au nom du comité de l'examen des comptes, a fait adopter un projet de décret sur la vérification de la comptabilité arriérée des villes.

Le district d'Arles avoit été dénoncé à la convention pour avoir employé à ses dépenses locales le revenu des impôts indûs & les sommes provenant de la vente des biens nationaux. Cambon, organe du comité des finances, fait un rapport sur la conduite de ce district ; il la trouve très-répréhensible, & a proposé, en conséquence, le décret suivant, qui a été adopté.

« Le receveur du district d'Arles versera, sans délai, à la trésorerie nationale, les fonds qu'il a délivrés pour être employés aux dépenses locales ; s'il n'y satisfait, il y sera contraint par corps, sauf son recours sur les administrateurs du district qui lui ont ordonné de délivrer ces sommes ». Treilhard demande, par amendement, que les administrateurs qui ont signé les ordonnances, en vertu desquelles les fonds ont été délivrés par le receveur du district, soient contrains par corps, s'ils ne réintègrent ces fonds dans la caisse nationale. Adopté.

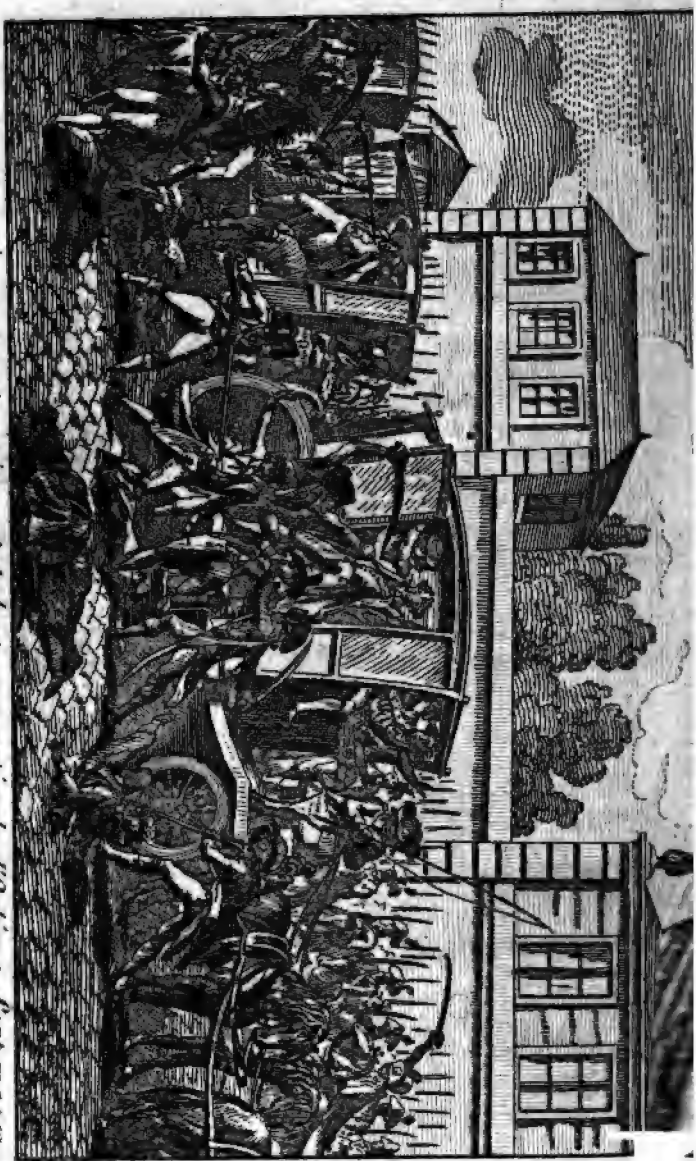
Un membre de la commission des douze a eu la parole sur les papiers trouvés aux Tuileries. Le rapporteur a lu une lettre de Bouillé à Louis XVI & la réponse. L'assemblée a enjoint au comité de ne faire qu'un rapport général sur l'ensemble des papiers découverts aux Tuileries.

D'assez longs débats sur des marchés de grains faits dans l'étranger par la municipalité de Marseille ; enfin ils se sont terminés par une autorisation donnée au ministre de l'intérieur d'accepter les marchés jusqu'à la concurrence de deux millions deux cent mille livres.

Une lettre de Valence a été lue : elle annonce que l'armée française est entrée à Namur, mais que la ci-



*Les prisonniers défilent dans les prisons de la haute cour nationale d'Orléans, dont maison -
carrée entrecroisant la ville de Versailles.*



adelle de cette ville ne s'est point rendue , & paroît disposée à se défendre.

Les commissaires de la convention à Lyon écrivent qu'ils continuent de visiter les magasins où sont les approvisionnemens pour l'armée. Par-tout ils trouvent des traces de friponnerie , soit de la part des fournisseurs , soit des commissaires , &c. Ils ont sévi contre quelques-uns , ils ont ordonné d'arrêter Vase & Lannai ; le premier s'est évadé , on n'a pu encore arrêter le second. Les commissaires prennent des chevaux de la nation , les nourrissent à ses dépens , pour aller se promener & faire des parties de plaisir. Les secrétaires des commissaires des guerres veulent aussi avoir part à la rapine. Le secrétaire Garin s'est fait donner , de la part des cordonniers qui ont fourni les souliers , la somme de 1500 livres. Cette lettre donne lieu à deux propositions. Buzot demande que le comité de législation présente un mode d'après lequel les décrétés d'accusation pour cause de malversation dans les marchés , fournitures , &c. , seront poursuivis par la nation. Un membre demande que le comité militaire présente aussi un mode d'après lequel les marchés , pour le compte de la nation , devront être passés. Ces deux propositions sont adoptées.

Samedi 24. Au nom du comité militaire , Letourneur a fait décréter la formation d'un nouveau régiment de hussards de la république.

Un membre a instruit la convention que d'après tous les renseignemens qu'il a pris , il lui paroît constant que ce ne sont pas les soldats de la république qui ont commis à Nice les désordres qu'on leur impute.

D'après le rapport du comité de législation , qui constate que la municipalité de Paris est réduite à douze membres , & ne suffit pas à ses fonctions , le décret suivant a été adopté.

Art. I^{er}. « Les sections de Paris nommeront dans trois jours , à compter de la publication du présent décret , cent trente-deux citoyens qui , avec les douze municipaux actuellement en exercice , formeront le conseil-général de la commune & le corps municipal , provisoirement & jusqu'au renouvellement définitif décrété par la loi du 19 septembre dernier.

II. » Chaque section nommera trois membres dans son sein ; celles qui se trouveront avoir fourni un ou

deux officiers municipaux actuellement en exercice, ne nommeront que les membres qui devront compléter le nombre de trois.

III. » Les élections seront faites par un seul tour de scrutin, & à la pluralité relative des suffrages.

IV. » Le conseil-général provisoire nommera, dans les trois jours de son installation, les quarante-huit membres qui doivent former le corps municipal.

V. » Dans le cas où quelques sections négligeroient de procéder auxdites élections dans le délai de trois jours, porté par l'article premier, le département y suppléera par la nomination des commissaires.

Un membre du comité des contributions a fait adopter ensuite un long décret sur le remboursement des billets de la Maison de Secours & autres caisses de confiance.

Manuel a annoncé le mariage du citoyen Lindet, évêque d'Evreux.

Couchon a demandé que, pour continuer la discussion sur le procès du ci-devant roi, sans néanmoins interrompre les autres travaux de l'assemblée, cette affaire soit traitée deux fois par semaine, le mercredi & le samedi. La proposition est décrétée.

On lit une lettre du ministre de l'intérieur ; il consulte l'assemblée sur la question de savoir s'il ne seroit pas avantageux de démolir les châteaux des émigrés ; la vente de ces châteaux est difficile, peut-être impossible ; les matériaux seroient d'un débit aisé, & cette mesure ôteroit aux ci-devant propriétaires l'espoir de recouvrer des biens dont la nation s'est emparée. Cette lettre est applaudie & renvoyée au comité des domaines.

L'assemblée reprend la discussion du projet de décret relatif aux émigrés ; elle décrète plusieurs articles que nous ne pouvons donner, parce que la rédaction n'en a pas été arrêtée ; nous nous contenterons de transcrire celui qui présente le plus d'intérêt.

Tous actes de donation entre-vifs ou à cause de mort, tous testamens faits par des émigrés, depuis le premier janvier 1789, sont déclarés nuls & de nul effet ; toutes ventes, cessions, obligations, tous actes de disposition mobilière ou immobilière, tous baux à ferme ou à loyer, faits & passés par des émigrés, depuis le premier juillet 1789, sont déclarés nuls & de nul effet.

Dimanche 25. Sur le rapport de Romm, au nom du comité d'instruction, la convention a supprimé la charge de directeur général de l'académie d'architecture. Par un décret subséquent, elle a décrété qu'il étoit défendu à toutes ces espèces d'académies de nommer aux places vacantes.

D'après une lettre du ministre de l'intérieur, qui constate que le bourg de l'Egalité ne contient point de local assez vaste pour le corps électoral du département de Paris, il est décrété qu'il s'assemblera à Paris dans la salle de l'évêché.

Bazire a annoncé à l'assemblée que le comité de surveillance est possesseur de plusieurs faux cachets, imitant celui de la municipalité de Paris. On s'en servoit pour délivrer de faux certificats de résidence, à l'aide desquels des émigrés percevoient leurs rentes. L'assemblée décrète que l'effet des certificats de résidence, délivrés par la commune de Paris, sera suspendu jusqu'à ce qu'ils aient été vérifiés.

Plusieurs pétitionnaires ont été entendus ; il a été fait droit sur le champ à la demande de quelques-uns ; les autres ont été renvoyés aux comités respectifs.

Dumourier a écrit que le 22 novembre il étoit entré à Tirlemont, après avoir battu l'avant-garde de l'armée ennemie.

Lundi 26. Il a été décrété que le traitement des huissiers auprès des tribunaux criminels, sera de 600 livres ; ils seront payés, comme les autres huissiers, pour les fonctions qu'ils feront hors le tribunal.

Des députés extraordinaires ont paru à la barre, & ont annoncé qu'une insurrection venoit d'éclater dans les départemens de la Sarthe, de la Corrèze, de Seine & Marne, d'Indre & du Loiret, relativement aux subsistances. Cette nouvelle a fait naître d'assez longs débats. Comme nous parlons dans ce numéro des causes de ces désordres & des motifs qui les provoquent, nous nous contenterons de donner ici le décret qui a été rendu à ce sujet, sur la proposition de Barrère ; en voici le précis :

« 1°. La convention nationale charge le pouvoir exécutif de rappeler les commissaires envoyés dans les départemens, excepté ceux qui auroient été mis en état d'arrestation par les autorités constituées.

» 1°. Il est défendu au conseil exécutif d'envoyer des commissaires dans les départemens, sans l'autorisation de la convention.

» 3°. Il sera envoyé dans les départemens de la Sarthe, d'Eure & Loir, de Loir & Cher, de la Corrèze, d'Indre & Loire, & du Loiret, trois commissaires pris dans le sein de la convention nationale ».

Maignet, au nom du comité des secours publics propose le décret suivant, qui est adopté.

« 1°. Il sera mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de deux millions, pour être distribuée, sous sa responsabilité, par forme de secours, aux pères, mères, femmes & enfans qui n'avoient pour toute ressource que le produit du travail du citoyen soldat volontaire qui est au service de la république.

» 2°. Il sera ouvert dans chaque municipalité, & Paris dans chaque section, pendant quinze jours, compter de celui de la publication du présent décret un registre où iront se faire inscrire tous ceux qui croiront avoir droit à ces secours ».

Mardi 27. Treilhard a fait rendre un décret qui supprime, à commencer du premier janvier prochain, tous les traitemens, gages, gratifications, &c., attribués aux personnes employées par le ci-devant roi, dans les communes dépendant de la liste civile.

Sur la proposition d'Arbogatte, la convention a décrété que les papiers & parchemins conservés dans la chambre des comptes, seront vendus, après avoir distrahit ceux qui pourroient servir à l'histoire.

Le ministre de l'intérieur est venu rendre compte de l'état des subsistances de Paris, & a dénoncé l'administration municipale. Lanjuinais demandoit que la cessation de la permanence des sections fût décrétée. On a passé à l'ordre du jour.

Après avoir entendu un rapport du comité des secours, l'assemblée décrète qu'il sera accordé une somme de sept cent soixante & dix huit mille livres à la commune de Maulde, département des Ardennes. Les habitans de cette commune ont essuyé tout ce que la guerre entraîne de malheurs.

Une lettre de Custine a appris qu'un détachement français s'étoit emparé d'un bateau de 2000 sacs d'avoine destiné aux Prussiens.

renvoyé au comité des finances le compte présenté par le général Santerre.

La discussion à l'ordre du jour étoit la réunion de la Savoie à la France. Grégoire a fait un rapport, au nom des comités diplomatique & de constitution, & le décret suivant a été rendu.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités diplomatique & de constitution, après avoir reconnu le vœu universel du peuple français de Savoie, de l'incorporer à la république française, considérant que la nature, les rapports de tout genre & l'intérêt respectif des deux peuples, conseillent la réunion; déclare, au nom de la nation, qu'elle accepte la réunion proposée, & que, dès ce moment, la Savoie fait partie intégrante de la république française.

La convention nationale décrète ce qui suit :

1°. La Savoie formera un quatre-vingt-quatrième département, sous le nom de département de Mont-Cenis.

2°. Les assemblées primaires & électorales de ce département se formeront incessamment pour nommer des députés à la convention nationale. 3°. Ce département aura provisoirement une représentation de dix députés.

4°. Quatre commissaires pris dans le sein de la convention nationale, seront envoyés pour procéder à l'organisation provisoire & à l'organisation de ce département en districts & en cantons. 5°. A compter du premier janvier prochain, les douanes de la république française seront reportées sur l'extrême frontière de la ci-devant Savoie. 6°. Le ministre des contributions publiques chargé d'indiquer les lieux propres à l'établissement de nouveaux bureaux.

Le mercredi 28. Au nom du comité des finances, Lecointre a fait un rapport sur l'examen de plusieurs marchés passés par Beaumarchais, pour fournir des fusils au gouvernement. Ces marchés ont paru au comité très-profitables pour Beaumarchais, mais très-onéreux pour la nation.

La convention nationale a annulé les marchés, & a rendu contre Beaumarchais un décret d'accusation. Elle a lu une lettre de Dumourier, qui demande à être chargé seul de l'approvisionnement de l'armée. Nous avons fait connoître cette lettre, qui a été renvoyée au comité des finances.

On a admis une députation d'Anglais , qui sont venus , au nom des Anglais & Ecoissais qui se trouvent à Paris , féliciter la nation française sur les triomphes qu'elle vient de faire remporter à la cause de la liberté.

D'autres députés de la société constitutionnelle de Londres sont venus offrir , au nom de cette société , six mille paires de souliers pour le service de nos armées. Accueilli , applaudi , & mention honorable.

On alloit discuter le procès du roi. Cette affaire a été interrompue par la lecture d'une lettre du général Anselme , qui a appris que son avant-garde avoit été surprise à Sospello , & repoussée jusqu'à trois lieues , mais qu'à l'instant il étoit parti avec du canon , pour aller lui-même repousser l'ennemi.

Le ministre de l'intérieur est venu communiquer ses craintes à la convention sur la situation de Paris , tant pour la tranquillité intérieure de cette ville , que pour le transport des subsistances dont elle a besoin. Nous avons fait connoître au long les détails donnés par le ministre Roland.

Judi 29. Divers objets d'un intérêt secondaire ont occupé les premiers instans de la séance. La convention , au rapport de Garam de Coulon , a supprimé le tribunal criminel établi par la loi du 17 août dernier , & a renvoyé aux tribunaux ordinaires du département de Paris , les procédures commencées par-devant ce tribunal.

Un des secrétaires a proclamé le résultat du scrutin pour la nomination des quatre commissaires qui doivent aller organiser le quatre-vingt-quatrième département , appelé le *Mont-Blanc*. Les membres élus sont , Simon , Grégoire , Hérault , Jagot.

Des députés des sections de Paris sont venus se plaindre de la cherté & de la rareté des subsistances , & demander à la convention de s'occuper instamment de cet objet. Lequinio , Fayot , Saint-Just , ont successivement proposé leurs vues sur cette importante matière. La convention a décrété l'impression de leurs discours.

Malus & d'Espagnac , amenés à Paris par Westermann , doivent être entendus demain.

Des lettres ont annoncé que Valence assiège la citadelle de Namur.

Ce 1^{er}. décembre 1792 , l'an premier de la république ;
LE PEUPLE , électeur de 1792.

N^o. 178.

art. de la Convention Nationale.

**ÉVOLUTIONS
DE PARIS,
ÉDIFIÉES A LA NATION.
AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
ATORZIÈME TRIMESTRE,**

Avec gravures et cartes des départements.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU PREMIER AU 8 DÉCEMBRE 1792.

Du jugement de Louis XVI.

POURQUE trois militaires de l'armée du Nord aient
dire que si on faisoit le procès de Louis XVI la
ention nationale seroit dissoute & lapidée, la France
re vient de manifester un sentiment tout contraire,
aiguillonner la timidité paresseuse de ses représen-
Depuis quinze jours les pétitions pour hâter le ju-
p. 178. Tome 14.

▲

gement du ci-devant roi , se sont prodigieusement multipliées , & il n'étoit plus possible de les laisser ensevelies dans les comités , sans s'exposer à l'indignation générale. Les sections de Paris sont venues donner , pour ainsi dire , le dernier coup de fouet à l'opinion : elles ont empêché la convention de faire semblant , comme à l'ordinaire , d'oublier son précédent décret. L'on ne peut nier qu'en cela leur adresse n'ait été infiniment utile ; mais étoit-elle bien présentée ? est-il bien vrai que dans le jugement de Louis XVI la question doive être ainsi posée : *Le ci-devant roi des Français est-il digne de mort ? est-il avantageux à la république de le faire mourir sur l'échafaud ?* Cette dernière question est sur-tout d'autant plus ridicule , que la direction , que le but général de l'adresse semble être de prouver que la convention n'a rien à craindre si elle condamne le roi , ni des armes étrangères & nationales , ni de l'opinion de la république & des peuples voisins , tandis qu'au contraire l'intérêt de la France , celui de la justice , les mânes même des complices de Louis XVI , exigent une salutaire vengeance. Or , après avoir abordé de telles vérités , n'est-il pas absurde de mettre en question s'il est avantageux à la république de faire mourir Louis sur l'échafaud ?

L'autre question proposée par cette même députation , n'est pas plus heureusement posée : *Louis est-il digne de mort ?* Propose-t-on cette question à nos députés comme à des individus , comme à tous autres Français ? Nul doute alors que tous ne soient moralement convaincus que Louis a mérité de tomber sous la hache du bourreau. Supposer le contraire , seroit un blasphème. Faisons cette question à la convention nationale comme à un tribunal établi pour juger le roi ? alors on présente une question qui n'a jamais été soumise à des juges depuis le nouveau régime. Deux questions décisives sont proposées ordinairement au tribunal criminel , & les voici : Les faits reprochés à l'accusé sont-ils réels , & ces faits étant réels , quelle est la peine du code qui s'y trouve applicable ? Mais jamais on n'y a posé cette inhumaine & barbare question : Un tel est-il digne de mort ? car des juges n'ont rien à prononcer à cet égard ; leur opinion particulière n'y fait rien aujourd'hui ; tout se trouve dans la loi.

C'étoit à ces deux questions que nous venons de po-

qu'il falloit renvoyer la convention nationale; tout est un hors-d'œuvre, ou, tout au plus, un acte d'une très-foible considération. Quand nous voyons la convention consommer près d'un mois pour arriver à peine, à ce résultat oiseux, *Louis XVI sera jugé*, nous disons : Mais jusqu'ici la convention ne vouloit pas qu'il le fût ? elle ne pensoit donc pas qu'il étoit ? cette assemblée convoquée par la voix même de la liberté & de l'égalité, convoquée pour maintenir l'un & l'autre, croyoit donc qu'il existoit des privilèges de tyran, même après sa chute ? elle n'étoit donc point persuadée que le glaive de la loi doit tomber indistinctement sur toutes les têtes coupables, & elle lui arracher cette vérité ; & il est si clair qu'elle entraînée par l'opinion générale plutôt que par sa conviction, que ce décret n'est émané d'elle qu'autant qu'elle a été ébranlée, mise en mouvement par les vœux de tous les départemens, des sociétés populaires, & la crainte des troubles ; elle l'a rendu de si mauvaise grâce, qu'elle ne l'a point motivé ; & cependant il est si évident, d'autant plus qu'il étoit absurde de faire un décret tout exprès pour nous dire qu'un homme accusé par la clameur publique doit être jugé. Il falloit combattre cette absurdité par un considérant bien fait, & opposer aux royalistes, qui prétendent sauver le roi à la ci-devant constitution ; il falloit y prouver formellement que ces êtres à double face, qui déchiroient la constitution qu'ils réclament aujourd'hui, battus par leur propres armes, & que le code, tout de qu'il est, livre encore leur coriphée à la vente des loix.

Après avoir dit qu'il seroit jugé, puisqu'à toute force il le seroit, il falloit décider par qui & comment il le seroit ; & pour cela il falloit entamer une discussion raisonnable & suivie. Quant au premier artisan, entendre personne, la convention, de sa pleine autorité, a décidé qu'elle seroit elle-même le juge du roi ; elle s'est peu soucée d'examiner s'il est de son intérêt & de celui du peuple qu'elle se charge d'une commission aussi délicate ; si elle en a le droit, si la nation l'a conféré ; elle a commencé d'abord par se l'attribuer ; elle a commencé d'abord par se l'attribuer.

Il falloit procéder avec méthode ; il falloit établir les

points de discussion. Un prévenu , & certes , Louis est prévenu de beaucoup de crimes , est accusé de quelques choses. Il s'agit de savoir s'il y a matière à accusation ; & ce mouvement d'une partie de l'assemblée , qui crioit avec chaleur : aux voix le décret d'accusation , menoit certainement au parti le plus sage. Toutes les pièces qui ont été lues à la convention , sont plus que suffisantes pour donner à tout homme la conviction , la certitude morale qu'il y a lieu à accusation. Par ce moyen , l'affaire étoit réellement entamée , Louis se trouvoit mis en cause : on eût reconnu ensuite si les faits qui servoient de base au décret d'accusation étoient réels ; ensuite la loi eût été appliquée. La peine de mort s'y trouvoit prononcée contre Louis , presque dans tout le premier titre du code pénal , & sur-tout dans les articles premier & troisième.

On ne conçoit pas comment Robespierre s'est opposé au décret d'accusation ; il ne veut point de procédure , de formes légales ; il va droit au fait ; il dit qu'il n'y a qu'une mesure de salut public à prendre. Juger le roi , ajoute-t-il , c'est mettre la révolution en litige. Non , certes , pas plus que lorsque nous avons jugé les autres conspirateurs ; mais quand il s'agit de la vie d'un homme , & que vous tenez cet homme désarmé , enfermé & hors d'état de nuire par lui-même , encore faut-il constater légalement les faits. Au 10 août vous eussiez pu l'égorger ; c'étoit le moment de la crainte & du danger ; votre ennemi alors étoit redoutable ; vous pouviez vous en défaire , sans autre forme de procès ; mais aujourd'hui tout est changé : vous lui devez , vous vous devez à vous-mêmes de le juger avec une impassible sévérité. Agir autrement , ce seroit réellement mettre la révolution en litige ; car ce seroit laisser dire à ses ennemis qu'elle n'a pas osé entrer en confrontation avec le tyran & avec la tyrannie ; que ces prétendus amis de la liberté avoient une cause si désespérée , qu'ils ont craint de la compromettre , & qu'ils ont préféré les voies de fait aux voies légales. Robespierre nous dit : Ou le roi est condamné , ou la république n'est point absoute. Faux dilemme ; car quand nous supposerions par impossible que Louis ne fût point coupable , qu'aucune pièce n'existât contre lui , le peuple français seroit suffisamment absous , rien que par les terreurs fausses ou justes

causoit cet homme dangereux. Tout un peuple pas rester long-temps dans cet état d'incertitude crainte, & pour en sortir, il a bien fait d'opérer l'abolition du 10 août, & de fonder une république. La république est donc bien abolie. Une telle manière de procéder feroit croire que Robespierre ne pense pas que l'assassin puisse jamais venir à bout de condamner légalement un coupable; car si on le peut, pourquoi ne pas le faire? pourquoi ne pas obéir au cri de la justice & de l'humanité? pourquoi ne pas fermer la bouche à tous les dévotionnaires? pourquoi enfin ne pas ouvrir les yeux, & la procédure franche & juridique, à tous les peupliers?

Enfin, Bourdon, dans la société des Jacobins, a même parodié le discours de Robespierre, tout en ayant le relever & lui ajouter une nouvelle force. Bien des gens, dit-il, veulent employer des formes de procédure pour juger Louis XVI. Il est un moyen de leur répondre. Ces meilleurs veulent un juré d'accusation, un jury de jugement & un tribunal qui applique la loi : eh bien nous avons tout cela. Les canons des Parisiens & des Girondins, voilà le juré d'accusation; l'incarcération de Louis XVI au Temple, voilà le jury de jugement, & la convention nationale est le tribunal chargé d'appliquer la loi. Les amis des formes les trouveront toutes obliées dans l'affaire du roi ».

Les brigands qui tueroient un homme au détour d'un chemin, pourroient lui faire le même raisonnement, & lui dire qu'il meurt justement & légalement. Nous l'attestons, diroient-ils; voilà notre jury d'accusation : nous sommes les plus forts; voilà le jury de jugement : nous appliquons la peine de mort; voilà le tribunal.

Il y a cependant plus de logique qu'on ne croit dans les idées de Robespierre. Cet ami de la liberté s'est vu obligé de faire, à la convention même, l'apologie du 2 août, de ce jugement prévôtal, mais juste, que la France exigeoit. Il ne voudroit point qu'il y eût de différence entre ces lâches conspirateurs & leur respectable chef : c'est la nation qui, dédaignant toutes les formes judiciaires, a prononcé la peine de mort contre les dévotionnaires; c'est la nation qui devoit, selon lui, la même chose à la personne de ses représentans, condamner de la même manière le chef de tous les traîtres; mais Ro-

bespierre oublie que l'approche des Prussiens légitimoit cette justice expéditive & ce défaut de formes ; au lieu qu'aujourd'hui nous jouissons de la paix , & nous dirions presque d'une paix trop grande , car c'est au sein du calme & de la tranquillité que pullulent & se montrent les perfides ennemis de la liberté , comme ces insectes qui se cachent pendant l'orage , & qui étendent leurs toiles aux rayons du soleil.

Par ce décret dont nous nous plaig-ons , les patriotes ont cependant remporté une sorte de victoire ; ils n'auront plus désormais les oreilles rebatrues des raisons tirées de la prétendue inviolabilité du ci-devant roi , qui feuillantisoient un grand nombre de têtes. Puisque le roi est déclaré jugeable , il n'est donc plus regardé comme inviolable : nous ne ferons donc plus condamnés à entendre c'tte absurdité constitutionnelle.

Voilà désormais toutes les séances consacrées , en partie , au jugement de Louis XVI , & voilà la convention qui , comme à son ordinaire , chemine au hasard : elle vient déjà de nous en donner des preuves mardi dernier. Buzot demande que quiconque proposeroit de rétablir la royauté sous quelque nom que ce soit , fût puni de mort. D'abord c'est être très-maladroit que de supposer que quelqu'un pût faire une pareille proposition ; car personne , sans doute , ne la hasarderait , à moins que d'être sûr de la connivence & du royalisme intérieur de l'assemblée où seroit faite cette proposition. Or , comment supposer que la majorité d'une assemblée quelconque pût être royaliste , sans faire outrage à toute la nation ? Mais cette supposition accordée , cet outrage très-gratuit une fois fait au peuple français , pouvoit-on , en suivant les principes , renouveler cette mauvaise loi prise d'Athènes ? D'abord les Athéniens avoient accepté leur constitution , & nous n'avons pas même sanctionné l'abolition de la royauté. Outre cela , il est permis à un peuple même de délirer , s'il le veut ; & sous prétexte de l'empêcher de délirer , on ne doit pas l'empêcher d'exercer ses droits primitifs & de s'occuper de la révision , de l'examen , de la critique de sa constitution : autrement , c'est le museler à plaisir. Merlin le sentit ; il vouloit qu'on laissât du moins le droit de parler même de la royauté en assemblée primaire , où siège le souverain. Cette proposition fut un scandale pour la convention , peu forte en principes : elle n'étoit cepen-

une maladresse encore plus évidente, si l'on veut, de Buzot ; & tout le parti ennemi des Jacobins ne peut pas de dire qu'ils étoient des royalistes cachés , Merlin en étoit la preuve , & qu'il avoit trahi leur

un tout homme qui n'est pas dépourvu de sens , les pièces lues sur le procès du roi depuis l'ins- on de notre assemblée conventionale , & sur-tout nières , prouvent jusqu'à l'évidence que la royauté plus grand des malheurs pour un peuple , & que XVI est le plus grand des scélérats. Elles contiennent l'aveu signé de sa main , que s'il eût recouvré son aine autorité , il auroit rétabli l'ancien régime ; elles ent jusqu'à l'évidence qu'il faisoit marcher deux sors à la fois ; l'un sanguinaire & visiblement hostile , soit à livrer la France à ses ennemis extérieurs , Prusse & à l'Autriche. L'autre moins violent & plus peur semoient secret la corruption dans tout ire , dénaturait l'opinion , entretenoit par-tout des ains , des orateurs , des applaudisseurs à gage. Tels les bienfaits de la royauté constitutionnelle. Certes, pas à craindre qu'après des preuves aussi authen- des dangers affreux qu'elle entraîne , on soit tenté is dans aucune assemblée , de parler en faveur des

ussi-tôt après la lecture de ces pièces nouvelles , les écrites , les autres apostillées de la main de Louis XVI , qu'on la convention n'at-elle pas enfin abordé ce grand es ? Qui a pu la retenir ? N'étoit-elle pas entourée de ns de lumières , qui jetoient sur cette affaire le plus id jour. Mais non , elle a encore divagué sans savoir quel i prendre. Elle ne voyoit comment sortir du labyrinthe lle étoit entrée en se déclarant juges du roi. Elle avoit b tous les degrés de juridiction par lesquels , la loi , fois humaine & sévère , conduit un accusé. Elle it rejeté le décret d'accusation. Pétion s'y étoit op- b par d'autres motifs que Robespierre , & n'avoit mieux raisonné que lui. Le décret d'accusation , di- il , suppose le renvoi du jugement à un tribunal quel- que. Cela est vrai : & pourquoi Pétion proposoit-il ainsi : la convention jugeât ? Les tribunaux , ajouta l'ora- r , ne doivent juger qu'en appliquant la loi écrite , or code pénal ne s'applique point au ci-devant roi. Voilà

une assertion très-fausse , comme nous l'avons déjà prouvé plusieurs fois. La constitution ne défend pas de le juger , puisqu'il n'est plus roi. Le codé pénal le condamneroit à perdre mille fois la tête ; s'il pouvoit être justicié pour chacun de ces crimes , vous pouviez-donc , & par conséquent vous deviez le renvoyer à un tribunal. Il ne s'agit pas , quoi qu'en dise Pétion , de prononcer d'après des moyens tirés du droit naturel & du droit politique , mais d'après des loix positives. Autrement vous feriez une loi exprès pour un particulier , ce que la raison éternelle vous défend ; vous seriez à la fois juge & partie. Car nous le répétons : tous ne doivent pas faire une loi pour un seul.

La convention a donc ajourné encore au lendemain cette discussion vague & indécise. Le lendemain , c'est-à-dire le jeudi , la discussion a pris un caractère plus imposant & plus ferme , elle a eu un but marqué ; plusieurs projets de décret furent présentés ; & la convention accorda la priorité au projet de Quinette ; « 1°. la commission des 24 , ses comités de législation & de sûreté générale , nommeront chacun trois membres qui se réuniront à la commission des 12. 2°. Cette commission de 21 membre présentera lundi prochain l'acte énonciatif des crimes dont Louis Capet est accusé ; elle mettra dans un ordre convenable , toutes les pièces à l'appui de cet acte. 3°. La commission présentera en outre la série des questions à faire à Louis Capet dans la séance de mardi matin. 4°. La convention discutera dans la séance de samedi , l'acte énonciatif de ses crimes. 5°. Le lendemain Louis Capet sera traduit à la barre de la convention nationale , pour en entendre lecture , & répondra aux questions qui lui seront faites seulement par l'organe du président. 6°. Copie de l'acte énonciatif & de la série des questions sera remise à Louis Capet , & le président l'ajournera à deux jours , pour être entendu définitivement. 7°. Le lendemain de cette dernière comparution à la barre , la convention prononcera sur le sort de Louis Capet , par appel nominal , & à la tribune. 8°. La convention nationale charge le pouvoir exécutif , sous sa responsabilité , de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté générale pendant tout le cours du jugement de Louis Capet. »

Cette comparution de Capet à la barre seroit bonne , si elle servoit de préliminaire au jugement. Ce seroit comme l'interrogatoire fait par le directeur du juré d'accusation.

Mais

se borner à mander Louis XVI comme Charles pré-
 qui même parut trois fois devant ses juges , n'ad-
 aucune distinction de juri , ne reconnoître qu'une
 instance , qu'un seul & unique tribunal , ne suivre
 des formes , aucun des usages établis aujourd'hui
 nous , comme la sauve-garde de la liberté & de l'hu-
 , entendre le prévenu deux fois , lui laisser à pein-
 s de nommer ses complices , brusquer l'affaire après
 perdu deux mois à des questions oiseuses , étran-
 voilà ce qui a droit de surprendre , de faire crier
 justice.

Arrivera-t-il de cette effrayante précipitation. Les
 illans diront qu'on n'avoit pas d'assez grands crimes
 ocher à Louis , qu'il a fallu emporter d'assaut le décret
 condamne , que pour saisir l'occasion favorable , on
 édié entièrement ce procès immense en trois jours ,
 oins de tems qu'on ne peut vider la plus petite
 ; qu'on n'a pas même accordé à Louis XVI un
 leur officieux , qu'on ne lui a laissé que deux jours
 répondre à des faits , des inculpations multipliées ;
 , que dans ce procès on a violé toutes les formes
 utes les loix. Qu'aurons-nous à répondre ?

ur nous , quelques formes qu'on emploie , quand
 verrons tomber sur l'échafaud la tête de ce par-
 nous dirons : Louis fut un tyran & son trépas
 juste. Mais nous ne cesserons de répéter néanmoins ,
 la condamnation projetée , quoique juste & méritée
 elle-même , est illégale dans les formes , que ce n'est
 ainsi qu'on prononce sur la vie d'un homme ; que
 étant un homme comme un autre , a droit , même
 pourant , à la protection des loix ; qu'il ne doit être
 olé que d'après les formes qu'elles prescrivent ; que
 complices ont joui de cet avantage ; & que s'il de-
 appartenir à quelqu'un , ce seroit sur-tout à lui
 e que sa cause est celle de tous les rois , qu'elle in-
 le tous les peuples , qu'il faut que les nations les
 as clairvoyantes , soient convaincues de la légitimité
 à mort , & qu'il ne puisse s'élever aucun doute à cet
 d. Son procès doit être public , détaillé & instruit
 : tous les délais , toutes les gradations usitées pour les
 es individus. Il ne faut pas se contenter de faire pas-
 le coupable devant ses juges.

Qu'en suite son jugement soit exécuté , non point des-
 t son ci-devant palais , comme celui de Charles I ,
 178. Tome 14.

non pas dans la place trop étranglée du Carrousel, mais dans un lieu qui puisse contenir un peuple immense, & pour ainsi dire, les députations de tous les départemens de la république ; le champ de Mars, par exemple, en face de cet autel de la patrie, témoin de ses parjures. Chaque Français a eu le droit au dix août de lui jeter une pierre, de lui tirer un coup de fusil ; aujourd'hui qu'on a voulu remettre aux loix le soin de la vengeance générale, nous avons tous le droit de le voir, de le contempler à notre aise, lorsque le fer de la loi tranchera ses jours.

Et toi, peuple de Paris, toi qu'on cherche tant à caïomnier, toi que l'on désire de trouver sans cesse coupable, crains deux écueils où veulent te précipiter tes ennemis ; ils t'attaquent de tous les côtés & en sens contraire : car que leur importe de se contredire, d'être perpétuellement en opposition avec eux-mêmes, pourvu qu'ils fassent le mal & qu'ils avilissent les meilleurs amis de la liberté, ainsi que la cause des nations ?

Oui, deux projets existent, & l'exécution de l'un des deux deviendrait pour Paris un opprobre éternel. D'un côté, on tente de soulever la haine & l'indignation de quelques hommes contre le prisonnier du Temple, de les porter à quelque excès, de les engager à prévenir le cours de la justice ; & à souiller leurs mains du sang de Louis XVI : alors, si ce monstre tomboit sous le couteau des assassins, & non pas sous le fer du bourreau, tous ses lâches partisans le regarderoient comme innocenté par ce crime, le révéreroient comme un martyr ; ils diroient : La précipitation avec laquelle la convention nationale vouloit expédier ce procès, n'a pas contenté la rage du peuple de Paris ; ce peuple féroce a soif de sang ; ses fêtes sont des massacres ; il lui falloit celui du roi ; il n'a pu même attendre une vengeance peu tardive ; il n'a pu se résoudre à être simple spectateur de cette mort ; il a fallu, qu'avant le temps, il fit lui-même l'office de bourreau. Peuple de Paris, il n'est pas besoin, sans doute, de te rappeler à tes devoirs & à ta dignité ; tu sais qu'il faut attendre le jugement du traître avec calme & avec sang-froid ; il a violé toutes les loix, & c'est par ces mêmes loix qu'il doit être frappé ; ce sont les aristocrates, ce sont tes ennemis seuls qui pourroient porter les mains sur lui. Au moindre mouvement qui se fera, arrête les perfides, déjoue leurs complots ; tâche

existe dans ce procès quelque illégalité ; on ne reprocher qu'à la convention.

On craint en même-temps de tomber dans un autre. Si l'on ne peut s'engager à quelque violence, on craint, & l'on y travaille même déjà depuis long-temps ; on cherchera à l'apitoyer sur son sort, à représenter Louis comme plus malheureux que coupable ; ils iront à demander, à solliciter, à exiger peut-être. On fait bien que de tels conseils ne pourront servir un grand nombre de dupes, que presque tous les cœurs seront fermés à la pitié, quand il s'agira de la mort de l'assassin de plus de deux cent mille Français, d'autant d'étrangers au moins ; de l'auteur & de l'exécuteur de tous les attentats ; du monstre qui a égorgé également & les amis & les ennemis ; mais on ne peut nier un grand avantage de quelques sentimens de pitié : alors on diroit que les Français eux-mêmes ont prouvé cette mort ; l'indignation retomberoit sur les tyrans du peuple ; la liberté seroit entachée, & qui sait si l'on ne se hâteroit pas de profiter de cette faiblesse pour le soustraire au glaive de la loi, pour l'égorger par des assassins soudoyés ? car souvent les complots de nos ennemis se tiennent & se lient, même qu'ils paroissent se contredire & se heurter.

Paris, sois toujours semblable à toi. De quatre mois, Louis est au Temple ; tu l'as respecté en prison ; ta haine & ton courroux ont su se contenir ; tu n'as demandé sa tête qu'à la loi ; reste toujours impassible comme elle ; ta gloire en dépend ; & c'est beaucoup plus pour toi, la justice l'exige : & dans ce champ de la Fédération, où il prononce un serment que son cœur démentoit, dans ce même lieu où il fit égorger les patriotes au nom de la loi, la loi se vengera ; & à la face de l'univers, sous les yeux de la justice seule, il expiera tous ses for-

Exhumation prochaine de Gabriel Mirabeau.

On dit que les peuples libres sont ingrats : ce n'est pas défaut ; le contraire est bien plutôt notre fait. Nous pressons toujours trop, en sorte que nous sommes obligés de revenir sur nos pas & de reprendre nos coups. Les peuples de la Grèce étoient travaillés de la même manie ; ils dressèrent une fois à un de leurs rois,

dont le nom nous échappe , autant de statues qu'il y a de jours dans l'an ; mais chaque jour en vit tomber une : au bout de l'année , le monarque non-seulement n'eut plus de statues , mais même il fut chassé du trône.

Quatre bustes ont été inaugurés à la maison commune de Paris ; pas un n'est resté debout , & les quatre demi-dieux survivent en ce moment à leur apothéose. Necker & Lafayette ont évité , par la fuite , un châtimement mieux motivé que les honneurs qu'on leur avoit si inconsciemment décernés. Sylvain Bailly n'échappe au mépris qu'en se faisant oublier , & Louis XVI ne tardera pas à expier sur l'échafaud l'indigne abus qu'il a fait du titre auguste de restaurateur de la liberté française , que de lâches représentans d'une nation trop généreuse avoient prostitué à sa personne.

Les Romains , dans leur bon temps , au siècle de leurs mœurs véritablement républicaines , accordoient les honneurs du triomphe au défenseur heureux de la patrie , revenant chargé de trophées , & traînant à sa suite plusieurs rois aux fers. Ce ne fut que quand ils cessèrent d'être libres , quand ils eurent subi le joug des empereurs , qu'ils introduisirent l'usage antique des apothéoses , à la mort de leurs tyrans couronnés , mâles ou femelles , & quelquefois de leur vivant.

Nous commençons par où ils ont fini ; prenons-y garde ; défilons - nous de notre penchant si ce n'est à une sorte d'adulation , du moins à une reconnaissance précipitée & sans bornes ; imitons plutôt en cela Rome moderne ou la sainte ; elle suit une méthode beaucoup plus sage dans ses canonisations ; le motif n'en est peut-être pas très-pur : n'importe. Ce n'est qu'après cent ans & un jour , qu'elle ouvre les portes du ciel aux dévots personnages qui l'ont édifiée sur la terre. Si nous avions eu cette prudente circonspection , nous n'en serions pas aujourd'hui à la nécessité de voiler la statue de Mirabeau dans la salle de la convention , de briser son buste dans celle du club des Jacobins , & de faire subir à sa cendre déposée solennellement au Panthéon , une espèce de procédure criminelle qu'il convenoit mieux d'entamer de son vivant , ou tout de suite après son trépas.

Il est infiniment désagréable pour nous , & de bien mauvais effet aux yeux de l'Europe attentive à nos plus petits mouvemens , d'être obligés de chanter ainsi nous-même la palinodie , & d'exhumer celui qui le premier , chez nous , obtint les honneurs d'un deuil public & d'une

pompe funèbre aux frais de l'état. On ne manquera pas de dire de nous :

Le voilà donc ce peuple qui fait tant de bruit , qui inspire tant de terreur aux rois , & vers lequel toutes les nations ensemble tendent les bras comme à leur sauveur ; il est tout aussi inconsideré depuis sa révolution qu'auparavant. Comment pourroit-on compter sur lui ? Il élève des statues qu'il faut qu'il abatte deux ans après ; il proclame restaurateur de la liberté & premier roi d'un état libre ce même Louis XVI dont il se dispose , trois ans après , à faire tomber la tête coupable ; & le même homme dont il a déposé au Panthéon la cendre , toute chaude encore , est reconnu aujourd'hui pour un traître qui se jouoit de la patrie.

Nations voisines , rendez plus de justice au peuple français. Jusqu'à présent on lui a presque toujours forcé la main. Cette translation subite des cendres de Mirabeau au Panthéon ne fut point le résultat de l'opinion générale , qu'on ne consulta point. Tout en convenant de quelques services plus brillans que solides , rendus par Mirabeau à la révolution , la partie saine du public désavoua les honneurs , tout au moins précoces , que des mains intéressées lui décernèrent au nom de tous. Les patriotes sages disoient : Non , il n'est pas possible qu'un être aussi immoral soit un grand homme & un citoyen digne de l'éloge de la France reconnoissante. Le bien qu'il a pu faire , ne doit pas lui être imputé ; ce n'étoit qu'un acheminement pour parvenir plus vite , & en toute sécurité , au mal qu'il méditoit. La multitude accourue sur le passage du cortège funèbre , éprouvoit un mélange pénible de sentimens difficiles à concilier. Le peuple avoit beaucoup entendu venter l'esprit & les talens de Mirabeau ; mais en même-temps on lui avoit dit aussi que ce corps ombragé de cyprès honorables , avoit renfermé une ame cadavéreuse & un cœur vendu ; il auroit voulu pouvoir séparer ce qu'il y avoit de louable dans cet individu trop fameux , qui toute sa vie occupa le devant de la scène , & se donna en spectacle jusque sur le bord de son cercueil. Le peuple l'eût mis en pièces , s'il eût été certain que la cour avoit plus de raison que lui de plurer la perte de cet homme à deux rôles ; s'il eût su que le défunt avoit gagné son apothéose , en prononçant sur son lit de mort un arrêt de proscription contre les plus ardens défenseurs du peuple , désignés par lui sous le titre de *factieux*.

Mais hélas ! le peuple ne fait rien ; on lui fait un my-
 tère de tout ; & ses représentans les plus estimables
 l'avaient que quand ils sont interpellés. J. Pétion at-
 le 5 décembre 1792 pour déclarer ce qu'il connoiss-
 de Mirabeau ! « Seul de l'assemblée constituante, dit-
 aujourd'hui, j'ai refusé d'aller à ses funérailles & de por-
 son deuil : j'avois toujours professé le plus profond
 pris pour Mirabeau. » Sage Pétion, dès ces temps
 vous étiez donc instruit de ce plan de contre-révolut-
 que le hasard vient de nous découvrir au château
 Tuileries, & dont vous venez de confirmer l'existence,
 sommé par Camille Desmoulins ? Et vous n'êtes point
 monté à la tribune de l'assemblée constituante, pour
 moins faire ajourner l'apothéose dont un évêque d'Au-
 & conforts pressioient le décret ! Le jour des funérailles
 de cet homme immoral qui surprenoit à la nation un
 hommage réservé aux hommes vertueux, vous n'avez point
 fait afficher, distribuer & répandre jusque sur le cer-
 cet avis ! Citoyens, arrêtez ! reprenez votre encens, &
 gardez-le pour de meilleurs patriotes : laissez Lafayette
 & la cour pleurer Mirabeau ; ils perdent plus que nous
 à son trépas. Je vous dénonce ce législateur vendu au
 plus offrant. Il trahissoit la cause du peuple ; il avoit des
 intelligences intimes & secrètes avec la cour ; il fit plus
 d'un voyage mystérieux à Saint-Cloud. Il existe de lui,
 écrit de sa main, un plan de contre-révolution. Son dessein
 étoit de conduire le roi à Rome. Talon, le lieutenant-
 civil, Talon & le ministre Laporte le recommandoient
 au roi comme le seul homme capable de le servir effi-
 cacement, & tout disposé à le faire, pourvu qu'on lui
 assurât un traitement proportionné aux services qu'il peut
 rendre. Je fais que déjà il a reçu 48,000 liv. & pris en
 conséquence l'engagement de diriger l'opinion des départe-
 mens : déjà même il en a fait l'essai sur quelques-uns
 de nos jeunes écrivains qu'il admet à sa familiarité.

Sage Pétion, & vous attendez que l'un de ces écri-
 vains, Camille, vous somme de révéler ces turpitudes !
 Oh ! que le peuple est mal servi par ses représentans !
 Et faut-il s'étonner s'il manque de confiance en eux ?

Les uns, comme Merlin, parlent trop ; les autres
 parlent pas assez, & font d'une circonspection qui de-
 génère en foiblesse, & touche à la lâcheté. Oui, Pétion
 vous méritiez d'être censuré par la convention, pour avoir
 gardé un silence coupable à la mort de Mirabeau.

tantisme, si hors de saison, est une tache que vous ne pouvez pas effacer. Ce n'est pas ainsi qu'on sert le public. Vous n'êtes point à la hauteur du rôle dont on vous a revêtu; de petites considérations enchaînent votre pensée. Pétion, vous avez démérité la patrie.

En, grace au hasard, nous avons des preuves manifestes de la trahison de Gabriel Mirabeau, & il nous faut un moyen de nous faire pardonner l'hommage hâtif que nous avons décerné à ses cendres; c'est de les rendre parents, pour être réunies à celles du frère, moins parents pour nous que son aîné.

Quel eût dû s'abstenir de parler dans cette discussion juge & partie: mais le plaisir de faire de l'esprit l'emporta sur sa raison. Il fallut bien qu'il dit aussi, selon lui, Mirabeau ne se seroit jamais douté qu'on lui feroit dans sa tombe pour y flétrir sa cendre. Mirabeau avoit trop d'expérience pour croire que le temps couvrirait pas un jour la vérité sur son compte; l'avenir ne l'inquiétoit pas plus que le passé; le présent seul l'occupoit; & il faut convenir qu'il en tira quelque chose de merveilleux. P. Manuel ajouta que pour le moment il falloit se contenter de mettre sa mémoire en état de discussion. Cette jolie chute de phrase prévalut & obtint un ajournement à la sentence votée contre les mânes de Mirabeau. On crut devoir s'en tenir à couvrir d'un voile l'image de cette divinité placée au-dessous de la

Jacobins n'ont point gardé les mêmes ménagemens: la pierre vota pour que le buste de Mirabeau fût enlevé sur le champ, & il le fut. On fit une remarque sur cet objet; c'étoit que ce fut sur la motion de Robespierre que Mirabeau obtint les honneurs du Panthéon; on en tire une conclusion peu favorable au motionneur. Nous, jusqu'à ce que Robespierre ait répondu à l'accusation, nous le rangerons à côté de Pétion & de Danton, & nous dirons, avec notre impartialité ordinaire, d'après ces incidens, apprenez à compter sur les choses & les principes que sur les personnes & leurs passions.

Quant aux cendres de Mirabeau, elles ne peuvent rester au Panthéon. Lorsqu'on aura satisfait aux vœux d'un jugement à leur égard, notre avis est de les enlever avec un appareil égal à celui qui les accom-

pagna lors de leur admission dans le temple de la patrie. Il faut imprimer un grand caractère de moralité à ce cérémonial affligeant, mais nécessaire, & donner un exemple éclatant de justice & d'impartialité. Qu'une loi soit portée à l'instant, & gravée sur les parois extérieures du Panthéon, par laquelle ce sanctuaire demeurera fermé, même aux plus grands hommes, pendant l'espace de cinquante années, à dater de leur mort; à l'exception pourtant des héros de la trempe de Beaurepaire, dont le dévouement sublime peut compter d'avance sur la sanction de la postérité.

Considérations sur l'aggrandissement de la France.

Lorsque la convention, par un mouvement unanime & sans discussion préalable, fit tout-à-coup de la Savoie un quatre-vingt-quatrième département, persuadés que cette réunion étoit juste & même nécessaire, nous ne nous permîmes aucune réflexion sur la précipitation avec laquelle elle avoit été opérée, sur ces mouvemens subits & irrésolus auxquels une assemblée de représentans ne peut jamais s'abandonner, sans exposer la chose publique à tous les malheurs qui ont suivi la liste civile, les domaines royaux, &c. décrétés ainsi par acclamation. Nous aurions pu dire que Grégoire n'avoit fait qu'effleurer cette grande & importante question, qu'il n'avoit pas digéré son sujet, qu'il avoit plus cherché à montrer de l'esprit que de la profondeur, à obtenir, par un travail facile, des applaudissemens passagers, plutôt qu'à opérer une conviction profonde, plutôt qu'à nous prémunir contre l'ambitieuse manie de s'agrandir.

Des députés de la Belgique viennent prier la nation française de n'accéder à aucun traité, à moins que la liberté de la république belge ne soit reconnue, & l'ordre du jour, mal-adroitement adopté par la convention, semble leur dire: incorporez-vous avec nous, & vous n'aurez rien à craindre. Cusine fils a écrit au président que les Mayençais demandent à former un quatre-vingt-cinquième département, qu'ils sont jaloux des Savoisiens, & cette nouvelle est applaudie avec transport. Tout cela nous fait craindre que la convention n'ait l'ambition de reculer trop loin nos limites; il importe de montrer jusqu'à quel point la république peut s'étendre sans courir de risque, comme aussi à quel danger on s'exposeroit en outre-passant les bornes prescrites par la nature & par la raison. C'est

une idée bien touchante & bien philanthropique que celle de la république universelle, elle naît que dans une ame sensible. Mais cette douce rêverie d'un homme de bien est impossible à réaliser ; on ne pourra pas plus réduire tous les peuples à un seul gouvernement, que toutes les langues à une seule langue ; sans doute tous les hommes sont frères entre eux ; mais en ignorant leur origine & leur destination, ils ne forment qu'une seule & unique famille. Mais comme les nations, en s'étendant, sont forcées de se diviser & de se séparer, & de faire bande à part, de même les divisions, qui ne sont que des parties de la grande nation, sont obligées de faire des états particuliers ; les habitudes diverses sont même pour ces grands peuples des obstacles du genre humain des causes irrésistibles qui offrent pas les petites ramifications de la société, en général, ont les mêmes goûts, les mêmes mœurs, les mêmes sentimens, pour ainsi dire, avoir été jetées dans le même moule.

Si loin que tout l'univers pût se fondre dans une seule république, l'Europe, la moitié, le quart même de l'Europe seroit trop vaste pour être soumise aux mêmes lois ; nous ne dirons pas, comme Grégoire, qu'une république aussi étendue seroit exposée à des révolutions violentes, à des bouleversemens entiers & généraux ; croyons au contraire qu'un état libre seroit d'autant plus garanti des chocs intérieurs, qu'il auroit plus de face. Les factieux n'ont pas beau jeu dans un pays libre, la commotion ne s'y propage pas facilement. L'exemple de Rome, qu'il cite en sa faveur, combat en fait son système. Rome, dans tout l'empire romain, n'avoit que les fonctions de souveraineté ; seule elle étoit toute la république ; elle étoit capitale, ou plutôt une tête sans corps & sans bras. Les autres villes & provinces n'ayant aucun droit politique, devoient nécessairement songer à secouer le joug, & se prêter, dans l'espérance, aux vœux des diverses factions qui s'élevaient ; mais une république où par-tout le peuple seroit libre & souverain, opposeroit aux mécontents & aux factieux un front inébranlable ; le peuple n'auroit aucun motif pour embrasser des partis ; ce ne seroit point obtenir la liberté & l'égalité, puisqu'il l'auroit dé-

jà , & puisqu'un peuple vraiment libre ne manque jamais de lumières.

Mais trois raisons bien puissantes commandent à tout peuple sage de ne point faire des adoptions trop nombreuses , de ne point se mêler , se croiser avec un trop grand nombre d'autres peuples : la première est l'impossibilité de rencontrer dans les peuples nouvellement adoptés les mêmes idées de liberté & de républicanisme ; la seconde , l'impossibilité de les atteindre par les mêmes loix ; la troisième , la difficulté de donner au pouvoir exécutif assez de ressort & d'élasticité pour qu'il puisse agir également & à la fois sur toutes les parties de l'empire.

Nous nous rappelons avec quelle peine notre révolution s'est trainée vers la perfection à laquelle elle est encore bien loin d'atteindre , combien d'idées nous avons dû rejeter loin de nous & oublier , avec quelle lenteur les vérités les plus simples , les principes éternels & sacrés des droits de l'homme se sont mis à la place de nos préjugés tyranniques ! Quelle lutte nous avons eu à soutenir contre le despotisme & l'ignorance poussés dans leurs derniers retranchemens dont ils ne sont pas encore entièrement chassés ; nos idées ne se sont formées , classées que peu à peu. Il fut un temps , avant la fuite de Louis-le-Traître , où c'eût été un blasphème que de demander la république. Le passage constitutionnel étoit même nécessaire à nos esprits encore dans les langes. La liberté est un aliment difficile à digérer , & nous étions trop foibles pour nous en nourrir. Qui nous eût présenté une constitution parfaite , nous eût peut-être exposés à des tiraillemens beaucoup plus forts , & à des malheurs plus grands que nous n'en avons éprouvés ; tout se fait successivement & progressivement dans la nature ; le printemps ne mûrit pas les fruits , il laisse à l'été le soin de les développer , & à l'automne celui de les imprégner de sucs nourriciers. Le philosophe suit de l'œil ces progrès , & ne travaille point à les déranger.

Si après leur naissance à la liberté les peuples éprouvent une sorte d'enfance , s'il faut , pour arriver à la plénitude de cette liberté , qu'ils passent par tous les degrés de l'adolescence , il suit de là qu'il ne peut pas y avoir entre eux plus de société & d'égalité qu'entre des enfans & des adolescens , qu'entre des adultes & des hommes

Les idées de ces trois âges sont absolument différentes ; à peine admettent-elles quelque compatibilité. Le jeune homme ne peut s'associer avec l'homme mûr ; il voit toute autre manière , leurs goûts sont tout-à-fait différents , leurs pensées , leurs habitudes : de même les peuples , l'un ne sera pas encore intérieurement débarrassé des chaînes de la superstition , il lui faudra un culte & un privilège ; l'autre aimera à avoir des rois. Une foule de détails pourroient diviser d'opinions des peuples qu'on voudroit s'amalgamer & s'unir.

On dira-t-on , cet inconvénient est nul puisqu'on ne peut que les deux peuples se desirer et s'accepter. Il n'est pas que dans cette espèce de mariage politique , les conjoints paroissent être bien assortis , se conforment l'un à l'autre ; leur caractère semble sympathiser.

Ces premiers momens où l'amour de la liberté les porte , où leur attachement réciproque se présente sous les formes les plus douces & les plus aimables , on suppose aucune diversité d'humeur , aucune méfiance ; mais gare que l'enthousiasme étant refroidi , on reconnoisse la ligne de démarcation qui sépareroit les humeurs & les penchans ! Le moment d'effervescence une fois passé , le charme de la nouveauté une fois détruit , on est étonné souvent de retrouver dans son cœur ses vieilles idées , ses anciennes habitudes , tous ses préjugés politiques & pratiques. Ne composez pas une nation d'éléments hétérogènes qui n'auroient pas pu fermenter ensemble , laborer dans leur fusion commune. Plus on adoptera des principes nouveaux , & moins il y aura d'esprit public , & il y aura d'ensemble & d'unité.

Laissions néanmoins , pour un instant , la possibilité de faire marcher les peuples anciens & nouveaux d'un pas égal dans la carrière de la liberté. S'ils ont tous le même gouvernement , ils doivent être tous astreints aux mêmes lois réglementaires & de détails ; & pour cela , il faudra que tous les peuples , englobés dans un seul , partent au même point de civilisation & d'industrie commerciale. Mais à quoi serviroient la plupart de vos lois réglementaires chez un peuple uniquement agriculteur , comme les Suisses , par exemple ? Vous les engagerez au commerce : est-ce un grand service à leur rendre que de leur faire troquer leurs vertus contre des marchandises étrangères ? Et voilà ce que Grégoire auroit dû exa-

miner à l'égard des Allobroges. Mais enfin ceux-ci y consentoient ; & le commerce, avec la liberté, vaut mieux sans doute que le despotisme sans commerce : mais les peuples à qui la nature défend, comme aux Suisses, d'exporter, les peuples qu'elle a enfermés entre de hautes montagnes, pourront-ils s'adonner au commerce qui demande de larges fleuves, des chemins plats, une surface unie ? La plupart de vos loix seront donc inutiles pour eux. Leur laisserez-vous, comme à vos colonies, le droit de se gouverner eux-mêmes ? Ce seroit en faire une autre république.

Le rapporteur a développé la troisième raison, & nous ne pouvons faire mieux que d'extraire ce morceau de son rapport.

« L'énergie du gouvernement s'atténue lorsqu'elle agit à grande distance. Plus une corde s'étend, plus elle décrit la courbe, image sensible d'un trop vaste empire où le lien social se relâche, & dont les ressorts se détendent. Ainsi, quoique le mouvement imprimé soit un dans ses principes, sa direction se ramifie à l'infini ».

Ajoutez à cela que dans des dangers imprévus, soit de la part des ennemis du dehors, soit dans des crises physiques, dans des momens de disette ou de perte, le pouvoir exécutif placé au centre ne pourra pas envoyer promptement des secours, adresser rapidement des remèdes ou des avis. Confiez-vous dans ces extrêmes frontières toute l'autorité provisoire à quelques mains supposées habiles ? Mais c'est établir des espèces de vicerois, c'est rompre l'équilibre des pouvoirs, détruire l'unité républicaine.

Pour savoir quels sont les peuples qui peuvent se confondre en une seule république, il faut examiner quels sont ceux qui parlent le même idiome, qui ont les mêmes idées sur les grands objets politiques, qui ont les mêmes mœurs & les mêmes habitudes : tous ceux qui ont entre eux des différences trop marquées doivent rester isolés. Mais s'il étoit vrai, comme l'ont cru avec peu de raison quelques voyageurs, que tous les peuples modernes eussent la même figure & le même caractère, (Notez que les voyageurs n'observoient guère le progrès des lumières politiques) s'il arrivoit, par exemple, que toute l'Europe parlât français ce ne seroit sûre-

point une raison pour elle de se réunir à la république naissante. La nature , cette sage mère , a indiqué aux hommes des bornes éternelles que tout l'art des tyrans n'osera jamais ébranler ; ce sont les fleuves & les montagnes. C'est dans ces magnifiques bordures qu'elle nous a ainsi dire , encadré les nations ; c'est dans ces limites naturelles qu'elle a marqué & circonscrit les différents climats ainsi que les différentes habitudes auxquelles nous devons notre naissance. Tous ceux qui ont franchi ces bornes en ont été punis. Les Germains , nos aïeux , entre le Rhin & la Seine , s'avancèrent vers le nord ; ils y trouvèrent l'esclavage. Les Gaulois , en passant cette dernière rivière , manquèrent aussi à leur destination. Bornés au Sud par la Méditerranée & par les Pyrénées ; à l'Est , par les Alpes & la chaîne de montagnes qui en dépend ; à l'Ouest , par l'Océan ; au Nord , par la Seine , ils eussent pu former la république la plus florissante , opposer à l'ambitieuse cupidité des Romains de solides barrières & leur courage. Ce seroient là aussi les bornes qui nous conviendroient , & dans lesquelles , si nous étions sages , nous devrions nous circoncrire aujourd'hui.

Commencement de révolution en Angleterre.

Les révolutions des états sont en raison composée de l'oppression des gouvernemens & des lumières du peuple. C'étoit sans contredit la nation anglaise qui devoit la première suivre notre exemple , & se mettre en rébellion contre ses oppresseurs. Avant que les Français eussent appris à l'Europe étonnée ce que c'est qu'un homme libre , l'Angleterre avoit déjà fait un pas vers la liberté. Depuis long-temps elle avoit une constitution ; le peuple y étoit représenté dans le parlement ; la justice étoit rendue par jurés ; on y disoit : La majesté du peuple anglais. Qu'étoient-ils , cependant ? de fiers esclaves enchaînés constitutionnellement. Il falloit que la révolution française arrivât pour les en avertir. Hélas ! au 14 août dernier ils étoient encore aussi libres que nous , & aujourd'hui nous leur avons appris à le devenir.

Aujourd'hui , le peuple anglais deviendra libre. Est-il permis d'en douter , puisqu'il veut être notre ami ? Four de-

venir libre , il lui faut une révolution : eh bien ! il la fera ; les symptômes en sont déjà sur tous les visages , & la volonté dans tous les cœurs. En vain Georges & son ministre Pitt veulent conjurer l'orage ; il gronde sur leurs têtes & ne tardera pas deux mois à éclater. Les moyens violens qu'ils emploient ne serviront qu'à hâter l'explosion , & ne feront pas , à coup sûr , rehausser les fonds , qui sont baissés de douze pour cent.

Des sociétés révolutionnaires s'étoient formées à Londres , avec un club central de correspondance qui les lioit entre elles & assuroit le succès de leurs opérations. Des pamphlets vigoureux , lancés dans le public , prépareroient les esprits à la première crise de révolution. Qu'a fait la cour ? elle a fait fermer tous les clubs par la force armée ; elle a défendu de se rassembler , sous peine d'être traité en séditieux ; elle a interdit la faculté d'écrire , en ordonnant aux grands jurés & aux magistrats de faire poursuivre les auteurs de tous ouvrages révolutionnaires (1). Déjà le seul journaliste patriote qu'il y

(1) C'est une chose remarquable que Manuel , qui n'aime pas les rois , dise à Paris pour la convention ce que Georges III dit à Londres : pour lui-même tous deux veulent la poursuite des ouvrages *séditieux* , de leurs auteurs & distributeurs. Nous savions bien qu'il n'y avoit à Londres qu'une franchise d'imprimerie ; mais nous croyions avoir à Paris la liberté de la presse ; nous pensions du moins que Manuel ne seroit pas le premier qui chercheroit à l'entraver. Point du tout : le voilà qui se fait dénonciateur de pamphlets , & qui invoque des moyens répressifs contre la liberté des écrits , & cela à l'occasion d'une feuille qui porte pour titre : *Vous f. . . & vous de nous ? . . . Donnez-nous du pain* , &c. Heureusement que la convention a eu le bon esprit de passer à l'ordre du jour sur sa motion. Nous sommes très - loin assurément d'applaudir à toutes ces productions grossières qui dégoûteroient de la vérité , que souvent elles renferment , si la vérité n'étoit pas toujours bonne à connoître , sous quelque forme qu'elle se présente : mais nous avons fait vingt fois notre profession de foi sur la liberté d'écrire ; elle doit être indéfinie comme la liberté de penser. De même qu'il seroit absurde de décréter contre la liberté de

eût à Londres, Perry, auteur de l'Argus, a été obligé de s'enfuir en France, pour avoir conseillé au peuple de prendre les armes. Déjà beaucoup d'imprimeurs ont été arrêtés, & l'on instruit leurs procès; mais avant de les laisser exécuter, le peuple se souviendra qu'il y a cent mille mousquets dans la tour de Londres....

L'inquisition la plus odieuse s'exerce sur les voyageurs & sur les livres : on veut empêcher la circulation des journaux français; le gouvernement tremble; il voit approcher le moment de la crise, & tâche de l'éloigner; mais tous ses efforts sont vains. L'armement très-actif, commencé sous le prétexte de soutenir les Hollandais, mais en effet dirigé contre les Jacobins de France & d'Angleterre, n'aura pas seulement le temps de s'achever; tout est prêt à Londres & en Ecosse; il ne faut plus qu'une étincelle pour allumer l'incendie; & telle doit être la marche de la révolution anglaise, que la cour aura beau faire résistance ouverte ou prêter le flanc, rien ne peut empêcher cette révolution de s'accomplir; il faut au peuple anglais une représentation nationale, l'exclusion de tous les privilèges, l'abolition de la royauté. Il n'est qu'une manière d'être libre, & la constitution anglaise est un contre-sens en liberté.

Tous les aristocrates anglais conviennent bien que cette *excellenissime* constitution est vicieuse, qu'il y a de grands abus à réformer; mais l'exemple de la France les effraie, ils voudroient endormir le peuple par un rapprochement de ce qu'on appelle les deux partis. Le ministre Pitt, & Fox, chef de l'opposition; qui ne vaut guère mieux que lui, ne sont pas éloignés de ce raccommodement : s'il avoit le malheur de s'effectuer, & qu'on

penfer, de même on ne peut faire aucune bonne loi contre la liberté d'écrire. Nous savons que cette liberté entraîne quelques abus; mais une loi répressive en auroit mille fois davantage, elle ouvreroit la porte à l'arbitraire. N'est-il pas étrange d'entendre le député Gorsas qualifier de libelle le pamphlet *Donnez-nous du pain*, & déclamer contre les provocateurs au meurtre, lui qui, dans son Courrier, imprime en toutes lettres, à l'occasion de Marat : *Ce seroit une bonne œuvre de délivrer la terre de ce monstre.*

s'en tint là , on réformeroit effectivement quelques abus , on réduiroit quelques pensions , on donneroit une représentation à telle ou telle grande ville qui n'est pas représentée au parlement , & l'on diminueroit celle de tel hameau composé de six feux , dont le *seigneur* envoie deux députés , &c. &c. . . & le roi resteroit toujours le maître absolu de la force civile & militaire. Autant vaudroit se contenter de faire les ongles & les cheveux d'un malade qui auroit la gangrène aux viscères.

Non , non , il n'en sera pas ainsi. Si l'Angleterre doit être l'amie , l'alliée de la France , il faut qu'elle soit république comme elle. Il n'est pas de nation en Europe à qui , par ses mœurs & sa position , le régime démocratique soit plus propre. Elle sera donc une république. Après dix-huit siècles d'injustice & de tyrannie , on verra donc deux peuples voisins , que la détestable politique des cours avoit long-temps rendus ennemis , réunis à la fin pour faire triompher sur tout le globe la cause de la liberté , de l'humanité. Français ! quel exemple vous avez donné ! Il est donc vrai que l'arrêt de mort de tous les tyrans est dans l'acte qui vous constitue républicains.

Sur les dépôts faits à la commune.

Le public veut être instruit sur l'état des dépôts faits au comité de surveillance de la commune de Paris dans les journées du 2 & 3 septembre ; il veut connoître la conduite des administrateurs chargés de ces dépôts : rien n'est plus propre à l'éclairer & à lui faire distinguer les honnêtes gens des fripons , que la publication de la pièce suivante , que nous tenons de main sûre , & dont nous garantissons l'authenticité.

Le 21 octobre dernier à sept heures du soir , les commissaires examinateurs des comptes entrèrent au comité de surveillance : leur première demande aux administrateurs de ce comité fut la représentation des registres sur lesquels l'on devoit avoir inscrit les différens dépôts qu'ils avoient reçus ; il n'en existoit aucun. Ils leurs demandèrent ensuite les procès-verbaux détaillant les objets déposés ; ces procès-verbaux furent introuvables , & d'après les administrateurs , il falloit tout bonnement faire un inventaire général des objets déposés , & présumer par le résultat du

l'exactitude des objets représentés en raison
des dépôts.

Il est bon d'observer ici que la répugnance des administrateurs du comité de surveillance faisant présumer aux commissaires examinateurs des opérations très-difficultueuses, ils avoient, la veille de leur transport au comité de surveillance, eu la précaution de faire prendre au conseil national un arrêté dont ils étoient munis, arrêté qui portoit que les commissaires nommés pour vérifier & examiner les comptes du comité de surveillance, ne pourroient accéder à aucunes de ces opérations qu'en présence des bons commissaires & individus dénommés dans les procès-verbaux de saisie, & qu'il seroit procédé à l'examen de chaque dépôt par section, auxquelles les commissaires écrivoient à fur & à mesure que la présence des commissaires saisissans & déposans seroit nécessaire. Cet arrêté & l'exactitude des commissaires à s'y conformer détruisoient entièrement les espérances des malveillans. La présence des commissaires ou individus déposans ne pouvoit nécessiter la connoissance publique des délits, des papiers des scellés & des objets manquans.

En conséquence de l'impossibilité d'entraîner les commissaires hors de leur devoir, & de la nécessité de suivre la marche prescrite par le conseil général, les commissaires convinrent de se trouver le lendemain matin, 22 octobre au comité de surveillance, pour voir dans quels étoient les objets déposés, & quelles seroient les sections auxquelles il conviendrait d'écrire.

Le 22 octobre, l'étonnement des commissaires ne pourroit s'exprimer, lorsqu'ils virent tous les différens objets dans le désordre tel que, pour commencer aucune vérification, ils ont, conjointement avec les membres du comité, employé trois jours à procéder, autant qu'il a été possible, que la mémoire du citoyen Dufort a pu lui servir, au sujet de ces différens dépôts : on calculera de quel avantage peut être la mémoire d'un homme dans une quantité de dépôts aussi considérables.

Enfin, le 25 octobre, la section de Mirabeau & celle de la république, invitées par les commissaires examinateurs à venir reconnoître les dépôts faits au comité de surveillance, provenans, savoir, le premier des saisies faites chez le ci-devant comte d'Artois, le sieur de Polignac, & le sieur Lambertie, consistant en argenterie &

autres effets contenus dans des malles ; sur lesquelles les commissaires de la section avoient apposé des scellés conservatoires , avec d'autant plus de raison que les effets contenus dans quatre malles n'avoient été , par les commissaires saisissans , constatés ni détaillés. Ces scellés trouvés brisés , ce bri de scellés a été constaté dans le rapport des commissaires , comme ayant été fait d'après la déclaration des commissaires de la section Mirabeau , sans la participation & sans la présence d'aucun commissaire de cette section ; aussi s'est-il trouvé manquer une petite boîte dont on ignoroit le contenu , la clef n'ayant pas été remise aux commissaires saisissans. Mais le citoyen Dufort , l'un des administrateurs , a déclaré que les scellés avoient été levés par la commission des vingt-quatre de la convention nationale , lors de son transport à ce comité , pour , d'après le décret de la convention , s'emparer des papiers qui pouvoient être à ce comité , & relatifs à des projets de conspiration , & qu'à l'égard de la boîte en question , il n'en avoit aucune connoissance. On observe , une fois pour toutes , que la presque totalité des dépôts qui ont été faits au comité de surveillance y ont été faits revêtus de scellés , à l'exception de deux ou trois , dont le citoyen Fauchet étoit dépositaire ; & ces scellés se sont trouvés brisés , & à chaque article relatif à cet objet , il a été déclaré aux commissaires examinateurs qu'ils l'avoient été par la commission des 24 de la convention. Cependant , d'après le renseignement pris à la commission des 24 , cette commission n'a levé aucun scellé au comité de surveillance , autres que ceux apposés sur les portes d'entrée ; il faut cependant dire ici qu'en leur présence , ainsi que le constate leur procès verbal , les scellés apposés sur deux malles enfermant de l'argenterie & autres objets précieux appartenans au sieur Coëtlogon , & saisis par le citoyen Va , officier municipal de la section des Lombards , ont été levés par les membres du comité de surveillance , mais que ne s'étant trouvé aucuns papiers de conspiration , ils avoient été réapposés par les deux commissaires de la ville , adjoints à la commission des vingt-quatre. Eh bien ! ces derniers scellés n'ont pas été plus respectés que les autres , car les commissaires examinateurs les ont trouvés brisés , & les administrateurs du comité de surveillance leur ont encore déclaré que ce bri avoit été commis par la commission des vingt-quatre.

Sur le dépôt fait par la section de la république, contenant en argenterie, il s'est trouvé manquer douze fourchettes.

Le troisième dépôt fait à ce comité par des commissaires de la section du Contrat-Social, d'une malle renfermant, entre autres, dix sacs remplis d'argent-écus qui n'avoient été comptés & scellés par ces commissaires. Sur ces sacs, les commissaires examinateurs n'en ont trouvé que neuf, dont les scellés n'ont pas été plus respectés que les autres. Il faut observer ici la déclaration de Dufort, qui dit qu'un de ces sacs s'étant brisé par l'effet du leverement de la malle, il avoit reporté le contenu de dixième sac dans les neuf autres. Du moins eût-on représenté ce sac vide, pour plus de régularité, & de constater que si les neuf autres étoient tout neufs, comme le fait est vrai, ce dixième sac, par extraordinaire, étoit vieux.

Il faut observer aussi que la totalité des fusils & pistolets, en assez grand nombre, constatés dans le cours des différentes reconnoissances de dépôts ont été, d'après la déclaration de Dufort, remis au ministre de la Guerre, (non-pas sans doute pour armer des patriotes, car c'étoient des fusils de chasse, des fusils à vent & spingoles.)

Sur un quatrième dépôt, fait par la section du Louvre, consistant en argenterie, bijoux & autres effets, il s'est trouvé manquer deux couverts, un cuiller à ragoût & une clef à garde d'argent. Ensuite vingt-un doubles louis ont été représentés par 1008 liv. en assignats; de deux montres d'or, l'une a été représentée; quant à l'autre, après laquelle étoit une chaîne, clef & cachet en or, le rapport contient la déclaration du citoyen Dufort, qui dit que le citoyen Sergent s'en est emparé: Il s'est trouvé manquer aussi dix petites boucles en or. Sur un quatrième dépôt d'argenterie fait par la même section, il s'est trouvé manquer deux cuillers à bouche & quatre fourchettes. Viennent ensuite d'autres dépôts dont les dépositaires sont inconnus, & qu'il a fallu constater, du moins sur l'existence.

Après la suite de ces derniers, vient le dépôt de Septeuil, dont on ne fera pas parlé, d'après la connoissance que le public a.

Vient ensuite le dépôt de Coëtlogon, fait par le citoyen

Va, officier-municipal, dont il a été parlé. Il s'est trouvé manquer à ce dépôt un grand cuiller à pot à œil, quatre à ragoût, deux salières, six cuillers à café, une petite cafetière, treize fourchettes & vingt-quatre cuillers, le tout en argent. Plus, cinquante louis en or & 7729 livres six sols en assignats & l'appoint.

De deux autres dépôts faits à ce comité par le même citoyen & le citoyen Laqueulx de la même section, la totalité d'un de ces deux dépôts s'est trouvé manquer ; il consistoit en deux montres d'or, trois paires de bouclés d'argent, une timbale, deux pistolets, une épée à garde d'argent, 69 livres en écus ; & dans les procès-verbaux de saisie de ces deux dépôts faits chez le sieur St. Marc & la dame Dupré, viennent ensuite deux autres dépôts. On doit dire pour l'avantage des dépositaires qu'à l'exception des bris de scellés ces deux dépôts, quoique considérables & précieux se sont tous trouvés en nature.

Voici le moment d'observer que pendant qu'un des commissaires étoit occupé à constater des papiers provenant d'une saisie faite chez l'évêque de Nîmes, et cela dans un bureau boisé du rez-de-chaussée de la mairie, le hasard lui fit découvrir dans un recoin, & derrière des buches, un bonnet de grenadier, dans lequel étoit un rouleau, scellé & cacheté, portant une inscription qui a fait connoître qu'il provenoit d'un sieur Chédeville ; les cachets portoient l'empreinte de la section des Arcis : les commissaires examinateurs n'ont pu savoir ce que contenoit précisément ce paquet, ils en ont respecté les scellés ; néanmoins ils ont aperçu par un des côtés un peu ouvert de ce rouleau des empreintes d'assignats ; le citoyen Dufort qui avoit assuré qu'il n'existoit aucun dépôt dans cette pièce, & absent dans le moment de la trouvaille, à son retour a paru étonné. Quoi qu'il en soit, d'après l'assurance que l'on avoit que ce dépôt provenoit de la section des Arcis, un des commissaires a écrit à cette section deux lettres successivement pour venir reconnoître le dépôt par elle fait au comité de surveillance, provenant de la saisie faite chez un sieur Chédeville ; les lettres ne sont pas parvenues à cette section ; mais à l'insu des commissaires, le président du comité de cette section en a reçu une du citoyen Dufort, qui l'invitoit à envoyer au comité de surveillance un citoyen, pour conférer sur des affaires im-

mes. Cette lettre a été lue au comité de cette section, qui a déclaré n'avoir point reçu les deux autres.

Pendant des membres de ce comité ont assuré qu'ou-
e bonnet & ce rouleau, il avoit aussi été déposé
mité de surveillance d'autres effets très-précieux,
ne montres, bijoux, bagues, &c. provenans de la
e saisie; néanmoins cette section n'est pas venue au
té, malgré l'invitation verbale qui lui en a été faite,
l celle par écrit.

est encore ici le lieu d'observer que la dame Buob,
e de Buob, juge de paix, accompagnée du citoyen
rd, juge de paix de la section Poissonnière, &
gé de faire l'inventaire des effets provenans du sieur
, se sont présentés au comité de surveillance pour
réclamer les objets trouvés sur ce dernier, lors de sa
à l'Abbaye, consistans lesdits effets, d'après un
le-verbal, en une montre recouverte en or, avec
aine & un cachet en or, un nécessaire à double
, un porte-feuille, deux rouleaux de louis, un
gnats & plusieurs papiers, &c. Le citoyen Chau-
, désigné comme chargé de ce dépôt, n'ayant ce-
là représenté que le nécessaire, avoit déclaré, en
nce d'un commissaire, du juge de paix & de Du-
, qu'il examineroit si les autres objets réclamés exis-
t; que quant à la montre avec sa chaîne & son
et, le citoyen Sergent, qui s'en étoit emparé, seroit
é à la rapporter, & que sur un reproche fraternel
lui avoit été fait d'une violation de dépôt, il avoit
ndu que comme l'on devoit faire la vente de ces
ts, chacun avoit pris de son côté; que quant au
e-feuille & aux assignats, il n'en avoit aucune con-
ance. Quatre jours après, la dame Buob, invitée à
reconnoître les objets provenans de son mari, les
se sont trouvés dans le double fond du neces-
, du moins trente-six, sur deux rouleaux. Quant aux
nats, au porte-feuille & à la montre, le citoyen
ort a déclaré n'en avoir aucune connoissance.

omment se peut-il que l'on n'eût aucune connois-
e de la montre & de sa chaîne, ainsi que du porte-
le, puisque Chaumet avoit déclaré que Sergent avoit
montre & la chaîne, & que dans l'inventaire géné-
fait postérieurement, on a retrouvé le porte-feuille,
renfermant seulement quelques papiers de nulle va-
? Quant aux assignats, ils avoient disparu.

Oh ! pour le coup, c'est ici que l'étonnement s'accroît : quand il s'est agi de vérifier les objets provenant des prisons, non pas d'après des procès verbaux, car il n'en a pas été dressé, mais d'après des états qui paroissent avoir été faits après coup, la majorité de ces objets s'est trouvée manquant & dispersée dans différentes mains. Quatre jours n'ont pas suffi pour les recouvrer.

Au nombre des objets manquans d'après ces états, il est une montre d'or à répétition entre les mains du citoyen Sergent, & une autre, aussi à répétition, garnie de brillans, entre les mains du citoyen Six. La totalité des montres provenant des prisons ne passe pas le nombre de huit, d'après ces états.

Dans un autre dépôt provenant d'une saisie faite chez ledit ci-devant évêque de Nîmes, il s'est trouvé manquant, 1°. un porte-feuille en maroquin rouge, renfermant des papiers de famille ; ils peuvent être à la commission des vingt-quatre. 2°. Une boîte de hêtre, renfermant une tabatière en or, deux chaînes de montre avec des breloqués en or, un cordon de montre en soie, garni en or, un dé d'or dans son étui, une bague, un étui d'or, deux médaillons de brasselets en or, une clef de montre en or & une en cuivre. 3°. Des papiers d'affaires & un porte-feuille brodé, rempli aussi de papiers d'affaires, & une nappe.

Dans un autre dépôt fait par la section du Louvre, il s'est trouvé manquer une montre en or avec sa chaîne en perles d'acier enfilées, à laquelle étoit un cachet en or ; plus un coulant de cravatte en or.

Sur un autre dépôt fait par la section de Mirabeau, consistant en une boîte remplie de papiers, un assignat de 200 livres & autres objets trouvés chez le ci-devant comte de Keratry, a été représentée, mais vide. A la suite de la réclamation des objets que contenoit cette boîte, les commissaires redemandèrent celle qui étoit dans une des malles du sieur Lambertie, dans laquelle il paroît qu'il y avoit des objets précieux.

Ensuite ont été détaillés les habits, linge & hardes provenant des prisons, & ce, sur un état d'après lequel tout s'est trouvé conforme ; il faut même observer qu'il s'est trouvé deux chapeaux de plus, sur une quantité de vingt-fix.

ment ensuite les reconnoissances de dépôts concernant le sieur ci-devant comte de Chataigné ; une autre chez un sieur Roussel , tous deux maréchaux-de-logis. Le saisissant inconnu , & le procès-verbal égaré , ont nécessité la description des objets représentés. Si les originaux n'eussent pas été brisés , on eût été plus instruit , &c.

On a ensuite l'inventaire général des effets existans au dépôt de surveillance , & dont les saisissans & ceux sur lesquels ils ont été saisis , sont absolument inconnus.

Le 26 octobre , les commissaires forcés par l'impatience des réclamantes & du conseil général lui-même ont fait un rapport au conseil des comptes examinés par le comité de surveillance , y ont fait verbalement leur rapport. Le conseil général s'étant consulté sur ce jour au comité de surveillance , y ont fait verbalement leur rapport. Le conseil général s'étant consulté sur ce jour au comité de surveillance , y ont fait verbalement leur rapport. Le conseil général s'étant consulté sur ce jour au comité de surveillance , y ont fait verbalement leur rapport.

Le citoyen Sergent étoit présent à la lecture de son rapport. On sent bien que l'enlèvement par lui fait des montres en question ne devoit pas le satisfaire ; ce jour même s'empressa-t-il de remettre une déclaration signée de lui , constatant que d'après une autorisation des administrateurs du comité de surveillance , il avoit été remis deux montres , deux chaînes & une bague , qu'il offroit de payer d'après estimation , &c. ; trois jours après le citoyen Sergent envoya trois montres , trois chaînes , des cachets & une bague , ornée d'un rubis , avec une lettre , par laquelle il invite de remettre ces objets à part , pour qu'il puisse s'en rendre adjudicataire lors de la vente. Le conseil général , auquel les commissaires ont fait part de cette lettre , en a arrêté l'usage à leur rapport , & l'impression à la suite de leur rapport (1).

(1) - Nous avons reçu la lettre suivante du citoyen Sergent , qui nous a priés de la rendre publique. C'est à sa place.

Dans votre dernier numéro , vous dites , citoyen , que les objets qui manquent au dépôt fait au comité de surveillance il s'est trouvé que j'avois quelques bijoux , que je l'avois avoué.

Les citoyens Fortenfant & Charpentier , commissaires de la section des amis de la patrie , se présentent pour reconnoître le dépôt par eux fait au comité de surveil-

Il m'importe de vous déclarer que cette rédaction est vicieuse & injurieuse pour moi. Voici ce qu'a dit le rapporteur de la commission des vérifications de comptes : de deux montres en or , une agathe ; le citoyen Dufort (officier municipal , gardien des dépôts) nous a déclaré qu'ils avoient été remis au citoyen Sergent. Voilà d'abord une circonstance bien différente de celle d'objets qu'on retrouve.

Voici les faits. Un arrêté de la commune ordonnoit que les effets des prisonniers tués dans les prisons seroient vendus au profit de la commune.

Les administrateurs de police avoient en conséquence fait estimer les objets de cette espèce qu'ils avoient entre les mains , sur-tout les montres , par deux artistes horlogers qui ont signé leur appréciation.

Les administrateurs , prenant celle qui évaluoit à un plus haut prix ces objets , autorisèrent plusieurs à les acquérir ; ce qui se fit en présence de tous. Je choisis , ainsi que d'autres , ce qui me convenoit , & j'en versai le prix dans la caisse de la police ; (& ce dans un moment où il n'y avoit pas un sou pour payer les dépenses courantes) j'en ai le reçu. Le citoyen le Clerc , aussi administrateur , a également , aux mêmes conditions , choisi une montre.

Un commissaire des guerres fit aussi l'acquisition d'une de ces montres , du consentement des administrateurs.

Lors de la nomination des commissaires examinateurs des comptes , je déclarai à trois d'entre eux que j'avois acquis ces objets ; que cependant je les représenterois toujours à une nouvelle estimation , si besoin étoit , soit à la commune , soit devant eux , soit enfin à la caisse de l'extraordinaire. Un d'eux a affirmé au conseil que je lui avois fait cette déclaration ; les deux autres étoient absens.

Enfin la convention nationale ayant décrété que les effets déposés à la commune & à son comité de surveillance seroient portés à la monnoie & à la caisse de l'extraordinaire ; j'écrivis au ministre des contributions publiques
lance ,

, provenant de la faisie faite , tant par eux que par
unicipalité de Surennes, sur les sieurs Muguet & Mé-
rt, fabricateurs de faux assignats. Ce dépôt, assez
dérable, consistoit en effets, bijoux, assignats, voi-
& chevaux. La presque totalité des objets détaillés
les différens procès-verbaux de faisie a été re-
ntée aux commissaires, à l'exception de quelques
bijoux inconnus, des chevaux, au nombre de
qui ont été remis au ministre de la guerre, sui-
la déclaration de Dufort, & d'une voiture qui a été
ue à l'amiable 13 o liv. de l'autorité unique & per-
elle des administrateurs du comité de surveillance.
est encore bon d'observer qu'une pendule en
l dépendant de ce dépôt, pendule qui ornoit quel-
jours avant, la cheminée d'une des pièces de l'ap-
nement du citoyen Dufort, est revenue toute seule
que les commissaires s'en soient apperçus ; au surplus ;

Le rapport des commissaires, pour lui déclarer que
acquis ces objets en vertu de l'arrêté de la com-
& de celui de l'administration de police ; mais
oulant obéir à la loi, je ferois, s'il le falloit,
joux à la caisse de l'extraordinaire, pour y devenir
nouveau acquéreur, faut à me faire rembourser par
casse de la police de la somme que j'y avois versée.
es exposé ; je l'ai fait de même au conseil général,
ne crois pas qu'on puisse y voir une marche tor-
se & qui blesse en rien la délicatesse & l'honneur.
e suis très-ostensiblement rendu acquéreur de ces bijoux ;
si que d'autres citoyens, qui ont rapporté aux com-
aires, parce qu'on le leur a demandé) j'en ai
ni le prix, tant que cette marche pouvoit être légale ;
j'enfin je les ai reportés au dépôt pour en devenir
seconde fois acquéreur à la caisse de l'extraordi-
e.
n'ajouterais rien à ce récit fidèle, qui ne peut être
enti par personne, & je défie encore tout citoyen de
ver que j'aie, pendant le cours de mon administra-
, touché aucune somme ou bijoux à titre de dépôt ».
SERGENT, député de Paris.

5 décembre 1792, au premier de la république.
1^o. 178. Tome 14.

E

l'intimité des commissaires Fortenfant & Charpentier avec le citoyen Dufort ne peut pas laisser présumer une complaisance coupable en faveur de ce citoyen.

S'il y a suite à ce rapport, nous en promettons la continuation.

Othello, tragédie du citoyen Ducis, d'après Shakespeare.

Si nous étions directeurs de spectacle, peut-être ne ferions-nous d'autre question que celle-ci : Combien cette pièce peut-elle faire d'argent ? Mais en qualité de journalistes de la révolution, nous le demandons au poète : Dans un moment où les talens doivent diriger leurs efforts vers le bien de la patrie, & concourir tous ensemble à l'affermissement de la république, de quel avantage la tragédie d'*Othello* est-elle pour les citoyens que la curiosité seule y attire ? Jadis, la représentation de cette pièce eût été peut-être la nouvelle du jour ; comme le fut *Zaïre*. Alors l'existence monotone que nous méritions sous le despotisme monarchique, nous faisoit un besoin de ces spectacles déchirans qui du moins remuoient l'ame ; alors l'accent des grandes passions nous tiroit pour un instant de cette léthargie de la servitude où nous végétions. Les sujets les plus atroces avoient un charme à nos yeux. *Rome sauvée*, *Spartacus*, *Guillaume Tell* amenoient peu de spectateurs ; mais il y avoit foule à *Gabrielle de Vergi*.

Aujourd'hui, les citoyens se reprochent le temps qu'ils perdent & le plaisir qu'ils goûtent à la représentation d'une pièce, fût-elle un chef-d'œuvre de l'art dramatique quant à la forme, si par le fonds elle se trouve tout à fait étrangère à la révolution. Nous avons remarqué avec plaisir que les directeurs de plusieurs de nos théâtres se voyant menacés d'une désertion effrayante, n'ont pas trouvé d'autres moyens de rappeler les patriotes, que de leur chanter l'*Hymne des Marseillois*. La scène d'*Othello* se passe, il est vrai, dans une république ; mais c'est celle de Venise ; & cette tragédie n'a pas d'autre point de contact avec notre liberté naissante.

Les Grecs n'alloient point, comme nous, tous les jours au spectacle ; ils réservoient ce délassement pour leurs fêtes nationales, & on ne leur jouoit que des drames tirés de leur histoire. Il nous faudra bientôt prendre

parti ; un peuple républicain ne doit pas être désœuvré avoir du temps à perdre. N'a-t-il pas son champ à labourer, sa famille à dresser aux vertus civiques, & sa patrie à défendre aux frontières, ou à servir dans différents postes de l'intérieur ? Que nous importe, d'autant plus que nous avons déjà Zaïre, de voir Othello accusé par Iago, devant le sénat de Venise, d'être le séducteur de sa fille, & ce père, homme à préjugés, contraindre Edelmanne, en la menaçant de la poignarder, de signer le billet par lequel elle reconçoit à la main d'Othello, & de donner la sienne à Loredan, fils du doge ? La réputation d'Edelmanne pour tout autre que son amant ne peut-elle de lui aliéner le cœur de son père. Celui-ci n'est que sa fureur ; mais sur le point d'être condamné par le conseil des dix, qui le poursuit comme séditieux, & où se trouve aucune ressource. Edelmanne, faisant taire son amour pour n'écouter que la piété filiale, implore Iago de Loredan, lui remet le billet fatal tracé par Iago, & le bandeau de pierreries que lui a donné Othello, & qui n'est pas aussi heureusement trouvé, dit en passant, que le mouchoir de Shakspeare. Ce mouvement cause sa perte. Othello, trompé par Iago, certain Pezanne, qui feint d'avoir tué en duel Loredan, & de lui avoir pris le billet & le bandeau, croit Edelmanne infidelle ; le désespoir s'empare de lui.

Dans le cinquième acte, le plus beau de la pièce moderne, Edelmanne dans sa chambre, livrée à de vains pressentimens, se retrace le trépas de sa mère, & rappelle ces mots qu'elle lui répéta plusieurs fois : *Mère, tu mourras malheureuse !* Elle se complait dans sa douleur ; elle a besoin de l'entretenir, & chante une romance analogue à sa situation, mais qui n'a pas beaucoup réussi sur le théâtre de la république où se joue Othello, peut-être parce qu'elle n'est pas aussi bien amenée que sur la scène anglaise, & aussi parce qu'on aurait dû se contenter de la musique déjà faite sur cette plainte.

Edelmanne se place sur son lit pour prendre du repos. Dans l'original, les convenances morales sont mieux servies. Desdemona est la femme d'Othello ; il ne régnait pas de voir son mari entrer dans sa chambre, même pour prendre place à ses côtés. Shakspeare est plus près de l'antique que ses deux imitateurs, & sur-

tout le dernier. Othello arrive la rage dans le cœur ; il appelle la mort à grands cri. Edelmonne s'éveille, s'approche de lui en tremblant. Victime d'un jaloux transport, elle se justifie avec la naïveté de l'innocence, mais en vain. Le nom de Loredan, sorti de sa bouche, porte au comble le délire de son amant. Il la poignarde. Dans l'Anglais, il l'étouffe (1) sous un oreiller, en détournant la tête, & cherchant comme à diminuer l'atrocité de sa vengeance, en ne faisant point couler son sang. Le poète français n'a pas su apprécier cette circonstance ; il a mieux aimé se servir de l'instrument bannal.

Le doge & Loredan arrivent. Othobert donne enfin son consentement. On demande Edelmonne à Othello.

. . . . Elle dort, ne la réveillez pas.

s'écrie-t-il ; ce qui est bien plus vraisemblable dans le poète anglais, puisque Desdemona est étouffée. On lève les rideaux du li ; on la trouve baignée dans son sang, & son amant se poignarde.

Il y a de grandes beautés dans ce cinquième acte, sur-tout l'interrogatoire. On a applaudi les quatre vers que prononce Othello avant de tuer Edelmonne :

Ah ! pour ressusciter cette flamme mortelle ;
Je puis d'un feu nouveau retrouver l'étincelle ;
Mais ce feu créateur qui sert à l'animer,
Si je l'avois éteint, comment le rallumer ?

La pensée est heureuse ; elle est tout à Shakspeare ; on sera peut-être bien aisé de rapprocher ici l'original de la copie :

(1) Voltaire, avec sa mauvaise foi d'usage quand il parloit des hommes de génie dont la gloire l'importunait, dit dans son dictionnaire philosophique, article *Baiser*, que Shakspeare fait donner deux baisers, par Othello, à sa femme, avant de l'étrangler. Cela est faux. Nous faisons grâce à nos lecteurs des réflexions saugrenues que Voltaire ajoute à sa citation inexacte à dessein.

Éteignons la lumière, & alors... éteignons la lumière ! Si je t'éteins, toi, ministre de feu, je puis susciter ta première flamme si je venois à me repentir. — Mais que j'éteigne une fois la flamme de ta vie (se tournant vers Desdemona) toi le plus précieux ouvrage de la bienfaisante nature, je ne puis plus où retrouver cette céleste étincelle qui pourroit te ranimer ».

« Voici quelques vers détachés qui produisent le plus grand effet :

« *Je ne l'entendois plus, & j'écoutais encor* ».

« *Il n'est qu'un seul honneur, servir la république* ».

Le vers suivant réfute bien des préjugés :

« *La couleur de mon front nuit-elle à mon courage* » ?

Dans tout autre journal que celui-ci, nous dirions comme Voltaire, sans citer Shakespeare, s'est fait de son nom pour sa Zaire, qui est plus rapprochée de nos mœurs. La tragédie d'Othello n'est qu'une *Zaire rembrunie*. Nous eussions dit que Ducis eût motivé d'avance la perfidie de Fézarez, dont on ignore les motifs ; on apprend trop tard qu'il aimait Edelmone. On ne peut peut-être conserver le motif de l'*Yago* de Shakespeare, qui garde en son cœur une haine mortelle pour Othello, dont il a reçu un soufflet.

Après avoir rendu justice au mérite littéraire de cet ouvrage, rempli de beautés mâles, nous demanderons si est utile ou même nécessaire de rembrunir la scène de ce point. Faut-il accoutumer nos âmes à cet état violent, à ces impressions affreuses, à ces belles horreurs dont souffrir la nature ? L'homme n'est-il pas fait pour des tableaux moins repoussans ? Est-il besoin de froisser l'âme, d'opprimer son cœur, pour lui apprendre que l'homme a des excès qu'il faut éviter ? & c'est tout ce que nous apprend la tragédie d'Othello.

L'image du bonheur domestique, des vertus républicaines, des sacrifices faits à la patrie, ne sont-ils pas si propres à éclairer notre esprit, à captiver notre attention, à former notre cœur, & à élever notre âme

à ce haut degré d'énergie qui constitue de vrais républicains ?

Citons deux morceaux, les seuls qui ne soient point tout-à-fait étrangers au journal des Révolutions de Paris. Le premier est sur les nobles ; le second sur le gouvernement.

« Connois mieux, mon ami, le cœur de ces ingrats,
 » De ces nobles ligués pour dévorer ensemble
 » Ce plaisir de régner, qui lui seul les rassemble.
 » Vois comme ils ont d'abord détruit l'égalité,
 » Au peuple inattentif ravi sa liberté,
 » Et laissant à ses droits une vaine apparence,
 » Pour eux seuls en effet conservé la puissance.
 » Le peuple élève au ciel ta valeur, ta vertu ;
 » Mais tu n'es pour ces grands qu'un soldat parvenu.
 » Devant leur froid dédain, leur oisive arrogance,
 » Que sont tous tes exploits auprès de leur naissance ?
 » Comme ils sont tout par elle, elle est toute à leurs yeux,
 » Et le héros n'est rien dès qu'il n'a pas d'aïeux ».

« Dans tous les lieux sans cesse ouvrant l'œil & l'oreille
 » En paroissant dormir, le gouvernement veille.
 » Ténébreux dans sa marche, il poursuit son chemin ;
 » Muet, couvert d'un voile, & le glaive à la main,
 » Il cache au jour l'arrêt, la peine, la victime,
 » Et punit la pensée aussi-tôt que le crime.
 » Ici dans des cachots l'accusé descendu
 » Pleure au fond d'un abîme, & n'est point entendu
 » D'un mot ou d'un regard l'état ici s'offense,
 » Et toujours sa justice a l'air de la vengeance.
 » Un homme peut périr, la loi peut l'égorger,
 » Sans qu'un père ou qu'un fils ait connu son danger.
 » La mort frappe sans bruit, le sang coule en silence,
 » Et les bourreaux sont prêts quand le soupçon commence ».

Nous ne finirons pas sans rendre justice à Talma : sa figure délirante, sa marche égarée, ses gestes d'abandon, tout en lui est de la plus grande vérité. Ce jeune artiste a vraiment le germe du talent. Desgarcins joue aussi avec beaucoup d'intelligence & de sensibilité.

Suite des lettres trouvées chez M. Delaporte , insérant de la liste civile.

Plan d'une constitution libre & heureuse , selon justice , raison & sagesse ; trouvé chez M. Delaporte , & corrigé de sa main.

En effet, s'il falloit à une nombreuse assemblée, & même aux trois quarts d'une nation, d'ordonner, par une loi, de faire une chose injuste, violente, faudroit-il l'exécuter ? Il s'en trouveroit sans doute qui feroit même plus encore, si toutefois elle n'attendoit qu'à la liberté & au bonheur d'une partie des membres de l'ordre social ; & nous en avons d'assez cruels exemples ; mais si cette loi ordonnoit, par exemple, à tous les citoyens, de jeter leur or, leurs bijoux dans la mer, ou dans un gouffre, le feroient-ils ? Non.... & ils auroient raison, parce qu'une loi n'est sainte, respectable, qu'autant qu'elle tend au bonheur & à l'utilité publique & particulière. Si ce principe est éternel, que penser de notre nouvelle constitution qui ordonne aux Français d'ensouffler dans le fond de la terre leur liberté, leur paix & leur prospérité, d'autant que je leur défie jamais de jouir de l'un & de l'autre de ces biens précieux, au moyen de leurs nouvelles loix ? & cependant les intentions sociales n'ont jamais eu & ne doivent avoir, pour première & dernière fin, que la liberté sage & le bonheur respectif des membres de l'ordre social.

Comme on le voit, le nombre ne peut faire ni ne fait la bonté d'une loi, & tous les peuples de la terre se réunissant pour me dire que la loi est l'expression de la volonté générale, que l'on doit lui obéir, quelle qu'elle soit, je ne me rendrai jamais à la voix impérieuse de cette définition ; ainsi, que l'on y ajoute, comme on le doit, autant que la loi est en même-temps raisonnable, l'attribut essentiel qui seul peut en déterminer la bonté, car des fous peuvent aussi faire des loix, & qui voudroit les suivre.

La force, la violence que l'on pourroit employer pour les faire exécuter, ne pouvant en justifier le mérite, ni les bonifier, l'essentiel est donc de n'en faire que de justes, que de sentées, si l'on veut soutenir, plaire, intéresser, convaincre & conduire au bonheur public tous les membres de la société, par la seule voie de la persuasion & de la douceur qui font les bons administrateurs & les bonnes loix.

12^{me} En conséquence

On devoit établir cette loi.

Le peuple, par ses représentans, lorsqu'il est trop nombreux pour pouvoir s'assembler en entier, & le monarque légitime, sont les seuls qui peuvent faire les loix ; mais malgré cette légalité nécessaire, ces loix ne seront bonnes qu'autant qu'elles seront justes & raisonnables, & ce seront les expressions de ces loix, & les rapports de ces expressions avec la morale & la politique, qui détermineront leur justice & leur raison.

13°. Nous adoptons cet article de l'abbé Sieyès, article VII de ses droits.... « Nul homme, &c. ».

14°. Le huitième article des mêmes droits est bon... ; mais on doit y ajouter : Que comme les loix ne sont pas instituées pour les hommes honnêtes, vertueux, qui n'ont besoin que des seules inspirations de leur ame pure, pour se conduire & pour faire le bonheur social, les loix doivent sévir un peu rigoureusement envers les coupables, si l'on souhaite mettre quelque frein à leurs deportemens dangereux.

Mais voici ce que nous nous sommes crus autorisés à opposer & à ajouter à l'article III de M. Sieyès : « La souveraineté réside dans le peuple ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

Nota. En effet, le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nature, d'autant qu'il est évidemment constant que le principe producteur existe avant ce qui en est produit : or, les peuples ont dû précéder les rois, puisque les rois ne sont pas destinés à commander des arbres, &c. ; mais une fois les hommes réunis en corps, en formant des nations, une fois qu'ils se sont créés des chefs ou un roi, dès-lors la souveraineté a résidé & doit, pour leur paix & pour leur prospérité, résider uniquement dans le monarque qu'ils se sont choisi ; car, en effet, le peuple ne peut être souverain, ni collectivement ni individuellement & collectivement, parce que, tous également maîtres & puissans, quel seroit celui qui voudroit obéir à l'autre ? & dès-lors, que seroit-ce que la société ? A supposer, ce qui est impossible, qu'ils obéissent réciproquement, il y auroit nécessairement un chef supérieur, ou un roi des rois serviteurs.

Il n'est pas plus possible que les peuples puissent être souverains particulièrement, parce que, si un d'eux, sans le consentement général, venoit à s'emparer du pouvoir souverain, il deviendrait dès cet instant le despote de ses semblables, puisqu'il ne peut y avoir de véritable & respectable souveraineté que celle qui est légitime ; & que la souveraineté n'est légitime & propriété, qu'autant qu'elle est transmise par un consentement unanime à celui qui en est investi.

Ainsi, dès qu'une fois une nation, éclairée sur ses vrais intérêts, s'est choisie un roi, qu'elle l'a reconnu & sacré en cette haute qualité & presque divine, cet élu devient le seul souverain représentant du peuple, le seul roi de fait & de droit, puisque la nation qui peut & qui a pu conférer son droit de souveraineté, dont chacun de ses membres avoit une fraction, puisque la nation le lui a conféré librement & unanimement, & qu'elle le lui a exclusivement remis & donné dans toute son étendue pour en jouir & pour en user à l'avantage de tous, & pour prévenir tous les maux que l'ambition, les prétentions & les desirs illicites pourroient causer dans une nation qui n'auroit pas eu la sagesse d'adopter le principe de paix & de prospérité de la société.

De l'analyse de ces réflexions, nous avons tiré le résumé suivant :

RÉSUMÉ

R É S U M É.

Principes des droits de l'homme selon qu'ils nous ont paru émaner de la nature, de la justice, de la céleste raison, qui est en nous la source précieuse de toute institution utile & nécessaire.

Premier principe.

Tous les hommes sont égaux aux yeux de Dieu & de la nature, quant à leur âme & quant à l'élément matériel de leur être.

Second principe.

Tous les hommes naissent & demeurent libres, respectivement à leur plus ou moins bonne conduite.

Troisième principe.

Tous les hommes sont égaux en droits, mais respectivement à leur mérite, comme on l'a suffisamment expliqué plus haut.

Quatrième principe.

Seuls tous les hommes sont & doivent être parfaitement égaux devant la loi, soit que la société qui les a faites ou condamnés dans la pleine raison, leur inflige des peines, ou qu'elle leur récompense, ou qu'elle leur ordonne de subvenir aux besoins de la raison de leurs moyens : c'est dans ces cas seuls que la partialité parfaite de la loi appelle tous les citoyens aux mêmes droits du pacte social.

Cinquième principe.

Par une dépendance nécessaire du principe précédent, il suit que tous les citoyens étant les mêmes au tribunal impartial de la loi, ils ont tous les mêmes droits aux dignités, aux emplois, aux honneurs ; toujours relativement à leurs vertus & à leurs talents, & il ne doit y avoir qu'une même peine pour les mêmes crimes, une même récompense pour les mêmes belles actions & pour les mêmes services.

Sixième principe.

La liberté, laquelle ne doit pas avoir d'autre principe, ni d'autre fondement que la raison, la liberté consiste à pouvoir faire tout ce que la loi ne défend pas, & à pouvoir éviter de faire tout ce qui est mal, bien entendu que la raison réglera ce que la loi ne défend pas, & à pouvoir éviter de faire tout ce qui est mal, bien entendu que la raison réglera ce que la loi auroit omis de prescrire.

Septième principe.

La loi non-seulement doit défendre le mal qui peut nuire à la société & aux individus, mais elle doit encore contraindre à faire tout le bien, qui, sans gêner injustement la liberté individuelle, peut contribuer au bien public.

La suite à l'ordinaire prochain.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 30 novembre 1792.

Barrère a été proclamé président ; Treilhard , Saint-Just & Saint-André sont secrétaires.

On a fait lecture d'une lettre du général Valence , qui annonce que la tranchée est ouverte devant le château de Namur.

La rédaction du décret d'accusation rendu contre le fournisseur Gerderet , a été renvoyée au comité pour en présenter une nouvelle.

Il a été décrété , sur la motion de Fauchet , que les comptes de la municipalité de Paris , depuis son établissement , seroient envoyés à la convention , & que la liste des dons faits pour les veuves & orphelins du 10 août seroit imprimée.

Lecointre-Puyravault a eu la parole pour rendre compte des événemens affligeans qui ont eu lieu dans le département d'Eure & Loir. Nous en avons tracé le tableau dans le numéro dernier. Le récit de ces événemens a amené une discussion sur les troubles qu'occasionnent la cherté & la rareté des subsistances. Sur la motion de Legendre , qui a cru voir la cause première de ces troubles dans la personne de Louis XVI , & qui a démontré la nécessité de le juger promptement , il a été décrété que le lundi suivant la convention s'en occuperoit définitivement , & que toutes les opinions des députés sur cet objet seroient déposées sur le bureau , & imprimées de suite. La conduite des commissaires au département d'Eure & Loir a été improuvée ensuite par un décret.

L'adjudant-général Westermann a rendu compte , par écrit , de la situation de l'armée belge , de l'état de sa caisse , &c. Après la lecture de la lettre de Westermann , la convention a ajourné au lendemain le rapport des demandes de Dumourier , & a décrété l'envoi de quatre commissaires pris dans son sein à l'armée de ce général , pour prendre des renseignemens. Ce sont Camus , Gossuin , Lacroix & Danton.

amedi, premier décembre. On a lu une adresse envoyée à la convention par une société populaire d'Angleterre, promet que les Français ne trouveront dans son sein des frères & des défenseurs.

Un membre a annoncé que l'attroupement du département d'Eure & Loir s'étoit répandu dans celui de Seine, mais que la surveillance & l'activité des administrations avoient empêché les désordres. (Mention honorable.)

Un aide-de-camp de Dumourier a été admis à la barre; il a appris l'entrée triomphante de l'armée française à Cologne, après une bataille où les ennemis battus ont été chassés tout-à-fait au-delà de la Meuse. L'aide-de-camp a annoncé aussi la reddition de la citadelle d'Anvers.

Cambon a fait un rapport sur la demande faite par Dumourier d'être chargé seul de l'approvisionnement de l'armée. La convention adoptant l'avis du rapporteur, elle a l'ordre du jour sur la demande du général.

D'Espagnac a paru à la barre; il a donné toutes les explications sur les causes qui l'avoient forcé de charger des fournitures de l'armée de Dumourier. Malus & Petit-Jean ont été entendus après lui. Le résultat de l'interrogatoire a été un renvoi aux comités militaires des finances, qui feront incessamment leur rapport.

Dimanche 2. On a décrété une pension de 600 livres sur le citoyen Dupleffis, chasseur du douzième régiment, qui s'est signalé à l'affaire de Sierck, par un trait d'une rare intrépidité.

Les commissaires à l'armée du Var ont écrit que le général Anselme avoit repris le poste de Sospello, d'où l'ennemi l'avoit débusqué. Notre armée manque absolument d'habits & de souliers; les commissaires en demandent instamment.

Le ministre des affaires étrangères a donné connoissance d'une lettre de Gènes, qui annonce que la révolution fermente dans cette république, & que l'on s'attend à y voir arborer, dans peu, la cocarde tricolore. Manuel a pris la parole pour dénoncer un pamphlet qu'on distribuoit aux portes de la salle, & dans lequel on prétendoit que la convention étoit avilie. La convention, qui ne l'a pas cru, a passé à l'ordre du jour.

On a fait lecture d'une lettre des administrateurs du département d'Eure & Loir, séant à Chartres, qui ont

annoncé qu'ayant rassemblé toutes la force armée disponible du département; ils l'ont opposée avec succès & sans effusion de sang aux attroupés, qui ont été forcés de rendre les armes, & qui se sont ensuite dispersés.

Le général Miranda a envoyé copie de la capitulation de la citadelle d'Anvers. La convention y a donné son approbation.

Le ministre des affaires étrangères a notifié des nouvelles de Genève, qui annoncent que les Suisses ont entièrement évacué le territoire de cette république, & qu'il vient de s'y opérer une révolution par laquelle le droit de cité, concentré jusqu'ici entre un petit nombre d'habitans de la ville, vient d'être étendu à tous les citoyens, tant de la ville que de la campagne. On n'attend plus que la ratification du conseil souverain qui ratifiera.

On a admis les pétitionnaires. Dans le grand nombre des pétitions, on en a remarqué principalement deux; l'une des quarante-huit sections de Paris, qui a demandé instamment le jugement de Louis XVI; l'autre de la section de la République, qui a dénoncé le ministre Roland.

Lundi 3. Trois millions d'assignats brûlés; en tout 653 millions.

Des députés du département d'Indre & Loire ont été admis; ils ont rendu compte de l'attroupement qui a eu lieu dans ces contrées, & auquel les administrations ont opposé la force de la loi; ils promettent de faire respecter jusqu'à la mort la sûreté des personnes & des propriétés; ils demandent que la convention mette des forces à leur disposition. (Renvoyé au pouvoir exécutif.) La convention décrète que le lendemain elle s'occupera des subsistances.

Le ministre des affaires étrangères a écrit que le pape avoit fait mettre en liberté les deux artistes français détenus dans les prisons de l'inquisition.

Au rapport de Grégoire, les pensions des membres de l'ordre de Malte sont réduites à 1000 livres. (Décrété.) Le ministre des affaires étrangères est chargé de s'enquérir s'il est vrai que le pavillon français ait été insulté à Malte, & il lui est enjoint d'en obtenir réparation.

Un décret mettoit à l'ordre du jour le rapport sur les

piers trouvés dans le mur des Tuileries par Roland. Il a fait ce rapport au nom de la commission de l'usage ; il a lu toutes les pièces. Nous en avons donné extrait ailleurs. Nous dirons simplement ici que la lecture de ces pièces a amené le décret d'accusation contre les sieurs Sainte-Foix , Dufresne Saint-Léon & Talon , auteurs de ces lettres. Plusieurs députés s'y trouvoient coupés ; ils ont parlé sur le champ pour se justifier. L'assemblée a accueilli leur justification.

La discussion s'est ensuite engagée sur la question de savoir qui jugeroit le roi. Après des débats prolongés pendant deux heures , il a été décrété qu'il seroit jugé par la convention.

Mardi 4. La convention a décrété l'impression & l'envoi aux quatre-vingt-quatre départemens d'un arrêté de section de la Réunion , relativement à une adresse des volontaires , pour les engager à rester sous leurs drapeaux.

Lecoindre de Versailles , au nom du comité de la guerre , a fait adopter le décret suivant :

« 1°. Les 130 milliers de matière qui se trouvent dans les fontes des frères Périers , seront employés à la fabrication de canons du calibre de quatre livres de balle. Il sera rendu à chaque bataillon du département de Paris le nombre de canons qu'il certifiera avoir donnés pour les armées ; ces canons seront de quatre livres de balle. 3°. Les canonniers de toute la république , qui se présenteront en s'exerçant , seront entretenus dans les hôpitaux. 4°. Il sera mis à la disposition du ministre de la guerre , la somme de 130 mille livres pour la fabrication de deux cents pièces de canon. 5°. La convention passe à l'ordre du jour sur l'habillement demandé par les canonniers ».

Un membre a demandé un congé de quinze jours ; il a été décrété qu'il ne seroit pas accordé de congé jusqu'après le jugement du roi , & que si dans quinze jours les membres absens par congés ne sont pas de retour , leurs suppléans les remplaceront.

Billon , qui a présenté ces jours derniers à la convention l'aigle impérial trouvé à Tournai , apprend aujourd'hui à la convention que la loi qui ordonne à tout citoyen saisi d'effets appartenans aux émigrés , d'en faire la déclaration sous peine de mort , a produit des trésors à Tournai. Beaucoup de citoyens sont venus déposer,

On a annoncé une députation des peuples belges, qui sont venus notifier les premières opérations de leur assemblée nationale, & demander assistance pour le maintien de leur gouvernement. Passé à l'ordre du jour, motivé sur le décret déjà rendu.

Une députation de Thionville a été admise ensuite. Décrété que Thionville a bien mérité de la patrie.

L'ordre du jour a ramené la discussion sur le roi ; elle a été très-orageuse. Raubell a proposé, & il a été décrété sur sa motion, rédigée par Buzot, « que qui- » conque proposeroit ou tenteroit d'établir la royauté » ou tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté » du peuple, sera puni de mort ».

On demandoit que l'assemblée jugeât sans désespérer. Pétion s'y est opposé ; & sur sa motion, il a été simplement décrété que la convention s'occupera tous les jours, depuis onze heures du matin jusqu'à six du soir, du jugement de Louis XVI, & qu'immédiatement après son jugement, elle s'occupera de celui de sa famille.

Mercredi 5. On a renvoyé au comité de législation une dénonciation du département de Paris, contre le corps électoral de ce département, relative à la réélection des membres de l'administration.

Sur la proposition de Rabaud, qui a dénoncé la commune de Paris pour avoir, d'après un scrutin épuratoire, suspendu l'un de ses membres, il a été décrété que le scrutin épuratoire étoit défendu à tout corps & administration.

Un membre a dénoncé une exportation de denrées qui se fait aux environs de Thionville, & a déclaré que cette exportation étoit protégée par des employés aux douanes. Sur ce, la convention a décrété que « qui- » conque exporterait des grains, seroit puni de mort ».

Albite, informé que des officiers, assassins du 10 août ; sont dans nos armées, a fait décréter que le ministre de la guerre présentera incessamment le nom des officiers qu'il a nommés depuis le 10 août, avec l'emploi qu'ils occupoient avant cette nomination.

On a lu une lettre de Dumourier, qui annonce la prise de la citadelle de Namur ; il demande instamment qu'on chauffe & qu'on habille les soldats de son armée, qu'il dit être à la veille de manquer du plus absolu nécessaire. Cette lettre a donné lieu à une très-vive dis-

ion, qui s'est terminée par décréter que le ministre de la guerre rendroit compte, séance tenante, de l'état l'armée de Dumourier.

On a appris que les troubles étoient dissipés dans le département du Loirer, & que les administrations avoient péché que le sang n'y coulât. (Mention honorable.) Le ministre des affaires étrangères a annoncé que les citizens du Porentruy venoient de se constituer en république.

Kuhl, rapporteur du comité des douze, a eu la parole pour le rapport d'un nombre considérable de pièces relatives à Louis XVI & autres personnages; il a fait lecture de ces pièces. Nous les donnerons à mesure qu'elles s'imprimeront. La lecture de ces pièces a été suivie d'un décret d'accusation rendu contre Duquesnoy, ci-devant évêque d'Autun; André, notaire à Lyon; Rivarol. Mirabeau se trouvant grandement inculpé dans cette correspondance, plusieurs membres ont demandé que ses cendres fussent tirées du Panthéon. L'assemblée a renvoyé cette proposition au comité, pour en rendre promptement le rapport, & a décrété que jusqu'au rapport la statue de Mirabeau seroit voilée.

Le ministre de la guerre est venu présenter sa correspondance avec Dumourier. (Renvoyé au comité des finances & de la guerre, pour être rapporté incessamment.)

Le ministre de l'intérieur a écrit à la convention pour informer de l'état d'approvisionnement en grains & farines de la ville de Paris. D'après son compte, on aura 800 sacs par jour pour les divers moulins près Paris. L'impression & l'affiche de cette lettre ont été ordonnées.

Jeudi 6. Une commune demandoit si un curé peut être juge de paix. L'ordre du jour a été adopté, vu qu'on ne peut pas percevoir deux traitemens.

Au rapport du comité militaire, il a été décrété que les officiers français faits prisonniers, & qui sont restés en France, sous la condition de ne pas servir pendant la guerre, seront payés sur le pied de guerre.

Les commissaires envoyés dans le département de Loir-et-Cher ont écrit que le peuple, à leur voix, étoit entré dans l'ordre, & qu'il n'y avoit plus d'attroupe-
mens.

Le ministre de l'intérieur a encore été dénoncé relativement aux subsistances. Il a paru à la barre, & a déclaré qu'il existoit une faction qui s'oppose à l'approvisionnement de Paris; que des émissaires étoient envoyés dans les municipalités pour faire rétrograder les voitures. Plusieurs membres ont parlé sur ces mutuelles dénonciations. La discussion s'est terminée par deux décrets; l'un qui prononce la peine de mort contre quiconque s'opposeroit à la libre circulation des grains; l'autre qui autorise le ministre de l'intérieur à faire assister les convois par la gendarmerie.

L'ordre du jour a appelé la discussion sur le mode de jugement de Louis XVI. Après la lecture faite de divers projets, la priorité a été accordée à celui de Quinette, qui, renforcé de plusieurs amendemens, a été adopté en ces termes :

« La convention décrète, 1°. que la commission des vingt-quatre, ses comités de législation & de sûreté générale, nommeront chacun trois membres qui se réuniront à la commission des douze. 2°. Cette commission de vingt-un membres présentera, lundi prochain, l'acte énonciatif des crimes dont Louis Capet est accusé; elle mettra dans un ordre convenable, toutes les pièces à l'appui de cet acte. 3°. La commission présentera, en outre, la série des questions à faire à Louis Capet dans la séance de mardi matin. 4°. La convention discutera dans la séance de samedi, l'acte énonciatif de ses crimes. 5°. Le lendemain, Louis Capet sera traduit à la barre de la convention nationale, pour en entendre lecture, & répondre aux questions qui lui seront faites seulement par l'organe du président. 6°. Copie de l'acte énonciatif & de la série des questions sera remise à Louis Capet, & le président l'ajournera à deux jours, pour être entendu définitivement. 7°. Le lendemain de cette dernière comparution à la barre, la convention prononcera sur le sort de Louis Capet, par appel nominal & à la tribune. 8°. La convention nationale charge le pouvoir exécutif, sous sa responsabilité, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté générale pendant tout le cours du jugement de Louis Capet ».

Ce 8 décembre 1792, l'an premier de la république ;
FRUDHOMME, électeur de 1792.

N^o. 179.

12^e. de la Convention Nationale.

**ÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES À LA NATION.
AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATORZIÈME TRIMESTRE.**

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 8 AU 15 DÉCEMBRE 1792.

Comparaison du ci-devant roi à la barre de la convention nationale.

MARDI dernier, 11 décembre, s'ouvrit enfin, au grand contentement du peuple, la procédure de Louis Capet. Ce jour fut remarquable & par la nouveauté du spectacle, & par la conduite sage des spectateurs. Les précautions de prudence exceptées, on traita le prévenu

N^o. 179. Tome 1^{er}.



sur le pied de la plus parfaite égalité , ce qui déjà donner à nos voisins une haute idée de la mesure extraordinaire à laquelle nous nous déterminons.

Dès les six heures du matin , les citoyens avertis par un rappel dans toutes les rues , se rendirent aussi-tôt leurs postes ; les établissemens publics furent mis en même temps sous la sauve-garde d'une force armée , proportionnée à leur importance. On confia l'Abbaye aux soins des fédérés Marseillois qui rassurèrent les prisonniers fort inquiets d'abord. Le département , la municipalité le club des cordeliers , *l'ami du citoyen* , affichèrent des placards pour inviter au calme ; mais la disposition d'esprits étoit telle qu'on n'eût pas besoin de les lire.

Presque tout Paris étoit sous les armes (1) , & il n'y eut point de confusion , grace au commandant général du département , le citoyen Berruyer , qui fait son métier de soldat & ne s'en fait pas accroire , comme Lasfayette. On se rappelle que celui-ci n'a jamais pu , dans les grands événemens , établir un ordre constant parmi les bataillons volontaires & autres qu'il avoit à conduire. Secondé de Santerre , le citoyen Berruyer distribua son monde de façon qu'à la première alerte chaque corps de troupes se fût trouvé l'espace nécessaire pour se mettre en bataille. Le peu de citoyens qui s'offroient sans armes sur le passage du cortège , pour peu qu'ils voulussent rompre les rangs & faire foule , étoient rembarrés par ce seul mot auquel ils n'avoient rien à répliquer : *Que faites-vous-ici ? rendez-vous à vos sections.*

Louis Capet ne sortit qu'à une heure , quand on lui eut notifié le décret qui le traduisoit à la barre , & dont on lui montra l'expédition. Dès onze heures , un officier municipal du conseil du Temple l'avoit séparé de son fils , en lui annonçant la visite prochaine du maire : le père embrassa son enfant , & lui dit : embrasse aussi pour moi ta mère , ta sœur & ta tante ; il ajouta à demi-

(1) Victor Broglie s'étant trouvé de garde à la convention nationale , sa présence inquiéta plusieurs citoyens ; il fut mandé par le comité de surveillance , qui le tint confiné jusqu'au soir. Après un examen scrupuleux de sa conduite , & des motifs de son retour , le comité n'y trouva rien qui pût devoir fonder à son égard des mesures extraordinaires de surveillance , & lui en délivra le certificat en le mettant en liberté. *

& à Poreille : c'est le maire. . . . Lors de cette première annonce, le ci-devant roi étoit occupé à jouer aux cartes avec son valet-de-chambre, & celui-ci venoit de faire un coup de quatre (1). Il n'étoit nullement porté à une comparution à la barre ; mais la nouvelle ne parut pas l'affecter beaucoup. Il se montra sensible au discours de trois heures qui se passa entre l'annonce du maire, la justification du décret, & le moment de partir. Il méritoit avec justice de ce que pendant tout ce temps il avoit privé de la compagnie de son fils. Il est pour- tant facile de concilier les droits de la justice & le vœu de l'humanité ! On se conduisit avec les prisonniers du roi de manière qu'ils finirent par exciter la pitié. Au moment de descendre, Capet dit au citoyen maire : « Prenez ma redingotte noisette par-dessus moi. » Il n'ouvrit presque pas la bouche en allant ; il fut placé à côté du maire, dans la voiture de ce maire qui n'outre-passa point les bornes de ses fonctions. Les places du carrosse étoient ouvertes, en sorte que les citoyens purent tous à leur aise contempler Louis Capet, qui regardoit tout le monde, sans donner signe ni de tristesse, ni d'inquiétude, ni de mauvaise humeur. Il s'occupoit même des objets les plus étrangers à sa situation, et manda en passant devant les portes Saint-Martin & Saint-Denis, laquelle des deux on se proposoit d'abattre. Arrivé dans la cour des Feuillans, les municipaux comparurent à la force armée la personne du ci-devant roi ; elle lui mit la main sur le bras & le conduisit ainsi jusqu'à la barre de la convention. On remarqua que Louis Capet occupoit le même fauteuil & la même place où il étoit quand il accepta la constitution ; car depuis cette époque les distributions intérieures de la salle du manège avoient été changées sur un nouveau plan tout-à-fait inversé du premier. On croit le ci-devant roi fataliste : (son sort fatal étoit) il faut qu'il en soit quelque chose, qu'il soutint avec assez de flegme la vue de tant d'objets si bien propres à lui rappeler des souvenirs amers, eu

(1) Voyez ci-après, p. 528, le rapport de la commune ; l'entretien de Capet avec un des commissaires. Ce que nous rapportons ici ne s'y trouve pas.

égard à sa situation présente. Louis Capet sembla ne penser à rien de tout cela : lui qui a si bonne mémoire, qui sait par cœur le nom de toutes les rues de Paris, & de toutes les personnes qui l'ont approché, il ne parut pas du tout songer à ce qu'il fut, à ce qu'il auroit pu devenir & à ce qu'il se trouve être en ce moment ; cette forte leçon seroit perdue pour lui s'il lui restoit encore de longs jours. Ses réponses aux demandes assez mal digérées qu'on lui fit ne sont pas des chef-d'œuvres de logique, comme on va le voir dans son interrogatoire ; elles décèlent une âme stupidement féroce, elles annoncent un homme organisé apparemment pour le mal, puisqu'il le commet sans remords, & en parle comme d'une chose ordinaire & habituelle.

Feuillant, le journaliste du soir, avancée qu'à la question de l'argent distribué aux pauvres du fauxbourg Saint-Antoine, le ci-devant laissa tomber quelques larmes. Cela est faux ; les magistrats qui l'accompagnèrent à la barre, loin de remarquer en lui la moindre trace de sensibilité, lui trouvèrent un visage très-rassuré ; il n'avoit l'air inquiet, embarrassé, que quand il falloit répondre à certaines questions, souvent il s'en tiroit en invoquant le bénéfice de la loi constitutionnelle.

Louis Capet quitta la barre sans avoir inspiré aucun sentiment favorable, pas même celui de la pitié. On ne vit dans cet individu réduit à ses propres forces, qu'un criminel obscur, à qui il n'a manqué que de l'énergie pour devenir un scélérat consommé.

Au sortir de la salle de la convention, on le fit passer dans celle des conférences, toujours accompagné du commandant, du procureur de la commune, le citoyen Chaumet & du maire ; celui-ci demanda au ci-devant s'il vouloit prendre quelque chose, Louis Capet lui répondit, non. Mais un instant après voyant un grenadier tirer un pain de sa poche & en donner la moitié à Chaumet, le ci-devant s'approcha du procureur de la commune, pour lui en demander un morceau. Chaumet, en se reculant, lui répondit : — Demandez tout haut ce que vous voulez, monsieur. Capet reprit : — Je vous demande un morceau de votre pain. — Volontiers, lui dit Chaumet, tenez, rompez : c'est un déjeuner de Spartiate. Si j'avois une racine, je vous en donnerois la moitié. — Il étoit cinq heures, & l'ex-roi n'avoit encore rien pris de la journée. L'ordre

separtir arrivé , il remonta dans la voiture du maire ,
 ant son pain à la main , dont il ne mangea que la croute-
 ne savoit trop comment se débarrasser de la mie , &c
 en parla au citoyen Colombeau , substitut qui jeta le
 rceau par la portière dans la rue. — Ah ! reprit Capet ;
 l c'est mal de jeter ainsi le pain , sur-tout dans un
 oment où il est rare. — Et comment savez-vous qu'il est
 re , reprit Chaumet ? — Parce que celui que je mange
 nt un peu la terre. — Le procureur de la commune ,
 près un intervalle , s'avisa d'ajouter : *ma grand'mère me*
soit toujours : petit garçon , on ne doit pas perdre une mie
de pain , vous ne pourriez pas en faire venir autant. — Mon-
neur Chaumet , reprit Louis Capet , votre grand'mère étoit ,
ce qu'il me paroît , une femme d'un grand bon sens.

Toutes ces petites particularités sembleront peut-être
 n peu niaises ; mais elles sont bonnes &c nécessaires à
 raconter ; elles porteront à réfléchir sur les dangers qu'au-
 oit courus notre liberté avec un individu qui , sous une
 orte de bonhomie , cachoit un cœur capable des pro-
 ets les plus sinistres. Qui croiroit que cet homme , qui
 rouve mal qu'on jette un peu de mie de pain dans la
 rue , est le même que celui qui en 89 , voulut deux fois
 éduire Paris par la famine ? On pourroit citer plusieurs
 traits d'une cruauté bête de la part de Louis Capet , du
 tems qu'il étoit roi & qu'il passoit ses journées à la
 chasse ou à la forge (1). C'est ici le cas de rappeler ce

(1) Une de ses grandes jouissances à la chasse étoit de
 tirer , presqu'à bout portant , un coup de fusil à de
 malheureux lièvres ou lapins que les gards ou le pre-
 mier courtisan qui se trouvoit là , lui tenoit par les oreilles.
 Malheur aux petits épagneuls qu'il découvroit sous les
 bras des femmes accourues pour voir passer la chasse , il
 les faisoit arracher des bras de leurs maîtresses & les tuoit
 impitoyablement devant elles. Il faisoit chasser à coups de
 fouet , par ses valets , le peuple qui le suivoit à la chasse ; il
 en vouloit sur-tout aux garçons perruquiers. Plusieurs fois
 pour chauffer sa forge , il y jeta des petits chats tout vivans.
 Ses espiégleries domestiques étoient d'arracher les den-
 telles , & de pincer jusqu'au sang. Heureux les familiers
 des rois , quand ceux-ci n'ont d'autres fantaisies que de

mot plein d'humanité, échappé de la bouche de Nérôn, jeune encore ; il s'agissoit de signer un arrêt de mort : plutôt à dieu, s'écria-t-il, que je n'eusse jamais appris à écrire ! Ce mot promettoit un prince excellent.

Mais revenons, nous avons omis de dire qu'à la sortie de Louis Capet de la cour des feuillans, les forts de la halle & les charbonniers sous les armes, rangés en bataille, dans la meilleure tenue, se mirent à chanter énergiquement le refrain de l'hymne des Marseillois ;

Qu'un sang impur abreuve nos sillons.

Cet à-propos civique fut senti & répété au loin. Louis Capet auroit pu se rappeler en ce moment qu'on lui chantoit encore, il y a à peine deux années ;

Où peut-on être mieux
Qu'au sein de sa famille ?...

il trouva plus à propos de compter les rues par où il passoit, & de les appeler par leur nom. Ah ! voici la rue d'..... — Le procureur de la commune reprit : dites la rue de l'égalité. — Oui, oui, à cause de....

Le citoyen Chaumet, pour lequel la matinée avoit été très-pénible, se trouva un peu mal pendant le retour. Je me sens le cœur embarrassé, dit-il. Voici la réflexion du ci-devant à ce sujet : -- avez-vous voyagé sur mer ? -- Oui, j'ai fait la guerre avec Lamotte-Piquet. Capet reprit : c'étoit un brave homme que Lamotte-Piquet.

Telle fut à-peu-près la conversation du ci-devant tout le long de la route jusqu'au Temple, & à travers les

danser trois ou quatre heures régulièrement par jour, comme il arrive à sa majesté impériale, François II ; la conquête des Pays-Bas par la république française n'a pas interrompu les nobles exercices du César de l'Allemagne. Louis Capet seroit peut-être encore roi de France, s'il s'étoit borné à faire des ferrures, à tuer des lapins & à rôtir des chats. — Mais vouloir nous forger des fers, nous affamer & nous livrer à la Prusse, à l'Autriche !... C'en est trop.

eris de *vive la république*, auxquels il ne sembloit pas prendre garde. Il a perdu de son embonpoint ; sa barbe un peu longue , son extérieur négligé auroient intéressé pour lui la multitude , si son air d'insouciance n'avoit pas détruit les dispositions généreuses dans lesquelles se trouve habituellement le peuple , bon de sa nature ; mais son visage étranger , pour ainsi dire , à la scène dont il étoit le principal personnage , sembloit dire aux spectateurs : Eh bien ! me voilà. Quoique vous disiez , quoique vous fassiez , je suis toujours votre roi. Eussiez-vous encore plus de griefs contre moi , vous n'oserez toucher à ma personne ; j'en ferai quitte pour quelque mauvais compliment ; ce printems j'aurai mon tour , & prendrai ma revanche.

Quoi qu'il arrive , Louis Capet ne manifestant aucune crainte , & se trouvant à son aise dans tout le cours de la journée de son premier interrogatoire , fait l'éloge des Parisiens & de l'excellent esprit qui les anime. Cela servira à prouver aux départemens & à nos voisins , que nous ne sommes pas une horde féroce , toujours prête à substituer le poignard de la vengeance au glaive de la justice. Cela prouvera que malgré les agitateurs , dont on dit cette grande ville toute pleine , la sauve-garde de la loi est un égide sacré que nous respectons.

Mais en même tems il faut le dire , le peuple ne se montre ainsi disposé que dans le ferme espoir où il est que justice se fera : il la veut ; il l'attend. Il la veut exemplaire ; il l'attend sans de nouveaux délais , & il n'exige rien de trop ; il ne faudroit pas le décevoir encore longtemps. Depuis quatre mois , c'est un modèle de courage & de patience , mais tout à son terme. Accablé de privations en tout genre , gémissant sur le sort de ses frères sous les armes , livrés au brigandage des fournisseurs avides , au gaspillage des mal-intentionnés ; peu tranquillisé sur l'état des finances qu'enveloppe le crêpe du mystère , mal rassuré sur les subsistances qui circulent à si grands frais & avec tant de peine , le peuple supporte tout cela avec résignation , persuadé que la cause première de tous ces désordres est au Temple. Du fond de la tour , l'ex-roi impuni , c'est l'épée de Damoclès , suspendue par un cheveu sur la tête du peuple. Tant que Louis XVI existera , jugé ou non , il se dira roi , & trouvera des gens pour le croire. En ce moment un piège adroit est tendu au peuple , mais il s'en doute. Les aristocrates (car si

le mot a vieilli, la chose ne l'est pas) se coalisent avec les patriotes modérés, ou peu instruits, à l'inçu peut-être de ceux-ci, pour presser le jugement de Capet. Ils vont jusqu'à publier que c'est un monstre, assurément cent fois digne de mort ; mais en même tems ils ajoutent qu'il seroit digne de nous de lui faire grace. Ainsi, on ne presse son jugement que pour hâter sa délivrance, & lui rendre la faculté de servir d'étendard à une contre-révolution, à laquelle on n'a pas encore renoncé. Déjà la chronique cite avec complaisance les noms de Vilette, Manuel & Gorfas, lesquels, dit-elle, votent pour le bannissement de Louis Capet ; & elle ajoute impudemment : une grande partie du peuple paroît partager ces opinions.

Peuple, c'est ainsi qu'on fait les honneurs de ta personne, & qu'on juge de l'opinion publique d'après Gorfas, Manuel & Vilette l'ex-marquis. L'opinion publique est & doit être que justice se fasse, que le niveau de la loi se promène sur toutes les têtes coupables. Point de grace à un chef de brigands, pas plus qu'à ses complices.

Les rapports suivans compléteront l'historique que nous avons commencé :

Rapport du maire & du procureur de la commune sur leur mission au Temple. Du 11 décembre. Arrivés au Temple, nous y avons attendu très-long-temps le décret de la convention qui fixoit l'époque de la translation. Ce retard a inspiré quelques inquiétudes aux citoyens. Il nous ont députés, afin de s'informer pourquoi nous différions si long-temps de nous mettre en marche. Ils ne nous ont pas dissimulé qu'ils craignoient que la translation n'eût pas lieu. Nous leur avons expliqué les raisons de nos délais, & ils se sont retirés. Nous nous sommes ensuite rassemblés pour dissiper ces germes d'inquiétude, & pour disposer la force armée. Sur ces entrefaites, le décret est arrivé. Je suis alors monté dans l'appartement de Louis, & avec la dignité qui convient à un représentant du peuple, je lui ai signifié son mandat d'amener. Je suis chargé, lui ai-je dit, de vous annoncer que la convention nationale vous attend à sa barre, & qu'elle m'en donne de vous y traduire. Je lui ai demandé ensuite s'il vouloit descendre. Après avoir fait plusieurs questions auxquelles je n'ai pas cru devoir répondre, il est descendu sans beaucoup de difficultés. Lorsqu'il a été de retour, il m'a demandé si on lui donneroit un conseil ; je lui

ai répondu que je n'étois chargé que de le conduire à la barre de la convention, & que ma mission étoit finie. Malgré cette réponse, il m'a encore rappelé lorsqu'étois au bas de l'escalier pour me réitérer la même mission. La convention, lui ai-je dit alors, vous fera connaître sa volonté. Nous nous sommes ensuite transférés dans la salle du conseil; nous y avons demandé la parole, elle nous a été accordée, & nous nous sommes retirés. Chaumet n'a rien ajouté à ce rapport, sinon que Louis Capet avoit reçu une leçon terrible; que des décrets de mort avoient été portés contre lui. Ceci étoit raisonnable, a-t-il dit, parce que les citoyens ignoroient encore ce qui se passeroit à la convention. Mais à présent nous attendons de Paris le même calme, la même tranquillité que lors de l'arrivée & de l'exécution des décrets. Louis est de retour au Temple, peut-être n'en dira-t-il que pour être traduit de nouveau à la barre de la convention, & de là au supplice. Nous vous invitons, citoyens, à vous rappeler qu'il n'appartient plus au peuple, mais à la loi qui doit seule le frapper.

On a entendu ensuite le procès-verbal dressé par le secrétaire-greffier Colombeau, dont voici l'extrait :

Extrait de la translation de Louis Capet du Temple à la barre de la convention nationale, & de la convention au Temple. Le procureur de la commune a observé que la salle du Temple étoit étroite, & qu'il y avoit à craindre qu'il n'arrivât quelque accident au moment du départ. Il a requis en conséquence que le commandant du poste fût invité à se rendre pour prendre les mesures convenables. . . . Il a été arrêté que Louis Capet ne sortirait du Temple, que le décret de la convention nationale ne fût notifié. . . . L'assemblée a décrété à une voix moins un quart que ce décret seroit sur le champ notifié à Louis Capet, & qu'il partirait à l'instant même.

En conséquence, le maire & le secrétaire-greffier sont allés à la chambre de Louis; le maire a annoncé le résultat de sa mission, & le secrétaire-greffier a lu de suite les mots : « Décret de la convention nationale du 6 décembre. Article V. Louis Capet sera conduit à la barre de la convention, pour répondre aux questions qui lui seront faites seulement par l'organe du président » : après cette lecture, le citoyen maire a demandé à Louis Capet s'il vouloit descendre; celui-ci a paru hésiter un

instant ; & a dit : « Je ne m'appelle pas Louis Capet : » mes ancêtres ont porté ce nom , mais jamais on ne m'a appelé ainsi. Au reste , c'est une suite des traitements que j'éprouve depuis quatre mois par la force ». Le maire , sans répondre , l'a invité de nouveau à descendre : à quoi il s'est décidé. Monté en voiture , il a gardé le silence presque tout le temps de sa translation. (Ici sont détaillées les questions qui lui ont été faites à la barre & ses réponses). Après son interrogatoire , il s'est retiré dans le lieu où les députations attendent ; il a accepté un petit morceau de pain , en observant qu'il étoit à jeun : il étoit alors cinq heures. Bientôt il est remonté dans la voiture du citoyen maire ; mais il a peu parlé à son retour. La multitude étoit innombrable sur son passage ; tant en allant qu'en revenant , la force armée a gardé le plus grand ordre , & les citoyens ont généralement observé le silence. A son retour le soir on a été moins tranquille. Louis a entendu plus d'une fois l'arrêt de sa mort mêlé aux cris de *vive la nation* , *vive la république*. Il a été remis dans sa chambre à six heures & demie ; il a fait rappeler le citoyen maire au moment de son départ , & lui a demandé avec instance de lui faire passer très-promptement le décret qui doit lui accorder le conseil qu'il a demandé , & qu'on ne refuse à personne. Le citoyen maire lui a répondu qu'il n'étoit chargé que de sa translation à la convention nationale , & de la convention au Temple ; mais que la convention sans doute lui feroit connoître sa volonté.

Résumé du rapport du commissaire Albertier. « Le ci-devant s'est levé à sept heures. Quoique sa barbe fût longue (1) , sa toilette a été courte. Sa prière a été à peu près de trois-quarts d'heure. A huit heures , le bruit du tambour l'a fort inquiété : il m'a demandé ce que c'étoit que ce tambour , & a ajouté qu'il n'étoit point accoutumé à l'entendre de si bonne heure. — Je l'ignore ; ai-je répondu. — Croyez - vous que ce ne soit pas la

(1) Ce M. Albertier fait aussi de l'esprit ; tout le monde s'en mêle. Condorcet a bien tort de dire que nous retournons à grands pas vers la barbarie. Mais est-il permis de faire de l'esprit aux dépens d'un prisonnier à la veille d'être jugé à mort ?

générale ? — Je l'ignore encore. Il se promène un instant dans sa chambre , & écoute attentivement. — Il me semble que j'entends le trépignement des chevaux dans la cour ? — Je ne fais ce que c'est. Un instant après l'on a servi le déjeuner. Louis a déjeuné en famille. La plus grande agitation régnoit sur tous les visages. Le bruit & le rassemblement qui , à chaque instant , devenoit plus nombreux , ont continué à beaucoup l'alarmer. Après le déjeuner , au lieu de la leçon de géographie qu'il a coutume de donner à son fils , il a fait avec lui une partie au jeu de Siam. L'enfant , qui ne pouvoit aller plus loin que le point seize , s'est écrié : *Le nombre seize est bien malheureux.* — Ce n'est pas d'aujourd'hui que je le fais , a répondu Louis XVI. — Le bruit cependant augmentoit. J'ai cru qu'il étoit temps de l'instruire ; je me suis approché de lui. Monsieur , je vous prévien que dans l'instant vous allez recevoir la visite du maire. — Ah ! tant mieux , a répondu Louis. — Mais je vous prévien , ai-je réparti , qu'il ne vous parlera pas en présence de votre fils. Louis faisant approcher son fils : Embrassez-moi , mon fils , & embrassez votre maman pour moi. Ordre est donné à Clery de sortir. Il sort & emmène avec lui le jeune Louis. Louis XVI m'a demandé ensuite si ce maire est un homme petit , grand , gros , gras , jeune , vieux. Je lui ai répondu que je ne le connoissois qu'imparfaitement , mais que je croyois qu'il étoit d'un âge & d'une grosseur ordinaires , maigre & assez grand. Louis , après avoir resté un quart-d'heure à se promener , se place dans son fauteuil , en me demandant si je savois ce que le maire avoit à lui dire. Je lui ai dit que je l'ignorois , mais que bientôt il le lui apprendroit lui-même. Il se lève & se promène encore pendant quelque temps. Je lisois sur son front l'inquiétude qui l'agitoit.

» Il étoit tellement rêveur , tellement absorbé dans ses réflexions , que je me suis approché de très-près derrière lui sans qu'il me remarquât. A la fin , il s'est retourné , & tout surpris , il m'a dit : Que voulez-vous , monsieur ? — Moi , monsieur , je ne veux rien ; seulement je vous ai cru incommode , & je venois voir si vous aviez besoin de quelque chose. — Non , monsieur. Il s'est replacé dans son fauteuil , & le citoyen maire est arrivé un instant après. M. Chambon lui a parlé avec

beaucoup de chaleur & de dignité. (Ici , le commissaire rapporteur rend compte du discours laconique du maire , de la lecture faite par le secrétaire-greffier du décret qui ordonne que *Louis Capet* sera traduit à la barre , de la réponse de celui-ci au mot *Louis Capet*. Seulement Louis seize a ajouté : *Vous m'avez privé une heure trop tôt de mon fils.*) Louis XVI est ensuite descendu , sans beaucoup de difficulté , sur l'invitation du maire. Lorsqu'il a été au bas de l'escalier , dans le vestibule , qu'il a vu cette force armée , ces fusils , ces piques & ces cavaliers , bleu de ciel , dont il ignoroit la formation , son inquiétude a paru redoubler.

Arrivé dans la cour , il a jeté un coup-d'œil sur la tour qu'il venoit de quitter ; il pleuvoit alors. Je suis monté ensuite avec mon collègue dans l'appartement des dames : elles étoient dans des transes terribles. Nous leur avons appris que Louis venoit de recevoir la visite du maire. Le jeune Louis le leur avoit déjà annoncé. Je fais cela , m'a dit Marie-Antoinette : mais où est-il actuellement ? Je lui ai répondu qu'il alloit à la barre de la convention , mais qu'elle ne devoit point être inquiète , qu'une force imposante protégeroit sa marche. Nous ne sommes point inquiètes , mais affligées , m'a répondu madame Elisabeth ; & si vous nous l'eussiez dit plus tôt , vous nous auriez bien soulagées. Lorsqu'il a été de retour , que le maire & tous ceux qui l'accompagnoient m'ont eu laissé seul avec lui , il m'a dit : Monsieur , croyez-vous qu'on puisse me refuser un conseil ? Le commissaire. Monsieur , si la convention vous en accorde un , vous en aurez un ; mais je ne puis rien préjuger. Louis. Je vais chercher la constitution. Il y va , revient , & après l'avoir parcourue : Oui , la loi me l'accorde. Mais , monsieur , croyez-vous que je puisse communiquer avec ma famille ? Le commissaire. Monsieur , je l'ignore encore , mais je vais consulter le conseil. Louis XVI. Faites-moi aussi , je vous prie , apporter à dîner , car j'ai faim ; je suis presque à jeun depuis ce matin. Le commissaire. Je vais d'abord satisfaire aux vœux de votre cœur , en consultant le conseil , puis je vous ferai apporter à dîner. Un instant après je suis rentré. Monsieur , je vous annonce que vous ne communiquerez point avec votre famille. Louis. C'est cependant bien dur ; mais avec mon fils , mon fils qui n'a

que sept ans. — Le conseil a arrêté que vous ne communiqueriez point avec votre famille : or , votre fils est compté pour quelque chose dans votre famille.

L'on a ensuite servi le souper. Louis a mangé six coquelettes , un morceau de volaille assez volumineux , des œufs , bu deux verres de vin blanc & un d'Alicante , & sur le champ il a été se coucher. Nous sommes remontés chez les dames. Leur première question a été de savoir si Louis communiqueroit avec sa famille. Nous leur avons fait la même réponse qu'à Louis. Marie-Antoinette. Au moins laissez-lui son fils. L'un de mes collègues lui a répondu. Madame , dans la position où vous vous trouvez , je crois que c'est à celui qui est supposé avoir le plus de courage à supporter la privation : d'ailleurs , l'enfant , à son âge , a plus besoin des soins de sa mère que de ceux de son père.

Passons à l'acte énonciatif & à l'interrogatoire.

Acte énonciatif & réponses. Louis , le peuple français vous accuse d'avoir commis une multitude de crimes pour établir votre tyrannie en détruisant sa liberté.

Vous avez , le 20 juin 1789 , attenté à la souveraineté du peuple en suspendant les assemblées des représentans , & en les repoussant par la violence du lieu de leurs séances. La preuve en est dans le procès-verbal dressé au jeu de paume de Versailles par les membres de l'assemblée constituante. --- Louis a répondu avec le ton de la colère : Il n'y avoit aucune loi dans ce temps-là qui existât sur cet objet.

Le 23 juin vous avez voulu dicter des loix à la nation ; vous avez entouré de troupes ses représentans ; vous leur avez présenté deux déclarations royales , équivoques de toute liberté , & vous leur avez ordonné de se séparer. Vos déclarations & les procès-verbaux de l'assemblée constatent ces attentats. --- Même réponse que la précédente.

Vous avez fait marcher une armée contre les citoyens de Paris ; vos satellites ont fait couler le sang de plusieurs d'entr'eux , & vous n'avez éloigné cette armée que lorsque la prise de la Bastille & l'insurrection générale vous ont appris que le peuple étoit victorieux. Les discours que vous avez tenus les 9 , 12 & 14 juillet aux diverses députations de l'assemblée constituante , font connoître quelles étoient vos intentions , & les massacres des Tuileries déposent contre vous. --- Louis , avec le même ton : J'étois maître de faire marcher les troupes comme je voulois dans ce temps-là , & jamais mon intention n'a été de faire répandre du sang.

Après ces événemens , & malgré les promesses que vous aviez faites le 15 dans l'assemblée constituante , & le 17 dans l'Hôtel-de-Ville de Paris , vous avez persisté dans vos projets contre la liberté nationale , & vous avez long-temps éludé de faire exécuter les décrets du 11 août , concernant l'abolition de la servitude personnelle , du

régime féodal & de la dime. Vous avez long-temps refusé de reconnaître la déclaration des droits de l'homme ; vous avez augmenté du double le nombre de vos garde-du-corps , & appelé le régiment de Flandre à Versailles ; vous avez permis que , dans des orgies faites sous vos yeux , la cocarde nationale fût foulée aux pieds , la cocarde blanche arborée , & la nation blasphémée ; enfin , vous avez nécessité une nouvelle insurrection , occasionné la mort de plusieurs citoyens , & ce n'est qu'après la défaite de vos gardes que vous avez changé de langage , & renouvelé des promesses perfides. Les preuves de ces faits sont dans vos observations du 18 septembre sur les décrets du 11 août , dans les procès-verbaux de l'assemblée constituante , dans les événemens de Versailles des 5 & 6 octobre , & dans le discours que vous avez tenu le même jour à une députation de l'assemblée constituante , lorsque vous lui dites que *vous vouliez vous éclairer de ses conseils , & ne jamais vous séparer d'elle*. R. J'ai fait les observations que j'ai cru justes & nécessaires sur les décrets qui m'ont été présentés. Quant à la cocarde , le fait est faux : il ne s'est pas passé devant moi.

Vous aviez prêté , à la fédération du 14 juillet , un serment que vous n'avez pas tenu. Bientôt vous avez essayé de corrompre l'esprit public à l'aide de Talon , qui agissoit dans Paris , & de Mirabeau , qui devoit imprimer un mouvement contre-révolutionnaire aux provinces ; vous avez répandu des millions pour effectuer cette corruption , & vous avez voulu faire de la popularité même un moyen d'asservir le peuple. Ces faits résultent d'un mémoire de Talon , que vous avez apostillé de votre main , et d'une lettre que Laporte vous écrivoit le 19 avril , dans laquelle , vous rapportant une conversation qu'il avoit eue avec Rivarol , il vous disoit que les millions que l'on vous avoit engagé à répandre n'avoient rien produit.

Valazé est à la tribune , & dit : Voilà des pièces à l'appui de ces faits ; voilà le mémoire de Talon. — Louis répond : Je ne me rappelle point précisément ce qui s'est passé dans ce temps-là ; mais le tout est antérieur à l'acceptation que j'ai faite de la constitution.

N'est-ce pas par suite du projet de Talon que vous avez été au faubourg Saint-Antoine , & que vous y avez répandu de l'argent , en disant que vous ne pouviez pas faire davantage ? R. Je n'avois pas de plus grand plaisir que de donner à ceux qui avoient besoin ; & ce que j'ai fait alors n'avoit trait à aucun projet.

N'est-ce pas par suite du même projet que le 28 , une multitude de nobles & de militaires se répandirent dans vos appartemens , au château des Tuileries , pour favoriser cette fuite , & que vous voulûtes , le 18 avril , quitter Paris pour vous rendre à Saint-Cloud , sous prétexte de santé ? R. Cette accusation est absurde.

Dès long-temps vous avez médité un projet de fuite. Il vous fut remis , le 23 février , un mémoire qui vous en indiquoit les moyens , & vous l'apostillâtes ; mais la résistance des citoyens vous fit sentir que la défiance étoit grande : vous cherchâtes à la dissiper en communiquant à l'assemblée constituante une lettre que vous adressiez aux agens de la nation auprès des puissances étrangères , pour leur annoncer que vous aviez accepté librement les articles constitutionnels qui vous avoient été présentés ; & cependant , le 21 , vous preniez la fuite avec un faux passe-port ; vous laissiez une déclaration contre ces mêmes articles constitutionnels ; vous ordonniez aux ministres de ne signer aucuns des actes émanés de l'assemblée nationale , &

vous défendiez à celui de la justice de remettre les sceaux de l'état. L'argent du peuple étoit prodigué pour assurer les succès de cette trahison, & la force publique devoit la protéger sous les ordres de Bouillé, qui, naguère, avoit été chargé de diriger le massacre de Nancy, & à qui vous aviez écrit à ce sujet de *soigner sa popularité, parce qu'elle vous seroit utile*. Ces faits sont prouvés par le mémoire du 23 février, apostillé de votre main ; par votre déclaration du 20 juin, toute entière de votre écriture ; par votre lettre du 4 septembre 1790, à Bouillé, & par une note de celui-ci, dans laquelle il rend compte de l'emploi des 993,000 liv. données par vous, & employées en partie à la corruption des troupes qui devoient vous escorter. *R.* Je n'ai aucune connoissance du mémoire du 23 février. Quant à ce qui est relatif à mon voyage de Varennes, je m'en réfère à ce que j'ai dit aux commissaires de l'assemblée constituante dans ce temps-là.

Après votre arrestation à Varennes, l'exercice du pouvoir exécutif fut un moment suspendu dans vos mains, & vous conspirâtes encore. Le 19 juillet le sang des citoyens fut versé au Champ de Mars. Une lettre de votre main écrite en 1790 à Lafayette, prouve qu'il existoit une coalition criminelle entre vous & Lafayette, à laquelle Mirabeau avoit accédé. La révision commença sous ces auspices cruels ; tous les genres de corruption furent employés ; vous avez payé des libelles, des pamphlets, des journaux destinés à pervertir l'opinion publique, à discréditer les assignats & à soutenir la cause des émigrés. Les registres de Septeuil indiquent quelles sommes énormes ont été employées à ces manœuvres liberticides. *R.* Ce qui s'est passé le 19 juillet ne peut aucunement me regarder : pour le reste, je n'en ai aucune connoissance.

Vous avez paru accepter la constitution le 14 septembre ; vos discours annonçoient la volonté de la maintenir, & vous travailliez à la renverser avant même qu'elle fût achevée.

Une convention avoit été faite à Pilnitz le 24 juillet, entre Léopold d'Autriche & Frédéric-Guillaume de Brandebourg, qui s'étoient engagés à relever en France le trône de la monarchie absolue, & vous vous êtes tu sur cette convention jusqu'au moment où elle a été connue de l'Europe entière. *R.* Je l'ai fait connoître sitôt que je l'ai su : au reste, tout ce qui a trait à ces objets, par la constitution regarde les ministres.

Arles avoit levé l'étendard de la révolte, vous l'aviez favorisée par l'envoi de trois commissaires civils qui se sont occupés, non à réprimer les contre-révolutionnaires, mais à justifier leurs attentats. *R.* Les instructions qu'avoient les commissaires doivent prouver ce dont ils étoient chargés, & je n'en connoissois aucun quand les ministres me les ont proposés.

Avignon & le Comtat Venaissin avoient été réunis à la France ; vous n'avez fait exécuter le décret qu'après un mois ; & pendant ce temps la guerre civile a déolé ce pays ; les commissaires que vous y avez successivement envoyés ont achevé de le dévaster. *R.* Je ne me souviens pas du délai qui a été mis dans l'exécution : au reste, ce sont ceux qui y ont été envoyés, & ceux qui les ont envoyés, que cela regarde.

Nîmes, Montauban, Mende, Jalès avoient éprouvé de grandes agitations dès les premiers jours de la liberté ; vous n'avez rien fait pour étouffer ce germe de contre-révolution, jusqu'au moment où

la conspiration de Salliant a éclaté. *R.* J'ai donné tous les ordres que les ministres m'ont proposés.

Vous avez envoyé vingt-deux bataillons contre les Marseillois qui marchaient pour réduire les contre-révolutionnaires arlésiens. *R.* Il faudroit que j'eusse les pièces pour répondre juste à cela.

Vous avez donné le commandement du midi à Wigenstein, qui vous écrivoit, le 21 avril 1792, après qu'il eût été rappelé : « Quelques instans de plus, & je rappellerai pour toujours, autour du trône de votre majesté, des milliers de Français redevenus dignes des vœux qu'elle forme pour leur bonheur. *R.* Cette lettre est postérieure à son rappel ; il n'a pas été employé depuis : je ne me souviens pas de la lettre.

Vous avez payé vos ci-devant gardes-du-corps à Coblentz ; les registres de Septeuil en font foi, & plusieurs ordres signés de vous constatent que vous avez fait passer des sommes considérables à Bouillé, Rochefort, la Vauguyon, Choiseul-Beaupré, Hamilton & la femme Polignac. *R.* D'abord que je sus que mes gardes-du-corps se formoient de l'autre côté du Rhin, je défendis qu'on les payât : pour le reste, je ne m'en souviens nullement.

Vos frères, ennemis de l'Etat, ont rallié les émigrés sous leurs drapeaux ; ils ont levé des régimens, fait des emprunts, & contracté des alliances en votre nom ; vous ne les avez désavoués qu'au moment où vous avez été certain que vous ne pouviez plus nuire à leurs projets. Votre intelligence avec eux est prouvée par un billet écrit de la main de Louis-Stanislas Xavier, souscrit par vos deux frères, & ainsi conçu :

« Je vous ai écrit, mais c'étoit par la poste, & je n'ai rien pu » dire. Nous sommes ici deux qui n'en font qu'un : mêmes senti- » mens, mêmes principes, même ardeur pour vous servir. Nous » gardons le silence ; mais c'est que le rompant trop tôt, nous vous » compromettrions : mais nous parlerons dès que nous serons sûrs » de l'appui général ; & ce moment est proche. Si l'on nous parle de » la part de ces gens-là, nous n'écouterons rien ; si c'est de la vôtre, » nous écouterons ; mais nous irons droit notre chemin : ainsi, si » l'on veut que vous nous fassiez dire quelque chose, ne vous gênez » pas. Soyez tranquille sur votre sûreté ; nous n'existons que pour » vous servir, nous y travaillons avec ardeur, & tout va bien ; nos » ennemis même ont trop d'intérêt à votre conservation, pour » commettre un crime inutile, & qui achèveroit de les perdre. Adieu. » LOUIS-STANISLAS-XAVIER, & CHARLES-PHILIPPE. » *R.* J'ai désavoué toutes les démarches de mes frères, suivant que la constitution me le prescrivait, aussi-tôt que j'en ai eu connoissance. Je n'ai aucune connoissance de ce billet.

L'armée de ligne, qui devoit être portée au pied de guerre, n'étoit forte que de cent mille hommes à la fin de décembre ; vous aviez ainsi négligé de pourvoir à la sûreté extérieure de l'Etat. Narbonne, votre agent, avoit demandé une levée de soixante mille hommes ; mais il arrêta le recrutement à vingt-six mille, en assurant que tout étoit prêt. Rien ne l'étoit pourtant. Après lui, Servan proposa de former auprès de Paris un camp de vingt mille hommes ; l'assemblée législative le décréta, vous refusâtes votre sanction. Un élan de patriotisme fait partir de tous côtés des citoyens pour Paris ; vous fîtes une proclamation qui tendoit à les arrêter dans leur marche ; cependant nos armées étoient dépourvues de soldats. Dumourier,

successeur

successeur de Servan, avoit déclaré que la nation n'avoit ni armes, ni munitions, ni subsistances, & que les places étoient hors de défense; vous avez attendu d'être pressé par une réquisition faite au ministre Lajard, à qui l'assemblée législative demandoit d'indiquer quels étoient ses moyens de pourvoir à la sûreté extérieure de l'Etat, pour proposer par un méliage la levée de quarante-deux bataillons. R. J'ai donné aux ministres tous les ordres nécessaires pour mettre l'armée sur le pied de guerre, dès le mois de décembre dernier; les états ont été mis sous les yeux de l'assemblée: s'ils se sont trompés, ce n'est pas ma faute.

Vous avez donné mission aux commandans des troupes de désorganiser l'armée, de pousser des régimens entiers à la désertion, & de leur faire passer le Rhin pour les mettre à la disposition de vos frères & de Léopold d'Autriche, avec lequel vous étiez d'intelligence. Le fait est prouvé par la lettre de Toulougeon, commandant dans la Franche-Comté. R. Il n'y a pas le mot de vrai dans cette accusation.

Vous avez chargé vos agens diplomatiques de favoriser la coalition des puissances étrangères & de vos frères contre la France, & particulièrement de cimenter la paix entre la Turquie & l'Autriche, pour dispenser celle-ci de garnir ses frontières du côté de la Turquie, & lui procurer par là un plus grand nombre de troupes contre la France. Une lettre de Choiseul-Gouffier, ambassadeur à Constantinople, établit le fait. R. M. de Choiseul n'a pas dit la vérité; cela n'a jamais existé.

Les Prussiens s'avançoient vers nos frontières. On interpella, le 8 juillet, votre ministre de rendre compte de l'état de nos relations politiques avec la Prusse. Vous répondîtes, le 10, que cinquante mille Prussiens marchoient contre nous, & que vous donniez avis au corps législatif des actes formels de ces hostilités imminentes, aux termes de la constitution. R. Ce n'est qu'à cette époque-là que j'en ai eu connoissance: toute la correspondance diplomatique passoit par les ministres.

Vous avez confié le département de la guerre à Dabancourt, neveu de Calonne; & tel a été le succès de votre conspiration, que les places de Longwy & de Verdun ont été livrées aussitôt que les ennemis ont paru. R. J'ignoreis que M. Dabancourt fût le neveu de Calonne: ce n'est pas moi qui ait dégarni les places; je ne me serois pas permis une pareille chose.

Qui est-ce qui a dégarni les places de Longwy & de Verdun? R. Je n'en ai aucune connoissance, si elles l'ont été.

Vous avez détruit notre marine; une foule d'officiers de ce corps étoient émigrés; à peine en restoit-il pour faire le service des ports: cependant Bertrand accordoit toujours des passe-ports; & lorsque le corps législatif vous a exposé, le 8 mars, sa conduite coupable, vous répondîtes que vous étiez satisfait de ses services. R. J'ai fait ce que j'ai pu pour retenir les officiers. Quant à Bertrand, comme l'assemblée nationale ne portoit contre lui aucun grief qui pût le faire mettre en état d'accusation, je n'ai pas cru devoir le changer.

Vous avez favorisé dans les colonies le maintien du gouvernement absolu; vos agens y ont par-tout fomenté le trouble & la contre-révolution qui s'y est opérée à la même époque où elle devoit s'effectuer en France: ce qui indique assez que votre main

conduisoit cette trame. *R.* Il y a beaucoup de personnes qui se sont dites mes agens dans les colonies : ils n'ont pas dit vrai ; j'en ai eu aucun rapport à ce que vous venez de me dire.

L'intérieur de l'état étoit agité par les fanatiques ; vous vous en êtes déclaré le protecteur , en manifestant l'intention évidente de secourir par eux votre ancienne puissance. *R.* Je ne peux pas répondre à cela : je n'ai aucune connoissance de ce projet.

Le corps législatif avoit rendu , le 29 janvier , un décret contre les prêtres fatigues ; vous en avez suspendu l'exécution. *R.* La constitution me laissoit la sanction libre des décrets.

Les troubles s'étoient accrus , le ministre déclara qu'il ne connoissoit dans les loix existantes aucun moyen d'atteindre les coupables. Le corps législatif rendit un nouveau décret ; vous en suspendîtes encore l'exécution. Même réponse que la précédente.

L'incivisme de la garde que la constitution vous avoit donnée en avoit nécessité le licenciement. Le lendemain vous lui avez écrit une lettre de satisfaction ; vous avez continué de la solder. Ce fait est prouvé par les comptes du trésorier de la liste civile. *R.* Je n'ai continué de la payer que jusqu'à ce qu'elle pût être recrutée , comme le décret le portoit.

Vous avez retenu auprès de vous les gardes suisses. La constitution vous le défendoit , & l'assemblée législative en avoit expressément ordonné le départ. *R.* J'ai suivi tous les décrets qui ont été rendus à cet égard.

Vous avez eu dans Paris des compagnies particulières , chargées d'y opérer des mouvemens utiles à vos projets de contre-révolution. D'Angremont & Gilles étoient deux de vos agens ; ils étoient salariés par la liste civile. Les quittances de Gilles , chargé de l'organisation d'une compagnie de soixante hommes , vous seront présentées. *R.* Je n'ai aucune connoissance du projet qu'on leur prête : jamais idée de contre-révolution n'est entrée dans ma tête.

Vous avez voulu , par des sommes considérables , suborner plusieurs membres des assemblées constituante & législative. Des lettres de Saint-Léon & d'autres attestent la réalité de ces faits.

R. Il y a eu plusieurs personnes qui se sont présentées avec des projets pareils ; je les ai éloignées.

Quels sont ceux qui vous ont présenté ces projets ? *R.* C'étoit si vague , que je ne m'en rappelle pas dans ce moment.

Quels sont les membres de l'assemblée nationale & législative , que vous avez voulu corrompre ? *R.* Je n'ai point cherché à en corrompre : je vous l'ai déjà dit ; je n'en connois aucun.

Quels sont ceux à qui vous avez promis ou donné de l'argent ? *R.* Aucun.

Vous avez laissé avilir la nation française en Allemagne , en Italie , en Espagne , puisque vous n'avez rien fait pour exiger la réparation des mauvais traitemens que les Français ont éprouvés dans ces pays. *R.* La correspondance diplomatique doit prouver le contraire ; au reste , cela regardoit les ministres.

Vous avez fait , le 10 août , la revue des Suisses à cinq heures du matin , & les Suisses ont tiré les premiers sur les citoyens. *R.* J'ai été voir toutes les troupes qui étoient rassemblées chez moi ce jour-là ; les autorités constituées étoient chez moi , le département , le maire & la municipalité ; j'avois fait prier même

délégation de l'Assemblée nationale d'y venir pour m'aider de conseils, & je me suis ensuite rendu dans son sein avec ma le.

urquoi ce jour-là avez-vous doublé la garde du château des nées ? *R.* Toutes les autorités constituées l'ont vu ; le château étoit menacé ; & comme j'étois une autorité constituée, je le me défendre.

urquoi avez-vous mandé au château le maire de Paris dans it du 9 au 10 août ? *R.* Sur les bruits qui se répandoient.

avez fait couler le sang des Français ? *R.* Non, mon ; ce n'est pas moi.

avez-vous autorisé Septeuil à faire un commerce considérable de s, sucre & café à Hambourg ? Ce fait est prouvé par une de Septeuil. *R.* Je n'ai aucune connoissance de ce que vous le.

urquoi avez-vous mis le veto sur le décret qui ordonnoit la tion d'un camp de vingt mille hommes ? *R.* La constitution bonnoit la libre sanction des décrets, & dès ce temps-là même demandé la réunion d'un camp à Soissons.

président annonce que les questions sont épuisées. Il demande us Capet s'il a quelque chose à ajouter. Il répond : Je de le communication des accusations que je viens d'entendre & pièces qui y sont jointes, & la faculté de choisir un conseil me défendre.

président s'adressant à Louis Capet, lui dit : La convention niale a décrété, le 6 décembre, qu'il vous seroit donné copie sée énonciatif des crimes qui vous sont imputés, & que son dent vous ajourneroit à deux jours pour être entendu définitivement. S'adressant à l'Assemblée : La convention veut-elle com- quier à Louis les pièces originales pour qu'il en vérifie les si- gnes ? — Oui, oui, répond-on.

ous. Je demande à pouvoir les examiner avec soin.

quel. Louis devroit se retirer un instant, & l'Assemblée déli- roit sur ses demandes.

urriot. Il n'en est pas besoin : on peut lui communiquer à tant les pièces.

autres les pièces sont posées sur une table placée devant la n. Valazé les prend l'une après l'autre, en énonce le conte- & les présente successivement à Louis, qui les examine.

glazé. Voilà le mémoire de Talon, adressé à Louis Capet. Ce noire est apostillé de sa main. Reconnoissez-vous cette apostille ? is. Non.

ici un mémoire de Laporte, qui établit entre Louis & Mira- u un projet de contre-révolution. *R.* J'ai dit que je ne le pousais pas.

ettre de Louis Capet, datée du 29 juin 1790 : elle annonce un jet entre Lafayette & Mirabeau. *R.* Cela a l'air d'être mon ture. Je vous prie d'en expliquer le contenu. (On lit la let-) C'est un projet de lettre ; il n'y est pas question de révolu- : elle n'a pas été envoyée.

ettre de Laporte à Louis Capet. On y parle du comité des fi- ces & des domaines. *R.* Je ne la connois pas.

autre lettre de Laporte. On y explique une prétendue rupture Mirabeau avec les Jacobins. *R.* Je ne la connois pas.

Lettre du même. Elle explique les derniers instans de la vie de Mirabeau. *R.* Je ne la connois pas plus que l'autre.

Lettre du même, où l'on dit que Mirabeau est le seul homme qui convienne. *R.* Je ne la connois pas plus que les trois premières. (Louis s'assied.)

Projet de constitution ou de révision. *R.* Toutes ces choses-là, si elles ont existé, ont été effacées par la constitution.

Mais connoissez-vous cette écriture? *R.* Non, je ne la connois pas.

Et l'apostille? *R.* De même.

Lettre de Laporte. Il rend compte d'une conversation avec Rivarol. *R.* Je ne la connois pas plus.

Lettre du même. Il se plaint de Mirabeau & de l'abbé Périgord. *R.* Je ne la reconnois pas plus que les autres.

Lettre du même, énonciative d'un mémoire qui contient un plan de contre-révolution. *R.* Je ne connois aucun des deux.

Pièces énonciatives des dépenses à faire pour gagner la faveur populaire. Cette pièce a été trouvée dans la baie pratiquée dans un mur du château des Tuileries.

Le président. Avant de communiquer la pièce à Louis, j'ai une question à lui faire.

Avez-vous fait construire une armoire à porte de fer dans un mur du château des Tuileries? *R.* Je n'en ai aucune connoissance.

Valazé continue :

Connoissez-vous cette pièce? *R.* Je ne la connois pas.

Nouveau plan du même genre. *R.* Je ne connois pas davantage celui-là.

Pièce relative aux dépenses à faire pour acquérir de l'influence. *R.* Je ne la connois pas davantage.

Registre ou journal de la main de Louis Capet, intitulé : *Pensions accordées sur la cassette, depuis 1776 jusqu'en 1792.* On y remarque des pensions accordées aux gardes-du-corps & une gratification de trois mille livres à Aclouque pour son faubourg, &c. *R.* Je reconnois celui-là, monsieur; c'est des charités que j'ai faites.

Quatre états des compagnies des gardes-du-corps & du traitement qui leur étoit payé. *R.* Oui, je les reconnois; ils étoient antérieurs à la défense que j'ai faite d'aucun paiement. Ils ne devoient être payés aucun sous les armes.

Où aviez-vous déposé ces pièces par vous reconnues? *R.* Elles devoient être chez mon trésorier.

Etat des pensions accordées aux anciens gardes-du-corps, cent suisses, gardes-français & gardes-suisses. *R.* Je ne reconnois pas celui-là.

Procès-verbal de la municipalité de Grenoble, relatif à l'arrestation de Mounier & autres conspirateurs du camp de Jalès.

R. Je ne connois pas cela.

Voici des copies certifiées de toutes les pièces originales déposées aux archives du département de l'Arniche.

Mémoire signé Condé, daté de Coblenz, le 4 mars 1792, portant autorisation donnée à Dufailant de commander dans le midi. *R.* Je ne connois pas cela.

Pièce énonciative des démêlés entre les chefs de l'armée de Jalès. *R.* Pas davantage.

pièce énonciative d'une correspondance entre Véac & Dufaill.
R. Pas davantage.

lettre énigmatique, relative au camp de Jalès. R. Pas davan-

te.
l'éclamation du comité central de Jalès aux frères du ci-devant

R. Pas davantage.

autre lettre énigmatique, relative au camp de Jalès. R. Pas

davantage.

pièce énonciative des pouvoirs donnés à Dufaillant par les frè-

du ci-devant roi. R. Pas davantage.

lettre écrite à Dufaillant par les frères du ci-devant roi, pour

donner cette autorisation. R. Pas davantage.

pouvoirs conférés le 5 mars 1792 à Dufaillant. R. Pas davan-

te.

instruction & pouvoirs donnés à Conway, par les frères du

ci-devant roi. R. Pas davantage.

lettre datée de Coblenz, le 4 mars 1792, signée Louis-Stanis-

-Xavier & Charles-Philippe, servant de réponse à la délibéra-

tion prise au nom de l'armée de Jalès. R. Pas davantage.

lettre de Bouillé, datée de Mayence le 15 décembre 1791. Il

reçoit de 993,000 livres reçues de Louis. R. Non.

Liasse de cinq pièces trouvées chez Septeuil. Ce sont les notes

des reçus de plusieurs paiemens faits pour service secret.

Non.

Billet de Laporte, portant envoi de trois billets signés Louis,

sur l'entretien des princes, ci-devant ducs d'Angoulême & de

Berry. R. Non.

Liasse relative aux dons faits à la femme Polignac, à la Vau-

yon & à Choiseul. R. Non.

Le jour commençoit à tomber. Kerfaint a pris la parole. Les

citoyens de Paris, a-t-il dit, sont depuis ce matin sous les armes;

est bientôt nuit, & il faut qu'avant la fin du jour le ci-devant

reentre au Temple. Je demande que cette communication de

ces soit interrompue & continuée demain. --- On peut finir

aujourd'hui, lui répond-on.

Valazé continue. Billet adressé au ci-devant roi par ses frères.

connoissez-vous ce billet? R. Non.

lettre de Toulangeon, datée de Fribourg le 6 août 1792. Il

clame auprès des frères du roi pour en être bien accueilli quand

ira les rejoindre. La connoissez-vous? R. Point.

Liasse concernant l'affaire de Choiseul-Gouffier. R. Nullement.

lettre de Louis à l'évêque de Clermont, la reconnoissez-vous?

Non.

La signature? R. Non.

Et le cachet aux armes de France? R. Il y avoit beaucoup de

personnes qui l'avoient.

Après la communication de ces pièces, le président s'adresse à

sous Capet, & lui dit : La convention nationale a décrété, le 6

décembre, qu'il vous seroit donné copie de l'acte énonciatif des

signes qui vous sont imputés & des pièces y jointes, & que le

président vous ajourneroit à deux jours pour être entendu défini-

vement. La convention nationale vous permet de vous retirer

dans la salle des conférences; elle va délibérer, & vous fera

connoître son décret.

Louis. J'ai demandé un conseil. --- Il sort, accompagné des officiers municipaux & du commandant-général de la garde nationale.

Cet acte énonciatif est le second coup d'essai de la commission des vingt-un. Le lundi, veille du jour où Louis devoit comparoître à la barre, elle en avoit déjà présenté un que l'assemblée trouva beaucoup trop foible & trop peu détaillé. L'imperfection de cette pièce importante prouve assez ce que nous avons dit plus d'une fois, que le comité avoit donné très-peu d'attention à cette affaire. Certes, si quelque ouvrage devoit être soigné & fort de choses, c'étoit un rapport fait, par sa nature, pour vivre autant que l'histoire, pour confondre tous les rois présents & à venir, & pour donner dans toute la suite des siècles de nouveaux prosélites à la liberté. La commission semble avoir mis dans tout ce travail une indifférence coupable. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle est restée bien au-dessous de son sujet. La convention le sentit par rapport au premier projet de l'acte énonciatif : elle chargea les vingt-un d'en présenter un autre ; mais il ne restoit plus que l'intervalle d'une nuit, & des hommes qui étoient si peu maîtres de leur sujet, ne pouvoient, dans un si court espace, produire un travail digne de la France entière. On trouva le lendemain matin, à la convention, qu'il y manquoit plusieurs faits essentiels : on parvint à les coudre, à les intercaler le mieux que l'on put ; & de cet assemblage indigeste & presque fortuit, est résulté l'acte qu'on vient de lire, acte que le rapporteur lui-même, Barbaroux, reconnut le mercredi être trop lâche, trop diffus, souvent trop vague & point assez rempli ; mais la convention s'étoit engagée aux yeux de l'univers ; le jour étoit marqué ; la nuit même consacroit les heures ; il fallut que l'acte partît *vide ou plein*.

A l'acte énonciatif présenté par le comité étoit jointe une série de questions qui fut regardée comme tellement insignifiante, qu'on se crut obligé de la faire disparoître, & qu'on préféra de s'en rapporter à la sagacité & à la prudence du président, qui ne s'étoit point préparé à remplir cette tâche : on lui désigna toutefois les différens articles de l'acte comme base nécessaire de l'interrogatoire.... Depuis le moment où la grande ques-

tion du procès du roi a été abordée; le travail du comité a toujours senti la précipitation, l'insouciance & l'inexactitude.

D'abord nous ne voyons pas pourquoi on a commencé l'énumération de ses crimes au 20 juin 1789. Sans doute Louis a commis depuis ce temps-là de grands forfaits; mais remonter si haut, n'est-ce pas faire croire que nous n'avions pas des motifs suffisans de le juger depuis la constitution, que nous n'en avons pas eu de particuliers & de nécessaires pour opérer la révolution du 10 août. Sans doute Louis fut coupable de tous les crimes que renferme l'acte énonciatif; mais il valoit mieux, par une générosité bien entendue, n'en point parler, & montrer qu'il les avoit surpassés tous par des forfaits nouveaux, s'attacher seulement à ceux-ci, les presser fortement, en tirer toutes les conséquences les plus épouvantables pour un tyran, le tenir pris dans ses propres filets, ne lui laisser aucune échappatoire; alors il n'eût pu vous dire : Je n'avois pas dans ce temps accepté la constitution. Alors vous l'eussiez convaincu à la face du ciel même, d'avoir trahi ses sermens les plus positifs, d'avoir violé une loi qu'il avoit lui-même reconnue; alors chacune de ses réponses eût porté en substance : Je suis un parjure, & cette réponse eût été beaucoup plus frappante pour une foule d'esprits foibles à qui il faut donner du ressort, pour les ignorans qu'il faut éclairer, pour les peuples esclaves qu'il faut émanciper; au lieu que tous ces hommes égarés vont aux premières interrogations répéter en chœur; mais il n'y avoit pas de loi qui lui prescrivit une conduite contraire; mais la constitution n'étoit pas faite : & cette idée affoiblira d'avance dans leur esprit égaré toutes les imputations postérieures.

En gardant le silence sur tout ce qui a précédé l'acceptation, il eût été plus adroit de faire oublier la légèreté, ou, pour mieux dire, la stupidité française; qui long-temps s'est laissé mettre un bandeau sur les yeux, ou qui les a fermés exprès pour ne pas voir la lumière; qui tandis que Louis se rendoit coupable de tant de crimes, eut la bassesse de souffrir que ses représentans le déclarassent restaurateur de la liberté, qui ne les démentit point lorsqu'ils osèrent le nommer roi des Français, représentant héréditaire de la nation, lors-

qu'ils lui mirent sur la tête la couronne constitutionnelle, & lui donnèrent par là une sorte de baptême politique. Voilà des inconvénients sur lesquels il ne falloit pas directement ramener l'attention des peuples; il falloit nous sauver de cette contradiction, puisqu'en un an Louis en avoit assez fait, & d'après la constitution même, pour tomber mille fois sous la hache du bourreau.

D'ailleurs, puisqu'on vouloit donner une grande latitude à l'acte d'accusation, pourquoi se borner là? pourquoi ne pas embrasser toute sa vie? Croyez-vous que chacun des jours de son règne ne soit pas marqué par des crimes, ainsi que ceux de tous les rois? Vous ne vouliez, direz-vous, parler que de ses efforts contre la liberté; mais toute sa vie, la vie de tous les monstres couronnés, n'est-elle pas une lutte continuelle contre la liberté des peuples? ne cherchent-ils pas sans cesse à en étouffer le germe, à l'empêcher de naître & de se développer? Depuis la première assemblée des notables, ses desseins ne s'étoient-ils pas montrés à découvert? Les Brienne, les Lamoignon n'avoient-ils pas été entre, ses mains des instrumens de despotisme? Le siège du palais, les massacres commis en son nom dans la rue St. Dominique & en d'autres endroits, l'émeute suscitée contre Réveillon n'étoient-ils point autant d'attestats notoires que la justice nationale pouvoit aussi punir? Il n'y avoit donc aucune raison, puisqu'on s'avançoit au-delà de l'époque de l'acceptation, il n'y avoit aucune raison de s'arrêter en 1789. Les deux années précédentes tenoient à cette époque; toutes les autres tenoient à ces deux-ci; il n'y avoit, à proprement parler, aucun motif de s'arrêter jusqu'à son avènement au trône.

Pour ne pas donner à cet acte un air de disette au milieu de sa fausse abondance, pour paroître grands, pour ne pas nous mettre en contradiction palpable avec nous-mêmes, on devoit donc se borner aux crimes commis depuis le 14 septembre 1791, & ne point mentionner les griefs dont il avoit arraché une sorte d'absolution par l'amnistie générale que lui-même avoit demandée, & par la royale acceptation d'une constitution qu'on lui avoit présentée. On eût pu, il est vrai, lui faire toute espèce d'interrogats sur les faits antérieurs qu'on eût pensé avoir quelque enchaînement, quelques liaisons avec

dernières perfidies ; mais il ne falloit pas en faire
 parties intégrantes de l'acte. Nous ne parlons point
 de Marat, que l'acte énonciatif dût commencer à
 que de la révolution, & qu'on ne peut accuser le
 ennemi & l'interroger que sur les crimes qu'il a commis
 sur l'acceptation. Un acte d'accusation pose sur un
 fait, ou du moins sur un petit nombre, mais cela
 pêche pas que le directeur du jury ou le jury même
 aille à l'accusé des questions sur des circonstances très-
 liées les unes des autres, & souvent fort antérieu-
 res au délit, parce qu'il veut en connoître les causes,
 les motifs, les moyens, & sur-tout les complices.
 Mais puisqu'on retrogradoit jusqu'au 20 juin 1789,
 falloit-il insérer dans l'acte tous les faits qui
 sont parqués dans les annales de la trahison de Louis XVI.
 pendant tout de ceux qu'on y a ajustés après coup.
 La convention, ne falloit-il pas l'interroger pour-
 qu'à la journée des poignards il avoit demandé grâce
 pour tous ces ci-devant nobles qui s'étoient réfugiés
 dans son château ? N'étoit-ce pas là une preuve de con-
 fiance entre eux & lui, d'autant plus que dans le
 soir qu'il laissa après sa fuite il se plaignoit de ce
 qu'il avoit insulté chez lui *sa brave noblesse* ? Ne pou-
 voit-on pas lui reprocher cette fausse générosité qui
 étoit à celle qu'éprouva si fastueusement & si persis-
 tent, au champ de Mars, ce Lafayette couché en
 par un homme payé exprès ? Il falloit lui deman-
 der pourquoi il avoit distribué une si grande quantité de
 de Saint-Louis. N'étoit-ce pas pour augmenter son
 ? Pourquoi il n'avoit point fait poursuivre le pro-
 de Jarry, incendiaire des faubourgs de Courtraï.
 Cette négligence coupable n'annonce-t-elle pas assez ou
 approuvoit sa conduite, ou même qu'il la lui avoit
 faite ?
 On eût pu ajouter encore beaucoup d'autres faits, &
 vingt-un en ont dit à la fois trop & trop peu ; ils
 compromettent, par les vices de cette rédaction, la di-
 gnité de la nation française... Quand cette triste rhapsodie
 fut adoptée, Pétion monta à la tribune, & dénonça
 les lettres-patentes que Louis avoit données à ses frères
 pour les autoriser à faire des emprunts hypothéqués sur
 les biens nationaux, & à solliciter les puissances étran-
 gères en faveur de sa cause. Pétion l'avoit su au 10
 N°. 179. Tome 14. D

adit par un nommé Perthois , qui les a vues & lues ; & Pétion avoit gardé cela pour lui depuis ce temps ; il n'en a fait confidence à personne : on sait qu'il est dans l'usage de ne faire ses révélations que fort tard , & même après coup , comme on l'a vu dans plus d'une occasion.

Drouet a présenté aussi un autre chef d'accusation peu connu jusqu'à présent ; il a dit avoir des preuves que Louis , lors de sa fuite , alloit à l'abbaye d'Orval , & non à Montmédi. C'est en vérité une étrange conduite que celle de nos représentans ! ils jouent à la fois tous les rôles sans honte & sans remords ; ils ne craignent point de remplir tour à tour les fonctions de parties civiles , d'accusateurs publics & de juges dans la même affaire. Après avoir dénoncé des faits , ils vont décider gravement si ces mêmes faits qu'ils ont avancés sont réels ; & confondant toutes les idées de jurisprudence , tous les principes de la justice , ils nous présentent dans chacun d'eux toutes les sections d'un tribunal criminel. Avec une conscience un peu délicate , un député qui énonceroit des délits que lui seul connoitroit , après avoir rendu ce service à la chose publique , se récuseroit du moins pour juge , ne se regarderoit plus comme compétent pour siéger au tribunal ; car l'homme qui se croit même le plus droit est le premier à se défier de soi-même ; il sait que malgré nous l'amour-propre nous porte à soutenir nos premières assertions , que nous n'aimons point à revenir sur nos pas , que nous ne voulons point paroître avoir agi ni pensé au hasard , & qu'une seule parole téméraire donne souvent une direction fautive à notre esprit. Pétion , Drouet & plusieurs autres auroient dû , aussi-tôt après leurs dépositions , déclarer qu'ils s'abstiendroient de prononcer sur le sort de Louis.

Et voilà un des inconvéniens majeurs qui devoient résulter de la conduite irréfléchie de la convention : lorsqu'elle s'est attribué la connoissance du procès du roi , elle eût dû sentir qu'elle violoit tous les principes , & qu'étant composée de beaucoup de membres de l'assemblée constituante & de la législative , de beaucoup d'hommes qui avoient tenu le timon des affaires depuis la révolution , & qui avoient été le plus menacés par le tyran , il y avoit dans son sein plus de connoissances

locales & particulières que par-tout ailleurs , & que la plupart de ses membres se trouveroient ainsi exposés, tout à la fois , à accuser le roi , à plaider contre lui , & à le condamner comme juge. Par quelle fatalité aucun représentant n'a-t-il apperçu les vices de cette conduite , tous ces caractères de nullité ? Mais que disons - nous ? plusieurs l'ont senti ; ils n'ont osé élever la voix ; ils n'ont point fait retentir l'enceinte de l'assemblée des mâles accens de la raison & de la vérité ; & Condorcet , qui se pare du titre de philosophe , oubliant tous les devoirs qu'impose ce nom sacré , a déserté lâchement cette belle cause ; il se contente , lorsque tout est fini , d'imprimer après coup une opinion que nous soutenons depuis plus de deux mois. Que ne montoit-il à la tribune ? que ne tonnoit-il contre cette cumulation de pouvoirs & de fonctions contraires ? Sa voix n'eût pas été perdue. Beaucoup de gens ne courent point au-devant de la vérité ; mais quand elle se présente à eux , ils la reconnoissent & l'accueillent avec joie.

Revenons à cette mémorable séance. Lou's paroît à la barre de l'assemblée. Le silence des représentans de la nation , ainsi que des spectateurs , étoit véritablement imposant & digne de la cause. Que ne pouvons - nous en dire autant de l'acte énonciatif & des interrogats du président qui en suivirent la lecture !

Lorsqu'on songe au procès de Charles I^{er} , roi d'Angleterre , fait il y a environ cent cinquante ans , & qu'on le compare à ce commencement du procès de Louis XVI , on ne peut s'empêcher de reconnoître la différence de ces deux siècles. Aujourd'hui quelques lumières sont parvenues jusqu'aux rois mêmes ; & les grands principes de la souveraineté des peuples sont si évidens , que ces usurpateurs n'osent la nier. Amené deux fois devant ses juges , Charles eut l'impudence de soutenir que ses sujets n'avoient aucun droit sur lui , & qu'il n'y avoit même aucune puissance sur la terre dont il fût justiciable. Dans ces deux premières séances publiques de la haute-cour de justice , il y eut une discussion vraiment indécente , quoique grave , entre Stuart & le président du tribunal , dont l'un soutenoit , comme dans une thèse classique , qu'une nation ne pouvoit juger son roi ; l'autre , qu'une nation ne pouvoit se dépouiller de ce droit imprescriptible. Il est vrai aussi que l'acte énonciatif de notre convention est si mal fait , que sans la lecture

préliminaire du premier décret, qui déclare qu'il doit être jugé, Louis eût pu croire qu'il ne s'agissoit pas d'un jugement juridique où il courût risque de la vie, & qu'il eût pu s'imaginer au contraire, que ce n'étoient là que des questions amicales; qu'une explication entre lui & la nation; qu'on lui demandoit des éclaircissemens plutôt que des réponses en forme. L'acte d'accusation des Anglais avoit une physionomie bien plus décidée, & finissoit par ces mots : « que ledit Charles Stuard, roi d'Angleterre, soit contraint » de répondre à tous & à chacun des articles susdits, afin » que toutes procédures, preuves, examens, sentences & » jugemens se puissent faire & donner là-dessus selon les » formes de justice. » Comment une assemblée qui a de tels modèles sous les yeux, peut-elle ne les pas suivre ?

C'étoit une chose remarquable dans l'affaire de Stuart, que l'accusé étoit toujours roi; que la nation anglaise ne l'avoit ni dégradé ni même suspendu; & quoique le mot *sir* employé sans cesse par le président de ce tribunal choque des oreilles républicaines, cependant il donne à ce procès & à la nation anglaise un tout autre caractère de grandeur. Que nous sommes petits en comparaison de ces fiers insulaires ! Notre convention paroît bien embarrassée à juger Louis, qui, après tout, n'est plus-roi, qui se trouve réduit à l'état de simple individu, dont la personne n'est plus revêtue d'aucun caractère public, tandis que les Anglais, maîtres de Stuart, sans s'abaisser à notre honteuse idolâtrie, lui conservent encore, dans les fers, le titre de roi, le jugent comme roi, & pour ainsi dire la couronne sur la tête. On ne vit point chez eux une tourbe d'esclaves invoquer en sa faveur une inviolabilité chimérique, tâcher de le couvrir de ce ridicule égide; la royauté fut jugée avec le roi, condamnée avec le roi, & frappée par la main du bourreau dans la personne du roi même. Voilà un spectacle vraiment grand & digne d'un peuple libre; celui que nous offrons aujourd'hui est bien différent !

A sa troisième comparution devant la cour de justice, Charles enfin cessa d'attaquer la souveraineté de la nation, & sans toutefois en convenir, il déclina la commission qu'on lui avoit donnée pour juge, & demanda que son affaire fût portée devant la chambre des lords. Suivant les loix & la constitution du royaume britannique, c'étoit elle qui jugeoit les crimes de lèse-nation : c'étoit, à proprement parler, la haute-cour nationale des Anglais. La constitution

Et les usages ordinaires avoient été violés pour le jugement de Stuart, comme parmi nous pour le jugement de Louis, avec cette différence que l'aristocratie de la chambre haute s'étoit refusée à juger le roi, tandis que parmi nous rien n'étoit plus facile que de réintégrer la haute-cour nationale désignée par la constitution, ou de faire choisir des juges par la nation elle-même. La chambre des communes, malgré toutes les illégalités dont elle se rendit coupable, ne fit point comme notre convention; elle ne voulut pas juger d'office, & se contenta de nommer elle-même une commission.

Il n'est pas douteux que si Louis eût eu les talens & la sagacité de Charles, ou plutôt s'il eût cru d'abord que c'étoit là un procès criminel; il n'eût dit à la convention : vous ne pouvez me juger ni d'après la constitution ni d'après le droit naturel. D'après la constitution, il faudroit du moins une haute-cour nationale, & je ne la vois point ici; d'après le droit naturel, vous ne pouvez pas être représentans d'une nation, comme juges & comme législateurs; les mêmes hommes ne peuvent faire les loix & les appliquer : je vous récusé.

La manière dont le président de la convention a interrogé le ci-devant roi, est la moins propre à découvrir la vérité & la plus favorable aux détours étudiés & aux faux-fuyans d'un criminel; il lui a fait des questions à perte de vue, qui tiennent des demi-pages, des pages entières. Dans des interrogations si longues, les griefs se trouvent entassés, les faits amoncelés; le prévenu ne peut qu'avec peine répondre à chacun d'eux; sa mémoire ne les lui présente pas dans l'ordre donné; alors il ne fait qu'une réponse générale, vague & insignifiante, ou bien il ne répond qu'à une partie des faits; & l'on sent bien qu'il ne choisit que ceux pour lesquels il a une réponse. L'art d'un directeur de jury est de faire des interrogats très-précis & très-laconiques, qui obligent l'homme interpellé de s'étendre, de parler beaucoup; parce que si le prévenu n'a pas la vérité pour lui, il s'embarrassera nécessairement dans le labyrinthe de ses longues réponses, perdra le fil de ses mensonges, & fera découvrir la vérité par cela même qu'il ne la dira pas. Dans cette affaire-ci, au contraire, les réponses sont toutes beaucoup plus courtes que les demandes. Louis a parlé avec une brièveté royale, *brevitate imperatoria*, & la convention n'a eu par-tout qu'un style lâche, sans force & sans dignité.

Mailhe ; secrétaire , chargé de communiquer les pièces. Louis Capet , remplissoit sa mission avec un air de mépris & d'inhumanité révoltant dans un juge. Placé devant le prévenu , il lui remettoit les papiers par-dessus son épaule , sans se détourner , sans le regarder ; & lorsque Louis nioit l'authenticité de certaines pièces , Mailhe lui disoit d'un ton ironique : *ah ! ah !* L'on a remarqué dans le procès du roi d'Angleterre que Charles est le seul à qui il soit échappé de pareilles exclamations ; mais tout est permis à l'accusé ; les juges , au contraire , doivent se tenir dans les bornes les plus exactes de la retenue & de la circonspection , & se garder d'insulter à son malheur.

La plupart des réponses du ci-devant roi ont été insignifiantes , & cela devoit être : nous en avons vu la raison. Il est fâcheux que certains journaux accrédités les aient rapportées infidèlement ; l'opinion vole rapidement sur ces feuilles légères , & ne rétrograde qu'avec peine. Et. Feuil-
lant & Audouin , que nous avons déjà relevés , font dire au président : pourquoi avez-vous donné ordre de tirer sur le peuple ? & ils font répondre par Louis : c'est que le château étoit menacé ; & comme j'étois autorité constituée , je devois me défendre. Cette demande auroit dû certainement être faite , ainsi que plusieurs autres auxquelles Barrère n'a pas songé ; mais la réponse n'a pas plus existé que la demande. Comment concevoir que des journalistes mettent dans la bouche d'un accusé des aveux si péremptores , lorsqu'il ne les a pas faits ? Si Louis avoit prononcé ces mots , il n'en faudroit pas davantage ; son procès seroit jugé ; il se seroit lui-même condamné à la mort ; mais par-tout ailleurs il a avancé précisément le contraire.

Le président ne lui a pas demandé non plus : pourquoi vous-même avez-vous pris la cocarde blanche du temps des gardes-du-corps ? Le fait n'a jamais été raconté ainsi. C'est avilir la nation , que de lui faire dire le faux pour savoir le vrai , & laisser trop beau jeu à Louis Capet pour nous donner un démenti.

Quoi qu'il en soit de ces réflexions , Louis s'est décidé à tout céler autant que possible ; & soutenant jusqu'au bout son premier caractère ; toutes les fois qu'il a donné des réponses vagues , il a menti. Rien n'est plus aisé que de reconnoître l'écriture d'un ci-devant roi de France. Sa signature se trouve par-tout : eh bien ! il a nié presque toutes les pièces écrites de sa main : il a osé démentir des faits

dont la conviction est dans tous les cœurs : il a dit, comme Charles Stuart, qu'il n'avoit jamais attenté à la liberté de la nation, que ce n'étoit point lui qui avoit fait verser le sang.

Les différentes pièces du procès, celles même qu'on avoit négligées, confondront son impudence : il en sera de tous les mensonges comme de celui qu'il a fait à l'égard de Wighinstein, qu'il disoit n'avoir point employé depuis qu'il avoit montré des sentimens contre-révolutionnaires. Une lettre de la veuve de ce commandant prouve qu'à l'époque du 10 août, il venoit d'être nommé au commandement de la Corse, & qu'il en avoit déjà fait ses remerciemens au monarque son bienfaiteur.

En lisant le procès-verbal de cet interrogatoire, on voit assez combien la cause des rois est mauvaise, & en même temps combien ils sont inutiles : ce que Louis a dit de plus censé est ceci : j'ai fait ce que m'a conseillé le ministre ; j'ai nommé ceux que m'a présentés le ministre. (Il ne dit pas que ces ministres, il les avoit choisis contre-révolutionnaires.) Ailleurs, il se défend de diverses imputations qu'on allègue, en disant que cela regardoit le ministre. Que conclure de là ? c'est que de l'aveu des rois eux-mêmes, le ministre fait tout, & le roi rien.

Cette comparution de Louis Capet est plus humiliante pour les rois que ne le seroit sa mort même, car il a répondu en accusé. Il n'a point méconnu le pouvoir suprême de la nation ; il n'a défendu sa cause que par des mensonges grossiers & manifestes ; il a avoué qu'un roi étoit inutile : leur cause est déjà jugée lorsque Louis ne l'est pas encore. La mort n'avilit pas : le crime seul fait la honte.

Louis a fini par demander un conseil ; il eût mieux fait de commencer par là : quoiqu'il eût eu quatre mois pour réfléchir dans sa prison ; il ne paroît pas s'être bien préparé ; rien de précis, de saillant, de lumineux dans ses réponses.

Croiroit-on que cette demande d'un conseil a jeté le plus grand désordre dans l'assemblée ? Après le départ de Louis, on a agité tumultueusement cette question : un grand nombre qui sans doute ont des entrailles de fer, & qui veulent seconder jusqu'aux apparences de la justice, s'y sont opposés avec violence. On oublia que pendant cette séance importante toute la majesté du peuple devoit

se concentrer dans la convention nationale, comme l'avoit observé Barrère ; on se dédommagea d'un long silence ; on cria, on s'injuria ; le plus grand tumulte régna dans l'assemblée ; le président se couvrit ; ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'on accorda à Louis un droit qu'on ne peut refuser à aucun coupable : & ce sont là des juges !

Le lendemain cette assemblée, qu'une juste demande avoit rendue si orageuse, qui s'étoit montrée si difficile lorsqu'il s'agissoit d'une mesure indispensable, fut extrêmement souple & docile, lorsqu'on lui proposa une mesure indigne d'elle. Louis, la veille, avoit été comme un suppliant à la barre ; il dut être bien étonné de voir la convention communiquer avec lui d'égal à égal par l'entremise de commissaires tirés de son sein : il dut se rappeler ce temps où l'assemblée nationale lui faisoit des adresses, & espérer peut-être de le voir quelque jour renaître. Les commissaires, qui n'auroient dû être que des huissiers, allèrent donc lui demander, au nom de leurs collègues, au nom de la convention nationale, quel conseil il choisiroit. Louis ne manqua pas de choisir deux membres de la constituante, & sur-tout le père de la constitution. C'est dans cet ouvrage qu'il compte trouver un arsenal entier ; mais Target qui se dit aujourd'hui républicain, n'a pas voulu se charger de cette cause ; il abandonne Louis & la constitution à leur malheureux sort. Que les temps sont changés !

Au défaut de Target, d'autres athlètes se présentent dans la lice. Lamoignon - Malherbes, Ducet & Jourdat, citoyen de Troyes, s'offrent pour défenseurs officieux ; & aussi-tôt la convention nationale d'envoyer encore une députation à Louis pour lui annoncer le refus de Target & la proposition des trois autres. L'officier municipal de garde au Temple auroit pu aisément remplir cette mission, ainsi que la première ; mais la convention a été sans doute bien aise d'envoyer saluer sa ci-devant majesté. Quelle étonnante maladresse dans ce moment de crise, de multiplier les visites & les communications avec le prisonnier ! Comment penser que cet inconvénient ait pu échapper à huit cents personnes ? Comment croire qu'aucun n'ait songé qu'en introduisant ainsi dans la tour quatre nouveaux personnages, ce seroit donner l'idée aux malveillans de s'y glisser sous leur ressemblance & leur costume ? Des trois défenseurs qui se sont présentés, Louis n'a accepté que Lamoignon. En cas de refus de la part de Target, il avoit demandé Tronchet,

Tronchet, qui a cru qu'il étoit de son devoir de ne pas refuser : en conséquence, il a écrit au ministre de la justice la lettre suivante :

« Citoyen ministre, entièrement étranger à la cour, avec laquelle je n'ai jamais eu aucune relation directe ni indirecte, je ne m'attendois pas à me voir arracher, au fond de ma campagne, à la retraite absolue à laquelle je m'étois voué, pour venir concourir à la défense de Louis Capet. Si je ne consultois que mon goût personnel & mon caractère, je n'hésiterois pas à refuser une mission dont je connois toute la délicatesse, & peut-être le péril.

» Je crois cependant le public trop juste pour ne pas reconnoître qu'une pareille mission se réduit à être l'organe passif de l'accusé, & qu'elle devient forcée dans la circonstance où celui qui se trouve appelé d'une manière si publique ne pourroit refuser son ministère, sans prendre sur lui-même de prononcer le premier un jugement qui seroit téméraire avant tout examen des pièces & des moyens de défense, & barbare après cet examen.

» Quoi qu'il en soit, je me dévoue au devoir que m'impose l'humanité. Comme homme, je ne puis refuser mon secours à un autre homme sur la tête duquel le glaive de la justice est suspendu. Je n'ai pu vous accuser plus tôt la réception de votre paquet, qui ne m'est parvenu qu'à quatre heures du soir à ma campagne, d'où je suis parti aussi-tôt pour me rendre à Paris ; au surplus, je vous prie de recevoir le serment que je fais entre vos mains, & que je désirerois voir rendu public ; que quel que soit l'événement, je n'accepterai aucun témoignage de reconnaissance de qui que ce soit sur la terre. Je suis, &c.

Signé, TRONCHET.

Le seul avantage qui soit résulté de la séance du mardi & des suivantes, c'est que l'assemblée est revenue sur un de ses précédents décrets, contre lequel nous nous étions élevés dans notre dernier numéro. Un plus long espace de temps a été donné à Louis pour préparer ses réponses, pour se concerter avec son conseil ; & du moins l'on ne verra pas une procédure criminelle, où la vie d'un homme est en péril, où il est question implicitement de la ruine de tous les rois, & de la résurrection de tous les peuples : on ne la verra pas, dis-je, commencée le mardi, & lestement terminée le vendredi suivant.

L'ombre d'Helvétius , aux Jacobins.

Citoyens ! je n'avois pu me défendre d'un mouvement d'orgueil à la nouvelle de l'inauguration de mon buste dans la salle de vos assemblées. Moi , qui toute ma vie luttai contre le despotisme de la cour & du clergé , il m'étoit doux de me voir après ma mort accueilli par des hommes libres. Dans un moment où l'on se propose d'organiser enfin des écoles primaires , je me flattois que mon livre sur *l'Homme & ses facultés* ne seroit pas inutile à consulter par des législateurs qui s'occupent d'une éducation publique.

Dites-moi comment j'ai pu mériter la disgrâce subite qui m'arrive parmi vous ? Un citoyen , le front ombragé , il est vrai , de couronnes civiques , s'écrie : Ce n'est pas assez du buste de Mirabeau ; nous avons à faire justice d'un autre encore. Helvétius fut un bel esprit , un courtisan ; il a dit du mal de J. J. Rousseau ; Helvétius seroit aristocrate.

Et tout de suite , voilà mon buste en mille morceaux ; chacun se dispute la gloire de lui porter un coup ; il ne s'est pas levé un défenseur officieux pour répondre :

L'auteur du livre de l'esprit n'a jamais passé pour bel-esprit. Le maître-d'hôtel de la reine , qui , à cause de ses principes philosophiques , fut congédié par elle en vingt-quatre heures , ne fut point un courtisan. Ce n'est pas dire & vouloir du mal à J. J. Rousseau , que de n'être pas toujours de son avis. On a oublié de reprocher aussi à la mémoire d'Helvétius qu'il avoit été fermier général. Il est vrai qu'au lieu d'envoyer les contrebandiers aux galères , il payoit pour eux l'amende à laquelle ils étoient hors d'état de satisfaire.

Votre illustre Maximilien en conclut que je serois maintenant aristocrate. Robespierre , je pourrois te répondre en récriminant. A ma place & de mon temps , qu'aurois-tu été toi-même ? Mais je te pardonne , puisque tu fais grace aux images de Brutus & de Rousseau ; seulement quand tu voteras une nouvelle constitution , puisses-tu approcher davantage du second , que tu n'as fait du premier à la journée du 10 août !

Maximilien Robespierre , à Prudhomme.

« Citoyen , vous dites , dans le dernier numéro des Révolutions de Paris , que c'est sur ma motion que Mirabeau a obtenu les honneurs du Panthéon , & vous ajou-

« On peut juger par là l'esprit du motionnaire ; jusqu'à qu'il ait répondu à cette inculpation , il faut le mettre à la barre de Péron & de Manuel , &c.

» Puisque vous me sommez de faire une réponse , vous ne refuserez pas , sans doute , de la rendre publique dans votre prochain numéro. La voici :

» Le jour de la mort de Mirabeau , le directoire du département de Paris vint à la barre de l'assemblée constituante présenter une adresse dont l'objet étoit de commander des honneurs publics pour la mémoire de Mirabeau , & de proposer un projet de loi générale sur les récompenses que la patrie devoit décerner aux grands hommes.

» Cette pétition fut accueillie avec des transports universels. Pour moi , je trouvois le projet de loi très-mauvais , & j'avois toujours méprisé Mirabeau. Préférer alors contre l'engouement dont ce dernier étoit l'objet , eût été une folie. Je m'efforçai du moins de repousser la loi proposée par le directoire , & je dis en substance : « Je n'entreprendrai point de m'opposer au mouvement impétueux qui vous porte à honorer la mémoire de Mirabeau. Vous pleurez les grands talens que la mort vous a ravés , & le moment où nous sommes n'est pas celui où la raison sévère peut se faire entendre ; mais je demanderai que vous n'adoptiez pas avec le même enthousiasme une loi générale qui tient aux progrès de l'esprit public , & qui exige la plus sérieuse attention ». Je demandai le renvoi de ce projet au comité de constitution : l'assemblée le décréta. Barbevoise se chargea ensuite de rédiger la motion faite par le directoire en faveur de Mirabeau , & appuyée par l'assemblée entière. Ce fut la proposition qui fut adoptée.

» Pour moi , je me reprochai ma condescendance pour l'opinion publique , quelque nécessaire qu'elle fût pour prévenir le seul mal que je pouvois empêcher , & je dis alors à mes amis : « J'ai éprouvé aujourd'hui le remords pour la première fois ; j'ai peut-être laissé croire que je partageois l'estime de l'assemblée & du public pour Mirabeau ».

» Au reste , j'offre à ma patrie , en expiation de cette faute , ma vie publique entière & les persécutions éternelles de tous les ennemis de la liberté.

» Pour vous , citoyen , défendez-la toujours avec confiance ; n'oubliez pas qu'un ouvrage qui lui a rendu autant de services que le vôtre , depuis le commencement

de la révolution, lui est plus nécessaire que jamais, dans les nouveaux dangers qui l'environnent : maintenez les principes dans toute leur pureté, & écrivez de moi tout ce que vous voudrez. *Signé, ROBESPIERRE* ».

Paris, le 15 décembre, l'an premier de la république.

Réponse. Robespierre, reposez-vous-en sur le Journal des Révolutions de Paris, & souvenez-vous qu'il n'a jamais parlé des personnes que pour les rappeler aux principes.

Reprise de Francfort.

Depuis les dernières nouvelles que nous avons données, un bien triste événement a interrompu le cours de nos succès, & fait rétrograder la victoire attachée jusqu'ici à nos armes. Le 2 décembre, Francfort a été repris par les Prussiens. Le général Custine a envoyé à la convention un des couteaux dont plus de dix mille assassins étoient armés. Custine se plaint, avec justice, de l'horrible trahison des Francfortois ; mais il auroit dû se plaindre un peu plus de lui-même. Des fossés remplis de douze pieds d'eau, larges de seize toises, peuvent arrêter les ennemis du dehors, mais non pas ceux du dedans ; c'étoit contre ceux-ci qu'il devoit se précautionner, en donnant le commandement de la place à un homme capable de déjouer toutes les intrigues, en jetant dans la ville beaucoup de vieilles troupes bien aguerries, bien expérimentée au lieu d'y laisser seulement trois bataillons de recrues, dont deux n'étoient levés que depuis un mois, au lieu de se laisser entourer par des aristocrates reconnus, au lieu de ne demander de l'avancement que pour des ex-nobles & des Allemands, au lieu de demander pour adjoint un Berthier, & d'employer tous gens de cette cathégorie ; il eût dû chercher parmi les Français & dans la ci-devant roture, la véritable vertu, & peut-être même les vrais talens. Mais les plébéiens sont rudoyés quand il lui parlent ; Custine, toujours *noble* sous la république, n'écoute aucune représentation de leur part, & s'imagina peut-être encore qu'on n'a de bon sens qu'avec seize quartiers : & voilà une des causes de la reprise de Francfort.

Mais il en est d'autres bien plus précises, & dont le blâme retombe tout entier sur le général. Ne devoit-il pas être instruit que les Prussiens méditoient de reprendre Francfort & s'y portoient, lui qui avoit eu plusieurs conférences avec le Landgrave, beau-frère du roi de Prusse ? Ne de-

Avait-il pas avoir fondé ses dispositions, lui qui avait perdu que ce Landgrave donnât à manger à des officiers français ? Avait-il d'autres intentions que d'acquiescer la connaissance du secret des ennemis ? Comment se fait-il que nos troupes, pendant quinze jours, aient fait des marches forcées & de nuit, pour chercher l'ennemi où n'étoit pas, tandis qu'il arrive le 27 sans qu'on le cherche ? Pourquoi le premier décembre avoir rangé l'armée en bataille à une lieue de Francfort, dans un lieu, dominé par les Prussiens, qui l'eussent aisément détruite & lui eussent ôté tout moyen de défense, s'ils avoient eu du canon ? Pourquoi le 2, jour de la prise de Francfort, ne lui a-t-on fait lever le camp qu'à huit heures, puisque la canonnade avait commencé à sept ? Custine, tu as la réputation d'homme actif & vigilant. Comment te défendras-tu donc du soupçon de lâcheté ?

Théâtre de la citoyenne Montensier. En fouillant dans l'ancien répertoire, on y trouve des pièces qui sont encore à l'ordre du jour, & où percent, en dépit de l'esclavage des temps, un ardent amour de la liberté, une haine prononcée de la tyrannie ; de ce nombre est la tragédie de *Duryer*, auteur presque contemporain de Corneille, intitulée, *Mucius Scevola*, que Montensier vient de remettre à son théâtre. A travers les inégalités & les incorrections de style, que le besoin poignant de vivre (1) ne lui faisoit pas le temps de corriger, on trouve des morceaux dignes d'un républicain. La scène du quatrième acte, où Mucius, en présence de Porfenna, couvre Tarquin de mépris & d'ignominie, peut figurer à côté des plus beaux morceaux de Brutus & Rome sauvée. Nous regrettons de voir que l'auteur ait été obligé d'employer ces précautions dramatiques qui étoient d'usage alors, pour faire passer des scènes hardies ; c'est-à-dire que pour supporter l'épreuve de la censure, les auteurs se voyoient forcés de mêler des poisons à une nourriture saine, & de plaider la cause des rois dans le même ouvrage où ils défendoient les droits du peuple. Dans cette pièce, Duryer a également violé l'histoire & dégradé le caractère sacré de l'homme, en faisant redevenir bons ces Mucius & Porfenna ; comme si jamais le vice & la vertu pouvoient aller de compagnie ! On peut résuter

(1) Il vendoit des vers à 4 francs le cent.

l'auteur par l'auteur lui-même. Il dit dans un endroit de sa pièce :

« De quelque puissant nœud que l'amitié nous lie ,
» L'amitié ne vit pas avecque la tyrannie ».

Théâtre du Marais. Reprise de Robert, dit le Républicain.

Ce théâtre vient de donner un exemple de ce que la cupidité & l'opiniâtreté ont de plus frappant. Le lecteur se rappelle sans doute ce que nous avons dit N^o. 176, sur le tribunal redoutable. Eh bien ! malgré nos réclamations & celles d'un parterre intègre , ce théâtre n'a pas voulu perdre ses frais de costumes & de décorations. Renonçant au système liberticide qui avoit présidé à la conception de cet ouvrage, il a fait refaire à neuf tout l'édifice , ou pour mieux dire l'a replâtré. L'auteur , pour justifier le titre de républicain donné à son Robert , lui fait fonder une république dont il est le chef ; comme si , pour changer de titre , l'état n'en étoit pas moins régi par le pouvoir toujours arbitraire d'un seul. On n'a pas osé non plus laisser la grace au tyran ; mais on a donné à Maurice , infâme scélérat , le courage de se tuer lui-même. Ce drame informe présente le modèle d'une contradiction perpétuelle ; & ne fait pas plus suite à *Robert, chef de brigands*, que les sentimens de vertu répandus dans la mère coupable ne se trouvent dans l'âme de son auteur Beaumarchais.

Théâtre italien. Quand la corruption des mœurs eut ameuté l'oubli des premiers devoirs , ce qui restoit d'amis de l'humanité fut obligé de consigner dans les livres des vérités que les hommes dégradés ne trouvoient plus dans leur cœur. Ce sont ces vérités auxquelles il faut sans cesse nous rappeler ; il faut les répéter sans relâche , les reproduire sous toutes les formes , de toutes les manières , dans les discours , dans les livres , aux théâtres sur-tout , où les impressions sont plus vives. Nous invitons toutes les jeunes épouses , qui n'ont pas encore sacrifié les plaisirs innocens de la nature au vain attirail de la coquetterie , à aller voir *Jean & Geneviève* que l'on vient de donner au théâtre italien. Nous invitons également les jeunes républicains , que l'éclat des places ou l'attrait de l'or pourroit séduire , à y aller , pour apprendre à mépriser les richesses , à estimer la pauvreté.

Les jeunes épouses verront une bonne savoyarde , partie à pied de Chambéry pour venir à Paris voir son fils , & portant derrière son dos , dans une barcelonnette ,

son autre fils en bas âge. Ni la longueur du chemin ; ni la fatigue de la route , ni la pauvreté , ni le fardeau , léger pour elle , d'un enfant , rien n'a pu balancer dans son cœur le désir d'embrasser son fils absent. Quel exemple pour nos Parisiennes , qui renoncent au devoir impérieux d'allaiter elles-mêmes , pour ne pas sacrifier un bal ou un concert !

Les jeunes gens verront un petit Savoyard ne possédant que les premiers biens , l'honneur & la probité. Cet enfant trouve un porte-feuille qui contendoit cent mille écus (un émigré l'eût gardé) ; il le reporte au banquier qui l'a perdu : ce dernier lui donne deux cents louis. Jean n'a rien de plus pressé que de partir pour Chambéry , afin de les donner à Geneviève. La mère & le fils se croisent ; le hasard les fait rencontrer dans une auberge , & leur reconnaissance est la sensation la plus délicieuse que puisse goûter une ame pure. Fils dénaturés , mères égoïstes , vous tous qui ne voyez le bonheur que dans l'opulence , de quelque source qu'elle vienne , & qui ne croyez point à la vertu indigente , regardez au tour de vous ; la conduite du pauvre est la satire de vos mœurs & de vos préjugés.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 7 décembre 1792.

Cambacirés , au nom du comité de législation , a présenté le décret suivant qui a été adopté.

« Les personnes non comprises dans l'article 2 de la loi du 29 juillet dernier , qui seroient dans la nécessité de sortir de la république pour leurs intérêts & pour leurs affaires , s'adresseroient aux directoires de département dans le territoire desquels elles sont domiciliées , qui pourront , s'ils jugent les causes légitimes & suffisamment vérifiées , leur accorder des passe-ports dans les formes décrétées par les loix , après avoir préalablement pris l'avis des directoires des districts & des conseils-généraux des communes , & dans le cas seulement où les conseils généraux des communes & les directoires de districts approuveroient la demande des passe-ports , & en trouveroient les motifs légitimes ».

Les sieurs Vincent , Jacob-Benjamin Vase , Lajard & le Brun , ont été par un décret renvoyés au tribunal criminel du département de Rhône & Loire.

Rulhi a fait un rapport sur les pièces relatives à Dumourier, trouvées aux Tuileries dans les papiers de Saint-Léon. Lecture faite, le rapporteur a laissé à la convention à juger Dumourier. L'assemblée a applaudi.

Des députés de plusieurs districts des départemens d'Indre & d'Indre & Loire ont annoncé que les attroupemens occasionnés par les craintes sur les subsistances étoient dissipés.

Grangeneuve a pris la parole pour dire que le matin il avoit été trouvé sur le bureau du président un ordre aux membres du comité de sûreté générale de se rendre chez Chabot. Chabot s'est expliqué sur le champ, & a dit que ces membres avoient été invités à se rendre chez lui pour entendre la dénonciation d'un grand complot. On a demandé de toutes parts que Chabot révélât sur le champ ce qu'il en savoit; il a dit que le nommé Achille Viard avoit comparu la veille au comité de sûreté générale, & qu'il avoit assuré que le ministre Lebrun l'ayant fait venir chez lui, lui avoit annoncé qu'il alloit le charger d'une mission secrète pour Londres; qu'ayant été envoyé ensuite par le ministre chez l'abbé Fauchet, celui-ci lui avoit fait remettre, par l'entremise d'un tiers, des paquets cachetés pour Narbonne, d'Aiguillon & l'ex-évêque d'Amiens; qu'ayant été à Londres, il avoit remis; lui Viard, lesdits paquets à leur adresse, & qu'il avoit entendu dire à Narbonne & autres émigrés français qu'ils comptoient beaucoup sur Roland & Fauchet pour la contre-révolution. Qu'étant ensuite revenu en France par les ordres d'un des secrétaires de Chauvelin, il avoit été rendre compte de sa mission à Lebrun & Roland, dont il avoit été bien reçu; & qu'en outre il avoit reçu une invitation par écrit de madame Roland pour aller la voir, ce à quoi il s'étoit refusé.

Après la lecture de ces faits, consignés dans un procès-verbal, la convention a mandé sur le champ Lebrun & Roland; en attendant leur venue, Fauchet a été entendu. Il a dit qu'il ne se rappeloit autre chose, sinon que le nommé Achille Viard, s'étant présenté chez lui il y a quelque temps, en s'offrant pour découvrir un complot qui se tramoit à Londres contre la révolution française, lui Fauchet l'avoit renvoyé au ministre Lebrun, cette affaire étant de sa compétence, assurant d'ailleurs ne connoître en aucune manière le sieur Viard. L'assemblée a applaudi.

Roland

Roland a paru à la barre ; il a déclaré ne connaître ; à l'exception de Taleyrand , aucune des personnes désignées dans le procès-verbal dont on lui a fait lecture , pas même Viard ; au surplus , il a demandé que la femme étant inculpée dans cette affaire , elle fût entendue sans qu'il sortît du sein de l'Assemblée. Décrété qu'elle sera entendue. Viard paroît à son tour à la barre ; il est interrogé ; il déclare avoir été employé par les ministres Chambonas & Dubouchage ; au reste , il persiste dans ses dires consignés au procès-verbal. La convention décrète néanmoins que les scellés seront mis chez lui.

Madame Roland paroît ; elle déclare qu'ayant reçu une lettre de Viard , qui lui demandoit un rendez-vous pour affaires qui intéressoient la république , elle lui avoit écrit qu'elle étoit visible depuis dix heures jusqu'à midi. Viard a reconnu la vérité de ces faits. Madame Roland a été admise aux honneurs de la séance , & Viard , mis en état d'arrestation , a été livré aux tribunaux.

Samedi 8. Mailhe a fait rendre le décret suivant : « La convention décrète que toutes servitudes réelles aux conditions portées par les actes d'inféodation ou d'affranchissement , & tiennent à la nature du régime féodal , sont anéanties par le rachat opéré conformément aux loix existantes ».

Les commissaires de la convention à l'armée de Dnmourier ont annoncé que sur toutes les routes ils avoient trouvé des volontaires qui revenoient en France , disant que la patrie n'est plus en danger. Ils fixent ensuite l'attention de la convention sur l'état des troupes qui sont sans habits , sans bas , sans souliers , en un mot qui manquent de tout. Les fourrages manquent aussi , l'argent manque aussi à la caisse militaire. (Renvoyé au comité militaire pour faire un prompt rapport.)

Au rapport de Ruzhë , la convention a retiré le décret d'accusation lancé contre Gerderet.

Johannot a fait décréter , au nom du comité de l'extraordinaire des finances , que sur la somme de deux millions destinés aux gratifications nationales , il en sera donné à plusieurs matelots qui ont exposé leur vie pour sauver des naufragés.

L'ordre du jour a amené la discussion sur les subsistances. Bétroi a parlé le premier , il a demandé que la

commerce des grains fût limité. Barbaroux a parlé en suite; il s'est déclaré en faveur de la libre circulation des grains; son projet de décret a été vivement applaudi, l'impression en a été ordonnée. Le rapporteur de la commission sur les grains a été ensuite entendu; il a fait un rapport dont l'impression & l'envoi aux 84 départemens ont été décrétés. Le projet décret qu'il a présenté a été décrété ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. « L'exportation hors du territoire de la république de toute espèce de grains, farines & légumes secs, est expressément défendue, à peine de mort & de confiscation, moitié au profit du dénonciateur, moitié au profit des établissemens publics & de bienfaisance; & les loix relatives à cet objet continueront d'être exécutées.

II. » Les municipalités veilleront avec soin à l'observation des loix des mois de janvier & mai 1791, relatives aux chargemens faits dans les ports de mer & les lieux limitrophes, & seront personnellement responsables de leur négligence sur cet objet.

III. » Les acquits à caution exigés par lesdites loix, seront affichés, & dans tous les lieux où les grains seront embarqués, & dans celui du chargement.

IV. » La liberté la plus entière continuera d'avoir lieu dans le commerce des grains, farines & légumes secs, partout le territoire de la république; les loix relatives à la libre circulation dans l'intérieur de la république continueront d'être exécutées.

V. » Il est enjoint aux corps administratifs & municipaux, aux juges de paix & aux chefs de la force armée, & généralement à tous les citoyens, de donner main-forte à l'exécution de l'article IV ci-dessus, & d'arrêter ou de faire arrêter sur le champ quiconque s'opposeroit à la libre circulation des subsistances.

VI. » La convention nationale déclare responsables de toutes les pertes, dommages & délits, éprouvés par le défaut de réquisition ou de secours, les membres composant les corps administratifs, municipaux, juges de paix, chefs de la force armée, ainsi que les communes dans le territoire desquelles les dommages & délits auront été commis.

VII. » Seront punis de mort ceux qui se seront opposés directement à la circulation des subsistances, ou qui

ont provoqué ou dirigé les attroupemens ; seront punis une année de fers ceux qui seront saisis dans les attroupemens dirigés contre la libre circulation.

VIII. » Les dispositions de la loi du 16 septembre sont rogées.

» La convention nationale enverra une instruction sur nécessité de la libre circulation & du commerce libres grains ; cette instruction sera envoyée dans les villes, dans les armées, dans les hôpitaux, dans les collèges & dans les écoles, & aux municipalités de campagne, pour être lue au prône ».

Dimanche 9. Le ministre des affaires étrangères a instruit la convention que le prince de Hesse-Armstadt réclame contre la protection que la France accorde aux villages de la dépendance, & qui adoptent les principes français. (Passé à l'ordre du jour.)

Sur la demande du ministre de la justice, convertie en motion par un membre, il est décrété que les tribunaux des départemens dans lesquels il y a eu des attroupemens au sujet des subsistances, poursuivront les auteurs de ces attroupemens.

Sur la proposition de Breard, la convention a décrété que les généraux enverront, dans le plus bref délai, à la convention l'état exact des troupes qu'ils ont.

Treillard, secrétaire, a lu une lettre du ministre de l'intérieur, Roland, qui donne les détails les plus satisfaisans sur les subsistances ; de nombreux envois de bled

de farine sont arrivés dans le port de l'Orient, & ont été répartis dans tous les départemens qui ont des besoins. On a ordonné l'impression de la lettre. On a décrété l'ajournement à deux jours d'un décret proposé par le comité de commerce sur les primes à accorder à ceux qui apporteront du bled en France.

Sur la motion de Thuriot, la convention a décrété la peine de deux années de fers contre ceux qui, chargés d'acheter du bled pour la république, en feroient le commerce pour leur compte.

Ducos, au nom du comité des pétitions, a présenté l'analyse des adresses envoyées à la convention pendant la semaine ; dans toutes ces adresses est peint, avec énergie, l'amour pour la république, & la haine la plus invincible pour la royauté.

Une pétition avoit eu pour objet de demander que

Marat fut décrété d'accusation. Guadet en a pris occasion de proposer que les citoyens français fussent convoqués en assemblées primaires, à l'effet de rappeler ceux de leurs représentans qu'ils croiroient avoir trahi les intérêts de la république. La proposition a été décrétée sur le champ, & par acclamation ; Manuel & Prieur ont vivement réclamé contre ce décret, qu'ils ont regardé comme tendant à ruiner la liberté. Le décret a été rapporté à l'unanimité.

On a lu une lettre du ministre de la guerre, que les Prussiens ont repris Francfort, où ils avoient conservé des intelligences. La retraite de Custine s'est faite avec ordre ; il se loue beaucoup des troupes qui ont soutenu avec courage les intempéries de la saison, & un bivouac de sept nuits. La moitié de la garnison a été faite prisonnière ; mais les Prussiens ont perdu beaucoup de monde. Une cour martiale sera organisée pour juger le maréchal de camp commandant à Francfort, dont la négligence a causé la prise de cette ville.

Les pétitionnaires ont été admis. Parmi eux on a remarqué des députés de Longwy, qui sont venus demander le rapport du décret qui ordonne que la ville de Longwy sera rasée. Les honneurs de la séance leur ont été refusés.

Lundi 10. D'après une lettre des commissaires près l'armée du Nord, qui demandant toujours des habits pour les soldats, & des fourrages pour les chevaux, il a été décrété que les commissaires des guerres, les comités des finances & diplomatique se concerteront avec le ministre pour prendre des mesures pour les fournitures des armées.

Une autre lettre des commissaires de la convention à Nice a appris que les troupes françaises avoient remporté un avantage sur les Sardes, & leur avoient fait trente prisonniers. Le surplus de la lettre annonce que beaucoup de volontaires, manquant absolument de pain, quittent leurs drapeaux, & s'en retournent dans leurs foyers. (Renvoyé au comité militaire après une vive discussion.)

On demandoit à grands cris l'ordre du jour, qui étoit le rapport de l'acte énonciatif des crimes de Louis XVI. Le rapporteur a demandé encore deux heures pour finir

travail. L'assemblée s'est ajournée à cinq heures du

Lundr, au nom de la commission des vingt-un, s'est présenté à six heures pour faire ce rapport. Après le rapport fait, on présumoit que l'acte énonciatif alloit être ; mais le rapporteur a annoncé qu'il n'étoit pas encore levé ; il a demandé 25 minutes pour en terminer la daction ; ce délai a été accordé. La convention a, pendant ce temps, entendu plusieurs motions incidentes, & diverses observations sur le rapport qu'on venoit de lire. Elle a décrété que les scellés apposés sur le greffe du bureau criminel du 17 août seroient levés, & les pièces qui concernent Louis XVI remises à la commission des vingt-un. Enfin, une heure & davantage étoit écoulée depuis le délai demandé, lorsque Garran de Coulon a dit que l'acte à dresser exigeoit la nuit entière. Il a promis qu'il seroit prêt pour mardi matin à huit heures, ainsi que la série des questions à faire à Louis Capet. La convention a levé sa séance à onze heures du soir.

Mardi 11. Barbaroux, membre de la commission des vingt-un, a lu l'acte énonciatif. (Nous l'avons donné tout entier dans ce numéro.) Après cette lecture, la série des questions a été proposée & adoptée. Un décret a d'abord interdit tout signe d'improbation ni d'approbation. Louis a paru ensuite à la barre, il a été interrogé par le président, & a répondu. (Nous avons donné l'interrogatoire & les réponses.) Les pièces lui ont été communiquées, après quoi on l'a fait retirer dans la salle de conférence. La convention a décrété qu'il seroit ramené au Temple. Ensuite, après beaucoup de bruit & une multitude de motions, il a été décrété, sur la proposition de Treilhard, que Louis pourra, conformément à la loi, se choisir un conseil.

Sainte-Foix & Dufresne-Saint-Léon avoient demandé à faire deux interpellations à Louis Capet. La convention a passé à l'ordre du jour sur cette demande.

Mercredi 12. Après une assez longue discussion, il a été décrété que des commissaires de la convention se rendroient au Temple pour demander à Louis XV quel conseil il avoit choisi.

Camus, l'un des quatre commissaires à l'armée belge, a fait le tableau de l'armée de Dumourier. Elle est toujours animée du plus pur patriotisme & du plus ar-

dent courage ; mais elle manque de capotes & de souliers, & beaucoup de volontaires s'en retournent dans leurs foyers avec armes & bagages. Il a été décrété que les trois comités diplomatique, de la guerre & des finances se réuniront pour aviser aux mesures à prendre sur ces objets.

On a fait lecture de deux lettres de Custine, qui annoncent que par une insigne trahison Francfort a été repris par les Prussiens, que nous avons perdu trois cents hommes, & qu'on nous a fait 1200 prisonniers. Les Prussiens ont perdu 4000 hommes. Ils étoient 50,000, & nous 28,000.

L'un des commissaires envoyés au Temple a eu la parole ; il a dit qu'après avoir notifié à Louis Capet le décret qui le concerne, il avoit déclaré qu'il choisiroit pour conseil Target, à son défaut, Tronchet, & tous les deux si la convention le permettoit, observant qu'aucune loi ne le défendoit.

L'assemblée décrète qu'il sera remis copie du procès-verbal aux citoyens Target & Tronchet ; que ces deux défenseurs pourront communiquer avec Louis Capet, & que le conseil général de la commune lui fournira du papier, des plumes & de l'encre.

Fabre d'Eglantine a voulu justifier le nommé Castelly, officier du génie, suspendu par un décret de la convention. Il a été interrompu, démenti dans son rapport ; on lui a reproché que l'homme dont il prenoit la défense étoit un aristocrate reconnu. Fabre d'Eglantine a été censuré.

Judi 13. On a renvoyé au comité de législation la motion faite par le Cointre de défendre à tout agent de France auprès des puissances étrangères de délivrer des passe-ports.

L'impression du procès-verbal de l'interrogatoire du roi a été décrétée.

Le ministre de la guerre a fait passer une lettre du général Valence, qui annonce la prise du château de Namur, dans lequel nous avons fait prisonniers deux régimens Autrichiens, & où l'on a trouvé 32 bouches à feu, dont six pièces de 24.

Une autre lettre du général Anselme a appris la reprise de Sospello, en suite d'un avantage considérable remporté sur les Piémontais.

Mailhe a donné lecture d'une lettre de Target, qui ne d'être défenseur officieux de Louis XVI.

Lamoignon Malesherbes a écrit pour demander à le rendre. Un citoyen de Troyes a fait par lettre la même proposition. Ces trois lettres seront communiquées à Louis pet.

Un paquet adressé d'Angleterre à ce ci-devant roi a été royé à la commission des 21.

Fermond saisit cette occasion, & présente un projet de décret que l'assemblée a adopté en ces termes :

« 1°. Le conseil exécutif provisoire rendra compte, huitaine en huitaine, des demandes faites pour les nées de la république, & des mesures prises pour four- à leurs besoins.

« 2°. Les commissaires ordonnateurs feront passer, tous mois, au conseil exécutif, l'état de situation des ar- es & de leurs besoins.

« 3°. Les généraux commandant les armées ne pourront ter ni ordonner aucun marché ; mais dans les cas ur- as, les commissaires ordonnateurs, sur la réquisition généraux, & après avoir constaté par un procès-ver- que les fournisseurs ne peuvent subvenir aux besoins l'armée, pourront passer les marchés & faire les ré- isitions nécessaires pour obtenir des fournitures, à la urge d'en instruire sur le champ le ministre de la guerre.

« 4°. Le conseil exécutif rendra compte, sans délai, à convention nationale, des marchés passés par urgence, ds réquisitions faites pour approvisionner les armées. Il a tenu d'ordonner des fonds pour les faire payer.

« 5°. Les généraux & les commissaires ordonnateurs ureront, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, cécution des marchés passés & des réquisitions faites ur l'approvisionnement des armées.

Guadet a proposé un autre projet de décret, que l'as- blée a adopté comme il suit :

« 1°. La convention nationale déclare à tout citoyen dat que la patrie a besoin de ses services, & l'invite, nom de la patrie, à ne pas quitter son poste.

« 2°. Tous ceux des volontaires qui abandonneront rs drapeaux, seront notés sur le registre de la mu- ipalité de leur domicile, où se fait l'inscription civique ;

En conséquence , les chefs de bataillon enverront aux municipalités respectives le nom des volontaires qui ont quitté leur poste.

» 3°. Ceux des volontaires nationaux qui auroient un besoin indispensable de retourner dans leurs foyers , pourront obtenir un congé limité , en présentant un certificat de la municipalité du lieu d'où ils sont partis , qui attestera le besoin qu'ils ont de se rendre chez eux.

» Les certificats seront visés par le commandant de bataillon & le général de l'armée , & envoyés au ministre de la guerre qui délivrera le congé , lequel ne pourra excéder un mois , non compris le temps d'aller & de venir. Le total des congés délivrés dans un bataillon ne pourra excéder le sixième des volontaires.

» 4°. Pourront obtenir un congé limité & même absolu , sans présenter le certificat exigé par l'article précédent , ceux qui se feront remplacer par un citoyen dont le civisme sera constaté , & qui ne sera pas actuellement de service dans le bataillon de volontaires ou dans les troupes de ligne ; le congé sera accordé par le général de l'armée , sur le certificat du chef de bataillon qui attestera que le remplacement a été fait.

» 5°. Ceux des volontaires qui ont quitté leur poste , sont invités à y revenir ou à se faire remplacer dans le délai d'un mois , à compter de la publication du présent décret. Ceux qui , après ce délai , ne seroient pas retournés à leur poste , ou ne se feroient pas fait remplacer , seront notés dans le tableau d'inscription civique , comme il a été prescrit par l'article 2.

» 6°. Les deux sixièmes des congés seront accordés de préférence aux pères de famille dans chaque bataillon.

» 7°. Il est enjoint aux municipalités , corps administratifs & gendarmes nationaux , d'arrêter ou de faire arrêter ceux des volontaires qui , en quittant leurs bataillons , emporteraient leur capote , fusil , giberne , &c. & même ceux qui ne prouveroient pas que l'habillement leur appartient , & leur reprendront lesdits effets.

» 8°. Il sera accordé une récompense à tous les citoyens qui auront servi sans interruption jusqu'à la fin de la campagne ».

*Ce 15 décembre 1792 , l'an premier de la république ;
PRUDHOMME , électeur de 1792.*

N^o. 180.

13. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION.

AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUATORZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 15 AU 22 DÉCEMBRE 1792.

Nouvelles considérations sur le jugement de Louis Capet.

LOUIS, comme nous l'avons vu, n'a rien répondu
à son interrogatoire ; il n'est aucun homme
de bonne foi qui puisse dire : Dans telle phrase, dans
cet article de sa réponse, il s'est justifié de telle accusation ;
je le crois innocent de tel crime dont on l'accuse. Louis

N^o. 180. Tome 14.

A

cependant avoit de grands avantages. L'acte énonciatif longuement inutile, les interrogats vagues & incohérens du président, prêtoient à la justification de l'accusé. Louis n'avoit donc rien de bon à dire pour sa défense ; & comme personne n'est plus propre que l'accusé même à donner des explications claires sur les faits qu'on lui impute, à motiver ses négations, il suit de l'insignifiance de ses réponses, que personne, ni dans son conseil, ni hors de son conseil ne pourra, par aucune raison valable, alléger le poids des accusations sous lequel il reste écrasé.

Mais c'est précisément cette impossibilité de répondre où se trouve son parti qui nous inquiète & nous épouvante. Moins les méchans ont de bonnes raisons pour appuyer leurs prétentions, plus ils recourent à la fourbe, à l'intrigue, & à tous les moyens perfides que la scélératesse invente. Nous nous en apercevons déjà. Paris n'a point changé d'opinion ; mais on rencontre aujourd'hui des hommes qui cherchent à ébranler notre sensibilité en faveur de celui qui n'en eut jamais pour personne ; ils se plaisent à nous parler de la vicissitude des choses humaines, à nous peindre sous des traits attendrissans la chute d'un tyran qui par ses crimes s'est précipité lui-même du haut d'un trône usurpé. Plusieurs nous disent bien qu'il a mérité la mort, mais ils veulent que cet état d'humiliation auquel il s'est montré si peu sensible lui-même, soit pire que la mort la plus cruelle ; ils feignent de vouloir hâter son jugement, afin de hâter le moment de sa délivrance ; car en frappant ainsi à la porte de notre cœur, ils veulent en même-temps en imposer à notre sagacité, corrompre notre esprit, en lui présentant comme un grand avantage, comme un grand honneur pour la nation, un pardon généreux de tous les forfaits de Louis-le-Dernier. A les en croire, son exil ou une prison perpétuelle suffiroit à notre tranquillité & à la justice, & le plus beau moment de la révolution seroit celui où la nation crieroit *grâce*, à l'homme qui, le 10 août, fit la revue de ses satellites, pour les engager à ne faire grâce à personne.

De pareilles insinuations sont si absurdes qu'elles ne mériteroient point de réponses ; mais il est tant d'esprits foibles, tant de bonnes gens, & ce qui est bien pis encore, tant de royalistes, qu'il faut pulvériser d'avance leurs objections.

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

*Pompe éteinte en l'hoopieur des Citoyens tués au massacre du 10 Aoust, et à laquelle
tout Paris assiste.*



Nous ne nous arrêtons point à effacer les couleurs étudiées du tableau de la situation de Louis-le-Dernier ; il a attiré sur lui le sort qu'il nous préparoit. Nous sommes souverains ; il vouloit nous enchaîner & nous précipiter dans l'état d'esclavage, tenir la nation captive & prisonnière ; l'entourer de gardes & de troupes étrangères, comme l'est aujourd'hui l'infortunée nation polonoise. Nous avons été les plus forts ; c'est lui qui est devenu notre captif, avec cette différence que parmi nous la force s'est trouvée jointe à la raison ; nous avons combattu pour les principes & la vérité ; lui combattoit pour l'erreur & le despotisme. Devenu maître de notre sort, il eût jugé d'après des loix qu'il eût faites ex-acte, & puni de la mort la plus douloureuse les amis de la liberté. Devenus maîtres de sa personne, nous le condamnâmes d'après d'anciennes loix, nous le condamnâmes à mort prompte & douce. La loi du talion n'est pas suivie parmi nous. Eh ! quelle différence cependant entre le spectacle d'une nation dégradée, asservie, gouvernée par un roi, & celle d'un roi réduit à la qualité de simple individu, & jugé comme tel ! Louis d'ailleurs, si l'on en croit l'histoire, n'est pas le plus malheureux des rois, & , certes, il en est le plus scélérat. C'est au prétendu problème politique, présenté actuellement par nos ennemis, que nous attacherons quelque importance. Ne seroit-il pas, disent-ils, plus digne de la nation, ne seroit-il pas plus utile pour nous de lui laisser la vie ? C'est nous dire en d'autres termes : n'est-il pas plus digne de la nation d'être injuste ? n'est-il pas plus utile pour elle de ne point se défaire de son ennemi ?

Chez un peuple libre, rien n'est digne de lui que ce qui est conforme aux principes de liberté & d'égalité ; on ne peut point faire acception des personnes, avoir deux poids & deux mesures, sans être en contradiction avec lui-même & avec la raison, sans se ravalier indignement. En agissant ainsi, il ne montreroit que de la pitié ; il flotteroit au gré de la crainte & de l'espérance ; un peuple libre ne doit avoir d'autre crainte que de violer les principes, d'autres espérances que de les faire triompher par son exemple dans toute l'étendue de l'univers.

Nos panégyristes adulateurs, nos élogistes beaux-esprits

& académiciens ; se demandoient souvent, dans leurs discours, qu'est-ce qu'un roi ? & il falloit toujours commencer par répondre : c'est un homme : or, puisque tout bien considéré, un roi n'est qu'un homme, il faut qu'il soit soumis aux loix comme les autres hommes. Innocent, si toutefois cela est possible, il sera protégé par elles, soit qu'on lui laisse ses fonctions, soit qu'on l'en exclue. Coupable, il sera puni par elles, soit au milieu de ses fonctions mêmes, soit après en avoir été dépossédé ; voilà une obligation éternelle pour les peuples. Louis ne peut se défendre de la multitude de ses crimes ; tous ceux qu'il a commis se trouvent prévus dans le code pénal ; il a mérité la mort, il faut qu'il la subisse ; sinon le premier malfaiteur, le premier criminel aura le droit de vous dire quand vous l'enverrez au supplice : Louis n'y a point été ; je suis son égal ; la haine ou le besoin m'a fait assassiner un homme, mais je n'ai pas fait couler à grands flots le sang de tous les Français ; je n'ai pas conspiré contre toute la société ; la France entière n'a pas été à deux doigts de sa perte par mon crime ; Louis est pardonné, je dois l'être ; car s'il existe quelque différence entre nous deux, elle est toute à mon avantage.

Comment la convention pourroit-elle exempter Louis de la peine due à ses crimes ? Le droit de faire grâce que s'arrogeoient les rois pour absoudre les grands coupables n'en est pas un, & les nations elles-mêmes ne l'ont point. Sans doute les nations sont au-dessus des loix ; mais c'est pour les abroger, pour les recomposer à leur gré, pour y appliquer même des exceptions générales, mais non point des exceptions particulières. Si tous ne doivent point faire de loi pour un seul, tous peuvent encore moins faire pour un seul une exception, une infraction à la loi ; car ou cette exception renfermeroit une décision contraire aux principes de la raison, & alors ce seroit une injustice criante, ou elle renfermeroit une décision qui y seroit conforme, & alors elle établiroit un privilège, & alors il n'y auroit plus de liberté ni d'égalité ; tous donneroient plus de droits à un seul homme qu'à chacun d'eux : alors, de façon ou d'autre, la volonté générale consentiroit à n'être plus que la volonté particulière, que l'intérêt d'un seul homme. Cela posé nous ne pouvons donc rien changer aux dispositions

la code pénal. Si nous le changeons pour Louis, il faut le réformer pour tous, il faut le recomposer tout entier ; car nous n'avons pas le droit de dire tous obéïr à cette loi, mais un tel n'y sera pas soumis ; les crimes de tous auront telle peine, excepté ceux de tel exprès-ment nommé. Voilà la seule chose impossible aux nations ; car les nations ne peuvent rien faire d'absurde.

Mais, dit-on, le salut public, cette première loi de tous les peuples, sollicite en faveur de Louis-le-Dernier ; sa mort va allumer dans le cœur des rois une nouvelle fureur ; elle va soulever tous les peuples d'indignation, & faire haïr notre sainte liberté : bannissez, enfermez Louis, mais ne l'immolez pas.

Du temps de Stuart, qu'eussent répondu les Anglais à de pareils conseils ? qu'eussions-nous dit nous-mêmes au 10 août ? Le sourire de la pitié, ou plutôt une indignation profonde & exaltée avec force, eût vengé la raison & la vérité de ces outrages réfléchis ; l'histoire même les dément. Quelle puissance étrangère osa attaquer les Anglais après la décapitation du roi ? Ne vit-on pas la France & l'Espagne se disputer à qui présenteroit plus d'hommages à la nouvelle république, & l'orgueilleux cabinet d'Espagne encherir même sur Mazarin ? Ne fût-ce pas l'Angleterre qui déclara la première la guerre à la Hollande, pour le venger d'anciennes injures, & qui la réduisit à demander la paix ? Tous les autres rois demeurèrent tranquilles spectateurs de l'événement, trop heureux de rester rois dans leur pays.

Il est vrai que depuis le commencement de notre révolution, les cabinets étrangers ont pris une part active à nos affaires. Grace aux soins de Louis, ils nous ont fait d'abord une guerre de ruses & de perfidies, & ensuite une guerre sanglante ; mais c'est cela même qui doit nous consoler : tout leur feu est presque éteint ; leur rage impuissante ne peut plus faire que de vains efforts. Qu'ils aillent redemander, ces fiers potentats, ces grands généraux aux plaines de la Champagne, les nombreux bataillons dont le débris engraisse nos champs ! qu'ils aillent faire des levées de troupes dans la Gueldre & la Belgique ! Ils feignent de vouloir rassembler de nouvelles forces au printemps, mais ils verront s'il n'est pas plus aisé de prendre un *conclusum* que de s'emparer d'une de nos villes.

Deux partis sont proposés à l'égard de Louis : l'un de le bannir ; l'autre de le tenir enfermé dans sa tour ; car on n'ose pas nous demander encore qu'il jouisse d'une entière liberté.... L'un & l'autre de ces deux partis compromettrait le salut public au lieu de le servir. Si Louis est exilé , c'est une victoire pour lui. Après de nombreux parjures & des crimes incalculables , vous le remettez au même point où il vouloit être en fuyant vers Montmédi ; vous lui ouvrez un libre passage vers Coblenz ; ces peuples , ces rois , qui seroient peu dangereux après son supplice , le deviendroient après son exil ; ce seroit un centre autour duquel tous les aristocrates du dehors se rallieroient ; ce qui reste épars du clergé , de la noblesse , des parlementaires , se réuniroit près de lui ; les peuples étrangers parmi lesquels il vivroit , lui voyant un parti nombreux , lui donneroient en effet toute la force qu'ils lui supposeroient. Quoi qu'on en dise , des peuples qui ne savent pas ce que c'est que liberté , ne pourroient voir sans intérêt , sans attendrissement , un homme autrefois maître du plus bel empire du monde , aujourd'hui dégradé , avili , errant & proscrit ; ils finiroient par s'intéresser en sa faveur. Les rois qui , de leur côté , regarderoient comme un spectacle dangereux pour eux-mêmes la vue d'un roi déshonoré par ses sujets , & qui craindroient qu'un exemple si présent ne donnât l'éveil à l'insurrection , nourriroient parmi les peuples ces sentimens de commisération , & nous présenteroient à eux comme un objet de haine. Pendant ce temps-là , tous les modérés , tous les faux patriotes travailleroient sourdement l'intérieur de la république , déchireroient son sein , exciteroient par-tout le trouble & l'anarchie ; nous serions dans des angoisses continuelles , & menacés sans cesse des plus grands périls.

Si on retenoit Louis prisonnier au Temple , nos ennemis intérieurs & extérieurs verroient encore là le palais , le siège de la royauté ; la république n'existeroit pas à leurs yeux , puisque le roi subsistoit encore ; il seroit le but où aboutiroient tous leurs vœux , tous leurs calculs , toutes leurs agitations ; nous craindriens perpétuellement qu'il ne s'échappât , qu'il ne se mit tout à coup à la tête de son parti , qu'il ne portât au moment où nous nous y attendrions le moins le fer & le feu dans nos champs ou dans nos villes ; nous craindriens ,

comme jusqu'à présent, qu'il ne vint à bout au moins de passer les frontières sans pouvoir être arrêté comme la première fois. Que de craintes ! que de terreurs pour avoir violé un principe !

Notte plus grand malheur est que dans ce moment ces idées anti-civiques, anti-révolutionnaires, paroissent se propager jusque dans la convention. On fait qu'il ne lui est pas facile de montrer du caractère. La foiblesse, l'incertitude, les oscillations continuelles ont formé jusqu'à présent son histoire ; elle va par sauts & par bonds ; rien de calculé, de combiné dans sa marche ; & lorsqu'on lit ses décrets, on ne peut s'empêcher de croire au hasard.

Nous savons bien que la convention ne peut absoudre le ci-devant roi, sans renoncer aux lumières les plus simples du bon sens : ainsi elle ne le renverra pas absous ; mais elle pourroit, comme nous l'avons dit, & comme on le désire, céder à des terreurs paniques, à des impulsions inconnues, à de fortes séductions, commuer la peine & couvrir la nation d'un opprobre éternel. Ceux mêmes qui l'auroient égarée à ce point le sentiroient bien ; ils savent que le peuple ne souffriroit pas patiemment d'être ainsi déshonoré devant toute l'Europe ; ils aigriroient encore son ressentiment & tâcheroient de le porter à quelque excès. S'ils y parvenoient enfin, si les piques & les sabres faisoient tomber une tête due à la guillotine seule, alors tous les ennemis de la chose publique, tous les détracteurs de la liberté triompheroient ; on diroit que le peuple s'est mis de nouveau à la place de la loi, que les Parisiens sur-tout n'ont pas d'autre habitude, qu'ils en viennent même au bourreau ses victimes. La convention auroit ménagé les aristocrates, les royalistes, & tous les rois de l'Europe dans la personne de Louis, & néanmoins il seroit mort. Les députés diroient : nous l'avions, suivant notre ame & conscience, préservé de cette fin tragique ; mais ce peuple sanguinaire a d'autres principes. Tous les échos royalistes le répéteroient dans les royaumes voisins. Paris, la nation entière seroit calomniée, méprisée ; les rois seroient tranquilles, car l'exemple d'un peuple méprisé n'est pas à craindre, ses vertus mêmes se convertissent en vices aux yeux de la prévention. La cause de la liberté seroit mal jugée au tribunal de l'opinion publique.

Nous craignons d'autant plus la foiblesse de la conven-

tion, qu'un nouveau choix de Louis vient d'appeler à sa défense un illustre de l'ancien barreau, un orateur insinuant qui, même lorsqu'il ne prouve rien, vous persuade qu'il vous a convaincu Desèze étoit un des hommes les plus propres pour la cause de Louis XVI. Le public n'a jamais pu l'entendre sans enthousiasme. Ses premiers pas dans la carrière du palais ont été marqués par de grands succès : il touche, il émeut, il attendrit le cœur le plus rebelle. Il lui est arrivé plus d'une fois de se voir, au sortir du tribunal, porté en triomphe par la foule de ses auditeurs. La foiblesse de ses moyens physiques tourne même à son avantage. Sa voix sort avec peine de sa poitrine ; & cette difficulté, il la cache sous l'apparence du sentiment, cette voix semble sortir du fond de son cœur. Son visage prend tous les caractères de la sensibilité ; par tous ces moyens il subjugué, il entraîne. Pour cette cause nouvelle dans l'histoire des tribunaux, certes, il ne négligera aucun de ses avantages, & il le doit. Mais si Desèze remplit tous les devoirs de défenseur officieux, la convention nationale ne doit pas oublier qu'elle a pris sur elle tous les devoirs de juge ; qu'elle est obligée de se mettre en garde contre les prestiges de l'éloquence ; qu'elle ne doit écouter que la voix de la raison & de l'impassible justice, & non pas le langage de la compassion & de la sensibilité. L'orateur, dont la cause ne fournira pas matière à de grands raisonnemens, & qui sera écrasé du poids des faits, s'attachera sans doute à émouvoir, à attendrir ses auditeurs & ses juges, à parler à leur ame plutôt qu'à leur esprit ; & en général une grande assemblée est bien faible dès qu'une fois sa sensibilité est ébranlée ; quand le premier coup a eu son effet, elle est facilement égarée, & forme elle-même le torrent qui l'entraîne.

Un roi de Perse avoit chargé un de ses officiers de lui répéter à certaines heures du jour, qu'il songeât à se venger des Grecs. Si un roi même ne s'en fioit pas assez à sa haine, s'il vouloit qu'on rappelât souvent à sa mémoire les outrages qu'il prétendoit avoir reçus, combien plus un peuple libre & naturellement bon doit-il se roidir dans une pareille cause contre les dangers de la pitié, Il faudroit qu'au commencement de ce plaidoyer un huissier criât : souvenez-vous d'être justes ; il faudroit qu'avant d'entrer dans la salle, nos représentans entourassent leur imagination des idées lugubres de la journée du 10 août,

adit, du massacre des patriotes dans plus de vingt lieux différens, du bombardement de Lille, & qu'à chaque phrase où l'orateur voudroit intéresser leur pitié, ils tournassent leurs regards vers cette terrasse des feuillans, d'où le bruit d'une fusillade fit soulever l'assemblée législative de terreur, vers ce château des tuileries, ou des patriotes attirés par des signes de paix, furent assassinés par la plus lâche des perfidies; qu'une voix criât au fond de leurs cœurs: nos plaines ont été ensanglantées, nos villages détruits, nos frères réduits à la misère, & c'est à cause de lui; il implore aujourd'hui notre pitié; ah! si dans ce moment même il pouvoit par un charme magique nous enchaîner & nous terrasser, en vain lui dirions-nous que nous sommes pères ou époux, le barbare se riroit de nos cris, comme l'ont fait les Prussiens & les Autrichiens, & la horde féroce de ses émigrés. Oui, il a violé toutes les loix, c'est par les loix qu'il doit être puni, & la nature qu'il a repoussée, doit le repousser à son tour

Sur l'exil de la famille des Bourbons.

Le salut du peuple est la suprême loi: Tel est le grand principe devant lequel tous les autres s'inclinent & s'abaissent; dès qu'une nation est en danger, les droits de l'individu disparaissent, il ne reste plus que les droits du peuple, & son premier droit sans doute est celui de sa conservation physique & politique; ce droit n'est autre chose que celui de tous les membres de la société, l'intérêt de tous mis dans la balance avec ceux d'un ou de quelques individus seulement, doit nécessairement la faire pencher du côté du grand nombre. Dans les momens de péril ou de crise, un peuple peut & doit faire tout ce qu'il croit utile à son salut sans être arrêté par aucune considération personnelle, ni par la crainte de blesser la justice, il peut alors sacrifier sans remords la fortune, la vie même de celui dont l'appauvrissement ou le trépas importe à son intérêt.

Si les anciens n'eussent employé l'ostracisme que dans des momens de crise & de danger, ils seroient absous d'injustice, comme le sont ces premiers Romains qui, aussi-tôt après avoir aboli la royauté, chassèrent de leurs murs toute la famille des Tarquins, jusqu'à Tarquinus Collatinus, consul, qui venoit de renverser le trône de sa propre main. Le peuple de Rome avoit tout lieu de craindre, le danger étoit imminent: c'étoit donc là une

mesure de sûreté générale qu'il avoit droit de prendre ; & cet exemple est un des plus imposans qu'offre l'histoire.

Mais si les individus sont obligés de faire tous les sacrifices & celui même de leur existence pour le service de la patrie, la patrie à son tour ne doit & ne peut en exiger de tels que lorsqu'ils sont absolument indispensables, que lorsque la nécessité, qui ne connoit pas de loi, l'y contraint ; car si la société impose au hasard des devoirs particuliers à quelques individus, elle s'abandonne au caprice, à la passion ; elle porte atteinte à elle-même en dénaturant son essence. Car toute association a pour but essentiel de protéger chacun de ses membres, de lui assurer l'exercice de ses droits naturels & imprescriptibles ; or, ces *droits sont*, aux termes de la déclaration des droits de l'homme, *liberté, propriété, résistance à l'oppression*.

La convention nationale a, dans un beau mouvement d'enthousiasme expulsé toute la famille des Bourbons : cette grande mesure a entraîné jusqu'aux partisans de la liberté individuelle. Examinons si les circonstances où on vouloit l'employer la nécessitoient.

Nous venons de le dire : le serment d'abhorrer la royauté, d'y renoncer à jamais, venoit à peine d'être prononcé par les Romains, lorsqu'ils chassèrent tous les Tarquins. La liberté qui naissoit tout-à-coup parmi eux, qui n'avoit été ni mûrie ni préparée, qui n'avoit point eu le tems de se développer, de se fortifier par des états progressifs, étoit trop frêle, trop délicate pour ne pas écarter de son berceau tous les serpens, venimeux ou non, capables de l'étouffer. Un Tarquin restoit encore dans la ville, c'étoit l'époux de Lucrèce, & il avoit été un des premiers auteurs de la révolution ; mais il sembloit par-là même n'avoir plus qu'à ramasser, qu'à réunir les débris du trône pour le relever & s'y placer ; toute la nouvelle république étoit réduite à Rome seule, elle se voyoit entourée de voisins qui, depuis Romulus, n'avoient cessé d'être ses ennemis, ses rivaux. Collatin pouvoit aisément dans une petite ville se former un parti, qui, aidé des armées étrangères, subjuguât cette république mal affermie. Les patriotes éclairés se communiquèrent d'abord leurs soupçons, la ville entière les partagea bientôt, & ils y causèrent une inquiétude si générale que Brutus se vit obligé de convoquer l'assemblée du peuple ; & ces Romains, au milieu des terreurs que le nom de Tarquin leur inspiroit, ne prononcèrent pas l'exil, ils se contentèrent d'inviter Collatin, par la voix de Brutus & de plusieurs autres sénateurs, à déli-

ter la ville du poids de l'inquiétude , à renoncer au consulat & à Rome. Collatin se laissa persuader, il partit, & le peuple romain crut voir partir avec lui la royauté pour toujours.

Tel est le récit que nous fait Tite Live. D'autres auteurs rapportent que Collatin ne fut banni de Rome qu'après la découverte de la conjuration secrète tramée dans la suite par les Tarquins, & lorsqu'il fut reconnu qu'il avoit voulu garantir de la mort les neveux, les deux fils de Brutus.

Si ce dernier récit étoit le plus véritable, tous les rapprochemens que l'on a faits d'une manière si affectée à la convention, de la situation de Rome avec la nôtre, deviendroient entièrement nuls. Pour proposer le décret de bannissement, il auroit fallu être sûr que les Bourbons conspiraient ou favorisoient les conspirateurs, & l'on ne nous en a donné aucune preuve.

Si c'est Tite-Live qui a dit vrai, les circonstances n'ont pas plus de rapport. Depuis quatre ans que nous sommes à la révolution, la liberté a eu le tems de sortir de ses langes. Nous connoissons le vice de la royauté, même constitutionnelle, & l'opinion est formée. Dans un empire aussi vaste, aussi éclairé que la France, il est évidemment impossible qu'un homme fasse un parti qui lui mette la couronne sur la tête. Nous avons il est vrai, tous les rois pour ennemis ; mais la plupart des peuples s'entendent déjà avec nous, & que peuvent faire les rois sans les peuples ? D'ailleurs ces rois sont déjà chassés loin de notre territoire, nous avons mis des barrières entre eux & nous, il leur faudra du tems pour les franchir. Aussi le peuple parmi nous, cette classe d'hommes précieux qui, par une sorte d'instinct naturel, pressent toujours les dangers de la patrie, n'a-t-il jamais songé à celui-là. Il méprise trop la famille des Bourbons pour la craindre ; & s'il pouvoit arriver que jamais il y eût un roi en France, on ne l'auroit point cherché dans cette race depuis longtemps abhorrée ; son nom seul suffiroit pour dégoûter de la royauté.

A la première séance de la convention, lorsque le chaos constitutionnel fut détruit & la monarchie abolie, on eût pu sans doute proposer un pareil décret & le prononcer ; l'incertitude où l'on pouvoit être sur la manière dont la république seroit accueillie, l'hypothèse que l'on pouvoit naturellement admettre que les Bourbons travailleroient à en saper les premiers fondemens, auroient autorisé cette mesure. Le danger pourroit être raisonnablement supposé ;

nous nous trouvions plus près alors de la position de Romains. Mais aujourd'hui que depuis trois mois la république est établie, aujourd'hui que les partis ont une toute autre direction, que les Bourbons restés en France n'ont manifesté aucune opposition au nouveau système que quelques-uns même l'ont applaudi, ce décret est inutile, & par conséquent injuste.

Le moment du danger passé, tout doit rentrer dans l'ordre ordinaire. L'individu qui ne mérite pas d'être compté lorsque la société a besoin du sacrifice de sa personne reprend après le péril sa place & son rang dans l'association politique; il jouit de toutes les clauses du contrat, qui porte que s'il s'est engagé à défendre la société, elle s'est engagée pareillement à le garantir de toute atteinte & par conséquent à ne pas lui en porter elle-même.

Ce décret étoit d'autant plus inutile, que déjà, & à plusieurs reprises, l'assemblée a prononcé la peine de mort contre quiconque parleroit de rétablir la royauté, & tenteroit de la reproduire, sous quelque nom que ce pût être. Si les Bourbons conspirent, la loi est là, elle les aura frappés avant qu'ils aient pu étendre bien loin leur conspiration : ou ces premières loix sont inutiles, dans ce cas il étoit ridicule de les porter, & il falloit les retirer; ou elles auront un effet salutaire, & elles ont rendu superflues d'avance toutes les mesures partielles.

Combien une nation se compromet & s'avilit en s'occupant ainsi de quelques particuliers ! D'abord elle leur fait beaucoup trop d'honneur en paroissant les craindre ; elle les rehausse dans l'opinion publique, au lieu de les ravalier ; elle leur donne même un parti s'ils n'en ont pas ; elle excite la pitié en leur faveur, elle les rend intéressans ; elle en fait des victimes ; elle viole en eux les formes & les principes. On c'est un jugement que prononce cette nation, & elle ne peut le prononcer qu'en vertu des loix antérieures qu'elle a établies, elle ne peut le prononcer ou le faire prononcer par ses mandataires, sans entendre préalablement les accusés ; ou c'est une querelle qu'elle leur fait, & c'est étrangement abuser de sa force & la convertir en une tyrannie insupportable.

Dans un pays où l'on a déclaré qu'il n'y avoit plus de roi, de princes ni de noblesse, où par conséquent, il n'y a plus de famille royale, où la force de la vérité a mis tous les hommes de niveau, comment peut-on en voir quelques-uns plus grands que les autres ? & s'il en existe réellement, comment le glaive de la loi, qui se promène sur toutes les têtes ne suffit-il pas pour les renverser ? Il y a sou-

vent un tout autre mobile que l'intérêt de la chose publique ; chez les Romains même , ce furent les sénateurs , les nobles , qui pressèrent le plus Collatinus de sortir. . . .

La convention , dont le plus grand nombre a eu sans doute de bonnes intentions , s'est laissé trop aisément séduire. On ne peut se dissimuler que dans l'esprit de ceux qui ont présenté d'abord cette proposition , il n'y eût un but secret & caché , qui consistoit peut-être à établir chez nous l'ostracisme des Athéniens , instrument très-dangereux entre les mains des factions. Toutes les circonstances qui ont accompagné & suivi la séance de dimanche ne l'annoncent que trop. Cette grande question fut tout-à-coup jetée comme la pomme de discorde , on choisit le jour consacré à entendre les pétitions , le moment où beaucoup de députés étoient absens ; des individus la proposèrent & non point des comités. Malgré le règlement qui ordonne que la discussion des grandes questions durera au moins deux jours , on la décida sur le champ. Dès le lendemain , avant que le procès-verbal fût lu & ratifié , le décret étoit déjà signé du président & de deux secrétaires , envoyé aux ministres , & au département de Paris. L'amour du bien public paroissoit cacher quelque haine quelque vindicte particulière.

L'assemblée n'a pas tardé à reconnoître son erreur ; elle a suspendu son décret jusqu'après le jugement de Louis-le-Dernier , & elle a fait sagement : alors s'il y a quelque motif de crainte raisonnable , elle pourra laisser à cette mesure son plein effet ; & jusque-là , la république sera trop tranquille pour donner lieu à une pareille proscription ; mais il est triste de voir une assemblée , dans les mains de qui reposent les destinées de la France , se mouvoir avec cette turbulente précipitation , n'avoir aucune assiette , tantôt courir au-delà du but , tantôt rester en arrière , obligée ainsi de revenir sur ses pas , d'avouer à tout l'univers le peu d'ordre de ses délibérations , l'incohérence de ses idées. Ce n'est pas avec ce peu de dignité que doivent marcher des législateurs ; ces reculades affoiblissent le respect dont ils devraient être entouré , relâchent dans leurs mains le ressort de l'autorité , & les dépouillent insensiblement de la confiance publique qui fait toute leur force. On ne sauroit trop répéter à nos représentans actuels cette maxime du sage : Hâtez-vous lentement.

Nous n'avons point considéré leur décret dans ses rapports particuliers avec Philippe Egalité. On a dit avec raison que Collatin avoit trouvé Lavinium pour asile ,

l'un & l'autre ; mais ayant un frère & une sœur , il sera moins riche que son père. Si tout homme qui a quelques vertus & quelques talens étoit par cela même dangereux ; s'il étoit accusé d'aspirer à la tyrannie , il faudroit donc chasser des républiques tous les talens & toutes les vertus ; ce qui seroit chasser la liberté. Malheur à nous , si nous ne nous croyons pas assez forts pour résister même à l'ascendant de la vertu : en vain chasserons-nous les Bourbons ; dans la famille la plus obscure , la plus ignorée , nous devrions craindre de voir croître pour nous un maître. Non , le Français n'est pas assez vil ; & si la génération actuelle , dont les lumières luttent souvent avec les habitudes , trébuche quelquefois , il n'en sera pas de même de nos enfans. Moins corrompus que nous , ils voudront que l'ex-duc de Chartres remplisse tous les devoirs attachés à son nouveau nom , qu'il reste l'égal de tous , ou que sa tête tombe à leurs pieds.

Lorsque les habitans d'Anet firent à Penthievre ce que les Parisiens avoient fait au roi partant pour Saint-Cloud , nous gémissions de leur ignorance. Nous dîmes : Voilà une ville esclave qui baise les bottes d'un autre Lafayette ; mais cet homme solitaire ne nous parut pas encore dangereux. Nous ne vîmes dans ce second Brunoï qu'un cerveau rétréci par la dévotion , qu'un fanatique ignorant & timide. La même scène vient de se renouveler à peu près ; elle nous apprend que le peuple d'Anet a fait peu de progrès en liberté , que des secours pécuniaires font à ses yeux tout le mérite d'un homme , que s'il existe quelque chose de funeste à la liberté , c'est le pouvoir de la fortune , & qu'il faut proscrire , non les personnes , mais les richesses.

On a beaucoup loué Conti de ce qu'il paie exactement ses fournisseurs. Il est vrai que ne pas payer étoit jadis un privilège de prince & de noble ; mais est-on si estimable pour n'être pas évidemment un fripon ? Si tout le monde savoit que depuis l'abolition des droits féodaux , il a presque doublé ses baux pour se dédommager , qu'il a exigé de ses fermiers , déjà ruinés , deux années d'avance , qu'ensuite il a vendu ses fonds , ces louanges feroient place au mépris. Si vous lui demandiez maintenant où sont passées ces sommes immenses , peut être l'embarrasseriez-vous beaucoup. Qui sait si elles n'ont pas été employées à acheter des fonds en Allemagne , en Espagne , ou ailleurs ? Tout cela n'annonce pas encore un homme à redouter. Conti à l'air d'avoir peur , & qui a peur ne doit pas effrayer.

Les

Les restes de la dernière dynastie sont si méprisables ; que nous ne concevons pas qu'on puisse s'en inquiéter. Il y auroit peut-être cependant deux choses à faire à leur égard : la première de convenir avec nous-mêmes de ne les porter à aucune place qui soit à la nomination du peuple ; la seconde de trouver des moyens légitimes de réparer les grandes fortunes. L'argent sera long-temps notre plus grand ennemi. Quant à la magie des noms, on en se corrige.

Représentans du peuple ; laissez là les Bourbons ; ces gens nuls ; & tâchez de les rendre plus nuls encore, en n'appelant point l'attention directement sur eux. Jugez nous suivant les loix ; & si vous ne pouvez mettre en cause ni la moderne Médicis, ni ses enfans, chassez-les ; voilà la véritable famille des Tarquins : & songez que Brutus lui-même étoit parent de Tarquin-le-superbe.

Suite de la révolution anglaise.

La révolution française, due principalement à nos liaisons commerciales & littéraires avec la Grande-Bretagne, commence à réagir sur elle. Nous avons d'abord voulu être libres comme les Anglais ; ils veulent à leur tour être comme nous : ainsi deux nations voisines & à peu près éclairées l'une autant que l'autre ; après avoir été long-temps rivales sans trop savoir pourquoi ; trouvent enfin de puissans motifs pour fraterniser ; & se soutiennent l'une par l'autre contre les efforts intestins d'un gouvernement qui croule. Le cabinet de St. James ne peut plus se le dissimuler, son règne touche à son déclin, & Pitt n'a plus d'expédiens à fournir au roi son maître pour en retarder la chute.

Nous avons vu dans le n°. 178 tous les petits moyens employés dans cette vue par le ministère. Une guerre contre la France lui conviendrait fort pour faire diversion à l'orage qui gronde sourdement dans les trois royaumes ; mais les temps sont changés : hasarder une mesure de cette importance, c'est risquer le tout pour le tout ; cette résolution touche au désespoir dans les circonstances présentes. Pour cela il faut des matelots & des soldats, & sur-tout pouvoir compter sur eux. Mais la confiance n'est plus la même qu'autrefois ; il faut de nouveaux subides : cependant le discours de Pitt, prononcé par *Georges Gulpho* à la rentrée hâtive du parlement, est accompagné de préparatifs hostiles considérables ; mais ils ne se font pas sous d'heureux auspices. Les

fonds qu'on emploie pour le premier armement sont ceux destinés à l'amortissement de la dette de l'état. Cette guerre projetée n'aura pas lieu, quoi qu'on en dise dans la chambre haute. Toute l'Irlande, toute l'Ecosse & les trois-quarts de l'Angleterre se déclareroient pour nous. On peut défier le ministère d'oser proposer un nouvel impôt; il aura besoin, au contraire, & très-incellamment, de supprimer une partie de ceux qui pèsent en ce moment sur toutes les têtes. Les seuls fonds disponibles pour les frais de cette guerre contre les Jacobins Français, sont les trésors amassés dans la caisse particulière du roi *George Gulphic* & de sa femme, & qu'on fait monter à environ 300 millions tournois. Veut-on savoir par quels moyens le roi d'Angleterre, qui ne le fera jamais des Anglais, a pu se procurer des épargnes dans un pays dont les habitans ne sont pas très-faciles? En voici un petit exemple. Frost, apparemment pour le punir d'avoir apporté à la convention l'adresse de la société constitutionnelle de Londres contenant l'offre de six mille paires de souliers à l'usage de nos volontaires, est décrété d'accusation comme criminel de lèse-majesté au premier chef; & d'ici à quelques semaines, tous les biens seront *confisqués au profit du roi*.

Mais outre que le sire anglais & sa ménagère sont fort amoureux de leurs petites épargnes, il est à présumer qu'elles doivent être déjà sensiblement diminuées par les sommes qu'il a fallu répandre pour fomentier les divisions intestines en France & dans nos colonies, ainsi que par la cote-part du monarque aux dépenses secrètes nécessitées pour faire la petite guerre au sein des trois royaumes. Et pense-t-on qu'il n'en coûtera rien à sa majesté britannique pour tâcher de soustraire Louis Capet à l'exécution d'un arrêt de mort? Une flotte anglaise pourra bien s'établir en croisière à l'embouchure de l'Escaut; on pourra bien se tirer de part & d'autre quelques coups de canon, mais nous ne croyons pas à la guerre.

On fait les dispositions du peuple de Londres & de presque toute l'Angleterre. Voici celles de l'Irlande; nous en attestons l'authenticité: L'Irlande, en ce moment encore, se trouve dominée, vexée, matée par une faction anglaise qui accapare toutes les places. Les anciens Irlandais catholiques, lesquels forment les sept huitièmes de la présentation, sont exclus de toutes les charges civiles & militaires; ils paient la dîme au clergé protestant, qui, pour récompense, les insulte journalle-

ment sur le faste de leurs cérémonies ; & les raille sur leurs prédications verbeuses.

- La province du Nord , la plus industrieuse & la plus peuplée , (C'est-là où sont établies les manufactures de toiles) est principalement habitée par de bons presbytériens écossais d'origine ; ils sont également persécutés par la faction anglo-protestante. Tout en continuant de professer à l'extérieur un grand respect pour la maison d'Hanovre , ils n'ont pu s'empêcher de manifester hautement leur joie & des espérances à la nouvelle des derniers progrès de la révolution française. Dans le fond de leur cœur , ils couvent des principes républicains & la haine des rois.

Les catholiques , fortement appuyés par les presbytériens , réclament à haute voix l'égalité des droits politiques ; déjà ils ont nommé dans toutes les provinces des délégués en nombre égal à celui de la chambre des communes , (300) & cette convention est actuellement séante à Dublin , en face de la monstrueuse corporation qu'on nomme parlement. Dans plusieurs cantons déjà les payfans sont en insurrection ouverte , & se sont armés pour repousser la tyrannie des collecteurs de dîmes. On se rappelle que l'Irlande , pendant la guerre d'Amérique , fit quelques efforts pour secouer le joug britannique ; elle avoit pris les armes. Si ces efforts n'eurent qu'un foible succès , les armes du moins lui sont restées ; & le peuple , accablé sous un despotisme de tous les genres , est tout prêt à s'en servir ; ses maux sont au comble ; il s'agite , & déteste le nom anglais. Tous ses regards se portent vers la France.

Si le cabinet de S. James déclare la guerre à la liberté universelle , en s'attaquant au berceau de la république française , il est plus que probable que l'Irlande se déclarera indépendante , & contractera une alliance étroite avec nous. Il seroit facile de démontrer que , sous tous les rapports , il y va de son intérêt. Dans tous les cas , l'union forcée qui enchaîne ces deux îles , l'Irlande & l'Angleterre , doit très-incessamment se rompre ; elle ne peut résister plus long-temps à l'état naturel des choses , puissamment secondé par la propagation des lumières & le charme irrésistible attaché à la liberté.

L'Ecosse est en parfaite concordance avec l'Irlande ; & forme le même vœu : elle demande , elle appelle à grands cris une convention générale pour les trois royaumes ; mais pour attendre plus patiemment , elle en forme une en son particulier ; déjà on procède à la nomination

son des députés ; au premier instant on recevra la nouvelle d'une convention écossaise constituée.

Lors de l'acte d'union qui consolida les deux pays en un (il y a environ cent ans) les négociateurs écossais troquèrent la liberté contre de l'argent. On régla au-dessous de ses facultés la quotité d'impôt territorial que l'Ecosse devoit payer relativement à l'Angleterre ; le ministre anglais régla , d'après la même mesure , la portion de liberté civile & politique dont on voulut bien laisser la jouissance à l'Ecosse. Sa représentation au parlement de la Grande-Bretagne est de 16 pairs sur environ 300 , & de 45 communes sur 558. Les 16 pairs que l'Ecosse députe sont nommés par les autres pairs dans le palais même du roi , & d'après une liste envoyée par le ministre. Il règne , à peu de chose près , la même liberté dans le choix des 45 communes. Quant aux droits de citoyen , l'Ecosse ne jouit ni de *l'habeas corpus* , ni du jury civil ; au criminel même , elle n'en possède que le simulacre , la procédure est inquisitoriale , oppressive , barbare.

Tous ces vices radicaux du gouvernement sont autant de germes de révolution qui n'attendoient qu'un souffle pour se développer ; de plus , la constitution de leur église est toute républicaine ; ils sont calvinistes rigides , le peuple nomme ses pasteurs ; voilà les députés , & le synode est l'image d'une assemblée nationale. D'ailleurs , les Ecossais sont durs & aguerris ; ils ne peuvent manquer d'avoir l'avantage sur les troupes anglo-royales , si Pitt & Georges détachent leurs braves soldats absous contre les fiers républicains d'Ecosse ; & cette guerre entre les deux îles est presque inévitable ; on se mesure déjà de part & d'autre ; les troupes ne peuvent tarder à se mettre en présence.

Cette dernière induction résulte de la lecture du discours de Pitt , prononcé par Georges au parlement. « Je vous ai convoqués aux termes de la loi dans le temps limité » , fait dire le ministre au roi ; mais cela n'est pas exact. Le parlement avoit été prorogé jusqu'au mois de janvier , & voilà que , sans attendre cette époque , on le rassemble inopinément.

« Milords , des événemens récents exigent la réunion de nos moyens & de notre vigilance ».

Enfin le peuple commence par-tout à se faire craindre , & ses despotes ont peur. Il n'en faut pas davantage pour une révolution universelle.

« De séditieuses manœuvres , un esprit de tumulte

» & de désordre se manifestent, ... en relation & de concert avec plusieurs personnes de pays étrangers ».

Nous voilà, nous autres Français, désignés à ne pas y méprendre.

« J'ai conservé avec soin, dit Georges, une stricte neutralité dans la guerre actuelle du continent, & me suis interdit toute intervention dans les affaires intérieures de la France; mais il m'est impossible de voir, sans une inquiétude sérieuse, la forte augmentation des indices qui manifestent son intention d'exciter des désordres dans les pays étrangers, sans égards aux droits des pays neutres, & en suivant des vues de conquête & d'agrandissement ».

Il n'y a rien de plus absurde ni de plus faux que ces illégations ministérielles & royales. Mais comment le cabinet de S. James l'entend-il? Il semble vouloir se faire un mérite de ne s'être point mêlé de nos affaires. En avait-il le droit? Le pouvoit-il? Et cette neutralité dont il se targue n'est-elle pas plutôt le fait d'une fausse prudence & d'une conduite lâche qui a mal réussi? Sans doute que si les despotes qui nous avoisinent avoient pu élever entre nous & leurs peuples une muraille aussi haute, aussi épaisse que celle qui sépare, dit-on, la Chine de la Tartarie, ils l'eussent fait. Est-ce notre faute à nous si les peuples, loin de partager la terreur panique de leurs gouvernemens à la vue des progrès rapides de notre révolution, ont au contraire commencé à respirer, & se sont dit: Mais qui peut nous empêcher de devenir libres comme les Français? ne sommes-nous pas des hommes comme eux? La contagion salutaire & inévitable de l'exemple a fait tout le mal dont se plaint avec amer-gume le cabinet de S. James. « Tout annonce, dit-il, » le projet de tenter la destruction de notre heureuse » constitution ».

Oui, heureuse pour sa majesté britannique, & son ministre, & ses pairs, & les lords & les évêques!

Georges s'adresse ensuite à MM. de la chambre des communes, « & il déplore avec eux la nécessité où il » se trouve de retarder le soulagement que tireroient les » sujets d'une diminution de taxes ». L'électeur roi se doute bien que le peuple, aussi chargé qu'il peut l'être, n'est pas d'humeur à consentir un surcroît d'imposition. Georges ajoute: « Je suis persuadé que l'objet immédiat » de vos travaux sera d'adopter les mesures nécessaires » dans les circonstances actuelles pour renforcer l'obéissance » à la loi ».

Sot despote ! toi & ton ministère, crois-tu donc de bonne foi pouvoir encote long-temps tenir ta verge de fer levée sur la tête de plusieurs millions d'hommes ? Renforce-toi tant que tu pourras , hérisse tes bastilles de canons, le peuple de son côté se renforce tous les jours en lumières ; chaque jour il se trouve avec une vérité de plus , un préjugé de moins.

Nous sommes fâchés de voir que le ministre Lebrun ne se soit pas placé à la hauteur des principes de la république dont il est un des organes, vis-à-vis le cabinet de S. James , qui ose encore aujourd'hui parler & agir ainsi. Nous l'avons déjà dit : depuis que le peuple français a recouvré les droits de sa souveraineté , il ne doit plus entrer en négociations avec aucun cabinet de l'Europe. C'est de peuple à peuple qu'il faut traiter désormais. La république française doit désavouer son ministre des affaires étrangères toutes les fois qu'il la compromet ainsi , & lui défendre d'entretenir dans les cours voisines des agens accrédités ou non, chargés par lui de solliciter & d'obtenir des audiences particulières de la nature de celles que Lebrun a dit, dans son dernier discours à la convention, s'être ménagées auprès du ministère anglais. Ce n'est point avec Pitt, ce n'est point avec Georges que la république a des intérêts à démêler, ou des rapports à établir ; elle ne les connoît pas, puisqu'ils ne sont point chargés des mandats du peuple : elle n'a à traiter qu'avec le peuple anglais légalement représenté , & quand il se sera déclaré souverain.

Et voyez avec quelle arrogance ce Pitt , profitant des avantages qu'on lui laissoit , a parlé dans ces conférences secrètes. Il a osé se plaindre de l'ouverture de l'Escaut, & de ce que nous promettons secours aux peuples qui voudront recouvrer leur liberté.

Ce dernier décret sur-tout a étourdi toutes les diplomaties de l'Europe ; elles ne savent où elles en sont ; elles ne craignent pas d'en appeler au droit des gens , feignant de ne pas savoir que leur arrêt de proscription y est écrit. Le plus bel exercice du droit des gens n'est-il pas de tendre la main aux nations abattues sous les pieds du despotisme , & qui aux premiers cris de la liberté , poussés par les Français , veulent aussi se lever ?

Et le ministre Lebrun apprend avec confiance à la convention , « qu'il a autorisé notre ambassadeur à déclarer au » ministère anglais que si , contre notre attente , son intention étoit d'en venir à une rupture , comme alors » nous aurions épuisé tous les moyens de conciliation ,

» & comme ce seroit une guerre du ministère anglais
 » contre nous , nous ne manquerions pas de faire un
 » appel à la nation ».

Quelle mollesse ! quelle vile abnégation ! quels lâches ménagemens en faveur d'un roi qui , encore aujourd'hui , appelle ses sujets la nation qui le souffre à sa tête ! Quoi ! c'est à la vue de tous les préparatifs de la tyrannie , que la république française craint de rompre avec le tyran ?

Et l'assemblée nationale applaudit vivement à cette conduite du ministre Lebrun ! C'étoit une censure qu'il méritoit. Sans doute que la convention applaudira de même & honorera d'un gracieux accueil le baron de Staël , envoyé , dit-on , vers elle , revêtu du caractère d'ambassadeur , par le régent de Suède , qui reconnoît la république française. Eh ! que nous importe qu'il la reconnoisse ? Avons-nous donc besoin de son adhésion ? Nous n'avons besoin que de la fraternité des peuples libres qui cherchent à le devenir.

Lebrun nous apprend que les armemens anglais n'ont jusqu'ici rien de formidable , car ils ne consistent qu'en quatre vaisseaux de ligne & dix garde-côtes. Le ministère anglais est-il équipé une flotte de cent voiles , il est de notre honneur & de nos devoirs , il est du droit des gens que la navigation de l'Escaut soit ouverte au commerce de toute l'Europe ; il est du droit des gens de secourir tous les peuples qui auront besoin de notre aide pour conquérir leur souveraineté ; nous n'avons point de compte à rendre à Georges ni à Pitt. Si les Hollandais , si les Hanovriens , si l'Ecosse , si l'Irlande , si les trois Angletterres ensemble nous appellent , il est de l'humanité d'aller à eux & de leur prêter main-forte ; tel est à présent & tel sera désormais le droit public de l'Europe ; il ne se trouve pas ainsi dans les livres de l'abbé Mably ; mais le doigt de la nature l'a écrit sur les tables de la déclaration des droits de l'homme.

C'est d'après ces principes éternels de la justice universelle , qu'en dépit des traités de despote à despote , de ministre à ministre , nous devons hospitalité à une société des droits de l'homme qui vient de s'établir à Paris , & dont les membres sont tous natifs d'Angleterre ou d'Irlande. D'ailleurs , la reconnaissance seule nous en feroit un devoir. Long-temps le paquebot de Calais à Douvres fut chargé des vérités les plus importantes que leurs auteurs français envoyaient à Londres , ne pouvant les imprimer à Paris. A notre tour , dans ce moment où la franchise des preses n'existe plus à Londres , offrons les autres

aux patriotes anglais , & rendons - leur , avec empressement , les services que nous en avons reçus. Ce commerce de bienfaits & de lumières tournera tout entier au profit de la liberté de toute l'espèce humaine , & déjouera les projets sinistres qu'une poignée de scélérats couronnés ose bien encore concevoir , à la honte de cent millions d'hommes , dont la plupart sont encore leurs esclaves.

D'ici à quelques jours on aura dans Paris une gazette anglaise , rédigée par les premiers apôtres & martyrs de la révolution naissante d'Angleterre. Cette annonce a son prix sous plus d'un rapport. Qu'on juge de la pureté des principes de cette société anglaise des droits de l'homme ; d'après la déclaration qu'ils viennent d'en publier , & dont voici une traduction fidelle. Cette pièce devoit trouver sa place dans le Journal des Révolutions.

Déclaration des amis des droits de l'homme , associés à Paris.

Nous soussignés , la plupart natifs de la Grande-Bretagne & de l'Irlande , actuellement résidans à Paris , également pénétrés de nos devoirs envers nos compatriotes , & de ceux qui nous lient à la cause de la liberté universelle & du bonheur général ; nous nous sommes associés , dans l'intention expresse de rassembler les connaissances les plus importantes en politique , pour ensuite en donner communication aux nations respectives auxquelles nous appartenons. Heureux d'avoir notre résidence temporaire dans une ville régénérée , d'où nous pourrons répandre les lumières que nous y puiserons , sur une grande partie de nos frères !

En butte aux calomnies d'une administration perverse , qui , pour perpétuer la servitude en Angleterre , s'est efforcée de détruire les heureux efforts de la France pour la conquête de sa liberté ,

Nous croyons devoir débiter par une déclaration franche & non équivoque des principes qui dirigent notre conduite , & par une définition précise de ce qui fait l'objet de notre association & de nos études , afin que nulle part aucun individu puisse méconnoître les vrais motifs d'après lesquels nous agissons & nous désirons être jugés.

1°. Nous déclarons qu'un gouvernement fondé sur l'égalité , dégagé de toute espèce de privilèges exclusifs , dirigé par le corps entier du peuple , ou par ses agens , élus à des époques peu éloignées , & sujets au rappel , est le seul qui convienne à l'homme :

2°. Que la nation britannique & irlandaise , ne jouissant pas d'un tel gouvernement , ne sauroit l'obtenir que d'une convention nationale élue en assemblée , à l'effet d'en poser les fondemens sur la base immuable des droits de l'homme.

3°. Que pour effectuer ce grand & indispensable ouvrage , nous servirons de tous les moyens que la raison , la discussion & la communication des lumières peuvent fournir.

4°. Que nous mettrons tous nos efforts à détruire les préjugés nationaux , que les tyrans ont eu tant d'intérêt à entretenir , afin d'affaiblir la grande famille humaine en la divisant.

5°. Nous invitons nos concitoyens & les sociétés révolutionnaires des pays étrangers & d'ailleurs à nos correspondances libres & loyales

rec nous, nous engageant envers eux & à la face de l'univers, remplir avec confiance & fermeté la tâche honorable que nous nous imposons, & de n'entrer jamais en aucune composition, soit par crainte, soit par séduction, avec le despotisme agonisant.
La société révolutionnaire anglaise, amie des droits de l'homme.

Nouvelles des armées.

Nous avançons toujours sur pays ennemi. La Gueldre autrichienne & à nous; du moins les habitans, aussi libres que nous, n'ont plus de loi à recevoir que d'eux-mêmes, & ils nous doivent ce bienfait. On sentent toute l'importance, nous mande le général Miranda, qui a pris le 11 son quartier-général à Ruremonde, ville principale de ce pays. Le nom de la liberté & celui des Français volent de bouche en bouche avec l'accent de la reconnaissance. La Gueldre russe nous tend les mains. Nos troupes, dit leur chef, se sont emportées avec bravoure & subordination, constance & gaieté.

A la lettre du général en étoit jointe une autre, trouvée sur le baron Maréchal, gentilhomme de la chambre du prince Nassau-Weingarten. Miranda la croit écrite par le stathouder. On y parle des soldats de la république comme « d'enragés qui en veulent à toute la terre. Les plus fameux généraux n'ont pu les arrêter. Ils nous cherchent des chicanes à Maastricht & sur l'Escaur. »

Nous pensons qu'il ne faut pas prendre trop à la lettre cette diffidence : nous n'avons pas besoin d'épéon ; le frein de la prudence nous seroit plus nécessaire.

Une division de l'armée navale, sous le commandement du lieutenant Moulton, a été reçue, dans le même temps, dans le port d'Anvers, au bruit de 1200 coups de canon ; c'étoit une fête.

A la même époque, Bournonville s'emparoit de trois villes, dont l'une & la plus importante est Saarbruck.

Une nouvelle lettre de Miranda porte qu'il a décidé les ennemis de se retirer à Cologne, & probablement repañoient le Rhin. Ainsi donc nous touchons aux limites naturelles que nos armées respecteront sans doute, & feront respecter aux adversaires qu'elles ont si vaillamment repoussés.

Nous voilà dans Aix-la-Chapelle, & bientôt à Cologne. S'il ne falloit que du courage, nos succès rapides ne nous donneroient point d'inquiétude ; mais, comme nous l'ont mandé les commissaires de la convention près l'armée belge, ces progrès continués augmentent le nombre des objets du service, la difficulté d'y faire face & les dépenses.

Nos troupes, campées jusqu'à ce moment, sont enfin en cantonnement.

Nous désirerions bien avoir quelques détails certains sur l'armée du général Custine. Des malveillans sans doute font courir le bruit que sa position est délicate, pour ne pas dire fâcheuse. Pour calmer apparemment notre impatience & nous distraire, le général Dumourier vient d'écrire à Anacharsis Clootz une lettre inscrite ainsi, *Le général des sans-culottes à l'orateur des sans-culottes*. C'est dommage qu'elle n'ait que le titre de piquant ; le reste est vague & ne signifie pas grand-chose. Depuis quelque temps le général Dumourier se popularise beaucoup. Le temps nous apprendra ce qu'il faut en croire.

On en cite une autre mieux motivée, écrite par le général Custine en réponse à cette devise brodée sur un bonnet qui lui fut envoyé :

Le club national de Bordeaux à toi & à tes camarades.

De son côté, le pape écrit à l'empereur une épître prophétique, dans laquelle il lui annonce de belles & grandes victoires, s'il veut bien lui envoyer quelques mille hommes pour défendre la chaire de S. Pierre & la *santa casa* de notre-dame de Lorette.

Le vice-dieu qui siège à Rome a aussi envoyé au patriarche de Venise des formules de prières nouvelles, bonnes à réciter contre les Français; mais les inquisiteurs d'état, plus politiques que dévots, en ont arrêté la circulation.

À Gênes, il y a beaucoup de Français émigrés; mais la sage république ne les souffre que douze jours; il faut les plus sages recommandations pour obtenir un séjour prolongé de quelques journées de plus.

Quand les six bâtimens français, détachés de la flotte destinée pour Rome, mouillèrent à Gênes, la plupart des habitans prirent l'épouvante. Le conseil tint aussi-tôt une assemblée extraordinaire.

Cependant il y a dans cette ville un parti considérable de patriotes; il fait trembler l'aristocratie. On ramasse fréquemment dans les rues, des billets semés à dessein, & sur lesquels on lit : *vive la liberté française*.

Dans beaucoup de villes de la Sardaigne on voit, épars sur les places & dans les grandes rues, quantité d'officiers & de soldats qui arrêtent le voyageur pour lui demander : venez-vous de Gênes? les Français y sont-ils déjà? que disent-ils? que projettent-ils de faire?

Ceux des Savoisiens que les armes françaises n'ont pas atteints, & qui sont encore encroûtés des préjugés ultramontains, sont dans de vives appréhensions que les Génois ne laissent passer l'armée victorieuse de la république, pour conquérir le reste de leur pays. Ils croient déjà voir nos drapeaux tricolores flotter dans Milan. Si jamais cela arrive, disent-ils, nous tomberons sur les Génois, & nous les massacrerons.

Une nouvelle que l'on nous certifie, & qui mérite attention, c'est que vingt mille Autrichiens filent par ces contrées; leur marche est si mystérieuse, qu'on leur suppose le projet de surprendre les troupes françaises, & d'en faire un exemple tel qu'on ne soit pas tenté d'y retourner.

Malgré tous nos succès & la terreur que nos braves Français impriment à toute l'Europe, comment se fait-il que quantité de volontaires quittent leurs enseignes victorieuses pour retourner dans leurs foyers avant la fin de la campagne & de nos opérations militaires? C'est que la gloire n'est qu'une vaine fumée, dont on se passe plutôt que d'habits & de chaussures; c'est qu'il semble que les généraux s'entendent avec les fournisseurs pour décourager, dégoûter le volontaire par des privations de tout genre; c'est que peut-être on a poussé trop loin & trop inconsidérément dans un temps & à un pays où des soldats de profession ne tiendraient pas plus que nos jeunes citoyens enrôlés; c'est que l'indiscipline se glisse facilement parmi des troupes non contentes, avec raison, du peu de prévoyance qu'on apporte à leur entretien. Ce sera bien si on les retient de force & contre leur gré. Nous avons encore tant de bataillons qui végètent dans une inaction dont eux-mêmes rougissent les premiers! Pourquoi gardons-nous à Paris cette cavalerie qui s'énervé & se corrompt à l'Ecole Militaire, & ces Fédérés qui s'amollissent dans les dissipations de Paris, & ces braves Marseillois qui n'attendent que le premier mot d'ordre pour partir? Pourquoi n'envoyons-nous pas aux frontières ces superbes grenadiers qui s'indignent de monter la garde dans les corridors obscurs de la convention.

D'un autre côté, il y a dans les départemens quantité de citoyens enrôlés qui n'ont pas encore vu le feu ; ceux-ci brûlent de se signaler à leur tour (1). Déjà Dillon en recrute à Paris & dans d'autres lieux pour compléter nos armées au printemps prochain. Rien de mieux vu ; mais il faut faire marcher de front tous les soins qui regardent tant de milliers de soldats. Malheureusement il nous faudra long-temps encore des baïonnettes. Tant que la liberté fera à son berceau, il faudra l'entourer d'armes défensives. Malheur à ceux qui s'endorment à ses côtés ; ils courent risque de ne plus la retrouver devant eux à leur réveil : tenons-nous donc prêts. Mais vous, administrateurs, ne fermez l'œil que quand les défenseurs de la patrie n'auront aucune plainte à vous faire. De l'économie dans l'emploi des deniers de la république ; mais que rien ne marque à celui qui se sacrifie tout entier au bien-être commun & à la sûreté générale, tant au dedans qu'au dehors.

P. S. Les commissaires à l'armée de la Belgique ont écrit que le général Dumourier demande un congé pour rétablir sa santé. Dumourier se porteroit encore bien si la convention eût voulu courber la tête & soumettre aux volontés du général victorieux.

Le conseil exécutif vient de nommer Biron au commandement de l'armée du Var, à la place d'Anselme qui a été destitué.

On a appris vendredi que le général Bournonville a remporté un avantage considérable sur les hauteurs de Wavreïn, près Mofelle.

Olympe de Gouges, défenseur officieux de Louis XVI.

Nous avons déjà eu occasion de parler de cette femme, qui voudroit à toute force attacher son nom à la révolution, & qui s'en flatte toutes les fois qu'elle le placarde sur les murs de Paris. Elle ne manque pas de dire son mot sur chaque événement, c'est la mouche du coche. Comme Roland, elle a publié son *compte moral*. A la honte de l'assemblée nationale, Olympe de Gouges a déjà beaucoup amusé nos pères conscrits avec sa *barrière d'honneur ouverte* au civisme. Sa lettre lue à l'assemblée le 15 de ce mois a déridé un moment encore nos législateurs, sur-tout à ces mots : « *franche & loyale républicaine*, sans » tache & sans reproche, je crois Louis *fautif* comme » roi ; je désire d'être admise à seconder un vieillard de » quatre-vingts ans dans une fonction qui demande toute » la force d'un âge vert. » Elle ajoute : « Je puis mou- » rir actuellement ; une de *mes pièces républicaines* est au » moment de la représentation. »

Nous n'avons pas encore perdu assez de nos anciennes

(1) On apprend que des volontaires du Finistère sont en marche sur Paris, dirigés contre les *agitateurs* & les *anarchistes*, & qu'on demande dans ce département une garde pour la convention. Les Marseillois, aussi sont venus dans cet esprit, & sont détrompés aujourd'hui ; il en sera de même des Bretons ; ils verront que les *agitateurs*, les *anarchistes* sont ceux qui veulent une garde.

habitudes , pour ne pas sourire tout au moins à l'épître d'une femme encore verte , s'offrant à seconder un octogénair , & mettant , pour ainsi dire , sur le bureau ses *pièces républicaines* comme des titres pour être nommée l'avocate d'un monstre couronné qu'elle n'estime que *fautif*.

La susdite dame ne s'en tient pas là ; elle termine sa lettre par son opinion sur le ci-devant roi , & invite l'assemblée à en agir envers lui comme les Romains à l'égard de Tarquin.

Tout cela a donc bien amusé la convention , même les femmes qui s'y trouvoient. En effet , on ne peut guères imaginer rien de plus ridicule. Pour se venger de cette chute , Olympe de Gouges en appelle au peuple , & fait placarder sa lettre sur papier jaune , en y joignant des conseils à ses lecteurs. Là , elle plaide pour son roi , & demande sa grace. Mais le peuple ne se contente pas de hausser les épaules , il déchire l'affiche , en disant : de quoi se mêle-t-elle ? Qu'elle tricote plutôt des pantalons pour nos braves sans-culottes !

Ce n'est pas l'avis du législateur Condorcet , qui soutint , il y a quelques mois , dans un journal , qu'on devoit admettre indistinctement les deux sexes dans toutes les assemblées politiques , & à toutes les charges de l'état. Qu'on imagine à la convention deux cents femmes de l'espèce d'Olympe de Gouges , assises à côté de l'évêque Fauchet , de l'auteur de Faublas , de Thuriot , de Chabot , d'Egalité , de Condorcet même , &c. Nous laissons à nos lecteurs le plaisir d'en calculer les suites.

Sur la lettre ostensible de Beaumarchais à sa famille.

Il court dans le monde & les journaux , une lettre de Beaumarchais à sa femme & à sa fille. P. Manuel a pris le soin , on ne sait trop par quel motif , d'en faire passer une copie à la Chronique , qui s'est empressée de l'insérer tout au long. Nous ne souillerons pas notre journal de cette production sur laquelle sans doute personne ne prendra le change. L'auteur affecte d'écrire en bon homme bien sensible , bien calomnié....

« Ma pauvre femme , & toi , ma charmante fille , je » ne fais où vous êtes.... J'apprends par les gazettes que » je suis décrété pour cette misérable affaire des fusils » de Hollande ».

Le vieux renard ! mais il a épuisé toutes ses ruses. Qui croira bonnement à cette ignorance où il dit se trouver sur ce qui se passe chez lui ? Sa lettre à sa famille n'est qu'un moyen usé pour tâter l'opinion publi-

que & essayer une espèce de justification dont il sent avoir plus, que jamais besoin.

Cette misérable affaire des fusils. Plus bas, il répète encore : *Cette misérable affaire des fusils...* Il est vrai que Beaumarchais s'est tiré d'un pas plus difficile ; mais quoi qu'en dise son Figaro, il faut rétablir l'ancien proverbe :

« Tant va la cruche à l'eau , qu'à la fin elle casse ».

« O mes chères tendresses ! c'est de Londres , de cette » terre hospitalière & généreuse , où tous les hommes » persécutés dans leur patrie trouvent un abri consolateur , que je vous prie de ne pas vous affiger sur moi ».

Toutes les lettres de nos émigrés à Londres sont de ce style ; il faut espérer qu'on changera bientôt de ton , & que le peuple anglais , souillé par de tels éloges , ne sera pas d'humeur à être encore long-temps le complice de tous les nobles ingrats qui déchirent le sein de leur mère , & de tous ces agitateurs cupides qui voudroient l'affamer ou la réduire au plus honteux dénûment.

« O mes chères tendresses ! je vois vos douleurs à toutes ; » les larmes de ma fille me tombent sur le cœur & le » navrent... ».

Personne ne sera dupe de ce néologisme sentimental.

Ah ! ce n'est pas ainsi que parle la nature.

Beaumarchais soutient « qu'il n'a jamais écrit une ligne » au roi Louis XVI depuis dix-huit années , au moment » qu'il s'élevait à ce trône , d'où un caractère trop foible , bien des fautes & la fortune viennent de le faire » choir si misérablement ».

A tous les forfaits de Louis Capet , il manquoit un grief , celui d'être plaint par Beaumarchais.

Il nous apprend , dans sa lettre , que six heures plus tard il subsistoit , à l'Abbaye , le sort de tant de victimes innocentes.

Que de gens se réconcilieroient avec une providence présidant aux choses de ce bas monde , s'ils voyoient Caron de Beaumarchais n'échapper à la justice du peuple que pour tomber sous le glaive de la loi !

Réclamation.

Lors de l'interrogatoire de Louis Capet à la barre de la convention nationale, ce n'est pas le député Mailhe, comme nous l'avons dit, mais Valazé, qui présentait au prévenu les pièces conjonctives de ses délits.

Mais Valazé ou Mailhe, toujours est-il vrai que le représentant du peuple, chargé de cette fonction, ne s'en est pas acquitté avec la décence qu'exigeoit son caractère. Nous persistons à croire que Louis Capet, fût-il plus scélérat encore, ce que nous n'estimons pas être possible, une fois sous la sauve-garde de la justice, il doit être hors de l'atteinte de l'outrage comme de la violence; il appartient à la loi; elle seule peut en disposer & prescrire le traitement qui lui convient. Un législateur ou un juge n'a rien à ajouter à la loi qu'il a dictée ou dont il est l'organe; il doit se respecter en elle & dans la personne de l'accusé comparissant à son tribunal.

D'ailleurs l'indignation profonde qu'inspirent à tout homme sensible la masse & l'énormité des forfaits du ci-devant monarque, ne doit laisser dans l'ame aucune place à de petits ressentimens de vengeance.

Avis aux amateurs du Mercure de France.

Le Mercure de France vient de subir une nouvelle métamorphose. Pankoucke, dans un avis à ses souscripteurs, les prévient que son journal dorénavant paroitra tous les jours. En tête du prospectus, comme sur les affiches de spectacles, on lit le nom des auteurs de cette entreprise littéraire: c'est M. la Harpe pour la poésie, &c. Le destin de ce poète seroit-il d'être condamné toute sa vie au Mercure de France? C'est M. Suard pour la littérature étrangère. Celui-ci, quant au civisme & au talent, sera l'eunuque du sérail Pankoucke. Quatre rédacteurs se sont distribués le travail que rédigeoit à lui tout seul Mallet du Pan. Ce sont MM. Castera, le traducteur; Lenoir, le député constituant; Rabaud, le député conventionnel; & Garat, le ministre de la justice, que Pankoucke, qui s'y connoît, compare à Cicéron.

Le libraire prévient son monde qu'on ne perdra rien à la nouvelle forme qu'il donne à son Mercure: « Il » lui conservera son caractère & tous ses avantages; la » charade, dit-il avec une naïveté qui a son prix, pa- » roitra le dimanche, l'énigme le lundi, le logogryphe

» le mardi. Et puis du Marmontel , c'est-à-dire , un petit conte moral le premier de chaque mois ».

Assurément , avec tous ces ingrédiens , un journal ne peut manquer d'être utile , & le restaurateur du *Mercury français* a bien mérité de la république.

Dans un *P. S.* il cherche à nous apitoyer sur les pertes qu'il a faites. *Il est une des grandes victimes de la révolution.* On croiroit qu'il s'agit de quelque citoyen qui se feroit immolé pour le salut de son pays. Point du tout. Celui parle ainsi est un libraire trop entreprenant qui , *per fas & nefas* , c'est-à-dire , par deux journaux , l'un semi-patriote , l'autre tout-à-fait aristocrate , a voulu aller à la fortune par deux chemins opposés , & puiser dans deux bourses à la fois. Vraiment ce plan étoit adroitement conçu. Mais les événemens l'ont un peu contrarié ; en sorte qu'il faut aujourd'hui essayer de ramener les souscripteurs par l'attrait des nouvelles de tous les jours. Si cette dernière phase du *Mercury* ne tourne pas au profit de Pankoucke , sans doute la république s'empressera de le dédommager des chances malheureuses qu'il éprouve.

Mais parlons sérieusement. Ne faut-il pas avoir perdu la tête ou toute pudeur pour oser se faire un mérite des pertes résultantes de la chute d'un journal rédigé par Mallet du Pan ?

L'assemblée électorale du département de Paris est venue , par députation , réclamer , à la barre de la convention , le paiement des indemnités accordées par la loi aux électeurs. Ils ont été mal reçus ; à peine a-t-on voulu les entendre , & l'on est passé sur l'objet de leur demande , à l'ordre du jour , motivé sur l'existence de la loi , & sur ce que la convention n'a pas les deniers publics en maniment.

Cette conduite des représentans de la nation envers une portion des électeurs nommés par le peuple , est pour le moins étrange. Le corps électoral de Paris n'a point démerité , & avoit droit à un peu plus d'égards. D'ailleurs leur pétition étoit équitable , & la réponse qu'on leur a faite n'est qu'évasive. Il est bien vrai qu'il existe un décret qui accorde une indemnité aux électeurs qui se déplacent du lieu de leur domicile pour celui de leur séance. Quand le corps électoral de Paris s'est transporté au Bourg de l'Égalité , on n'a pas contesté aux membres leurs droits à une indemnité ; la loi qui le porte est formelle , mais elle ne s'explique pas sur les indemnités que les électeurs de Paris ont plus d'un mo-

ris de réclamer, même quand ils ne vont pas s'assembler *extra muros*, hors des murs, & c'étoit là le véritable motif de leur députation vers nos législateurs qui n'auroient pas dû faire la sourde oreille, dans la crainte de s'expliquer. Cette difficulté méritoit une discussion.

Il est parmi les électeurs de Paris, beaucoup de citoyens qui se trouvent tout autant lésés du temps qu'ils donnent aux assemblées, en pure perte pour eux & l'entretien de leur famille, que s'ils faisoient le voyage de Paris au Bourg de l'Egalité ou à la ville de Saint-Denis. L'indemnité ne tombe plus sur le temps, sur l'absence du membre électoral, de son commerce, de son atelier, & sur les deux lieues qu'il a à faire, quand on ne tient pas séance *intra muros*. Parmi les électeurs, il est des citoyens très-estimables à tous égards, & dont le suffrage est précieux, qui n'ont pas de trop de leurs vingt-quatre heures pour gagner de quoi fournir aux besoins de leurs ménages.

Dans une république bien organisée, ou l'égalité appelle à tous les postes, tous les citoyens, sans égard pour leurs facultés pécuniaires, leur mérite personnel faisant taire toutes considérations particulières, tous les fonctionnaires publics doivent être salariés. Si cela n'étoit pas, les prolétaires de fait, car la loi n'en connoît plus, se trouveroient dans l'impossibilité physique d'exercer leurs droits imprescriptibles de cité; il y en auroit d'accablés & de passifs, en dépit de la raison & de l'égalité, & on se priveroit de lumières précieuses, car l'instruction se répandant dans tous les canaux, va développer dans tous les esprits les germes heureux que la nature a mis dans tous indistinctement. Il faut des indemnités proportionnées au temps qu'on donne aux affaires publiques, & en terme moyen de ce que le manouvrier qui se contente de peu, & le marchand qui spéculé de plus gros gains, peuvent légitimement espérer de leurs professions respectives; & pourquoi la république hésiteroit-elle d'accorder ces indemnités à tous les fonctionnaires publics indistinctement? Ce ne sont pas ces fonds distribués ainsi qui tariront le trésor national; ils ne sortent pas de la république pour passer dans des mains étrangères.

On s'est plaint assez souvent de la négligence des électeurs à venir aux assemblées. Qu'on se garde bien de les en punir en les privant de leur indemnité; ce seroit les avilir en les croyant capables de n'assister aux séances

avec

avec assiduité que pour gagner leur *corset* (1). Loïn de telles idées flétrissantes ! Mais du moment que les électeurs recevront une indemnité quelconque , soit *intra*, soit *extra muros* , comptez qu'ils feront plus exacts à se rendre aux assemblées , & se feront un point d'honneur d'y rester plus long-temps.

Toute peine mérite salaire ; depuis le législateur jusqu'au dernier fonctionnaire , il faut que tout citoyen qui travaille pour la république , qui lui donne son temps , en reçoive un dédommagement : la justice & l'égalité le veulent ainsi.

Depuis le 10 août , occupée des plus graves objets ; la république a détourné ses regards de dessus les prêtres constitutionnels & leurs ouailles fanatiques , & elle a eu tort. Déjà , au mépris de plusieurs arrêtés sages de la municipalité , les ministres du culte catholique promènent effrontément dans toutes les rues le scandale de leurs plates cérémonies. Les prêtres salariés par la nation reçoivent un second salaire des fidèles dont ils ont accaparé la conscience ; & sous main , dans plusieurs cantons , ils troublent les citoyens dits protestans dans leurs usages religieux.

Pour mettre un terme à toutes ces misérables inepties , & en même temps pour alléger le peuple qui a plus besoin de pain que de prêtres , la convention avoit mis à l'ordre du jour de supprimer le droit de patente & l'impôt mobilier , & de les remplacer en appliquant aux besoins de l'état les 100 millions consacrés aux frais d'un culte dominant. C'étoit le dernier coup de massue à porter à l'hydre du fanatisme. Les prêtres l'ont senti ; ils ont remué ciel & terre pour conjurer l'orage ; & à la honte de la raison & de la liberté , ils ont réussi. Des curés se sont trouvés parmi les attroupemens nombreux d'Orléans , de Chartres & autres lieux ; ils ont travaillé le

(1) Ou leur écu ; mais vu le taux des denrées , un *corset* est plus en proportion : il faut que la république soit économe , mais non pas jusqu'à la lésinerie.

peuple des campagnes avec un tel succès, que la convention nationale elle-même, pour éviter une guerre sainte, a été obligée de revenir sur ses pas. Dans une pétition faite le 18 novembre 1792 par des citoyens se disant catholiques de la ville de Paris, on poussa l'arrogance sacerdotale jusqu'à dire : *les représentans d'une nation passent, mais la nation reste*. Un citoyen anonyme vient de publier une vigoureuse réponse à ces pétitionnaires, assez imbécilles pour se rendre complaisamment l'écho de leurs prêtres.

Ainsi donc, depuis le 10 août, la révolution, par rapport aux préjugés religieux, a rétrogradé de cinquante ans en cinquante jours ; & si nous n'y prenons garde, les choses n'en resteront pas là. En voici la preuve.

En dépit des décrets, & sous les yeux des Jacobins de Versailles, l'évêque de Seine & Oise, Avoine, affiche dans son église, même depuis le 10 août, tous les airs aristocratiques des anciens prélats de cour. Encore aujourd'hui monseigneur officie pontificalement placé sur un trône, & se fait brûler de l'encens. Mais un délit plus grave.... le citoyen Osselin, vicaire de Versailles, est élu curé de Saint-Aubin, canton de Villejuif. Il se présente à son évêque pour en obtenir l'institution canonique. — Est-il vrai que vous êtes marié ? lui demande Avoine. — Depuis deux mois. — En ce cas, d'après l'avis de mon conseil, je ne puis vous accorder l'institution canonique.

On remarquera que le conseil de l'évêque Avoine, au lieu d'être composé de seize vicaires, aux termes du décret, ne l'est que de douze, tous parfaitement assortis à l'humeur & aux principes de leur chef.

La convention est passée à l'ordre du jour sur la dénonciation de ce fait, c'est-à-dire, a renvoyé le citoyen Osselin pardevant les tribunaux, qui sans doute ne laisseront pas impuni un attentat aussi formel aux saintes loix de la nature & de la république. Le club des Jacobins de Versailles a déjà sommé le prélat de venir rendre compte de sa conduite anti-civique au sein de la société dont il est encore membre.

Notre avis seroit de casser le conseil de l'évêque prévaricateur, & de retenir pendant neuf ans les revenus de celui-ci, pour procurer une dot à quantité de couples honnêtes que la difficulté des temps empêche d'entrer en ménage.

Les citoyens de la société du comité central , s'étant à Lyon , viennent de faire passer à la convention nationale une adresse digne d'être prise en considération. Après avoir rappelé les représentans du peuple français à leurs devoirs , & à la dignité de législateurs , qu'ils ont trop long-temps oubliée pour divaguer & perdre les instans en débats personnels , nos Lyonnais républicains leur demandent , avec cette franchise qui sied à des hommes libres , de décréter des manufactures nationales pour occuper un grand nombre d'ouvriers dont la révolution a paralysé les bras , & qui se trouvent sans pain ; ils demandent quelque chose de plus urgent encore , un plan d'éducation républicaine & l'établissement des écoles primaires ; ils demandent une taxe des denrées de première nécessité , & un seul poids , une seule mesure pour toute l'étendue de l'empire ; ils demandent la suppression du droit de patente & de l'impôt mobilier ; ils demandent une constitution dont l'indivisibilité de la république française soit la base , & pour préliminaire le jugement du ci-devant roi , victime expiatoire de tous les maux dus à la royauté.

Nos braves Lyonnais s'élèvent fort contre cette garde d'honneur , cette maison militaire , que le démon de la discorde a soufflé dans la convention. *Le peuple jure* , disent-ils dans leur style énergique & patriote , *le peuple jure de ne vous fournir d'autre garde que la confiance que vous saurez mériter.*

Enfin , ils demandent un décret qui déclare que la ville de Paris a bien mérité de la patrie. *La fière Marseille l'a déjà obtenu* , disent-ils ; *la persévérance des Parisiens le mérita.*

Comédiens contre-révolutionnaires.

Précisément à l'époque de l'insurrection dont les grains ont été le prétexte dans le département d'Eure & Loir , est venue s'établir à Chartres une troupe de comédiens. Gonchon & Forcade , orateurs du faubourg Saint-Antoine , qui , de leur propre mouvement , étoient allés remplir la mission d'apôtres de la liberté & de la paix dans ce département , se trouvoient à une repré-

sentation de Gabrielle de Vergi. Les passages les plus aristocrates sont applaudis avec un enthousiasme universel. Gonchon se lève au milieu du parquet, & s'écrie :

Vous ignorez donc que les sans-culottes du faubourg Saint-Antoine sont ici ? Ce mot fit son effet, & les applaudissemens cessèrent.

A la petite pièce, les acteurs arrivent avec des chapeaux à plumets, des nœuds d'épées verts & sans coarde. Gonchon monte au foyer, & leur dit avec l'énergie qui lui est propre :

Nous avons renversé les rois, & nous renverserons aisément les rois de théâtre. Otez ces rubans verts.

Il fallut céder. Gonchon, pour achever la conversion des spectateurs, chanta des couplets patriotiques ; & il faut publier à la louange des administrateurs du département qu'ils les ont demandés à Gonchon pour les faire imprimer & répandre dans les campagnes. Nous en citerons deux sur l'air : *Aussi-tôt que la lumière.*

Allons porter sur les trônes
Le bonnet de liberté,
Fondre en tasses les couronnes
Pour boire à l'humanité.
S'il faut que le canon gronde,
Bourré de droits féodaux,
C'est pour annoncer au monde
Que nous sommes tous égaux.

Que les sceptres des despotes
Ne servent plus désormais
Que de lances patriotes
Aux étendards de la paix !

Suite des lettres trouvées chez M. Delaporte, intendant de la liste civile.

Plan d'une constitution libre & heureuse, selon justice, raison & sagesse ; trouvé chez M. Delaporte, & corrigé de sa main.

[Huitième principe.

La liberté publique consiste encore en ce que les citoyens ne puissent ni dire, ni écrire, ni faire rien qui soit déraisonnable, violent & nuisible aux individus & à l'ordre social : en conséquence la loi réglera ce que l'on pourra dire, écrire relativement à l'intérêt public & particulier.

Neuvième principe.

La liberté des idées, celle des opinions, celle de manifester des vérités utiles ou fortes, ces diverses sortes de liberté seront autorisées; mais la loi exigera la garantie des fautes commises par les auteurs; & s'ils ont imprimé leurs déclamations, &c., les écrivains, les imprimeurs, les libraires, les colporteurs, tous solidai-
rement répondront du tort que les particuliers ou le public pour-
roient en souffrir. Mais la loi laisse une pleine liberté sur les opi-
nions purement scientifiques, excepté sur la morale & sur les
loix proposées par le monarque législateur, & adoptées par le
peuple représenté.

Dixième principe.

La religion catholique, apostolique & romaine sera la seule do-
minante, la seule salariée & dont le culte sera public. La loi to-
lère toutes les autres, donne l'état civil, dans toute l'étendue
du terme, à tous ceux qui les professent & qui ont acquis les
qualités de citoyens français.

Onzième principe.

La loi défend tout écrit qui tourneroit en ridicule & qui atta-
queroit une religion quelconque, autrement que par la douce &
angélique persuasion de l'évangile, & qui emploieroit d'autres
moyens que les bons exemples, d'autres armes morales que celles
du divin instituteur de notre religion.

Douzième principe.

La loi, pour être bonne, doit être, avant tout, l'expression
pure & simple de la raison, puis celle de la volonté générale de
ceux qui sont chargés du pouvoir de la consentir.

Treizième principe.

Le peuple par ses représentans & le monarque légitime sont les
seuls qui puissent faire des loix, & leur donner, selon justice &
raison, la sanction & l'action.

Admettons les articles VII, VIII, IX, X, XI, XIII, XIV,
XVI & XVII de l'abbé Sieyès, observant seulement, au sujet du
dix-septième article, que tout affègement, loyalement & légale-
ment fait, sera inviolable.

Quatorzième principe.

La liberté locomotive est encore un des droits naturels & im-
prescriptibles de l'homme; il doit être permis à tout citoyen
d'aller, venir, repartir pour tous les endroits du monde qu'il lui
plaira de choisir, d'y sortir ses effets, le produit de la vente de
ses biens, & d'en faire telle ou telle disposition qu'il trouvera lui
convenir.

CONSTITUTION FRANÇAISE RÉFORMÉE.*Institution.*

De ses pouvoirs, concordance de leurs rapports & non l'organi-
sation des pouvoirs, comme l'ont peu judicieusement dit nos légis-
lateurs, qui ignorent sans doute que le mot *organisation* n'appar-
tient qu'aux êtres matériels organisés, tandis que les institutions

civiles sont des productions morales, très-morales, d'autant qu'elles ne sont que les pentées de la raison humaine mises en commandemens pour l'ordre & le bonheur public.

CHAPITRE PREMIER.

SECTION PREMIÈRE.

Premier principe.

La constitution française est reconnue monarchique héréditaire ; 1°. parce que la raison & l'expérience des temps ont suffisamment constaté la bonté de ce gouvernement ; 2°. parce que c'est un respectueux témoignage de gratitude que nous devons à l'auguste antiquité de la monarchie ; 3°. parce qu'indépendamment des abus qui s'étoient introduits dans cette administration, elle s'est néanmoins maintenue durant près de treize cents ans, sinon dans un état durable de paix & de bonheur, du moins apparent, & que pendant ce long intervalle de siècles, la France n'a pas souffert la centième partie des maux, &c. que nous venons d'éprouver depuis deux ans & demi, sans parler de ceux qui nous menacent encore, & auxquels il n'est pas de moyens plus sûrs de remédier que d'adopter la constitution suivante.

Deuxième principe.

Le chef auguste & suprême de cette monarchie portera le nom de roi ou de monarque dans tous les actes publics ; il s'intitulera : Louis, ou, &c. par la grace de Dieu, roi des Français, & par le droit de propriété exclusive au trône, reconnue & consacrée par la loi constitutionnelle.

Troisième principe.

La royauté est & restera indivisible ; elle est la propriété de la famille régnante ; les seuls enfans mâles de cette dynastie, & par droit de premiers aînés, seront habiles à succéder.

Quatrième principe.

La personne du roi des Français est à jamais inviolable & sacrée.

Cinquième principe.

Le roi des Français a en propriété, à lui donnée unanimement par la nation & par la loi, le pouvoir législatif & le pouvoir exécutif, la nation ne se réservant, par esprit de sagesse, que le seul pouvoir important de l'approbation & de l'improbation.

Sixième principe.

Le roi des Français est en conséquence déclaré & reconnu pour législateur suprême, pour chef suprême des tribunaux de judicature ou de la justice distributive & de la magistrature ; il est le chef suprême des armées de terre & de mer, de l'administration générale du royaume, tant intérieure qu'extérieure ; lui seul correspondra avec les puissances étrangères ; lui seul nommera les ambassadeurs, & généralement à toutes les places, emplois, &c., députés de la nation, ne réservant aux communes des villes que les élections des municipaux & des places de peu d'importance dans les villes & dans les campagnes.

Septième principe.

Le roi restera paisible possesseur de tous les domaines dont il jouissoit avant l'injustice qui les lui a ravis ; il pourra les affermer, mais alors il n'y pourra plus rentrer dès que l'acte sera juste & légal.

Huitième principe.

Le roi sera majeur à dix-sept ans. Avant ce temps, il aura un régent.

Néuvième principe.

Comme une mère doit être toujours présumée trop attachée aux intérêts de son fils & aux siens propres pour chercher à nuire à l'état ; comme l'on doit cette justice aux vertus héroïques & au tendre attachement de la reine actuelle pour son époux, pour les enfans, la loi donne la régence à la reine des Français, & en cas de mort, au plus proche parent, par mâles.

Dixième principe.

Adoptons les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, de la constitution de l'assemblée nationale, au sujet de la régence.

Onzième principe.

L'héritier présomptif portera le nom de prince de France.

Douzième principe.

Le même ne pourra accepter d'autre couronne que celle qui lui est destinée par droit de propriété & par la loi de l'état. Dans le cas qu'il en agréeroit une autre, il sera tenu de renoncer à celle de France, pour lui & pour toute sa postérité.

Treizième principe.

Il ne sera accordé aucun appanage réel aux membres de la famille royale. Les fils puînés recevront à vingt ans, ou lorsqu'on les mariera, une rente appanagère, laquelle sera consentie par le corps approbatif national, & finira à l'extinction de leur postérité masculine. (Section 3, article 6 de l'assemblée nationale, nous n'y avons changé que les vingt-cinq ans en vingt.)

SECTION DEUXIÈME.

Les ministres.

Premier principe.

Le roi seul aura le pouvoir de les nommer, de les révoquer, & sans que, sous quelques prétextes que ce puisse être, le corps approbatif national ait le droit de faire à ce sujet aucune objection au monarque.

Deuxième principe.

Les ministres répondront des délits par eux commis, ou en leur nom, contre la sûreté publique & individuelle, ainsi que du mauvais emploi des finances à eux confiées. Mais le seul corps approbatif pourra, dans sa sagesse, les traduire au tribunal du roi, & demander en cas de besoin que les loix en décident.

Troisième principe.

Dans aucun cas, le roi ne pourra ni verbalement, ni par écrit, lever la responsabilité des ministres. Aucun ordre du monarque ne sera exécuté & n'aura force de loi sans le contre-seing du ministre, parce que le roi est inviolable & sacré.

Quatrième principe.

Toutes les années, les ministres présenteront leurs états de dépenses au corps approbatif, afin que ce corps puisse les sanctionner d'après l'initiative du roi.

Cinquième principe.

Aucun ministre en place, ou hors de place, ne pourra être poursuivi en justice que sur une réquisition du corps approbatif, qui s'adressera au roi, lequel ordonnera ou non la poursuite, selon la demande des représentans.

CHAPITRE II.

SECTION PREMIÈRE.

De l'exercice des pouvoirs législatif, exécutif & approbatif.

Premier principe.

Le roi proposera & fera toutes les loix de la nation, qu'il jugera convenables au bien public, & il se fera, en cela, seconder par qui bon lui semblera; le corps approbatif national, ou les représentans de la nation, les recevront ou les improuveront, ou y feront leurs remarques.

Second principe.

Le roi seul fera les propositions de guerre ou de paix, & ce sera au corps approbatif à sanctionner ou à observer ce qu'il trouvera bon à ce sujet; & en ce cas le roi, après avoir fait ses remarques & observé ses réflexions, si l'on insiste sur la négative, le prince aura la bonté de se rendre au vœu public sur un objet digne d'attention & de considération comme celui-là.

Troisième principe.

La loi laisse à la sagesse du roi, à sa prudence, à méditer les inconvéniens qu'il y auroit pour lui, pour l'état, pour ses ministres, de vouloir en ce cas gêner les volontés de la nation, qui ne se rendroit pas à ses raisons à cet effet, aussi en ce seul cas où la loi insiste comme le plus essentiel.

Quatrième principe.

Le corps approbatif ratifiera tous les traités qu'aura faits le roi par lui-même ou par ses ministres; il pourra également faire ses remarques & improuver ce qu'il jugera nécessaire au bien public.

SECTION II.

Premier principe.

Les séances du corps approbatif national seront publiques, & les procès-verbaux seront imprimés.

Second principe.

Il sera défendu, sous les peines les plus exemplaires, aux spectateurs

facteurs & auditeurs, de faire le moindre signe d'approbation ou d'improbation. La moindre peine sera d'être pour jamais exclu honteusement de la salle.

Troisième principe.

Défense à tout membre du corps approbatif, d'investir & d'injurier un autre membre dans les discussions, sous peine d'être exclu pour quinze jours; & en cas de récidive, pour la vie.

Quatrième principe.

Tout orateur qui ne se renfermera pas dans la question, & qui substituera une éloquence à la vérité des faits & à la raison des choses, sera rappelé à l'ordre, & interdit pour la séance, s'il ne s'y conforme pas.

Cinquième principe.

Le corps approbatif pourra se diviser en comités, pour examiner les différentes propositions du roi, & chaque comité rendra un compte public de ses réflexions; & l'assemblée, après avoir discuté le plus déceimment possible, délibérera & ira au scrutin individuel.

Sixième principe.

Aucune approbation ou improbation ne sera donnée qu'au scrutin individuel, & il faudra les deux tiers des voix pour que la proposition passe: on ira aussi trois fois au scrutin, jusqu'à ce que cette majorité ait lieu.

Septième principe.

Qu'à jamais soit bannie de toutes délibérations une méthode insensée, de délibérer par. assis & levé. Rien n'est plus indécent, ni plus dérisoire, & ne sent plus la légèreté ou l'indifférence. Les objets que l'on traite valent bien peu s'ils ne valent pas la peine d'être examinés sérieusement, d'autant que, par un enchaînement des sujets & des affaires, souvent de celui ou celle qui sembloit d'abord le moins important, devient celle qui donne dans la suite & le plus d'embarras & le plus de sollicitudes.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 14 décembre 1792.

Fermont a été proclamé président. Louvet, Latouche & Osselin sont secrétaires.

On a lu une lettre de Tronchet, qui accepte de défendre le ci-devant roi.

Une députation du conseil général de la commune a fait part de l'arrêté qu'il a pris concernant les mesures de sûreté pour l'introduction des conseils de Capet. La

N°. 180. Tome 14.

F

convention , après de longs débats sur cet arrêté , a passé à l'ordre du jour.

Manuel a demandé que pour que les citoyens des départemens pussent assister aux séances de la convention , & que les places des tribunes ne fussent pas toujours occupées par les mêmes personnes , il fût distribué tous les jours dans les sections de Paris un certain nombre de billets qui ne seroient donnés qu'aux citoyens préalablement inscrits. Ce projet de décret a excité dans l'assemblée le plus violent tumulte ; on a été sur le point de faire l'appel nominal ; enfin l'assemblée a écarté le projet par la question préalable.

Le ministre de l'intérieur a dénoncé le corps électoral pour avoir fait réimprimer & distribuer la liste des signataires des pétitions des 8000 , des 20,000 & des chapelains. Sur cette dénonciation , la convention a passé à l'ordre du jour.

Elle a renvoyé ensuite au comité de législation une proclamation du conseil exécutif relative au renouvellement du directoire du département de Paris , auquel procède le corps électoral de ce département.

Samedi 14. Il s'est engagé une discussion sur le point de savoir si les pièces à charge contre Louis XVI lui seroient communiquées en originaux. Après quelques débats , les dispositions suivantes ont été adoptées :

« 1°. Quatre commissaires pris dans le sein de la convention se transporteront au Temple dans le jour , & remettront à Louis Capet & à son conseil une expédition des pièces qui ne lui ont pas encore été présentées ; 2°. ils constateront si ces pièces sont reconnues par l'accusé ; 3°. les originaux seront communiqués au conseil de Louis , sans être déplacés , en présence des commissaires de la convention ».

La discussion s'est engagée ensuite sur le délai à fixer pour l'audition de Capet & de ses conseils. Il a été décrété que Louis seroit entendu définitivement mercredi 26 de ce mois , & que jusqu'à cette époque il pourra voir ses enfans , mais que ses enfans ne communiqueront ni avec leur mère , ni avec leur tante.

On a lu une lettre du général Miranda , qui a annoncé la prise de Ruremonde , ville autrichienne.

Merlin a appris que la principauté de Créanche , enclavée dans le département de la Moselle , vient de se

déclarer libre, & demande sa réunion à la France.

Après un rapport préparatoire, Cambon, au nom de quatre comités réunis, a présenté le décret suivant qui a été adopté :

1°. Dans les pays qui seront occupés par les armées de la république française, les généraux aboliront sur le champ les impôts, la dîme, la féodalité, les droits féodaux, la servitude personnelle, la corvée, & généralement tous les privilèges quelconques.

Ils déclareront au peuple qu'ils lui apportent paix, secours, fraternité, liberté & égalité. Cet article est mis aux voix & adopté avec acclamation. Il s'élève des contestations sur la manière dont il est rédigé. Lanjuinais demande qu'on y exprime en termes formels la suppression de la noblesse & des ordres privilégiés. Cette motion est adoptée, & l'assemblée l'étend au droit de chasse.

2°. Ils déclareront en même-temps que toutes les autorités existantes sont supprimées ; ils convoqueront le peuple en assemblées primaires ou communales, pour procéder à l'établissement d'une administration provisoire, & feront imprimer, afficher & publier dans chaque commune, la proclamation jointe au présent décret.

L'article est adopté.

3°. Nul ne pourra être admis à voter dans les assemblées primaires, ni être élu, avant qu'il n'ait prêté le serment de la liberté, de l'égalité, & qu'il n'ait renoncé par écrit aux privilèges & prérogatives dont il pourroit avoir joui.

Buzot trouve cet article insuffisant ; il veut que l'on n'admette point dans la première administration des peuples nés à la liberté, ceux qui auroient joui de privilèges ou prérogatives.

Reubell se joint au préopinant, & cite l'exemple de la Belgique, où les prêtres se sont glissés dans tous les emplois du nouveau régime. Après de longues contestations, l'assemblée adopte l'article avec l'observation de Buzot.

4°. Les généraux mettront sous la sauve-garde de la nation française les biens meubles & immeubles appartenans au fisc, aux princes, à leurs fauteurs & adhérens, aux établissemens publics, aux commandans militaires,

ques. & ecclésiastiques; ils veilleront, à la conservation de ces objets.

5°. L'administration provisoire sera chargée de faire exécuter les loix & payer les dépenses locales; elle pourra aussi établir des contributions, pourvu qu'elles ne portent pas sur la classe indigente & laborieuse du peuple. Cet article est adopté, ainsi que les suivans.

6°. La convention nationale nommera des commissaires pour aller fraterniser avec l'administration provisoire.

7°. Le conseil exécutif nommera aussi des commissaires qui lui rendront compte, tous les quinze jours, de leurs opérations.

8°. Les fonctions de ces commissaires cesseront aussitôt que les administrations auront établi un gouvernement libre & populaire.

9°. La république française comptera avec les administrations pour le remboursement des dépenses qui auroient été faites de part & d'autre.

10°. La nation française déclare qu'elle traitera en ennemis tous les peuples qui refuseront la liberté & l'égalité, & qui voudroient traiter avec leur prince & leurs castes privilégiées.

11°. La nation française déclare qu'elle ne posera les armes qu'après avoir établi la liberté dans les pays où ses armées seront entrées, & qu'elle ne consentira à aucun accommodement avec les tyrans & les castes privilégiées.

Après l'adoption de ce décret, vivement applaudi, Cambon a fait lecture d'une proclamation aux peuples délivrés. L'assemblée en a adopté la rédaction.

Dimanche 16. Les volontaires du bataillon de la Corrèze ont écrit à la convention qu'ils ont tous juré de ne point abandonner leur poste, que les ennemis ne fussent exterminés. Ces volontaires invitent la convention à révoquer le décret qui permet aux bataillons de volontaires de retourner dans leurs foyers au premier décembre. L'assemblée a applaudi à cette adresse, en a décrété l'impression & l'envoi aux 84 départemens & aux armées.

Sur la motion de Thuriot, à l'occasion d'une lettre du prince de Deux-Ponts, qui se plaint de ce que les biens qu'il possède en France sont séquestrés, le décret qui accorde des indemnités aux princes possessionnés en France a été rapporté.

Sur la proposition du même membre ; il a été décrété à l'unanimité que « quiconque parlera de rompre » l'unité de la république, ou d'en détacher quelque partie pour l'unir à un territoire étranger, sera puni de mort ».

Buzot est monté à la tribune, & a proposé de bannir toute la famille ci-devant royale du territoire de la république. La discussion de cette proposition a occupé toute la séance. Quelques membres vouloient excepter le citoyen Egalité ; la qualité de représentant du peuple a présenté ensuite de grandes difficultés. La convention a rendu le décret suivant :

« Tous les membres de la famille ci-devant royale, excepté ceux détenus au Temple, seront tenus de sortir sous trois jours du département de Paris, & sous huit jours du territoire de la république, & de celui qu'occupent ses armées ».

Elle a ensuite ajourné à deux jours la partie de la proposition relative au ci-devant duc d'Orléans.

Lundi 17. La séance s'ouvre par la lecture d'une lettre des deux défenseurs de Louis Capet ; ils demandent un citoyen pour les aider dans l'examen des nombreuses pièces qu'ils sont chargés de parcourir ; ils indiquent pour cet objet le citoyen Desèze, avoué. Accordé.

L'un des quatre commissaires envoyés au Temple pour la communication des pièces a rendu compte de sa mission ; sur 106 pièces présentées à Louis Capet, il en a reconnu une partie & désavoué le reste.

L'évêque du département de Seine & Oise avoit refusé l'institution à un vicaire marié. La convention a passé à l'ordre du jour sur cette dénonciation, vu l'existence des tribunaux.

L'assemblée a passé à la discussion de quelques articles de la loi sur les émigrés, qui avoient été renvoyés à la rédaction du comité de législation ; elle a adopté, sans discussion, les articles suivans :

Art. 1^{er}. « Sont exceptés ceux qui justifieront qu'ils sont livrés à l'étude des sciences, arts & métiers, & ceux qui ont été notoirement connus, avant leur départ, pour s'être consacrés à ces études, & ne s'être absentés que pour acquérir de nouvelles connoissances dans leur état.

» Ne sont pas compris dans l'exception ci-dessus les

personnes qui n'ont cultivé les sciences & les arts que comme amateurs, ni ceux qui, ayant quelque autre état, n'ont pas fait & ne font pas leur profession unique de l'étude des sciences & des arts.

II. » Les enfans que leurs parens, leur tuteur, ou ceux qui en sont chargés, ont envoyés en pays étrangers pour apprendre le commerce ou pour leur éducation, à la charge de fournir des certificats délivrés dans les assemblées générales des communes, lesquels constateront qu'il est notoirement connu que lesdits enfans ont été envoyés pour le commerce ou leur éducation.

III. » Les femmes & enfans des négocians, & leurs domestiques, dénommés & signalés dans les passe-ports desdits négocians. Ceux qui seront convaincus d'avoir favorisé la rentrée d'un ou plusieurs émigrés, en les substituant frauduleusement aux personnes de leurs familles ou domestiques seront punis de quatre années de fers. (L'article IV a été renvoyé au comité) ».

Le général Bouraonville a annoncé la prise de la ville de Sarbruck & de deux autres places. L'ennemi a été très-maltraité.

On a entendu les députés du corps électoral du département de Paris, qui ont dénoncé une proclamation du conseil exécutif, qui casse l'élection du procureur-syndic faite d'après le mode prescrit par la loi. L'impression de la pétition a été ordonnée après de longs débats, ainsi que le renvoi au comité de législation.

Sont venus ensuite les sans-culottes du faubourg Saint-Antoine, qui ont démenti énergiquement l'imputation qui leur a été faite de vouloir sauver Louis XVI. On a décrété l'impression de leur discours & l'envoi aux départemens & aux armées.

Mardi 18. L'ordre du jour a appelé la discussion sur les écoles primaires. Plusieurs membres ont parlé, savoir; Lanthenas, Ducos & Lequinio : il n'est encore question que de vues générales sur l'éducation ; on n'a point abordé le plan du comité.

La discussion a été interrompue par un rapport qu'a fait Cambon sur des demandes de fonds faites par le général Custine. Il a été décrété à cette occasion qu'il seroit envoyé à l'armée du Rhin des commissaires munis des mêmes pouvoirs que les commissaires de la Belgique.

Un membre du comité militaire a fait un rapport sur l'événement arrivé le 5 octobre dernier à Rétbel, où quatre hommes ont été tués par des volontaires nationaux.

Le rapporteur du comité militaire déclare que les quatre hommes tués n'étoient pas des défecteurs prussiens, mais bien des émigrés français faits prisonniers, & que cette assertion est prouvée par les pièces envoyées de Rétbel. Il ajoute qu'en supposant même l'existence du crime, les volontaires du bataillon de Bonconseil & du Républicain ne pouvoient être poursuivis, parce que rien ne prouve qu'ils en soient coupables.

Thuriot a demandé que, sans rien préjuger, les bataillons reprissent leur rang dans l'armée, & que les volontaires détenus fussent mis en liberté. Cette proposition a été décrétée à l'unanimité.

On lit l'extrait d'une lettre du général Miranda au ministre de la guerre; cette lettre est datée du 15 décembre. Les Français ont poursuivi l'ennemi, qui a fui & dépassé le Rhin, après avoir perdu cent prisonniers.

Mercrèdi 19. Cambon a rendu compte de la dépense & de la recette du mois dernier. La rentrée des contributions augmente chaque jour, & la dépense pour la guerre diminue sensiblement.

Les commissaires envoyés à Nice ont annoncé par écrit qu'il y avoit eu une émeute dans cette ville, qui heureusement a été réprimée sans effusion de sang. Le projet étoit de dissoudre les assemblées primaires du pays, & de calomnier les Français.

Un membre du comité des finances, après avoir observé que le délai accordé pour retirer de la circulation & rembourser les billets de confiance, est insuffisant, a proposé le décret suivant: L'assemblée l'a adopté comme il suit:

« 1°. Le délai fixé par la loi du mois de novembre pour le remboursement des billets de confiance dans les départemens, est prorogé jusqu'au premier mars pour les retirer de la circulation, & jusqu'au premier avril pour les rembourser. 2°. Les administrations auront soin de diriger ces deux opérations. 3°. Pour en faciliter l'exécution, les municipalités jouiront jusqu'au premier avril de la franchise des lettres & paquets qu'elles s'adresse-

ront pour cet objet. 4°. Pour Paris, le délai accordé pour le remboursement n'est prorogé que jusqu'au premier février. 5°. La loi du mois de novembre dernier sera exécutée en tout ce qui ne contrarie point le présent décret. 6°. Le présent décret ne s'applique qu'aux billets de confiance d'une somme au-dessous de vingt-cinq liv. 7°. Les billets de confiance au-dessous de dix sous circuleront jusqu'au premier juillet, pourvu qu'ils aient été émis par les corps administratifs ».

L'ordre du jour a ramené la discussion sur les Bourbons, & le décret qui les exclut. Sur la motion de Pétion, l'effet du décret a été suspendu jusqu'après le jugement du roi.

Le ministre des affaires étrangères est venu notifier la nouvelle de la rentrée inattendue du parlement d'Angleterre, & les griefs que le ministère anglais articule contre nous. Cette notification a été suivie de la motion faite par Kersaint d'enjoindre au ministre de la marine de mettre la France en état de défense par mer. Cette motion a été renvoyée aux comités des finances, de la marine & des colonies.

Jeudi 20. Goupilleau a pris la parole pour dénoncer une infraction à la loi : dans l'expédition du décret sur la famille des Bourbons, décret, a-t-il dit, qui a été non-seulement envoyé au pouvoir exécutif, mais publié & affiché avant que lecture ait été faite du procès-verbal de la séance où il a été rendu. Cette dénonciation a amené un grand tumulte. Louvet, inculpé par Thuriot & plusieurs membres, a voulu se justifier; le ministre de la justice a été mandé à la barre pour rendre compte de la manière dont le décret lui avoit été envoyé; il a paru, & a annoncé qu'il l'avoit été dans les formes ordinaires, & que des copies en avoient été sur le champ expédiées au ministre de l'intérieur & au département de Paris. En conséquence, la discussion s'est terminée par un décret qui enjoint au ministre de l'intérieur d'envoyer en diligence des courriers extraordinaires aux armées pour porter le décret de suspension rendu la veille.

Ce 22 décembre 1792, l'an premier de la république;
PRUDHOMME, électeur de 1792.

TABLE des Matières du. Quatorzième Trimestre.

A dater du 22 septembre au 22 décembre 1792.

A

gonie de Saint-Méard; principaux traits mentionnés dans cet ouvrage, & un mot sur son auteur, n°. 173, p. 242, & n°. 174, page 313
aggrandissement (considérations générales sur l') de la France; où pourroit nous mener ce système d'aggrandissement; quelles sont les bornes naturelles de notre république, n°. 178, p. 488 & suiv.
Angleterre; (commencement de révolution en) quelles sont les causes; quels doivent être les effets, n°. 178, p. 493 & suiv. --- Suite de la révolution anglaise. Dispositions de l'Ecosse & de l'Irlande, n°. 180, p. 525 & suiv.
Rappel du parlement avant l'expiration de la prorogation; discours du roi Georges, idem, p. 588 & suiv. Vues du gouvernement anglais; conduite molle du ministre Lebrun, comment nous devons nous comporter avec la Grande-Bretagne, idem, p. 591
Infelme (mot remarquable du général) après la prise de Nice, n°. 172, p. 218
Ipothèse de Beaurepaire; ce que c'est que cette pièce, & le but qu'on s'est proposé en la faisant, n°. 177, p. 460
appel nominal empêché par la convention pour la nomination du maire de Paris, n°. 171, p. 162

B

baumarchais, dit Caron, décrété d'accusation pour ses marchés frauduleux; ce qu'il fut & ce qu'il est encore, n°. 177, p. 435 & suiv. --- Lettre de Beaumarchais à sa femme & à sa fille sur le décret d'accusation rendu contre lui; réflexions sur cette lettre, n°. 180, p. 596 & suiv.
Blanchelande décrété d'accusation, arrêté à Saint-Domingue, & amené en France dans les prisons de l'Abbaye; griefs de la nation française contre lui, n°. 176, p. 386 & suiv.
Brogie (Victor) détenu au comité de surveillance le jour de la comparution du roi à la barre, & pourquoi, n°. 179, p. 522

C

Camp (du) sous Paris; inutilité de cette entreprise, n°. 169, p. 81
Cavalerie casernée à l'Ecole Militaire, (Bel exemple donné par la) n°. 177, p. 445.
Chartres; (émeute aux environs de) commissaires de la convention nationale en danger d'être massacrés par les attroupés, n°. 177, p. 433; conduite de ces commissaires censurée par la convention, idem, p. 434
Clootz, (sur un petit pamphlet d'Anacharsis intitulé: *Ni Marat ni Roland*; bienveillance des Jacobins pour cet opuscule, n°. 176, p. 407 & suiv.
Comédiens contre-révolutionnaires à Chartres, n°. 180, p. 603; couplets patriotiques chantés par Gonchon, idem, p. 604
Comité (le) de surveillance de la commune rappelé aux principes; rapport de la commission des vingt-un à son sujet, n°. 169, p. 78
Commissaire puni de douze années de fers, pour un acte arbitraire, n°. 177, p. 444
Commissaires (rappel des) envoyés dans les départemens par le conseil exécutif, n°. 168, p. 20
Commune de Paris; (dépôts faits à la) état de ces dépôts; conduite des commissaires de la commune chargés de les inventorier & de les surveiller, n°. 178, p. 496 & suiv. --- Lettre du citoyen Sergent, inculpé comme membre du comité de surveillance de la commune, dans notre Numéro 177, idem, p. 503 & suiv.
Compte rendu par le ministre des affaires étrangères, sur la situation de la France à l'égard des autres puissances de l'Europe, n°. 168, p. 27
Conférence tenue entre les maréchaux de camp français Labarolère & Galbaud, & les généraux Brunswick & Kalkreutz, n°. 174, p. 319 & suiv.

G

Crimes (les) du 10 août dévoilés par les patriotes suisses, extrait de cette brochure, n°. 169, p.

Culte gratuit; projet présenté à la convention, pour ne plus salarier de culte privilégié; examen de ce projet, n°. 175, p. 329 & suiv. Tableau des mœurs des prêtres de la primitive église; idem, p. 333 & suiv.

Custine (Lettre du général) au citoyen Prudhomme, en réclamation à un article qui le concerne, & réponse du citoyen Prudhomme, n°. 176, p. 377.

CONVENTION NATIONALE.

Approvisionnement des armées, (Décret sur l') n°. 179, p. 567. Armes, (sur les) n°. 171, p. 172. Assignats, (sur les) n°. 170, p. 130, n°. 172, p. 231, n°. 173, p. 274, n°. 176, p. 423. Billets (sur les) de confiance, n°. 163, p. 615. Bouton (sur le) des gardes nationales, n°. 169, p. 94. Canons, (sur la fabrication des) n°. 178, p. 517. Camp de Paris, (sur le) n°. 171, p. 175. Comités (sur les) de la convention, n°. 172, p. 232. Commissaires (sur les) envoyés dans les départemens, n°. 177, p. 470. Commission des dix, (sur la formation de la) n°. 170, p. 129. Commission des vingt-quatre, (sur la formation de la) n°. 169, p. 95. Commune de Paris, (sur les effets déposés à) n°. 170, p. 130. Conquis, (sur les pays) n°. 180, p. 611. Constitution, (sur la) n°. 168, p. 39. Corps administratifs, (sur le renouvellement des) n°. 171, p. 171. Détentions, (sur les), n°. 170, p. 116. Divorce, (sur le) n°. 170, p. 131. Émigrés, (sur les) n°. 169, p. 92, n°. 170, p. 127, n°. 172, p. 227, idem, p. 231, n°. 173, p. 279, n°. 175, p. 374, n°. 176, p. 418, 420, 421, 422, 424, n°. 180, p. 613. État civil des citoyens, (sur le) n°. 171, p. 176. Exportation (sur l') des denrées, n°. 179, p. 562. Garde (sur la) départementaire, n°. 168, p. 44. Juges, (sur la liberté de choisir les) n°. 168, p. 41. Louis Capet, (sur) n°. 178, p. 520, n°. 179, p. 565, n°. 180, p. 610. Malthe, (sur les biens de l'ordre de) n°. 172, p. 230. Marine (sur la), n°. 175, p. 376. Municipalité de Paris, (sur la) n°. 177, p. 467. Ordre du jour, (sur l') n°. 175, p. 372. Ouvriers (sur les) des manufactures d'armes, n°. 170, p. 128. Paille-ports (sur les) à accorder, n°. 179, p. 559. Pensions (sur les) des ecclésiastiques, n°. 168, p. 48. Peuples (sur les secours à accorder aux) qui veulent être libres, n°. 176, p. 420. Pouvoirs constitués, (sur le maintien provisoire des), n°. 168, p. 39. République, (sur le mot) n°. 168, p. 47. Royauté, (sur l'abolition de la) n°. 168, p. 40, n°. 178, p. 518. Savoie (sur la réunion de la) à la France, n°. 177, p. 471. Substitutions, (sur les) n°. 172, p. 232, n°. 176, p. 418. Tribunal (sur la formation d'un) pour juger les émigrés pris les armes à la main, n°. 172, p. 228. Voleurs du Garde-Meuble, (sur les), n°. 168, p. 44. Volontaires (sur les) qui quittent leurs drapeaux, n°. 179, p. 567.

D

Décorations (des) militaires & autres; nécessité de les abolir & de ne leur en substituer aucunes; manière d'honorer les grands hommes chez les anciens, n°. 172, p. 214 & suiv.

Dénonciation de Louvet contre Robespierre; observations, n°. 173, p. 237.

--- Réponse de Robespierre, & réflexions sur les factions qui divisent la convention nationale, & sur quelques individus chefs d'opinions, n°. 174, p. 294.

Dillon, (compte rendu par le lieutenant-général Arthur) commandant l'armée des Ardennes, au ministre de la guerre, n°. 174, p. 314 & suiv. Conférence des généraux Dillon & Galbaud avec le général prussien Kalckreutz, idem, p. 322 & suiv.

Dumourier (demande faite par) de passer *seul* les marchés pour l'approvisionnement de son armée; observations sur cette demande & sur le commissaire Malus, n°. 176, p. 401 & suiv. --- Lettre du général Dumourier à la convention, où il réitère sa demande de passer seul les marchés d'approvisionnement, & où il prend la défense des fournisseurs Malus & d'Espagne, n°. 177, p. 439 & suiv. Réflexions sur cette lettre & sur le ton impérieux avec lequel y parle Dumourier, idem, p. 442 & suiv.

E

Écoles primaires toujours réclamées, jamais obtenues, n°. 177, p. 440.

Électeurs du département de Paris envoyés par la convention au Bourg-de-l'Égalité, pour tenir leurs assemblées, n°. 176, p. 394. Raisons péremptoires pour ne point alterner les sessions du corps électoral dans les districts du département de Paris, idem, p. 395 & suiv. Obéissance des électeurs au décret de la convention, qui cherchoit à leur jouer pièce, idem, p. 398.

--- Sur le projet de payer les électeurs du département de Paris, n°. 180, p. 599 & suiv.

Émigrés pris n'ayant pas les armes à la main ; question faite par Custine à la convention, sur ce qu'il doit en faire ; discussion sur l'initiative prise par ce général, & sur le fond du décret qui bannit les émigrés hors de France, n°. 173, p. 249 & suiv.

Exclusion (discussion du décret qui prononce l') des députés de la convention à toutes fonctions publiques pendant six ans après l'établissement de la nouvelle constitution, n°. 173, p. 254

Exécution de neuf émigrés sur la place de Grève à Paris ; procès-verbal de leurs déclarations, n°. 172, p. 199 & suiv.

Exil de la famille des Bourbons ; (discussion sur le décret qui prononce l') n°. 180, p. 577 & suiv. Considérations sur ce qui concerne Philippe Égalité, idem, p. 581. Égarement de quelques sections du peuple, à l'occasion de l'exécution du décret, idem, p. 582 & suiv. Suspension du décret, id., ibid.

F

Fauchet (lettre de) à Prudhomme, en réclamation, & réponse de Prudhomme, n°. 176, p. 410

Fête (sur un projet de) pour l'évacuation du territoire français ; inconveniens de cette fête, n°. 173, p. 259

Frédéric II (réponse à cette question ; qu'eût fait) à la place de Guillaume, n°. 173, p. 163

G

Gerderet, (justification du citoyen) fournisseur de souliers pour les armées n°. 176, p. 403

Gênes, (serment de révolution à) n°. 180, p. 594

Gouges (Olympe de) se présente pour être défenseur officieux de Louis XVI, n°. 180, p. 596

Guadeloupe (contre-révolution à la), n°. 174, p. 309 & suiv. Émigrés rassemblés aux Colonies, idem, p. 312

GUERRE. Armées du centre. Méintelligence entre le roi de Prusse & les émigrés. Continuation du siège de Thionville ; belle résistance des assiégés, n°. 168, p. 17. Canonnière du 20 septembre entre les Prussiens & l'avant-garde de Dumourier, commandée par Kellermann, idem, p. 18. --- Conférences de Dumourier avec le roi de Prusse ; mémoire de Dumourier ; nos observations sur cette pièce, n°. 169, p. 59 & suiv. Manifeste du duc de Brunswick, en réponse au mémoire de Dumourier ; réflexions sur la conduite de celui-ci, idem, p. 65. Résultat de la conférence qui a eu lieu entre le duc de Brunswick & l'adjudant général Thouvenot, idem, p. 67 & suiv. Retraite des Prussiens ; déplorable état de leur armée ; prises faites sur eux par Bouraonville, idem p. 70 & suiv. Lâche défection du bataillon de la section des Lombards ; punition des coupables, idem, p. 76. Grand nombre de morts trouvé au camp laissé par les Prussiens, idem, p. 77. Ordre établi dans les villages, depuis Reims à Châlons, pour harceler les fuyards, idem, p. 78. Siège de Thionville levé, idem, p. 73. --- Réflexions sur la retraite des Prussiens, & la facilité de se retirer sans combat qui leur est prêtée par nos généraux, n°. 170, p. 114. Quatre hommes massacrés par les bataillons de Mauconseil ; nos doutes sur cet événement & sur la venue inopinée du général Dumourier à Paris, idem, ibid. Correspondance entre Arthur Dillon, & le Landgrave de Hesse-Cassel, pour laisser un passage sûr à ses troupes ; observations sur cette conduite coupable de Dillon, idem, p. 115 & suiv. Evacuation de Verdun par les Prussiens, idem, p. 117. --- Capitulation passée entre le roi de Prusse & le général Dillon, n°. 171, p. 168. Destitution de Dillon, idem, p. 170. --- Longwy & tout le département de la Moselle évacués par les Prussiens, n°. 173, p. 248

Armées du Nord. Siège de Lille poussé avec vigueur par les Autrichiens ; prise de Warneton par les Français, n°. 168, p. 19. État de détresse de la ville

de Lille ; bombardement & canonnade à boulets rouges ; courageuse résistance des assiégés ; réflexions sur la levée du camp de Maulde, n°. 169, p. 74 & suiv. Levée du siège de Lille ; dégâts commis dans cette ville ; honorable conduite des Lillois, n°. 170, p. 111. --- Détails sur le siège de cette place, n°. 171, p. 169. Démêlés entre Duhoux & la Bourdonnaie ; lettre insolente de ce dernier à la convention nationale, n°. 171, p. 170. --- Derniers villages français évacués par les Autrichiens, fuyant devant le général Valence, n°. 173, p. 248. --- Bataille de Jemappe, prise de Mons, détails officiels donnés par Dumourier, n°. 174, p. 351 & suiv. Prise de Tournay par la Bourdonnaie, idem, p. 356. --- Prise de Gand par le même, n°. 175, p. 354. Prise de Bruxelles par Dumourier, idem, p. 355. Prise de Charles-sur-Sambre par Valence, idem, p. 356. --- Prise des villes d'Ypres ; de Bruges, Furnes, Namur, Anvers, Malines ; état des approvisionnements trouvés dans cette dernière ville ; détails sur la résistance des ennemis, n°. 176, p. 405. --- Entrée de l'armée française dans la Gueldre autrichienne ; prise de Ruremonde ; une division de l'armée navale reçue dans le port d'Anvers, n°. 180, p. 553. Prise d'Aix-la-Chapelle, cantonnement de l'armée, idem, ibid.

Armées d'Allemagne Prise de Spire par Custine ; grand nombre de prisonniers Autrichiens, n°. 169, p. 73 ; prise de Worms par le même général ; punition exemplaire de quelques soldats Français qui s'étoient livrés au pillage ; réflexions sur ce dernier événement, n°. 170, p. 112. --- Prise de Mayence par le même ; sa correspondance honorable pour lui avec le commandant & les magistrats de cette ville, n°. 172, p. 218 ; articles de la capitulation, idem, p. 219. --- Prise de Francfort par Custine ; proclamation de ce général à l'occasion de la prise de cette ville, n°. 173, p. 249. --- Altercations entre Custine & Kellermann, n°. 174, p. 350. --- Bataille de Twisthein, entre l'armée de Custine & les Prussiens, perdue par ceux-ci ; détails, n°. 175, p. 355. --- Plaintes des habitants de Francfort contre Custine, n°. 176, p. 404. --- Dispositions faites par ce général pour empêcher les Prussiens de faire le siège de Mayence. Deux cents bateaux d'avoine appartenans à l'armée ennemie, jetés dans le Rhin par son avant-garde, n°. 177, p. 439. --- Reprise de Francfort par les Prussiens ; horrible massacre des soldats français, 179, p. 556. --- Prise de Saarbruck par Bournonville, n°. 180, p. 593.

Armée du Midi. Entrée de Montesquiou en Savoie ; fuite des Piémontais devant l'armée française ; réception amicale des Savoisiens. Entrée des Français à Chambéry ; l'arbre de la liberté planté dans cette ville ; état des effets pris sur les Piémontais, n°. 168, p. 21 & suiv. Fuite redoublée des Piémontais ; évacuation totale de la Maurienne & de la Tarantaise, n°. 169, p. 74. --- Prise de Nice & de tout le comté de ce nom, par le général Anselme, n°. 171, p. 166. Pourparlers entre le conseil de Genève & le sénat de Berne pour avoir du renfort de troupes à Genève, idem, ibid. --- Évacuation des troupes bernoises en garnison à Genève, n°. 172, p. 220. --- Lâche capitulation de Montesquiou avec le conseil de Genève ; bassesse de ses motifs ; indignation générale des Français, n°. 173, p. 253. --- Décret d'accusation rendu contre Montesquiou ; ses prévarications rendues publiques, n°. 174, p. 350. --- Lettre de Hesse, lieutenant-général, qui porte le dernier coup à Montesquiou ; fuite de celui-ci, n°. 175, p. 353. --- Détails de cette fuite, & réflexions générales sur la conduite de Montesquiou, n°. 176, p. 400 & suiv. --- Kellermann nommé par le conseil exécutif, pour remplacer Montesquiou, n°. 177, p. 439.

H

Nelvétius (buste d') brisé aux Jacobins, sur la motion de Robespierre, n°. 179, p. 554

J

Jean & Geneviève ; analyse de cette pièce jouée aux Italiens, n°. 179, p. 558. Juges (renouvellement des) des tribunaux du département ; adresse aux électeurs sur les nouveaux choix à faire, n°. 174, p. 306 & suiv.

- Langlantier, général du camp de Meaux, dénoncé pour les airs aristocratiques qu'il se donne**, n°. 175, p. 366
- Lettre trouvée dans la poche du prince de Ligne, tué à l'affaire de la Croix-aux-Bois**, n°. 168, p. 17
- de la Bourdonnaie à Prudhomme, & réponse, n°. 172, p. 185 & suiv.
- Au ministre de la justice, qui fait mention d'une apologie de la journée du 2 septembre, n°. 173, p. 243
- à Prudhomme, sur les décorations militaires qu'on porte encore à l'armée de Dumourier, n°. 173, p. 261
- Lettres (suite des) trouvées chez Delaporte, intendant de la liste civile**, n°. 168, p. 33, n°. 169, p. 85, n°. 171, p. 220, n°. 173, p. 366, n°. 176, p. 413, n°. 177, p. 462, n°. 178, p. 511, n°. 180, p. 604
- trouvés à Verdun dans le porte-feuille de Monsieur, n°. 173, p. 265 & suiv.
- Lyon, (troubles dans la ville de) occasionnés par des volontaires du bataillon du Var**, n°. 177, p. 345
- Louis Capet, seizième & dernier; coup-d'œil rapide sur ses crimes depuis la révolution**, n°. 169, p. 50 & suiv. Discussion sur le droit qu'a le peuple français de le juger. Rapprochemens tirés des histoires ancienne & moderne, idem, p. 55 & suiv. --- Propos indécent tenus à Louis Capet par P. Manuel, procureur de la commune; une petite leçon au magistrat à cette occasion, n°. 170, p. 107 & suiv. --- Suite de la discussion sur le jugement de Louis Capet. Preuve de cette première proposition: savoir, que la constitution n'empêche pas de le juger, n°. 171, p. 128 & suiv. Démonstration de cette seconde à laquelle il faut s'attacher, que même en suivant la constitution, on peut juger le ci-devant roi en lui appliquant les articles du code pénal qu'elle renferme, idem, p. 143 & suiv. --- Détails sur la vie domestique de Louis Capet au Temple avec sa famille, idem, p. 163 & suiv. --- Examen du rapport de Mailhe, au nom du comité de législation, sur les questions relatives au jugement de Louis Capet, réfutation des sophismes contenus dans ce rapport, sur l'incompétence de tout autre tribunal que la convention, n°. 174, p. 281 & suiv. Réflexions sur le mode de jugement présenté dans le rapport, & sur quelques autres cités par le rapporteur, idem, p. 290 & suiv. --- Première discussion à la convention nationale sur le jugement de l'ex-roi; question ridicule posée par Pétion, n°. 175, p. 337. Examen des discours prononcés par Morillon, Saint-Just, Faucher, Robert, Rozet, Grégoire, idem, p. 338 & suiv. --- Réflexions présentées à la nation française par M. Necker, sur le procès de Louis Capet; réfutation des misérables arguments contenus dans cette brochure réputée apocryphe, n°. 176, p. 379 & suiv. Lenteurs de la convention pour mettre Louis en cause, idem, p. 385. --- Adresse des sections de Paris à la convention, pour demander le jugement de Capet; réflexions sur les questions proposées dans cette adresse, n°. 178, p. 474 & suiv.; que la convention devoit d'abord rendre contre Louis un décret d'accusation; idem, p. 476. Examen de l'opinion de Robespierre à ce sujet, idem, ibid. & suiv. --- Décret qui déclare Louis jugeable, & qui consacre toutes les séances à la discussion de son procès, idem, p. 478. Proposition maladroite faite par Merlin, idem, p. 478. Divagation de la convention nationale sur les premières formes de jugement; décret qui ordonne qu'il sera fait un acte énonciatif des crimes de Louis Capet; qu'en suite il sera entendu à la barre, & que la convention prononcera définitivement, idem, p. 480. Danger de cette précipitation, idem, p. 481. Existence de deux projets: l'un de faire assassiner le ci-devant roi, l'autre de faire demander sa grace par le peuple, idem, p. 482 & suiv. --- Première comparution du ci-devant roi à la barre de la convention nationale; historique de sa venue, n°. 179, p. 521 & suiv.; son retour & ses conversations avec le procureur de la commune, idem, p. 524 & suiv. Rapport du maire & du procureur de la commune sur leur mission au Temple pour la translation de Capet, idem, p. 528 & suiv. Rapport du commissaire Arbeltier sur le même objet, idem, p. 530 & suiv. Acte énonciatif des crimes de Louis Capet, & réponses qu'il a faites à chaque article, idem, p. 533 & suiv. Pièces communiquées à l'ex-roi, pour être reconnues par lui, idem, p. 539

& suiv. Critique de l'acte énonciatif; ce qu'on auroit dû y ajouter, idem; p. 542 & suiv. Parallèle de l'acte énonciatif des crimes de Capet, & de celui fait pour Charles Stuart, idem, p. 547 & suiv. Réflexions sur les réponses de Louis Capet, idem, p. 549 & suiv. Sur la demande de défenseurs officieux; refus de Target; acceptation de Tronchet, & sa lettre, ainsi que de Lamoignon Mallesherbes, idem, p. 551 & suiv. --- Considérations sur la question de savoir s'il seroit d'une bonne politique de faire, grace de la vie à Louis Capet, de l'enfermer ou de l'exiler, n°. 180, p. 569 & suiv.

M

Maire de Paris. Petit nombre de candidats, petit nombre de votans; raison de cette double difette; état de tranquillité du peuple de Paris, n°. 176, p. 391 & suiv.

Maïson militaire de la convention nationale proposée par Buzot; discussion générale de cette mesure; but caché du parti qui l'a mise en avant; dangers qu'elle doit entraîner; exemples tirés du sénat de Rome & du parlement d'Angleterre, n°. 170, p. 117 & suiv. --- Suite des observations sur la maison militaire de la convention; discussion particulière du projet présenté par Buzot, n°. 171, p. 149 & suiv. Apostrophe au parti de la convention qui veut des gardes, & aux sans-culottes de Paris, contre qui on les destine, idem, p. 154 & suiv. --- Deux pétitions sur la maison militaire de la convention nationale; l'une des quarante-huit sections de Paris, qui improvise le projet de Buzot, & réflexions sur cette pétition, n°. 172, p. 188 & suiv.; l'autre des Marseillois, pour demander la prompte exécution du décret, & observations sur cette pièce sortie du cabinet de Barbaroux, idem, p. 195 & suiv. Cassation de l'arrêté de la commune de Paris, portant que la pétition des quarante-huit sections, relative à la garde de la convention, sera envoyée aux départemens; violation des principes dans cette cassation, idem, p. 197 & suiv. --- Adresse du club national à la convention nationale, & pétition au département de la Gironde par divers citoyens de Bordeaux, concernant la force armée qu'on demande pour Paris, n°. 175, p. 360 & suiv. Réflexions bonnes à lire pour l'intelligence de ces adresse & pétition, idem, p. 363

Marat (imputations faites à) de viser à la dictature ou au triumvirat avec Danton & Robespierre, n°. 176, p. 12; il veut se brûler la cervelle à la tribune de l'Assemblée; réflexion sur la conduite de Marat, & les bruits qui circulent sur son compte, idem, p. 14 & suiv. --- Marat dans sa cave, n°. 173, p. 240; dénoncé par les Jacobins de Bordeaux, idem, p. 273

Mercur de France, (avis aux amateurs du) n°. 180, p. 398

Mirabeau (exhumation projetée du corps de) déposé au Panthéon; le pour-quoi. Réflexions sur la légèreté de nos déterminations, n°. 178, p. 483 & suiv.

Mœurs (des) républicaines; ce qu'elles étoient chez les anciens Germains, nos premiers ancêtres, 170, p. 97 & suiv. Rapport direct qu'ont les mœurs avec l'éducation publique, idem, p. 103 & suiv. Un mot pour les femmes au sujet de leur mœurs, idem, p. 105

Mutius Scœvola remis au théâtre de Montanfier; un mot sur cette pièce, n°. 179, p. 557

O

Othello, ou le Maure de Venise, tragédie du citoyen Ducis, d'après Shakspeare; beautés & défauts de cette pièce, n°. 178, p. 506

P

Pape, (sur la très-longue lettre du conseil exécutif de France au) pour redemander des articles français détenus es-prisons de l'inquisition, n°. 177, p. 446 & suiv. Projet d'amener le pape à Paris, idem, p. 449

Paris (au peuple de) sur les factions qui divisoient la république, n°. 172, p. 206 & suiv. --- Etat moral de Paris; coup-d'œil sur la convention nationale, sur le ministère, sur la société des Jacobins, sur le directoire de département, sur la commune, sur la force publique, sur l'esprit du peuple de Paris, n°. 173, p. 233 & suiv.

Pétion (sur la nomination de) à la mairie, n°. 171, p. 158. Consecration de

principe, qu'on ne peut ôter à la convention aucun des membres qui la composent, idem, p. 159 & suiv. --- **Opinion de Pétion sur Robespierre, & sa conduite dans les journées des 2 & 3 septembre**; réflexions sur cette pièce venue trop tard, n°. 175, p. 349. --- *Un petit mot sur une vérité importante*, par Jérôme Pétion, n°. 177, p. 450 & suiv. **Observations sur cette pièce**, idem, p. 454 & suiv.
Pétition du citoyen Mengaud à la convention nationale, n°. 175, p. 364
 -- du comité central des sociétés populaires de Lyon, n°. 175, p. 364
 -- du comité central de Lyon pour demander qu'il soit décrété que Paris a bien mérité de la patrie, n°. 180, p. 603
Rences possessionnés en Alsace; proposition faite par le ministre des affaires étrangères, de conserver des indemnités à ceux qui ont traité avec la république; réfutation de cette proposition, n°. 177, p. 443
Risonniers (les) élargis les 2 & 3 septembre peuvent-ils être soumis de nouveau au jugement des loix? **Discussion de cette question faite à la convention** par Garat, ministre de la justice, n°. 175, p. 344
Provocateurs au meurtre, (projet de loi contre les) présenté par Buzot, n°. 173, p. 236

R

Réclamation de la section du Panthéon Français contre un article de la Chronique de Paris, n°. 168, p. 16
 -- de Mailhe, n°. 180, p. 398
République française; (de la) frayeur que ce mot inspire à certaines gens, n°. 168, p. 3. Ce que furent les républiques de Sparte, Athènes & Rome, idem, p. 5; ce que doit être la république française, & qu'elle ne doit ressembler en rien au gouvernement des Anglais, des Bataves & des Suisses, idem, p. 7
Richesses. Droit qu'a toute république bien ordonnée de demander compte de leurs biens aux grands propriétaires, & des moyens qu'ils ont eus de les acquérir, n°. 177, p. 437
Roland (extrait de la lettre de) aux corps administratifs, en leur envoyant la loi qui abolit la royauté, n°. 168, p. 9; observations sur cette lettre & sur l'esprit de modérantisme qu'on y prêche, idem, p. 11. --- **Première inculpation faite par Danton à madame Roland**, n°. 170, p. 105. --- **Un mot sur le compte moral de Roland**, & sur la violation des lettres à la poste, venant de son fait, n°. 173, p. 241
Robespierre à Prudhomme sur l'exhumation projetée des cendres de Mirabeau & réponse, n°. 179, p. 554 & suiv.
Royauté. Sur le décret qui prononce la peine de mort contre quiconque proposeroit de la rétablir, n°. 178, p. 478
Rues de Paris (nouvelle nomenclature des) & critique de quelques-unes de ces dénominations, n°. 175, p. 357 & suiv.

S

Sanction provisoire (nécessité d'une) & anticipée sur les décrets urgens; discussion sur cette question, p. 208 & suiv.
Sièges de Lille, (deux) l'un au théâtre de la rue Feydeau, l'autre aux Italiens; parallèle de ces deux pièces, analyse de l'une & de l'autre, n°. 177, p. 456 & suiv.
Société des Jacobins, (intolérance de la) n°. 173, p. 239
 --- **Anglaise faisant don aux soldats de la république de six mille paires de souliers**; rapprochemens à ce sujet, n°. 177, p. 438
Subsistances; (rareté & cherté des) cause de cette disette trouvée, 1°. dans la multiplication des assignats, n°. 177 p. 425 & suiv.; 2°. dans le renchérissement des terres, idem, p. 427 & suiv. **Remède à ces deux maux**, idem, p. 429.
Moyens de faire cesser sur le champ l'accaparement des grains, idem, p. 430 & suiv.
Suspension du décret qui ordonne la démolition de Verdun & de Longwi; discussion de cette mesure, n°. 173, p. 252

T

Trait de courage d'un soldat français, n°. 177, p. 434
Trait conclu & signé à Pavie au mois de juillet 1791, n°. 175, p. 356

Traité avec les puissances étrangères ; que la France ne doit traiter avec aucun despote, ni reconnoître leurs ambassadeurs, n°. 177, p. 444
 Tribunal, (le redoutable) suite de Robert, chef de Brigands, drame joué au théâtre de Beaumarchais ; analyse de cette pièce royaliste, n°. 176, p. 412.
 Le faubourg Saint-Antoine en fait cesser les représentations, idem, p. 413.
 --- Reprise de cette pièce sous le titre de *Robert Republicain* ; ce que c'est quo ce changement, n°. 179, p. 558
 Turin (officiers piémontais exécutés à) par ordre du roi de Sardaigne, n°. 176, p. 426

V

Vicaire de Versailles à qui l'institution canonique est refusée par son évêque, parce qu'il s'est marié, n°. 180, p. 602
 Volontaires (pourquoi des) quittent leurs drapeaux pour retourner dans leurs foyers, n°. 180, p. 594

Fin de la Table du quatorzième Trimestre.

Avis au Relieur pour placer les gravures.

Fusillade du château des Tuileries au 10 août, doit être placée n°. 161, p. 230, treizième trimestre.

Incendie de la caserne des Suisses au 10 août, n°. 161, p. 238, treizième trimestre.

Translation de Louis XVI au Temple, n°. 162, p. 282, treizième trimestre.

Événement des Champs-Élysées le 30 juillet, n°. 160, p. 194, treizième trimestre.

Barrière de ruban sur la terrasse des Feuillans, n°. 160, p. 212, treizième trimestre.

Proclamation du danger de la patrie, n°. 159, p. 137, 13^e trim.

Massacre des prisonniers de l'abbaye Saint Germain, n°. 165, p. 422, treizième trimestre.

Camp sous Paris, n°. 169, p. 81, quatorzième trimestre.

Massacre des prisonniers du Châtelet & de Bicêtre, n°. 165, p. 420, treizième trimestre.

Massacre des prisonniers de la Force & des prêtres aux Carmes du Luxembourg, n°. 165, p. 428, treizième trimestre.

Louis XVI au Temple, n°. 163, p. 336, treizième trimestre.

Massacre des prisonniers d'Orléans, n°. 166, p. 467, 13^e trim.

Pompe funèbre du 10 août 1792, n°. 164, p. 369, 13^e trim.

Depuis plusieurs mois les événemens se sont tellement multipliés, qu'on n'en a pu faire paroître les gravures que très-postérieurement à leur date : en conséquence les Souscripteurs sont avertis de ne point faire relier les 13^e. & 14^e. trimestres, parce que beaucoup de gravures qui doivent y entrer ne seront données que dans les trimestres suivans.

1. The first part of the document is a list of names and addresses.

2.

